

LA RÉGLEMENTATION DES MÉTIERS EN LANGUEDOC

THÈSE

PRÉSENTÉE ET PUBLIQUEMENT SOUTENUE DEVANT
LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER,
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR EN DROIT.

PAR

ANDRÉ GOURON

Assistant à la Faculté de Droit de Toulouse
Lauréat de la Faculté
le 21 juin 1957, à 16 heures.

JURY

MM. TISSET, Professeur,	<i>Président ;</i>
BOYER, Doyen de la Faculté de Droit de Toulouse,	<i>Assesseur ;</i>
GUENOUN, Professeur,	<i>Assesseur ;</i>
GARRISSON, Professeur,	<i>Assesseur.</i>

LIBRAIRIE MINARD

73, rue Cardinal Lemoine

PARIS V^e

1958

LA RÉGLEMENTATION
DES MÉTIERS EN LANGUEDOC

LA RÉGLEMENTATION
DES MÉTIERS EN LANGUEDOC



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DES LETTRES
BIBLIOTHÈQUE

LA RÉGLEMENTATION DES MÉTIERS EN LANGUEDOC

THÈSE

PRÉSENTÉE ET PUBLIQUEMENT SOUTENUE DEVANT
LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER,
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR EN DROIT.

PAR

ANDRÉ GOURON

Assistant à la Faculté de Droit de Toulouse
Lauréat de la Faculté
le 21 juin 1957, à 16 heures.



JURY

MM. TISSET, Professeur,
BOYER, Doyen de la Faculté
de Droit de Toulouse,
GUENOUN, Professeur,
GARRISSON, Professeur,

Président ;

Assesseur ;

Assesseur ;

Assesseur.

LIBRAIRIE MINARD

73, rue Cardinal Lemoine

PARIS V°

1958

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

Faculté de Droit

Doyen : M. Legal Alfred.

Assesseur : M. Delbez Louis.

Professeurs : MM. Becque Emile, Professeur de Droit civil ; Vialleton Henri, Professeur de Droit civil ; Guenoun Lucien, Professeur de Droit criminel ; Legal Alfred, Professeur de Droit criminel ; Delbez Louis, Professeur de Droit international public ; Tisset Pierre, Professeur d'Histoire du Droit ; Cabrillac Henri, Professeur de Droit commercial ; Comby Jean, Professeur d'Economie politique ; Coste Floret Paul, Professeur de Droit civil, Détaché comme Membre de l'Assemblée Nationale ; Milhau Jules, Professeur d'Economie Politique, Membre du Conseil économique ; Pequignot Georges, Professeur de Droit public ; Becque Jacques, Professeur de Droit civil ; Desmouliez Georges, Professeur de Droit constitutionnel et de Science politique ; Gervais André, Professeur de Droit public.

Professeurs sans chaire : MM. Garrisson Francis, Professeur de Droit romain ; Martin de La Moutte Jacques, Professeur de Droit civil.

Agrégés : MM. Dufour Jean, Agrégé d'Economie politique, chargé d'enseignement à l'Institut d'Etudes Juridiques de Nice ; Maury René, Agrégé d'Economie Politique.

Chargés de cours : MM. Badouin Robert, chargé de cours d'Economie Politique ; Cabrillac Michel, chargé de cours de Droit privé ; Castagne André, chargé de cours de Droit public.

Assistants : Mlle Heran Marie, Assistante de Droit privé ; M. Hilaire Jean, Assistant d'Histoire du Droit, Droit Romain ; Mlle Derbez Simone, Assistante de Droit public ; M. Romieu Jean, Assistant de Sciences économiques.

Chargé d'un cours : M. Dijol Marcel, chargé d'un cours de Droit civil.

Moniteur de travaux pratiques : M. Dubois André.

Secrétariat : MM. Rouquairol René, Secrétaire ; Begon Roger, Rédacteur.

Honorariat : MM. Morin Gaston, Doyen honoraire, Professeur de Droit civil ; Becque Emile, Doyen honoraire ; Antonelli Etienne, Professeur d'Economie Politique ; Dubois, Secrétaire.

Jury : M. Pierre Tisset, Président ; M. le Doyen Georges Boyer, de la Faculté de Droit de Toulouse, Assesseur ; M. Lucien Guenoun, Assesseur ; M. Francis Garrisson, Assesseur.

A Ma Femme.

AVANT-PROPOS

Pourquoi étudier la « réglementation des métiers en Languedoc » ? Un premier argument se tire sans doute de l'absence d'étude traitant l'ensemble des institutions corporatives dans cette vaste région que constitue le Languedoc. Une telle omission dans la littérature historique et juridique s'explique toutefois si ce Languedoc — nous prenons une fois pour toutes ce mot dans le sens restreint qu'il prend au cours du XIV^e siècle — rassemble sur son territoire des types si divers d'organisations professionnelles que leur étude ne peut amener qu'à un groupement artificiel de données juridiques apparemment hétérogènes.

Cependant et bien que conscient de cette diversité des institutions médiévales qui reste le trait marquant de notre documentation¹, il nous semble que les villes languedociennes ont présenté un certain nombre de traits communs au Moyen âge en matière d'institutions professionnelles. De plus, ces caractéristiques ne vont pas sans s'opposer aux aspects les plus courants de la vie corporative, sinon dans le reste de la France, au moins dans la partie du royaume où les métiers nous sont le mieux connus, c'est-à-dire les pays situés au nord de la Loire : les définitions les plus larges, en effet, qui ont été données de cette vie corporative par les meilleurs spécialistes, s'écartent sensiblement des types de groupements languedociens. Ainsi, M. Emile Coornaert définit², traitant, il est vrai, des métiers de la France du nord, l'association professionnelle comme un « groupement économique... qui soumet ses mem-

¹ Documentation dont l'exploitation a été considérablement facilitée par la constance et la science des conseils éclairés dont nous sommes redevables envers M. Pierre Tisset, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier. Nous exprimons également notre reconnaissance la plus vive, pour les renseignements qu'ils ont bien voulu fournir, à MM. F. Garriçon, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier, J. Combes et L. Dermigny, maîtres de conférences à la Faculté des Lettres de Montpellier ; ainsi qu'à Mlle de Saint-Exupéry, archiviste en chef de la Haute-Loire, et G. Malavialle, archiviste adjoint de l'Hérault, à MM. J. de Font-Réaulx, archiviste en chef de Vaucluse, J. Blaquière, archiviste en chef de la Haute-Garonne, O. de Saint-Blanquat, archiviste de la ville de Toulouse, J. Sablou, archiviste en chef du Gard, V. Chomel, archiviste en chef de l'Aude, Greslé-Bouignol, archiviste en chef du Tarn, Fr. Burckard, archiviste en chef de la Drôme, M. Dumas, archiviste en chef de la Lozère ; à MM. H. Rolland, directeur de la XI^e circonscription archéologique, U. Rouchon, conservateur de la bibliothèque municipale du Puy, à MM. le Dr. Cayla, de Carcassonne, et le Dr. Picheyre, d'Agde ; enfin à M. Marcel Gouron, archiviste en chef de l'Hérault.

² Emile Coornaert, *Une question dépassée : à l'origine des communautés de métiers*. *Tijdschrift voor Geschiedenis* (Groningue), 1952, fasc. 1-2, p. 7.

bres à une discipline collective pour l'exercice de leur profession » : on verra qu'en Languedoc cette discipline n'émane que tardivement du groupement lui-même. Cherche-t-on, d'autre part, à définir l'organisation corporative ? Elle ne coïncide pas, sous son aspect languedocien, avec cette définition qu'en donnait Fr. Olivier-Martin³ : « ... un type d'organisation sociale où des groupements obligatoires basés sur la profession ont dans l'Etat un rôle reconnu et jouissent de certaines prérogatives pour accomplir leurs fins » : l'organisation de type languedocien ne saurait être définie comme un groupement obligatoire, au moins pendant la plus grande partie du Moyen âge.

Le métier languedocien se définit au Moyen âge, selon nous, autour de l'administration de la cité bien plus que par des origines spontanées : c'est une catégorie d'habitants, unie par une même profession, généralement artisanale et parfois commerciale, que l'administration communale identifie peu à peu dans l'exercice de son pouvoir de police, et qui atteint peu à peu à la personnalité juridique, d'abord par l'octroi de chefs spécialisés responsables devant cette administration communale, et plus tard par la création de confréries qui viennent accroître le sentiment de solidarité entre les membres d'une même profession.

Il s'agit là d'une définition insuffisamment précise, certes, mais qui s'applique à l'ensemble du Languedoc, avec, çà et là, ces quelques exceptions auxquelles on se heurte dans l'étude de n'importe quelle institution médiévale. La spécificité du système corporatif languedocien dépasse ainsi la vieille distinction entre métier ouvert, méridional, et métier fermé, de type flamand-parisien ; précisée également sera la notion de métier réglé opposé au métier juré, selon la terminologie aujourd'hui dominante : « Certains ont opposé aux corporations « ouvertes » du Midi, plus libéralement accessibles, les corporations « fermées » du Nord... Mieux fondée est l'opposition entre métiers jurés et métiers libres, ou encore, et mieux, jurés et métiers réglés »⁴. Si cette opposition reste indiscutable, encore que le terme de métier « réglé » ne nous paraisse pas s'opposer toujours à l'expression de « métier juré », il semble qu'en outre le métier languedocien s'oppose à l'organisation corporative d'autres régions méridionales.

Peut-on, par exemple, identifier le métier languedocien aux corps professionnels italiens ? L'essai en a été tenté⁵, à partir de l'étroit rap-

³ Fr. Olivier-Martin, *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*. Paris, Sirey, 1938, p. IX.

⁴ Emile Coornaert, *Les corporations en France avant 1789*. Paris, Gallimard, 1941, p. 26.

⁵ Gunnar Mickwitz, *Die Kartellfunktionen der Zünfte und ihre Bedeutung bei der Entstehung des Zunftwesens. Eine Studie in Spätantiker und mittelalterlicher Wirtschaftsgeschichte*. Diss. Helsinki, 1936, Societas Scientiarum Fennica, Commentationes Humanarum Litterarum, t. VIII, 3. Cf. p. 68 : « Wenn wir trotzdem, den heutigen Staatsgrenzen folgend, die französischen Mittelmeerstädte einem anderen Kapitel als dem der italienischen Städte zuweisen, so liegt die Berechtigung dieser Einteilung mehr in den Dispositionen der modernen Literatur, als in einer Verschiedenheit des Materials. Der Charakter des Gebiets ist, dass möge hier unterstrichen werden, der einer Uebergangszone zwischen dem Zunftwesen Süd-und Mitteleuropas ».

port entre vie corporative et administration communale qui se laisse constater tant en Italie qu'en Provence ou en Languedoc. Il nous semble pourtant que la vie juridique des métiers s'exerce en Languedoc dans un cadre sensiblement plus limité que dans les villes italiennes : les professions du grand commerce y restent, en règle générale, des métiers libres, tandis que les grands métiers du drap des villes italiennes ne répugnent pas à une organisation professionnelle souvent fort évoluée : au contraire, chez nous, l'organisation drapière comprend sans doute des corps organisés de pareurs et de tisserands, mais toute liberté est laissée aux négociants qui font commerce, et souvent au loin ou en foire, de ces draps. Au reste, le mouvement communal se traduit en Languedoc par des consulats dont le développement n'atteindra pas à l'autonomie des cités transalpines, et surtout l'action administrative du pouvoir royal sous les Capétiens directs reste sans correspondant en Italie.

Il paraîtrait au contraire plus vraisemblable de rattacher l'organisation languedocienne au système corporatif provençal, géographiquement plus voisin. L'entreprise a déjà été tentée, mais sur des bases qui nous semblent à écarter. Ont été en effet différenciées⁶ des « corporations du Midi » ou « de Provence », c'est-à-dire le groupe des villes de Marseille, Arles, Nîmes, Montpellier et Carcassonne d'avec des « corporations du Sud-Ouest » ou « d'Aquitaine », c'est-à-dire les métiers de Toulouse et de Montauban : les premières se rattacheraient sans interruption aux « collèges », c'est-à-dire aux associations professionnelles romaines, tandis que les secondes ne seraient nées qu'au XIII^e ou même au XIV^e siècle. De plus, « les métiers d'Aquitaine diffèrent encore de ceux de Provence par l'étroite dépendance dans laquelle ils sont tenus par l'autorité municipale ».

Il nous paraît bien qu'une opposition existe à ce point de vue entre Provence et Languedoc, mais sur des bases géographiques et matérielles tout à fait différentes. Considérons en effet les villes du Languedoc, au sens moderne du mot, en face de celles de Provence : l'origine romaine affectée aux métiers des premières, tout d'abord, va faire l'objet d'une enquête qui sera le sujet de notre premier chapitre. Quant à leur naissance au Moyen âge, il nous semble impossible de faire une distinction à ce point de vue entre Ouest et Est du Languedoc : les premiers signes d'organisation professionnelle y apparaissent-ils à la même époque qu'en Provence et, d'ailleurs, dans le reste de l'Europe, c'est-à-dire vers le milieu du XII^e siècle ? Cette question sera abordée dans un deuxième chapitre. En revanche, d'autres aspects corporatifs opposent le métier languedocien, pris dans son ensemble, au métier provençal : la place plus grande qu'y tient l'administration municipale, qui sera étudiée, après les deux chapitres plus haut cités, dans une première partie relative à la place du métier dans la ville, une hiérarchie professionnelle juridiquement plus marquée, dont traitera une deuxième partie, et aussi

⁶ Etienne Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791*. 4^e éd., avec un appendice bibliographique d'E. Coornaert, Paris, P.U.F., 1941, pp. 276-282.

une abondance de la réglementation économique à travers le métier, objet d'une troisième partie : en un mot, la richesse en statuts professionnels des archives languedociennes est loin d'être égalée en Provence. Cette relative pauvreté de renseignements a d'ailleurs conduit de bons auteurs traitant de l'organisation corporative provençale⁷, à en adopter des critères par trop restrictifs⁸.

Ainsi, rôle des institutions municipales, hiérarchie professionnelle et réglementation des opérations commerciales étant étudiées dans les trois premières parties de cette étude comme formant le cadre dans lequel évoluent les corps de métier languedociens, reste à étudier ce qui permet de dire que ces métiers eux-mêmes forment corps : une quatrième partie, relative à l'organisation proprement corporative, retracera les éléments qui constituent la personnalité morale de ces différents corps, puis traitera des facteurs qui, au cours du Moyen âge, ont entraîné une autonomie de plus en plus marquée de ces groupements corporatifs : l'apparition des confréries, puis celle des métiers jurés.

Toutefois, il est bon de préciser dès maintenant que le métier languedocien, institution essentiellement urbaine, ne peut être étudié à l'intérieur de cadres géographiques délimités avec une absolue précision. Les grandes villes de cette partie méridionale du royaume sont rassemblées sur une étroite bande de terre qui court le long des côtes de la Méditerranée pour rejoindre à l'Ouest la vallée de la Garonne. Toutefois, comme les phénomènes tendant à une plus grande autonomie du métier vont toucher un beaucoup plus grand nombre de petites villes dont les métiers étaient jusqu'alors restés libres, il est nécessaire de préciser ce cadre territorial, surtout dans les parties septentrionales du Languedoc, dont les limites ont quelque peu varié dans ces régions montagneuses⁹. Nous prendrons donc le Languedoc dans ses limites de 1380, soit administrativement les sénéchaussées de Toulouse, Carcassonne-Béziers et Beaucaire-Nîmes. Les villes périphériques y seront incluses, parce qu'elles présentent les mêmes caractéristiques corporatives que le reste du pays, même si ces villes n'ont été que peu de temps réunies au Languedoc, ou par quelques faubourgs seulement : seront ainsi étudiés les métiers de Millau, ceux d'Albi et ceux de Montauban. De plus, de fréquentes incursions en pays voisins, Roussillon et Comtat Venaissin, seront nécessaires pour mieux comprendre le particularisme languedocien ainsi que son unité en matière de réglementation des métiers. Les caractères principaux en seront soulignés dans la conclusion de cette étude.

⁷ M. Billioud, *Les classes industrielles en Provence aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles. Mém. de l'institut historique de Provence*, t. IV.

⁸ Sur ce point, cf. Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, p. 92, n° 3.

⁹ Ces variations sont mesurables par la comparaison des cartes de l'Atlas de Brette et de celles du t. XV de l'*Histoire Générale de Languedoc*, éd. Privat.

INTRODUCTION

L'ORIGINE DES COMMUNAUTÉS DE MÉTIERS

L'ORIGINE DES COMMUNAUTÉS DE MÉTIERS.

Parmi les problèmes posés par l'origine des institutions médiévales, celui de la naissance des communautés de métiers a été l'un des plus discutés. Trois thèses se sont partagées la doctrine : l'une tente de rétablir le lien entre *collegia* du Bas-Empire et métiers du XII^e siècle, la deuxième explique ce problème par une origine domaniale, *curtensis*, et la dernière fait appel aux transformations sociales et économiques du XII^e siècle pour écarter toute origine plus ancienne. Nous verrons que seule cette dernière hypothèse se trouve en mesure d'expliquer le fait corporatif en Languedoc, mais une étude préliminaire des *collegia* et *corpora* de Narbonnaise nous paraît indispensable à l'élimination de toute explication de ces corps de métiers du Moyen âge par une résurgence de l'organisation gallo-romaine. Cette introduction comportera donc deux chapitres, traitant, l'un des collèges de Narbonnaise, l'autre de l'origine de l'organisation corporative au XII^e siècle. Le rapprochement de deux périodes aussi éloignées l'une de l'autre paraît en effet nécessaire, étant donné l'état actuel de la doctrine en matière d'origines corporatives.

Les tentatives d'explication du système corporatif médiéval par un maintien des collèges gallo-romains sont vieilles maintenant de plus d'un siècle, en ce qui concerne ses plus anciens tenants¹. Cette thèse a trouvé d'enthousiastes adeptes en France au XIX^e siècle², ainsi que depuis un quart de siècle en Italie, à la suite de la publication de l'*Honorantiae civitatis Papiæ*, statuts lombards à peine postérieurs à l'an mil³. Toutefois, la thèse d'une liaison directe et totale entre métiers du XII^e siècle et ces *collegia* du Bas-Empire, si différents des premiers, ne serait-ce que par l'hérédité de la profession, est aujourd'hui à peu près abandonnée.

Certes, une telle théorie n'a pas été sans laisser de trace chez nombre de bons auteurs : on l'a nuancée de diverses façons, quitte à n'en retenir que quelques vestiges. Certains historiens, en dehors de tout engagement de principe, en trouvent une application dans la Hanse des marchands de l'eau de Paris, dont les privilèges sont qualifiés d'anciens par Louis le Gros en 1170⁴. Au contraire, et cette hypothèse nous inté-

¹ Le livre de Raynouard, *Histoire du droit municipal en France*, date de 1829.

² Cf. par exemple P. Mantellier, *Histoire de la communauté des marchands fréquentant la rivière de Loire et les fleuves descendant en icelle*, *Mémoires de la Soc. arch. de l'Orléanais*, 1867-1868-1869.

³ Pier Silverio Leicht, *Oriente ed Occidente nella storia del diritto pubblico italiano nel Medio Evo*, *Arch. Giuridico*, t. CXV, 1936.

⁴ Etienne Martin Saint-Léon, *op. laud.*, p. 50, cite ce texte : « Consuetudines tales sunt ab antiquo », et tire argument de l'expression « ab antiquo », pour

resse plus directement, il a été envisagé, pour les métiers du midi français plus spécialement, une origine gallo-romaine⁵. D'autres auteurs, tout en niant la primauté de cet apport gallo-romain, l'ont considéré comme un des facteurs de l'organisation corporative médiévale⁶. Plus récemment, une tentative a été effectuée en Italie, afin de faire précéder les métiers du XII^e siècle par des organisations religieuses plus anciennes⁷, solution qui permettrait à la rigueur d'intégrer l'*Honorantiae* de Pavie à l'évolution corporative⁸.

Malgré cet effort de recherche historique, il faut répéter que la doctrine la plus moderne repousse le plus souvent l'origine romaine de l'organisation des métiers au Moyen âge. Dès le début de ce siècle⁹, les objections les plus graves ont été opposées aux partisans de la survivance, même partielle, des *collegia* ; elles se tirent essentiellement de l'affaiblissement de la vie urbaine qui marque dans notre pays l'époque franque et le règne des premiers Capétiens¹⁰. De plus, a-t-on souligné, « l'activité économique s'est promptement transportée du cadre urbain au cadre domanial »¹¹ ; mais c'est là ouvrir la voie aux tenants d'un autre facteur de renaissance corporative, l'origine domaniale.

donner des origines « plusieurs fois séculaires » à cette Hanse : pourtant, combien de fois rencontre-t-on dans les textes médiévaux de telles affirmations, qui ne reposent le plus souvent que sur une antiquité de quelques dizaines d'années ? A notre avis, utiliser ce texte pour découvrir à cette Hanse une origine de plus d'une trentaine d'années serait faire preuve d'imprudence (cf. une opinion analogue p. 190 du livre sur les *corporazioni* de G.M. Monti qui sera cité plus loin).

⁵ Emile Coornaert, *Les Corporations en France...*, pp. 45-46.

⁶ Jacques Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. II, p. 379 : « Les confréries de métiers sortirent... d'un triple élément : romain, chrétien, germanique ».

⁷ Gennaro Maria Monti, *Le corporazioni nell' evo antico e nell' alto medio evo*, Lineamenti e ricerche. Bari, 1934, pp. 185-192, ne recherche pas cette origine avant l'an mil, mais auparavant, dans *Le confraternita medievali dell' Alta e Media Italia* (La Nuova Italia, Venise, s.d.) (1927), l'auteur déclarait p. XI : « ... E il gravissimo problema dei rapporti fra Evo Antico e Basso Medio Evo, della soluzione o meno di continuità fra l'epoca Romana e i secoli interno al 1000. Certo pero si e che nel nostro volume e la precisa dimostrazione che le associazioni religiose di laici precedettero il Comune e le Compagnie di Arte di Armi ed ebbero prima di queste propri statuti... ».

⁸ Cette intégration avait déjà séduit M. Arrigo Solmi, *L'amministrazione finanziaria del Regno italico nell' alto Medio Evo*, 1932.

⁹ Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie jusqu'en 1789*. 2^e éd., 1900-1901, 2 vol. ; cf. t. I, p. 355.

¹⁰ Sur les villes méridionales pendant cette période, cf. Ferdinand Lot, *Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à l'époque gallo-romaine*. Paris, Champion, t. II (1946) ; André Dupont, *Les cités de la Narbonnaise première depuis les invasions germaniques jusqu'à l'apparition du Consulat*. Nîmes, Chastanier, 1942 ; Gérard Sautel, *Les villes du Midi méditerranéen au Moyen âge*. Rec. Soc. Jean Bodin, t. VII, La Ville, 2^e partie, Bruxelles, 1956, pp. 318-323.

¹¹ Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, p. 85 ; en un sens voisin, cf. Manfred Weider, *Das Recht der deutschen Kaufmannsgilden des Mittelalters*, 1931.

Un certain nombre d'auteurs allemands du XIX^e siècle¹² ont cru trouver l'origine de l'organisation corporative dans le système de travail à l'intérieur du domaine franc (*Hof*). Cette théorie a pénétré avec un certain succès à la fin du siècle dernier en France¹³ et en Italie¹⁴. Mais une réaction hostile à cette théorie domaniale n'a pas tardé à se produire, dès les premières années du XX^e siècle ou même un peu auparavant, tant pour la France¹⁵ que pour l'Allemagne¹⁶ ; le meilleur argument qui ait été invoqué à ce point de vue reste pour nous l'absence de toute organisation professionnelle dans le capitulaire de *Villis*¹⁷. Les études plus récentes excluent ainsi totalement l'hypothèse d'une origine domaniale du métier médiéval¹⁸.

Ainsi, la critique historique la plus récente est amenée à rechercher à l'époque même de la naissance de l'organisation professionnelle — qui se produit à peu près simultanément en Europe occidentale autour du milieu du XII^e siècle — les causes de ces nouvelles institutions. Déjà Henri Pirenne, dans le cadre de ses thèses sur la renaissance urbaine en Europe, avait estimé que les mêmes raisons économiques avaient donné naissance dans toute l'Europe chrétienne au système corporatif¹⁹. De plus récentes monographies ont souligné la naissance des métiers au XII^e siècle sans y trouver trace d'institutions plus anciennes²⁰ : malheureusement, on ne peut affirmer de façon définitive qu'il n'y a pas eu, en France ou ailleurs, d'associations d'artisans avant ce siècle²¹. Enfin, tout récemment, les métiers flamands ont été étudiés en association étroite avec les institutions municipales²². Il nous semble que les métiers languedociens doivent être examinés avec la même optique : la notion de spécialisation des métiers et celle de pouvoir municipal nous apparaissent en intime liaison avec la formation des premiers groupements professionnels ; nous tenterons du moins de dégager cette formation, après avoir traité des *collegia opificum* en Narbonnaise.

¹² Dont le plus célèbre reste Rudolf Eberstadt, grâce à ses deux ouvrages : *Magisterium und Fraternitas*. Leipzig, 1897, et *Der Ursprung der Zunftwesen*, Leipzig, 1915.

¹³ Fagniez, *Etudes sur l'industrie au XIII^e siècle*. Paris, 1877 ; Luchaire, *Manuel des institutions françaises. Période des Capétiens directs*. Paris, 1892.

¹⁴ L'évolution en est retracée par Pier Silverio Leicht, *op. laud.*, p. 17 et s.

¹⁵ Henri Pirenne, *L'origine des constitutions urbaines au moyen âge*. *Rev. historique*, 1895 ; *Villes, marchés et marchands au moyen âge*. *Rev. historique*, 1898.

¹⁶ H. von Below, *Territorium und Stadt*. Munich, 1900.

¹⁷ W. Keutgen, *Aemter und Zünfte*. Jena, 1903, p. 8.

¹⁸ Le point est fait par Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, pp. 86-87 ; aj. Carlos Wyffels, *De oorsprong der ambachten in Vlaanderen en Brabant*. *Verhand. van de Koninkl. Vlaamse Acad. voor wetensch., lett. en sch. kunsten van België*, Bruxelles, 1951 : cf. chap. I, *De ambachten en het toezicht der overheid over handel en nijverheid*.

¹⁹ Cf. *loc. cit.* et *Histoire de Belgique*, p. 157-186.

²⁰ Ainsi Geneviève Aclouque, *Les corporations à Chartres*, 1917, p. 7.

²¹ Comme le souligne Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, p. 88.

²² C. Wyffels, *op. laud.*, et particulièrement le chap. II : *De actie van de ambachtsleiden in het kader der overheids-organisatie*.

CHAPITRE PREMIER

LES COLLÈGES PROFESSIONNELS DE LA NARBONNAISE PREMIÈRE

La partie de la Narbonnaise située à l'Ouest du Rhône¹ s'étend sur un territoire qui, en gros, correspond aux limites qui borneront le Languedoc. Tectosages et Arécomiques nous portent en effet des bornes de l'Aquitaine au Rhône. Le seul territoire languedocien d'importance qui ne figure pas dans cette province romaine se situe dans le Nord de la région que nous étudions : ce sont les territoires des Vellaves et des Helves qui sont à l'origine du Velay et du Vivarais. En matière de collèges de métiers, cette disparité entre Narbonnaise et Languedoc n'a pas grande importance : on verra plus loin que les Vellaves ne nous fournissent qu'un seul témoin d'organisation professionnelle, et que l'attribution de ce témoin à Saint-Paulien est extrêmement contestable. Il en est de même chez les Helves, dont l'unique inscription corporative vise en réalité les Voconces. Nous tenons également pour négligeables les variations de limites à l'ouest de Toulouse et au nord de la Montagne Noire, ces secteurs n'offrant aucun exemple de *collegium* ou de *corpus*, étant au surplus fort pauvres en documents épigraphiques.

Historiquement, en revanche, nous devons prendre en considération l'espace de temps qui sépare nos premières sources — deuxième moitié du premier siècle de notre ère — des textes de la plus basse époque — fin du quatrième siècle. Cet intervalle appellerait des distinctions chronologiques, s'il n'était précisé que, seules, deux inscriptions relatives aux métiers de Narbonnaise peuvent être datées avec certitude des deux premiers siècles de l'Empire — le reste de notre matériel textuel se concentrant sur le troisième et début du quatrième siècles.

Cette division chronologique étant posée, il est nécessaire d'examiner d'abord dans quelle mesure les collèges romains de la province s'intègrent dans la vie urbaine, pour aborder ensuite l'examen des activités ainsi touchées par la réglementation corporative impériale.

Section I. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE.

Quelle est l'importance des villes en Narbonnaise ? Une réponse à cette première question éclairera la présentation des collèges de Narbonnaise selon leur groupement territorial : tout groupement profes-

¹ Les limites choisies sont, une fois pour toutes, celles de la « Notitia dignitatum ».

sionnel suppose en effet l'existence d'un certain nombre d'artisans dans la ville, donc une cité assez considérable.

a) *Le Cadre urbain.*

L'importance particulière de la vie urbaine en Narbonnaise est attestée par l'habitude des habitants de ces cités de se désigner par le nom du chef-lieu, contrairement à la coutume du reste de la Gaule : vie urbaine qui est le reflet de l'antériorité de la conquête romaine dans notre région par rapport à l'ensemble du pays, comme le manifeste l'extrême morcellement de ces *civitates* méridionales, dont le territoire est communément dix ou vingt fois plus petit que celui des cités proprement gauloises.

Mais ces cités sont d'importance diverse, sans que cette disparité soit d'ailleurs attachée à l'ancienneté de la fondation de la ville. Nous pouvons distinguer deux groupes de villes en Narbonnaise, selon le chiffre de leur population. On choisira comme référence la superficie de ces villes et non leur population présumée, pour éviter ces conjectures par trop hasardeuses qui ont amené les érudits à de célèbres disputes au sujet de la population de la Rome impériale. Sans doute, la surface délimitée par une enceinte romaine n'est-elle pas toujours entièrement bâtie, mais les ordres de grandeur dont il va être fait état vont montrer des différences d'une telle importance qu'elles pourront être prises comme base de discussion.

Dans la catégorie des villes importantes, nous rangeons d'abord Nîmes, dont les 275 hectares compris dans les remparts en 16 av. J.C.² la situent comme la cité la plus étendue de la Gaule à cette époque. Il est bien certain que la totalité de cette superficie réellement considérable n'était pas occupée par des constructions, mais les fouilles et les découvertes depuis le dix-huitième siècle nous permettent de considérer qu'au minimum le cinquième³ de ces 275 hectares était bâti, ce qui nous laisse encore plus d'une cinquantaine d'hectares. Dans le même groupe se range Narbonne, dont les remparts de la fin du troisième siècle enserrent une quarantaine d'hectares⁴, chiffre faible par comparaison avec Nîmes, mais justifié par le caractère tardif de l'enceinte narbonnaise, alors que l'on ignore tout d'un rempart antérieur à l'incendie de la ville sous Antonin. Béziers est également une ville importante, avec une vingtaine d'hectares compris dans une enceinte elle aussi, peut-être, du

² Cf. Ferdinand Lot, *Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à l'époque gallo-romaine*. Paris, Champion. Pour la Narbonnaise première, Première Partie, II (1946), Nîmes : p. 354.

³ Soit l'espace compris entre le Cirque romain, le Temple de Diane, la Porte d'Auguste et les Arènes.

⁴ F. Lot, *op. laud.*, p. 298-315, ignore visiblement que la ville a été réduite en cendres sous Antonin, et s'étonne, p. 299, du manque d'édifices antiques aujourd'hui conservés, ce qui s'explique en grande partie par cet incendie. M. Lot donne p. 319, 22 à 24 hectares à la ville, tout en admettant la possibilité d'une extension vers le Nord qui représente en réalité plus de 15 hectares : au total, Narbonne avoisinerait ainsi 40 hectares.

troisième siècle⁵. Enfin, à l'extrême Ouest de la provincia, Toulouse possède les plus vastes remparts de la Gaule qui aient été construits au Bas-Empire : ils délimitent en effet quatre-vingt-dix hectares⁶.

En revanche, les autres villes de la Narbonnaise n'offrent qu'une superficie extrêmement restreinte : Lodève atteint quatre hectares⁷, Carcassonne, sept hectares dix ares⁸, Elne, cinq hectares en calculant au plus large⁹. Pour Agde, dont les remparts romains ont vraisemblablement servi à l'enceinte du Moyen âge, cette même étendue de cinq hectares peut être admise. Uzès, dont les murs sont médiévaux, a eu sans doute la même extension sous l'Empire, ce qui, en admettant la délimitation comme celle d'une ville entièrement bâtie, nous offre dix hectares¹⁰. Maguelone n'est bâtie que sur une portion infime de l'île¹¹, tandis que Substantion, ou mieux Sextantio¹², dispose au maximum d'un hectare et demi dans sa plus grande étendue¹³. Enfin Albi, un peu en dehors de la Narbonnaise, n'est pas mieux partagé avec un hectare 30 ares¹⁴.

Toutes ces localités de moindre importance contrastent donc avec quatre villes essentielles : Nîmes, Narbonne, Béziers et Toulouse. Or n'ont d'organisation professionnelle que ces grandes villes, à deux ou trois exceptions près, ces dernières affectant des agglomérations moins importantes.

b) *La répartition des Collèges en Narbonnaise.*

Quelles sont, tout d'abord, ces communautés professionnelles de petites villes ? L'une d'elles, au moins, est incontestablement à ranger dans ce groupe : les centonaires de Beaucaire¹⁵. Mais nous verrons plus loin que les centonaires constituent, de façon générale, des organes chargés d'un service public bien plus que des associations à buts strictement limités à la profession : l'existence de tels services publics se justifie parfaitement en un lieu comme Ugernum, entrepôt des marchandises qui y transitent d'une rive du Rhône à l'autre¹⁶. Ont en revanche un

⁵ F. Lot, *op. laud.*, *id.*, p. 348.

⁶ *Ibid.*, *id.*, p. 337, n° 4.

⁷ *Ibid.*, *id.*, p. 384.

⁸ *Ibid.*, *id.*, p. 384.

⁹ *Ibid.*, *id.*, p. 414.

¹⁰ *Ibid.*, *id.*, p. 392.

¹¹ Cf. Fr. Fabrègue, *Histoire de Maguelone*, 3 vol. 1894-1911, t. I, p. 14.

¹² Ainsi que la nomment les sources épigraphiques, par ex. C.I.L., t. XII, 4189, et la « table de Peutinger ».

¹³ Cf. Saint-Paul, *Mém. Soc. Arch. Montpellier*, t. I, p. 12.

¹⁴ Ferdinand Lot, *op. cit.*, II^e Partie (1950), p. 168, n. 4.

¹⁵ C.I.L. XII. 2824 ; H.L., XV. 379 : *Diis manibus Mocciae, Caii filiae, Silvinae, centonarii Ucernenses ob merita*.

¹⁶ Allmer, en commentant le n° 379 de l'*Hist. Lang.*, hésitait entre le rôle de ces centonaires comme fabricants de bâches et celui qu'ils jouaient dans la lutte contre l'incendie, hypothèses qui se justifient toutes deux par l'existence de dépôts de marchandises dont les traces sont encore visibles au pied de la colline du château, sous forme de silos troglodytiques proches de l'ancien emplacement des foires de Beaucaire : nous verrons que la première de ces hypothèses est la moins probable.

caractère de collège plus marqué les *cuparii* dont on a trouvé la trace à Rochemaure (Ardèche)¹⁷. Malheureusement, il semble bien que ces fabricants de tonneaux soient originaires de Vaison¹⁸. Peut aussi être écartée une inscription trouvée à Espaly-Saint-Marcel (Haute-Loire)¹⁹, où rien ne permet de croire qu'existait une agglomération à l'époque romaine, une simple *villa* pouvant difficilement disposer d'un collège de *fabri tignarii*²⁰.

Ainsi l'épigraphie ne nous fournit-elle de témoignages utilisables que pour un petit nombre de villes, les mêmes que celles définies plus haut comme d'importance majeure : Toulouse, Narbonne, Béziers et Nîmes. A la vérité, l'existence de collèges professionnels à Toulouse n'est attestée que de façon bien fragmentaire²¹. Encore est-on certain qu'il y existe un collège dirigé par un *magister*²² : mais la profession intéressée nous reste inconnue. La même ignorance empêche toute précision à Béziers, où existent des « ... *corporati Baeterrenses* », sans autre indication²³. Inversement, la présence à Narbonne d'un *faber tignuarius*²⁴ permet d'en induire l'existence d'un collège, car, partout où existaient ces charpentiers, ils se groupaient en associations professionnelles²⁵. Voici donc trois villes, Toulouse, Béziers et Narbonne, où existe une organisation corporative indiscutable. Gardons-nous cependant d'en généraliser les traces en utilisant en ce sens des sources, soit d'authenticité contestable, soit trop brèves pour pouvoir être interprétées sans

¹⁷ C.I.L. XII. 2669 ; H.L. XV. 1950 : *Diis manibus Maximi, cuparii Vocronnesses ...* : ce *Vocronnesses*, bien loin d'être, comme le pensait Allmer (H.L., à l'inscription), « un ethnique formé d'un nom de lieu qui n'a laissé de trace dans aucune dénomination actuelle », semble bien ne représenter qu'une mauvaise graphie pour Voconces, peuple dont le territoire s'étend de l'autre côté du Rhône, face à Rochemaure.

¹⁸ Une organisation professionnelle existe en effet à Vaison : C.I.L. XII. 1387 ; les utriculaires s'y désignent comme Voconces ; cf. Espérandieu, 209 : selon sa leçon, « *Silvanus base... utriculariis Vasiensibus Vocontii donum dedit* », mais où il est préférable de lire : « *Silvano basellam utricularii Vasiens Vocontii donum dederunt* ».

¹⁹ H.L. XV. 2039 : « ... *patronus collegiorum ... et fabrorum tignariorum ...* »

²⁰ Allmer, *Les Vellaves, Rev. Epigr. du Midi de la France*, n° 55, oct.-déc. 1889, pp. 452-456, met en doute le caractère indigène des inscriptions municipales du pays, qui « ... auraient une importance exceptionnelle, s'il était certain que toutes les fonctions qu'elles mentionnent aient appartenu à la cité des Vellaves », et il en note en effet la rareté.

²¹ Il faut écarter les *consacrani* du C.I.L. XII. 5379, car ce terme désigne bien plus une communauté fondée sur le voisinage ; d'ailleurs Hirschfeld, au texte, ajoute « ... *Tolosae vel potius in vico Aquitaniae* ».

²² C.I.L. XII. 5388 : Mommsen et Hirschfeld y voient une organisation de *magistri collegii* comme à Carthagène (cf. C.I.L. II 3433 et 3434) ; l'inscription précisant la libre condition du ou des personnages désignés, rien ne permet de confirmer cette interprétation, car on ne voit pas pourquoi une telle précision aurait été insérée s'il s'agissait d'un tel collège ; de plus, un seul *magister* est cité dans le texte, ce qui ne donne pas le droit de parler de *magistri collegii*.

²³ C.I.L. XII. 4255.

²⁴ C.I.L. XII. 4477.

²⁵ Cf. par ex. à Apt : C.I.L. XII. 1189 ; voir plus bas, p. 57.

graves risques d'erreur. Toujours à Narbonne, il faut écarter les hypothétiques *corpora de propolae*²⁶ et de *lardarii*²⁷, dont l'identification est fondée sur de douteuses inscriptions²⁸. On ne tiendra pas compte non plus, pour cette ville, d'associations dont la nature professionnelle n'apparaît pas²⁹, ni des inscriptions où, au contraire, la profession est apparente, mais le lien associatif conjectural³⁰. Dès lors, seules les grandes métropoles régionales de Narbonne et de Nîmes offrent des témoignages suffisamment complets pour approfondir la question des collèges professionnels en Narbonnaise première : en y joignant un témoignage certain à Béziers, la liste de ces collèges parfaitement identifiés ne passe pas la douzaine, mais d'intéressantes précisions peuvent être fournies sur leur situation juridique.

Section II. — LA VIE JURIDIQUE DES COLLÈGES DE NARBONNAISE.

Si donc un certain nombre de *collegia* se rencontre dans la Narbonnaise première, il est logique de se référer pour les étudier aux caractéristiques que présentent leurs homologues romains, ces derniers étant de loin les mieux connus de l'Empire. Les travaux consacrés à l'organisation corporative de Rome insistent tout particulièrement sur la terminologie qui désigne ces associations et sur le caractère tout à fait général qu'elle présente vis-à-vis des métiers exercés dans la Ville. Les collèges de Narbonnaise peuvent-ils, à ces deux points de vue, se comparer à ceux de Roine ? D'autre part, la vie corporative de cette dernière repose sur un certain nombre de moyens matériels offerts à ces collèges afin de réaliser des buts bien déterminés : ces buts et ces moyens sont-ils les mêmes dans la région qui nous intéresse ? Sur chacun de ces points, il va donc être possible de vérifier, soit l'identité des collèges d'une province importante de l'Empire avec ceux de la métropole, soit des traits originaux qui feront des associations de la Narbonnaise des institutions solidement individualisées.

a) *Les caractéristiques de la terminologie corporative en Narbonnaise.*

On sait qu'à Rome c'est le terme de *corpus* qui désigne un collège autorisé, doté de personnalité juridique³¹, et que ce mot, introduit au II^e siècle dans la langue juridique passe dans le vocabulaire courant aux IV^e-V^e siècles, ainsi d'ailleurs qu'à Byzance³². Qu'en a-t-il été en Narbonnaise ? On a employé récemment, pour cette province, le terme de

²⁶ Orelli, 4269.

²⁷ Gruter, 643, 10.

²⁸ Mais reprises par E. Martin Saint-Léon, *op. laud.*, p. 28 ; cf. d'autres inscriptions douteuses dans *Mém. Soc. des Antiquaires*, Nouv. Série, t. IV, 1842.

²⁹ Ainsi entre esclaves : C.I.L. XII. 5138 ; *Hist. Lang.* XV. 378.

³⁰ Ainsi les *clavarii materialium* : Orelli, 4164.

³¹ G.M. Monti, *Le corporazioni...*, pp. 7 à 11. Micheline Fasciato, *L'affranchissement des esclaves des associations*, *Rev. hist. de dr.*, 1951, pp. 455-456.

³² Contra, L. Schnorr von Carolsfeld, *Geschichte der juristischen Person*, t. I. Universitas, Corpus, Collegium im klassischen römischen Recht. Munich, 1933 ; cf. p. 176, n. 4.

corpora tenuiorum au sens général d'associations funéraires³³ : l'épigraphie confirme-t-elle ce vocabulaire ?

En fait, les sources dont nous disposons permettent d'affirmer que la Narbonnaise, comme nombre d'autres provinces, ne connaît guère que des *collegia* : le terme s'emploie même pour les sévirs augustaux, personnages chargés d'assurer le culte de Rome et d'Auguste et d'organiser des jeux, apparus sous Auguste et dont l'organisation corporative ressemble en tous points à celle des collèges professionnels³⁴. Ces *Seviri augustales* existent en particulier à Narbonne³⁵. Si leur organisation est qualifiée de *collegium*, c'est que ce mot désigne dans cette province n'importe quel groupement de personnes réunies par un but commun et dont la personnalité morale est reconnue. Le *sodalitium* ou réunion de *sodales* est un terme plus rare³⁶, mais dont le sens ne paraît pas différer de la signification de *collegium*, qui va s'éclairer par l'examen des sources qui nous fournissent ce mot.

Hors de la Narbonnaise de la rive droite du Rhône, nombreux sont les textes qui nous fournissent la trace de *collegia* : on en trouve à Marseille, à Aix, à Arles, à Vienne, à Valence, à Lyon³⁷. Dans notre région elle-même, *collegium* est le terme générique des associations professionnelles de Nîmes : on en trouve ainsi relatifs à des dendrophores³⁸, à des centonaires³⁹, à des utriculaire⁴⁰, à des *fabri tignarii*⁴¹, à des médecins⁴². Tel est également le mot employé à Narbonne chez les *fabri tignarii*⁴³ et dans un texte douteux relatif aux utriculaire de Narbonne⁴⁴, ainsi que chez les mystérieux *fabri subaediani* de Béziers⁴⁵, de même d'ailleurs que chez les Vellaves, près d'Espaly⁴⁶. Face à ces

³³ J.-J. Hatt, *La tombe gallo-romaine. Recherches sur les inscriptions et les monuments funéraires gallo-romains des trois premiers siècles de notre ère*. Paris, P.U.F., 1951, p. 77.

³⁴ Cf. J.-P. Waltzing, *Etude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains, depuis les origines jusqu'à la chute de l'Empire d'Occident*. 2 vol., Louvain, Peeters, 1895 : t. I, p. 38 et p. 296.

³⁵ C.I.L., XII. 4397.

³⁶ Waltzing, *op. laud.*, t. I, pp. 339-341 ; cf. contra ; G.M. Monti, *Le corporazioni...*, p. 49, où il discute l'opinion de V. Coli conforme à celle de Waltzing.

³⁷ Cf. Etienne Martin Saint-Léon, *op. laud.*, p. 29 ; aj. C.I.L. XII. 523 add., 526 (Aix), 700 (Arles), 410, 411 (Marseille), 1744 (Valence), 1878, 1917 (Vienne), 1898 (Lyon).

³⁸ C.I.L., XII, 5953 ; *Hist. Lang.*, XV. 2088 : Nem(auso) Aug(usto) et n(uminibus) deorum etem (sic, pour item) c(olleg) c(en)t (onariorum) et dendro[phor]o[rum].

³⁹ C.I.L. XII. 2754 ; *Hist. Lang.*, XV. 378 ; cf. le commentaire de Hirschfeld, *Rev. épigraphique du midi de la France*, t. 2, p. 92.

⁴⁰ C.I.L. XII. 3351 ; *Hist. Lang.*, XV. 377 ; cf. Hirschfeld à la suite du texte dans l'*Hist. Lang.*

⁴¹ C.I.L. XII. 3335 ; *Hist. Lang.*, XV. 382.

⁴² Gruter, 635 et 636 ; cf. E. Martin Saint-Léon, *loc. cit.*

⁴³ C.I.L. XII. 4477.

⁴⁴ *Hist. Lang.*, XV. 148, n. 3 et 1490 ; Espérandieu, *Inscriptions latines de Gaule*, n° 571.

⁴⁵ C.I.L. XII. 4393 ; *Hist. Lang.*, XV. 44.

⁴⁶ *Hist. Lang.*, XV. 2039 : Patronus collegiorum...

exemples de *collegia*, le mot *corpus* ne s'emploie que rarement : on en trouve un cas à Béziers, mais il n'est pas sûr qu'il s'agisse là d'associations professionnelles ⁴⁷ ; une autre inscription, provenant cette fois d'Arles, nous parle également des cinq *corpora* de naviculaires de cette ville ⁴⁸ : mais, par leur multiplicité même au sein d'une même profession, les *corpora* de cette ville constituent un cas particulier parmi les associations professionnelles de Narbonnaise.

Si par conséquent une distinction terminologique est opérée traditionnellement entre les *collegia* provinciaux et les *corpora* de Rome ⁴⁹ et de Byzance, peut-on aller jusqu'à dire que l'association professionnelle de l'ancienne *Provincia* est affectée par une influence gauloise originelle ? Cette thèse a été récemment soutenue ⁵⁰, et il est certain qu'une tradition épigraphique particulière à la Gaule se manifeste dans l'habitude de graver sur les tombes d'artisans quelques instruments symbolisant leur profession. Mais il est précisément remarquable que la répartition géographique de ces symboles soit totalement différente de celle des collèges professionnels ⁵¹ : il semble donc que s'il y a tradition indigène, elle affecte des régions où n'existe pas de trace de collèges ⁵², tandis que la Narbonnaise, exceptionnellement riche en collèges pour une région de Gaule, manifeste sa romanisation par l'exclusion de ce symbolisme ⁵³.

Il est ainsi possible d'exclure, pour les régions méditerranéennes tout au moins ⁵⁴, une influence indigène sur les associations professionnelles.

⁴⁷ C.I.L. XII. 4255 : Corporati Baettere[nses].

⁴⁸ C.I.L. XII. 672 ; *Hist. Lang.*, XV, Fastes, § 82 : ... Navic(ulariorum) marin(or)um Arel(atensium) corp(ora) quinq(ue).

⁴⁹ Où les deux mots finissent par s'employer indifféremment : on dit ainsi aussi bien *collegium pistorum* (C.I.L. VI. 1002) que *corpus pistorum* (C.I.L. VI. 1692).

⁵⁰ Cf. J.-J. Hatt, *Les monuments funéraires du Comminges et du Couserans*, Ann. Midi, t. LIV-LV, 1945, pp. 245-254 ; B. Sapène, *Autels votifs, ateliers de marbriers et sanctuaires gallo-romains découverts à Saint-Béat (Haute-Garonne) en 1946*, Revue de Comminges, 1947, pp. 5-45 ; M. Labrousse, *Un sanctuaire rupestre gallo-romain dans les Pyrénées*, Mélanges Ch. Picard, Rev. Archéologique, 1948, pp. 481-521.

⁵¹ J.-J. Hatt, *La tombe gallo-romaine...*, publie p. 82 une carte d'où il ressort que les instruments d'artisans, nombreux dans le Centre, en Bourgogne, en Aquitaine, le long du Rhin et de la Moselle, s'opposent géographiquement aux collèges professionnels, à peu près groupés en Narbonnaise et à Lyon. Le phénomène est moins net pour les associations à but funéraire, dont la répartition est, semble-t-il, proportionnelle à la romanisation.

⁵² Signalons toutefois un collège de naviculaires dans la Bretagne actuelle ; Cf. P. Merlat, *Note sur une base consacrée à Neptune trouvée près de Douarnenez. Gallia*, 10, 1952, pp. 67-75.

⁵³ J.-J. Hatt, *La tombe gallo-romaine...*, p. 81, note ce caractère indigène que représente le dessin sur la pierre d'un instrument d'artisan, mais n'abandonne pas l'idée d'un groupement professionnel : « ... Les instruments d'artisans... seraient peut-être le signe figuré de la participation aux frais de la tombe et du culte de petites collectivités professionnelles locales, exclusivement composées d'indigènes, restés fort arriérés ».

⁵⁴ Remarquons pour terminer que la Narbonnaise groupe les 2/3 des associations professionnelles de Gaule qui nous sont connues, tandis qu'on ne retrouve dans cette province que 13 des 117 instruments d'artisans recensés

Le terme de *collegia* et non de *corpora* s'explique bien plus par un usage courant dans la plupart des provinces de l'Empire⁵⁵. Il ne s'ensuit pas que ces *collegia* soient totalement dépourvus de cette personnalité morale que le droit du Haut-Empire, en tout cas celui du Bas-Empire, reconnaissent à ces associations professionnelles, par opposition à la *societas*, dont la personnalité juridique restera toujours mal dégagée à Rome, mis à part certains cas particuliers, comme celui des sociétés de publicains. Si donc, à ce point de vue, la Narbonnaise ne présente rien d'exceptionnel, la répartition des métiers donnant naissance à des associations va au contraire nous permettre de montrer une des originalités de cette région.

b) *Les professions organisées en collèges.*

Un petit nombre seulement de métiers forme des groupements organisés. Les inscriptions de Narbonnaise concernent en effet des associations intéressant quatre groupes de métiers : les artisans employés à la construction des maisons ou *fabri*, ceux qui travaillent au conditionnement des vins, les transporteurs sur voies fluviales, et dont le principal objet d'activité est également le vin, et enfin l'organisation particulière relative aux centonaires et aux dendrophores, dont la compétence professionnelle intéresse au premier chef l'ordre public. Deux exceptions à ces grandes catégories sont à signaler : elles affectent les médecins de Nîmes, groupés en un collège⁵⁶, et les courriers impériaux de Narbonne, qui forment un collège funéraire⁵⁷.

Les *fabri*, tout d'abord, dont on a depuis longtemps souligné la diversité⁵⁸, sont l'ensemble des artisans du bâtiment. Parmi eux, les *fabri tignarii* ou *tignuarii* sont plus particulièrement les charpentiers et les maçons⁵⁹. Ils sont organisés en collèges d'une manière très générale : on en rencontre dans presque toutes les villes des autres parties de

par J.-J. Hatt, *op. laud.*, pp. 293-295 ; encore 7 de ces 13 instruments se trouvent-ils à St-Ambroix (Gard, arr. Alès, ch.-l. c.), où aucune trace de collège ne nous est parvenue : sans doute résidaient à cet endroit un certain nombre d'indigènes, comme ces *vicini Arandunici* de Calvisson, Gard. (cf. J.-J. Hatt, *op. laud.*, p. 81, et *Ann. Midi*, 1945, pp. 245-249) ou ces *consacrani* d'une inscription toulousaine (C.I.L. XII, 5379).

⁵⁵ Cf. sur ce point Axel Persson, *Staat und Manufaktur im romischen Reiche. Skrifter utgivna av Vetenskap-Societen i Lund*, III, 1923 ; F.-M. de Robertis, *Contributi alla storia delle corporazioni a Roma. A. Seminario giur. econom. Req. Univ. Bari*, t. I, 1932 ; t. II, 1933.

⁵⁶ C.I.L. XII. 3342 ; Gruter, 635 : Dis Mani(bus) Caecili optati med(icinorum) co(llegium). On en trouve également à Bénévent, à Turin, à Avenches, à Misennum : cf. Waltzing, *op. laud.*, t. II, p. 154.

⁵⁷ C.I.L. XII, 4449 ; *Hist. lang.*, XV, 39.

⁵⁸ Choisy, *L'art de bâtir chez les Romains*. Paris, 1873, p. 198 et s. ; H.-C. Maue, *Die Vereine der Fabri, Centonarii und Dendrophori im römischen Reich, Die Natur ihres Handwerks und ihre sacralen Beziehungen*, Francfort sur le Main, 1886, et *Philologischer Anzeiger*, 1887.

⁵⁹ Cf. Dig. 50. 16. 235.

⁶⁰ C'est pourquoi Waltzing, *op. laud.*, t. II, p. 193, considère *tignuarius* comme sous-entendu dans toutes les inscriptions relatives à un *faber*.

l'Empire⁶⁰. En Narbonnaise, ils existent dans plusieurs agglomérations : à Nîmes par exemple, où leur formation en collège est certaine⁶¹.

D'autres *fabri tignuarii* se rencontrent à Narbonne⁶², ainsi qu'à Béziers, où l'inscription qui les concerne fait état d'un collège⁶³. D'autres collèges de ce type existent dans le nord et à l'est de la Narbonnaise, chez les Vellaves⁶⁴ et de l'autre côté du Rhône à Apt⁶⁵. Il s'agit par conséquent d'une profession dont les membres se groupent partout en collèges⁶⁶ : on ne saurait en dire autant d'un autre type de *fabri*, de rencontre plus rare et dont l'activité a fait l'objet de maintes discussions, les *fabri subaediani*.

Une longue inscription du musée de Narbonne⁶⁷ relate une promesse faite par un personnage considérable d'alimenter la caisse du collège des *fabri subaediani* de cette ville, qui édifie en retour une statue à la gloire de ce donateur. L'inscription date des environs de 149 après J.C. : elle est donc remarquable par sa relative ancienneté parmi les autres sources épigraphiques de cette région. Elle est également remarquable par la rareté de cette dénomination de *fabri subaediani*⁶⁸ qui en rend difficile l'explication. Mommsen y voyait le synonyme d'*intestinarii*, ceux qui travaillent à l'intérieur des appartements⁶⁹. Pour Allmer, il s'agit de forgerons habitant au pied d'un temple⁷⁰. Camille Jullian les

⁶¹ C.I.L. XII. 3165b ; Espérandieu, 377 : Les « Fabri tignarii Nemausenses » élèvent une statue à « Q. Solonius Fabius Severinus, egregius vir ». Cf. Allmer, *Hist. Lang.*, XV, 376 : « Ils formaient certainement une corporation, car ils n'ont pu élever une statue à Solonius qu'après en avoir délibéré en assemblée et avoir pris une décision en vertu de laquelle l'argent nécessaire à cette érection a été prélevé sur le fonds de la caisse commune ». L'inscription ne peut être antérieure au règne de Septime-Sévère. Une autre inscription (*Hist. Lang.*, XV. 382) est relative à ce collège, du moins d'après la restitution de Hirschfeld au C.I.L. XII. 3335... [fabris tign] aris v(el) [c]entonariis... [s] ingulis colleg... Enfin une tessère de bronze trouvée en 1909 à Saint-Hippolyte de Montaigu porte : C(collegium) f(abrorum) t(ignuariorum) N(emausensium). Porci(i) Fileti. A. Grenier, *Manuel d'archéologie gallo-romaine*, t. II, 2^e partie, p. 540.

⁶² C.I.L., XII. 4477 : ... Faber tig(nuarius) ...

⁶³ Espérandieu, 561 : C. Cassius Venustus magister collegii fabrum tignu-
ariorum.

⁶⁴ *Hist. Lang.* XV. 2039 (inscription trouvée à Espaly-Saint-Marcel, c. et arr. Le Puy, Haute-Loire) : P[atronus collegiorum... et] fabrorum [t]ignarior[um]... Nous proposons de restituer « centonariorum » à la suite de « collegiorum ».

⁶⁵ C.I.L. XII. 1189 : Faber corp[oratus] Apt(ensis) [ejusque] colleg(ae).

⁶⁶ Waltzing, *op. laud.*, t. II, p. 149, en recense 75 dans les villes de province.

⁶⁷ C.I.L. XII, 4393 ; *Hist. Lang.*, XV. 44 ; sur sa datation, cf. H. Rouzaud, *Narbonne, Bull. Commission arch. Narbonne*, 1914, p. 280 et s. ; 1916, p. 167 et s. ; et surtout Ph. Hélène, *Les origines de Narbonne*. Paris, 1938.

⁶⁸ On la trouve quatre fois à Rome ; C.I.L.V., 9559 ; VI, 7814, 9958 et 33875 ; elle se rencontre également à Antium (C.I.L. X. 6 699), à Tunis (C.I.L. VIII, 10 523) et à Cordoue (C.I.L. II. 2 211 ; inscription datable de 348 de notre ère).

⁶⁹ *Bull. Instit. Archéolog.*, 1853, p. 30.

⁷⁰ *Inscriptions du Musée de Lyon*, II, 185. Dans la *Rev. épigr. du Midi de la France*, n° 2, 1884-1889, p. 123, Allmer en donne une définition différente : « ouvriers en bâtiment qui avaient la spécialité des travaux d'intérieur. »

définissait comme les ouvriers spécialisés dans la construction des fondations et des murs des maisons⁷¹. Sogliano considère que ce sont des ouvriers sans travail groupés dans le voisinage du temple⁷². Mais une hypothèse plus récente⁷³ nous semble faire justice de ces définitions : il faut d'abord noter que, parmi les autres inscriptions, l'une, découverte à Antium, évoque un *nummularius subaedianus*, tandis qu'une inscription romaine⁷⁴ concerne un *marmorarius* également *subaedianus*. Il s'agit donc d'une localisation géographique, et non professionnelle, que rappelle ce terme de *subaedianus*. Dire, avec Sogliano, que ces ouvriers sont sans travail, nous paraît au contraire sans fondement. Mais estimer, avec l'auteur de cette hypothèse récente, que le terme de *subaedianus* s'explique par la présence de la *schola* du collège près du temple semble également hardi : pourquoi ne pas admettre tout simplement que les *fabri subaediani* de Narbonne sont des ouvriers du bâtiment résidant aux alentours d'un temple ? Il ne saurait en tout cas s'agir de cette catégorie de *fabri* spécialisés dans les constructions de navires, les « fabri navales », qui n'existent qu'à l'est du Rhône⁷⁵, où les ports, tant maritimes que fluviaux, sont plus anciens et plus nombreux⁷⁶.

En revanche, les pays de la rive droite du Rhône sont caractérisés par l'abondance des vignes : un certain nombre d'artisans vont être occupés par les métiers nés de la viticulture, et ce type de professions nous fournit un certain nombre de collèges. Il faut citer d'abord les utriculaire, qui sont certainement des fabricants d'outres, et non de flotteurs de radeaux, car, comme Allmer l'expliquait déjà⁷⁷, les inscriptions fourniraient alors l'expression *nautae utricularii*, ou tout au moins la désignation géographique de leur activité, ainsi que c'est la règle pour tous les *nautae*. De plus, un collège d'utriculaire est signalé

⁷¹ Daremberg et Saglio, *Dictionnaire des antiquités*, t. II, p. 952.

⁷² *Atti Accademia Pontaniana* de Naples, vol. LI, ser. II, 1921, p. 175.

⁷³ Abbé L. Sigal, *Les « fabri subaediani » d'après une inscription du musée de Narbonne*, *Bull. Commission arch. Narbonne*, t. XVI, 1924-1925, pp. 141-156. L'auteur voit dans ce collège une organisation officielle, donc obligée de placer son lieu de réunion *sub aede*, sous le contrôle des autorités religieuses de la province, le donateur de l'inscription étant flamme augustal. Ce serait donc une organisation voisine de celle des dendrophores et des centonaires : mais précisément, des *fabri* sont souvent associés à ces derniers ; or, dans ces collèges communs, ils ne prennent jamais une qualification particulière, comme celle de *subaediani*, sans doute en raison du très large recrutement de ces collèges quasi officiels (cf. des exemples dans Waltzing, *op. laud.*, t. I, pp. 240-253).

⁷⁴ C.I.L. VI. 9 958.

⁷⁵ M.A. Grenier relève toutefois que le nom du patron des *fabri subaediani* de Narbonne, Sextius Fadius Secundus Musa, se retrouve sur de nombreux tessons d'amphores du Testaccio et qu'il semble avoir eu ses bateaux. *Manuel*, t. II, partie II, p. 531.

⁷⁶ Ainsi à Arles ; C.I.L. 5 811 add. ; Espérandieu, 108 : [Cae]ci[l]io Nigro fa [br(o) nav(al)] ; inscription trouvée au bord du Rhône, sans doute à l'emplacement même des chantiers.

⁷⁷ *Rev. épigr.*, pp. 10-11, n° 461 ; Allmer ajoute à juste titre que les *cuparii* sont spécialisés dans la construction de tonneaux destinés à servir de flotteurs, et que c'est par ce rôle de bateliers que l'on s'explique la précision topographique toujours appliquée au nom de leur métier.

à Nîmes, localité éloignée de tout cours d'eau navigable⁷⁸. D'autres forment un collège à Narbonne⁷⁹. Il faut d'ailleurs noter que ces utriculaires forment aussi des collèges de l'autre côté du Rhône⁸⁰. De plus, certains marchands spécialisés dans le commerce de ce vin forment un collège à Nîmes⁸¹ : mais c'est là déjà une troisième catégorie de métiers organisés en collèges, celle des négociants, bien distincte des deux groupes précédents de *fabri* et d'*utriculaires*.

Sous la dénomination générale de métiers relatifs aux transports, on peut en effet ranger diverses professions, depuis les négociants en vins jusqu'aux bateliers parcourant les fleuves méditerranéens. On peut d'abord signaler les *negociatores vinarii* de Nîmes qui font visiblement métier du trafic du vin entre Lyon et Nîmes⁸². Une inscription précise même qu'il s'agit de *negociatores vinarii Lugduni in canabis consistentes*⁸³ ; ces *canabae* désignent probablement leurs entrepôts à Lyon. Plus intéressant est l'emploi du mot *consistere* : ce terme désigne-t-il des étrangers installés à Lyon, comme le pensait Mommsen⁸⁴, le lieu de travail de ces négociants, selon l'opinion de Walzing⁸⁵, la reconnaissance officielle d'un collège, ainsi que le croit H.-C. Maue⁸⁶, ou, comme le déclare Allmer⁸⁷, la simple désignation de la ville où existe ce collège ? A notre avis, l'emploi de ce terme de *consistere* servait tout simplement à indiquer le lieu principal d'activité de ces marchands, qui

⁷⁸ C.I.L. XII. 3 351 ; *Hist. Lang.*, XV. 377 : L. Valerius Secundinus, magister bis collegii utriculariorum Nemausensium, vivus sibi posuit.

⁷⁹ Espérandieu, 571 ; *Hist. Lang.*, XV. 1490 et 148, n. 3 : C(ollegium) u(triculariorum) N(arbonensium) T(iti) Grati[i] Titian[i]. Il est vrai qu'il s'agit d'un texte gravé sur une tessère aujourd'hui perdue, d'origine douteuse.

⁸⁰ A Arles (C.I.L. XII. 731, 733, 4 107), Ernaginum (XII. 982), Antibes (XII. 187, 189 add.), Riez (XII. 372), Vienne (XII. 1815), Lyon (XII. 1 742 add.) et peut-être Vaison (XII. 1387).

⁸¹ Espérandieu, 423 et 424.

⁸² Espérandieu, 423 (inscription du musée de Nîmes) :

Seviro aug. col. copia Claudia Lugduno item col.
Nem. item. decurioni ornamentario. col.
ejusd. curator negotiatorum vina-
riorum et seviorum Lugduno. consistentium
vivas posuit.

⁸³ *Ibid.*, 424 (au musée de Nîmes) :

decurioni
ornamentario col. aug.
Nem. curator negotiato-
rum vinariarum qui
Lugduni in canabis
consistent praef.
Elpidephorus

⁸⁴ *Hermes*, t. VII, p. 304, n. 2 ; p. 310, n. 1 ; *Korrespondenzblatt*, 1889, p. 23.

⁸⁵ *Op. laud.*, t. I, p. 218 et t. II, pp. 179-182 (critique de la thèse de Maue).

⁸⁶ *Die Vereine...*, p. 49 ; *Philologus*, 1888, pp. 493-498 ; *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift*, t. VIII, 1889, p. 103 : « ... als Colleg mit Staatlicher Genehmigung seinen Sitz an einem Ort haben ».

⁸⁷ *Musée de Lyon*, t. II, 165 et 171.

devaient se déplacer fréquemment puisqu'ils fondent à Nîmes une sorte de succursale de leur groupe professionnel, leur entrepôt d'expédition.

Plus particulièrement spécialisés dans le transport des marchandises sont les *cuparii*, dont nous connaissons une organisation commune sur la rive droite du Rhône⁸⁸. Plutôt que des fabricants de tonneaux destinés à contenir du vin, il faut y voir des constructeurs de barriques utilisées pour soutenir ces radeaux grâce auxquels on arrivait à remonter sur une assez grande longueur les rivières et fleuves méditerranéens. Cette hypothèse est rendue probable par la situation au bord d'un fleuve de la localité où a été trouvée cette inscription, ainsi que par le qualificatif de *Vocronnesses* qui accompagne ces *cuparii* : il s'agit sans doute des Voconces, et cette indication n'est pas sans évoquer celle qui accompagne toujours les *nautae* dans les inscriptions qui les concernent.

Ces *nautae* jouent un rôle important dans la vie des collèges de Narbonnaise : plusieurs inscriptions du III^e et même du II^e siècle leur sont relatives. Ces collèges semblent s'organiser autour d'Arles, où il en existe cinq⁸⁹ : quatre sont faciles à identifier. Il s'agit d'abord des bateliers de l'Ardèche et de l'Ouvèze, dont on sait qu'ils étaient organisés en un collège⁹⁰. Ils disposaient de quinze places réservées aux arènes de Nîmes⁹¹. De même, les bateliers du Rhône et de la Saône, parfois réunis en un seul collège⁹², forment le plus souvent deux associations séparées⁹³ et sont donc à considérer comme formant le deuxième et le troisième des *quinque corpora* d'Arles. Un autre collège est formé par les bateliers de la Durance, qui nous ont laissé de nombreux textes⁹⁴ dont l'un les désigne comme *corporati*⁹⁵. Quant au cinquième collège de nautes, nous le verrions volontiers se cantonner au maniement des radeaux dans les marais d'Argence, au bord desquels s'arrête une voie

⁸⁸ C.I.L. XII. 2 669 ; *Hist. Lang.*, XV. 1 950 ; inscription trouvée à Rochemaure (Ardèche, ch.-l. c., arr. Privas) : D(iis) M(anibus) Maxximi, cupari[i] Vocronnesses. Cf. Grenier, *op. laud.*, t. II, partie II, p. 601, n. 4.

⁸⁹ C.I.L. XII. 672 ; *Hist. Lang.*, XV. Fastes, § 82 : ... cominio [... f(ilio)], Claud(ia tribu), Boi...io Agricola [e] A]elio Apro, praef(ecto) cohor(tis) tert(iae) Bracaranugustano(rum), tribuno leg(ionis)... Adiut(ricis), pro cur(atori) Augustorum ad annonam provinciae Narbo[n]ensis et Liguriae, praef(ecto) al(ae) [mil]liariae in Mauretania Caesariensi ; navic(-ulariorum) marin(orum) Arel(atensium) corp(ora) quinq(ue) patrono optimo et innocentissimo.

⁹⁰ C.I.L., XII. 4107 ; *Hist. Lang.*, XV. 1386 ; inscription trouvée à Saint-Gilles (Gard, ch.-l. c., arr. Nîmes) : ... naut(a) Atri(icae) et Ov(idis), curator eiusdem corporis, item utricular(ius) corp(oratus) Arelat(ensis), eiusdemq(ue) corp(oris) curat(or).

⁹¹ C.I.L., XII. 3 31 ; *Hist. Lang.*, XV. 421 : cette inscription, qui se trouve sur le couronnement du podium des arènes de Nîmes, vise les *nautae Atricae* et *Ovidis*.

⁹² C.I.L., XII. 3 316 ; *Hist. Lang.*, XV. 422 et 424 : Splendidissimum corpus nautarum Rhodanicorum et Araricorum ; *nautae Rhodanici* et *Ararici*.

⁹³ Bateliers du Rhône : C.I.L. XII. 1 797 : *nauta Rhodanicus Rhodano navigans*. Bateliers de la Saône : C.I.L. XII. 1 005 : *corpus nautarum Araricorum*.

⁹⁴ C.I.L. XII. 721, 982 : *nautae Druentici*.

⁹⁵ C.I.L. XII. 731.

partant de Nîmes, et aboutissant près de Bellegarde et qui pourraient être visés par un document épigraphique émanant de *naviculariorum marinorum*⁹⁶.

La ville de Narbonne était pourvue également de naviculaires : la fréquence des inscriptions qui les citent⁹⁷ semble autoriser l'hypothèse d'une association professionnelle, d'autant plus que certaines de ces sources précisent qu'il s'agit d'un *navicularius maritimus Narbonensis*⁹⁸ ou de la Colonia Julia Paterna⁹⁹. En matière de transports, d'ailleurs, il existe à Narbonne un *collegium salutare* qui réunit les courriers impériaux¹⁰⁰, chargés de transporter les messages publics¹⁰¹.

Un dernier groupe de collèges rassemble enfin les centonaires, ou fabricants de bâches, et les dendrophores, qui sont vraisemblablement des marchands de bois : un tel groupement est extrêmement fréquent sur tout le territoire de l'Empire¹⁰². On en trouve ainsi à Nîmes, soit sous la forme de collèges de centonaires¹⁰³, soit en groupements de centonaires et dendrophores¹⁰⁴, soit en associations de centonaires et de *fabri tignarii*¹⁰⁵. D'autres centonaires sont groupés à Ugernum, c'est-à-dire à Beaucaire¹⁰⁶. Ces centonaires, en association ou non avec d'autres métiers, se rencontrent également sur la rive gauche du Rhône¹⁰⁷ ; mais leur originalité tient à leur emploi contre les incendies qui sont une menace permanente dans les villes romaines. A Nîmes même, existe une organisation quasi-militaire des centonaires, groupés sur les ordres d'un *praefectus vigilum* et *armorum*¹⁰⁸ qui contrôle, non pas des vigiles, mais

⁹⁶ C.I.L. XII. 982.

⁹⁷ *Hist. Lang.*, XV. 38, 119, 147, 203, 204, 205, 206 et suppl.

⁹⁸ C.I.L. XII. 4 398 et *Hist. Lang.*, XV. 147.

⁹⁹ C.I.L. XII. 4 406 et *Hist. Lang.*, XV. 38 et 119.

¹⁰⁰ C.I.L. XII. 4 449 et *Hist. Lang.*, XV. 39 (Narbonne, musée Lamourguier) : [Collegium Sal] utare [f]amilia[rum] tabelliaror[um] [C]aesaris n[ostri] qua[e] su[n]t Narbonne in domu. [I]n f[r]onte p[edes] CCCXXV, [i]n a[gro] p[edes] C[C]CV. (Dimensions de la sépulture commune aux membres du *collegium salutare*).

¹⁰¹ Sur ces *tabellarii*, cf. Desjardins, *Bibl. Hautes Etudes*, fasc. 35, p. 51.

¹⁰² Cf. Waltzing, *op. laud.*, t. II, p. 170.

¹⁰³ C.I.L. XII. 2754 ; *Hist. Lang.*, XV. 378 : D.M. Craxxo Severino, *collegium centenariorum m[agistro] s[uo], collegaeq[ue] p[osuit] ex f[un]eratico*. (Cippe trouvé à Tresques, Gard, c. Bagnols sur Cèze, arr. Nîmes).

¹⁰⁴ C.I.L. XII. 5 953 ; *Hist. Lang.*, XV. 2088 : *Nem(auso) Aug(usto) et n[uminibus] Deorum, etem... c[olleg(ii)] c[en]t[onariorum] et dendro[p]hor[o] [rum]*.

¹⁰⁵ C.I.L. XII. 3335 ; *Hist. Lang.*, XV. 382.

¹⁰⁶ C.I.L. XII. 2824 ; *Hist. Lang.*, XV. 379 : D.M. Mocciae, Caii filiae, *Silvinae, centonarii Ucernenses ob merita*.

¹⁰⁷ Ainsi à Marseille (C.I.L. XII. 410), Aix (XII. 523 add. 526), à Arles (XII. 700), à Vaison (XII. 1282), à Vienne (XII. 1878, 1917) : cf. Waltzing, *op. laud.*, t. II, p. 146 ; sur les centonaires de Vaison, cf. *Mém. Soc. des Antiquaires*, t. IV, Nouv. série, 1842.

¹⁰⁸ C.I.L. XII. 3 232 : T. Iulio T. f[il]io V[ol]tina Dolabellae quattuorvir(o) ab aerar(io) pontif(ici), praef(ecto) vigil(um) et armor(um), sacra synthodos Neapoli certamine quinquennali decr[evit].

[Decr]evit M. Gavio [sa]crae synhod[i...ce]ntonarior(um).

ces fabricants de bâches ¹⁰⁹. Centonaires et dendrophores sont également remarquables par le rôle qu'ils jouent dans certains cultes, mais c'est toucher ici aux buts mêmes des collèges.

c) *Le but poursuivi par les collèges.*

Les *collegia* et *corpora* de l'Empire sont avant tout des sociétés de secours mutuels, dont l'activité se manifeste par la célébration d'un culte commun et le service de funérailles qui se déroulent aux frais de la communauté. Culte commun et funérailles sont les buts très généraux de ces collèges, et ils ressortent des sources épigraphiques aussi bien en Narbonnaise que dans les autres provinces.

En matière de culte collectif, il faut immédiatement signaler que les sources que nous possédons pour la Narbonnaise ne concernent guère que les cultes des centonaires et des dendrophores. Ces collèges suivent d'ailleurs l'évolution religieuse générale qui substitue peu à peu aux anciens dieux locaux les divinités orientales. Le phénomène est particulièrement net à Nîmes, où pourtant, comme on l'a remarqué ¹¹⁰, la faible proportion de noms grecs fournie par les inscriptions permet de considérer que les éléments orientaux ne formaient qu'une minorité.

Les centonaires et dendrophores de Nîmes célébraient tout d'abord le culte du dieu de la cité, *Deus Nemausus* ¹¹¹, *Nemausus Augustus* ¹¹². Un culte voisin est assuré au II^e siècle par les *cultores Urae Fontis* de cette ville, collège d'origine sans doute professionnelle, puisque les autres associations culturelles de cette ville présentent ce caractère ; un témoignage d'un autre culte, celui de Rome et d'Auguste, nous est fourni grâce à un autel aux Lares Augustes où a été gravée la silhouette d'un homme dont la tête est couverte d'un voile et qui tient dans sa main droite une patère au-dessus d'un autel ¹¹³. Comme l'a noté Waltzing ¹¹⁴, il s'agit sans doute de l'évocation d'une offrande de vin, de lait ou d'encens, ainsi qu'il était d'usage dans ces collèges.

En matière de cultes orientaux, il n'existe pas, à l'ouest du Rhône, de source qui établissent de façon certaine le lien entre les collèges professionnels et ces nouvelles religions. Mais il est infiniment probable que cette lacune provient de l'insuffisance des sources, et non d'une particulière ignorance de ces cultes en Narbonnaise. La raison de cette insuffisance réside peut-être dans le fait que les religions orientales ne sont pas, comme les anciens cultes locaux, aussi exigeantes en mani-

¹⁰⁹ Sur ce préfet des vigiles, cf. Herzog, *Galliae Narbonensis historia*, p. 224 ; Cagnat, *De provinciarum militiis*, p. 86 ; et surtout Hirschfeld, *Gallische Studien*, III, p. 19, et *Le préfet des vigiles de Nîmes et les institutions de secours contre le feu dans les villes romaines*, *Rev. épigraphique. Midi de la France*, n° 2, p. 92.

¹¹⁰ J.-J. Hatt, *La tombe gallo-romaine...*, p. 33.

¹¹¹ C.I.L. XII. 3132.

¹¹² C.I.L. XII. 5953 add.

¹¹³ C.I.L. XII. 3076.

¹¹⁴ *Op. laud.*, t. I, p. 231.

festations épigraphiques de piété — nous pensons surtout au culte de Mithra —. Peut-être aussi les tauroboles et crioboles coûtaient-ils trop cher pour ces citoyens de peu d'envergure financière que représentent les artisans des collèges. En tout cas, un collège de pastophores d'Isis existe à Arles¹¹⁵, sans doute sur le type décrit par Apulée¹¹⁶, c'est-à-dire voisin des collèges de cannophores de Cybèle et de cistrophores de Bellone.

En ce qui concerne le but funéraire des collèges, il se manifeste par le versement d'une cotisation, *funeraticium*, par l'artisan au collège, qui lui assurera des funérailles décentes : nous en avons des exemples à Arles, chez les *fabri tignuarii*¹¹⁷, comme parmi les *fabri navales*¹¹⁸ ; de même à Vienne¹¹⁹. Le soin des funérailles assurées aux membres du collège peut prendre une forme différente, plus collective, lorsque le collège décide une sépulture commune à tous les *sodales* : telle est la solution adoptée par les courriers d'Arles, au sujet desquels une inscription nous fournit les dimensions de la sépulture construite ou à construire¹²⁰.

Au surplus, peuvent se créer des collèges dont les membres sont réunis par un lien de voisinage, ainsi qu'on en rencontre sur la bordure de la Narbonnaise, au pied des Pyrénées, à Bordères-Louron¹²¹, en Couserans¹²², et à Saint-Bertrand de Comminges¹²³. Dans la même région existe même un collège funéraire de marbriers dont nous savons qu'il célébrait les cultes de Silvain, de Mercure et du dieu local, Erriape¹²⁴. Mais il s'agit là de régions bien peu romanisées : en règle générale, on peut dire qu'en Narbonnaise, les sources afférentes aux cultes des collèges et à leur but funéraire restent bien lacunaires.

¹¹⁵ C.I.L. XII. 697, 710, 711, 714 : pastophori t(empli) I(sidis).

¹¹⁶ Métamorphoses, XI. 30 ; cf. Gaston Boissier, *Les associations ouvrières et charitables à Rome*. Rev. des Deux Mondes, 1^{er} décembre 1871.

¹¹⁷ C.I.L. XII. 736 : D.M. Pompei Lucidi, fabri tignuarii corporati Arelate, funeraticio ejus.

¹¹⁸ C.I.L. XII. 5 811 add. : Les funérailles sont assurées à un certain [Cae] ci[l]io Nigro fa[br(o) nav(al)].

¹¹⁹ C.I.L. XII. 1 911 : quod fraudem ejusdem funeneris fecerunt. Cf. aussi à Aix (XII. 5 874), et à Apt (XII. 1 189).

¹²⁰ C.I.L. XII. 4 449 ; *Hist. Lang.*, XV. 39 : Collegium salutare familiarum tabelliorum Caesaris nostri. L'inscription donne les mesures de la longueur et de la largeur de la sépulture commune : cf. *supra*, p. 31, n. 100.

¹²¹ Cf. J.-J. Hatt, *Les monuments funéraires gallo-romains du Comminges et du Couserans*. Ann. Midi. vol. 54-55, 1942-1943, pp. 169-254 ; p. 249 : les *vicani Spariani* sont constitués en collège funéraire.

¹²² B. Sapène, *op. laud.*, p. 303 : Natalis Martialis et Sintus oficator(es) com suis colegis v(otum) s(olverunt) l(ibentes) m(erito), (début du III^e siècle).

¹²³ J.-J. Hatt, *op. laud.*, signale les *vicani* du *vicus Florentinus* ; R. Lizop, *Histoire de deux cités gallo-romaines, Les Convenae et les Consoranni* (th. Lettres, Paris, 1931), rappelle, p. 187, les *consacrani Borodates*.

¹²⁴ B. Sapène, *op. laud.*, p. 300 : Erriapo deo Gomferani posuerunt V.s.l.m. (III^e siècle). Pour nous, ces *Gomferani* sont une mauvaise graphie pour *Con-soranni*.

d) *Les moyens d'action des collèges.*

Pour atteindre son but d'aide mutuelle ou de culte collectif, le collège assume des dépenses et doit donc s'assurer des recettes. Mais pour gérer le budget ainsi constitué le collège doit disposer d'un personnel choisi parmi ses membres, personnel qui administrera l'association. Considérons d'abord l'aspect financier du collège ; seront ensuite examinés les *curatores* et les *magistri* de l'association.

Les textes précédemment étudiés permettent de noter les différentes dépenses auxquelles le collège peut avoir à faire face. Il peut s'agir d'une statue à élever à un personnage qui a particulièrement honoré ou doté le groupe professionnel : tel est le cas des *fabri tignuarii* de Nîmes¹²⁵ ou celui des *fabri subaediani* de Narbonne¹²⁶. D'autre part et surtout, il faut ensevelir le membre décédé du collège : cela aussi bien s'il s'agit d'une sépulture individuelle, comme chez les *fabri tignuarii* d'Arles¹²⁷ que si la sépulture est commune à tous les membres, selon l'exemple qui nous en est fourni par les courriers impériaux de Narbonne, dont le *collegium salutare* a dû être constitué à cette seule fin¹²⁸. En revanche, on ne connaît pas d'exemple, en Narbonnaise, de funérailles offertes à titre individuel dans un cadre corporatif, c'est-à-dire par des compagnons du mort de profession identique¹²⁹.

Les revenus normaux du collège sont précisément constitués par ce *funeraticium* que paient les membres, et qui leur permettra d'assurer le prix de leurs funérailles : le fait est d'usage courant en Narbonnaise. Une inscription mutilée relative aux *fabri tignuarii* et aux *centonaires* de Nîmes fait vraisemblablement allusion à des cotisations versées ou à verser¹³⁰. Nous venons de voir qu'un *funeraticium* était versé chez les *fabri tignuarii* d'Arles¹³¹. De nouveau dans le collège des centonaires de Nîmes, une inscription mentionne expressément le *funeraticium* qui a permis les funérailles du membre¹³².

Une autre source de revenus pouvait provenir de libéralités faites par un patron. C'est ainsi qu'un certain Q. Fadius Musa, dans l'inscription narbonnaise relative aux *fabri subaediani*, promet 10.000 sesterces au collège de cette profession, à condition que soit fêté tous les ans le jour anniversaire de sa naissance : il s'agit d'une *pollicitatio*

¹²⁵ C.I.L. XII. 3165 b ; *Hist. Lang.*, XV. 376 : *supra*, p. 27, n. 61.

¹²⁶ C.I.L. XII. 4393 ; *Hist. Lang.* XV. 44 : le patron du collège bénéficiera d'une statue que lui édifieront les *fabri subaediani* devant le temple.

¹²⁷ C.I.L. XII. 736 : il semble bien s'agir d'une sépulture individuelle : D.M. Pompei Lucidi, *fabri tignuarii corporati Arelate, funeraticio ejus*.

¹²⁸ C.I.L. XII. 4 449 : *Hist. Lang.* XV. 39 : cf. *supra*, p. 31, n. 100.

¹²⁹ Le cas est cité pour des collèges non professionnels par J.-J. Hatt, *La tombe gallo-romaine...*, p. 77, qui signale aussi la possibilité pour le collège d'édifier la sépulture en dehors de toute cotisation préalable.

¹³⁰ C.I.L. XII 3 335 (cf. *supra*, p. 27, n. 61) : Hirschfeld y expose cette opinion ; cf. aussi *Hist. Lang.*, XV. 382.

¹³¹ Cf. *supra*, p. 70, n. 3.

¹³² *Hist. Lang.*, XV. 378 : ... posuit ex funeratico.

*pecuniae*¹³³, dont on sait que, formulée en une simple promesse, son exécution dépendait de la volonté de celui qui l'avait faite, l'effet obligatoire n'existant qu'en faveur des villes et des dieux, mais non des collèges¹³⁴. Quant à l'habitude de fêter un anniversaire, elle était fréquente : toujours à Narbonne, par exemple, le collège des sévirs augustaux reçoit une libéralité à condition de célébrer le *dies natalis* de Vespasien¹³⁵. Les autres patrons que révèlent nos textes devaient jouer un rôle identique : aussi chez les bateliers réunis à Arles¹³⁶ et chez les *fabri tignuarii* des Vellaves¹³⁷. Rien ne permet en tout cas d'affirmer que ces *patroni* disposaient de pouvoirs contraignants à l'égard du collège.

L'existence donc affirmée d'un budget suppose que le collège se donne des chefs : ceci explique l'appellation de *magistri* rencontrée dans certains textes. Ces *magistri collegii* existent d'ailleurs hors de la Narbonnaise, à Carthagène par exemple. Mais les textes ne nous permettent pas de définir leurs attributions. En effet, on ne dispose à ce sujet que d'inscriptions tronquées ou se bornant à donner à un personnage ce titre. A Toulouse, l'épigraphie ne nous fournit qu'une inscription où seul subsiste le terme de *magistri*¹³⁸. A Béziers, un personnage est *magister* du collège des *fabri*¹³⁹, de même qu'à Nîmes une source nous fournit un *magister* des centonaires¹⁴⁰. Mais les *magistri* ne sont pas, en tout cas, les trésoriers du collège.

La gestion des finances communes est sans doute conférée au *curator* que l'on connaît de façon certaine dans un certain nombre d'associations professionnelles. Peut-être passe-t-on en suivant un *curus* analogue de ces fonctions, à celles qu'exercent les trois *rectores* des *fabri subidiani* de Cordoue¹⁴¹. En tout cas, ils ne sont pas isolés dans l'exécutif du collège : les négociants en vins de Lyon, par exemple, nous fournissent le cas d'un personnage élu *quinquennalis*, après avoir exercé deux fois les fonctions de curateur¹⁴². Dans le collège des bateliers du Rhône, sont signalés à la fois un *curator* et un *praefectus*¹⁴³. Toutefois, seul un *curator* nous est indiqué dans le collège des bateliers de l'Ardè-

¹³³ J. Roussier, *La pollicitatio pecuniae* (Studi Arangio-Ruiz, t. II, pp. 31-58), souligne que sous le Haut-Empire on voit souvent le donateur d'une libéralité en faveur d'une ville obligé d'exécuter sa promesse. Cf. R. Villers, *Essai sur la pollicitatio à une res publica. R.H.D.*, 1939, pp. 1-38 et G. Sautel, *Aspects juridiques d'une querelle de philosophes au II^e siècle de notre ère. R.I.D.A.*, 1956, pp. 423-444.

¹³⁴ Dig. 50, 12, 1.

¹³⁵ C.I.L. XII. 530.

¹³⁶ C.I.L. XII. 672 ; *Hist. Lang.* XV, Fastes, § 82 : ...patrono optimo et innocentissimo.

¹³⁷ *Hist. Lang.* XV. 2039 : Patronus collegiorum... et Fabrorum tignariorum...

¹³⁸ C.I.L. XII. 5 388.

¹³⁹ Espérandieu, 561 : C. Caius Venustus, magister collegii fabrum...

¹⁴⁰ *Hist. Lang.*, XV. 378 : ... T. Craxxio Severino, Collegium centenariorum magistro suo...

¹⁴¹ Cf. Waltzing, *op. laud.*, t. I, p. 406.

¹⁴² Allmer, *Musée de Lyon*, t. II, 171 ; Orelli, 4 077 ; Wilmanns, 2 506.

¹⁴³ Allmer, *op. laud.*, II, 165 ; Wilmanns, 2 236.

che et de l'Ouvèze¹⁴⁴, ainsi qu'auprès de l'organisation corporative des négociants en vins de Lyon exerçant leur activité à Nîmes¹⁴⁵ : le *curator* est donc l'organe normal de gestion financière du collège ; c'est pourrait-on dire, un *curator peculii corporis*.

Tels sont en résumé les caractères du collège en Narbonnaise : forte concentration géographique au bénéfice de Nîmes et de Narbonne, organisation collégiale pratiquement limitée à quelques professions, but culturel relativement limité, moyens financiers assez considérables : les traits essentiels de cette organisation ne font pas de la Narbonnaise une province particulièrement originale en matière d'organisation professionnelle. Mais surtout, la tradition romaine apparaît comme tout à fait étrangère au renouveau corporatif du XII^e siècle. Aucun des caractères des collèges gallo-romains ne se retrouve dans l'organisation corporative médiévale : la hiérarchie qui, dans cette dernière, existe entre les différents membres du métier est sans correspondant connu dans le monde romain. Surtout, les buts des deux institutions sont radicalement différents : le métier du XII^e ou du XIII^e siècle est constitué dans l'intention d'éviter les fraudes dans les transactions, tandis que l'entraide entre membres de la même profession est loin d'atteindre l'importance qu'elle avait dans les *collegia* du III^e siècle. Rien d'étonnant, en fait, à ce que les traditions des collèges se soient perdues pendant le considérable laps de temps qui sépare ce renouveau de nos sources gallo-romaines, dont aucune ne dépasse le III^e siècle. On peut seulement supposer que la législation du Bas-Empire s'est appliquée à ces *collegia*. Sept siècles d'oubli des traditions corporatives séparent ainsi les collèges des métiers organisés du Moyen âge. Ce renouveau, qui va se manifester à la même époque que le développement des libertés locales, laisse deviner combien on s'éloigne alors de collèges indifférents à l'égard des pouvoirs urbains, dont aucune intervention n'a laissé de trace : l'hétérogénéité de ces deux époques n'est pas frappante seulement sur le territoire de la Narbonnaise, elle a été soulignée en ce qui concerne les côtes de Catalogne¹⁴⁶. Ainsi peut être écartée dans notre domaine la thèse de l'origine gallo-romaine des métiers médiévaux.

¹⁴⁴ C.I.L. XII. 4107 ; *Hist. Lang.*, XV. 1386 : *curator corporis nautarum Atricae et Ovidis*.

¹⁴⁵ Espérandieu, 423 : *curator negotiatorum vinariorum et sevirorum Lugduno consistentium*.

¹⁴⁶ Juan Beneyto Perez, *Instituciones de derecho historico español (derecho publico)*. Bosch, Barcelone, 1931 ; Livre VIII, *Derecho corporativo*, p. 143.

CHAPITRE II

LA NAISSANCE DE LA RÉGLEMENTATION DES MÉTIERS AU XII^e SIÈCLE

Il est remarquable que les origines des métiers languedociens se constatent à la même époque que dans le reste de l'Europe. La simultanéité du renouveau de ce mouvement corporatif dans les régions les plus diverses permet d'ailleurs de supposer le caractère original de ces nouvelles institutions, puisqu'aussi bien l'époque de cette apparition, soit en gros le XII^e siècle, correspond à la renaissance du grand commerce dans la plupart des pays chrétiens.

Les documents dont nous disposons aujourd'hui permettent par exemple de fixer autour du milieu du XII^e siècle l'apparition des premières communautés d'artisans dans les pays du Saint-Empire : le premier statut dont on dispose¹ concerne les cordonniers de Wurzburg (1128)² ; les autres sont relatifs aux tisserands (1149) et aux tourneurs de Cologne (1182)³, ainsi qu'aux cordonniers de Magdebourg ; à la fin du XII^e siècle, les associations de métiers deviennent relativement fréquentes dans cette région⁴. On notera au passage que rarissimes y sont les formes d'associations antérieures à la deuxième moitié du XII^e siècle⁵ ; quant à faire remonter le système corporatif jusqu'au VIII^e siècle

¹ Il existe un privilège des pêcheurs de Worms daté de 1106, mais H. von Below et F. Keutgen, *Urkunden zur städtischen Verfassungsgeschichte* (Berlin, Felber, 1901), t. I, p. 351 et s. ont montré que ce texte ne fait nullement allusion à une association ; *contra*, Manfred Weider, *Das Recht der deutschen Kaufmannsgilden des Mittelalters*, Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, 141. Heft. Breslau, M. et H. Marcus, 1931, p. 22.

² M. Weider, *loc. cit.*

³ Heinrich von Lösch, *Die Grundlagen der ältesten Kölner Gemeindeverfassung* *Zeitschr. der Savigny-Stiftung, Germ. Abt.* LIII, 1933, pp. 108-111.

⁴ M. Weider, *op. laud.*, p. 20, résume les enquêtes de Liesegang, Köhre et Schmoller pour le nord de l'Allemagne, de Doren pour la Basse-Saxe, de Frensdorff pour Dortmund, de Weiland, Wolfstieg et Bode pour Goslar, de Philippi pour Münster, Paderborn et Minden, de Krumbholtz pour Münster encore.

⁵ M.E. Coornaert, *Les ghildes médiévales (V^e-XIV^e siècles). Définition - Evolution*, *Rev. Hist.*, 1948, pp. 22-55 et 208-243, dans une étude essentielle et qui renouvelle totalement le problème de l'origine des ghildes, souligne que ce dernier mot a pu être appliqué à des communautés d'artisans ; mais les textes cités relatifs à ces groupements de travailleurs manuels ne sont pas antérieurs au XII^e siècle, sauf (p. 209) pour les communautés d'Arras, mais leur existence aux X^e et XI^e siècles n'est affirmée que par un témoignage indirect qu'aucun texte ne vient étayer.

cle, sous le prétexte d'une tradition franque tendant aux réunions confraternelles, un *geselliges Zusammensein*, ainsi que le voulait une ancienne théorie allemande⁶, il en a été aujourd'hui à peu près fait justice : les études modernes n'admettent pas de vie corporative certaine avant le deuxième quart du XII^e siècle⁷.

C'est exactement à la même époque qu'apparaissent les premières manifestations d'associations professionnelles dans un pays pourtant tout différent, l'Espagne : dès 1137, il existe à Saragosse une association de pelissiers, ainsi qu'un groupement de teinturiers à Soria entre 1126 et 1157⁸. Il est à remarquer qu'ici également la vie corporative ne se rencontre qu'exceptionnellement pendant la première moitié du XII^e siècle. Barcelone elle-même, dont les archives sont pourtant si riches, ne présente de corps de métier qu'à partir de 1200, et Valence en même temps⁹.

En France, le premier métier artisanal dont l'existence corporative est attestée de façon sûre, concerne les cordonniers de Rouen, mentionnés dans une charte non datée d'Henri I^{er} Beauclerc, et qui par conséquent ne peut être postérieure à 1135 ni antérieure à 1100¹⁰. Les métiers parisiens apparaissent légèrement plus tard¹¹, précédés même par les villes de la région, comme Chartres, dont les taverniers possèdent une organisation remarquable dès 1147¹². A Paris même, les *mercatores aquae* ne sont vraiment groupés de façon certaine qu'en 1171, et les bouchers de la Grande Boucherie qu'en 1182¹³. L'organisation des boulangers

⁶ Dont le représentant le plus connu en France est Wilhelm Eduard Wilda (*Das Gildenwesen in Mittelalter* : cf. surtout la première partie), mais dont des tenants postérieurs peuvent être mentionnés, comme Konrad Maurer, Richard Ehrenberg, Jakob Sommer.

⁷ Cf. von Lösch, *op. laud.*, et *Die Kölner Kaufmannsgilde in XII. Jahrhundert* (XII. Beiheft de la Westdeutsche Zeitschrift, Trèves, 1904, p. 34 et s.). De même K. Beyerle, dans *Göttingische gelehrte Anzeigen*, t. CLXXVII, 1915, pp. 584-588 et dans *Zeitschr. der Sav.-Stiftung, Germ. Abt.*, t. LI, 1931, p. 319 et s., *contra*, M. Planitz, *Kaufmannsgilde und städtische Eidgenossenschaft in nieder-fränkischen Städten im 11. and 12. Jahrhundert*, *Zeitschr. der Sav.-Stift., Germ. Abt.*, t. 60, 1940, p. 113 et s. ; *Frühgeschichte der deutschen Stadt. ibid.*, t. 63, 1943, p. 58.

⁸ Gunnar Mickwitz, *op. laud.*, p. 73.

⁹ Cf. Vicente Ferrán, *Capillas y casas gremiales. Valence, 1926.*

¹⁰ E. Martin Saint-Léon, *op. laud.*, pp. 65-66 suppose cette organisation comme très antérieure au premier texte qui l'atteste : rien ne permet de le croire ; nous pensons même que ce texte doit être de peu antérieur à 1135, puisque c'est sous le règne d'Henri II Plantagenêt (1154-1189) que d'autres métiers organisés, tanneurs et pelletiers, apparaissent à Rouen ; aussi suivrons-nous la prudence d'E. Coornaert, *Les corporations en France...*, p. 57, pour qui ce texte est « d'avant 1135 ».

¹¹ Quoique W. Gallion, *Der Ursprung der Zünfte in Paris*, 1910, ait prétendu, sans en apporter la justification, que les métiers parisiens sont organisés au XII^e siècle.

¹² G. Acloque, *Les corporations à Chartres*, 1917, pp. 11-12.

¹³ Cf. sur ce point les conclusions de Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, pp. 88-89.

ne semble dater d'autre part que du XIII^e siècle¹⁴. Les métiers organisés du nord et de l'est de la France actuelle semblent à peu près contemporains : ainsi à Douai¹⁵, à Amiens¹⁶, à Arras¹⁷, à Strasbourg¹⁸. Seul le Poitou, et d'une façon générale l'ouest de la France, accuse à ce point de vue un net retard¹⁹.

Plus au sud, la Provence manifeste aussi un certain retard dans l'organisation corporative. Il est vrai que les consulats y ont paru fort tôt : Cette précocité explique que la prédominance originelle de la noblesse dans ces consulats²⁰ ne laisse guère de place à l'intérieur des institutions municipales à des corps de métiers qui naissent à la même époque ou même plus tard²¹. La grande époque d'apparition des associations professionnelles provençales est bien plutôt la première moitié du XIII^e siècle, où leur rôle politique est tout de suite considérable : le rôle des membres des métiers au conseil communal de Marseille n'apparaît qu'en 1218, mais il intéresse 70 chefs de ces métiers *capita ministoriorum*, dès 1243 ; ce nombre passe à 100 en 1255²². A Arles, 35 métiers sont intéressés à l'administration consulaire en 1247²³, tandis qu'un luminaire professionnel est entretenu la même année à Avignon²⁴. Ce retard tranche avec la précocité des organisations professionnelles du Roussillon, puisque Alphonse I^{er} d'Aragon interdit dès 1174 les monopoles professionnels à Perpignan.

La Provence est surtout d'organisation postérieure à celle du Languedoc : comme nous allons le voir, les corroyeurs de Toulouse sont organisés en 1158, les changeurs de Saint-Gilles ont des statuts dès 1176, les teinturiers de Montpellier en 1181, les bouchers de Toulouse à partir de 1184, les tailleurs de pierre de Nîmes dès 1187. On serait sans doute tenté de voir là l'effet des créations dues aux consulats, mais

¹⁴ Un texte publié par Lasteyrie, *Cartulaire de Paris*, 159, mentionne en 1110 six boulangers et un fourrier ; ils ne sont pas organisés en communauté : aussi peut-on répondre à la question posée par E. Coornaert, *Une question dépassée...*, p. 8 : « Jusqu'où remontaient... les talemeliers... de Paris ? ».

¹⁵ E. Coornaert, *Les corporations en France...*, p. 57.

¹⁶ Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, p. 97, n. 2.

¹⁷ G. Espinas, *La corporation des boulangers-pâtisseries d'Arras*, *Rev. d'hist. économique et sociale*, 1932.

¹⁸ Schmoller, *Die Strassburger Tucher und Weberzunft*.

¹⁹ Boissonnade, *Essai sur l'organisation du travail en Poitou*, 1900, t. 1 ; E. Lyon, *La corporation des maîtres boulangers de la ville de Limoges*, 1907.

²⁰ G. Sautel, *op. laud.*, pp. 345-346.

²¹ J. Billioud, *De la confrérie à la corporation des classes industrielles en Provence aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles*. *Mém. de l'institut historique de Provence*, t. VI, 1929, pp. 235-271.

²² V.-L. Bourrilly, *Essai sur l'histoire politique de la commune de Marseille*. Aix, 1926.

²³ Cf. Fernand Benoît dans l'*Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*, t. XIV, 1935, pp. 561-633.

²⁴ L.-H. Labande, *Avignon au XIII^e siècle*. Paris, 1908 ; R. de Maulde, *Coutumes et règlements de la République d'Avignon au XIII^e siècle*, Paris, 1879. Nous verrons, en étudiant les confréries, que celle qui apparaît en 1110 à Avignon sous le vocable de Saint-Symphorien n'a certainement rien de professionnel.

il s'agit, à notre avis, d'un mouvement complexe dont les sources sont antérieures au développement des libertés municipales. Il est donc possible de distinguer trois étapes dans la chronologie de ce renouveau : dans l'une, les seigneurs méridionaux sont mis en face du phénomène corporatif ; ensuite se déroule une phase de développement du pouvoir consulaire en matière de réglementation économique, enfin apparaissent les premiers groupes professionnels constitués.

Section I. — FÉODALITÉ MÉRIDIONALE ET RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE.

Il peut sembler défier l'anachronisme que de lier l'organisation féodale méridionale, si tôt disparue, à la naissance de l'organisation corporative. La thèse dominante, même chez les auteurs préoccupés de remonter aux origines même du métier languedocien, ne considère-t-elle pas cette naissance comme un produit du XIII^e siècle ? Un tel point de vue est admis aussi bien par les historiens, qui y voient l'influence du pouvoir royal sur un territoire annexé à la couronne²⁵, que par les auteurs pour qui l'organisation consulaire est étroitement liée à un embryon d'organisation des métiers²⁶. Le rôle des seigneurs locaux au XII^e siècle nous semble au contraire essentiel dans la naissance de l'organisation corporative, au moins en Languedoc. Contemporains de la renaissance économique, ils vont se trouver d'abord intéressés à la création de foires et de marchés. D'un autre côté, leurs revenus sont grossis soit par des leudes, soit par des cens qui vont être autant de charges pour les marchands et artisans. Aussi une pression corporative va tenter, avec succès, d'obtenir la diminution ou la suppression de ces charges. Enfin, même dans les villes de consulat, les justices seigneuriales vont garder jusqu'à la fin du XII^e siècle une certaine compétence sur la police des métiers : autant d'aspects qu'il convient d'examiner.

1. — *Les créations de marchés.*

Il est évident tout d'abord que la liberté de circulation est essentielle aux commerçants pour lesquels un seigneur quelconque crée un marché : c'est ce qu'affirme, par une concession de 1118, donc particu-

²⁵ Cf. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie jusqu'en 1789*, t. I, p. 276 : « A Toulouse, l'organisation des métiers paraît avoir été à peu près contemporaine de la réunion du comté au domaine royal ». Voir toutefois G. Boyer, *Un texte inédit du XII^e siècle sur l'atelier monétaire de Toulouse. Mélanges Auguste Dumas*, 1951, pp. 37-45.

²⁶ Ainsi que l'estime G. Sautel, *op. laud.*, qui rejette au XIII^e siècle cette naissance ; cf. p. 343 : « Au XIII^e, çà et là, une organisation des métiers se précise. Les groupements d'individus et d'intérêts tendent à se faire de plus en plus sur la base de la profession. Les corps de métiers prennent conscience de leur cohésion et manifestent leur activité. Ils se groupent, se constituent en une hiérarchie, qui prend souvent le nom de hiérarchie des « échelles » : nous verrons plus loin qu'il vaut mieux parler de hiérarchie des chapérons de consuls.

lièrement précoce, le vicomte Aymeri de Narbonne à Bernard-Aton et à Cécile de Béziers, en insistant tout particulièrement sur le libre passage des acheteurs et vendeurs de sel et de toute marchandise²⁷. Quant aux créations de foires et marchés proprement dits, elles sont groupées de façon curieuse, dans le territoire qui nous intéresse, en un espace d'une trentaine d'années : de 1151 à 1179. La première concerne les foires de Nîmes, créées par le vicomte Bernard-Aton en 1151²⁸ ; ensuite, des marchés existent dans cette ville à la même date, naissent²⁹ les foires de Carcassonne, établies par une décision du vicomte Roger, datée du 4 mars 1158 (style de l'Incarnation)³⁰. Une concession presque simultanée de Raymond V autorise les marchands à entrer et à sortir librement du Vigan (Gard), moyennant le paiement, dans les mêmes conditions que dans les villes voisines³¹, des leudes, et crée un marché dans

²⁷ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 456-V, col. 853-854 (12 février 1118, n.s.) : « ... Ego Aimericus, vicecomes Narbonensis et uxor mea Hermengardis, donamus et donando affirmamus tibi, Bernardo-Atonis, et uxori tuae, Caeciliae, et filiis vestris Rogerio atque Raymundo, quod de ista hora in antea non vetatimus nec homo de nostra terra pro nostra voluntate, quod non vadant omnes homines et mercatores per totam terram vestram, ementes et vendentes sal, vel quidquid voluerint. Hoc autem facimus tibi et uxori tuae et filiis tuis Rogerio et Raymundo, sine omni inganno et tali conventu, quod nec ego vel ullus homo vel femina nequeant hoc infringere vobis vel posteritati vestrae in perpetuum... ».

²⁸ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 590-I, c. 1147-1148 : « ... In nundinis quoque quas in civitate Nemausensi per octo dies, secunda feria prima post Pascha incipientes, fieri volo atque decerno, laudo et concedo omnibus vobis predictis et successoribus vestris per me et per meos medietatem omnium usaticorum et omnium leddarum que ex ipsis nundinis exierint ».

²⁹ *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n. 120, p. 68 : « ... Bernardus Ato V Nemausensium vicecomes... concedit in feudum omnes usaticos et leddas quae in mercatu vel propter mercatum civitatis Nemausensis in praesenti habent, et quae in futurum, in praedicto mercatu, consilio tamen praefati vicecomitis et ejus successorum, sunt de novo ponenda, necnon medietatem omnium usaticorum et omnium leddarum quae exierint ex nundinis per octo dies, a secunda feria prima post Pascha in civitate Nemausensi celebrandis... ».

³⁰ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 622, c. 1215 : « Ego Rogerius de Biterri, consilio et voluntate domini Raymundi Trencavelli proconsulis mei genitoris, gratis et voluntate plenaria dono et laudo atque confirmo omnibus Carcassonne tam presentibus quam futuris, duas ferias, quas dudum dominus Rogerius, honorabilis vicecomes Biterrensis, avunculus meus, dedit eis sola amicitia easque peragendas duobus temporibus anni vere jurejurando Carcassonnae constituit : unam scilicet a dominica Ramorum usque ad Pascheta et alteram ab octo diebus ante festivitatem omnium Sanctorum usque ad octo dies transacta eadem festivitate. Ipsas feiras dono et laudo atque in perpetuum confirmo omnibus hominibus Carcassonnae per quemcumque annum, ita ut omnes homines ad eas confluentes in omni terra mea omnibus rebus suis, sint salvi et securi octo diebus ante ipsas feiras et ipsis feiris transactis octo diebus in redeundo. Nullus homo seu foemina in ipsis feiris requiratur neque damnetur nisi ibi forifacum egerit ». Il est à noter que Roger de Béziers ne prétend que renouveler une concession antérieure.

³¹ *Cart. St-Victor de Marseille*, t. II. Appendice, 1105, p. 576, (vers 1160) : « ... Volumus ibi die lune et mandamus esse mercatum... Omnes itaque homines, sive die lune in qua exerceri volumus mercatum, sive die dominico, sive die alio quolibet de ebdomada, negociendi causa illuc venientes, nostra et amicorum

la ville. Ce mouvement s'étend même de l'autre côté du Rhône³². Quelques années plus tard, en 1164 exactement, Raymond de Saint-Gilles, reconnaissant les droits des clunisiens sur la ville du Pont Saint-Esprit, leur concède le droit d'établir des foires et des marchés³³. Plus à l'ouest, Louis VII décerne en 1179 un diplôme à l'église de Maguelone dont le texte contient une semblable autorisation³⁴. Dès cette époque existe enfin un marché à Sommières³⁵. De même, on relève trace de la foire de Beaucaire dès 1168³⁶.

Ces créations de foires et marchés³⁷ qui s'accompagnent naturellement d'autorisations générales de circulation pour les marchandises, entraînent une certaine réformation des perceptions de leudes et censives : ces dernières surtout concernent les artisans, et, avant d'étudier leurs transformations dans la deuxième moitié du XII^e siècle, il est nécessaire de décrire brièvement leur assiette et leur mode de perception.

2. — Les cens pesant sur les métiers.

Une part importante des revenus des seigneurs méridionaux est constituée au début du XII^e siècle par les péages d'une part, *lesdae*, *consuetudines*, et d'autre part par les cens qui frappent l'exercice des métiers d'artisans, ou du moins de certains d'entre eux. Ces leudes et péages, tout d'abord, sont assis sur des matières premières et sur des produits finis : l'exemple en est particulièrement net en ce qui concerne

nostrorum defensione, eunte et redeunte securos volumus esse, dummodo lezdas seu forenses prestaciones predicto monasterio et monachis ibi Deo servientibus conferant, sicut est consuetudinis in allis mercatis eidem ville proximis et vicinis ».

³² *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 139, p. 74 : Reconnaissance du marché de Carpentras par Raymond V, 1155.

³³ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 664, c. 1293-1295 ; *Gallia christiana novissima*, t. VI, *Instrumenta eccl. Uceticensis*, n° VIII, C. 300 : « ... Ego concedo illis [monachis] et laudo et nundinas et mercata et omnia commercia in quibus lucrari et negotiari possint. Nundinas autem nominatim et expresse permitto eis et laudo a prima die Paschae usque ad diem jovis post octabas Paschae et ut venientes ad nundinas et ad mercata secure veniant et redeant... Mercatum quod antiquitus in villa Sancti-Saturnini die jovis statutum est et ex dono regis Franciae confirmatum, nos eodem die jovis in perpetuum tenendum laudamus et confirmamus ». Malgré cet « antiquitus », il est vraisemblable que cette confirmation royale se place vers 1156, année où Louis VII accorde un diplôme à l'évêque d'Uzès : Cf. M. Gouron, *Histoire de la ville du Pont-Saint-Esprit*, Nîmes, 1934, p. 28, n. 1.

³⁴ *Gallia christ. nov.*, t. VI, *Instrumenta eccl. Magalonensis*, n° XXVI, c. 361 : « ... Concessimus, quatenus ipsi [episcopo] et universis ejusdem successoribus liceat in locis, quae de nobis tenet praedictus episcopus, nundinas et mercata facere temporibus illis, quae sibi ad hoc competentiora elegerint, et in eis consuetudines illas, quas domini nundinarum et mercatorum in eis solent accipere, auctoritate regia plenarie accipiant ».

³⁵ Il est signalé en 1183 : cf. *infra*, p. 47, n. 64.

³⁶ Cf. *Hist. Lang.*, t. VI, p. 26.

³⁷ Peut-être les foires de Pézenas sont-elles aussi anciennes ? Sur leurs origines, ainsi que sur celles du marché de cette ville, cf. J. Combes, *Montpellier et les foires de Pézenas et de Montagnac au XIV^e siècle et au commencement du XV^e*, Congrès régional des Fédérations hist. de Lang., p. 87 et n. 12.

la draperie. Des leudes sont ainsi perçues sur le vermillon nécessaire à la teinture, tant à Narbonne³⁸ qu'à Sète³⁹, vers le milieu du XII^e siècle ; la graine de petit houx, de même, qui est également une matière tinctoriale, est comprise dans les matières soumises au péage de Narbonne⁴⁰, de même que sur l'île de Sète⁴¹, ainsi qu'elle devait l'être de l'autre côté du Rhône, à Arles⁴². Mais les étoffes elles-mêmes n'échappent pas à ces taxes : à Béziers, à une leude sur les draps signalée en 1162⁴³ s'ajoute la dîme sur la laine, redevance certes non féodale, mais d'effet économique comparable aux précédentes, et dont nous connaissons l'existence dès 1130⁴⁴. De même, à Saint-Gilles, une leude du XII^e siècle classe les draps suivant leur provenance, une taxe spéciale étant fixée pour les draps languedociens provenant de Narbonne, Béziers, Capestang et Ganges, auxquels on joint ceux d'Avignon⁴⁵ : la draperie n'est qu'un exemple d'assiette de ces *consuetudines*, qui frappent quantité de produits. Mais c'est là matière de commerce plus directement que d'artisanat : ce dernier, en revanche, est soumis à des cens dont le produit accroît les revenus féodaux.

En effet, presque tout commerce, presque toute fabrication vont être l'objet de concessions de la part du seigneur du lieu. Par exemple, Bernard-Aton IV, vicomte de Nîmes, concède en 1125 le monopole de l'achat des olives et de la fabrication de l'huile d'olives à un certain Pierre Baguier, dont le nom même indique la profession, puisqu'il achète des olives, *bagae*⁴⁶ ; le fils du concédant, Bernard-Aton V, baille accepte en 1147 à un personnage le monopole de la cuisson de la chaux

³⁸ *Gallia christ. noviss.*, t. VI, *Instr. eccl. Narbonensis*, n° LXVII, c. 40 : « Concedo ad feudum medietatem lidde sextarii de vermiculo quando colligitur ». Sur les leudes de la région de Narbonne en 1176, cf. *Hist. Lang.*, t. VII, Pr. 27, c. 321-323.

³⁹ Cf. *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 600, c. 1174.

⁴⁰ A. Dupont, *Les cités de la Narbonnaise première depuis les invasions germaniques jusqu'à l'apparition du Consulat*. Th. Lettres, Paris. Nîmes, Chastanier, 1942, p. 589.

⁴¹ *Cartulaire de l'évêché d'Agde*. B.N. Lat. 9999, f° 47 v° : « Ego Ademarus, ecclesie Agathensis episcopus, ... dono... totam meam partem sicut ad episcopum pertinet de vermellii de Seta... »

⁴² Schaubé, *Handelsgeschichte*, p. 585.

⁴³ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 643, c. 1248 : « Ego Guillelmus, Bitterensis episcopus, ... vendo... omnes redditus et fructus totius leddae de camino de Bitterri et omnium aliarum mearum leddarum panis videlicet, et de solis et de botarico et meae partis de cricaturis ». Sur les leudes de cette ville en 1179, cf. aussi *ibid.*, t. VIII, c. 337-339.

⁴⁴ *Ibid.*, Pr. 512, c. 973 : « ... Donamus... decimam partem in unoquoque anno de omnibus annonis et leguminibus et de omni vino et de omni lana et de omni carnatico... ».

⁴⁵ Cf. E. Bligny-Bondurand, *Les leudes et péages de St-Gilles*, *Mém. Acad. Nîmes*, 1901, pp. 272-274, et *Les coutumes de St-Gilles*. Paris, Picard, 1915, pp. 233-239.

⁴⁶ *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 50, p. 44 : « ... Bernardum Attonem IV vicecomitem Nemausensem, Cecilliam uxorem ejus, Rogeriumque et Raimundum eorum filios, Petro Baguerio, Estantiae ejus uxori, eorumque liberis et successoribus, compram de bagas in terra sua Nemausensi donasse eisque concessisse ea lege ut nullus alius homo vel femina, nisi ipsi vel gentes eorum, faciant oleum de bagas in predicto terminio ».

à Nîmes⁴⁷. Quant aux points de vente des différentes marchandises, ils font également l'objet de cens, revenus qui peuvent eux-mêmes être concédés : ainsi à Nîmes pour les « tables » qui se trouvent près de la porte de la cathédrale⁴⁸, ou bien à Toulouse⁴⁹. Lorsqu'un emplacement est désigné pour la vente de produits déterminés, le corollaire du cens va naturellement être une interdiction de vendre ces produits en un autre endroit ; ainsi, en décembre 1176, le seigneur de Montpellier concède un « plan » aux coyratiers de cette ville⁵⁰, moyennant un « acapt » de 40 sous de Melgueil et 2 sous de cens payables à la Saint-Michel : mais il est tout de suite précisé que les cuirs ne pourront être vendus ailleurs dans la ville⁵¹. L'acte est d'ailleurs intéressant en ce qu'il s'adresse à l'ensemble des *coiraterii*, qui sont considérés comme une catégorie d'habitants, et non comme formant un groupe fermé. Les coyratiers sont d'ailleurs certainement les artisans les plus fréquemment cités dans les accensements du XII^e siècle⁵².

Ces censives pèsent sur beaucoup d'artisans ; certains d'ailleurs la paient en nature, comme les bouchers qui donnent couramment la langue de certaines bêtes⁵³, sans que cela soit d'ailleurs une règle générale⁵⁴. Mais ces charges dans la deuxième moitié du XII^e siècle, vont être diminuées par leurs bénéficiaires, sans doute sous une poussée populaire précorporative.

⁴⁷ Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. V, p. 607. *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 99, p. 63 : « ... Ad acaptum donat et tradit hoc videlicet ut ipsi tantum et non alii calcem in civitate Nemausi coquere valeant... »

⁴⁸ Ménard, *loc. cit.* *Layettes*, t. I, n° 101, p. 64 : « ... Omnes tabulas, quaecumque fieri potuerunt ante stare quod habent juxta januam rubeam Beatae Mariae... » V. la liste de 1190 environ des ans et des alberges perçus sur les états des marchands par le comte à Nîmes dans H. Gouron, *Arrentements du domaine royal (comtal) à Nîmes*, dans *Moyen Age*, 1930, tir. à part, pp. 7-9.

⁴⁹ Cf. par exemple un cens de 6 deniers sur une boutique, en 1150 : *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 105, p. 65.

⁵⁰ *Liber Instrumentorum Memorialium*, éd. Germain, p. 298 : « ... Concedimus vobis coirateriis Montispessulani, presentibus et futuris, quod faciatis tabulas coirateriorum... » Cf. Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. I, pp. 186-187. La leude de Montpellier (Arch. Mun., Grand Thalamus, f° 38 v° et s.) fait payer à chaque coyratier 3 deniers et 1 obole.

⁵¹ « ... Promittimus... quot... non paciemur quod aliquis homo vel femina faciat stationem ad vendendum coria, que coiraterii aptant seu adobant pro solis, nisi in tabulis prenomatis, que in plano prenomato fient ».

⁵² Ainsi à Toulouse existe une « notula super tabulis novis de coirataria » dès avant 1200 : *Layettes*, t. I, n. 536, p. 213.

⁵³ Cf. par ex. pour le Pont-Saint-Esprit, *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 664, c. 1294 (1164) : « ... In quintalio et corda et in lesda de mercato medietas erit mea et medietas illorum, excepta lesda lumborum et linguarum et excepta lesda urnarum et omnium fructuum qui ad sestarium non vadunt, quae propria est monachorum ».

⁵⁴ A Toulouse, les bouchers des bancs mages sont frappés en 1122 d'une taxe en argent lorsqu'ils font entrer leurs bêtes dans la ville ; cf. *Layettes*, t. I, n. 1541, p. 547 : « ... Et quod de omni bove et vacca, que sit de sua propria laboransia, ut homo possit illum vel illam adducere vivum usque ad capud de istis banquis majoribus, quod debent dare domino comiti, vel suis vicariis, vel suis bajulis pro eo, de carnibus unuscujusque illarum animalium illor solidos tolosanos ».

3. — *La diminution des redevances féodales relatives au commerce et à l'artisanat.*

A partir de 1140 environ, se produit un mouvement général de diminution ou même de disparition des censives et autres charges d'origine féodale pesant sur les artisans. Cette évolution est pour nous directement liée à l'origine du corporatisme languedocien ; c'est en effet à l'occasion de telles concessions que l'on commence à identifier les artisans selon leurs professions. Il est possible ici de saisir comment naît ce caractère du métier languedocien du XIII^e siècle : grouper un certain nombre d'artisans sans que des conditions soient fixées à leur entrée dans le métier.

Tout d'abord, Alphonse de Toulouse concède en novembre 1141 une exemption de droits sur le portage du vin à Toulouse, exemption dont sont toutefois exclus les non-toulousains d'une part, les *vivatarii* ou restaurateurs d'autre part, qui paieront des taxes à vrai dire faibles⁵⁵. Dans le même texte, une exemption identique est accordée pour le transport du sel, sauf pour le sel utilisé par les corroyeurs et celui qu'y amènent les *salinarii* ou commerçants spécialisés dans ce négoce, et les *femine cuperarie*, c'est-à-dire les femmes qui parcourent la ville avec des *cupae* contenant des échantillons du sel qu'elles proposent à la vente⁵⁶. A Toulouse toujours, dix-sept personnes abandonnent en 1148

⁵⁵ Arch. Mun. Toulouse, AA 1, 1. *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 549, c. 1051 : « Ego Ildefonsus, comes Tholose,... dono et concedo et solvo, quod quisque homo et femina libere vendat vinum suum omni tempore quo voluerit sine ullo usatico quod inde nunquam donet alicui homini vel femine. Homines vero extranei, qui foris habitant in villis aut in castris, vel in aliis locis, habeant eundem usaticum quem solent habere de festo sancte Marie septembris usque ad festum omnium Sanctorum, et deinde de festo omnium Sanctorum usque ad festum sancte Marie septembris de quaque saumata quam attulerint, donent domino I denarium et vendant suam saumatam integram sine mensura. Sed vivatarii istius ville, qui foris ibunt emere vinum et in hanc villam revendere portaverint, dent de quaque saumata I denarium domino et vendant ». R. Limouzin-Lamothe, *La commune de Toulouse et les sources de son histoire (1120-1249)*. Paris-Toulouse, Didier-Privat, *Cartulaire du Bourg*, I, pp. 261-262.

⁵⁶ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 549, c. 1052 : « Item dono et concedo et solvo hisdem hominibus et feminis suprascriptis quod habeant salem undecumque voluerint et libere mitant ad omnem suam dispensam sine ullo usatico, excepto illo sale quod necessarium erit corriis masegadicis albis, et femine cuperarie que salem voluerint revendere, emant ad salinum et salinarii istius ville qui attulerint salem, descargant ad salinum et ibidem statim pagentur, et si statim non pagantur, dent Ilos denarios porte et Ilos denarios ad salinum, et extra villam istam vendant ubi voluerint. Homines autem istius ville vel femine, si voluerint adunare salem ad vendendum, dent de quaque saumata Ilos denarios ad portam et Ilos denarios ad salinum, et, si in hac villa illum vendere voluerint, dent de quaque saumata I mesalam, et si extra villam istam vendere voluerint, nichil dent... »

un usage qu'elles percevaient auparavant sur les savetiers, les tanneurs (*affactatores*) et les blanquiers — ou mégissiers — de cette ville : il est particulièrement significatif que le texte parle de *libertas* accordée à ces artisans ⁵⁷. Presque en même temps, Guilhem VI de Montpellier exempté de droits dans son testament, daté de 1146, les opérations de lavage et de séchage des draps effectuées dans les environs immédiats de la ville, sur les bords du Lez ⁵⁸. Mais ce mouvement n'est pas particulier aux principales villes de la région. En dehors d'elles, les comtes de Toulouse, et particulièrement Raymond V, suppriment de nombreux usages, comme à Belleperche ⁵⁹ ou les limitent considérablement, comme à Verdun-sur-Garonne ⁶⁰. De même, lorsque Raymond V créera en 1194 une *salvitas* à Toulouse, son premier soin sera de supprimer une série de taxes qui pourraient freiner l'essor commercial de ce territoire ⁶¹. La même année, l'évêque de Mende accepte que le cens que lui paient les cordonniers de la ville lui soit apporté en nature, et non en argent ⁶². Il agira de même en 1276 avec les bouchers de Mende ⁶³. A Sommières, l'évêque de Nîmes renonce en 1183 à la leude qu'il percevait aux mar-

⁵⁷ Arch. Mun. Toulouse, AA1, 28 ; R. Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cart. du Bourg*, p. 318 : « ... Libertas data talis est, quod omnes isti supranominati solverunt usaticum sabatatici omnibus sabatariis et affactatoribus et blanqueriis civitatis Tolose et burgi presentibus ibi atque futuris, et etiam comiti supradicto atque episcopo et toto alteri supradicto populo Tolose et burgi presenti arque venturo... ».

⁵⁸ *Liber Instrumentorum Memorialium*, éd. Germain. Montpellier, Martel, 1884-1886, p. 179 : « ... Guillelmo, filio meo minori, dimitto Castellum novum, cum omnibus suis pertinentiis, et omnia quecumque ibi habeo, et habere debeo, vel aliquis per me et villam de Salzeto, cum suis pertinentiis, et omnia quecumque ibi habeo, et habere debeo, vel aliquis per me, exceptis his que Montipessulano valde necessaria sunt, scilicet pannos in flumine ablui, et desiccari in ripis et graveriis, patuis frui, ingredi per vias et regredi... »

⁵⁹ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 662 Il.c. 1292 (1164) : « ...Ego Raymondus comes Tolosae... dono... habitatoribus ejusdem loci... pedagium et leudam omnium rerum suarum per totam terram meam ».

⁶⁰ *Ibid.*, Pr. 663, c. 1292-1293 (1164) : « ...Ego Ramundus... solvo et remitto et relinquo... totum illud integre quod homines Verduni sive essent milites Verduni, sive ille qui tenebat castrum Verduni, sive eorum servientes capiebant aliquo modo ab hominibus vel feminis urbis Tholose vel suburbii, vel ab aliquibus eorum rebus nomine census vel usatici vel alicujus rapine de omnibus rebus, dico quas apud Verdunum vel in foro Verduni vel deforis comparaverint vel vendiderint vel attulerint vel transtulerint navigando, vel aliquo alio modo in eundo vel in redeundo, excepto hoc si quis ad portum predicti castri navem appulerit cum honore (sic), ad vendendum vel ad emendum, det pro toto honore illius navis II denarios et nichil amplius ».

⁶¹ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 80, c. 419-420 : « ... Quod ullus homo aut femina qui in hac predicta salvetate steterit et mansionem ibi habuerit, non det portaticum de blato neque de vindemia neque de vino, neque det lezdam, et de clamore comitale non det justiciam nisi II solidos, si inculpabitur... »

⁶² Arch. Mun. Mende, AA 1.

⁶³ *Ibid.*, AA 3.

chés tenus dans la ville⁶⁴. A Montpellier, en 1202, Guilhem VIII précise dans son testament que les taxes qu'il a instituées sur la laine brute, *flocaria*, sur les moulins, sur les changeurs (*tabula*) et sur les teinturiers, devront désormais disparaître : il encourage par là les métiers qui seront les premiers à se constituer dans cette ville⁶⁵. La coutume de 1204 élargira cette exemption à toutes les marchandises qui passent en transit par Montpellier⁶⁶.

Cet élément de renaissance commerciale semble avoir été le facteur essentiel de l'évolution corporative du Languedoc à la fin du XII^e siècle⁶⁷ : il y a d'abord coïncidence chronologique ; on va voir en outre que les métiers qui en avaient été les bénéficiaires vont rapidement se donner une organisation professionnelle. Mais il reste à étudier auparavant un dernier point de contact entre seigneurs et métiers méridionaux : l'administration de la justice en matière de police économique.

4. — *Justices seigneuriales et police économique.*

Il a été établi dans ce qui précède que les seigneurs méridionaux ont été amenés à s'intéresser à la renaissance artisanale du XII^e siècle à cause des modifications qu'elle apportait dans la composition de leurs revenus. Cet intérêt va se manifester mieux encore en matière de police économique, dont les consulats ne se verront attribuer la compétence que dans les toutes dernières années du XII^e siècle, et à l'évolution première de laquelle ils restent donc remarquablement étrangers.

Les statuts municipaux de 1152 à Toulouse sont particulièrement intéressants à ce point de vue. L'administration centrale s'y montre capable, et c'est là un fait nouveau, d'élaborer des règlements particuliers pour chacune des professions à propos desquelles elle légifère : marchands de vin, revendeurs de blé, poissonniers, négociants en fruits, boulangers, fourniers. Mais la police économique se différencie naturellement mal de la police générale : les mêmes statuts contiennent les dispositions afférentes au droit pénal, qu'il s'agisse de l'infraction qui

⁶⁴ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 40-VII, c. 355 : « ... Dono... totum bladum quod mihi exire debet de foro Summerii... »

⁶⁵ *Liber Instrumentorum Memorialium*, n° 99, p. 201 : « Illud vero, quod statui de flocaria, et tabula, et molendino, et tincturis, paccato debito R. Carizom et Boneti, omnino deleatur in perpetuum, ita quod heres meus istud non exerceat, nec patiatut ut fiat... » (Du Cange, v° *Flocaria*, date l'acte par erreur de 1211).

⁶⁶ *Petit Thalamus*, éd. Soc. Arch. de Montpellier, 1840, pp. 14-15 : art. 25 : « Trosseli neque fardelli qui in Montepessulano non venduntur, non donant neque faciunt aliquid usaticum neque theloneum ». Cf. la cout. romane : « Trocel que nos vent. — Trocels ni fardels que en Montpeylier non son vendutz, non donon ni fan negun uzatge ni pezatge ».

⁶⁷ Un autre exemple peut en être trouvé dans les deux associations de meuniers de Toulouse, signalées dès 1177 et 1178 par G. Sicard, *Aux origines des sociétés par actions. Les moulins de Toulouse au Moyen âge*. Toulouse, 1953, p. 78.

consiste à laisser divaguer le bétail, aussi bien qu'en ce qui concerne les conjurations ou même les meurtres. La même confusion se manifeste à propos des attributions du viguier comtal : compétence lui est donnée sur les délits commis par les meuniers⁶⁸, mais il ne semble pas qu'il y ait dans cette mesure un fondement juridique différent de la compétence vicariale en matière de viols⁶⁹ ou de complots⁷⁰. Ainsi la justice seigneuriale est compétente en la matière, et non la justice municipale, du moins à cette époque. L'acte en question présente un autre intérêt : c'est le premier texte toulousain qui émane de façon expresse d'un *commune consilium* et où apparaissent des *capitularii* : à cette date existe donc une organisation municipale. Elle n'empêche en rien par conséquent la compétence d'un officier du comte en matière de police économique ou non. Aussi, lorsque corroyeurs et bouchers de Toulouse s'affrontent — l'existence d'un syndic les rendant capables d'estimer en justice — en 1158, la cour du comte est compétente⁷¹. Cette compétence va même s'affirmer d'une façon plus générale un peu plus tard, lorsque Raymond V, toujours assisté du Commun Conseil, fait en 1181 un éta-blissement qui concerne en grande partie les métiers d'artisans, puisqu'il réglemente les professions de maçons, de charpentiers, de poissonniers, de bouchers et de revendeurs de bois, mise à part la question du bannissement. A la fin de chacun des articles relatifs à ces métiers, le viguier est déclaré compétent⁷². On s'expliquera de la même manière que le viguier de Saint-Gilles, agissant au nom du comte de Toulouse, promulgue en 1178 le statut des changeurs de cette ville, quoiqu'il y existe des consuls. Ce texte est d'ailleurs tout à fait remarquable, d'une part parce que les changeurs y apparaissent comme organisés en un métier qui va bénéficier d'un monopole, d'autre part parce qu'il s'y trouve également des prescriptions visant les aubergistes, qui sont pourtant bien distingués des changeurs et s'engagent collectivement⁷³ ;

⁶⁸ Arch. Nat. JJ 21, n° 3 ; Arch. Mun. Toulouse, AA 5. 65, AA 6. 76 ; *Hist. Lang.*, t. V, c. 1166-1167 ; Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, p. 267 : « ... Si esset aliquis molendinarius vel ejus nuncius qui nollet recipere annonam vel bladum et reddere sicut scriptum supra est, habeat inde vicarius suam justiciam, si ei fuerit factus clamor » (art. 10).

⁶⁹ *Ibid.*, art. 13 : « ... Qui vi aliquam feminam viciaverit, emendet injuriam illi femine judicio comitis et sue curie ».

⁷⁰ *Ibid.*, art. 14 : « ... Si aliquis urbis Tholose vel suburbii clam conjuraverint, quod in placito vel in rixa vel in contentione vel in seditione sibi invicem auxilio prebeant, cadant sub justiciam comitis ».

⁷¹ Cf. le texte *infra*, p. 51, n° 81.

⁷² Arch. Nat., JJ 21, 6. Arch. Mun. Toulouse, AA 1 6, AA 6 78 ; *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 44, c. 360, 363 ; R. Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, pp. 271-273, cf. art. 2, 3, 4, 5 *in fine* : « ... Si aliquis homo vel femina infringeret hoc stabilimentum, et dominus comes vel ejus vicarius clamorem habuerit, habeat V sol. justiciam ».

⁷³ Cf. le commentaire d'Auguste Molinier dans *Hist. Lang.*, t. VI, p. 85, n. 5 ; texte dans Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 119 d'après Arch. Nat. J 304. Toulouse II, n° 16.

« Statutum a vicario Tolosani comitis et a consiliariis S. Egidii de cambia-

cette application des règlements à d'autres professions qu'à celle dont le texte constitue le statut, caractérisera les métiers languedociens pendant tout le Moyen âge : on saisit ici l'origine de ce trait dans l'appartenance de ces premiers statuts à des ordonnances de police économique émanées du seigneur ou de son représentant. En plein XIII^e siècle, d'ailleurs, Alphonse de Poitiers n'hésitera pas à renouer avec la tradition de ses prédécesseurs, lorsqu'en 1268 le métier — organisé — des pêcheurs de Toulouse se plaindra devant lui des entreprises de l'abbé de Grandelve : il donne compétence à la juridiction de ses officiers⁷⁴. Il semble bien que ce soit la même compétence qui ait été un siècle auparavant attribuée au viguier comtal à Nîmes, d'après ce que nous atteste un privilège des maîtres de pierres de Nîmes daté de 1188⁷⁵ et où, malgré ce qui a été affirmé, ces *magistri lapidum* ne nous fournis-

toribus dictae ville ordinatum (octobre 1178) (Charta per litteras alphabeti divisa): Anno Dominice incarnationis M^o C^o LXXXVIII^o, mense octobri. Ad augmentum justicie et ejus exaltacionem, ex auctoritate domini R. comitis, a Bertrando Riperto, ejus existente vicario, et quibusdam probatis viriis, a consulis et curia Sancti Egidii electis, existentibus consiliariis, videlicet Petro Guers, Petro Amato, Bernardo Pinairono, in villa Sancti Egidii statutum est ut cambiatores ejusdem ville per quinquennium legitime cambient cum romeis, ita quod aurum vel argentum vel monetas eorum juste pensent, et denarios eorum vel suos, quos eis daturi sunt, sine fraude conumerent, et pecuniam eorum neque furentur, neque suos vel alios furari patiantur. Et si viderint quod aliqui eos decipiant, ad ammonicionem curie vel consulatus deceptores manifestent. Constitutum est eciam quod cambiatores cum romeis, infra prescriptum terminum, in albergariis, vel in domibus aliquibus, sive in botiguis, cambium nullum faciant. Indultum tamen eis est ut in domo hospitalis Jerosolimitani et milicie Templi, et in clauastro Sancti Egidii, cum romeis cambiare possint legitime; et si in pondere vel numero, in denario uno de firtone eos nescienter fefellerint, non teneantur. — Hec autem statuta, sicut prescripta sunt, cambiatores S. Egidii et eorum discipuli se firmiter usque ad prefixum terminum observaturos, tactis sanctis Evangeliiis, juraverunt... Albergarii quoque ville Sancti Egidii, tactis sanctis Evangeliiis, juraverunt quod peregrinos in domos aliquas, seu operatoria, sive botigas, ad cambium non ducerent, vel quod ipsi cum eis cambium nullum facerent, et quod in cambio eos defraudari non paterentur, et quod cambia ville Sancti Egidii legitima esse asseverarent. Quod si ea blasphemaverint, et peregrinos, cujuscumque malivolencie penam ex toto, juxta hujus pagine institutionem, incurrant.»

⁷⁴ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 522, art. XII, c. 1616 : « Ex parte piscatorum urbis et suburbii Tholose intelleximus, quod Raimundus, bone memorie condam comes Tholose, predecessor noster, dedit eis libertatem seu immunitatem piscandi per totum flumen Garone in dyocesi tholosana. Abbas vero Grandisilve impedit, quominus uti possint libertate vel immunitate predictis, sicut dicunt. Unde vobis mandamus, quatinus dictum abbatem ex parte nostra requiratis seu requiri faciatis, ne ipsos in suis libertatibus impediatur minus juste, eisdem piscatoribus de rebus et personis ad nostram jurisdictionem spectantibus facientes bonum jus et maturum ».

⁷⁵ *Ibid.*, t. VIII, Pr. 55-I, c. 381, Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, pp. 247-248; *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 350, p. 148 : « Laudamus et concedimus tibi Duranto et B. Bligerio et R. de Verannicis et omnibus magistris lapidum, qui modo sunt vel in autea fuerint cohabitatores urbis Nemausi, feudum hujusmodi, quod ab antiquo vobis concessum audivimus, sive licet ut non detis justiciam nec faciatis expensas in causis et placitis que habueritis in curia nostra Nemausensi, nisi tantum in judice, et ipsas cum moderamine justo pro qualitate et quantitate negotii... »

sent aucune trace d'organisation collective⁷⁶ ; ils sont ici aussi considérés simplement comme une catégorie d'habitants — *cohabitatores* — de Nîmes.

Ce rôle de la féodalité méridionale est donc incontestable. Il ruine l'opinion déjà rencontrée qui fait des institutions consulaires la source de l'organisation professionnelle. Mais il ne faudrait point s'abuser sur l'importance quantitative de ce facteur : les métiers sortent à peine de la confusion originelle entre habitants roturiers des villes. L'impulsion essentielle va être fournie au corporatisme médiéval par les institutions urbaines nées au XII^e siècle elles aussi.

Section II. — L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET LES MÉTIERS LANGUEDOCIENS.

Dès leur apparition, et malgré le rôle du seigneur dans cette apparition, les métiers languedociens vont se présenter, ainsi que partout ailleurs en Europe, comme une institution essentiellement urbaine. En tant que tels, leur rôle va se développer parallèlement à celui des groupements municipaux, essentiellement consulats, apparus à peu près en même temps que les premiers symptômes d'organisation professionnelle : l'influence jouera tant dans le sens d'un rôle joué par le métier dans les institutions urbaines, qu'inversement, par action du consulat sur le métier.

I. — *Le rôle des métiers languedociens dans les institutions urbaines du XII^e siècle.*

Pendant la deuxième moitié du XII^e siècle, l'organisation corporative, pour encore embryonnaire qu'elle soit, n'en va pas moins constituer les cellules essentielles de la vie de la cité, et cela sur le plan de la défense de la ville comme dans le domaine des institutions politiques. Ce rôle militaire précède et explique l'importance de l'artisanat dans les consulats, ou au moins dans les consulats d'apparition tardive, où la répartition de la population selon les professions, déjà utilisée pour la protection de la ville, sera reprise comme découpage politique.

a) *Rôle militaire :*

L'organisation corporative en tant que cadre des subdivisions des milices chargées de la défense des remparts n'a été remarquée que par peu d'auteurs⁷⁷. Elle ne semble pas pourtant être spéciale au Langue-

⁷⁶ Cf. Levasseur, *op. laud.*, t. I, p. 267 : « A Nîmes, les maîtres de pierre étaient organisés bien avant 1187... ».

⁷⁷ On ne peut citer en ce sens que Archibald Ross Lewis, *The development of town government. Seigneurial administration in twelfth century Montpellier. Speculum*, vol. XXII, 1947, pp. 51-68 et 562-577 ; cf. surtout pp. 62-66.

doc⁷⁸, et des traces peuvent en être relevées jusque dans le nord de l'Europe, non seulement à Cologne où les groupements professionnels s'adjoignent aux milices territoriales pour défendre la ville⁷⁹ mais même à Hambourg⁸⁰.

En Languedoc, le facteur militaire nous semble essentiel dans la formation des groupements corporatifs. Il est tout d'abord remarquable que, dans le premier procès entre deux métiers, ceux des corroyeurs et des bouchers de Toulouse en 1158, le motif qui amène la cour du comte à adopter le point de vue des *affactatores coriorum* n'est autre qu'un accord entre le comte et le métier, par lequel ce dernier promet, en plus d'une redevance, de fournir le cuir des machines de guerre et de siège qui en utilisent (notons en outre qu'il s'agit là d'une des premières procédures par enquête que l'on connaisse)⁸¹. De même, les privilèges

⁷⁸ Pour les Flandres et le Brabant, le fait a été signalé par Carlos Wyffels, *op. laud.*, chap. III, mais les sources sont considérées comme trop tardives par E. Coornaert, *Une question dépassée...*, p. 3 qui leur préfère les renseignements relatifs aux villes allemandes.

⁷⁹ Cf. l'article cité *supra*, p. 37, n. 3, d'H. von Lösch, *Zeitschr. des Sav. Stiftung*, Germ. Abt., 1933, p. 108 et s.

⁸⁰ Otto Rüdiger, *Die ältesten Hamburgischen Zunftrollen und Bruderschaftsstatuten*. Hambourg. 1874.

⁸¹ La pièce est à reproduire dans sa plus grande partie, car c'est la première fois que des métiers possèdent une organisation et une personnalité suffisantes pour ester en justice. Cf. *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 149, pp. 79-80 ; *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 624, c. 1218-1219 : « Hec carta est comemoracionis de placito quod habuerunt Willelmus de Bugato, et ... pro se et pro ceteris... afactatoribus coriorum bovorum (sic) hujus urbis Tolose ac suburbii, in curia domini Ramundi comitis Tolose, et ante eum, de usatico quoddam quod petierunt ibi et requisierunt quibusdam qui illis auferebant. Quod usaticum predicti afactatores, pro se et pro ceteris participibus suis, dixerunt se habere ab ipso domino comite, sive a suis antecessoribus. Quod usaticum, quod petierunt, tale est scilicet : ut ab omnibus hominibus, tam hujus ville Tolose quam de aliis locis deforis, qui coria afactata boum vel vacarum vel equorum aut equarum atulerint ab ullis partibus extra villa Tolosa ad vendendum in villa Tolosa, tam in urbe quam in suburbis, de singulis coriis talibus, habeant II denarios tolosanos ; et, si fuerit dimidium corium, habeant inde I denarium. Et si fuerit ibi allatum corium afactatum asini vel asine, muli vel mule, extra villa Tolosa ad vendendum in Tolosa, sicut superscriptum est, de singulis talibus coriis habeant I denarium tolosanorum ; et si fuerit dimidium corium, habeant inde I obolum. Dicta autem ratione predicta pars, supra quam predictum usaticum petiebatur in placito, non cognovit veram esse petitionem predictam. Tunc dominus comes et ejus curia jussit predictos afactatores probare per testes supradictam petitionem quam faciebat si possent. Et proboverunt ibi predictam petitionem per legitimis testes. Datis vero et preparatis testibus, fuit dictum parti adverse si dicerent aliquid damnationis testibus vel acciperent sacramentum ex duobus testimoniorum. Pars vero adversa dixit quod non diceret aliquid mali testibus, quia probi homines erant, nec acciperet sacramentum de eis. Tunc supradicti afactatores, pro se et pro ceteris afactatoribus urbis Tolose et suburbii, recognoverunt domino comiti quod per supradictum usaticum debent semper comiti vel suis bajulis dare IIIIor solidos tolosanos pro unoquoque corio bovis quod eis allatum fuerit de duobus suarum bovariarum ; et recognoverunt quod debent dare totos corios bovis qui fuerint opus comiti vel probis hominibus urbis Tolose et suburbii in faciendis petrariis et frondevolis... »

qu'obtiennent les maçons de Nîmes de Raymond V en 1188 sont dus aux services que peuvent et doivent rendre ces travailleurs à l'occasion des démolitions de châteaux, d'une part⁸², et pour la construction des murailles de la ville de Nîmes, qui commencera officiellement quelques années plus tard⁸³. Il n'est pas jusqu'aux bouchers de Toulouse qui ne soient tenus en 1222 de certaines obligations de crédit envers le comte lorsqu'il se trouve en expédition militaire⁸⁴.

Il ne s'agit ici toutefois que de métiers pris individuellement et qui peuvent jouer un rôle militaire particulièrement important. A Montpellier va naître dans les dernières années du XII^e siècle une organisation municipale, chargée à la fois de la construction, de l'entretien des remparts, et de leur défense, la « Commune clôture ». Elle apparaît en 1196, sur une initiative de Guilhem VIII, mais il semble qu'elle ne soit encore composée que de personnages désignés discrétionnairement par le seigneur⁸⁵. En 1204, en revanche, au moment ou presque, de l'installation

L'Histoire de Languedoc donne *peccatiis* pour *petrariis*, ce qui enlève tout sens au mot. Il s'agit de machines de sièges, dont l'utilité explique que la fin du texte accorde un avantage aux tanneurs sur les bouchers, alors que la partie précédente du texte a soigneusement évité de nommer ces derniers : « ... Et testes superius dicti dixerunt quod macellarii urbis Tolose et suburbii debent semper dare comiti vel suis bajulis II solidos... Tolosanos pro carne uniuscujusque bovis boviarum comitis qui vivus ei adducetur. Dictis vero rationibus et recognitionibus predictis factis, ibidem dominus comes, pro se et pro successoribus suis, dedit et laudavit et affirmavit supradictum usaticum omnibus afactatoribus urbis Tolose et suburbii, presentibus et futuris, quod, sicut suprascriptum est, requisitum fuit, salvis et retentis juribus suis super eis sicut superius scriptum est, et dominus comes debet garire supradictum usaticum afactatoribus predictis de omnibus amparatoribus juste... »

⁸² *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 55-II, c. 381-382 : « ... Una die in singulis septimanis, cum edificavero in Nemauso, debetis operari sine (col)loquerio, sed de curia debetis habere victualia et in ceteris diebus victum et (col)loquerium, sicut quilibet alius. Item cum exieritis in exercitu nostro, debetis exire cum ferramentis vestris et ego debeo vobis habere bestiam ad ferramenta vestra vehenda et victum prestare et pro castellis diruendis C solidos... »

⁸³ En 1194 : Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, Pr. XXXI, pp. 40-41.

⁸⁴ *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 1541, p. 547 : « ... Et ad comunis exercitus istius ville Tolose, vel in quacumque parte dominus comes fuerit in Tolosano, in obsidione vel in tala, quod debent ibi ei adducere carnalagia, scilicet de bovis, et vaccis, et de arietibus, et porcis, et debent similiter ei credere carnes I mensem postquam ipse dominus comes fuerit recessus ab obsidione illa vel a tala, vel postquam dominus comes et exercitus fuerit reversus in hac villa Tolose. Et si ad capud illius mensis dominus comes aut sui vicarii, aut sui bajuli, non habuerint eis persolutam pecuniam de illa credentia, quod deinde non teneant ut ei credentiam facere donec sint paccati ».

⁸⁵ Arch. Mun. Montpellier. fonds de la Commune Clôture, B. 10.2 ; cette pièce, n'existant ni au *Petit Thalamus*, ni au *Liber Instrumentorum Memorialium*, mérite d'être publiée, au moins en partie : « ... Ego Guillelmus... dimitto et convenio vobis... statutis administratoribus villa Montispessulani, quod in consilio vestro et noticia stabo de toto negotio clausure Montispessulani, de me ipso et de omnibus illis quos ibi dare debere noveritis. Et omnes illos quos ibi dare debere noveritis, secundum arbitrium et noticiam vestram inde distringam et distringi faciam, et si pro communi clausura dando dampnum vel injuriam alicui feceritis vos vel aliquis nomine vestro, nullatenus inde

définitive du consulat dans la ville, ces personnages, nommés « ouvriers de la commune clôture », sont certainement élus⁸⁶. C'est sans doute de ce moment que date un établissement sans date inséré dans le recueil officiel des actes municipaux de la ville, appelé *Petit Thalamus* et qui énumère pour chaque jour de la semaine, les métiers chargés de la défense de chaque porte⁸⁷. Il s'agit essentiellement d'artisans, mais on y trouve aussi les bourgeois, les avocats et les notaires. En se limitant aux métiers d'artisans, on peut en compter 72⁸⁸ : ce n'est pas à dire que dès le début du XIII^e siècle, 72 métiers montpelliérains ont acquis une véritable autonomie. Seuls des chefs de métier trahiront un embryon de corporatisation⁸⁹. Bien plutôt, il s'agit d'une répartition de la population de la ville selon les professions exercées : nous retrouvons là ce trait

mihi vel curie mee teneamini vos vel aliquis per vos, et vos et omnes illos qui per vos fecerint, inde in perpetuum libero et absolve, nec computum vel rationem aliquam de negotio clausure mihi teneamini reddere vel alicui heredi meo per me, vos nec heredes vestri vel aliquis per vos, vel aliquis qui in clausura fuerit statutus... »

⁸⁶ Arch. Mun. Montpellier, *ibid.* : « ... Ego Petrus, Dei gratia rex Aragonum... et ego Maria ejus uxor... promittimus et convenimus vobis... electis et statutis administratoribus clausure Montispessulani... » le reste du texte est analogue à celui de 1196. Mais cette nouveauté qui désigne les « ouvriers » comme *electi* en 1204 ne semble pas avoir été connue par A.R. Lewis, *op. laud.*, p. 62 : « ... In 1204, an organization known as the *obriers de la common clature* existed and according to the statute, it was directly descended from the *administratores* of 1196... The Guillems could not be oblivious to the danger of such a body. They could control the *bajulus* and their curials, whom they appointed, but certainly not the *administratores* ». On ne saurait en tout cas suivre Louis J. Thomas (*Montpellier ville marchande. Histoire économique et sociale de Montpellier des origines à 1870*. Montpellier, Valat-Coulet, s.d. (1940), lorsqu'il écrit, p. 32 : « La commune Clôture fut bâtie dans la seconde moitié du XII^e siècle, non point comme la première, par le seigneur, mais... par les habitants de Montpellier, par les marchands et artisans de Montpellier, déjà groupés et organisés en « métiers ». Ainsi Montpellier ville marchande se préparait à devenir une république de marchands et d'artisans ».

⁸⁷ *Petit Thalamus*, éd. Soc. archéol. de Montpellier, 1840, pp. 95-98 ; cf. par exemple l'échelle du dimanche, p. 95 :

« L'escala del dimergue a plagezes ad avocats et a notaris lo portal San Gili.

A mazeliars lo portal de San Guillem e del Peyron

A peychoniers lo portal de Montpeylaret

Item a sangnador et a barbiers lo portal del Legador

Item a penhadors et ad albergadors de romieus lo portal de la Saunaria

Item a tenchuriers et a razedors de pargamins et a pozandiers lo portal de la Blancaria

Item a messiers de San Fermin et als botoniers lo portal d'Obilhon

Item a lezendiers et a mersiers de Castelmoton lo portal nou que va a San Daunizi

Item a forniers et a pestres et a barutelayres et a poliers lo portal nou del Peyron ».

On voit ici que l'organisation montpelliéraine n'est pas un exemple de cette « hiérarchie des échelles » (G. Sautel, *op. laud.*, p. 341) qui se rencontre bien plus dans les élections consulaires, qui sont étudiées *infra*, p. 54 et s.

⁸⁸ On peut en voir la liste aux pièces annexes, n° II.

⁸⁹ Cf. *infra*, p. 57 et s.

essentiel de l'individualisation des métiers méridionaux, qui est à l'origine du mouvement associatif et que nous avons déjà rencontré en traitant de la police seigneuriale sur les métiers. Cette commodité de répartition va même avoir une influence fiscale, puisque la coutume de Montpellier de 1204 prévoit⁹⁰ la définition de l'assiette des impôts destinés à l'entretien des remparts, par une organisation dite des « 14 de la capella » dont les membres sont élus à raison de deux par échelle, et donc assure un recrutement démocratique à cette assemblée.

On ne saurait en dire autant de la représentation des métiers dans les assemblées politiques des villes du Languedoc ; nous allons voir que, s'ils n'en sont jamais totalement exclus, la part qui leur est réservée est bien réduite.

b) *Rôle politique :*

Si l'on se limite au XII^e siècle et aux toutes premières années du XIII^e siècle, il n'existe que deux consulats en Languedoc sur le recrutement desquels l'on soit bien documenté : ceux de Toulouse et de Montpellier. Très différents dans leur date d'apparition, du moins dans l'état actuel des sources, — 1152 pour Toulouse, 1204 pour Montpellier (mise à part l'éphémère tentative de 1141), aussi bien que dans le recrutement ou la composition, ils présentent toutefois vis-à-vis des artisans de nombreuses analogies, qui permettent sans doute de les prendre comme exemples des autres consulats languedociens du XII^e et du début du XIII^e siècle, sur lesquels nous sommes mal renseignés, comme ceux de Béziers (1131), Narbonne (1132), Nîmes (1144), Carcassonne (1192), Beaucaire (vers 1217), Albi (vers 1220).

Le problème essentiel en la matière consiste essentiellement à savoir dans quelle mesure les métiers d'artisans participent à la désignation des consuls, si leurs membres accèdent eux-mêmes au consulat et quelle est la proportion des « chaperons » de consulat qui leur revient. On va voir que, tant à Toulouse qu'à Montpellier, la bourgeoisie et le négoce disposent à leurs dépens d'une situation bien plus favorable, et qu'un véritable fossé sépare l'artisanat du grand commerce, qui permet l'accès

⁹⁰ Art. 95 (*Petit Thalamus*, pp. 44-45) : « Statutum est ut probi et legales viri de Montepessulano cum jurejurando eligantur, qui debent arbitrari cum jurejurando bona et facultates singulorum et indicare et manifestare quantam unusquisque quantitatem debeat dare et expendere, in hiis que opus erant ad constructionem murorum. Et isti possint minuere vel augere in singulis hominibus, secundum quod eis bona fide visum fuerit, pro exiguitate, pro tenuitate, pro opulentia patrimonii cujusque. Et isti eligantur cum jurejurando a quatuordecim, scilicet a duobus de unaquaque scalarum ; qui quatuordecim jurent eligere bona fide. Et omnia ista sint annualia, ita quod nemo ibi debet morari nisi per annum, et postea alii eodem modo substituantur, et illi supradicti quos dicti quatuordecim eligent, debent pecuniam pertinentem ad constructionem murorum accipere et expendere in constructione, sicut eis melius visum fuerit ». La coutume romane, dans le titre de cet article 95, donne à ces personnages le même nom que sera celui des chefs de métiers, dans un certain nombre de professions. « Com proshomes albiron los bens duncadaun ». Un établissement de 1264 (Arch. Mun. Montpellier, Commune Clôture G.F. 197) reproduit cet article 95, ainsi que la liste des métiers dans les échelles.

de ceux qui le pratiquent, à une bourgeoisie de statut social plus proche de la petite noblesse que du reste de la population urbaine⁹¹.

À Toulouse, en premier lieu, parmi les listes de *boni homines* que nous connaissons et qui, de toute évidence, préfigurent le consulat, on ne peut relever qu'un nom d'artisan, qui apparaît en 1150⁹². Hormis les descendants de ce personnage⁹³, il faut dépasser 1180 pour trouver dans les listes capitulaires quelques artisans : encore, sauf deux d'entre eux⁹⁴, ces gens de métier apparaissent après 1200, et sauf trois autres noms après 1218⁹⁵, ils ne représentent qu'une infime minorité du nombre des capitouls que nous connaissons jusque vers 1230⁹⁶ ; parmi eux, la profession la mieux représentée, celle des peaussiers, ne compte que cinq membres dans ces listes⁹⁷ ; tous les autres personnages de ces listes représentent des familles de la noblesse, de la bourgeoisie ou du grand commerce, ainsi qu'il a été établi récemment par de patientes recherches⁹⁸. Ce ne sera qu'après 1228 que les artisans participeront avec régularité aux assemblées capitulaires : on peut relever là la trace des luttes intestines qui ont divisé la population de la ville à la suite de la ruine du pouvoir comtal, qui a laissé la place à une aristocratie qui a négocié la paix avec les Croisés vainqueurs⁹⁹. Mais il ne faut voir dans

⁹¹ Il nous paraît que J.H. Mundy, *Liberty and political power in Toulouse, 1050-1230*, p. 45, n'arrive à des conclusions contraires que par confusion entre ces classes sociales : « It is also well to remember that the patricians of Toulouse did not unduly offend the aspirations of artisans and merchants in the period treated here. Available evidence indicates that the ruling aristocracy offered places to rising and newly rich families... »

⁹² Limouzin Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, n° 34, p. 33 : « ... Vizianus frenarius... », et Arch. Dép. Haute-Garonne, Grandseive, H. 1 : « Vidianus, frenarius » (janvier 1155).

⁹³ Ainsi que l'était vraisemblablement Arnaud Raymond, premier capitoul en 1176 (Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, p. 244).

⁹⁴ Arnaud Ruf., capitoul en 1181-1182 (*ibid.*, *id.*, p. 245) était peaussier. (Mundy, *op. laud.*, p. 277, n° 26) ; Arnaud Jean, espazier, capitoul en 1192-1193 (*ibid.*, *id.*, p. 177).

⁹⁵ Guillem Barrau, tuilier en 1200, ne doit pas être confondu avec Vital Barrau d'une famille de notaires, capitoul en 1181-1182, malgré l'assimilation opérée par J.H. Mundy entre ces deux personnages, *op. laud.*, respectivement p. 277 et p. 176 ; ne subsistent alors comme artisans qu'un certain Raymond, potier et capitoul en 1202 (Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, p. 249) et Pierre Vital, mazelier et capitoul en 1213 (*ibid.*, *id.*, p. 250).

⁹⁶ On peut noter : en 1219, Raymond, meunier ; Barthélémy, saunier ; Aimeri, aubergiste. En 1220, Hugues, aubergiste ; en 1222, Bernard Fabre, espazier et Pierre Bernard, cervinier ; en 1224, Raymond, tapissier ; en 1226, Jean, sellier ; Guillaume Bequin et Arnaud Dubois, peaussiers, en 1227, Bertrand et Bernard, peaussiers et Arnaud du Trajet, coutelier (cf. Mundy, *op. laud.*, p. 303).

⁹⁷ Encore les deux peaussiers capitouls en 1226 ne nous laissent qu'entrevoir une profession relative au cuir, in Arch. Mun. Toulouse, II 44.

⁹⁸ Dont le mérite revient à J.H. Mundy, *op. laud.*, pp. 270-305.

⁹⁹ Sur tout ceci, cf. Richard Emery, *Heresy and inquisition in Narbonne*. New York, Columbia University Press, 1941, et particulièrement le chap. I ; aj. John Hine Mundy, *Hospitals and leproseries in twelfth and early thirteenth century Toulouse. Essays...* Austin Patterson Evans, Columbia University Press, New York, 1955, pp. 181-205.

cette minceur du rôle de l'artisanat qu'un caractère de l'organisation municipale toulousaine : l'exemple montpelliérain est tout différent.

Si à Toulouse, ainsi que nous l'avons vu, la documentation qui permet de relever l'importance des métiers d'artisans dans le consulat est fondée sur des situations de fait, en l'absence de tout texte répartissant les électeurs en échelles, les sources sont à Montpellier plus juridiques puisque nous y connaissons dans le détail le système électoral. Les textes y sont aussi plus tardifs : le consulat n'y est en effet organisé qu'en 1205. Mais les établissements municipaux du treizième siècle rappellent précisément quel a été le système créé à l'origine, et qui n'a été modifié qu'au milieu du quatorzième siècle.

Nous avons vu plus haut que l'organisation de la « Commune Clôture », par laquelle la bourgeoisie locale a commencé à s'infiltrer dans l'administration de la ville¹⁰⁰, était formée de sept échelles. Elles vont être utilisées à nouveau pour les élections consulaires, selon un système complexe¹⁰¹. Le point essentiel, en ce qui nous concerne, consiste dans le fait que les chefs des métiers sont à la base de ce système électoral. Les consuls majeurs doivent en prendre cinq dans chaque échelle ; puis, par tirage au sort, ils sont ramenés à sept ; ensuite, votant avec les consuls majeurs sortants, ils désignent 60 prudhommes qui éliront enfin eux-même les nouveaux consuls majeurs. Seulement ils n'auront pas toute liberté dans ce dernier vote : un certain nombre de métiers se réservent les douze chaperons de consulat. D'abord les changeurs ont deux consuls, et les drapiers deux également. Ou plus exacte-

¹⁰⁰ Ainsi que le note A.R. Lewis, *op. laud.*, p. 54 : « ... Nor was the court the only institution through which the burgesses made their power felt. Others there were in which the lord could have no part. I refer to the guilds and military and taxing organizations depending on the guilds. The guilds, and the financial and military institutions developing out of them, were aspects of burgess power, ones for which the lord was not responsible ».

¹⁰¹ *Petit Thalamus*, pp. 100-101 ; texte sans date, mais reproduisant sans doute le système institué en 1204 : « Establiment com se devon elegir cossols e fan se lo premier jorn de mars. Sabedoyra cauza es quel premier jorn de mars fa hom la cloca de cossols de mestiers devon los XII cossols penre V de cascuna de las escalas, fals que non puescon rutlar ni sien dignes a rutlar, e devon far per cascun daquels VII elegidors V rutlons. Et en laun daquels V rutlons devon metre carta escricha e fegurada et aquel que aura lo rutlon ab la carta escricha e fegurada deu esser elegidor, ab los cossols ; et enaysi deu se seguir de totas las VII escalas per VII elegidors ; etostz los VII elegidors at los XII sossols devon elegir LX proshomes de las escalas sobre eschichas en aysi com se conten en la ordenamen sobre scrig. Et aquels LX proshomes elegutz per los cossols e per los VII elegidors devon rutlar enaysi com dessus escrig es de V en V. Et en aquesta election deu esser lo senhor rey si es en la terra si esser y vol, o un messatge sieu trames per lo dig senhor rey per esser en la election. Et aquel messatge deu esser de salsas en la. El senhor rey ol messatge de lui si son en la election an poder de VI senhor rey per esser en la election et aquel messatge den esser de salsas en la ».

ment, et comme on ne l'a guère remarqué¹⁰², les changeurs ont 9/10 des chances d'obtenir deux consuls, le reste allant aux poivriers, autres grands négociants ; de même, les drapiers ont 9/10 des possibilités d'obtenir deux consuls, le 1/10 restant allant aux pelhiers. Mais un autre trait hiérarchise les métiers entre eux, et il est cette fois particulier aux artisans. Il paraît toutefois avoir échappé aux commentateurs. En effet, les autres métiers qui participent aux élections ne sont pas tous les métiers d'artisans, les métiers « mécaniques » selon l'expression médiévale : les huit derniers « rutlons » sont individualisés par le nom de la profession qui y joue le rôle, sinon exclusif¹⁰³, du moins essentiel : il s'agit, dans l'ordre protocolaire traditionnel, des peaussiers, orgiers, canabassiers, mazeliens, coyratiers, blanquiers, fustiers et maçons réunis, et laboureurs¹⁰⁴ : l'ensemble de ces gens de métiers est loin de représenter la totalité, et même la majorité, des travailleurs manuels de Montpellier.

Le fait essentiel de ce système électoral reste malgré tout le caractère général des chefs de métiers, qui sont indispensables à l'élection des consuls majeurs. Ces « consuls particuliers » ne supposent d'ailleurs pas forcément une existence autonome du métier : il s'agit plus souvent certainement d'une partie de la population dotée de représentants habiles à la représenter à l'occasion du choix des consuls majeurs. Ce sont seulement de grands électeurs, qui ajoutent ainsi un degré de plus à une élection où les Montpelliérains semblent avoir été avides d'accumuler les étapes intermédiaires, comme d'ailleurs les bourgeois de toutes les villes du sud du royaume pour qui la domination d'un podestat est le régime politique à éviter.

Dans d'autres villes, la spécialisation artisanale semble avoir été moins poussée qu'à Montpellier. Ainsi, à Nîmes, le choix des consuls se

¹⁰² L.-J. Thomas, *op. laud.*, p. 33 : « ... Il faut... signaler deux caractères essentiels de ce gouvernement consulaire. Le premier, c'est la hiérarchie reconnue entre les métiers, selon leur importance économique : des douze consuls, le premier et le second sont obligatoirement choisis parmi les changeurs ; le troisième et le quatrième sont obligatoirement des drapiers. Le commerce de l'argent et l'art de la draperie, qui contribuent plus que les autres métiers à la prospérité de la ville, ont ainsi la principale part à son gouvernement. Et l'autre caractère essentiel de ce gouvernement est d'être exclusivement réservé aux représentants des professions industrielles et commerciales... Le clergé de Montpellier n'a point de part au consulat (*sic*). En sont également exclus les laïques de robe longue, avocats, notaires ou médecins, bien que leurs « arts libéraux » vivent de la même vie corporative que les « arts mécaniques ». Dans le même sens, G. Sautel, *op. laud.*, p. 348 : « La ville est gouvernée par 12 « consuls majeurs » élus par les métiers et dont la hiérarchie traduit l'importance sociale respective des professions. Le premier et le second consul sont en effet choisis parmi les changeurs, les troisième et quatrième parmi les drapiers... »

¹⁰³ Cf., pour la liste complète des métiers donnant accès au consulat, pièce annexe n° II.

¹⁰⁴ *Petit Thalamus*, p. 99.

fait topographiquement, à partir des quatre quartiers de la ville ¹⁰⁵. C'est le système adopté plus tard à Castres, à Albi, au Puy, avec un nombre variable de quartiers ¹⁰⁶. A Narbonne, deux consuls sont artisans, sur cinq en 1272 ¹⁰⁷, sur six en 1278, d'après un texte qui nous apprend que c'est là un nombre coutumier ¹⁰⁸ : ainsi la circonscription électorale consulaire est fondée, en Languedoc, soit sur l'identité de profession, soit sur le voisinage.

Il est vrai que, comme nous allons bientôt l'observer, cette division de la ville en circonscriptions géographiques correspond forcément à une certaine division professionnelle. Mais auparavant, il est nécessaire d'examiner si les artisans, dont l'importance dans le recrutement des consulats est ainsi fort limitée — le rôle politique de l'artisanat ne pouvant ainsi se comparer à son rôle militaire —, vont à leur tour bénéficier d'une grande latitude dans la réglementation consulaire en matière économique, ou si les consuls ainsi élus, et d'origine, par conséquent, sinon aristocratique, du moins hautement bourgeoise, vont tirer parti de leurs pouvoirs pour régler un artisanat qu'ils dominent socialement.

2. — *Les origines de la police consulaire sur les métiers.*

Si les premières traces d'une compétence de l'administration municipale sur l'exercice des métiers apparaissent au milieu du XII^e siècle, ce n'est que dans le dernier quart de ce siècle que les consuls semblent exercer ces pouvoirs de façon systématique et continue. Dès cette époque, certains traits se notent, qui resteront valables à travers tout le moyen âge languedocien. La réglementation corporative, tout d'abord, se fait par voie d'ordonnances de police économique générale ; en second lieu, les deux objets essentiels de ces règlements sont le contrôle des poids et mesures d'une part, la limitation du prix de vente et des bénéfices d'autre part.

a) *Les formes de la réglementation corporative :*

Non contents de surveiller les métiers d'artisans, et du commerce de détail, les consuls vont les organiser. C'est un trait que le Languedoc semble avoir partagé au moins avec le Brabant et les Flandres ¹⁰⁹ : mais il paraît dangereux de vouloir distinguer ici une « période précor-

¹⁰⁵ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 98, c. 449 : « ... Eligantur de singulis cartonibus, per quos civitas ordinatur, V boni viri, qui viginti electi jurent... » ; sur l'identification de ces quartiers, cf. F. de la Farelle, *Études historiques sur le consulat et les institutions municipales de la ville de Nîmes*, Nîmes, 1841, p. 15.

¹⁰⁶ P. Dognon, *Les Institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion*. Paris-Toulouse, Picard-Privat, 1895, p. 49 et n. 1.

¹⁰⁷ Arch. Mun. Narbonne, AA 74.

¹⁰⁸ *Ibid.*, AA 87, et BB 1, art. 15.

¹⁰⁹ Carlos Wyffels, *op. laud.*, insiste sur l'aspect fondamental de la surveillance organisatrice des pouvoirs publics.

porative », se terminant avec les débuts de l'autonomie des métiers¹¹⁰. Il y a eu en effet plus évolution que révolution. Dans les petites villes, les métiers sont restés pendant tout le moyen âge, jusqu'aux créations de maîtrises, à l'état de professions réglementées, mais non organisées de façon autonome, ainsi que nous apparaissent un certain nombre de métiers des grandes villes au XII^e siècle. Ainsi, en 1152, le commun Conseil de Toulouse réglemente un certain nombre d'opération de vente ou de production, mais il est visible que les métiers ne sont point encore corporativement organisés. Le commun conseil intervient pour légiférer à leur sujet exactement comme il réglemente les délits de droit commun. Le caractère d'ordonnance de police de ce texte ressort particulièrement si l'on observe qu'il contient des dispositions relatives à des individus exerçant des métiers forts différents : les activités ainsi affectées touchent le vin, le blé, les poissons, l'huile, etc... Le seul point commun à ces professions réside dans l'objet même de la réglementation : il s'agit de lutter contre la vie chère, et en particulier contre le regrat, générateur d'une accumulation d'intermédiaires¹¹¹ ; cet aspect de la police économique restera pendant le moyen âge de la compétence incontestée des consuls.

C'est par ce même caractère d'ordonnance de police économique que s'explique l'application du statut des changeurs de Saint-Gilles de 1178 aux aubergistes de la même ville : les consuls promulguent un règlement relatif au change, que les *cambiatores* de Saint-Gilles jurent de respecter ; sans transition, les consuls font également jurer le statut aux aubergistes, en spécifiant à leur égard des dispositions particulières : ils ne feront pas par eux-mêmes d'opérations de change avec les pèlerins arrivant dans la ville, et, dans les affaires conduites par les changeurs, ils ne devront pas tolérer de fraude à l'égard des pèlerins¹¹². Il faut d'ailleurs préciser que les changeurs, constitués en métier organisé,

¹¹⁰ Emile Coornaert, *Une question dépassée...*, pp. 3 et 4, rappelle qu'il n'existe aucun critère valable de ce précorporatisme pour le distinguer de la période ultérieure ; la même question est posée par C. Wyffels, *op. laud.*, p. 104 : « ... Hoe veel « corporatisme » is er notig op dat een precorporatief ambacht een corporatief ambacht zon worden ? ».

¹¹¹ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 596, c. 1166-1167 ; R. Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, p. 267 : « Item qui vendet vinum, vendat ad mensuram heucam constitutam vel inde tractam... Item nullus emat annonam vel blad ad revendendum a Nativitate Sancti Johannis Babbiste usque ad festivitatem omnium Sanctorum. Item nullus olei revenditor cepi emat cepum ad revendendum ad Pascha usque ad festum omnium Sanctorum. Item nullus revenditor piscium emat piscem a vitreale Sancti Michaelis de Castel usque ad Tholosam... Item nullus revenditor pirorum... emat pira... extra muros civitatis... Item nulla panifica lucretur in cartono frumenti ultra IIIlor denarios... Item molen-dinarii vel eorum nuncii accipiant annonam vel blad ad pondus et ad pondus sicut constitutum est reddant farinam bene moltam... Item qui venit in civitatem Tholosam... cum lignis... vel cum aliqua re comestibili securus sit... ».

¹¹² *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 288, p. 119 : « ... Albergarii quoque ville Santi Egidii, tactis sanctis Evangeliiis, juraverunt quod peregrinos in domos aliquas, seu operatoria, sive botigas, ad cambium non ducerent, vel quo ipsi cum eis cambium nullum facerent, et quod in cambio eos defraudari non paterentur, et quod cambia ville Sancti Egidii legitima esse asseraverent... »

avaient passé avec les consuls un véritable traité, d'application limitée dans le temps, exactement à cinq ans ¹¹³. Il ne fait aucun doute que ce terme s'applique également aux dispositions ratifiées par les aubergistes. On notera au sujet de ce *quinquennium* fixé dans ce statut, que la fixation d'un terme dans une ordonnance de police économique est tout à fait exceptionnelle et ne se retrouvera dans aucun autre statut ; nous sommes bien là à l'origine de la réglementation consulaire en matière de métiers, alors que les consuls n'ont pas encore pris conscience de la plénitude de leurs pouvoirs en ce domaine.

L'intérêt que portent les organes de l'administration municipale à la réglementation professionnelle devient général en Languedoc à la fin du XII^e siècle. Ici, la transformation des mœurs administratives dépasse les révolutions institutionnelles. C'est ainsi qu'à Montpellier — le fait n'a guère été remarqué ¹¹⁴, avant même la création du consulat, un « commun conseil » de la ville participe avec le seigneur et son bayle à la concession de fait d'un monopole de vente aux teinturiers de Montpellier : dès 1181 donc, la bourgeoisie de cette ville commence à réglementer les métiers qu'elle exerce elle-même et que naturellement elle favorise ¹¹⁵. Le fondement juridique et la mesure de cette intervention nous sont fournis par le texte même : le commun conseil en 1181, les consuls plus tard, œuvrent pour « lo mieu profieg e comun profieg et utilitat de tostz los mieus homes dels habitans de Montpeylier ».

¹¹³ *Ibid.* : « ... In villa Sancti Egidii statutum est ut cambiatores ejusdem ville per quinquennium legitime cambient cum romeis... » Il est à remarquer également que les consuls sont assistés ici par trois *consilarii* (dont l'un est d'une famille de changeurs) comme dans ce traité de 1143 avec Gênes où le consulat de Saint Gilles apparaît pour la première fois (*Liber jurium reipubl. gen.*, t. I, c. 83).

¹¹⁴ Exception faite pour A.R. Lewis, *op. laud.*, p. 59 « ... In 1181 Guillem VIII enacted a statute getting up rules for the dyeing industry in the town. he stated that he issued these rules « avut cosselh den Guiraut Aybran... e del comun cosselh de Montpeylier... »

¹¹⁵ *Petit Thalamus*, p. 137 : « En lan de lencarnation de nostre senhor de MCLXXXI et mes de ienoier lautreyamen den G. senhor de Montpeylier. leu G. per la gratia de Dyeu senher de Montpeylier, filh de na Matils Duguessa et avut cosselh den R. Gancelin e den Guiraut Aybran, bayles mieus de Montpeylier, e del comun cosselh de Montpeylier, et ab lo cossentimen et ab la voluntat dels vezens e concychens lo mieu profieg e comun profieg et utilitat de tostz los mieus homes dels habitans de Montpeylier, per me e per mos successors, en bona fe e senes engan, am aquesta carta doni e jure e bayle et en perdurable autreie a vos tostz homes mieus habitant en Montpeylier o estans, non tenga draps lanis en grana ni saias ni galabrums, ni tengua verstz ni brunetas ni jalnes, mays tan solamens li homes mieus de Montpeylier habitant en Montpeylier, ni a decert que neguns hom estranh en tot Montpeylier puesca vendre a talh negun draps de color. Item prometi e conveni per establimen a vos trastostz proshomes homes mieus habitans en Montpeylier prezens et esdevenidors, qua lamonestamen o es comovemen dalcuna persona contra ayso ni alcun daquestz daysi enan non venray, ni neguna persona per ma art ni per mon engen ni per mon cosselh ; e tot ayso fermamens tenray e serviray e non enfranheray en alcuna manieyra, si Dyeus me ajut et aquestz sans avangels de Dieu... »

Cette compétence de l'autorité consulaire peut aussi prendre une forme différente du règlement : à la fin du XII^e siècle, les conseils municipaux élus commencent en Languedoc à figurer aux côtés des viguiers pour juger des manquements aux règles professionnelles, et fixer par la même occasion les usages des métiers. C'est ainsi qu'en 1184, les capitouls de Toulouse sont aux côtés du viguier comtal et de *bajuli confratrie* dont nous dirons plus tard qu'ils représentent aussi une organisation urbaine¹¹⁶, pour enquêter sur les associations qui se sont formées entre bouchers sur les bénéfices que ces derniers sont autorisés à prélever et sur la qualité des viandes¹¹⁷. C'est là pour des consuls l'exercice normal d'un droit de contrôle de la police économique, dont nous allons maintenant étudier les deux points d'application essentiels : police des poids et mesures et réglementation des prix et bénéfices.

b) *Le contrôle des poids et mesures :*

Aussi haut que l'on remonte dans les sources de la réglementation consulaire, le contrôle des poids et mesures tient une place de choix dans ces statuts de police municipale. Tant sur les poids que sur les mesures, les consulats, dès le milieu du XII^e siècle, ont élaboré des textes qui, même dans le détail, soumettaient les artisans à des règles fort strictes. Par exemple, dès les règlements de police économique de 1152, les capitouls de Toulouse interviennent en ce domaine. Dans les ventes de blés, le récipient qui sert à mesurer le produit doit être plein à ras bord alors qu'il doit être comble s'il s'agit de noix ; lorsque la vente porte sur du vin, l'instrument de mesure doit être celui qui accompagne le vin, ou être apporté au moment de la vente, ce qui exclut en fait les ventes à l'estime, préjudiciables au consommateur¹¹⁸. En ce qui concerne les poids, les meuniers qui apportent leurs farines à la vente ou achètent des blés doivent utiliser pour les deux opérations le même

¹¹⁶ Cf. *infra*, p. 344 et s.

¹¹⁷ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 50, c. 373-374 : « Notum sit omnibus hominibus presentibus atque futuris, quod Guillelmus de Castronovo, vicarius et vici capitalurii Tholose urbis et suburbii... et bajuli confratrie, fecerunt macellarios Tholose civitatis et suburbii ante se venire et ibi macellarii predicti tactis sacrosanctis Evangeliiis juraverunt ut hoc, quod vicarius et viri capitularii et bajuli confratrie eis dicerent, facerent et tenerent. Tunc vicarius et capitulum et bajuli confratrie inquisierunt quosdam de predictis macellariis quod sub sacramento dicerent eis veritatem de hiis que ab eis inquisiti fuerint, et auditis ab eis ea que ab eis pecierunt, cognoverunt sub sacramento quod predicti macellarii civitatis et suburbii, qui carnes frustraverint in banquis, non sint nisi duo socii, nisi fuerint fratres vel pater et filius ullo tempore neque lucrentur in carnibus quas vendiderint in XII nummatis nisi I denarium, nec infra nec supra nisi secundum rationem hujus computi. Et quod nullus eorum emat bestiarium de morina causa vendendi neque vendant carnes leprosas alicui homini vel femine viventi, quin dicat ei... ».

¹¹⁸ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 596, c. 1166 : « ... Item qui vendet vinum, vendat ad mensuram heucam constitutam vel inde tractam ; similiter cum venditur annona vel blads, mensura sit rase, sit vero cumulata de nucibus et de avena... » Pour le sens de « mensuram heucam », cf. un établissement capitulaire de 1221 sur le cri public du vin à vendre (Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, p. 438 : « ... quod alicui preconi faciat suum vinum huchare per villam, scilicet per urbem et suburbium... »

instrument de pesage, lequel doit correspondre à une demi-émine : la règle est importante, puisque le salaire du meunier est représenté par la seizième partie du poids du blé¹¹⁹.

Ces premières mesures étaient limitées au commerce de certains produits. En revanche, pour le plus grand nombre des transactions, il s'opérait à Toulouse grâce à des mesures publiques mises à la disposition des vendeurs et des acheteurs à Saint-Pierre et à Saint-Géraud : il s'agit de blocs de pierre entaillés de marques et de mesures de volume, ce qui explique qu'après la disparition de Saint-Géraud, le quartier ait conservé le nom de la Pierre Saint-Géraud¹²⁰. Mais en 1197 Saint-Géraud existait encore, et sa « pierre » ainsi que celle de Saint-Pierre avaient deux homologues de cuivre à Saint-Étienne et à Saint-Sernin : on notera que toutes ces mesures publiques sont disposées le long des murs des églises de la ville, ce qui en rend l'accès commode lors des marchés qui se tiennent sur les places entourant ces édifices. Elles sont désignées par un statut consulaire du 3 avril 1197 qui en réglemente l'usage, c'est-à-dire qui rend obligatoire de les remplir à bord ras, tandis que les habitants de la ville disposent de la liberté la plus entière dans la détermination de mesures comme il leur plaira, de quelque nature qu'elles soient. Un tel texte est naturellement tourné contre les étrangers, à qui cette liberté n'est pas accordée, et qui devront donc utiliser des mesures publiques si strictement réglementées¹²¹. Le

¹¹⁹ *Hist. Lang.*, *eod. loco* : « ... Item molendinarii, vel eorum nuncii accipiant annonam vel blad ad pondus, et ad pondus sicut constitutum est reddant farinam bene moltam et accipiant bladum ad mediam eximinam ponderatum et de media eximina sursum et non accipiant propter suam molduram ultra sexdecimam partem... »

¹²⁰ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 93, c. 440-441 ; Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, pp. 291-292 : « Hec est carta publice constitutionis, quam fecerunt consules Tholose civitatis et suburbii cum comuni consilio urbis et suburbii et cum consilio et voluntate Petri Rogerii vicarii, qui totum illud laudavit et concessit pro domino Ramundo tholosano comite et in loco ejus et pro se ipso. Que constitutio talis fuit, quod lapides mensurarie Sancti Petri et Sancti Geraldii et Sancti Saturnini, omnes scilicet exceptis illis, que sunt de nucibus et de avena, debent esse coequales et deventre ad rasoram planam et debent trahi et esse de ratione carterarum cupri, de quibus est una ad Sanctum Stephanum et alia ad Sanctum Saturninum ; ita quod carteri a lapidis sit de ratione carterie cupri, et in emina quod habeat duas carteries equales et in medio cartone IIIlor totum ratione et carteri cupri eant ad rasoriam planam, et veniat rasora de uno anulo ad alium. Et hoc fuit ita positum et constitutum, ut in perpetuum firmiter servetur et teneatur, salvis et retentis omnibus libertatibus omnium hominum et feminarum Tholose urbis et suburbi presentium atque futurorum, quod habeant et teneant tales carterias et tales mensuras quales eis placuerit, quia ita habuerant ipsi et eorum antecessores, quod haberant et tenebant tales carterias et mensuras de blato, quales eis placebat... »

¹²¹ Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, p. 358 : Et quod omnes alberguatores et alberguatrices vendant eis talem panem et ad tale pondus quale alii panefici et panefice Tolose fecerint. Et quod omnes alberguatores et alberguatrices teneant quandam mensuram vini, et in pagella hujus ville habeant tales XXXII mensuras, et teneant aliam mensuram vini, que teneat quartam partem illius mesure. Et quod omnes alberguatores et alber-

texte précise enfin qu'il ne concerne pas les ventes de céréales et de vin, ce qui s'explique par l'existence antérieure d'un texte qui les affecte et que nous venons d'étudier.

Ajoutons enfin que la réglementation toulousaine du XII^e siècle en matière de poids et mesures fut complétée en 1221 par un établissement capitulaire sur les aubergistes. Ceux-ci ne devaient vendre de pain aux pèlerins hébergés chez eux qu'au poids — dont nous verrons qu'il était variable — des pains vendus par les boulangers de la ville. Ils devaient en outre posséder chez eux des mesures à vin et à avoine d'un volume déterminé, calculé d'après le volume des instruments publics de mesurage. Naturellement, ces mesures sont toujours calculées sur des récipients en principe remplis à ras bord, parfois comblés¹²².

Montpellier n'est pas en reste vis-à-vis de Toulouse en ce qui concerne la réglementation des poids et mesures : les mêmes mesures doivent être conservées dans le pesage et le mesurage, dit l'article 87 de la coutume, aussi bien en ce qui concerne le sel que le son ou le froment. Ce texte précise d'ailleurs que c'est là suivre un usage ancien ; la nouveauté, en 1204, consiste à créer deux *proshomes* chargés de vérifier deux fois par an le mesurage public, et qui prêtent serment de bien mesurer¹²³.

Cet ensemble de dispositions est destiné indirectement à empêcher la fraude de la part de tous vendeurs, artisans comme commerçants : mais les consuls disposent, pour protéger les consommateurs, d'un moyen bien différent et agissant sur un autre plan : la limitation des prix et des bénéfices.

quatrices teneant quandam mensuram avenae ad razum, que teneat VI (sic pour sextam) partem eimine, et teneant aliam mensuram avenae, que teneat quartam partem illius mensurae ad rasum.

¹²² *Petit Thalamus*, p. 40 : « Equalitas servari debet in sestariis et eminilibus et in aliis mensuris ; et minus vel majus sestarium vel emina non debet esse salis vel brenni quam tritici ; et in marcis et in uncis et in libris et in aliis et in cannis et alnis, et in ferro quintali equalitas servare debet, secundum quod antiquitus servatum est ; et in esmero auri et argenti similiter. Et ad custodiam istorum duo probi homines constituentur, qui bis singulis omnia recognoscant ».

¹²³ *Ibid.*, p. 312 : « Lo sagraren de las mezuras dels vilans. Yeu hom prometi e viri a vos senher bayle de la cort de Montpeylier e a tota la cort, que quant longamiens tenray lufizi devant dig fizelmens e lialmens mezuraray al profieg de las partidas, e non faray gracia a neng el dampnatge dautre en donan dampnatge ad autre, per gracia ni per azirament, per preguieyra o per presc de parentat o daffinitat. E las questions daquels vilans alas quals yeu seray estatz elegs, examinadoiras e determinadoiras tostz temps ab coselh de la cort e per bona fe a la utilitat de las partidas, ou mielhs traubay conogut, senes tota senestra occaizon e tota malignetat foras gitada, selon las costumas els uzes antics usitatz examinarai e termenarai ». Malgré ces « uzes antics », il est probable que ce serment, non daté, est fixé dans sa forme du début du XIII^e siècle, car il se prononce devant le bayle, officier royal, et non devant les consuls eux-mêmes ; il s'agit donc d'une époque où le consulat n'a pas développé tous ses pouvoirs.

c) *La limitation des prix et des bénéfices :*

Il est évident que la mesure la plus grave que puissent décider les consuls envers les artisans et tous les vendeurs de marchandises réside dans une limitation des prix de vente ou des bénéfices encaissés par ces derniers. A ces dispositions peuvent s'ajouter parfois des interdictions de vente affectant, soit certains produits, soit certaines époques de l'année où ce commerce est rendu impossible. La limitation des bénéfices proprement dits est à la fois la première à apparaître et la restriction à l'esprit de lucre la plus nette que l'on puisse imaginer : elle sera donc étudiée la première, et elle sera suivie par l'examen des taxations d'office et des mesures annexes que les consuls peuvent être amenés à décider.

Parmi les textes toulousains qui ont déjà été cités au cours des développements antérieurs, la plupart prévoient un bénéfice maximum applicable à la profession qu'ils représentent. Dès 1152, le bénéfice net des boulangers est limité par les capitouls à quatre deniers par carton de froment¹²⁴. De même, le bénéfice des meuniers, traditionnellement calculé en nature, ne doit pas dépasser le seizième de la quantité de blé qui leur est donnée à moudre¹²⁵. En 1181, d'autres professions sont soumises à une taxation d'office de leurs gains par les capitouls : les bouchers sont restreints au douzième du prix de vente et ce bénéfice ne doit être ni moindre ni plus grand¹²⁶. D'autre part, les vendeurs de bois sont soumis à une limitation de leurs bénéfices au même taux, dans toutes les ventes de pièces de bois¹²⁷. Il ne faut d'ailleurs pas confondre ce bénéfice d'un douzième avec le salaire que sont autorisés à prélever pour

¹²⁴ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 596, c. 1166 ; Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, p. 267 : « ... Item nulla panifica lucretur in cartono frumenti ultra IIIIor denarios, detractis expensis... »

¹²⁵ *Ibid.* : « ... Item molendinarii vel eorum nuncii... non accipiant per suam molduram ultra sexdecimam partem... »

¹²⁶ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 44, c. 362, Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, *Cartulaire du Bourg*, p. 272 : « ... Item dominus comes cum consilio capituli et comunis consilii civitatis Tholose et suburbii fecit tale stabilimentum, scilicet quod macellarii et carnifices urbis Tholose et suburbii non lucretur in ulla carne quam vendant in XII nummatis nisi I denarium, nec infra nec supra nisi secundum rationem hujus computi. Et si aliquis homo vel femina hoc stabilimentum infringeret et dominus comes vel ejus vicarius clamorem habuerit, habeat V solidos justiciam... »

¹²⁷ *Ibid.* : « Item dominus comes cum consilio capituli et comunis consilii urbis Tholose et suburbii fecit tale stabilimentum, scilicet quod nullus homo vel femina non emat fustam in illo diem quo fuerit delata ut revendat, in qua fusta intelligimus arcas et vasa sive vinaria vel alia et circulos et latos et scamna et lectos et omnem aliam fustam que necessaria fuerit ad edificia et ad bastimenta, que deferatur cum navibus vel cum bestiis sine alio aliquo modo in civitate Tholose vel in suburbio, et si postea fuerit empta, non lucretur in XII nummatis nisi I denarium, nec infra nec supra secundum rationem hujus computi. Et si aliquis homo vel femina hoc stabilimentum infringeret et dominus comes vel ejus vicarius clamorem habuerit, habeat V solidos justiciam... ».

leur ouvrage les maîtres de pierre et de bois, soit deux ou trois deniers par jour en sus du repas¹²⁸.

A la suite d'une enquête dont il a déjà été question, les bouchers de Toulouse se virent rappeler en 1184 que leur bénéfice était fixé à un douzième du prix de vente, sans majoration ni minoration possible¹²⁹. Le bénéfice du « treizième denier » sera consenti par faveur au comte en 1222, lors des contrats passés entre ce dernier et les bouchers¹³⁰.

Outre les limitations des gains des artisans, les consuls peuvent également limiter le prix de vente, en dehors de toute question de bénéfice. Là encore, Toulouse est la seule ville du Languedoc à nous offrir à ce sujet des documents du XII^e siècle. Nous verrons plus loin que ces mesures de lutte contre la vie chère se généraliseront plus tard dans tout le Languedoc. A la fin du XII^e siècle, c'est le procédé utilisé par les capitouls pour lutter contre l'augmentation des prix du poisson, surtout en temps de Carême : c'est ainsi qu'en mars 1181, il est décidé que les revendeurs de poissons ne peuvent vendre les saumons plus de quatre sous de Noël à Pâques, plus de deux sous de Pâques à la Saint Jean-Baptiste¹³¹.

Ces dispositions furent rapidement jugées insuffisantes, puisque limitées à un seul type de poissons. Aussi, un an plus tard exactement, soit en mars 1182, le comte et les capitouls promulguent un règlement exclusivement relatif aux vendeurs de poissons : truites, lamproies et anguilles ne doivent être vendues pour plus de 6 deniers toulousains l'une : les ablettes ne doivent pas dépasser un denier, les chabots deux deniers. A l'inverse de ce qui s'était décidé pour les bénéfices, les prix

¹²⁸ *Ibid.*, c. 361 : « ... Item dominus comes cum consilio capituli et comunis consilii civitatis Tholose et suburbii fecit tale stabilimentum, scilicet quod ullus magister qui sit operarius lapidum vel lignorum non accipiant ullo modo vel pro mercede vel aliqua alia conventionem a festo sancti Johannis Baptiste usque ad festum Omnium Sanctorum nisi tantummodo tres denarios Tholosanos in die et convivium, et de festo Omnium Sanctorum usque ad festum sancti Johannis Baptiste nisi II denarios in die et convivium. Et si aliquis de magistris illis plus acciperet vel aliquis homo vel femina pro eis vel causa remunerationis vel aliquo alio modo, et dominus comes vel ejus vicarius habuerit clamorem, habent V solidos justiciam »...

¹²⁹ *Ibid.*, Pr. 50, c. 373-374 : « ... Tunc vicarius et capitulum et bajuli confratrie... Cognoverunt sub sacramento quod predicti macellarii civitatis et suburbii, qui carnes frustaverint in banquis, neque lucrentur in carnibus quas vendiderint in XII nummatis nisi I denarium, nec infra nec supra nisi secundum rationem hujus computi... »

¹³⁰ *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 1541, p. 547, c. 2 : « ... Et pro hoc feodo ipsi macellarii debent credere domino comiti et suis vicariis sive bajulis pro eo carnes I mensem, et vendere eis illas cum XIII^e denario de lucro »...

¹³¹ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 44, c. 361-362 : « ... Item dominus comes cum consilio capituli et consilii fecit tale stabilimentum, scilicet quod revenditores piscium vel aliquis homo vel femina non vendant salmonem nisi III^{or} solidos tantum vel plus aliquo modo accipiant a Nativitate Domini usque ad Pascha, et de Pascha usque ad festum sancti Johannis Baptiste nisi II solidos tantum. Et si aliquis homo vel femina infringeret hoc stabilimentum, et dominus comes vel ejus vicarius clamorem habuerit, habeat V solidos justiciam »...

de vente effectifs peuvent être inférieurs à ces tarifs, qui ne constituent que des maxima ¹³².

Ainsi le pouvoir consulaire intervenant au moins à titre consultatif aux côtés du comte, permet de limiter les bénéfices et les prix de vente des artisans et commerçants. Mais ce n'est pas la seule barrière qui puisse être mise à ces activités. Si, à Toulouse, la réglementation des transactions s'exprime volontiers en termes monétaires, on préfère à Montpellier interdire certaines fabrications. Les dispositions relatives à la qualité et à la quantité des produits de l'artisanat seront extrêmement fréquentes après le douzième siècle, comme nous le verrons. Déjà la coutume de Montpellier de 1190 défendait de fabriquer des vases en or ou en argent que ne fût pas fin ¹³³ ; la coutume de 1204 reprend cette disposition ¹³⁴ ; de plus ce texte interdit la vente de viandes douteuses ¹³⁵, imitant en cela une disposition toulousaine plus ancienne d'une vingtaine d'années ¹³⁶ ainsi que la vente d'animaux mort-nés, tandis que les mêmes bouchers ne doivent pas faire passer de la viande de bouc pour du mouton, de truie pour du porc. De même, un autre article de la coutume de Montpellier de 1204 interdit la teinture en rouge des draps de laine par d'autres procédés que la graine de petit houx ¹³⁷.

On a vu qu'il était possible aux consuls comme aux seigneurs de fixer les prix de vente différents selon les époques de l'année. Mais

¹³² *Ibid.*, Pr. 46, c. 364-365 : « ... Hoc est comune stabilimentum, quod fecit dominus Ramundus, comes Tholose, dux Narbone, marchio Provincie, cum consilio capituli et comunis consilii urbis Tholose et suburbii, scilicet quod revenditores piscium vel aliquis homo vel femina non vendant troitam ad plus nisi VI denarios vel plus aliquo modo accipiant ullo tempore, set minus de VI denariis possunt vendere quod voluerint. Neque lampredam nisi VI denarios ad plus, set minus etc., neque angillam nisi VI denarios ad plus, neque asseggiam nisi I denarium ad plus, neque cabos nisi II denarios ad plus, set minus, etc. Et si aliquis homo vel femina hoc stabilimentum infringeret, et dominus comes vel ejus vicarius clamorem habuerit, habeat V solidos justiciam. Hoc stabilimentum concessit et confirmavit dominus comes, pro se et pro suis successoribus omnibus, hominibus et feminis in civitate Tholose et in suburbio manentibus tam presentibus quam futuris, ut duraret et observaretur in perpetuum... ».

¹³³ Art. 22 ; *Liber instrumentorum memorialium*, n° CCXLIV, p. 407 : « In Montepessulano non fiunt vasa argentea, vel aurea, nisi fina ».

¹³⁴ Art. 28 : *Petit Thalamus*, p. 16 : le texte latin est absolument identique à celui de 1190 ; texte roman, p. 17 : « Vaychela d'argen deu esser fina. En Montpeylier non se fassa vaychela dargen ni daur si fin ».

¹³⁵ Art. 104 : *Petit Thalamus*, p. 46 : « In nullo loco macelli vendatur caro yrcorum vel de cabritz, nec caro de moria vel infirma vel leprosa pro sana, vel de pecore quod vivens nolit manducare ; nec quis vendat carnem arietis vel de fedra pro mutone castrato, nec carnem de trucia pro carne porci. Si tamen hoc fecerit aliquis, precium carnis in duplum restituat. Sed tamen carnem de moria vel infirmam vel non natam nullus vendat, infra villam ; nec in macello de bocaria vendatur caro ovis vel mutonis vel agnorum vel porci vel bovis vel de trueia vel de vaca ».

¹³⁶ En janvier 1184 ; *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. 50, c. 374 : « ... Et quod nullus eorum [macellariorum] emat bestiarum de morina causa vendendi neque vendant carnes leprosas alicui homini vel femine viventi, quin dicat ei »...

¹³⁷ Art. III, *Petit Thalamus*, p. 48 : « Nullus pannus laneus albus tingatur in rogia ita quod remaneat rubeus, nisi solummodo in grana ».

l'administration municipale allait quelquefois plus loin, en interdisant la vente de produits déterminés pendant une période de l'année. Tel est le procédé utilisé par les capitouls de Toulouse pour lutter contre le regrat : en 1152, il est interdit d'acheter du blé dans l'intention de le revendre entre la fête de saint Jean-Baptiste et la Toussaint, c'est-à-dire pendant plus de quatre mois qui représentent pour les agriculteurs les temps de vente intense¹³⁸. Les revendeurs d'oignons voient l'interdiction d'achat pour vente s'étendre à leur égard de Pâques à la Toussaint¹³⁹. Toujours pour protéger le consommateur, mais cette fois en désirant assurer un suffisant caractère de publicité à la vente, il est décidé en 1181 que les bois de charpenterie ne pourront être revendus le jour même de leur arrivée à Toulouse¹⁴⁰.

La liste de ces interventions consulaires rend suffisamment compte de l'influence qu'a pu avoir l'administration municipale, le seigneur intervenant ou non parallèlement aux consuls, sur les métiers languedociens, même nés en dehors d'elle. Continuant l'œuvre amorcée par les premières ordonnances féodales, les consulats envisagent les métiers, non comme des associations, mais comme des éléments de la population urbaine qui s'individualisent par l'exercice d'une profession déterminée. La marque de cette réglementation organisatrice des consuls est si nette que l'on peut appliquer aux corps de métiers méridionaux eux-mêmes cette définition qui était donnée du régime communal dans une étude portant sur le Roussillon : « c'était une organisation administrative et non pas une émancipation »¹⁴¹. Reste à déterminer à quelle époque et dans quelle mesure les métiers d'artisans du Midi ont commencé à prendre conscience de leurs intérêts collectifs.

Section III. — LA NAISSANCE DES CORPS ORGANISÉS.

L'organisation commune des membres d'une même profession, facilitée par les initiatives seigneuriales, puis consulaires, en matière de police économique, n'a pu se produire sans que se conjuguent un certain nombre de faits propres à la naissance d'un esprit corporatif. Parmi ces facteurs, le plus important résulte de ces relations de voisinage qui ont joué un si grand rôle dans les mœurs et le droit appliqué au Moyen âge. En termes corporatifs, ce voisinage va se présenter sous la forme d'une spécialisation de chacun des quartiers des villes, qui se voue plus spécialement au rassemblement des boutiques d'une pro-

¹³⁸ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 596, c. 1166 : « ... Item nullus emat annonam vel blad ad revendendum a nativitate sancti Johannis Baptiste usque ad festivitatem Omnium Sanctorum »...

¹³⁹ *Ibid.* : « ... Item nullus revenditor cepi emat cepum ad revendendum a Pascha usque ad festum Omnium Sanctorum... »

¹⁴⁰ *Ibid.*, t. VIII, Pr. 44, c. 362 : « Item... quod nullus homo vel femina non emat fustam in illo die in quo fuerit delata ut revendat... »

¹⁴¹ Aug. Brutails, *Etude sur la condition des populations rurales en Roussillon*, p. 260.

fession déterminée. En second lieu, c'est au XII^e siècle qu'apparaît dans les textes la mention d'une profession à la suite du nom des personnes citées dans ces sources : c'est là une conséquence du développement des villes à cette époque, phénomène qui provoque une obligatoire spécialisation du travail artisanal : ce caractère sépare nettement l'artisan de la ville de ses prédécesseurs confinés au domaine, et voués à toutes sortes de travaux. A notre avis, c'est là l'argument majeur qui permet de s'opposer à une origine *curtensis* du corporatisme médiéval. Enfin, un troisième élément favorise l'apparition d'associations professionnelles : le monopole de la production et de la vente des objets intéressés par la profession, monopole qui s'exerce soit vis-à-vis des étrangers, soit même à l'encontre des autres habitants de la ville où est accordée cette exclusivité industrielle ou commerciale.

1. — La localisation géographique des métiers.

Au cours du XII^e siècle, et non point plus tôt comme on l'a affirmé sans preuves en ce qui concerne Montpellier¹⁴², apparaît dans un certain nombre de villes du Languedoc une spécialisation professionnelle par quartiers. Les traces en sont particulièrement précoces et nombreuses à Montpellier. Tout d'abord, une *flocaria* s'y rencontre dès 1127¹⁴³ située à la limite de la partie de la ville possédée par les Guilhems et de Montpellieret, qui est le fief de l'évêque de Maguelone¹⁴⁴. On serait tenté de n'y voir plus que la dénomination du quartier avoisinant cette *flocaria*, au moins au XIII^e siècle¹⁴⁵, si l'on ne connaissait, encore au siècle suivant, des personnages dont la profession est désignée par le terme de floquiers¹⁴⁶. Il faut sans doute les considérer comme des préparateurs de laines¹⁴⁷ plutôt que comme des négociants¹⁴⁸.

¹⁴² L.J. Thomas, *op. laud.*, p. 28 : « ... Dans le courant du XI^e siècle, ce Guillem, seigneur de Montpellier, a bâti son château... et... a ouvert... une orgerie... un mazel... une poissonnerie. Vers le même temps apparaissent, près du château, la rue et les drapiers de l'Aiguillerie... la rue et les drapiers de St Firmin, et aussi les épiciers de l'Aiguillerie et les orfèvres de la rue Dorée. ... Cependant les changeurs... ont dressé leurs bancs... tout contre l'église Notre Dame, qui en a pris et conservé le nom de « Notre Dame des Tables ».

¹⁴³ *Liber Instrumentorum Memorialium*, n° LII, p. 92 : Contrat de mariage entre Pétronille et Bernard, 8 janvier 1127 (et non janvier 1126, comme l'indique Germain) : « ... Dono... medietatem cujusdam domus, que est sita Montipessulano, in capite cujusdam vici, qui dicitur Flocaria, et est prope porticum qui vocatur d'Obillon... ».

¹⁴⁴ *Ibid.*, n° LV, p. 96 : Plaintes de l'évêque et du chapitre de Maguelone contre le seigneur de Montpellier, vers 1140 : « ... De hominibus Flocarie habuit Guillelmus mille quingentos LXX sol... Cacabum, qui ex antiquo tempore in ipsa Flocaria episcopi fuerat, Guillelmus ad suam possessionem transtulit... »

¹⁴⁵ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la Commune Clôture, n° 310 : « De gazillanis Flocaria... » (1248).

¹⁴⁶ *Ibid.*, n° 381, 1^{er} octobre 1339 : Pierre Sérane, *floquarius* ; il est déjà signalé au n° 668, 7 mai 1313 ; cf. aussi arm. H. sac V, pièce V : Jean Lombard *floquarius* (15 octobre 1306).

¹⁴⁷ Cf. du Cange, *Vo Flocaria* : « Loci ubi flocci lanarum preparantur »

¹⁴⁸ Contra, L.J. Thomas, *op. laud.*, qui les définit p. 56 comme « entrepositaires et marchands de laines brutes ».

A peu près en même temps qu'un quartier des floquiers apparaît à Montpellier une *blancaria*, c'est-à-dire un secteur de la ville qui rassemble les mégissiers. La première mention de ce quartier est à peu près contemporaine du premier texte relatif à la *flocaria*¹⁴⁹, et en tout cas ce quartier des mégissiers existe certainement en 1136¹⁵⁰. On en retrouve régulièrement la trace au XII^e siècle¹⁵¹, et ce quartier se trouve dès cette époque aux limites de l'enceinte — d'où une porte de la Blanquerie¹⁵² — du côté du ruisseau du Verdanson, dont l'eau trouve donc une utilisation industrielle. De même une curaterie, ou quartier des coyratiers, autre métier du cuir, existe sans doute au milieu du XII^e siècle¹⁵³ ; elle est formellement attestée en 1172¹⁵⁴ puis 1176, date à laquelle une place de la ville est affectée à l'exercice de ce métier, avec interdiction de le pratiquer ailleurs, et en particulier là où existait ce que l'on appellera désormais la curaterie vieille¹⁵⁵. On peut aussi signaler des textes se référant à une vermeillerie, en 1183¹⁵⁶, ainsi qu'en 1269 à une anellerie¹⁵⁷, c'est-à-dire à une rue où l'on fabrique des anneaux. Signalons d'autre part un plan de l'herberie, attesté en 1205¹⁵⁸. De même, dès 1196, un quartier s'est spécialisé dans le travail des bois de charpente : d'où son nom de *fustaria*¹⁵⁹.

¹⁴⁹ *Liber Instrumentorum Memorialium*, n° CXXXIII, p. 268 : vente de censives par Guilhem de Puéchabon, datée dubitativement par Germain du XII^e siècle, en réalité entre 1127 et 1139 à cause de la présence du scribe Pierre Ange : « ... Habere debemus in toto quarto de censo Campi novi et Blanccharie... »

¹⁵⁰ *Ibid.*, n° CCXXIV, p. 379 : jugement rendu par la cour de Guilhem VI, décembre 1136 : « Caminum quod discurrit ad Blancariam... »

¹⁵¹ Dans divers états de censives aux Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, n°s 253, 265, 274, 287.

¹⁵² « Porta de Blanqueria » en 1232 : Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f° 84, n° 808.

¹⁵³ *Liber Instrumentorum Memorialium*, n° CCLXXXIII, pp. 450-451 : « Carta de coirataria vetula » ; cf. dans la liste des censitaires, « Benedictus coiraterius, G. Ricardi coiraterius ».

¹⁵⁴ *Ibid.*, n° CXL, p. 273 : « ... De censo de Campo novo et de Blancaria... »

¹⁵⁵ *Ibid.*, n° CLXIV, p. 299 : « ... Laudamus, tradimus atque concedimus... vobis coirateriis Montispessulani presentibus et futuris, quod faciatis tabula coirateriorum, scilicet in illo plano quod terminatur cum... quod planum ego, Guillelmus, dominus Montispessulani, comparavi... Item promittimus et convenimus vobis et vestris quod in toto Montepessulano et in termino Montispessulani non paciatur quod aliquis homo, vel femina, faciat stationem ad vendendum coria, que coiraterie aptant, seu adobant pro solis, nisi in tabulis prenomatis, que in plano prenomato fient... »

¹⁵⁶ *Ibid.*, n° CXV, p. 239 : « ... Portaletum carrerie que est retro murum veterem, que vadit in Vermeilariam... »

¹⁵⁷ Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f° 54, n° 734.

¹⁵⁸ C'est là que sont établies les coutumes de 1205, dans le manuscrit du *Grand Thalamus*. Il s'agit d'un marché des légumes.

¹⁵⁹ *Liber instrumentorum Memorialium*, n° CLXXIV, p. 310 : échange entre Guilhem VIII et Raymond Lambert : « ... Illos IIII solidos melgorienses censuales, quos annuatim habebam et percipiebam pro usatico in operatorii vestris de Fustaria... »

D'autres métiers nous sont indiqués comme ayant leurs tables groupées en un lieu déterminé de la ville : c'est le cas de l'orgerie en 1168. C'est surtout le cas des changeurs, rassemblés autour d'une église dédiée à Notre-Dame et apparue, au moins dans les textes, dès la fin du XI^e siècle, et qui prendra le nom de Notre-Dame des Tables, appellation qui est encore donnée de nos jours à une paroisse de la ville, à la suite du groupement des tables de changeurs autour de cet édifice, rassemblement des points de change signalé dès 1194¹⁶⁰ (alors que, d'après le même acte, existe à cette époque une rue de la draperie, dont les produits étaient déjà mentionnés en 1121¹⁶¹). Ces mêmes tables de changeurs voient leur existence localisée confirmée en 1216¹⁶² : peut-être leurs maisons étaient-elles également groupées près de ces comptoirs ?

La concentration des boutiques d'une profession déterminée dans un même quartier était à la fin du XII^e siècle suffisamment générale pour que la coutume de 1204, dans son article 29, la sanctionnât juridiquement : il est dorénavant défendu aux artisans ainsi cantonnés dans un quartier de le quitter, la Poissonnerie étant pour l'instant mise à part (c'est-à-dire que son transfert était alors à l'étude). Toutefois, si les boutiques d'un métier ont tendance à augmenter en nombre, les nouveaux venus pourront s'installer dans les rues voisines de celles où le métier envisagé était jusqu'alors exclusivement exercé¹⁶³.

Ainsi Montpellier connaît dès la fin du XII^e siècle un stade de spécialisation professionnelle de ses différents quartiers très avancés. Est-ce à dire, comme on l'a écrit¹⁶⁴, que cette ville constitue en Languedoc une exception ? Nous ne le pensons pas¹⁶⁵. Dès le XII^e siècle

¹⁶⁰ *Ibid.*, n° CLXX, p. 306 : échange entre Guilhem VIII et Pons Guilhem : « *Dono... totam unam pilam meam (sic) tabule, cum terra in qua est, et cum suis omnibus pertinentiis, illam scilicet que superior est in tabulis cambiatorium, et confrontatur cum alia tabula mea a vento, via in medio, et ab aquilone cum ecclesia Sancte Marie, via in medio, et retro cum via publica de Draparia...* »

¹⁶¹ Dans le testament de Guilhem V : *ibid.*, n° XCIV, p. 176 : « ... De ceteris pannis de Montepessulano ».

¹⁶² *Gallia christiana novissima*, t. VI, Instrumenta eccl. Magalonensis, n° XXXVI, c. 367 ; érection en paroisse de Notre Dame des Tables : « *Ecclesia in honore S. Mariae, sita intra muros Montispessulani, juxta tabulas cambiatorium...* »

¹⁶³ *Petit Thalamus*, p. 16 : « *Omnia officia et officine que per diversa loca hactenus usitate et frequentata sunt in Montepessuleno, in suis semper locis permaneat ; et nulla occasione in aliis locis debent mutari, nisi solummodo peissonnaria que semel debet mutari et non sepius, sine dampno illorum quorum modo sunt domus et tabule de peissonnaria. Sed in locis vicinis omnia officia augmentari et ampliari possint* ».

¹⁶⁴ Cf. André Dupont, *op. laud.*, p. 597 : « La localisation des métiers par quartiers urbains est... à peine esquissée (à la fin du XII^e siècle). Elle n'est véritablement réglementée qu'à Montpellier... »

¹⁶⁵ Dans le même sens, cf. John H. Mundy, *op. laud.*, p. 276, n. 25 : « ... It might be noted also that the... evidence of trades and crafts and their associations in Toulouse encourages a reformulation of the remarks of Dupont... where he observes that, while the crafts had a sense of collective interest, they had no guilds except in Montpellier... »

existent à Toulouse des rues à fonctions spécialisées. Dans d'autres villes du Languedoc, de même, on en trouvera des exemples. Montpellier ne diffère du reste de la région qui est l'objet de ces développements que par la richesse d'une documentation due pour une bonne part à l'existence — exceptionnelle pour les médiévistes — d'un cartulaire laïc groupant bon nombre des actes passés par ses seigneurs avant la rédaction des coutumes.

Les capitouls toulousains délimitèrent, dès 1152, sans doute pour mieux surveiller les transactions, les emplacements où ils autorisaient la revente des fruits et autres denrées comestibles¹⁶⁶. Mais d'autres sources font état à la même époque de rues toulousaines baptisées d'après le métier qui y est exercé : ainsi la grande et la petite rue des freniers, c'est-à-dire des fabricants de harnachements¹⁶⁷ ; de même celle des couteliers, en 1185¹⁶⁸ et à peu près en même temps celles des aiguillers¹⁶⁹ et des meuniers¹⁷⁰. On peut également y joindre les bouchers dont on sait qu'en 1142 ils avaient coutume, au moins pour certains d'entre eux, de tenir boutique autour de Saint-Sernin¹⁷¹.

D'autres villes voient naître au cours du XII^e siècle une spécialisation des quartiers. On peut rappeler ici que le statut des changeurs de Saint-Gilles, de 1178, ne permet de conclure de transactions *cum Romeis* qu'en trois endroits de la ville, à savoir l'hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem, le cloître de l'abbaye et naturellement le Temple¹⁷². A Béziers, la boucherie peut être localisée dès 1114 à la sortie de la ville, sur la route de Saint-Thibéry, c'est-à-dire l'ancienne voie Domitienne¹⁷³.

¹⁶⁶ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 596, c. 1166 : « ... Item nullus revenditor pirorum vel aliorum fructuum arborum emat pira vel alios fructus vel aliam rem comestibilem extra muros civitatis vel extra portas suburbii neque emat res predictas infra muros civitatis, nisi ad Pontem et ad planum Sancti Petri et Sancti Geraldii et ad Banquos, et in suburbio in claustrum Sancti Saturnini... »

¹⁶⁷ Arch. Dép. Haute-Garonne, H. fonds de Grandselve, 1 : « Carraria major de frenariis » ; *ibid.*, H. fonds de Grandselve, 3 : « Carrariola de frenariis... » (janvier 1155).

¹⁶⁸ *Ibid.*, D, fonds de Saint-Bernard, 36.6 : « ... Carraria cultellariorum » (juillet 1185).

¹⁶⁹ *Ibid.*, H, fonds de Grandselve, 2 : « ... Carraria qui vocatur Daguleras... » (décembre 1179).

¹⁷⁰ Bibl. Mun. Toulouse, ms. 490, f^o 113 : « ... Carraria molendinariorum que dicitur Arnaldi Barravi... »

¹⁷¹ *Cartulaire de St-Sernin*, éd. Douais, Paris-Toulouse, 1887 ; n^o 66, pp. 48-49 (novembre 1142) : « Notum sit omnibus hanc cartam legentibus, quod U. abbas ecclesie Sancti Saturnini, cum consilio totius conventus, dedit a feo omnibus macellariis de burgo, ut solitum usum et servitium quod solebant facere omni anno de Martro usque in festum Sancti Saturnini, scilicet de macello quod solebant tenere apud Sanctum Saturninum de Tauro, mense novembrio, quod nunquam deinceps teneant... »

¹⁷² *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 119 : « ... Indultum tamen eis est ut in domo hospitalis Jerosolimitani, et milicie Templi et in claustrum Sancti Egidii, cum romeis cambiare possint legitime... »

¹⁷³ *Hist. Lang.*, t. V, c. 840 : « ... Mesellariae de Biterris que sunt in camino Sancti Tiberii... »

A la fin du siècle, il y existe une rue des pareurs ¹⁷⁴, tandis que les tables des changeurs sont également vraisemblablement groupées comme les maisons de ces derniers ¹⁷⁵. A Nîmes, un quartier de la Boucherie est signalé dès 1144 ¹⁷⁶. Sans doute, ces renseignements sont limités, face à la masse des sources montpelliéraines. Mais il faut y voir l'effet, à la fois de l'importance commerciale particulièrement précoce de Montpellier, et de cette meilleure conservation des documents du XII^e siècle dont il était question plus haut. La précocité commerciale de cette ville va également ressortir de l'étude de la spécialisation naissante des artisans à cette époque.

2. — L'apparition de la spécialisation professionnelle.

Une évolution remarquable se révèle vers le milieu du XII^e siècle à travers les textes les plus divers que nous ont laissés les cartulaires et les plus anciens fonds d'archives laïques ou ecclésiastiques : à cette époque, les témoins et les parties aux actes de la pratique commencent à indiquer leur profession à la suite de leur nom. Pour ne retenir que les villes où la documentation est particulièrement abondante à travers le XII^e siècle tout entier — ce qui élimine le risque d'erreur dû à une augmentation simultanée du nombre de textes et du nombre de professions citées —, on se référera à Toulouse, à Béziers, à Montpellier et à Agde : l'apparition des professions des témoins se manifeste dans les trois premières villes en 1120 et 1140, à Agde seulement à la fin du siècle ¹⁷⁷.

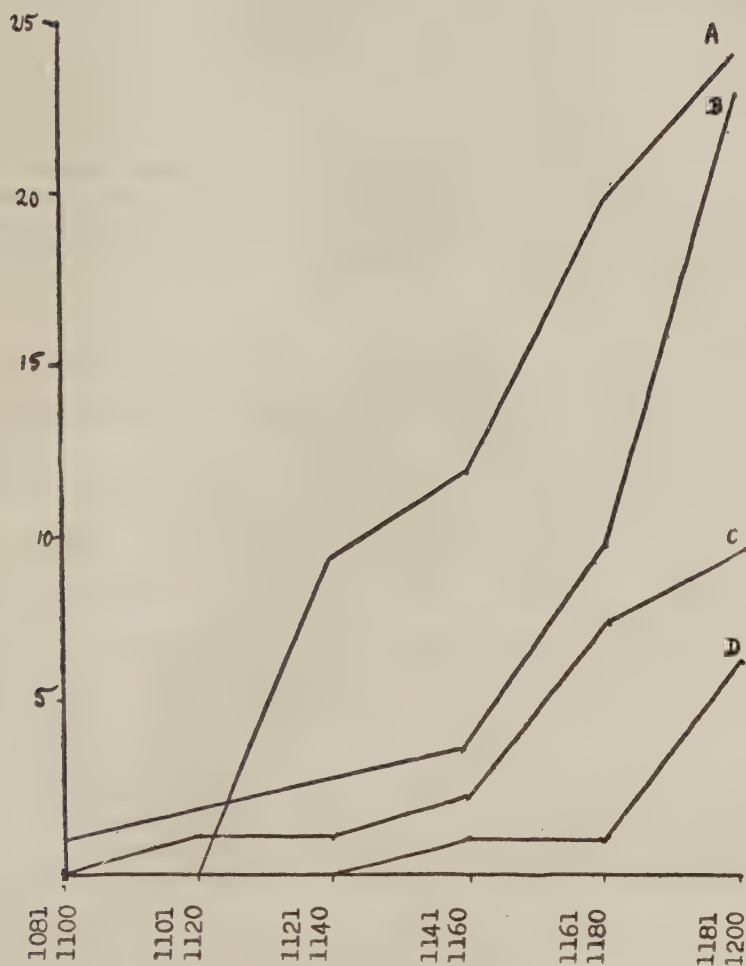
Le fait est remarquable, car l'évolution urbaine d'Agde, ville plus petite que les trois autres, s'est également produite plus tard qu'à Toulouse, Béziers et Montpellier, qui toutes trois ont très tôt été marquées par le mouvement d'essor des populations urbaines qui se produit au XII^e siècle dans toute l'Europe. Il ressort également de la comparaison des professions intéressées que cette naissance de la spécialisation est une conséquence de l'augmentation du peuplement des villes. Éliminons tout d'abord tout ce qui, pour des raisons purement contingentes, apparaît au XII^e siècle en tant que création ou perfectionnement des techniques : un *medicus*, un *advocatus*, un *jurisperitus*, un *grammaticus* ne se présentent pas comme le fruit du développement urbain, mais bien plutôt comme celui d'une première Renaissance de la médecine, des lettres, du droit. On omettra de même de cette liste l'*armiger*, qui n'a rien de commun avec un artisan. Si l'on circonscrit donc cette enquête aux

¹⁷⁴ *Cartulaire de Béziers*, éd. Rouquette, n° 318, p. 461 (1193) : « ... *Carriera paratorium...* » (Livre Noir, f° 82 v°).

¹⁷⁵ *Gallia christiana novissima*, t. VI, *Instrumenta eccl.* Biterrensis n° XIX, c. 143 : Accord entre le vicomte et l'évêque de Béziers, 1194 : « Si vero ad tabulas numerariorum vel ad operatoria, vel domos civium Biterris (aliquis homo vel femina) confugiet, non debet inde violenter extrahi, sed tantum a bajulis curiarum custodiri ».

¹⁷⁶ *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 83, p. 55 : « ... Duo loca in civitate Nemausi, unum scilicet ad portalem Bochariae... »

¹⁷⁷ Cf. le graphique ci-après.



Nombre de témoins dont la profession est indiquée dans l'acte (sauf notaires, avocats, médecins).

- A. — Toulouse (Cart. St. Sernin, cité, Bourg, ms : Grandselve, Malte, chap. St. Etienne, Capdenier, série E Hte-Garonne).
- B. — Montpellier (Liber Instrumentorum et cartulaire de Maguelone).
- C. — Béziers (Livre Noir).
- D. — Agde (cartulaires de l'évêché et du chapitre).

seuls métiers de l'artisanat, il est frappant de constater la variété de ces professions, même parmi celles que fournissent les plus anciens textes : à Toulouse, on peut signaler un sellier dès 1125¹⁷⁸, un tisserand en 1130¹⁷⁹, un boulanger en 1132¹⁸⁰, une coutelière en 1133¹⁸¹. A Montpellier, un personnage se présente comme boucher dès le XI^e siècle¹⁸², un autre comme peaussier en 1103¹⁸³. A Béziers existe aussi un peaussier en 1108¹⁸⁴, un cordonnier pouvant aussi être signalé en 1124¹⁸⁵, un tisserand est cité à Agde en 1149¹⁸⁶. A Saint-Gilles, la documentation est trop pauvre pour permettre de constater une évolution, mais si nous n'avons qu'un texte, celui des changeurs de 1178, il ne nous fournit pas moins de 133 noms¹⁸⁷. Ce nombre est d'autant plus extraordinaire qu'il ne s'agit pas d'artisans, mais de banquiers et de capitalistes.

¹⁷⁸ *Cartulaire de St. Sernin*, n° 553 : « Arnaldus Petri, sellarius ».

¹⁷⁹ *Ibid.*, n° 563 : « Raimundus textor ».

¹⁸⁰ Arch. Dép. Hte-Garonne, IV, G 227, XXVI, 2, 120 : « Bonetus, panetarius ».

¹⁸¹ *Cartulaire de St Sernin*, n° 565 « Bruna, cultellaria ».

¹⁸² *Liber Instrumentorum Memorialium*, n° CVII, p. 230 (1060-1087) « Costantin, macellarius ».

¹⁸³ *Ibid.*, n° C, p. 209 : « Cauzbertus, pellicarius ».

¹⁸⁴ *Cartulaire de Béziers*, n° 113, p. 156 : « Gaufredus, pellicarius ».

¹⁸⁵ *Ibid.*, n° 123, p. 178 : « Guiabertus, sutor ».

¹⁸⁶ *Cartulaire du chapitre d'Agde*, ms. aux Arch. Dép. Hérault, p. 128 : « Villelmus, textor ».

¹⁸⁷ Arch. Nat. J. 304, Toulouse II, n° 16 : « Cambiatores... juraverunt, scilicet : Quintinus. Bernardus de Clausona et Vitalis discipuli ejus et Bern. filius suus. Johannes Roericus et Petrus scolanus ejus. Petrus Magister, Ugo de Malencio. Raimundus Berengarii. Radulfus Ripertus. Johannes Mainardus et P. scolani ejus. Bernardus Bonafos, Petrus Ugo scolanus ejus. Rostagnus de Monte Acuto. Eldinus. Petrus, Johannes, fratres ejus. Arbetus nepos eorum. Guillelmus Amalricus. Raimundus de Octavo. Raimundus de Uzez. Stephanus Rovelinus scolanus ejus et Guillelmus Amalricus similiter scolanus ejus. Pinaironus. Petrus Bernardus. Petrus de Sancto Michaeli. Petrus Seguinus. Stephanus Pinaironus. Petrus Ripertus. Johannes de Sancto Guillelmo. Ugo de Avinione. Johannes de Melgorio. Raimundus Alfredi. Bernardus Bocardus et G. Bocardus frater ejus. Guillelmus de Sancto Loco. Petrus de Roenna. Aldebertus Capit. R. Capra. Castellanus Garinus de Poscherio. Petrus Samuel. Johannes Garcinus. Bertrandus Bocardus. Brunus de Margaritis. Poncius Gualterii. Petrus de Leone. Germanus Guirardus de Paragis. Bartholemeus Angerbaldus. Barthol. Johannes. Gilius Garnerius. Richardus et Poncius Franco scolani ejus. Laurentius Alfreza. Stephanus de Octavo. Bernardus de Sancto Guillelmo. Poncius et Bertrandus fratres ejus. Odo. R. Georgii. Petrus Rotberti. Petrus Peissonerii. Gilius Gibelina. Guillelmus Brunus. Bernardus de Octavo. Guillelmus Brez. Bernardus Altimons. Raimundus de Poscherii. Bertrandus de Trencatallis. Bertrandus Dalegra. Poncius de Conalz. Petrus de Aiguesa. Bernardus Magnas. Garinus frater ejus. Petrus Costancius. Poncius de Barre. Johannes Chausuinus. Johannes nepos. P. Rufi. Gilius Roderius. Rainadinus scolanus ejus. Stephanus de Alesto. Guillelmus Ugo. Gilius Revellus. Berengarius. Bernardus Sellerius. Bernardus Bocardus. Bern. Brunus. Guillelmus Johannis. Petrus de Breissac. Poncius de Sancto Amancio. Guiraldus de Boisserio. Pinaironus frater ejus. Bartholemeus scolanus. P. Aldemerii. Johannes de Peiton. Gilius Riderii. P. Chaussitus. Gilius de Clausona. Bernardus Chebaldus. Durandus de Carof. Theobaldus Frances. Raimundus Quintinus. Garinus Rufus. R. de Andusia. Guill. Borellus. Paganus. Brunetus Revelinus. Bertrandus de

Il est vrai qu'à notre avis ce métier des changeurs de Saint-Gilles est quelque chose de tout à fait exceptionnel dans l'organisation corporative médiévale ; tout d'abord, c'est le seul statut de métier qui soit relatif à cette ville languedocienne. On pourrait cependant incriminer de cette absence, d'une part la disparition du consulat, que l'abbé de Saint-Gilles réussit à remplacer par un simple syndicat en 1257, soit la décadence économique et commerciale de la ville à la même époque, car son port est heureusement concurrencé par Montpellier d'abord, par le complexe Aigues-Mortes-Montpellier après 1246. Mais surtout, et c'est là l'originalité de ce groupement, les changeurs de Saint-Gilles sont certainement étrangers, en bonne partie au moins à la ville : parmi les noms cités au texte, un bon nombre n'ont rien de méridional¹⁸⁸. En revanche, les Juifs qui s'y trouvent¹⁸⁹ sont probablement de la région, de Posquières, de Lunel, de Montpellier ou de Béziers, puisque l'on sait par Benjamin de Tudèle qu'à la même époque leurs colonies dans ces villes étaient fort prospères. Au total donc, un métier qui n'est nullement artisanal et qui ne peut être considéré comme une profession topique. Il faut noter d'ailleurs que, dans le Midi Languedocien, les noms de changeurs et les marchands en gros n'apparaissent pas plus tôt, mais au contraire surgissent plus tard dans les textes que les noms d'artisans. Ainsi, à Toulouse, on ne voit apparaître de *cambiatores* qu'en 1151¹⁹⁰ et en 1156¹⁹¹ et de *mercatores* qu'en 1165¹⁹² et 1187¹⁹³.

Il est toutefois un autre point à propos duquel le statut des changeurs de Saint-Gilles présente un grand intérêt. En effet, sur les 133 noms qui s'y trouvent, 116 n'y sont accompagnés d'aucune qualification, tandis que deux d'entre eux y sont inscrits avec le qualificatif de *discipuli*, et que quinze autres sont désignés comme *scolani*. Ces deux dernières expressions reflètent-elles un dualisme de condition professionnelle, ou s'agit-il de deux termes pour une même réalité ? Sans aller jusqu'à y voir une différenciation d'apprenti à valet, nous accordons une particulière importance au fait que les deux *discipuli* du changeur Quentin sont accompagnés du fils de ce dernier, Bernard ; au contraire, aucun des nombreux *scolani* du texte n'est en présence d'un fils de changeur. Il

Vinali. Stephanus de Caors. Arnaldus Magnas. Nicholaus frater ejus. P. Guiraldi. Guill. Laurencii. Guarnerius Terricus. Guill. Gonterius. Berengarius de Arelatis. R. et Guill. scolani. Gilius Archimbaldus. Bertrandus de Valleta. Petrus de Castro. Movo. Guill. Frances. Guitardus de Balneolis scolanus ejus. Petrus de Villanova. R. Gadainaira. Guill. Quintinus. Guill. Jordanus et frater ejus. Petrus Maurinus. P. Barrera. B. Faber. B. Bocardus et alii multi quorum hic nomina scripta non sunt ». (Charte-partie *per alphabetum* ABCDEFG)

¹⁸⁸ Cf. les Pinaïron, qui semblent constituer une dynastie ; de même pour les Angerbaud.

¹⁸⁹ Ainsi Laurent *Alfreza*, Durand de *Carot*, Pierre de *Roenna* (Ravenne ?). Pierre Samuel ; les Eldin correspondent à une famille juive bien connue de Montpellier.

¹⁹⁰ *Cartulaire de Saint-Sernin*, n° 580 : « Gausbertus, cambiator ».

¹⁹¹ Arch. Dép. Haute-Garonne, E 510 : « Poncius, cambiator ».

¹⁹² *Cartulaire de Saint-Sernin*, Appendice, n° 46 : « Laurentius, mercator ».

¹⁹³ Arch. Dép. Haute-Garonne, H, fonds de Malte, 116. II : « Petrus Willemus, mercator ».

semble donc que, dès 1178, les gens de métier fassent une différence entre celui qui se trouve chez un maître avec l'espoir de lui succéder un jour, et celui qui ne peut nourrir de telles prétentions, puisque le maître instruit son fils dans le métier. Or il est difficile d'admettre que de telles distinctions aient vu le jour dans un métier dépourvu d'organisation. L'évolution terminologique sera d'ailleurs différente : *scolani* et *discipuli* désigneront au XIII^e siècle l'un et l'autre des apprentis, tandis que les compagnons verront exprimer leur condition en des termes nouveaux. Il est vrai qu'il existera alors une véritable hiérarchie dans le métier qui de son côté, aura gagné à cette évolution une très nette personnalité juridique. L'origine de cette personnalité juridique va être maintenant recherchée dans les tendances monopolisatrices du métier.

3. — Monopole ou liberté du commerce ?

Dans une étude récente¹⁹⁴, il a été soutenu que, même en Languedoc, les associations professionnelles marquaient une tendance au monopole dès le XII^e siècle. Une affirmation de portée aussi générale mérite, selon nous, une analyse serrée. Si l'on entend par là que des initiatives privées tendent dès le XII^e siècle à s'assurer l'exclusivité d'une production, rien n'est plus exact : tels les monopoleurs de la graine de kermès à Arles en 1138¹⁹⁵.

Mais affirmer qu'au XII^e siècle l'association corporative méridionale tend elle-même au monopole, n'est-ce pas méconnaître les détails de l'évolution historique ? Les développements précédents ont suffisamment démontré que seuls les deux grands pouvoirs politiques de cette époque, féodalité méridionale puis consuls, sont en mesure d'élaborer une réglementation économique et sociale. Le statut du métier, ordonnance de police économique, sera l'effet de la volonté, non corporative, mais consulaire ou seigneuriale.

Précisément, une distinction capitale nous semble devoir être faite, du point de vue du monopole, entre les tendances féodales et les tendances consulaires. Les premières ne sont pas hostiles à un monopole qui, à condition de respecter le « juste prix », s'intègre facilement dans les cadres juridiques auxquels est habituée la société féodale du XII^e siècle, dont on a trop vite fait d'affirmer la décadence par comparaison avec un état féodal des IX^e, X^e siècles purement légendaire. Au contraire, le pouvoir consulaire, fortement oligarchique, représente le grand négoce des villes qui, par sa puissance financière seule, bénéficie d'un monopole de fait et d'un contrôle quasi-automatique sur l'artisanat urbain : il tendra donc à empêcher les petits métiers de s'assurer une exclusivité de vente ou de production qui ne pourrait que nuire à la domination

¹⁹⁴ Manfred Weider, *op. laud.*, pp. 71 à 73 ; pour l'auteur l'organisation corporative montpelliéraine est pleinement constituée dès le temps de la coutume de 1204 : « Zu dieser Zeit war das Zunftwesen in Montpellier bereits voll ausgebildet... » (p. 71).

¹⁹⁵ Cf. Schaube, *op. laud.*, p. 584 et n. 4.

économique et sociale dont se sont assurés les bourgeois, « hommes de la place » et membres des grands métiers du change, de la draperie et du commerce en gros ou au loin.

Aussi bien, lorsqu'un seigneur concède *ad feudum*, c'est-à-dire, dans le Midi, aussi bien en censive qu'en fief, une exploitation déterminée, en accorde-t-il le monopole au censitaire ? On en a vu des exemples dans les concessions des Trencavel à Nîmes, qui touchent l'exclusivité du raffinage de l'huile d'olives¹⁹⁶ ou de la fabrication de la chaux¹⁹⁷. Tout au moins, et dans un plan quelque peu différent, le seigneur de la ville accordera volontiers aux habitants de cette dernière un monopole vis-à-vis des étrangers : le monopole de la teinture en *grana* accordé par Guilhem VIII aux Montpelliérains en 1181 en est un exemple marquant¹⁹⁸. L'interdiction y est totale : elle s'étend à la vente en gros comme au détail par des étrangers de tout drap de couleur. Or, à mesure que les consuls de la ville vont prendre conscience de leurs pouvoirs de police économique, ce monopole de la teinturerie va être de plus en plus restreint aux dépens des Montpelliérains. Déjà, l'article 110 de la coutume de 1204 autorise la vente des draps par les étrangers qui se présentent comme colporteurs et qui écoulent les étoffes qu'ils portent sur eux¹⁹⁹. En 1226, un établissement consulaire ouvre la possibilité de teindre aux étrangers installés depuis cinq ans dans la ville, ayant juré fidélité au seigneur et au consulat, et mariés depuis deux ans à une Montpelliéraine²⁰⁰. Enfin, par un établissement de 1251, le délai d'habitation dans la ville est réduit de cinq à deux ans, et la condition de mariage supprimée, moyennant l'investissement de 300 livres de Melgueil dans des immeubles sis à Montpellier et l'engagement de conserver son

¹⁹⁶ *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 50, p. 44 (1125), cf. p. 43 et n. 46.

¹⁹⁷ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. V, p. 607, cf. *supra*, p. 44 et n. 47.

¹⁹⁸ *Petit Thalamus*, p. 137 : « Jeu G... doni e jure e baile et en perdurable autreie a vos tostz homes mieus habitans en Montpeylier, que alcun home non habitans en Montpeylier o estans, non tengua draps lanis en grana ni saias ni galabrun, ni tenga verstz ni brunetas ni jalnes, mays tan solamens li homes mieus de Montpeylier habitans en Montpeylier, ni a decert que neguns hom estranh en tot Montpeylier puesca vendre a talh negun draps de color... ».

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 48 : « Nullus extraneus homo aliquos pannos laneos in Montepessulano tingere potest in grana vel in aliquo colore ; nec quis extraneus pannos aliquos in hac villa vendere debet ad tallium, nisi eos quod ad collum portaverit per villam ».

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 138 : « Establiment daquels que fan lo mestier del teng dels draps. Cum certa causa sia que negun homs estranhs alcuns draps lanis en Montpeslier tenher non pot en grana, ni en alcuna altra color, e trobem que ad aquela meteussa costuma frau si fazia, per gran res domes que pueis quel teng havian jurat, ses tota vergonha de la vila de Montpeslier se despartian ; a la frau daquels contracorrens, et als vers habitans de Montpeslier salublamens pervesens :

Nos cossols de Montpeslier establiem que neguns homes foras de Montpeslier natz tenher non puesca, si per V ans en Montpeslier non havia estat, tenent alberc, fazen condug, pueis que hauria jurada fesentat al senhor de Montpeslier, el cossolat, el fais de la obra de la clausura dels murs hauria sostengut. Si empero apres la sobredig jurament fag, el fais sobredig suffert, penra molher nada en Montpeslier, apres II ans puesca tenher... ».

domicile dans la ville pendant dix ans. La seule garantie que conservent les teinturiers déjà installés vis-à-vis des nouveaux venus réside dans l'approbation qui doit leur être demandée ; mais l'approbation des consuls est aussi exigée, et on peut considérer certainement qu'en cas de divergence entre ces deux consultations, celle des consuls doit l'emporter ²⁰¹.

Mais, et cette fois à l'usage interne de la ville exclusivement, par l'article 97 de 1204, les éléments dirigeants de Montpellier avaient établi, avec la permission du roi d'Aragon et de sa femme Marie de Montpellier, une règle beaucoup plus générale et de portée quelque peu différente : tout monopole ou toute tentative pour s'assurer l'exclusivité de la vente ou de la production de quoi que ce soit, sont interdits ²⁰² ; la généralité de la formule concerne aussi bien les monopoleurs qui, en petit nombre, essaient de contrôler le marché aux dépens des autres membres du métier, que les tentatives faites par le groupe des membres d'un métier considéré à un moment déterminé, d'exclure les nouveaux venus sur le marché : c'est bien là la consécration de la liberté des métiers qui va caractériser l'organisation corporative languedocienne pendant la plus grande partie du Moyen âge. Un double processus chronologique s'est peu à peu dégagé, amenant une distinction entre le droit intérieur à la ville, où l'exercice de tout métier reste libre, et un droit externe, qui consacre le monopole des bourgeois face aux étrangers. Il est donc impossible à notre avis d'opposer « métier libre » et « métier réglé » : ici, ces deux expressions couvrent une seule et même réalité, si l'on donne à l'adjectif « libre » son sens le plus général, c'est-à-dire comme visant à la fois la liberté d'accès et la liberté d'exercice ; on pourra seulement parler de « métier libre » si l'on entend par là une profession

²⁰¹ *Ibid.*, pp. 138-139 : « Establiment daquels que fon lo mestier del teng dels draps. Qum la costuma facha sobrel teng, que neguns homs estranhs non pueca tenher en Montpeslier draps lanis, si per V ans en Montpeslier non havia estat tenent alberg, fazen conduq, pueis que hauria jurada fesentat al senhor de Montpeslier el cossolat, el fais de la obria hauria sostengut ; ajustat en aquela costuma : que si apres lo sacrament dig e las autras cauzas fachas, prenia molher nada de Montpeslier, apres II ans pueca tenher, cum aquela costuma aparegues esser agrevie dalcuns verais habitants de Montpeslier, sils convenia atendre V ans, com ill venens en Montpeslier havian molher deforas, ni contra elles non fos alcuna suspicion mala ; nos cossols de Montpeslier, havut diligent cossel e tractact ab nostres cosselhiers et ab cossols de Mestiers, a la dicha costuma ajustament, atemprament e determenament faym aital per cominal profieg. Establiem que si segon la forma sobredicha, apres lo davan dig sacrament de se donat, alcuns homs estranhs, havens o non havens molher nada o non nada de Montpeslier II ans en Montpeslier haura estat, si ell haura meses CCC libras de Melguel en honors ques tengon del senhor de Montpeslier, e jure que defra X ans non mude sa estatga de Montpeslier, si als cossols et als cosselhiers et a las gardas del teng apareis aquel esser de fe aprossa, e que lo cengli deja esser autretatz seguramen, daqui enant aquel pueca tenher deslivramens, non attendut autre temps. En las autres cauzas e personas la sobredicha costuma entieira remanent ».

²⁰² *Petit Thalamus*, pp. 44-45, texte latin : « Monopolium vel rassa vel trasza nullatenus fiat » ; texte roman : « Monopoli o rassa ni trassa en ulla guiza non sia facha en Montpeylier ».

dont les consuls considèrent qu'elle est hors réglementation : nous aurons l'occasion de constater que les métiers d'artisans sont pratiquement exclus de cette définition, qui concerne seulement les grands métiers du négoce. La liberté, dans les métiers mécaniques, est uniquement relative à l'accès dans la profession, non à son exercice : c'est ainsi qu'il faut interpréter l'article 19 de la coutume de Montpellier de 1204, qui, de façon indirecte et en visant les banvins, commence par abroger tous les établissements des Guilhems relatifs aux prix de différentes denrées ²⁰³.

L'évolution à Toulouse dans le sens d'une liberté de plus en plus grande est tout à fait semblable à celle que nous venons de constater à Montpellier ; hormis le fait que les métiers n'y sont pas directement touchés. Avant la naissance formelle du capitoulat, les comtes ont tendance à accorder un monopole au moins aux habitants de la ville par rapport aux étrangers. C'est ainsi qu'en 1141 le comte Alphonse concède aux Toulousains et aux habitants des environs un privilège concernant la vente du vin, de laquelle toute perception de redevances est exclue ; mais il est spécifié que cet avantage n'est pas étendu aux étrangers, qui sont ainsi pénalisés, il est vrai de façon modérée, de la Toussaint au 8 septembre ²⁰⁴. En 1152, dans un autre texte où apparaît le Commun Conseil, la vente des bois et des aliments est réglementée ; de larges facilités sont accordées aux vendeurs étrangers, puisqu'ils seront assurés de la protection comtale, n'étant prévu d'exceptions que pour les dettes, les cautions et les délits à la charge de ces étrangers ²⁰⁵. Enfin, cédant sans doute aux instances des capitouls, dont l'importance s'est alors notablement accrue, Raymond VI, lorsqu'il confirme en 1194 la charte de la sauveté créée à Toulouse par Alphonse, déclare que la boucherie, et, de façon générale, tous les métiers, pourront y être exercés librement ²⁰⁶.

Un dernier élément, qui d'ailleurs n'est pas particulier au Languedoc, provoque une limitation de fait dans la liberté des transactions : il s'agit

²⁰³ *Petit Thalamus*, p. 12 : « Iniqua interdicta panis et vini et feni et omnium rerum a Montepessulano omnino excluduntur ; et omnibus proficere licet, et officium suum exercere legaliter quodcumque sit, sine interdictione ».

²⁰⁴ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 549, c. 1051 : « Ego... omnibus hominibus et feminis modo habitantibus in urbe Tolosana et in suburbio et unquam habitabunt, et etiam omnibus qui habitant et unquam habitabunt circa burgum, dono, concedo et solvo, quod quisque homo et femina libere vendat vinum suum omni tempore quo voluerit sine ullo usatico quod inde nunquam donet alicui homini vel femine. Homines vero extranei, qui foris habitant in villis aut in castris vel in aliis locis habeant eundem usaticum quem solent habere de festo Sancte Marie septembris usque ad festum omnium Sanctorum, et deinde de festo omnium Sanctorum usque ad festum Sancte Marie septembris, de qua saumata quam attulerint donent domino I denarium et vendant suam saumatam integre sine mensura... »

²⁰⁵ *Ibid.*, Pr. 596, c. 1167 : « ... Item qui veniet in civitatem Tholosam vel in suburbium cum lignis vel cum fusta vel cum aliqua re comestibili securus sit, nisi fuerit fidejussor vel debitor aut malefactor... »

²⁰⁶ *Ibid.*, t. VIII, Pr. 80, c. 420 : « ... Quisquis homo scindat carnem et vendat et faciat ministeria que facere poterit... »

du droit à la part du marché, de l'*Einstandrecht*, comme on l'a défini en Allemagne : par l'exercice de ce droit, toute personne peut se présenter lors de la conclusion d'un marché et demander une partie des marchandises vendues au prix déjà accepté par le vendeur²⁰⁷. Ce droit est déjà stipulé par l'établissement toulousain de 1152 au profit de tout prudhomme habitant la ville ou le *suburbium*, dans tous les marchés de gros où ont été vendus des fruits ou d'autres denrées comestibles²⁰⁸. A Montpellier, l'article 6 de la coutume de 1205 le limite à la part demandée par un Montpelliérain et aussi par un étranger lors d'un achat effectué par un étranger ; l'inverse, c'est-à-dire la part demandée par un étranger à un Montpelliérain, n'est pas accordé. En outre, tout marché conclu en vue de la consommation familiale exclut le droit de participation²⁰⁹. Il s'agit donc ici d'un droit dont l'exercice ne lèse pas les intérêts du consommateur direct et immédiat, et qui n'affecte le monopole éventuellement recherché par un groupe d'artisans que dans la mesure où ces mêmes artisans tentaient de se coaliser pour se procurer à bas prix des matières premières : les mêmes produits pourront alors être acquis au même prix par toute personne, même si elle n'est pas membre du même corps de métier ou de tout autre groupe professionnel.

Ainsi les métiers languedociens ont déjà acquis à la fin du XII^e siècle l'essentiel des traits qui les caractériseront pendant tout le reste du Moyen âge. Avant tout, ils sont ouverts à chacun : tout habitant de la ville a le droit de changer de profession et d'en pratiquer une nouvelle sans formalité préalable, et surtout sans que les membres du métier puissent s'y opposer. L'application des statuts de la profession, quand il en existe déjà, ne pose dans ce cas aucun problème : le nouveau boucher par exemple se verra appliquer *ipso facto* les règlements consulaires applicables à la boucherie. Ce caractère d'ouverture du métier languedocien, nous l'avons vu, est la conséquence du mouvement consulaire d'affranchissement des villes méridionales. Mais il ne doit pas faire perdre de vue la primitive influence féodale, essentielle dans la prise

²⁰⁷ Cf. au sujet de l'*Einstandrecht* en Languedoc, Manfred Weider, *op. laud.*, p. 72.

²⁰⁸ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 596, c. 1166 : « ... Postquam revenditores (fructuum arborum vel aliarum rerum comestibilium) emerint res predictas in predictis locis, et aliquis probus homo urbis predictae vel suburbii illas habere voluerit, habeat illas pro eodem precio, antequam late sint res ad domos revendorum... »

²⁰⁹ *Petit Thalamus*, p. 62 : « Si aliquis in Montepessulano aliquod mercatum fecerit et alii homines habitatores Montispessulani presentes fuerint in domo, vel in loco ubi illud mercatum factum fuerit, si tunc dicant se velle habere ibi partem, ille qui mercatum receperit tenetur eis partem dare in illo mercato. Verumtamen illi quibus partes in illo mercato date fuerint, tenentur facere ut venditor clamet quittum illam qui mercatum receperit, arbitrio boni viri, pro ratione partium que date sunt eis in illo mercato. Et postquam aliquis petierit partem, ille qui mercatum fecerit potest eum cogere ut hanc partem in illo mercato habeat. In his autem que aliquis emit ad usum suum vel familie sue, non tenetur dare partem. Nec homo Montispessulani tenetur dare partem homini extraneo de aliquo mercato. Sed extraneus tenetur dare partem habitatori Montispessulani et alii homini extraneo ».

de conscience des intérêts corporatifs, et dont nous avons vu qu'en fait elle était au moins autant, sinon plus que les consulats, favorable au développement du corporatisme méridional.

Mais après la croisade contre les Albigeois, l'organisation féodale du Midi languedocien sombre en une décadence très rapide. Au contraire, les consulats languedociens, quelques exceptions mises à part, se tirent avec succès des épreuves du début du XIII^e siècle : c'est alors que les métiers méridionaux trouvent leur plein épanouissement : nous sommes alors sortis de la période d'apparition proprement dite de la réglementation des métiers en Languedoc.

PREMIÈRE PARTIE

LES MÉTIERS DANS LA VILLE

On a vu comment, au XII^e siècle, se dégageaient un certain nombre de traits spécifiques aux métiers méridionaux. Nous allons retrouver ces mêmes caractères, mais notablement amplifiés, à partir du XIII^e siècle. L'organisation corporative, phénomène hautement urbain, va tirer un certain nombre de ses particularités en Languedoc du caractère remarquablement évolué qu'y présentent les villes du début du XIII^e siècle. Rappelons brièvement que les consuls languedociens permettent de diviser le pays en deux parties, bandes parallèles courant le long de la mer et du seuil d'Aquitaine : dans la bande méridionale, des villes relativement peuplées¹, à consulat précoce, c'est-à-dire de la première moitié ou du milieu du XII^e siècle, et dont les libertés municipales semblent plutôt s'être concrétisées qu'être nées lors de l'apparition de l'institution consulaire : à ce propos, la présence des *probi* ou *boni homines* nous paraît avoir joué un rôle préliminaire capital dans le développement d'une aristocratie, puis d'une oligarchie municipale consciente de ses intérêts propres face à ceux du seigneur de la terre, et de plus en plus capable d'imposer ses volontés. L'origine de ces « prudhommes » qui semblent au XI^e siècle être les membres de la *curia* féodale du seigneur² reste encore à élucider³. Pour nous, il semble bien que ces personnages soient les héritiers directs des *boni homines* présents au *mallus* du seigneur au X^e siècle, comme on les rencontre par exemple dans un plaid de 918 tems au diocèse de Carcassonne, exactement à Alzonne, au nom du comte de Toulouse, et où la loi personnelle est encore appliquée dans toute sa rigueur⁴.

En tout cas, il est maintenant bien établi que ces consuls des villes de plaine diffèrent des institutions municipales des villes de la frange septentrionale du pays, où le syndicat est plus fréquent, où les consuls

¹ L'opposition entre montagne et plaine a été parfaitement perçue par G. Sautel, *op. laud.*, p. 336, mais sans attacher d'importance aux différences de peuplement entre les villes comme Toulouse, Narbonne, Béziers, Nîmes d'une part, et Albi, Mende, Lodève, le Puy d'autre part : cette considération démographique nous paraît pourtant rendre compte en partie du retard des consuls de la montagne.

² Ainsi à Béziers, en 1013 (*Hist. Lang.*, t. V, Pr. 171, c. 359), Anduze, en 1052 (*ibid.*, Pr. 232, c. 464), à Aspiran en 1053 (*ibid.*, Pr. 236, c. 471), à Toulouse en 1071 (*ibid.*, Pr. 302-II, c. 591).

³ Il nous paraît en tout cas difficile de dire de ces *boni homines*, comme A.R. Lewis, *op. laud.*, p. 62 : « ... they represented the guilds, the lord's court and the lord's administration... »

⁴ *Hist. Lang.*, t. V, Pr. 43, c. 137 : « ... In presentia Autario, Adalardo, etc. et aliorum plurimorum bonorum hominum, qui cum eis residebant in mallo publico, in castro Ausona, in die sabbato... ».

sont nés à la fois plus tard et de façon plus révolutionnaire. Plusieurs causes concourent d'ailleurs à cette différenciation : il s'agit, dans ce second cas, de villes à l'écart des grands courants commerciaux, et donc moins directement affectées par les modifications des structures sociales et économiques qui caractérisent les XII^e et XIII^e siècles. En second lieu, et comme il vient d'être remarqué, l'accroissement de la population urbaine a été moins net dans ces centres, où donc la nécessité de nouvelles institutions administratives a dû être moins sensible. Enfin, un facteur important de conservatisme est dû au fait que toute cette frange septentrionale est constituée féodalement parlant par une chaîne de seigneuries ecclésiastiques, dont les titulaires sont, pour ne parler que de ceux dont dépendent des centres urbains de quelque importance, les évêques d'Albi, de Lodève, de Mende, d'Uzès, de Viviers et du Puy. Au temporel, ces évêques sont de puissants personnages qui dépassent de loin les seigneuries laïques par la tenue de leur administration et de leurs finances. Surtout, ce sont eux-mêmes des administrateurs plus que des représentants d'une féodalité prise au sens strict du mot : ils ont le sens de la continuité et travaillent autant dans l'intérêt de leurs successeurs que pour préserver le présent immédiat. Enfin, la notion de service de Dieu les autorisera parfois à utiliser vis-à-vis des populations qui leur sont soumises des procédés politiques quelque peu machiavéliques — on songera ici aux luttes continuelles entre l'évêque du Puy et la population de la ville — devant lesquels ont sans doute parfois reculé les seigneurs laïcs. Il y a là autant d'éléments qui tendent à différencier le nord du sud de ce qu'on appellera le Languedoc.

Ces oppositions entre villes à consulats précoces ou au contraire tardifs vont trouver leur reflet dans le domaine de la réglementation économique et plus particulièrement celle des métiers. Le développement de la vie urbaine dans le sud créera des conditions de développement pour l'esprit corporatif beaucoup plus favorables qu'en pays montagneux. Les consulats forts de la région basse permettront aux métiers de jouer un rôle dans la ville qui n'a pas son pareil dans les villes de piedmont ou de montagne. Il a été remarqué dans les pages qui précèdent que les facteurs de la naissance du corporatisme au XII^e siècle ne s'observent qu'à travers des sources étroitement localisées aux grandes villes du littoral et du couloir qui relie la vallée de l'Aude à celle de la Garonne. Ces différences s'accroissent encore dans les siècles suivants : du XIII^e siècle au début du XVI^e siècle, ce n'est qu'exceptionnellement qu'existe une organisation corporative dans la région des seigneuries épiscopales telle que nous l'avons définie. Au contraire, les cités les plus méridionales accordent aux métiers une large place dans l'organisation urbaine, et cela dans un certain nombre de domaines qu'il convient d'examiner séparément.

Deux facteurs concourent à donner aux métiers une place à part dans l'organisation municipale. Un problème tout matériel se pose d'abord : peut-on chiffrer les effectifs d'artisans qui forment métier ? Bon nombre d'indications peuvent être utilisées en ce sens. En second lieu, un phénomène dont nous avons déjà examiné les origines se développe d'une

façon considérable à partir du XIII^e siècle : il s'agit de la spécialisation professionnelle de chaque quartier de la ville. Sur la base de ces deux éléments, il conviendra d'examiner leur conséquence sur les institutions municipales, c'est-à-dire le rôle du consulat en tant que pouvoir organisateur du groupement professionnel. Les pages qui vont suivre vont donc retracer les rapports multiples qui lient les métiers à la vie de la cité, tant dans leurs causes que dans leurs effets.

CHAPITRE III

LES EFFECTIFS DES MÉTIERS LANGUEDOCIENS

Il paraît particulièrement intéressant de connaître, dans la mesure où la chose est possible, le nombre des membres d'un corps de métier déterminé. Sans doute ce genre de renseignements intéresse-t-il avant tout l'histoire sociale et économique : il est précieux de savoir, pour une ville et une date fixées, de combien d'artisans se compose une profession déterminée. Naturellement, les chiffres qui pourront être fournis verront l'intérêt qu'on leur accordera grandement augmenter, si, pour la même profession et la même époque, des documents en provenance d'autres villes offrent également des chiffres. L'idéal serait de pouvoir comparer les effectifs de la population artisanale organisée en communautés et ceux des métiers restés inorganisés, comme on l'a fait remarquer récemment¹. Malheureusement, dans la plupart des cas, l'énumération des membres du métier qui, par exemple, en approuvent les statuts, se compose de deux éléments textuels : l'un, précis, qui est une liste de noms ; un second, celui-là inutilisable, qui indique seulement l'approbation donnée par un certain nombre, indéterminé, d'artisans qui représentent le reste de la profession. Il faut de même prendre garde à certaines affirmations que fournissent les documents : souvent, le métier est considéré comme représenté par sa *major pars* : or, nous le verrons, certains statuts contenant cette précision ont été ratifiés ultérieurement à leur promulgation par un nombre d'artisans supérieur à celui que représentait l'assemblée du métier réunie devant les consuls au moment même de cette promulgation, et qui était censée représenter la majorité des membres de la profession. Malgré ces imprécisions, les chiffres fournis par la documentation corporative ou consulaire peuvent être utilisés comme de valables éléments de comparaison par l'historien des phénomènes sociaux.

Institutionnellement, le problème des effectifs incorporés dans un métier organisé présente un intérêt au moins aussi considérable. On conviendra facilement, tout d'abord, qu'une organisation professionnelle, au sens technique du mot, est impossible en l'absence d'un certain nombre d'artisans d'une profession semblable. On verra même plus loin l'exemple d'une fusion à Montpellier entre deux métiers en raison de la ruine

¹ Cf. Emile Coornaert, *Une question dépassée...*, p. 10 : « Surtout, il faudrait, dans la mesure où cette tâche est réalisable, évaluer la proportion des groupes organisés par rapport aux travailleurs restés en dehors de tout groupement... »

de l'une de ces deux professions, qui n'est plus exercée dans la ville que par un seul artisan : la motivation des statuts de fusion fait état de la disparition de fait et de droit de toute organisation corporative lorsque l'association professionnelle est réduite à un seul membre. Mais, en abandonnant ce cas extrême, il est possible d'aller plus loin : un certain support numérique, que l'on peut fixer au minimum à une demi-douzaine de membres, est nécessaire pour que naisse le phénomène corporatif. On ne connaît pas d'exemple en Languedoc de métier organisé entre deux ou trois artisans seulement. Une profession ainsi exercée par aussi peu de travailleurs ne laisse que deux possibilités : s'intégrer à une association d'artisans plus nombreux exerçant une profession voisine, ou rester à l'état de métier inorganisé, de « métier libre » selon la terminologie défectueuse consacrée. Vouloir tirer plus de précisions, toutefois, de cette notion de support numérique de l'organisation professionnelle, serait parfaitement vain : on va voir que, d'un métier à l'autre, le nombre des membres de l'association peut varier dans la proportion de un à vingt ; il y a mieux : les statuts ne présentent aucune caractéristique qui paraisse imposée par le nombre particulièrement grand ou petit des artisans qui y sont soumis. En particulier, les règles destinées à éviter la concurrence déloyale ne sont ni particulièrement rigoureuses ni spécialement complaisantes dans le cas de métiers à effectifs nombreux, aussi bien d'ailleurs que dans le cas de professions rarement exercées. Les considérations d'importance sociale du métier, ou bien les particularités dues à la nature des produits fabriqués ou vendus, joueront en la matière le rôle essentiel, sinon exclusif. Il est donc extrêmement intéressant de noter que le moule corporatif qui, malgré sa diversité, présente d'incontestables traits communs à travers tout le territoire languedocien, recouvre des réalités sociales fort différentes les unes des autres : le qualificatif d'institution est donc ici parfaitement bien venu.

Aux limites théoriques qui bornent donc la précision de cette enquête, il faut ajouter des limites pratiques que nous impose l'état de la documentation. Il est bon, en effet, de signaler dès à présent que les renseignements qu'il a été possible de rassembler en la matière sont d'une abondance fort variable selon les villes où ils ont été trouvés. En l'espèce joue un double facteur : l'état de conservation des diverses archives locales, contingence dont il ne faut pas se dissimuler l'ampleur et les risques², et la profondeur qu'ont acquis les institutions corporatives selon les villes considérées. On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que les cités de Toulouse et de Montpellier sont celles dont les archives permettent de tirer le plus d'informations. Heureusement, d'autres sources, à la vérité moins fréquentes, sont afférentes à d'autres villes, tant des régions de plaine que des secteurs montagneux : dans la première catégorie, on peut ranger Béziers, Carcassonne, Narbonne, Nîmes ; la cité

² Ce n'est en particulier qu'à Toulouse, à Montpellier et à Nîmes qu'ont pu être conservés d'importants fonds relatifs aux institutions urbaines au moyen âge.

du textile que constitue Lagrasse³ représente un état intermédiaire, soumise qu'elle est à son puissant abbé, bien que dans une région méridionale ; en ce qui concerne le second groupe, il sera possible d'apporter des renseignements sur les effectifs des métiers organisés de Cordes⁴ ainsi que du Puy, les autres villes de cette région ne groupant guère que des métiers inorganisés.

1. Toulouse.

Chronologiquement, le premier texte toulousain qui nous fournisse des renseignements numériques sur une profession artisanale consiste en une demande présentée au comte Raymond VII en février 1239 (n.s.) par un groupe de représentants des métiers du cuir, au sujet des berges des rivières où il est possible de faire sécher des peaux : on y compte 46 noms de gens de métiers, parmi lesquels des cerviniers (faiseurs d'outres), des pélégentiers (peaussiers), des tanneurs et des apprêteurs de cuirs⁵. Les statuts des cerviniers de mars 1279 (n.s.)⁶ et ceux des pélégentiers de février 1281 (n.s.)⁷ sont muets sur le nombre des membres de ces métiers au XIII^e siècle. Mais, en dehors de ces professions, un métier différent va fournir aux XIV^e et XV^e siècles des indications plus nombreuses : il s'agit des pelhiers (c'est-à-dire des fripiers). Dans leurs premiers statuts, qui sont datés, l'un de mars 1279 (n.s.)⁸ et l'autre d'octobre 1316⁹, il n'y a pas d'énumération des membres du métier présents au moment de la promulgation de ces règlements par les capitouls. Mais d'autres statuts, du XIV^e siècle, sont plus détaillés à ce sujet : dans le premier, de janvier 1341 (n.s.), on peut compter 67 « probes hommes » plus 4 bayles, c'est-à-dire chefs du métier, ce qui fait au total 71 pelhiers¹⁰, mais l'année suivante, exactement en septembre 1342, ne sont plus cités que 28 « probes hommes » plus 5 bayles, soit 33 membres¹¹, ce nombre continue plus tard à diminuer ; en mai 1345, on ne compte

³ Aude, ch. I. canton, arr. Carcassonne.

⁴ Tarn, ch. I. canton, arr. Albi.

⁵ Cf. le commentaire d'Ernest Roschach, *Hist. Lang.*, t. VII, pp. 240-241 ; A. du Bourg, *les corporations ouvrières de la ville de Toulouse du XIII^e au XIV^e siècle*, Mém. Soc. arch. Midi, t. XIII, 1885, pp. 154-253 ; R. Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, pp. 197-198.

⁶ Publiés par Mary Ambrose Mulholland, *Early Gild Records of Toulouse*. New-York, Columbia University Press, 1941, pp. 29-32 ; la pluralité des membres est simplement indiquée, p. 30 : « ... quia (consules) intellexerunt a pluribus sapientibus de dicto sixe in dicto officio sive ministerio cervinarie operantibus ».

⁷ *Ibid.*, pp. 25-29, cf. p. 26 : « ... Audito et intellecto per quosdam probos homines peleganterios Tholose fraudes, que... cotidie comittebantur... »

⁸ *Ibid.*, pp. 46-49 ; cf., p. 46 : « ... Quidam probi homines pelherii, baiuli seu procuratores ut asserebant pelheriorum hujus ville Tholose ».

⁹ *Ibid.*, pp. 44-46 ; cf., p. 44 : « ... Ad requisitionem et supplicationem quorundam proborum hominum pelheriorum, bajulorum seu procuratorum tunc, ut dicebatur, pelheriorum hujus ville Tholose... »

¹⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 179-180.

¹¹ *Ibid.*, f^o 181-185.

plus que 14 membres du métier plus 6 bayles, soit 20 pelhiers¹²; enfin, en janvier 1352 (n.s.), le nombre de bayles est passé à huit, mais aucun autre artisan du métier n'est signalé¹³. Ce n'est qu'en 1466, quand le métier devient juré, que l'on voit réapparaître neuf probi ministrales avec deux bayles¹⁴. S'agit-il d'une désaffection envers un métier qui ne trouve plus de clientèle? La chose serait bien extraordinaire, les fripiers ayant sensiblement conservé la même importance sociale et économique à travers tout le Moyen âge. En outre, comment expliquer une telle décadence en un si court laps de temps, puisque ces quatre statuts du XIV^e siècle ne sont séparés que par un intervalle de onze ans?

L'exemple des bouchers, *macellarii*, va nous éclairer sur la diminution du nombre des artisans cités dans les statuts. Ils constituent une organisation, non seulement puissante socialement, mais encore numériquement fort importante. Des statuts de mars 1322 (n.s.) nous en donnent une liste par quartiers : on en peut compter 38 aux Bances Mages¹⁵, 16 à Saint-Sernin, 12 à Saint-Etienne, 9 sur la place Montaygon, 11 rue Peyrolières, 4 au Bazacle, 21 à Saint-Cyprien, 18 près du couvent des Carmes, 14 aux bances du Salin, 20 devant le Palais, 6 aux bances situés entre les 2 portes du Château Narbonnais, 7 à la Dalbade¹⁶ : on arrive ainsi au total tout à fait remarquable de 176 noms ; ce qui représente environ un boucher pour 200 habitants au maximum¹⁷. En face de cette masse corporative, un autre statut de la fin du XIV^e siècle, plus précisément de 1394, ne parvient qu'à rassembler 5 bayles et 21 membres du métier¹⁸, soit au total 26 bouchers¹⁹. Or nous savons²⁰ qu'en 1398 on dénombrait à Toulouse, dans la liste des chefs de famille, 94 mazeliens auxquels on pouvait ajouter les membres des professions annexes, soit 17 pâtisseries, 7 galiniers et deux tripiers, plus, sans doute, quelques agneliers, puisque ces derniers disposaient de statuts depuis 1301, texte qui ne fournit d'ailleurs aucune liste de membres de ce métier²¹. Si donc 26 bouchers seulement participent aux statuts de

¹² *Ibid.*, f° 185-186.

¹³ *Ibid.*, f° 186-187-191-192.

¹⁴ *Ibid.*, f° 188-190 (6 juin 1466).

¹⁵ Philippe Wolff, *Les bouchers de Toulouse* du XII^e au XV^e siècle. *Ann. Midi*, t. 65, 1953, pp. 375-393, en compte 39 ; il s'agit sans doute d'une erreur qui provient de ce que ces bouchers sont répartis en plusieurs listes, où l'on retrouve les différents quartiers de la ville rangés dans un ordre variable ; or, dans deux de ces listes, un même personnage se trouve inscrit, sans doute, à la suite d'une distraction du copiste : il s'agit de *Johannes Claverii*, noté une première fois, p. 69 de l'édition Mulholland et de nouveau p. 70.

¹⁶ M.A. Mulholland, *op. laud.*, pp. 64-72.

¹⁷ Il faut sans doute aller plus loin sur ce point que M. Wolff, *op. laud.*, p. 376 qui compte un boucher pour 226 habitants, estimant la population de la ville à l'époque autour de 40.000 habitants ; ce chiffre nous paraît un peu gros pour une ville du XIV^e siècle, même pour Toulouse.

¹⁸ Et non pas 14 comme l'indique Ph. Wolff, *op. laud.*, p. 385.

¹⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH2, f°s 421-433, publié aux pièces annexes, n° V.

²⁰ Sur ce qui suit, nous devons nos renseignements à Ph. Wolff, *op. laud.*, pp. 377-378.

²¹ Arch. Dép. Haute-Garonne, E 1264.

1394, ce n'est pas que le métier se soit restreint à un aussi petit nombre : il s'agit bien plutôt d'une désaffection de la plupart des gens de métier pour les manifestations corporatives, y compris les rédactions de statuts. La raison essentielle de ce phénomène tient à la hiérarchisation de plus en plus accentuée du métier et à l'hostilité qu'il manifeste dans sa majorité vis-à-vis des plus pauvres de ses membres selon une évolution qui, nous le verrons plus tard, a marqué le Languedoc au XIV^e siècle et a frayé les voies au métier juré. Signalons immédiatement toutefois que ce sont sans doute les bouchers qui fournissent l'exemple des plus grandes inégalités de fortune à l'intérieur d'une même profession. En 1335, l'un d'eux, sans doute chevillard, a 640 livres de revenu alors que dans la ville tout entière, il n'y a que 19 chefs de famille dont la profession soit déterminée, qui dépassent 500 livres de revenus annuels. De même, 5 bouchers se classent dans la catégorie des revenus supérieurs à 200 livres, qui ne comprend que 36 noms, toutes professions réunies. Parmi ces bouchers chefs de famille en 1335, aucun n'a un revenu inférieur à 37 livres. Mais les différences sociales vont rapidement s'accuser : en 1398, sur 94 mazeliens, 33 sont des gagne-petit, inscrits dans la liste des revenus comme « nichil », ce qui ne les rend imposables qu'à la capitation. En revanche, l'un de ces mazeliens a 922 livres de revenu, un autre 900 : ils ne sont dépassés que par un seul changeur et quatre ou cinq grands marchands d'étoffes et propriétaires fonciers. Il n'est pas douteux que s'opère à leur profit une certaine centralisation qui élimine les plus petits artisans ; en effet, en ne tenant aucun compte du nombre de bouchers indiqué dans les statuts, dont nous avons vu que la diminution tenait à d'autres causes, une autre liste de chefs de famille, datée celle-là de 1405, n'indique plus que 59 bouchers, auxquels, il est vrai, il faut ajouter quelques riches personnages, non inscrits sur cette liste : mais même en estimant à une dizaine les bouchers de ce dernier groupe, ce qui est certainement trop, le total des effectifs de la profession ne dépasse pas alors 70 membres. Il y a donc réduction du nombre des artisans de cette spécialité en même temps que hiérarchisation de plus en plus forte du métier sanctionnée dans les statuts de 1394 par l'obligation de verser une caution élevée²² : le même phénomène a dû se produire pour d'autres professions, en particulier pour les pelhiers, au sujet desquels on a noté plus haut que les simples membres de la profession disparaissaient progressivement à chaque nouvelle promulgation des statuts, alors que le nombre des chefs du métier augmentait au contraire sans cesse.

Il faut d'ailleurs noter ce fait remarquable que les statuts des métiers jurés du XV^e siècle sont ratifiés par un petit nombre d'artisans de la profession : ainsi le statut des selliers jurés de Toulouse, du 28 mai

²² L'article 13 des statuts de 1394 prévoit une caution de 50 livres, à laquelle s'ajoute la dépense d'un dîner que le nouveau maître doit offrir au métier, sauf s'il est lui-même fils de maître (art. 12). On verra plus loin que ce statut crée le premier métier juré en Languedoc.

1420, est approuvé le 6 juin par 12 maîtres seulement²³. Il y a naturellement des exceptions à cette règle. Par exemple, le statut des fustiers et écopeurs de février 1320 (n.s.) ne fournit les noms que des huit bayles et de treize fustiers et marchands de fustes de la ville²⁴. Or, le métier se transformant en jurande par des statuts du 6 septembre 1465 qui succèdent à des statuts de 1364 qui ne nous ont pas été conservés²⁵, ce n'est pas moins de 47 *carpentarii* — on notera l'abandon dès 1465 du vieux nom roman du métier — qui approuvent ces statuts qui, pourtant, imposent une caution non négligeable²⁶ ainsi qu'un droit d'entrée dans le métier²⁷. Mais ce nombre de 47 charpentiers ne doit pas faire illusion : on ne retrouve jamais, en régime de métier juré, de véritables foules d'artisans d'une même profession comme les statuts du XIV^e siècle nous en fournissaient parfois l'exemple. En effet, un statut des tisserands et des pareurs de Toulouse du mois de février 1315²⁸ nous fournit des chiffres fort élevés : y sont énumérés 233 tisserands et 88 pareurs, en comptant dans ces nombres les procureurs qui ont été élus par chacun de ces groupes et qui sont également des gens du métier. Au total, voilà donc un seul statut qui intéresse 321 artisans, tous dénommés dans le texte. Il est bon de signaler d'ailleurs que c'est là un cas extrême.

Ainsi, le statut des pâtissiers d'avril 1316 ne signale que 10 membres du métier²⁹ ; peut-être n'y sont-ils pas tous cités ; il est bien certain en tout cas qu'il s'agit d'une catégorie d'artisans dont les effectifs sont bien moindres que celle des tisserands et des pareurs. Et au XV^e siècle, bien d'autres statuts ne sont promulgués que devant un très petit nombre d'artisans : les oliers ou huilliers, en particulier, n'ont que 6 membres présents pour les statuts élaborés le 11 décembre 1426³⁰. Il en va de même pour les ortolans ou jardiniers, dont pourtant la profession est réglementée par deux statuts : le premier, daté du 20 février 1465 (n.s.)

²³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 329-332, c'est là un des premiers statuts locaux imposant un chef d'œuvre.

²⁴ M.A. Mulholland, *op. laud.*, pp. 139-142 : « statutum fusteriorum et resigatorum Tholose » ; il est à noter que les treize artisans qui jurent d'observer les statuts sont tous « fusterii et mercatores fustarum » ; pourtant, le titre concerne aussi les écopeurs, de même que l'art. 3 des statuts, qui interdit les sociétés entre marchands de fustes et écopeurs. Il faut voir là en réalité un statut des fustiers qui concerne indirectement les écopeurs ; nous avons vu dans le chapitre précédent que ce phénomène est précoce et fréquent en Languedoc, et qu'il s'explique par le caractère d'ordonnance de police économique des statuts. En fait, à notre connaissance, les écopeurs sont restés un métier inorganisé.

²⁵ Arch. Mun. Toulouse HH 2 F° 123-127, l'allusion aux statuts de 1364 à renouveler, et qui ne nous sont pas détaillés, montre que le registre HH 2 ne contient pas tous les statuts du XIV^e siècle.

²⁶ Une caution de 20 livres tournois est prévue par l'art. 10.

²⁷ L'article 13 impose un droit d'entrée d'une livre tournois.

²⁸ M.A. Mulholland, *op. laud.*, pp. 123-139.

²⁹ M.A. Mulholland, *op. laud.*, pp. 53-57 : 9 de ces noms sont accompagnés du qualificatif de *patisserius* ; le dixième personnage doit être, plutôt qu'un compagnon, un autre maître dont le scribe a oublié la qualification qu'il a donnée aux autres pâtissiers.

³⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 129 v°-133.

n'en signale que 10³¹ tandis que le second, du 12 juillet 1467, fait remonter ce nombre à 14 maîtres plus deux bayles³². La même situation se présente dans tous les règlements de la même époque : les ceinturiers, qui, à la vérité ne doivent jamais être très nombreux, n'ont comme délégation pour les statuts du 12 juillet 1464 que huit maîtres et deux bayles³³ ; il est plus étonnant que le statut des chapeliers du 5 septembre de la même année ne fournisse qu'une liste limitée à 9 « chapeliers et probes » auxquels il faut ajouter les deux bayles³⁴ ; le 4 décembre, les bonnetiers sont restreints à 9 *proboms* qui se présentent devant les consuls³⁵. Le 20 septembre 1465, les *menestrales* couteliers ne sont que dix³⁶ ; le 19 novembre de cette année, 10 *probi menestrales* espaziers (faiseurs d'épées) se rendent devant les capitouls pour faire réformer leurs statuts³⁷. En face de ces listes peu fournies, le seul métier qui présente une certaine consistance numérique, d'après les renseignements tirés des statuts est celui des savetiers : le 28 mai 1464, 5 bayles et 7 *proboms* font approuver les statuts par les consuls ; le lendemain, 27 savetiers les ratifient : on peut donc compter alors au total 39 membres de la jurande³⁸. Mais c'est là un cas isolé : il est possible d'affirmer qu'à Toulouse, non seulement la transformation des métiers traditionnels en jurandes au XV^e siècle a fait tomber l'intérêt que les maîtres portent aux statuts de la profession — ce qui s'explique d'ailleurs, on le verra plus tard, par la nette standardisation des règles professionnelles à travers l'artisanat tout entier, mais aussi l'accentuation des inégalités sociales dès la deuxième moitié du XIV^e siècle a contribué à amoindrir quantitativement le personnel de certains métiers, sinon de la plupart, par exclusion progressive des éléments les moins actifs et les moins puissants économiquement à l'avantage de ses membres les plus riches ou les plus travailleurs. Nous allons voir qu'à Montpellier cette évolution est infiniment plus difficile à discerner.

2. — Montpellier.

En ce qui concerne Montpellier, il est possible de trouver pour cette ville dès le début du XIII^e siècle, non pas les effectifs même des différents métiers, mais du moins leur importance relative au point de vue quantitatif. En effet, il a été signalé dans le chapitre précédent que l'organisation de défense urbaine dite de la « commune clôture » s'était formée dès 1204 sur un système électif dont la base était fournie par une divi-

³¹ *Ibid.*, f^{os} 24-26 v^o.

³² *Ibid.*, f^{os} 190-191 ; ajouter un texte hors foliotage à la suite.

³³ *Ibid.*, f^{os} 17-20 v^o : « statuta sinturierorum ».

³⁴ *Ibid.*, f^{os} 4-7 : « statuta capelleriorum ».

³⁵ *Ibid.*, f^{os} 3-4 : « statuta boneteriorum ».

³⁶ *Ibid.*, f^{os} 21-24 : « statuta cutelleriorum ».

³⁷ *Ibid.*, f^{os} 142 v^o-146 v^o.

³⁸ *Ibid.*, f^{os} 7-10 ; une autre preuve du nombre élevé des artisans qui travaillent comme savetiers peut être tirée du fait que les 5 bayles du métier sont choisis à raison d'un pour chaque quartier de la ville où existent des savetiers (art. I).

sion des habitants de la ville selon les professions qu'ils exerçaient ; un certain nombre de métiers prend également à tour de rôle un jour de garde devant une ou plusieurs des dix portes percées à travers les remparts de la ville. Nous avons également vu que l'établissement non daté³⁹ qui précise comment seront gardées ces portes, a dû être élaboré en 1204 ou immédiatement après. Les renseignements que l'on va en tirer au sujet de l'importance numérique des métiers ne sont donc valables que pour le début du XIII^e siècle, bien que l'organisation de défense qu'il prévoit soit restée en vigueur jusqu'en plein XVI^e siècle ; mais, très tôt, l'énumération des métiers qui avait été dressée a dû s'éloigner de la réalité économique, comme chaque fois qu'un texte législatif fixe pour un avenir lointain une répartition sociale de la population vouée à se transformer au cours des siècles.

Chaque métier ayant la garde d'un certain nombre de portes, il est bien évident que le nombre de ces dernières défendues par un métier déterminé a été fixé en fonction de considérations militaires et non point sociales. Par conséquent, autant la division du consulat en chaperons reflète peu l'importance numérique des différents métiers dans la ville, autant la part donnée respectivement à chaque métier dans la surveillance des remparts correspond à l'ampleur en effectifs de chaque profession. Naturellement, ce procédé de calcul exclut une précision absolue. Du moins peut-on tabler sur une différence dans le chiffre des effectifs entre deux métiers chargés d'un même nombre de portes qui ne doit pas dépasser une proportion du simple au double. En fait, on peut distinguer quatre catégories de métiers selon leur importance dans l'organisation de la « commune clôture » : d'abord, ceux qui, à eux seuls, défendent trois portes à la fois ; ensuite les métiers chargés de garder deux portes ; viennent après ces derniers les artisans qui, groupés, ne veillent qu'à une des ouvertures des remparts ; enfin, il faut signaler la foule des professions moins bien représentées qui doivent se grouper avec d'autres métiers pour fournir des effectifs suffisants à la garde d'une porte.

Six métiers peuvent être rangés dans le premier groupe. Au premier rang, et formant à eux seuls presque une catégorie particulière, il faut signaler les laboureurs. Ils ne gardent en effet pas moins de cinq portes tous les mardis, c'est-à-dire qu'ils représentent la moitié des effectifs de défense de la ville pendant un jour sur sept : ils veillent aux portes de MontPELLIÉRET, d'OBILLON, de la SAUNERIE, de Saint-GUILLEM et du PEYROU⁴⁰. Loin derrière eux, cinq métiers sont chargés chacun de trois portes : le lundi, les tailleurs gardent le Portail Neuf, celui du Legador et celui de la Blanquerie⁴¹, dans l'échelle du mardi, les blanquiers, qui

³⁹ *Petit Thalamus*, pp. 95-98 : « Aysso es lestableimen de laordenamen de las VII escalas de Monpeyllier segon los VII jorns de la setmana per gardar los portals ».

⁴⁰ *Ibid.*, p. 96 : « ... Item a lauradors comandam lo portal de Montpeylaret et d'Obilhon e de la Saunaria e de San G. e del Peyrou ».

⁴¹ *Ibid.* : « ... Item assarcidors lo portal nou (e) del Legador e de la Blanqueria... »

sont aux portes de la Blanquerie, ce qui est normal, et aussi aux portes voisines de Saint-Gilles et de Saint-Denis⁴². Deux autres métiers importants sont classés dans l'échelle du mercredi : les coyratiers, ou tanneurs, aux portes de Saint-Gilles, de Montpelliéret et de Saint-Denis⁴³, les savetiers, à celles du Legador, de la Blanquerie et au Portail Neuf⁴⁴. Le jeudi, les changeurs gardent les trois portes dont étaient chargés les coyratiers la veille⁴⁵. Sans doute, ici, l'importance sociale du métier a dû jouer un certain rôle pour assurer aux changeurs une place aussi importante. Mais leur nombre ne doit pas être négligeable : en effet, les avocats, notaires et « gens de la place », c'est-à-dire grands bourgeois, toutes personnes dont l'influence est considérable dans la ville, ne sont, eux, chargés que d'une porte dans l'échelle du dimanche⁴⁶. De plus, on a déjà remarqué le nombre élevé de changeurs que signalent les statuts de cette profession à Saint-Gilles, en 1178. Il est bien évident toutefois que ce nombre ne devait pas représenter les trois cinquièmes des effectifs des laboureurs, comme on pourrait le croire au seul décompte du nombre de portes sur lesquelles ces métiers doivent veiller. Il est donc probable que la simple addition du nombre des membres d'une spécialité commerciale ou artisanale devait, avant d'être utilisée pour calculer l'ampleur de la garde à effectuer, être pondérée, en quelque sorte, par l'importance sociale du métier. Ce facteur a sans doute été particulièrement sensible aux deux extrémités de la hiérarchie professionnelle, c'est-à-dire vis-à-vis des changeurs d'une part (rappelons qu'ils constituent la profession la mieux représentée au consulat, puisqu'ils bénéficient exclusivement d'un chaperon privilégié élisant deux consuls sur douze) et vis-à-vis des laboureurs, dont le nombre dépasse certainement de beaucoup le quatorzième de la population active de la ville, alors que l'on s'arrêterait à cette fraction en ne considérant que leur rôle dans la « commune clôtüre » : la moitié des portails de la ville à garder pendant un jour sur sept équivaut en effet au quatorzième de la charge totale de défense urbaine. Mais le coefficient social a vraisemblablement joué un rôle bien moindre dans la répartition des tours de garde entre les seuls métiers d'artisans, où la hiérarchie est beaucoup moins poussée.

Dans un second groupe de professions on peut ranger les métiers ne veillant que sur deux portes par semaine, et qui sont au nombre de huit. Le dimanche, ce sont les mazelières, affectés à la garde des portes de Saint-Guilhem et du Peyrou⁴⁷. Le lundi, ce sont les peaussiers

⁴² *Ibid.* : « ... Item a blanquiers lo portal de la Blancaria e de San Gili e de San Daunizi... »

⁴³ *Ibid.* : « ... Item a coyratiers lo portal San Gili, de Montpeylayret e de San Daunizi... »

⁴⁴ *Ibid.* : « ... Item assabatiers lo portal nou e del Legador e de la Blancaria... »

⁴⁵ *Ibid.* : « ... Item a cambiadors comandam lo portal San Gili e de Montpeylayret e de San Daunizi... »

⁴⁶ *Ibid.*, p. 95 : « ... Lescala del dimergue a plagezes ad avocastz et a notaris lo portal San Gili... »

⁴⁷ *Ibid.* : « ... A mazelières lo portal de San Guillem e del Peyron... »

d'agneaux, aux mêmes endroits que ceux où se trouvaient la veille les mazeliers. Le mercredi, les fabres ou forgerons sont aux portes du Peyrou et de Saint-Guilhem, comme les deux métiers précédents. Dans l'échelle du vendredi, les drapiers de la rue inférieure, *carieyra soteyrana*, c'est-à-dire les drapiers en vermeil, montent la garde aux portes d'Obillon et de Saint-Denis, tandis que ceux de la rue supérieure, *sobeyrana*, dits aussi drapiers de Saint-Firmin, sont aux « portails » de la Saunerie et de Saint-Guilhem ; le même jour, les orgiers, qui sont d'ailleurs répartis dans deux rues différentes, veillent au Portail Neuf et à celui du Peyrou. Enfin, le samedi voit ceux des fustiers qui sont groupés autour de la porte d'Obillon, garder naturellement cet emplacement, auquel on a ajouté celle, voisine, de Montpelliéret ; de l'autre côté de la ville, les fustiers du Peyrou doivent veiller sur la porte du même nom et sur le Portail Neuf. Quant aux maçons, ils sont envoyés aux ouvertures du rempart situés en face des faubourgs de la Saunerie et de Saint-Guilhem.

Un troisième groupe de métiers se contente d'un emplacement par profession. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit là de professions moins fournies que les précédentes. Ainsi les poissonniers, rassemblés le dimanche devant Montpelliéret, de même, et à jour semblable, les barbiers-saigneurs, qui se rassemblent au portail du Legador. Les merciers du Peyrou, de façon analogue, sont affectés le mardi au Portail Neuf, qui est très voisin de leur lieu de résidence. Les canabassiers gardent le jeudi la porte du Legador, les lieurs de balles le Portail Neuf le même jour, ainsi d'ailleurs que le puissant mais numériquement restreint métier des poivriers, c'est-à-dire des marchands en gros, dont les membres sont chargés de la porte de la Blanquerie, et que les doreurs, à celle de Saint-Guilhem. Dans l'échelle du vendredi, les floquiers, dont on a défini dans le chapitre précédent la profession, se voient attribuer la porte de Montpelliéret, les pelhiers ou fripiers celle du Legador, et les courtiers des marchands celle de la Blanquerie. Enfin, le samedi les manœuvres sont au portail de Saint-Denis et les taverniers à celui de la Blanquerie.

Dans le quatrième groupe, une série de métiers qu'il serait trop long d'énumérer n'ont la garde d'une porte qu'en partage avec d'autres professions. Il faut toutefois classer à part trois métiers qui, réunis, gardent le lundi les portes de Montpelliéret, d'Obillon et de Saint-Denis ; il s'agit des peaussiers de vair, des corrégiers et des jupiers. Mais les parts les plus petites sont certainement celles des métiers chargés des portes d'Obillon et de la Saunerie le mercredi : en ont tous ensemble la responsabilité les aiguilliers, les faiseurs de soques, les cordiers, les chanvriers, les chaudronniers, les fabricants de harnachements, les tondeurs de draps et les lanterniers.

En dehors de cette source spéciale à Montpellier que constitue cet établissement de la « commune clôture », on trouve des renseignements relatifs aux effectifs des métiers dans les statuts corporatifs, comme à Toulouse, avec cette différence que le terme normal qui, à Montpellier, sert à désigner une association professionnelle est le mot de « caritat » ;

c'est-à-dire de charité. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette expression dans le chapitre relatif aux confréries. Toutefois, le métier qui, selon les sources est le mieux représenté à Montpellier, soit celui des savetiers, se désigne en décembre 1320 sous le nom de corps : *corpus sabateriorum*. Il comprend plus d'une centaine de membres⁴⁸. Les fustiers suivent, mais d'assez loin : leur statut, qui intéresse pourtant leurs deux groupement géographiques tels qu'ils étaient déjà définis dans l'établissement de la commune clôturé, ne permet d'en dénombrer que 58 en mai 1304⁴⁹. Quant aux sartres (tailleurs) dont les statuts du 22 janvier 1352 (n.s.) sont approuvés à la fois par des maîtres et par des compagnons, ce qui est tout à fait exceptionnel, ils groupent 43 travailleurs de toutes conditions⁵⁰. Ces chiffres s'abaissent encore avec les autres métiers : 37 teinturiers sont présents lors de la promulgation de leurs statuts, le 17 juin 1340⁵¹. Des effectifs similaires sont fournis par un acte du 14 mai 1257 donc de près d'un siècle plus ancien, mais qui intéresse les courtiers de la ville : il s'agit de la vente d'un champ à un courtier isolé par les consuls de ce métier ; il est possible à cette occasion de dénombrer 32 courtiers⁵². A peu près aussi nombreux sont les jardiniers, désignés par les textes sous le nom d'ortolans, et dont les statuts du 13 mai 1365 sont établis par 32 membres de cette profession⁵³. Le 5 mars de l'année suivante (n.s.), les maçons (*lapididae seu peyrerii*) créent une *caritat* qui rassemble un peu plus d'artisans que les métiers précédents : les adhésions aux statuts sont en effet au nombre de 42⁵⁴. Ces effectifs sont supérieurs à ceux des barbiers, dont, il est vrai, nous connaissons les 29 membres par un statut nettement antérieur, puisqu'il est déjà de juillet 1252⁵⁵. Les résultats du décompte des vanneurs et

⁴⁸ Le statut est publié par Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, pp. 469-471 ; il est possible que, dans ce texte, les effectifs complets de ce métier nous soient fournis ; l'énumération de ses membres débute en effet par cette expression « Nomina vero sabateriorum sunt haec... »

⁴⁹ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, C. II : « La quarta dels escolas de la Caritat ».

⁵⁰ *Ordonnances des rois de France*, t. II, pp. 468-472 ; ce nombre se décompose ainsi 4 consuls de la *caritat*, 24 sartres dont un seul est qualifié de *magister*, cités art. 13 *in fine*, 6 *magistri* et 9 *operarii* du métier cités art. 15.

⁵¹ Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. II, pp. 179-182.

⁵² Arch. Mun. Montpellier, fonds de la Commune Clôture, H.T.E., n° 697 : 4 consuls, 25 courtiers qui approuvent, 2 qui sont témoins et l'acquéreur.

⁵³ *Ibid.*, BB 7, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 8 et BB 8, f° 17 ; 5 consuls du métier et 10 ortolans sont présents ; 4 ortolans approuvent les statuts le 31 mai et 13 autres le 5 juin (BB 7, f° 8 v°).

⁵⁴ *Ibid.*, BB 8, f° 58 (n° 114) statuts promulgués à la demande d'un consul du métier et de 15 maçons ; au n° 115, adhésion de 3 maçons le 5 mars, de 11 autres membres de la *caritat* le 10 mars, de deux autres encore le 12 mars, de deux autres encore le 17 mars ; huit autres adhésions dans BB 7 f° 30 v° (n° 1059).

⁵⁵ Publié par Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, pp. 455-457.

et bluteurs de Montpellier présents à l'établissement de leur caritat en mai 1323, sont à peu près similaires : ils fournissent 28 noms de *mondadors* et *baruteladors*⁵⁶. Un peu plus tard, 26 changeurs de la ville se réunissent devant les consuls pour faire approuver les statuts de leur confrérie, datés du 2 juillet 1342⁵⁷.

Mais il existe aussi de nombreux métiers dont les effectifs, au vu des statuts, ne passent pas la vingtaine : tel est le nombre que nous donnent les adhérents à la charité des bouchers, tant porcatiers que boatiers et que moutonniers, dans un texte du 15 mai 1365⁵⁸, auquel il faut ajouter les noms de bouchers de mouton présents à une ordonnance consulaire portant sur le mazel du 7 décembre 1372⁵⁹. Avec les ciriers et poivriers du marché de Montpellier, détaillants qu'il ne faut pas confondre avec les grands négociants que sont les *pebriers sobeirans*, il ne s'agit plus que de 19 membres du métier, cités dans les statuts de 1317⁶⁰. Chez les verriers de Montpellier, une décadence se manifeste nettement pendant la deuxième moitié du XIV^e siècle : dans des statuts du 28 février 1366 (n.s.) on peut compter 16 artisans de cette profession⁶¹ ; en 1400, il n'est plus signalé que 12 peintres et vitriers, qui se rangent dans une charité commune⁶². Avec les merciers, on ne peut plus signaler que treize professionnels, qui apparaissent les 9, 10 et 11 décembre 1370, dans une transaction passée avec les fermiers de la leude des longes de porcs⁶³. Les argentiers sont un bon exemple du désintéressement des artisans envers les actes corporatifs : dans un grand débat qui s'élève en juin 1355 entre les consuls de la ville et ce métier au sujet du titre que doit avoir l'argent de Montpellier, on peut identifier 20 argentiers⁶⁴ ; en 1401, à l'occasion d'une ordonnance relative au nombre de carats qui constitue le titre de l'or à travailler par le métier, il n'est plus signalé que 12 argentiers, consuls du métier compris⁶⁵.

⁵⁶ *Ibid.*, pp. 474-475.

⁵⁷ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, Jean Laurens, notaire du consulat, f° 52-54 (n° 643) ; le texte laisse entendre la présence d'autres changeurs qu'il ne nomme ni ne dénombre.

⁵⁸ *Ibid.*, BB 7, f° 6 (n° 946) : 3 consuls de chaque catégorie de bouchers, plus 5 boatiers (bouchers de bœufs) et 3 porcatiers (bouchers de porcs).

⁵⁹ *Ibid.*, BB 13, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 43-45 (n° 1679) : 6 bouchers de moutons sont présents, dont 3 non cités en 1365.

⁶⁰ Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, p. 463-465.

⁶¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, f° 54 (n° 1112) : 2 consuls du métier sont présents le 28 février ; le 11 mars, 4 verriers adhèrent aux statuts ; le 17 juin, un autre consul et un verrier font approuver une addition aux statuts ; le 23 juin, un quatrième consul et 6 autres verriers approuvent cette modification ; *ibid.*, BB 10, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 19 (n° 1349) : un dernier consul est signalé le 27 mars 1368.

⁶² *Ibid.*, *Liber consiliorum et instrumentorum*, année 1400.

⁶³ *Ibid.*, BB 11, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 39 r° (n° 1406) : adhésion de 3 merciers revendeurs le 9 décembre, *Id.*, f° 42 (n° 1407) : adhésion de 7 merciers le 10 décembre et de 3 autres le 11 du même mois.

⁶⁴ *Ibid.*, *Grand Thalamus*, f° 133 r° : « carta de las ordenansas dels argentiers », passée par 12 argentiers avec les consuls de la ville, et approuvée ultérieurement par 8 autres argentiers.

⁶⁵ *Ibid.*, BB Notaires du consulat, année 1401 : 3 consuls du métier et 9 argentiers sont présents.

Enfin, quelques métiers ne semblent exercés d'après leurs statuts que par une douzaine d'artisans. C'est ce maximum qu'atteignent tout juste les peaussiers à l'époque de l'établissement de leur *caritat*, dont le texte de création est daté du 9 juillet 1364⁶⁶. Il n'est cité que 11 pelhiers dans les statuts de ce métier du 2 mars 1351 (n.s.)⁶⁷. Lorsqu'un siècle plus tard, plus précisément le 24 avril 1458, les maîtres jurés brodeurs, tapissiers, chasubliers, peintres et verriers de Montpellier feront une confrérie commune, le manque d'attention porté dès cette époque par les artisans à leurs intérêts collectifs sera rendu évident par le petit nombre de ces gens de métier à se présenter à cet acte : on n'y dénombre en effet que deux brodeurs, un chasublier, quatre peintres, deux tapissiers et un verrier, dont l'acte nous assure de façon peu vraisemblable qu'ils constituent la majeure et plus saine partie de ces métiers⁶⁸. Il est vrai que cette diminution des membres présents de la profession est parfois très précoce. Ainsi la confrérie des jupiers, organisée en avril 1320, ne nous fournit les noms que de huit jupiers, alors que le métier doit en comprendre bien plus, ainsi que le suggère un article des statuts ajouté par les consuls qui décide qu'il y aura deux consuls de la profession, élus à raison d'un pour chacune des deux rues qui se répartissent l'exclusivité de la juperie⁶⁹. De même, il est difficile d'admettre qu'il n'existait à Montpellier que huit fournisseurs, ainsi que les statuts de la confrérie du 27 mai 1365 présentent les effectifs de ces *farniers*⁷⁰. Enfin, le métier organisé le plus faiblement représenté dans cette ville est sans conteste celui des corroyeurs, puisque les statuts du 27 mars 1366 (n.s.) relatifs à la *caritat* de cette profession ne permettent d'enregistrer que cinq de ces *conresayres*⁷¹. On voit ainsi en tout cas qu'à Montpellier comme à Toulouse, le phénomène associatif peut prendre des formes quantitativement très différentes : le même groupement désigné sous le nom de *caritat* peut rassembler plus d'une centaine d'artisans comme seulement une demi-douzaine d'entre eux.

⁶⁶ *Ibid.*, BB 5, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 10 r° (n° 811) : l'acte passé par 3 consuls et 6 peaussiers est approuvé le 11 juillet par 2 peaussiers et le 25 juillet par un douzième artisan du métier.

⁶⁷ *Ibid.*, Grand Chartrier, C. I. 5 ; texte publié par Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. II, pp. 215-318 : 2 consuls du métier sont énumérés dès la promulgation des statuts, et cinq autres membres du métier approuvent ultérieurement ces derniers.

⁶⁸ Arch. Mun. Montpellier, *Liber consiliorum et instrumentorum*, année 1458.

⁶⁹ Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, pp. 467-469.

⁷⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 7 v° (n° 954) ; BB 8, f° 16 ; 2 consuls du métier et 6 farniers font approuver ces statuts.

⁷¹ *Ibid.*, BB 8, f° 65 (n° 1117) : 2 consuls des *conresayres* et 3 artisans de cette profession se présentent devant les consuls pour faire promulguer les statuts de leur *caritat*.

3. — *Autres villes.*

En dehors de Toulouse et de Montpellier, d'autres cités languedociennes fournissent des renseignements relatifs aux effectifs des métiers organisés. Parmi celles-ci, on peut distinguer, comme nous l'avons vu, deux groupes : les centres urbains de la plaine, où les formations corporatives, quoique souvent tardives, sont assez nombreuses — on verra que Nîmes constitue en la matière une exception — et les villes de montagne ou de demi-montagne, longtemps restées sous une tutelle épiscopale, et dont l'organisation professionnelle restera longtemps marquée, ne serait-ce que par son caractère lacunaire, par le conservatisme politique de leurs anciens seigneurs ecclésiastiques, difficilement et lentement atténué par l'influence royale qui s'y est introduite grâce à la pratique systématique des traités de paréage.

A Carcassonne, tout d'abord, la pauvreté des sources est en grande partie due à la disparition très précoce du consulat sur initiative royale. C'est ainsi que nous ne savons rien sur les effectifs des métiers d'artisans de cette ville au XIV^e siècle. Au début du siècle suivant, exactement en janvier 1402, 31 savetiers du Bourg se réunissent pour faire approuver des statuts qui sont qualifiés d'antiques⁷². Il faut attendre l'année 1500 pour obtenir d'autres renseignements, relatifs cette fois à une confrérie de laboureurs domiciliés dans la ville, et dont le nombre dépasse la centaine : c'est là un indice de plus de cette caractéristique des villes méridionales d'abriter à l'intérieur de leurs remparts un assez grand nombre de travailleurs agricoles⁷³. Enfin, alors que cette cité est devenue ville jurée, il faut signaler que le 1^{er} décembre 1623, 12 tisserands y constituent procureurs deux maîtres de leurs « art » pour s'opposer à la réception comme maître d'un compagnon qui n'a pas fait de chef-d'œuvre⁷⁴.

A Narbonne, les renseignements sont plus complets mais relatifs à l'ensemble des métiers, compte non tenu de la différence entre métiers organisés et professions dépourvues d'associations. Il s'agit en effet d'un serment de fidélité prêté vers la fin du XIII^e siècle au vicomte Amaury par l'ensemble des *probi homines* artisans de la ville, qui sont tous nominativement désignés ; ils se groupent de la manière suivante, en respectant la distinction traditionnelle entre Bourg et Cité : pour la Cité, 95 pareurs, 63 cordonniers ou *sutores*, 45 tisserands, *textores*, 38 tailleurs ou *sartores*, 43 poissonniers désignés sous le nom de *peissonerii*, 36 fustiers, 30 *aventurerii*, c'est-à-dire colporteurs, 22 forgerons (*fabri*), 43 bouchers signalés sous le terme de *macellatores*, 23 *arquejatores*, soit cardeurs, 37 meuniers ou *munderii*, 41 aludiers (peaus-

⁷² *Ordonnances des rois de France*, t. VIII, pp. 557-571 : sont présents 3 *suprapositi* et 28 *sabaterii* du Bourg de Carcassonne.

⁷³ Bibl. Mun. Carcassonne, ms. Viguerie, t. II, p. 103 ; demande adressée par les laboureurs de la ville au sénéchal Jean de Levis.

⁷⁴ Arch. Dép. Aude, III E, minutes Jalabert, reg. année 1623.

siers) 16 courtiers, 34 pêcheurs, seulement 3 fourniers et 4 « mangoniers » (regratiers), 114 foulons appelés *lanatores*, et 13 jardiniers ou *ortolani*, auxquels il faut ajouter 25 probes hommes du pont, qui sont probablement des teinturiers. Pour le Bourg, 27 meuniers, 33 forgerons, 55 cordonniers, 47 porteurs de sacs de farine (*portantes saco*), 30 col-porteurs, 20 maçons au *peyrerii*⁷⁵. On notera l'importance des métiers du textile, qui rassemblent 315 noms d'artisans de la Cité sur 728, ce qui représente 44 % de ce chiffre total, alors que même si on comprend parmi ces artisans ceux du Bourg, ce qui permet au nombre global des artisans de monter jusqu'à 940, ces métiers attirés par le textile groupent encore le tiers des artisans de la ville. Il est évident que nous ne possédons ici que le nombre des artisans chefs de famille, ce qui en exclut non seulement les enfants et parents plus ou moins éloignés travaillant dans la boutique du maître, mais aussi les compagnons qui ont passé contrat avec ce maître. Les proportions entre les grands groupes de métiers n'en restent pas moins valables, telle celle qui permet aux 159 membres des métiers du cuir (16 %) de faire bonne figure en face des 254 membres (25 %) des métiers les plus divers relatifs à l'alimentation. Parmi ces derniers, les meuniers tant du Bourg que de la Cité atteignent le nombre de 76 artisans (8 %) dans les statuts de cette profession du 11 septembre 1331.

A Béziers, autre ville de la plaine bas-languedocienne, les renseignements sont particulièrement tardifs. Parmi les statuts de métiers contenant des informations relativement à leurs effectifs, aucun n'est antérieur à la fin du XVI^e siècle. Il s'agit dans tous les cas de métiers jurés. Néanmoins, il peut être intéressant de signaler les effectifs d'artisans qui peuvent être relevés. Le métier le plus fourni, d'après les textes afférents à cette cité, semble être celui des marchands mangoniers, c'est-à-dire celui des regratiers, qui compte 4 prévôts et 42 membres, soit en tout 46 artisans, selon les statuts du 14 mars 1626⁷⁷. Immédiatement après deux groupements professionnels associent au moins 38 artisans ; il s'agit d'une part de la confrérie qui groupe, dès sa charte de formation du 5 avril 1626, les maîtres maréchaux-ferrants, bourreliers et bridiers, selliers, couteliers, chaudronniers, éperonniers, fondeurs et arbalétriers⁷⁸, et, d'autre part, de l'association des boulan-

⁷⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 25 ; il s'agit sans doute du serment prêté à Amaury II en 1298 et signalé par Jean Régné, *Amaury II Vicomte de Narbonne*. Narbonne, 1910, p. 169. Un bon nombre de pièces de la série AA ont été éditées par Mouynès dans son *Inventaire des Archives Municipales de Narbonne, série AA, Supplément*.

⁷⁶ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 299 v^o.

⁷⁷ Arch. Mun. Béziers, Reg. de Omnibus, III, f^o 162-164 ; cf. A. Soucaille, *Statuts de corporations biterroises d'arts-et-métiers*. Bull. Soc. archéol. scient. Litt. Béziers, 3^e s., t. VI, 1906, pp. 412-416.

⁷⁸ A. Soucaille, *Anciennes corporations biterroises, règlements, statuts, ordonnances*. Bull. Soc. archéol. Scient. Litt. Béziers, 3^e s. t. VIII, 1909, pp. 49-63 : 15 maîtres maréchaux, 9 bourreliers et bridiers, 6 selliers, un coutelier, un chaudronnier, un éperonnier, un fondeur, un arbalétrier, plus trois prévôts, dont l'un pour les maréchaux, le deuxième pour les bourreliers et bridiers, le troisième pour les selliers.

gers, pâtisseries et fourgonniers établie le 8 décembre 1630⁷⁹. A l'occasion de la réception d'un compagnon comme marchand drapier, le 5 février 1605, 36 « marchands drapiers, maîtres chaussatiers, habitants de la présent ville » assistent à l'accomplissement du chef-d'œuvre traditionnel par le récipiendaire⁸⁰. Avec la confrérie des jardiniers, établie le 31 mai 1599, le nombre des artisans du métier tombe à 22⁸¹. Les maîtres jurés brodeurs, garnisseurs de chapeaux et boutonniers élaborent des statuts corporatifs soumis en août 1604 au sénéchal de Carcassonne-Béziers, Jean de Levis, où ne sont signalés que 19 participants à l'association⁸². Le 15 mars 1598, les statuts des cordonniers ne font état que de 12 maîtres jurés du métier⁸³. Enfin les *teissuriers* (tisserands), teinturiers, *ribantiers* (faiseurs de rubans) et moliniers de soie sont seulement au nombre de 3 dans leurs statuts du 4 août 1629⁸⁴.

Au contraire des sources biterroises, les documents utilisables à Nîmes ne sont pas d'origine corporative. En effet ce centre est soumis en divers domaines à l'influence des institutions provençales, qui se traduisent en matière professionnelle par des métiers restés le plus souvent inorganisés. On aura l'occasion de noter au long des développements à venir la rareté des phénomènes associationnels à Nîmes au Moyen âge, de même que le retard et la résistance des artisans de cette ville devant la pénétration du métier juré, qui n'a pas encore réussi au début du XVII^e siècle à s'y imposer. Dans ces conditions, seul un texte de la fin du XVI^e siècle nous fournit des renseignements sur les effectifs des professions artisanales, sans qu'il soit question de déterminer ici s'il s'agit ou non de métiers organisés — il n'y a pas en fait de traces d'une telle organisation à Nîmes à cette époque —. Ce document est un compoix de 1592 contenant les noms de tous les artisans chefs de famille, qui y sont au nombre d'un millier environ, 1.008 exactement. Parmi ces travailleurs, le groupe de loin le plus important intéresse les métiers du textile : il rassemble en effet 511 noms, soit plus de la moitié du chiffre total. Qui plus est, deux de ces métiers sont de loin les professions numériquement les mieux représentées : on peut en effet compter 241 tisserands et 137 pareurs ; tiennent également un rang honorable les *costuriers* (tailleurs) au nombre de 50, et même les chapeliers, dont 24 noms sont recensés ; il faut y ajouter 12 drapiers, 11 *bourdeurs* (brodeurs) et autant de sédiers, 9 chaussatiers et un pareil nombre de teinturiers, 3 *agulhetiers* (aiguilliers) et un même effectif de velutiers, enfin un *peinchinier* (peigneur de laines). En ne tenant compte, parmi ces

⁷⁹ Arch. Mun. Béziers, Reg. de Omnibus IV, f° 27-36 ; Soucaille, *Statuts de corporations...*, p. 372-391 ; quatre prévôts et 34 maîtres.

⁸⁰ Soucaille, *Anciennes corporations*, pp. 64-65.

⁸¹ Arch. Mun. Béziers, Reg. de Omnibus VII, f° 101-104 ; Soucaille, *Statuts de corporations*, pp. 397-400.

⁸² A. Soucaille, *Statuts de corporations...*, p. 393 et *Anciennes corporations*, pp. 36-48.

⁸³ *Ibid.*, *Id.* ; pp. 26-35 : un syndic, quatre prévôts de la Chapelle Saint-Crépin et 7 maîtres.

⁸⁴ Arch. Mun. Béziers, reg. de Omnibus, IV, f°s 20-27 ; Soucaille, *Statuts de corporations...*, p. 434-446.

professions, que des plus importantes, il est à noter que, parmi les dix métiers de la ville les plus nombreux en personnel, ceux qui se rattachent aux textiles occupent quatre places, à savoir le premier et le deuxième rangs, le quatrième et le dixième.

En face de cette abondance de travailleurs des étoffes de diverses sortes, les autres groupes de professions font piètre figure : les métiers de l'alimentation et des boissons représentent 166 artisans, tandis que ceux des cuirs totalisent 110 professionnels. Au sujet de cette répartition, il est remarquable qu'elle soit à peu près la même que celle qui a été constatée pour Narbonne au XIII^e siècle. Il faut en conclure d'abord que l'économie méridionale n'a pas sensiblement varié en trois siècles. Ensuite et surtout, à travers ces chiffres apparaît cette caractéristique languedocienne qu'est l'importance donnée au travail des textiles, dont tant les effectifs narbonnais que ceux fournis par le comtois nimois montrent de façon évidente qu'il s'agit de l'exportation essentielle de ce pays ; encore ne possédons-nous guère d'indications sur les métiers du drap à Carcassonne.

Ce document d'histoire nimoise offre enfin un dernier intérêt relatif à la répartition des professions : les métiers du textile sont beaucoup moins nombreux, tout en étant mieux fournis que ceux des autres groupes. Parmi les activités alimentaires, les mieux fournies sont relatives aux fourniers (41 membres) aux mangoniers (30), aux meuniers (26), boulangers (20), bouchers (18) et cabaretiers (16). Quant aux métiers du cuir, les plus importants sont ceux des cordonniers (60 artisans) et des *coyratiés* ou tanneurs (20). Parmi les autres professions, signalons enfin que l'on peut relever 42 maçons, 29 *hostes* (hôteliers) et 20 fus-tiers ⁸⁵.

D'autres renseignements, plus lacunaires, sont relatifs aux artisans des villes situés hors de la plaine bas-languedocienne et du bassin toulousain. La petite cité de Lagrasse, par exemple, qui est un centre d'industrie textile au milieu des collines des Corbières, abrite des couturiers dont on possède l'acte de création d'une confrérie, daté du 11 avril 1584 ; ce texte est une convention passée entre huit maîtres jurés couturiers, mais il n'est pas précisé si ce sont là tous les effectifs du métier ⁸⁶. Plus importante est la jurande des tisserands, dont des statuts du 17 janvier 1592 citent deux prévôts, cinq conseillers et 19 maîtres, soit au total 26 artisans intéressés par cette association ⁸⁷.

Plus au nord, la ville de Cordes, en pays d'Albigeois, dispose de sources antérieures d'un siècle à celles de Lagrasse. En effet la confrérie de Saint-Eutrope fait rédiger ses statuts le 14 mai 1486, texte d'où il

⁸⁵ Dr. Albert Puech, *Une ville au temps passé ou Nîmes à la fin du XVI^e siècle*. Nîmes, 1884, p. 242. L'auteur indique, p. 243, que certaines de ces professions ne sont indiquées qu'à part vers la fin du texte et dans un désordre total et en tire la conclusion que ce sont les métiers les plus récemment apparus ; il s'agit plutôt pour nous de métiers oubliés parce que rares.

⁸⁶ Arch. Mun. Lagrasse, fonds Garrigues, année 1584.

⁸⁷ Document sans cote dont la copie nous a aimablement été communiquée par le Dr Cayla, de Carcassonne.

ressort que ce groupement rassemble alors 50 tisserands⁸⁸. Le même souci de rédaction des statuts nous permet de savoir qu'avant le 18 juin 1481 existait dans cette ville une confrérie Saint-Blaise composée d'une vingtaine d'*affactatores* et d'*unctores*, c'est-à-dire de tanneurs⁸⁹. La confrérie Saint-Roch, créée le 17 juin 1490 réunit à peu près autant de *fustiers* et de *peyriers* ou maçons que le groupement précédent, soit exactement 18 artisans⁹⁰. Enfin, près d'un siècle plus tard, en 1574, une confrérie rassemblant les cordonniers de Cordes et du village voisin des Cabannes, n'est établie qu'en présence de dix maîtres jurés⁹¹.

Outre Cordes, la partie septentrionale du Languedoc est représentée en ce domaine de la répartition numérique des professions par la cité mi-royale, mi-épiscopale du Puy. Les sources y sont également fort tardives. Parmi les statuts corporatifs, tout d'abord, l'un donne des informations sur un métier à la fin du XV^e siècle : il s'agit du groupement des merciers, aiguilliers, gantiers, boursiers et teinturiers de la ville, dont la confrérie, dite du Saint-Esprit, comprend le 13 juin 1494 des maîtres (jurés) au nombre de 23, auxquels il faut ajouter deux bayles⁹². D'autre part, la réformation des statuts des tanneurs et cordonniers effectuée le 14 novembre 1595 se déroule en présence de 40 maîtres de ces métiers⁹³.

En second lieu, et en dehors de toute réglementation corporative, il existe au Puy une liste des boutiques d'artisans au milieu du XVI^e siècle, entre 1540 et 1550 plus exactement⁹⁴. Elle fournit d'utiles indications sur la répartition des travailleurs de la ville. On y remarque d'abord un certain nombre de laboureurs domiciliés dans la ville, caractère courant déjà mentionné des villes méridionales ; ils sont répartis en deux groupes, le plus important étant celui des laboureurs de Posarot, au nombre de 100, l'autre étant constitué par ceux de la rue Saint-Jacques, qui ne sont que 30. Le grand commerce est représenté par les marchands drapiers (60) et les marchands merciers de Notre-Dame des Anges (40), qui font bonne figure, parmi l'aristocratie de la cité, en face des 80 notaires et des 15 médecins et apothicaires ; socialement, les 30 orfèvres sont à ranger parmi les métiers précédents. Mais une des professions les mieux

⁸⁸ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 182, f° 183, cf. Ch. Portal, *Histoire de Cordes*, pp. 491-492 et *Extraits de registres de notaires du département du Tarn*. Albi, 1901, p. 211.

⁸⁹ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 118, f° 141 ; Ch. Portal, *Extraits...*, p. 209.

⁹⁰ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 196, f° 116-118 ; Ch. Portal, *Extraits...*, pp. 69-70.

⁹¹ Ch. Portal, *Statuts de la confrérie des Cordonniers à Cordes en 1574*. *Rev. Tarn*, t. VIII, 1890-1891, pp. 257-258.

⁹² Arch. Mun. Le Puy, HH 22 ; Jacotin, *Preuves de la maison de Polignac*. Paris, Leroux, 1898, t. I, p. 455, n. 3, signale le texte sans indiquer le nombre d'artisans intéressés.

⁹³ Augustin Chassaing, *Mémoires d'Antoine Jacmon, bourgeois du Puy*. Le Puy, 1885, pp. 275-279.

⁹⁴ Augustin Chassaing, *Le livre de Podio, chronique d'Estienne Médicis, bourgeois du Puy*. Le Puy, Marchessou, 1869-1874, t. II.

fournies est naturellement relative au travail des textiles : les bonnetiers sont en effet 115 ; on peut leur adjoindre 25 boutiques de couturiers, 3 de chapeliers, et seulement 6 tisserands et 4 tondeurs de draps plus un nombre de brodeurs non précisé. Parmi les métiers de l'alimentation, le nombre de bouchers ne nous est pas fourni, mais nous verrons plus loin qu'il était d'une bonne centaine. Il existait aussi 60 boulangers et pâtisseries. Très voisines les professions de tavernier et d'hôtelier totalisaient 100 établissements. Les métiers du cuir sont beaucoup mieux représentés : les savetiers et coiroyeurs atteignent le total inégalé de 120 représentants, les parcheminiers et *blanchiers* (mégissiers) sont 80, les tanneurs 15 ; il y a aussi 14 *pelletiers* (peaussiers), 8 selliers, 18 bastiers et quelques gantiers : soit un chiffre global de plus de 250 boutiques représentant 18 % des quelque 1.400 boutiques recensées. S'il est normal qu'une telle importance soit attachée au travail du cuir dans une ville au temps de la Renaissance, il est en revanche une originalité artisanale au Puy : toute une série de petits métiers est relative à la transformation des métaux en produits plus ou moins finis : se rangent dans ce groupe, d'abord les 32 maréchaux « grossiers », puis les 4 *pintiers* (faiseurs de récipients), les 8 ferratiers, les 16 ceinturiers, les 8 serralliers, les 10 fourbisseurs, armuriers et espasiers, les 4 aléniers, les 8 *espinoliers* ou épingliers, auxquels il faut ajouter un nombre indéterminé de couteliers et de *peiroliers* (chaudronniers). Parmi les autres professions, citons, comme les plus importantes, celles des maçons et charpentiers (100), les *saleiroux* ou sauniers (40) et les gagne-deniers, c'est-à-dire les petits regratiers (30).

L'ensemble de ces chiffres⁹⁵ donne sans conteste l'impression d'ensemble d'une vie artisanale intense et constituant le cœur même des activités urbaines. Il est peut-être toutefois un moyen de tirer parti de ces listes d'artisans : ne pourrait-on pas, en effet, tenter de répondre à la question posée au début de ce chapitre : quelle est la part de l'artisanat enrôlé en organisations corporatives ? Les métiers inorganisés représentent-ils la majorité de la population, ou sont-ils en fait des exceptions ?

Nous croyons qu'il est possible, avec les données que fournissent les documents en Languedoc de proposer un commencement de solution à ce problème. Il va sans dire cependant que les chiffres qui vont être donnés sont plus des hypothèses que des certitudes, étant donné le matériel d'archives quelque peu incertain qui sert de base à ces calculs. La précision des résultats sera toute relative. En l'espèce, trois exemples peuvent être proposés de cette répartition, qui sont très différents l'un de l'autre tant par la nature des villes considérées que par la date et par les sources qui permettent quelques pourcentages. Il s'agit d'abord de Montpellier et de ses artisans aux XIII^e et XIV^e siècles, puis de Narbonne avec ses travailleurs chefs de famille vers 1298, enfin du Puy et de ses professions au XVI^e siècle. La première de ces villes constitue

⁹⁵ Dont la plupart sont rappelés dans le tableau ci-contre.

TABLEAU RECAPITULATIF DES EFFECTIFS DE QUELQUES METIERS
CITES D'APRES LES SOURCES DE QUELQUES VILLES DU LANGUEDOC
(*les effectifs des métiers organisés à la date indiquée dans le tableau sont notés en italique.*)

	Toulouse	Montpellier	Narbonne	Béziers	Nîmes	Le Puy
Forgerons	71 (1341)	11 (1351)	55 (1298)	38 (1626)		32 (v. 1545)
Fripiers			114 (1298)		26 (1592)	115 (v. 1545)
Foulons	176 (1322)	23 (1365)	43 (1298)			8 (v. 1545)
Bouchers						
Bonnnetiers						
Selliers	12 (1420)	58 (1304)	36 (1298)		20 (1592)	
Charpentiers	47 (1465)		45 (1298)	9 (?) (1629)	241 (1592)	6 (?) (v. 1545)
Tisserands	233 (1319)		95 (1298)	et boulang.	137 (1592)	
Pareurs	88 (1319)			38 (1630)		
Pâtisiers	10 (1316)			22 (1599)		
Jardiniers	16 (1467)	32 (1265)	13 (1298)		24 (1592)	8 (v. 1545)
Chapeliers	9 (1464)					
Couteliers	10 (1465)				60 (1592)	120 (v. 1545)
Cordonniers	39 (1464)	102 (1320)	118 (1298)	12 (1598)	50 (1592)	
Tailleurs		43 (1352)	38 (1298)		9 (1592)	
Teinturiers		37 (1340)				
Courtiers		132 (1257)	16 (1298)		42 (1592)	100 (v. 1545)
Maçons		42 (1366)	20 (1298)			
Barbiers		29 (1252)			26 (1592)	
Meuniers		28 (1323)	76 (1331)			
Changeurs		26 (1342)				
Epiciers		19 (1317)				
Verriers		16 (1366)				
Merciers		13 (1370)				
Orfèvres		20 (1355)	41 (1298)		20 (1592)	30 (v. 1545)
Peaussiers		12 (1364)	43 (1298)			14 (v. 1545)
Poissonniers			60 (1298)			
Colporteurs						

l'exemple le plus poussé d'une cité commerçante médiévale, de corporatisme précoce et vivace ; le deuxième exemple est celui d'une cité où dominant deux industries, celles des draps et des cuirs ; dans le troisième cas, on a affaire à une ville dont le développement commercial a été entravé à la fois par une situation géographique qui l'éloigne des grands courants de circulation et d'une domination politique mi-royale, mi-ecclésiastique à tendances conservatrices et anti-consulaires : le phénomène associatif y a été tardif et limité, et ce n'est qu'à la fin du xv^e et au début du xvi^e siècle que l'invasion du système du métier juré du type parisien y a déterminé un corporatisme relativement systématique.

A Montpellier, d'abord, il faut prendre garde à ne pas prendre comme critère du métier organisé la présence dans la profession de chefs du groupe artisanal, ou selon l'expression qui y est officiellement reconnue, de consuls particuliers. On a vu plus haut et on lira par la suite que ces personnages constituent plus une représentation de leur profession devant les consuls majeurs que l'expression d'une vie corporative continue. Seront ici considérés comme formant une association professionnelle les seuls métiers qui ont fondé une *caritat* selon des statuts connus ou au moins indiqués par les différents textes relatifs à la vie économique de la ville. D'autre part, une énumération à peu près complète des diverses professions exercées à Montpellier est donnée, comme on a pu le lire plus haut, par cet établissement de la « commune clôturé » dont il est raisonnable de penser qu'il date du début du xiii^e siècle : recensant les différents métiers chargés de la garde des portes, avec la précision des portes déterminées affectées à tel ou tel groupe d'artisans, ce texte donne un aperçu sommaire de l'importance relative des diverses spécialités artisanales. Par comparaison avec les statuts de *caritats* dont différentes sources fournissent une liste de statuts sans doute quasi-exhaustive, il est possible de calculer grosso modo le pourcentage des artisans soumis à une réglementation corporative. Il serait vain toutefois de se cacher que les statuts des *caritats* sont nettement postérieurs à cet établissement relatif à la garde des remparts ; ces textes datent en effet, pour la plupart, du milieu du xiv^e siècle, c'est là sans nul doute le plus grand facteur d'erreurs d'un calcul dont les résultats sont surtout, répétons-le, purement indicatifs.

Parmi les métiers rangés dans l'échelle du dimanche, sont organisés ceux des mazeliens, tant de bœuf que de mouton, des poissonniers, des barbiers-saigneurs, des peintres, des teinturiers, des merciers de différents quartiers, des fourniers, des *barutelayres* ou bluteurs et des *poliers* ou poulaillers : cet ensemble représente 65,8 % de la garde totale des dix portes de la ville pendant la journée du dimanche. Le lundi, les peaussiers, organisés en une *caritat*, gardent deux portes ; les jupiers et les métiers organisés voisins surveillent trois portes ; deux autres enfin sont aux mains des sartres, dont il existe aussi une association : les métiers groupés en confréries représentent donc 80 % des effectifs de ce jour du lundi. Le mardi, comme nous l'avons vu, les laboureurs représentent à eux seuls la moitié du système de défense urbaine : or ils

forment au XIV^e siècle diverses associations dont les membres se groupent selon l'appartenance géographique de leurs activités ; il faut leur adjoindre ici les merciers du Peyrou (une porte) et les blanquiers assez nombreux pour se trouver présents autour de trois portes : ces trois professions groupent donc neuf portes sur dix, soit 90 % des effectifs théoriques de défense du mardi. Avec le mercredi, ce pourcentage est presque égalé : y sont de garde en effet les métiers organisés des coyratiers, des savetiers, des fabres ou forgerons, des cordiers, des faiseurs de chandelles et des tondeurs de draps : cet ensemble représente 87,5 % de la garde du mercredi. En revanche, avec le jeudi, les changeurs, *canabassiers* (chanvriers), poivriers, doreurs, *especiayres* ou revendeurs d'épices et merciers du quartier Saint-Nicolas ne rassemblent plus que 70 % des effectifs de ce jour. Quant à l'échelle du vendredi, les drapiers, les orgiers et les fripiers appelés comme partout en Languedoc *pelhiers*, ne permettent pas au pourcentage de cette journée de s'élever au-dessus de celui de la veille : là aussi, il s'agit des 70 % du personnel de défense. Enfin le samedi voit intervenir les deux groupes de fustiers, ceux d'Obillon et ceux du Peyrou, qui disposent chacun d'une *caritat* distincte ; en leur adjoignant les tisserands et les meuniers, on arrive au même pourcentage de 70 % que les jours précédents. Ces sept pourcentages quotidiens en main, se pose maintenant le problème de savoir si un indice de pondération doit intervenir pour affecter chaque journée de degrés d'importance inégale. Mais, à notre avis, la forme militaire même de l'institution doit faire écarter l'introduction d'un tel indice : une attaque ne pouvant *a priori* être prévue pour un jour déterminé, la « commune clôture » doit certainement être défendue par des effectifs à peu près similaires tout au long de la semaine. C'est même cette considération à laquelle il a été obéi lorsque les différents métiers ont été classés dans les échelles en un apparent désordre. En attribuant donc à chaque jour la même importance, il est facile de calculer que les métiers organisés représentent à Montpellier 76,2 % du total des membres des diverses professions. Mieux, pour atténuer ce qu'une telle précision pourrait avoir de fallacieux, on peut tabler sur un phénomène corporatif montpelliérain qui avant 1400, affecte les trois-quarts des habitants de la ville considérés comme exerçant une profession : cette fraction rend incontestablement compte de l'importance du corporatisme dans cette ville. Il faut donc retenir que, en gros, trois sur quatre des artisans et commerçants au détail font partie de métiers organisés.

En ce qui concerne les artisans de Narbonne, le calcul de la proportion d'artisans groupés dans les métiers organisés est infiniment plus facile à faire. Nous avons vu plus haut, en effet, qu'à la fin du XIII^e siècle, et peut-être en 1298 exactement, un texte fournit le chiffre de 940 artisans chefs de famille. Sur ce nombre, les métiers du textile et du cuir représentent plus de la moitié, soit exactement 499 travailleurs manuels. La prédominance de ces deux industries, qui groupent des métiers tous organisés en corps, va contribuer à élever le pourcentage des artisans faisant partie de ces corps : mais ce n'est pas que dans ces secteurs de l'activité artisanale ou commerciale qu'existent des grou-

pements corporatifs. La liste de ces derniers comprend en effet 17 métiers, ainsi que l'explique l'aide-mémoire remis en 1312 aux deux représentants chargés par ces corps de se plaindre auprès du roi que quatre des six chaperons du consulat sont détenus par les bourgeois et les marchands, pourtant dix fois moins nombreux que les artisans ; le roi doit être également informé qu'en outre, sur les deux chaperons subsistants, les pareurs, à cause de leur nombre, arrivent toujours à s'en réserver un⁹⁶ ; mais le point de cette requête qui nous intéresse ici est le fait que, sur les professions de la liste de 1298, cinq seulement ne sont pas compris dans ces 17 corps de métiers : il s'agit des poissonniers, des meuniers, des manganiers, des jardiniers et des colporteurs. En revanche, les laboureurs, dont nous ne connaissons pas le nombre, forment deux corps distincts. Ainsi, en ne tenant compte que des artisans, 190 de ces derniers ne font pas partie d'un métier organisé : autrement dit, 80 % des gens de métiers de la ville, laboureurs mis à part, font partie d'associations professionnelles. La liste de ces dernières est d'ailleurs confirmée en 1314, grâce à l'instrument que l'on dressa à cette date à l'occasion d'une montre d'armes où les 17 métiers de 1312 défilent précédés de leur bannière⁹⁷. Ainsi, au début du XIV^e siècle, Narbonne est affectée par le phénomène corporatif à un degré encore plus élevé que Montpellier.

Si maintenant l'on tente de se livrer à un calcul du même genre pour le Puy, il est bon de signaler d'entrée que les conditions du calcul y sont tout à fait différentes. Ici, les sources concernent les métiers du XVI^e siècle. En effet, nous avons étudié plus haut une liste des boutiques de la ville, que l'on peut dater du milieu de ce siècle, et plus probablement d'entre 1540 et 1550. D'autre part, une chronique privée nous rapporte les festivités relatives au mariage du roi qui se déroulèrent dans la ville en 1525⁹⁸ : à ce propos, les différents métiers défilèrent suivant un protocole qui semble traditionnel⁹⁹. Le texte précise au passage le nombre de torches que portent les membres de chaque profession, l'apparence extérieure de chacune de ces « bendes » et surtout l'existence ou l'absence d'une enseigne et de bayles qui caractérisent le métier organisé, ou plutôt la confrérie, forme normale d'association professionnelle au Puy même sous le régime du métier juré.

⁹⁶ Arch. Mun. Narbonne, BB 84.

⁹⁷ C. Port, *Histoire du commerce maritime de Narbonne*. Paris, 1854, p. 53.

⁹⁸ A. Chassaing, *Le livre de Podio...*, t. I, p. 305 : « Chronique des préconisations, procession, feux de joye, triumphes, histoires, bendes des Mes-tiers, dances, jeux et autres joyeux esbatemens, que tant pour le mariage de notre très Cher Sire le Roy, que aussi pour la reddicion de très nobles et plains de générosité nosseigneurs les Enfans de France, ont esté faicts en la ville du Puy ».

⁹⁹ *Ibid.*, p. 310 : « ... Maistre Jehan Pradier, secrétaire du Consulat, par ung rolle qu'il avoit en sa main, appelloit les bendes et mestiers pour les faire passer et entrer par leur renc, tout ainsi qu'il avoit esté conclud et ordonné... ».

Premiers des métiers à défilér, les notaires ne sont pas, à vrai dire, des artisans¹⁰⁰ ; on les incorporera toutefois dans cette liste, d'abord parce qu'ils forment confrérie, et ensuite parce qu'ils figurent dans la liste des boutiques de 1540-1550 qui servira de document de référence. Sont également organisés les merciers de Notre-Dame des Anges, qui forment, nous l'avons vu, confrérie du Saint-Esprit¹⁰¹, puis les médecins, apothicaires et arromateurs, également groupés en une association¹⁰². Au contraire, les ferratiers et *tellatiers* (chanvriers) ne sont point organisés¹⁰³ de même que les fondeurs¹⁰⁴. Les sauniers¹⁰⁵ et les hôteliers¹⁰⁶ sont à citer à nouveau parmi les métiers formant confrérie, ainsi que les parcheminiers¹⁰⁷, savetiers¹⁰⁸, pelletiers¹⁰⁹ et bonnetiers¹¹⁰. En revanche, les tanneurs et chapeliers n'ont pas de confrérie propre. En tant que métiers organisés, il est encore possible de citer les boulangers¹¹¹, ceinturiers, maréchaux-ferrants, barbiers-chirurgiens, bastiers et couturiers. Les bouchers sont également organisés, mais la liste des boutiques n'en donne pas le nombre : il est possible toutefois de les estimer à une centaine, le chroniqueur de 1525 leur appliquant un qualificatif d'ampleur qu'il n'accorde qu'aux métiers de la ville groupant des effectifs avoisinant ce nombre¹¹². Ont aussi une confrérie les meuniers

¹⁰⁰ *Ibid.*, *Id.* : « ... Les premiers que pour marcher furent appelés après que les trompetes se furent mys en train, furent messeigneurs les Notaires, qui estoient non mediocre bende, mais par tel ordre et gravité alloient que merveilles. Ils avoient enseigne de fin taffetas bleu, avec l'ymaige de leur patron monseigneur saint Jehan l'Evangeliste au milieu, fort bien estoffé, et tout le reste cémé en grand nombre de fleurs de lis d'or ».

¹⁰¹ *Ibid.*, *id.* : « ... Après venaient les Merciers de Nostre Dame des Anges, et les autres métiers et Aguletiers du Saint-Esprit... et estoient moult belle bende et bien ordonnée... »

¹⁰² *Ibid.*, p. 311 : « ... Très gentile bende... »

¹⁰³ *Ibid.*, *id.* : « ... Ferratiers et Tellatiers, assez prodhommes gens... pour ce jour, ne furent cotisés à porter nulle torche de baston. Des ferratiers ne sont nuls bayles, et ne tiennent ordre de confrarie... »

¹⁰⁴ *Ibid.*, *id.* : « ... Les Pintiers et Fondeurs, qui assez se trovarent pertinement, combien qu'ils soient peu en nombre... Ceulx icy n'ont nuls bailes, ne confrarie... »

¹⁰⁵ *Ibid.*, *id.* : « ... Saleiroux ou habitants de la Saunerie, qui n'estoient mye grant nombre. Toutes fois estoient-ils competemment en estat... »

¹⁰⁶ *Ibid.*, *id.* : « ... Assez bonne et gentile bende... »

¹⁰⁷ *Ibid.*, *id.* : « ... Parcheminiers ou blanchiers qui estoient grand nombre et gent robuste, qui avoient taborin d'Alemant et enseigne... »

¹⁰⁸ *Ibid.*, *id.* : « ... De moult beau train marchaient après les Savatiers et Coiratiers, qui estoient grand bande et moult bien ordonnée, lesquels avoient taborin et enseigne... »

¹⁰⁹ *Ibid.*, *id.* : « ... Faisant assez bonne contenance qui avoient taborin d'Alemant et enseigne... »

¹¹⁰ *Ibid.*, *id.* : « ... Estoit la plus grande des bendes. Ils estoient armés de picques, harquebates, voulges, espées, portant rondelles et ayant habits decoupez, lesquels se faisoient assez veoir et ouyr pour leurs canons et grans tabors qu'ils avoient... »

¹¹¹ *Ibid.*, *id.* : « ... Se demonstrarent honnestement... »

¹¹² *Ibid.*, p. 313 : « ... Très bonne bende, que le plus souvent sont plains de colère... »

et les chaudronniers, au contraire des libraires¹¹³ et des tisserands et métiers assimilés¹¹⁴. Enfin, les trois derniers métiers organisés à défilier, et non les moindres, sont ceux des épingliers du Puy et d'Agulhie, c'est-à-dire de Saint-Michel d'Aiguille, des orfèvres¹¹⁵ et des puissants marchands drapiers¹¹⁶.

Au total, l'ensemble des métiers organisés représente près de 1.000 boutiques dans la liste de 1540-1550, alors que le nombre global de ces boutiques dépasse légèrement 1.400. Sur ces bases, il est donc possible de supposer qu'au cours de la première moitié du XVI^e siècle le corporatisme touche au Puy près de 70 % des artisans de la ville. Ainsi l'extension à cette ville du régime parisien du métier juré touche une proportion de la population presque semblable à la partie de l'artisanat groupée en *caritats* dans une ville particulièrement commerciale au début du XIII^e siècle, à savoir Montpellier.

Au vu de ces résultats, aussi imprécises que soient les bases qui ont servi à les calculer, il est possible d'affirmer que la majeure partie des populations urbaines sont affectées par le phénomène associatif. Restent seuls exclus du corporatisme, d'une part les grands métiers du négoce — et encore forment-ils des confréries, comme au Puy — et d'autre part les métiers qui n'ont vraiment dans la ville qu'un très petit nombre de représentants. Cette exclusion des métiers numériquement inférieurs s'explique par un phénomène de groupement géographique des boutiques dont on a déjà aperçu la naissance au XII^e siècle : la spécialisation professionnelle des différents quartiers de chaque ville.

¹¹³ *Ibid.*, p. 315 : « Lesquels ne sont guère... Ceux-cy n'ont bailes, ne confrarie... »

¹¹⁴ *Ibid.*, *id.* : « ... Tiserans, gantiers, paulmiers, correctiers, qui pareillement n'avoient enseigne, ne taborins, et sont mestiers que n'ont confrarie ne bailes ».

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 316 : « ... Marchoient par noble faconde et bien ordonnés ».

¹¹⁶ *Ibid.*, *id.* : « ... Marchoient en moult belle ordonnance, ayant deux grans taborins d'Alemans et les fifres tant et quant, messeigneurs les marchans drapiers que fut la paragande des bendes et les derniers de tous les Mestiers... Portoient picques, alabardes, haquebuses et rondelles estoffées de mesmes... »

CHAPITRE IV

LA LOCALISATION TOPOGRAPHIQUE DES MÉTIERS

Il a été déjà remarqué qu'au XII^e siècle, les différents métiers d'artisans commencent à se grouper en des quartiers distincts. Plus précisément, il s'agit déjà de rues à activité spécialisée, et qui prennent dès cette époque le nom du commerce ou de la fabrication qui y domine. A cet égard, Montpellier est une ville particulièrement précoce puisque, ainsi qu'on l'a vu, la coutume de 1205 sanctionne cette habitude en interdisant l'émigration de tout groupe d'artisans vers un autre quartier, hormis le cas de la Poissonnerie, qu'il était certainement alors question de déplacer. Cette stabilisation forcée entraîne pour nous une conséquence : les textes du XIII^e et du XIV^e siècles relatifs à cette ville et qui, en grand nombre mentionnent des rues commerçantes, ne font que consacrer une topographie artisanale et commerçante déjà en place au tout début du XIII^e siècle : il est possible d'affirmer que la physionomie artisanale de cette cité s'est figée dès cette époque. Une telle fixation affecte même les activités qui, comme celles des merciers et des fustiers, sont réparties en plusieurs points de la ville, qui chacun en comptent des noyaux et qui ont dû connaître cette dispersion relative dès la fin du XII^e siècle. Cette hypothèse est d'ailleurs confirmée par cet établissement de la « commune clôture » des environs de 1204 qui a été déjà mentionné plusieurs fois ; on a pu noter au passage qu'il distinguait des fustiers d'Obillon et des fustiers du Peyrou, et que trois catégories de merciers s'y trouvaient citées : ceux de Saint-Firmin, ceux de Castelmoton et ceux du Peyrou. Une inscription postérieure, en marge du texte primitif, précise qu'aux merciers de Saint-Firmin, compris dans l'échelle du dimanche, sont adjoints ceux *del sen gros*, c'est-à-dire de la grosse cloche. Que toutes ces dénominations topographiques désignent des rues, c'est ce qui est rendu probable par le cas de la draperie : le même texte distingue en effet, parmi les drapiers, ceux de la *carieyra soteyrana* et ceux de la *sobeyrana*. On verra plus loin que cette différenciation géographique correspond à des spécialités bien séparées. Indiquons toutefois immédiatement que, dès l'établissement de 1252 relatif aux chaperons de consulat, le terme de drapiers de la *carieyra soteyrana* est remplacé par celui de *draparia vermelha* ; seule subsiste comme autrefois, mais réduite à une ellipse qui ne doit pas être génératrice d'erreurs, la draperie *sobeyrana* ; il ne faut pas voir là par conséquent l'effet d'une hiérarchie sociale consacrée aux dépens des drapiers en vermeil, d'autant plus que ce sont ces derniers qui jouent le rôle le plus

considérable dans l'administration de la ville après les changeurs. Cette expression indique simplement que les drapiers qui vendent des étoffes teintes autrement qu'avec de la graine de petit-houx, habitent une rue qui domine l'autre rue où travaillent d'autres drapiers.

Mais le phénomène qui se constate dès le XII^e siècle à Montpellier se généralise au XIII^e dans toutes les villes importantes du Languedoc. Toulouse, Carcassonne, Albi, Narbonne, Béziers, Nîmes, Le Puy sont divisés en quartiers et en rues où domine un seul métier. Les traces en sont plus ou moins nombreuses suivant les villes, particulièrement fréquentes à Narbonne par exemple, relativement rares à Nîmes au contraire, mais il faut voir là, à notre avis, le simple effet d'une richesse plus ou moins grande des fonds d'archives qui concernent ces cités. Dès la fin du XIII^e siècle, l'organisation normale d'une ville languedocienne se fait, au point de vue topographique, sur la base d'une spécialisation de l'artisanat. C'est même là, pour nous, le trait essentiel qui sépare les agglomérations urbaines des bourgades rurales. On a vu en effet que les villes de Languedoc ne se distinguent pas par l'exclusion de fait des travailleurs de la terre : un nombre non négligeable d'entre eux réside à l'intérieur des remparts et cultive les jours ouvrables les terres qui avoisinent immédiatement la cité. Ce qui, en revanche, distingue nettement l'agglomération du plat-pays, c'est ce cadastre urbain marqué par une répartition de l'artisanat différenciée le long des voies publiques. Ce phénomène n'affecte qu'une dizaine de centres à travers le Languedoc tout entier : mais, pour nous, seul ce petit nombre d'agglomérations mérite au Moyen âge le nom de ville.

Il est également à noter que cette spécialisation professionnelle à l'intérieur de la cité n'affecte guère que l'artisanat proprement dit. Y est soumise, il est vrai, la draperie de plusieurs villes, ainsi que nous avons pu déjà le constater en ce qui concerne Montpellier : mais les métiers du drap ne se sont jamais éloignés qu'insensiblement des « arts mécaniques » pour cette raison, dont on examinera plus loin les facteurs, qu'ils groupent des professions fort diverses en une sorte d'organisation verticale à la tête de laquelle, mais en dehors et comme des étrangers, se trouvent les marchands drapiers. Ce cas mis à part, il est remarquable qu'il n'existe en aucune de ces villes une rue des notaires, une rue des médecins, une rue des avocats : la spécialisation géographique reste un phénomène propre à l'artisanat.

Cette localisation des métiers, limitée à l'artisanat, concerne en revanche tous les métiers compris dans ce dernier. Il n'existe en Languedoc qu'un seul exemple de profession qui ait obtenu une entière liberté de choix en ce qui touche les lieux de travail : ce sont les métiers du cuir de Toulouse, soit les cerviniers, pélégantiers, tanneurs et apprêteurs de cuir, à qui Raymond VII accorde en 1239 le libre choix des berges de rivières pour faire sécher leurs peaux¹. Mesure de circonstance, certainement, et destinée à assurer au comte la fidélité de pro-

¹ *Hist. Lang.*, t. VII, pp. 240-241 ; Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, p. 197.

fessions essentielles en temps de guerre. Cette exception signalée, la règle persiste : les métiers de l'artisanat sont groupés topographiquement, d'ailleurs selon divers procédés. Dans un certain nombre de professions, au lieu de se répartir en boutiques voisines les unes des autres, la vente des produits s'opère en des bâtiments spéciaux, ou sur certaines places de la ville : ce sont les halles et marchés. Toutefois, la majorité des métiers disposent de boutiques et de « bancs » installés le long d'une rue. Il va être consacré un développement distinct à chacun de ces deux types de groupement. De plus, en utilisant cette double enquête, on examinera comment cette localisation géographique emporte d'importantes conséquences pour la vie du métier et même pour les institutions municipales.

1. — LES MÉTIERS VENDANT EN HALLES ET MARCHÉS.

Aux XIII^e et XIV^e siècles, un certain nombre de textes mentionnent diverses halles où doivent vendre les représentants de certaines professions : on examinera en premier lieu quels sont les métiers bénéficiaires de ces constructions qui groupent les étaux. Mais, parmi ces métiers, l'un d'eux groupe ses points de vente d'une façon tout à fait courante en Languedoc : il s'agit de la boucherie. Nous verrons donc en second lieu l'organisation des « mazels ». D'autres activités se concentrent en un bâtiment ou sur une place déterminée de la ville : poissonnerie, orgerie, parfois même teinturerie. Ce sera là l'objet des développements suivant les deux premiers. D'autre part, — et l'on se rapproche ici de la notion de rue spécialisée —, plusieurs sources mentionnent le voisinage des « bancs » d'un même commerce : elles seront analysées. Enfin, l'existence de halles et de marchés spécialisés a entraîné le développement d'une réglementation particulière des ventes en ces points, dont l'étude terminera le présent paragraphe.

Le milieu du XIV^e siècle voit à Toulouse se construire plusieurs halles. En effet, le 25 septembre 1351, Charles le Mauvais accorde aux capitouls l'amortissement des locaux destinés à servir de halle aux poissons et récemment acquis par l'organisation capitulaire². Le 15 décembre de la même année le roi de France Jean le Bon mande au sénéchal et au receveur de Toulouse la ratification de l'ordonnance du roi de Navarre et autorise l'achat de maisons destinées à l'établissement d'une halle aux cuirs³. A Narbonne existent des halles un siècle plus tôt : le 30 octobre 1252 intervient une transaction au sujet d'un bâtiment que l'archevêque faisait édifier devant la halle aux poissons⁴. A Carcassonne, le statut des pareurs de juin 1392 interdit les ventes dans la halle aux draps, avant que ces derniers ne soient scellés⁵. A Nîmes, il n'est pas

² Arch. Mun. Toulouse, AA 51. 66.

³ *Ibid.*, AA 51. 67.

⁴ Arch. Mun. Narbonne AA 99, 1^o thalamus, f^o 76 ; cf. aussi AA 59, 5^o thalamus, f^o 37 v^o.

⁵ Art. 14 ; *Ord. des rois de France*, t. II, pp. 114-116, t. VII, pp. 476-477, t. XVI, pp. 536-546 ; le texte mentionne également l'hypothèse de vente au marché ou hors de la ville.

signalé pour cette époque de halles, mais en revanche, dès 1161, il y existe un *mercatum*⁶ qui paraît se spécialiser dans les ventes de bovins⁷ ; ce marché se tient sans doute en plein air, ce qui le rend différent des halles.

Mais il existe un métier parmi les autres qui a plus particulièrement tendance à grouper ses étaux : c'est la boucherie. Il existe en principe un *mazel* dans chaque ville, c'est-à-dire un lieu couvert où se rassemblent les bouchers pour débiter leurs marchandises à la clientèle. Dans une ville peuplée comme Toulouse il est même nécessaire de prévoir différents points de rassemblement de ces artisans, et non pas un point de vente unique : c'est pourquoi dès 1222 apparaissent dans cette cité trois groupes différents de bouchers à qui sont concédés différents emplacements à titre de *feodum* héréditaire et auxquels peuvent succéder leurs descendants même par les femmes : ceux des bancs mages, ceux de la Dalbade et ceux qui travaillent près de la maison de feu Pierre Urset⁸. Il faut y ajouter le mazel de la Porte narbonnaise, dans le voisinage d'une léproserie voisine et cité en 1245⁹. La nécessité d'un tel groupement en des secteurs déterminés de la ville est expliquée par les statuts du métier du 13 février 1394 ; ces derniers édictent diverses dispositions concordant avec la localisation géographique précitée des ventes : les ventes de bêtes tuées doivent être faites publiquement¹⁰, et même en marché si elles sont passées avec des étrangers¹¹. Surtout, deux articles répètent que toute opération commerciale relative à la profession doit avoir pour cadre les étaux des bouchers¹². Mais des *mazels* existent aussi dans une série de localités languedociennes. A Narbonne, un acte dont il a déjà fait mention¹³ signale en 1252 l'existence d'une boucherie

⁶ A. Dupont, *op. laud.*, p. 649 et n. 1 : « ... Per totum mercatum usque ad stare Guillermy de Turre... »

⁷ *Forum bovum* : F. Mazauric, *Histoire du Château des Arènes*. Nîmes 1934, p. 116.

⁸ *Hist. Lang.* t. VIII, c. 1953 : indication du texte publié par Teulet, *Layettes*, t. I p. 547, n° 1541 ; « Instrumentum, per litteras alphabeti divisum, quo declaratur quibus conditionibus R. Tolosanus comes macellariis de banquis majoribus Tolosae venditionem et taillivum in eisdem ad feodum hereditarium concesserit — Noverint universi, tam presentes quam futuri, quod dominus Ramundus, Comes Tolose, marchio Provincie, dedit ad feodum omnibus probis hominibus macellariis de banquis majoribus de civitate, illi scilicet qui modo ibi sunt et qui de eorum genere fuerint, et omnibus illis qui de eorum genere uxores habuerint, et omni progeniei que de illis uxoribus exierint, taillivum et venditionem in ipsis banquis majoribus de civitate. Tali pacto dedit eis hoc feodum jam dictus dominus comes quod ullus banqus de carne non possit esse ullo tempore in civitate Tolose, nisi sint predicti banqui et banqui de Dalbata, et banqui qui fuerunt juxta domum Petri Urseti qui fuit, et quod nemo possit carnes in istis predictis banquis majoribus scedere, nisi fuerit de eorum genere, et illi qui uxores habuerint de eorum genere, et illi qui exierint de illis mulieribus... »

⁹ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. CCCX, c. 1998 ; Teulet, *Layettes*, t. II, p. 583.

¹⁰ Art. 18 : cf. pièces annexes, n° V, de même que pour les articles ci-dessous cités.

¹¹ Art. 23.

¹² Art. 28 et 32.

¹³ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1° thalamus, f° 76 ; 5° thalamus, f° 37 v°.

commune où se rendent tous les membres de la profession. En 1302, selon une criée effectuée dans la ville et dont nous connaissons les points de passage¹⁴, il est fait allusion à un *mazel* du Bourg, ce qui rend probable l'existence d'un second *mazel* à l'intérieur de la Cité. Dans la ville voisine de Béziers, l'ordonnance des bouchers de juillet 1408 cite une *Boquaria* appelée aussi *lo Escoriador* (l'écorcherie), et qui doit être fort ancienne puisque le texte précise que les bêtes ne sont débitées qu'à cet endroit de l'agglomération en vertu des usages de la ville¹⁵. A Nîmes, dès 1198, existe une *Bocarié*¹⁶ dont les installations font d'ailleurs l'objet d'une enquête intervenant en 1396 à la suite d'un empoisonnement, et menée par le célèbre juriconsulte Jean de Terre-Vermeille¹⁷. Ce n'est qu'au XIV^e siècle, en revanche, que l'on possède des renseignements sur l'organisation de la boucherie à Montpellier ; toutefois y possède-t-on des sources du XIII^e siècle au sujet d'un métier voisin, celui des cabassiers ou vendeurs de chairs cuites ; le roi d'Aragon les assujettit une première fois en 1217, puis de nouveau en 1250, à l'obligation de vendre seulement à la Triperie du roi, dite aussi de Catalogne¹⁸. Le texte de 1250 mentionne également un édifice en construction, destiné au même usage puisqu'il est appelé *bulleria*, et pour lequel les cabassiers sont imposés à raison de dix sous melgoriens par artisan : cette seconde triperie est certainement celle qui est signalée en 1297 comme distincte de la première dont le souvenir subsiste dans le nom actuel de « rue Triperie vieille », tout en étant également qualifiée de « royale »¹⁹. Quant à la boucherie proprement dite, elle est signalée dans un procès de 1336, où est mentionnée une rue de la ville qui réunit la Boucherie au Marché aux Herbes²⁰. Est-ce la Boucherie de porcs, celle de moutons, ou celle de bœufs ? Ces trois métiers sont en effet toujours distingués à Montpellier ; mais il ne semble pas qu'il y corresponde une séparation des points de vente. En effet, les consuls de la ville décident en 1372, pour mettre fin à de continuelles disputes qui se déroulent dans le *mazel*, d'obliger les bouchers, tant de bœufs que de moutons ou de porcs, à allumer des chandelles avant le lever et après le coucher du soleil²¹. D'autre part, aux termes d'une transaction intervenue le 9 décembre 1370 entre quatre bouchers de porcs, fermiers de la leude des porcs de Montpellier, et les merciers revendeurs de cette ville, il existe seulement un *mazel* qui n'a d'ailleurs pas l'exclusivité des ventes et que mentionne un statut des Guilhem cité à l'appui des prétentions des bou-

¹⁴ Bibl. Nat., Coll. Doat, t. 49, f° 309-316.

¹⁵ Art. I. *Ord. des de France*, t. IX, pp. 355-360 (Trésor des Chartes, Reg. JJ 62, pièce 289).

¹⁶ A. Dupont, *op. laud.*, p. 648 et n. 3.

¹⁷ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. II, n. XIII, pp. 23-26.

¹⁸ Arch. Mun. Montpellier, *Cartulaire des rois d'Aragon*, f° 350.

¹⁹ Arch. Dép. Hérault, Fonds de l'Hôpital Général de Montpellier, Articles relatifs aux bouchers de Montpellier.

²⁰ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la Commune Clôture, A. 12. 234.

²¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 14, Pierre Gilles, notaire du Consulat, f°° 43-45.

chers, qui spécifient que l'usage qu'ils invoquent a plus de soixante ans d'ancienneté²².

Mais, si à Montpellier une différenciation des points de vente n'apparaît pas dans les textes selon la nature et la qualité des viandes offertes au consommateur, une telle distinction est au contraire établie à Alès. Une ordonnance de la cour seigneuriale de cette ville, rendue au début du XIV^e siècle, à la requête des consuls, règle le sort d'une vache d'apparence suspecte, l'animal ayant été tué après avoir été amené dans la ville sur une charrette, ce qui semble indiquer qu'il ne pouvait se déplacer par ses propres moyens : les bouchers ne pourront vendre cette vache au mazel, mais seulement rue de la Boucarié²³. Un double emplacement pour la boucherie existe aussi vers 1390 à Albi : mais il ne semble pas qu'il y existe de différenciation selon les produits offerts en vente ; le problème de leur coexistence reçoit une solution expéditive de la part du juge de l'archevêque, par une suppression pure et simple du mazel installé auprès du pont, au seul profit du « mazel vielh » situé plus au centre de la cité : les consuls élèvent à ce sujet une vigoureuse protestation²⁴. Au Puy, de même, existent dès le XIII^e siècle deux boucheries, dont on ne sait si elles étaient spécialisées : « lo Mazel Soteyra » et « lo Mazel Sobeyra », expressions qu'il serait dangereux de vouloir prendre dans un sens hiérarchique ; tout au plus peut-on affirmer que la première citée groupait les bouchers qui furent à l'origine de la révolte des habitants du Puy en 1276 contre les officiers de leur évêque et seigneur²⁵. Il semble en tout cas que seules les localités de moindre importance ne disposent que d'une boucherie. Ainsi à Mende, où, par une ordonnance rendue le 1^{er} juin 1267, le juge de la cour épiscopale décide que la boucherie ne se tiendra qu'au Plan du Chastel, *in quo loco alias dicitur fuisse Macellus*, et non ailleurs, pour éviter que les animaux continuent à être abattus et vendus *inordinate*²⁶. Une boucherie commune est même signalée en 1244 dans la petite localité d'Avignonet, en

²² Arch. Mun. Montpellier, BB II, Pierre Gilles, notaire du Consulat, f° 39 v° : « ... Item tot porch que mueyra en la vila de Montpelier per vendre, sia que se venda al mazel, ho fora lo mazel, sia que se venda en tot o en partida, an lo senhor rey la un lombre, et prenne entre en Symon de Castanet et en Raymon Aybran, l'autre lombre. Item la part d'en Raymon Eybran, so es asaber las doas partz del lombre que premian entre el, en Symon de Castanet. Ha pueys comprade lo senhor rey... »

²³ Arch. Mun. Alès, I S 18, n° 36.

²⁴ A. Vidal, *Douze comptes consulaires d'Albi du XIV^e siècle*. Albi, Nougiès, t. I, 1906, pp. 334-335, n° 797. « P. de Najac et Isarn de Monlaur... citero et ajornero Me R. Ychart, jutge de moss. d'Albi, davan lo viguier, ad instancia dels senhors cossols d'Albi per razo quar lo dig jutge avia fag cridar an votz de trompa que negun home non auzes talhar carn en negunas taulas, senon an aquelas del mazel vielh, en pene di L lbr. donadoiras a moss. d'Albi e lhi enibiro que en prejudici de la universitat d'Albi, el non empaches que hom no pogues talhar en las taulas de la pila davan dichas ; e velhero la nueg a gardar que negus no empaches ni fezes dampnatge en las dichas taulas, et hi meiro lo penonal del rey en senhal de salvagarda ».

²⁵ A. Chassaing, *Chronique d'Etienne Médicis...* t. I, p. 217.

²⁶ Arch. Dép. Lozère, G 298, art. I, et Arch. Mun. Mende, DD 14.

Lauragais, où s'est déroulé le meurtre des inquisiteurs qui donne lieu à une enquête²⁷. En fait, la localisation de toutes ces boucheries est édictée à la fois pour des raisons d'hygiène publique, pour éviter les tromperies dans les transactions et pour permettre d'assurer le paiement des redevances dues lors de l'abattage.

Dans les villes peuplées, toutefois, le commerce des poissons dispose comme celui des viandes de locaux réservés à la vente. On a vu plus haut qu'en 1351 se construisait à Toulouse une halle aux poissons. Mais à Montpellier, les consuls concèdent en septembre 1212 aux poissonniers un local pour y construire une halle. Un véritable cahier des charges prévoit que la pluie ne doit pas tomber dans le bâtiment, que ce dernier disposera d'une sortie du côté de la Boucherie, que les étaux ne doivent pas être profonds de plus de 9 pieds (moins de 3 mètres) et qu'ils doivent être au nombre de seize. Ce bâtiment sera réservé à la vente des poissons frais, les poissons salés pouvant s'écouler, tant en gros qu'en détail, en tout autre lieu de la ville²⁸. L'institution est due à des causes analogues à celles qui provoquent la localisation des boucheries : soin de l'hygiène publique, protection du consommateur, protection du seigneur en ce qui concerne les redevances qui lui sont dues. Il existe du reste à Montpellier un autre bâtiment spécialisé pour l'usage d'une seule profession : l'Orgerie, où se traitent toutes les ventes de céréales. Déjà, en 1168, Guilhem VII avait concédé pour permettre une telle construction une place, un « plan » selon l'expression méridionale, pour remplacer les boutiques avoisinantes des orgiers et où se faisait auparavant le commerce des céréales²⁹. Au xv^e siècle, l'orgerie changea de place ; Louis XI confirme en 1466 des privilèges accordés à l'Orgerie³⁰ : cette disposition n'empêcha pas les orgiers du Pyla Saint-Gély de recourir au Parlement de Toulouse en 1478 : l'affaire fut évoquée au Grand Conseil l'année suivante³¹ ; nous ne savons malheureusement pas quelle en fut la solution.

Il sera remarqué que ces bâtiments professionnels concernent exclusivement, ou presque, les métiers de l'alimentation. La raison y tient à ce que ce sont là des activités où les pouvoirs municipaux tiennent par-dessus tout à protéger le consommateur urbain, qui satisfait là des besoins essentiels, tout en étant sujet à de faciles tromperies sur le prix, le poids ou la qualité. Or les métiers de l'alimentation sont moins que les autres tenus au groupement géographique par la nature même de la profession pratiquée ; l'existence d'un local unique remplaçant de multiples points de vente permettra à la concurrence de s'exercer pleinement, pour le plus grand intérêt des acheteurs. Ce mode de protection

²⁷ *Hist. Lang.* t. VIII, c. 1155 ; « ... Domus messellarie castri de Avinio-neto... »

²⁸ Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f° 64.

²⁹ *Ibid.*, f° 59 et 72.

³⁰ *Ibid.*, f° 180, et Greffe de la Maison Consulaire n° 27-30.

³¹ Arch. Mun. Montpellier, Livres des clavaires du consulat, année 1477-1478, f° 95 ; les disputes entre les deux groupes d'orgiers semblent avoir commencé dès 1475.

particulière de l'acheteur de denrées se rencontrera à nouveau en d'autres domaines, comme en matière de fixation des prix et des marges bénéficiaires. Ce n'est qu'exceptionnellement que les professions non alimentaires bénéficient d'un local commun : telle la halle aux cuirs de Toulouse ; tels également les points de vente uniques pour les teinturiers des villes de Carcassonne, Béziers, Narbonne et Limoux prévus par des lettres patentes de Philippe V du 24 février 1318³². Il est vrai qu'ici la nature de l'activité impose un certain groupement : le séchage des draps teints impose, soit un local destiné à ce seul usage, soit comme à Narbonne, des berges de rivières suffisamment dégagées³³. On peut également citer le *tendare* commun en 1392 aux pareurs de Carcassonne³⁴.

Hors le cas d'un édifice spécialement affecté à la vente, il peut être décidé par les statuts, toujours pour favoriser le consommateur local, que les produits du métier doivent être vendus seulement au marché. Ici encore, la réglementation est particulièrement stricte en ce qui concerne l'approvisionnement de la ville en produits comestibles. C'est ainsi qu'à Narbonne les pêcheurs ne peuvent éviter midi la vente en marché de tout leur poisson frais, selon un règlement consulaire de septembre 1243, comme d'ailleurs selon les prescriptions modernes, que s'il s'agit de fournir les voyageurs et les habitants de leurs villages, outre leur propre nourriture³⁵.

Cette disposition, moins l'exception prévue au profit des voyageurs, est reprise par une criée publique du 1^{er} août 1271³⁶. A Toulouse, deux

³² *Ord. des rois de France*, t. XI, pp. 447-458.

³³ Sur ce point, cf. abbé Sigal, *Contribution à l'étude de la Cathédrale Saint-Just de Narbonne*. Bull. comm. arch. Narbonne, 1921, p. 152.

³⁴ *Ord. des rois de France*, t. XVI, pp. 536-546, art. 5.

³⁵ Arch. Mun. Narbonne, A A103, 3^o thalamus, f^o 12 ; AA 106, 6^o thalamus, f^o 7 ; AA 109, 9^o thalamus, f^o 12 ; transcrit en roman, AA 108, 8^o thalamus, f^o 28 v^o ; AA 110, 10^o thalamus, f^o 45 v^o. « ... Statuimus et inviolabiliter observari precipimus quod nullus piscator in stagnis que sunt de districtu Narbone, vel in mari de capite Laucate et totius termini Laucate usque ad gradum de Venres, occasione saliendi, vel alia ratione, nisi quantum necessarium fuerit viatoribus et sibi hominibus castrorum de quibus ipsi piscatores fuerint, in illa die vel in crastina ad comedendum et non ad conservandum vel ad saliendum, in causa vendendi alibi exportandum ; imo ipsi piscatores teneantur per se, vel per nuncios suos, afferre omnes pisces quos ceperant in foro Narbone et ibi vendere usque meridiem, non tamen revendoribus. Et revenditores piscium, occasione partis quam habent in piscibus, vel occasione alicujus contracte societatis cum piscatoribus, vel alio modo, non audeant vendere nec retinere pisces in foro vel extra ante meridiem, nec audeant emere pisces in via que ducit in stagnum vel ad mare nec in ipso stagno vel mari, nec etiam infra Narbonam, vel alibi, donec sit adportatum in foro sic supradictum est... »

³⁶ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^o yhalamus, f^o 37, et AA 107, 7^o thalamus, f^o 40, art. 1 : « Aujatz o aujatz o sans comandan las Cortz de Mossenher l'arsevesque et de Mossenher N'Aymeric, vescompte de Narbona, ab cossel dels proshomes de la Ciutat del Borc, que nuls homes ausi vendre peys ques prengan del cap de Leucata entrol gra de Venres, el camini ni en autre loc entro qui l'aja aportat en la plassa del mercat de Narbonna, si non als homes de los Castels de la ou lo peys seria pres, a lur necessari tant solament, ni cant lo peys seria venguts al mercat de Narbona nuls revendedor non ausi comprar pes entro sia sonatz lo senh de mey dia... ».

statuts de métiers, concernant l'un les pelhiers et l'autre les oliers, donnent au contraire une place moins importante aux opérations passées en marché. Le statut des pelhiers de mars 1279 (n.s.) limite les achats de ces derniers au seul Marché tant que celui-ci dure³⁷. Quant aux oliers, leur statut d'août 1303 n'autorise les opérations commerciales relatives à toutes sortes d'huiles que sur la *platea communis* et dans les maisons des hôteliers³⁸. Dans un sens analogue, les métiers de Montpellier ne sont autorisés par le règlement du 28 février 1366 (n.s.) à vendre que hors de leurs boutiques pendant la semaine précédant Noël, et ce, au seul bénéfice du marché tenu autour de l'église Notre-Dame des Tables et sous peine de confiscation des verres³⁹. Mais, d'une façon générale, les gens de métier sont libres de vendre où ils le désirent : les ortolans ou jardiniers de la même ville peuvent vendre, hormis les dimanches et fêtes aussi bien en l'Herberie que dans leurs jardins, leurs maisons ou ailleurs selon les statuts du 4 juin 1365⁴⁰. Toujours à Montpellier, les drapiers se font concéder par Charles X le 15 décembre 1376, puis par Charles le Mauvais en mai 1377, une place de la ville et l'un des trois marchés de la semaine pour la vente exclusive de leurs draps : mais ces textes n'imposent pas l'obligation de ne vendre qu'en cet endroit et ce jour-là : c'est là bien plutôt une commodité nouvelle offerte aux drapiers⁴¹. De même, les pareurs de Carcassonne, une fois les draps scellés, peuvent les écouler aussi bien à la halle qu'au marché ou ailleurs, selon l'article 14 des lettres patentes de Louis XI datées du mois de décembre 1466⁴². Ainsi, et sauf les exceptions plus haut signalées, il est possible d'affirmer que les métiers de l'alimentation sont plus astreints que les autres à l'obligation de la vente, non pas seulement publique, mais en marché. On va voir maintenant comment, en ce qui concerne la plupart des métiers, la protection du consommateur et la

³⁷ Mulholland, *op. laud.*, p. 47, art. 4 : « Item quod aliquis pelherius in diebus fori dum forum duraverit in villa ista Tholose et ad forum venerit non exeat a dicto foro seu eat pro emenda aliqua re de dicto officio pelharie ultra illum locum in quo coyronium venditur in dicto foro. »

³⁸ *Ibid.*, *id.*, p. 99, art. 10 : « Item voluerunt, statuerunt et ordinaverunt prenominati domini consules quod aliquis homo vel femina non sit ausus vendere nec mercari per se nec per aliquem (*sic*) aliam personam interpositam oleum nucum neque nogalhones nec aliud oleum infra dex Tholose, nisi fuerint in platea comuni sive in hospitiiis hostaleriorum ».

³⁹ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, Pierre Gilles, notaire du Consulat, f° 54, art. 4 : « Item quod quicumque habitator Montispessulani non audeat tenere in platea aliqua extra domum suam aliquod genus vitrorum seu ipsum portans per villam cum cavascello vel aliter, preter quod in septimana proxime precedenti festum Nativitatis Domini et tunc in platea ante domum consulatus Montispessulani juxta ecclesiam Beate Marie de Tabulis dicti loci et quicumque contrarium fecerit tociens quociens id fecerit perdat hujusmodi vitrum dicte caritati applicandum et ad cognitionem consulum caritatis ipsius qui tunc possint portare per villam cum cavascello, ut est consuetum ».

⁴⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f° 8 et BB 8, f° 17.

⁴¹ Textes publiés par Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, pp. 489-492.

⁴² *Ord. des rois de France*, t. XVI, pp. 536-546.

publicité des ventes sont garanties d'une autre façon, c'est-à-dire par le rapprochement topographique des boutiques individuelles.

2. — LES MÉTIERS GROUPÉS PAR RUES.

En étudiant l'apparition des institutions corporatives au XII^e siècle, il est déjà apparu que, dès cette époque, les métiers commencent à n'être pratiqués qu'à l'intérieur de quartiers bien spécialisés. Citons à cet égard les orgiers de Montpellier, au sujet desquels la concession d'une place en avril 1168 nous apprend que leurs boutiques étaient dès auparavant groupées autour du palais des Guilhem⁴³. De même, les coyra-tiers disposaient, dès la concession d'un *plan* en décembre 1167, de tables voisines les unes des autres⁴⁴. Enfin un échange passé en juin 1194 entre Guilhem VIII et un changeur de la ville mentionne, traitant du confront d'une table vers le cers, des tables groupées où travaillent d'autres changeurs⁴⁵. A Toulouse également, il a été noté que, d'après le statut du 5 juillet 1222, les bouchers sont répartis en trois groupes géographiques : cette répartition a un caractère contraignant, puisqu'aucune installation ne peut se faire dans un autre quartier⁴⁶. Cela n'empêche pas qu'un siècle plus tard les bouchers soient, comme on l'a vu, répartis en douze quartiers : bancs mages, Saint-Sernin, Saint-Etienne, Montaygon, rue Peyrolières, Bazacle, Saint-Cyprien, Carmes, Salin, Palais, Dalbade, sans oublier les bancs situés entre les portes du Châtea-u Narbonnais⁴⁷.

A considérer l'ensemble des métiers d'artisans du XIII^e au XVI^e siècle, et en dehors des divisions par rues, il est visible que certains quartiers, et naturellement ceux du centre en particulier, sont spécialement riches en groupements professionnels. Ainsi des lettres patentes du duc de Berry du 16 mai 1408, rendues à la suite de l'incendie qui venait de détruire plusieurs quartiers de Toulouse, nous apprennent que la rue des Changes y était « la plus notable rue de la ville », et que la place de la Pierre Saint-Géraud s'identifiait alors avec le centre des affaires, groupant des halles, un centre de boucherie, les mesures publiques destinées aux céréales, ainsi que de nombreuses « boutiques et estaulx », éléments commerciaux auxquels il faut ajouter un marché qui avait lieu trois fois par semaine⁴⁸. A Montpellier, il est même possible de retracer une évolution des situations successives du centre des affaires : du XII^e au XIV^e siècle, la ville trahit sa fortune originelle due au passage des pèlerins sur une des principales routes menant à Saint-Jacques de Com-

⁴³ Arch. Mun. Montpellier, Grand Thalamus, f^o 59-72.

⁴⁴ *Liber instrumentorum Memorialium*, f^o 72.

⁴⁵ *Ibid.*, f^o 73.

⁴⁶ Teulet, *Layettes*, t. I, p. 547, n^o 1541 : « ... Et quod nemo possit scedere carnes recentes in civitate Tholose nisi in istis jamdictis III banquis, scilicet in istis banquis majoribus, et in banquis de Dalbata, et in banquis qui fuerunt juxta domum Petri Urseti qui fuit... »

⁴⁷ Mulholland, *op. laud.*, pp. 64-72.

⁴⁸ Arch. Mun. Toulouse, AA 46.56.

postelle, par une activité surtout localisée le long du *camin roumieu* qui traverse la ville depuis le Pyla Saint-Gély jusqu'à la porte de la Sauerie, séparant sur une bonne partie de ce parcours Montpellier de Montpelliéret⁴⁹. Toutefois, dès le XIII^e siècle se manifeste une transformation qui « embourgeoise » ce quartier : dans l'organisation de défense de la « commune clôture », non seulement les grands métiers, mais les bourgeois ayant pignon sur rue, avocats, notaires, *homines de plassa* sont chargés de la garde des portes perçant la partie du rempart qui longe d'assez près ce quartier : portes d'Obillon, de Saint-Denis, de Montpelliéret⁵⁰. Au XV^e et au début du XVI^e siècle, les compoix montrent une lente remontée du centre des affaires vers le centre géographique de l'agglomération, autour des Loges et de la place des Cévenols (près des modernes Halles Castellane)⁵¹. C'est cette évolution qui explique qu'aujourd'hui les rues de la ville qui sont désignées par une qualification artisanale se trouvent, plus particulièrement dans deux secteurs de la ville : le long de l'ancienne limite séparant d'un côté la partie de la ville restée longtemps aux mains des rois d'Aragon puis de Majorque, et de l'autre côté la « part antique », c'est-à-dire de l'ancien domaine des évêques de Maguelone cédé à Philippe le Bel en 1292, et dans la direction du sommet de la colline et de l'actuelle préfecture.

Une évolution, difficile d'ailleurs à jalonner avec précision, semble également se dessiner à Narbonne, où jusque vers la fin du XIII^e siècle les règlements de police économique sont surtout destinés à la Cité, tandis qu'à partir de cette époque le Bourg paraît devenir de plus en plus la partie de l'agglomération où se traite l'essentiel des affaires. C'est ainsi qu'un texte de 1243 concernant les bouchers, les fournisseurs, la vente des denrées, les poissonniers et les revendeurs de blé n'est élaboré qu'à l'usage de la Cité⁵². De même, un acte d'Aimery V ne règle en 1272 le mesurage de l'huile et son courtage, ainsi que celui du vin et du miel que pour la seule Cité⁵³. En 1276, les seuls consuls de la Cité déterminent les règles de police applicables aux ventes de légumes et de fruits⁵⁴. Enfin, en 1278, il ne s'agit que de la Cité dans une ordonnance consulaire concernant le courtage des draps, les criées des vêtements, le commerce de l'or et de l'argent, ainsi que celui des bestiaux⁵⁵.

⁴⁹ G. Grasset-Morel, *Montpellier, ses sixains, ses îles et ses rues*. Montpellier, Valat, 1908, p. 265 et s.

⁵⁰ Le détail de ces gardes est décrit au *Petit Thalamus*, pp. 95-98.

⁵¹ Une illustration en est fournie pour le métier des apothicaires par H. Irissou, *La Pharmacie à Montpellier des origines aux statuts de 1572*. Paris, Guizard, 1935, p. 30 et s.

⁵² Arch. Mun. Narbonne, AA 103, 3^e thalamus, f^o 12 ; AA 106, 6^e thalamus, f^o 7 ; AA 109, 9^e thalamus, f^o 12, transcrit en roman ; AA 108, 8^e thalamus, f^o 28 v^o ; AA 110, 10^e thalamus, f^o 45 v^o.

⁵³ Arch. Mun. Narbonne, AA 102, 3^e thalamus, f^o 12 ; AA 106, 6^e thalamus, f^o 7, AA 109, 9^e thalamus, f^o 12, transcrit en roman ; AA 108, 8^e thalamus, f^o 28 v^o ; AA 110, 10^e thalamus, f^o 45 v^o.

⁵⁴ *Ibid.*, AA 2 ; AA 99, 1^{er} thalamus f^o 43, AA 101, 2^e thalamus, f^o 4 ; AA 106, 6^e thalamus, f^o 55 v^o, transcrit en roman ; AA 107, 7^e thalamus, f^o 14.

⁵⁵ *Ibid.*, AA 110, 10^e thalamus, f^o 133.

Ici s'arrête la liste des dispositions de police économique applicables à la seule Cité. En revanche, c'est exactement à la même époque qu'il en apparaît de nouvelles, mais cette fois relatives au Bourg. En effet une sentence de l'archevêque étend en 1277 les prescriptions qu'Aimery V appliquait à la Cité en 1272⁵⁶. Plus significatives encore sont les modifications apportées aux statuts de 1243 en 1286, mais ici pour le seul usage du Bourg⁵⁷. La réglementation du droit de marque établie en 1294, et qui intéresse essentiellement les marchands, ne concerne que ceux du Bourg⁵⁸. D'autre part, les habitants du Bourg sont classés au début du XIV^e siècle en corps de métiers, dont les chefs assistent les consuls dans leurs délibérations⁵⁹ et qui servent de cadres lors des montres de la milice urbaine⁶¹, tandis que l'organisation des métiers de la cité n'est plus mentionnée après 1278⁶². Il semble donc bien qu'à partir du XIV^e siècle, la plupart des affaires commerciales se traitent dans le Bourg et non plus dans la Cité. Une même évolution a dû se produire à Carcassonne où, d'une part et comme de juste, la cité est plus ancienne que le Bourg, et dont, d'autre part, les métiers organisés au XIV^e siècle exercent leur activité dans le Bourg ; ainsi pour les bouchers⁶³ et pour les pareurs de drap, auxquels les rois donnèrent de nombreux statuts, tels Philippe VI le 12 juin 1330, en mars 1335, en février 1336, et Louis XI en décembre 1466⁶⁴. Cet indiscutable déplacement de l'activité commerciale, et donc du lieu où s'effectuent les transactions, a rendu nécessaire ces statuts.

A l'intérieur de ces quartiers spécifiquement commerçants, et même parfois en dehors d'eux, chaque métier occupe normalement une rue. C'est là un phénomène de géographie urbaine très général en Languedoc : plus précisément, il ne se produit que dans les villes proprement dites et non dans les petites agglomérations restées de vocation essentiellement rurale. Ne présentent un caractère vraiment urbain que les cités dotées d'un artisanat suffisamment populeux pour que les diverses branches puissent s'y discerner topographiquement. La localisation professionnelle est si générale dans ces villes que l'administration municipale tend à y confondre le métier exercé et la rue où il est pratiqué : en 1278, les consuls de la Cité de Narbonne, après avoir pris un établissement, décident de faire prêter serment à la population par groupes de 15 à 20 personnes choisies comme représentant tout à la fois leur métier

⁵⁶ *Ibid.*, AA 110, 10^e thalamus, f^o 139.

⁵⁷ *Ibid.*, AA 3, AA 101, 2^e thalamus, f^o 17 v^o ; transcrit en roman ; AA 107, 7^e thalamus, f^o 34.

⁵⁸ *Ibid.*, AA 103, 3^e thalamus, f^o 56 v^o ; AA 106, 6^e thalamus, f^o 45 v^o.

⁵⁹ *Ibid.*, AA 101, 2^e thalamus, f^o 318 ; AA 106, 6^e thalamus, f^o 48 v^o.

⁶⁰ *Ibid.*, AA 99, 1^{er} thalamus, f^o 318 ; AA 101, 2^e thalamus, f^o 70 v^o (8 juillet 1312).

⁶¹ *Ibid.*, AA 101, 2^e thalamus, f^o 73 (18 août 1314).

⁶² Cf. ci-dessous, n. 14.

⁶³ Cf. L. D'Alauzier, *Un registre du XIV^e de la sénéchaussée de Carcassonne*. *Bull. Phil. Hist.*, 1948-1949-1950, p. 45.

⁶⁴ Tous ces textes sont publiés par Mahul, *Cartulaire de... Carcassonne*, t. II, pp. 114-122.

et leur rue⁶⁵. A Carcassonne, les consuls des métiers sont considérés en même temps en 1336 comme consuls des rues⁶⁶. Il semble donc que le groupement topographique ne soit pas le fait de quelques métiers, mais qu'il concerne l'ensemble de l'artisanat.

Un examen des métiers localisés ainsi que nous les donnent nos sources, confirme ce caractère général des rues professionnelles, dont le XII^e siècle, nous l'avons vu, avait esquissé la formation. A Montpellier où, on le sait, le statut de 1204⁶⁷ interdit les changements de résidence des différentes professions, quelques noms de rues commerçantes nous sont fournies par l'acte de délimitation des domaines respectifs du roi d'Aragon et de l'évêque de Maguelone, selon une transaction du mois de janvier 1273 (n.s.)⁶⁸. Les anciens quartiers de la Blanquerie et de la Fusterie y sont mentionnés comme ils l'étaient aussi en 1232, la Blanquerie ayant même donné son nom à une des portes de la ville⁶⁹. La rue des floquiers, dont il a déjà été question, est également citée en 1273, de même que l'Aiguillerie Vieille, dont le nom est resté encore aujourd'hui à une des rues de la ville, et qui laisse supposer que dès le XIII^e siècle existait déjà dans l'agglomération un second groupement d'aiguilliers. En 1380, on peut signaler une rue de la Socaié, c'est-à-dire des fabricants de socques⁷⁰. D'autre part, lorsque des reconnaissances de droits d'usage sur des maisons et des tables de marchands sont faites en 1386 au roi de France, avec l'indication de leurs confronts on y mentionne des rues de la Teinturerie Vieille, de la Mercerie, de la Peausserie, de la Barralerie — celle-là toujours ainsi nommée — de la Draperie de Sainte-Croix, de la grande Grolerie et de la petite Grolerie (cordonnerie d'occasion) du Palais, de la grande Orgerie⁷¹.

⁶⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 110, 10^e thalamus, f^o 142 v^o, art. 5 : « ... Item, quels cossols, de cossolat en cossolat, passan jurar de cascun menestier, de XV entro a XX prosomes, e per carreiras e per ylas, segon que lur sera vist, que gardon per els e per los luos los davanditz establimentz. E si aicels juratz vezian que degunas personas, ricas o paubras, quals que sia, fesson contrals davanditz establimentz, en part o en tot, que aquo ajan a repelare e manifestar als cossols, o a lurs escudiers o mesages al pus tost que poiran. E si cossol o cossols o vezian, tant de lurs escudiers lo messages quant d'autras personas, que encontenent a ajan a punir segon que desus se conten. »

⁶⁶ *Hist. Lang.*, t. X, c. 759 (Arch. Nat. JJ 70, n^o 239) ; suppression des tailles par la communauté de Carcassonne et établissement dans cette ville d'un impôt unique, 13 février 1336 : « ... Et licet plures alii et diversi homines diversorum ministeriorum Carcassonne omniumque viarum sive careriarum consules... »

⁶⁷ Art. 28.

⁶⁸ Arch. Mun. Montpellier, Grand Thalamus, f^o 29 v^o.

⁶⁹ *Ibid.*, f^os 84 et s.

⁷⁰ Arch. Dép. Hérault, fonds des notaires acquis par le clergé, Pierre Gilles notaire, 1380-1381, f^o 5 v^o.

⁷¹ Arch. Dép. Hérault, G, Collège Saint-Benoît-Saint-Germain : « Carreria sabaterie de palatii » « carreria tinturarie vetuste », « carreria merssarie », « carreria pelliparie », « carreria baralarie », « carreria draperie Sante Crucis », « Carriera la Grolaria », « carreria parve Grolarie palatii », « carreria Ordearie magne ».

Le phénomène de localisation des métiers se constate ailleurs qu'à Montpellier. Ainsi à Carcassonne se distingue dès 1270, puis de nouveau en 1274 une rue des *sartres* ou tailleurs⁷². De même, dès 1277 existe une rue des savetiers⁷³. A Narbonne, un texte du 11 juillet 1291 rappelle comment les consuls ont demandé au bayle du vicomte de faire tenir libre de tout encombrement une rue affectée aux marchands, vendeurs et revendeurs⁷⁴. Plus précis sont les renseignements que nous offre une criée effectuée les 4 et 5 septembre 1302 ; il y est question d'une Parerie Neuve de la Cité, d'une Cordonnerie Neuve, d'un plan des Fabres, d'une Parerie Vieille et d'une Parerie Neuve du Bourg⁷⁵. En ce qui concerne les teinturiers et les pareurs de draps de Carcassonne, de Narbonne, de Béziers et de Limoux, les lettres patentes du 24 février 1318 (n.s.) les contraignent à ne travailler que dans une seule rue par ville⁷⁶. A Nîmes, les rues de la Fruiterie et de la Sabaterie apparaissent dès la fin du XII^e siècle⁷⁷. Au XV^e siècle est signalée près des Arènes de cette ville une rue de la *Tenchureria* (teinturerie)⁷⁸. Saint-Gilles même connaît au XIV^e siècle une *carrerìa recta spicerìa*, une rue droite de l'épicerie⁷⁹. Plus au nord, Le Puy, où l'on a déjà distingué deux boucheries au XIII^e siècle, groupe ses marchands drapiers autour de Notre-Dame des Anges, ainsi qu'il a pu être remarqué plus haut ; quatre métiers au moins, changeurs, drapiers, bouchers et poissonniers sont localisés à Lodève⁸⁰. A Albi, une transaction passée en 1493 permet d'identifier les rues de la Peyrolierie (Chaudronnerie), de la Porcarie (boucherie de porcs), de la Coutellerie, de la Boucherie et de la Sabaterie⁸¹. En ce qui concerne cette dernière, un compoix de 1343 énumère déjà des savetiers de la « Sabataria de Sanct Jolia », tandis qu'une lauzime de 1356 en indique un autre groupement⁸².

Il est possible de s'assurer, grâce aux actes de la pratique, que les dénominations professionnelles de ces rues ne sont pas simplement traditionnelles, mais qu'elles groupent bien les artisans d'un même métier. L'exemple montpelliérain est à cet égard instructif. En effet, un acte de vente passé le 30 octobre 1293 par les ouvriers de la « commune clôture » porte sur un terrain situé dans la rue de la Fusterie (charpenteria) d'Obillon : les confronts qui y sont indiqués sont constitués par trois maisons, toutes habitées par des fustiers⁸³. Un autre texte, bien plus tardif puisque daté de 1523, mentionne un savetier, feu

⁷² Bibl. Nat., Coll. Doat, t. 253, f^{os} 649 v^o et 643 v^o.

⁷³ *Ibid.*, f^o 654.

⁷⁴ Bibl. Nat., Coll. Doat, t. 49, f^{os} 309-316.

⁷⁵ Bibl. Nat., coll. Doat, t. 49, f^o 309-316.

⁷⁶ *Ord. rois de France*, t. XI, pp. 447-458, art. 20 et 21.

⁷⁷ Igolen, *Nîmes et ses monuments*, p. 22.

⁷⁸ Arch. Dép. Gard, G 676.

⁷⁹ Arch. Dép. Gard, G 1133.

⁸⁰ Martin, *Histoire de Lodève*, pp. 314 et s.

⁸¹ Aug. Vidal, *Histoire des rues du vieil Albi*. Albi, 1904, pp. 44-45.

⁸² Arch. Dép. Tarn, G 371, f^o 6 et f^o 40.

⁸³ Arch. Mun. Montpellier, Greffe de la Maison Consulaire, F. 8. 3005.

Jean de Saint-Tuans, qui habitait rue de la Sabaterie Neuve⁸⁴. Mais surtout, ce sont les témoins aux criées faites à certains carrefours de la ville qui nous renseignent sur la continuité de résidence des artisans dans la rue qui porte le nom de leur spécialité. Ainsi, pour une criée de 1350, deux pelletiers sont présents au plan de la Pelleterie, un blanquier rue de la Blanquerie⁸⁵. Pour celle de 1352, les mêmes présences d'autres membres des mêmes métiers sont à signaler⁸⁶, ainsi qu'encore ces pelletiers en 1382⁸⁷. En 1391, on note deux changeurs au plan des « tables de changeurs », ainsi que deux fustiers du quartier du Peyrou, et un pelletier dans la rue qui porte le nom de ce métier⁸⁸. En 1396, ce sont encore trois changeurs, deux fustiers et deux blanquiers qui peuvent être cités comme résidant dans leurs quartiers normaux⁸⁹. Enfin, la criée de 1409 s'opère devant deux changeurs au « plan des tables » de ce métier, tandis qu'au Peyrou un autre fustier est à remarquer⁹⁰. Il semble donc bien que l'article de la coutume locale relatif à l'obligation pour les membres d'une même profession de rester groupés dans les lieux traditionnels d'activité soit encore respecté en fait.

La spécialisation topographique présente même ceci de remarquable en Languedoc qu'elle y est restée appliquée particulièrement tard. C'est ainsi qu'une ordonnance du juge d'appaux de Toulouse, intervenait le 24 septembre 1491 dans un conflit où est engagé le métier des « candeliers », définit ces derniers comme des vendeurs de fromages et de chandelles installés aux marchés de la Pierre Saint-Guiraud et de la Daurade⁹¹. Une autre sentence du même juge, qui nous est parvenue sans date, mais où le nom des parties et des témoins permet d'appliquer l'année 1509, prononce la séparation des métiers jurés des chevrotiers, des bouchers et des agneliers, en décidant que les chevrotiers ne pourront s'établir que dans quatre quartiers de la ville : sur la grand'place Arnaud-Bernard, à la porte Saint-Etienne, aux barris (pieds des remparts) du Château Narbonnais, à Sint-Cyprien⁹². Au Puy, les textes que nous avons déjà étudiés et qui remontent seulement, l'un à 1525, l'autre aux années 1540-1550, donnent le nombre approximatif des laboureurs installés dans deux quartiers de la ville, et que l'on distingue par cette différence dans les résidences, les uns habitant rue Saint-Jacques, les autres le Posarot.

Les raisons qui déterminent les pouvoirs publics, et essentiellement l'autorité municipale, à faire de cette localisation une règle, tiennent à

⁸⁴ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la commune Clôture, A.O. 8. 374 bis, n° 530.

⁸⁵ *Ibid.*, G.A. 9, n° 78.

⁸⁶ *Ibid.*, n° 80.

⁸⁷ *Ibid.*, n° 90.

⁸⁸ *Ibid.*, n° 100.

⁸⁹ *Ibid.*, n° 101.

⁹⁰ *Ibid.*, n° 104.

⁹¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 64 : « ... Tenentes caseos vel candelas in foris platee Petre et Deaurate... »

⁹² Arch. Mun. Toulouse, AA 3.317.

la fois dans la concurrence plus grande entre boutiquiers voisins vendant les mêmes produits — il ne faut pas oublier qu'aucun achat ne se fait au Moyen âge chez un commerçant sans de longs marchandages préalables ⁹³ —, et dans les moindres risques de fraude que permet une surveillance groupée par les gardes municipaux, et aussi par les membres eux-mêmes du métier les uns sur les autres, la vie dans une même rue n'autorisant guère de fraudes importantes et suivies à l'insu des confrères. C'est pour cette même raison que les statuts des métiers du drap toulousain de 1227 interdisent tout particulièrement le travail à domicile des tisserands pour leur propre compte, alors qu'ils sont en possession de commandes de clients qui pourraient souffrir de cette exécution simultanée ⁹⁴. Chez les « daziers » ou « taxilliers », c'est-à-dire les faiseurs de dés de Toulouse, dont les plus anciens statuts furent révisés le 16 avril 1298, une autre limitation indirecte des lieux de travail résulte de l'obligation de nettoyer les objets fabriqués sur une pierre prévue pour cet usage, toute contravention étant punie d'une amende de deux sous de Toulouse : le problème est ici d'éviter que les daziers puissent fabriquer des dés pipés ou même simplement inégaux et maladroitement polis ⁹⁵. Dans les statuts des pelhiers du 18 mars 1279 (n.s.) c'est au contraire la protection des achats faits par les gens du métier qui est assurée par un article très général qui interdit d'acquérir des pièces d'habillement en tout lieu suspect, étant assimilées à ce cas les ventes à la chandelle, où il est difficile de se rendre compte de l'état de conservation du vêtement proposé et où les risques d'incendie d'une part, de complicité d'un recéleur d'autre part, sont fort élevés ⁹⁶.

En l'absence de toute réglementation d'ensemble qui fournisse une motivation, il semble bien que la localisation topographique des métiers de l'artisanat réponde à des besoins très différents, mais convergeant dans le sens d'une nécessité admise de ces groupements urbains, gens de

⁹³ Ainsi qu'en témoigne la fréquence des statuts municipaux relatifs à la criée des prix.

⁹⁴ Mary Ambrose Mulholland, *Statutes on clothmaking Toulouse 1227*, Essays in honor of Austin Patterson Evans. Columbia University Press, New York, 1955, art. 16, pp. 176-177 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliquis textorum qui pannos lane faciant pro mercede non faciant nec fecere valeant ipsi vel eorum uxores, suos proprios pannos in suis domibus nec illo alio loco alio modo. Immo se reddant et concedant pro draperiis vel pro textoribus, et hoc sit in eorum electione et si forte pro draperiis se reddiderint et concesserint, quod non teneant, neque tenere valeant, in domibus suis, nec in eorum posse textores qui faciant pannos aliorum hominum vel feminarum pro mercede ».

⁹⁵ Mulholland, *Early, Gild Records...*, p. 40, art. 9 : « Item ordinauerunt et statuerunt domini consules supradicti quod aliquis dazerius seu exercens officium seu ministerium dazeriorum non sit ausus abluere taxillos seu datz nisi super lapide super quo consueuerunt abluere taxillos seu datz, et si forte aliquis contrafecerit puniatur in duobus solidis tolosanorum, quorum medietas sit dicte curie parve (consulum Tolose) et alia medietas bajulorum dicti officii seu ministerii pro eorum labore quem sustinuerint in bajulia tempore eorum regiminis. »

⁹⁶ *Ibid.*, p. 48, art. 7 : « Item quod nullus pelherius modo aliquo emat nec sit ausus emere raubam aliquam seu aliquid de dicto officio pelharie cum lumine nec etiam in aliquo loco suspecto ».

métier et consommateurs y trouvant leur intérêt, et les consulats ayant ainsi plus facilement en mains le contrôle de la police économique. Nous verrions là volontiers des rassemblements à l'origine spontanés, puis encouragés et très rapidement imposés par le pouvoir consulaire. L'habitude de grouper les boutiques d'une même profession dans une seule rue s'incorpore si bien aux mœurs qu'au moment de la décadence des pouvoirs urbains dans le Midi de la France, c'est-à-dire essentiellement au XVI^e siècle, les métiers jurés, dont la volonté, nous le verrons, s'exprime d'une façon bien plus indépendante qu'à travers l'organisation corporative médiévale, reprennent pour leur compte, mais alors en tant que privilège des maîtres jurés à l'égard des « privés », l'installation dans la rue spécialisée. C'est ainsi que vers le milieu du XVI^e siècle les couteliers jurés de Montpellier se voient réserver l'exclusivité du commerce dans la rue de la Coutellerie : c'est là une disposition expressément édictée aux dépens du métier voisin de la quincaillerie, qui semble bien ne pas être réglementé encore à cette époque, et de toute façon ne se groupe pas dans un secteur déterminé de l'agglomération⁹⁷.

Ainsi le métier méridional, et particulièrement le métier organisé, n'est pas composé de boutiquiers éparpillés à travers la ville, mais constitue un groupement géographique d'un seul tenant ou parfois composé de deux quartiers. On a vu que cette organisation est utilisable par les pouvoirs publics en des matières fort diverses, comme, à Narbonne, pour les milices municipales ou les prestations de serments collectifs. Mais bien autrement importantes sont les conséquences de cette localisation topographique sur la vie juridique elle-même des métiers et surtout sur l'organisation politique de la cité : on va voir qu'en effet les représentants des métiers comme ceux de la dernière ville sont choisis ou élus selon un découpage électoral qui se calque souvent sur la division de la ville en quartiers professionnels. Il est possible même d'affirmer que toute circonscription géographique, qu'elle soit à but fiscal, électoral ou militaire, correspond obligatoirement à une répartition de la population urbaine suivant les différentes professions exercées.

3. — LE RÔLE ÉLECTORAL DE LA LOCALISATION TOPOGRAPHIQUE.

Il vient d'être indiqué que le phénomène de localisation corporative est sans doute d'origine plus spontanée qu'imposée. Comme on l'a fait remarquer récemment⁹⁸, la disposition contraignante à cet égard con-

⁹⁷ Petit Thalamus, p. 222, art. 19 : « Item qu'il ne sera permis à aulcung, quel qu'il soyt, de tenir boticque de coteaux ne d'iceulx vendre en la rue de la Cottellerie ou sont lesd. mestres jurés de cotteliers s'ils ne sont mestres passés, attendu que les quinqualleurs peuvent vendre en la place et autres lieux de la ville. »

⁹⁸ Gunnar Mickwitz, *op. laud.*, p. 216, combat la thèse de Keutgen considérant la localisation des métiers comme un phénomène voulu et créé par les pouvoirs publics : « ... Wir brauchen deshalb noch keineswegs zu der Keutgenschen Hypothese einer obrigkeitlichen Verteilung der Gewerbe zu grei-

tenue dans la coutume de Montpellier de 1204 est unique en Europe. A notre avis cependant, une telle obligation de résidence collective n'est que le reflet d'une répartition géographique des artisans plus marquée en Languedoc que partout ailleurs. C'est en Languedoc également que se trouvent le plus grand nombre d'exemples de consuls de métiers élus ou désignés par ventilation entre les différents quartiers où résident et travaillent des artisans de la profession. Il va de soi que de tels cas ne se rencontrent que dans l'hypothèse où le métier comprend un tel nombre de participants ou est d'une nature telle que toutes les boutiques n'y peuvent être contenues dans les limites d'une seule rue ou même d'un seul secteur de la ville.

Parmi les *bayles* ou chefs de métier, il peut d'abord être fait une distinction selon les anciennes divisions de la ville dont ils représentent respectivement les artisans : à l'antique opposition du Bourg et de la Cité que l'on rencontre déjà à Toulouse et dans un certain nombre de villes méridionales, comme à Narbonne et à Carcassonne, correspondent des choix distincts des *bayles*, au moins en ce qui concerne les « semaliers », c'est-à-dire les tonneliers, de Toulouse : ils seront désignés — probablement par les capitouls —, à raison de deux pour représenter les artisans de la cité, et d'un pour ceux du Bourg⁹⁹. Il est ainsi frappant de noter que les métiers toulousains retrouvent à l'extrême fin du XIII^e siècle (puisque ces statuts datent de février 1300), une distinction parmi leurs représentants analogue à celle des capitouls au moment de leur apparition dans les textes, c'est-à-dire cent cinquante ans auparavant.

Avec les statuts des pâtissiers de la même ville, du mois de juillet 1320, se rencontrent des *bayles* encore mieux distincts par leur origine géographique : sur leur nombre total de quatre, l'un représente les artisans de la rue du chapitre Saint-Sernin, le second ceux de la rue Pierre-Ysarn, le troisième les pâtissiers de la rue du Comminges, le der-

fen, um das Vorkommen der Handwerkerstrassen eine Erklärung zu finden. Wenn man die Fälle ausnimmt, in denen die Behörden aus Rücksicht auf die Umgebung gewisse Gewerbe in entlegene Stadtteile verweisen, kenne ich nur eine Stelle aus der Entstehungszeit der Zunft, die ein obrigkeitliches Eingreifen erwähnt. In Montpellier verbot der Petit Thalamus 1204, art. 29, die Übersiedlung von Werkstätten und Läden in eine andere Gegend. Nur die Fischverkäufer durften einmal umsiedeln. Wenn die Zahl der Läden zunahm, durften sie sich auf die angrenzenden Strassen ausdehnen. Diese Stelle ist aber in ihrer Art die einzige. In St. Riquier scheint ebenfalls die örtliche Verteilung ebenfalls wirklich durchgeführt gewesen zu sein... »

⁹⁹ Mulholland, *op. laud.*, p. 16, art. I : « In primis quidem dicti domini consules Tholose statuerunt et ordinauerunt ut quoque anno post creationem dominorum consulum Tholose, in quolibet consulatu qui pro tempore fuerunt in Tholosa, fiant, constituentur et ordinentur III bajuli in dicto ministerio, scilicet duo de civitate et unus de burgo, qui jurent ad sancta Dei evangelia corporaliter manibus tacta, quod servant et procurent tenere et servare bona fide ab operantibus in dicto ministerio seu artificio prelibato dum dictam bajuliam tenebunt prout alii bajuli loco eorum juraverunt. »

nier enfin ceux de la rue des Penheniers¹⁰⁰, un telle spécialisation n'apparaît pas dans les statuts précédents des mêmes pâtisseries, qui sont pourtant de peu antérieurs, puisque datés du mois d'avril 1316 (ns.)¹⁰¹. Il s'agit donc d'une évolution récente : à notre avis, c'est là un signe du caractère relativement tardif du développement de la localisation dans les métiers toulousains ; ce retard est particulièrement net par comparaison avec Montpellier, si l'on se réfère aux listes de rues à dénomination professionnelle que l'on y rencontre dès le XII^e siècle, et dont on a pu voir qu'elles étaient à l'origine plus fréquentes dans la cité des Guilhem, alors que Montpellier n'est certainement pas à cette époque plus peuplée que la capitale des comtes. C'est pourquoi, toujours à Toulouse, certains métiers à effectifs particulièrement importants continuent à posséder des *bayles* spéciaux pour chaque quartier. Les sartes et juponiers, par exemple, ont, d'après leurs statuts du 26 juillet 1446 huit *bayles* répartis selon les quatre quartiers de la ville où travaillent des artisans du métier ; outre ces chefs de métiers, quatre *sobrepausats* ou surposés chargés du contrôle de la fabrication, sont créés à raison d'un pour chacun de ces quartiers¹⁰². De même, le métier juré des save-tiers, dans les statuts du 28 mai 1464 dispose de cinq chefs élus par les bayles sortants, à raison d'un par « partie » ou quartier, sans autre précision d'ordre géographique¹⁰³.

En ce qui concerne Montpellier, on y retrouve naturellement et fort tôt, une confusion entre chefs de métiers et administrateurs de rues déterminées : c'est ainsi qu'une vente de 1231 fait allusion à des *proshomes* de la *carrieyra* de la Pelherie¹⁰⁴. Ces mêmes *bayles* des fripiers

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 57 : "...Presentibus, volentibus et concensientibus et requirentibus Jacomardo, patisserio de Carraria canonie Sancti Saturnini, Honoreto, patisserio de carreria Petri Isarni, vocato Johaneto, patisserio de carraria Convenarum, et Guioneto, patisserio de carraria Panteneriorum vocata, baiuli dicti monasterii (sic) pastisarie, ut dixerunt, et pro se ipsis et omnibus aliis patisseriis et nomine eorum bajulatus et universitatis dictorum patisseriorum Tholose et singulorum ejusdem..."

¹⁰¹ *Ibid.*, pp. 53-57.

¹⁰² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 137 v^o, art. 2 : « Item plus ordeneren que per maintenir la dicta confrayria et los dretz del mestier se metran hueyt bayles sartes per cascun an, so es assaber de la partida de la Daurada et de Saint-Subra dos bayles sartes et ung bayle gipponier, et l'autre bayle gipponier sia cascun an et se mudara per las autras bayllas. Item de la partida del castel dos bayles sartes. Item de la partida de Sant-Stephe dos autres bayles sartes. Item de la partida de la portaria dos bayles sartes » ; art. 3 : « Item que cascuna de las partidas desus vocadas hi ayan ung sobre-pausat... »

¹⁰³ *Ibid.*, f^o 7 v^o, art. 1 : « Primierement statueren et ordeneren lesditz sehors de capitol que per conservation deldit mestier et utilitat de la causa publica cascun an en la festa de la conception de Nostra Dama sian elegitz per los baylles deldit mestier sinc bailles de cascuna partida ung, lesquels aian et puescan regir et governar ledit mestier ; et quels sia permes levar et recebre las penas et justicias en los presens statutz contengudas ; et tals elegitz representen alsditz senhors de capitol ou leur deputat per prestar juramen... »

¹⁰⁴ Arch. Mun. Montpellier, fonds du greffe de la Maison consulaire, F. 7. 2993.

réapparaissent dans un accord de 1269 relatif à l'acte de vente précédent.¹⁰⁵ Quant aux *canabassiers* ou faiseurs de toiles de chanvre, le serment qu'ils prêtent traditionnellement aux consuls à partir de la fin du XIII^e ou du début du XIV^e siècle montre qu'ils sont répartis en deux rues distinctes : aussi leurs quatre *proshomes* sont élus chaque année à raison de deux par rue¹⁰⁶. A l'égard des fustiers, dont nous avons vu qu'ils formaient deux groupes, l'un près de la porte d'Obillon et l'autre autour de celle du Peyrou, il est curieux de constater les modalités d'un engagement qu'ils contractent en 1248 envers les ouvriers de la « commune clôture » au sujet de la construction d'un portail perçant le rempart : il est rédigé à cet effet deux actes séparés, tous deux en forme de charte-partie *per alphabetum*, chacun contenant la promesse séparée de l'un des groupes de fustiers, les procureurs de ces artisans étant également bien distincts¹⁰⁷. Ici, les deux groupes de fustiers se comportent presque comme s'ils réunissaient des artisans de professions tout à fait distinctes. Au contraire, lors de la rédaction des statuts de la *caritat* des fustiers en 1304, quatre consuls particuliers du métier apparaissent, mais il ne semble pas que l'on distingue parmi eux ceux qui représentent les fustiers d'Obillon et ceux qui sont responsables des fustiers du Peyrou : ils sont désignés tous quatre comme consuls des fustiers des deux portes¹⁰⁸. Dans les textes postérieurs à ces statuts et

¹⁰⁵ *Ibid.*, 2994 et 2995.

¹⁰⁶ *Petit Thalamus*, p. 268 : « Aquest sagramen fan las gardas del mestier de la canabassaria » ; art. 2 : « Item venray e gardaray ab tota diligentia e cautela que li ribiers, ni li peyriers, nils corratiers que fan mercat de telas non fasson frau ni bautuc, ni engan ni dan non donon en las telas que lur seran bayladas per blanquir o per adobar, ni sen res que puescon esser dampnozas a las dichas telas non meton en las bugadas, e totas les causas veyray e faray e far faray a mon poder et ab coselh de IIII proshomes del mestier, so es assaber II de cascuna carieyra, losquels cascun an sien elegutz ayso coselhar las gardes ; et yeu, fenit lan de mon regimen, ab los IIII cosselhiers elegirem II proshomes del mestier a gardas esser bons e lials segon bon albiri : et ayso gardar e complir prometi e juri per aquest sans avangelis de Dieu de me corporalmens tocastz. »

¹⁰⁷ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la commune clôture, G. D. 174, n° 310 (fustiers d'Obillon) et 175, n° 311 (fustiers du Peyrou) ; n. 310 : « ... Nos Petrus de Carnas, Petrus Pelegrini et Michael Guiraudi, fusterii et habitatores Montispessulani, procuratores constituti a probis hominibus fusteriis Montispessulani commorantibus infra portale de Obilione et in vico fustarie prope idem portale et extra, absque omni dolo et fraudis machinatione, nomine proprio et officio dicte procuracionis ac potestate, cum hac carta publica, promittimus et firmiter convenimus paciscendo vobis dominis operariis Montispessulani, quod nos dicti procuratores fusterii prenominati ex concessione tam a vobis dominis operariis nominatis quam ab aliis vestris consociis nobis data, faciemus et creabimus edificare unum portale, quo est nunc portale clausum de petra, quod portale clausum est juxta bisturrem que est prope portale de Obilione, faciendo fieri et edificari dictum portale alte magnum et aptum per quod animalia cum adriga caricata trabis seu cairatis, vel alia fusta possit seu possint transire et intrare in vallatum absque lesione, dampnificamento dicte bisturris et amportalis quod est ante dictum portale de Obilione ».

¹⁰⁸ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartier, c. II : « ... Nos Petrus Massilhani et Guillelmus Ferrerii et Berengarius Martinenc et Raymundus Marsialis, fusterii, habitatores Montispessulani, consules fustarie portalis de Peyrono et portalis novi de Montepessulano, et homines qui de dicto officio fustarie

où apparaissent des charpentiers, ces derniers ne sont plus désignés comme habitant l'un ou l'autre des deux quartiers spécialisés : il s'agit seulement de *fusterii Montispessulani* : ainsi Pierre Salvan, chargé en 1363 de construire une charpente à l'hôpital Notre-Dame par les consuls majeurs¹⁰⁹ ; de même, Pierre d'Ayric, chargé la même année de réparer la tour du Clocher de Notre-Dame des Tables¹¹⁰ ; de même encore, Durand Fabre, *fustié* de Montpellier, qui doit d'après un contrat passé en 1393 avec les ouvriers de la fabrique de la même église, reconstruire une partie du même clocher¹¹¹.

En avril 1320, ce sont les jupiers de la même ville qui rédigent les statuts de leur *caritat*. Par l'article 4 de ce texte, il est prévu que le métier sera dirigé par deux consuls particuliers, l'un étant pris dans la rue de la Pierre et l'autre dans la rue des Socquiers. Mais l'élément intéressant de cet acte tient au fait que cette disposition semble avoir été ajoutée sur l'initiative des consuls majeurs, alors que les premiers articles de ces courts statuts ont été convenus, est-il expressément indiqué, par les jupiers eux-mêmes sous le simple contrôle de l'administration municipale. Il semble donc qu'encore au XIV^e siècle les consuls tiennent à conserver l'esprit de l'article de la coutume de 1204, qui sanctionnait la localisation des métiers. A cet égard, le prétexte invoqué pour affecter chaque chef de métier à un des quartiers de la ville où se trouvent des boutiques de jupiers ne doit pas faire illusion : la gestion d'affaires qui est ici mise en cause, par un contre-sens d'ailleurs évident, saurait difficilement expliquer la spécialisation des consuls du métier, d'autant plus que c'est une augmentation des résultats de cette gestion qui est le prétexte de cet article, alors que, comme nous le verrons plus tard, le nombre de deux chefs constitue le minimum de représentants que se donnent les métiers languedociens. En réalité, les consuls ont certainement voulu empêcher que l'une des deux rues de jupiers, à effectifs minoritaires, ne voie régulièrement lui échapper toute participation à l'administration du métier par ses propres chefs¹¹².

utuntur seu uti consueverunt qui juxta dicta portaria morantur vel circa in illa parte, qui consules officii communiter nuncupantur... »

¹⁰⁹ J. Renouvier et A. Ricard, *Des maîtres de pierre et des autres artistes gothiques de Montpelleir*, *Mem. soc. Arch. Montpellier*, t. II, 1850, p. 293 : « ... Ego Petrus Salvanh fusterius Montepessulani... promitto et convenio... me hedifficare seu hedifficari facere meis expensis propriis de fusta et clavellis bene et sufficienter unum techatum cujusdam domus Beate Marie Montispessulani... »

¹¹⁰ *Ibid.*, *id.*, p. 294 : « Ego Petrus de Ayrico fusterius Montispessulani promitto et convenio... aptare bene et sufficienter tornum cimbali majori companilis dicte ecclesie... »

¹¹¹ *Ibid.*, *id.*, p. 295 : « ... Segon se los convenens que an los obries de la gleya de Nostra Dona de Taulas an sen Duran Fabre, fustié de Montpelier, en la reparacion del cloquier... »

¹¹² A. Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, p. 469 : « Et quia per multiplicationem negociorum necesse est negociorum gestores multiplicari, ideo domini consules inferius nominati ordinaverunt quod ab inde in antea unus consul sit de officio juparie in carreria que vadit de Beata Maria de Tabulis versus carreriam que vocatur *La Peyra*, et de alia carreria que vocatur *La Soquaria* alius consul. »

Au XIV^e siècle, plusieurs autres métiers montpelliérains sont dirigés par des chefs distincts selon les quartiers de travail des artisans, et, par-tant, forment des associations parfaitement indépendantes les unes des autres, malgré l'identité des activités exercées. En ce qui concerne les merciers, par exemple, une transaction du 9 mai 1363 termine un débat qui s'était élevé entre les argentiers et les merciers du plan de Notre-Dame des Tables, les charités de ces deux métiers devant n'en former qu'une à l'avenir¹¹³. On n'y voit pas apparaître ces autres merciers, groupés dans le quartier de Castelmoton, et qui pourtant eux aussi sont organisés corporativement à la même époque, puisque le 17 avril 1369 Guiraud Dalhe, consul de ce groupe de merciers, traite avec le consul des sédiers au sujet d'un artisan dont les *caritats* de ces deux professions se disputent l'admission¹¹⁴. Ainsi non seulement les merciers ne disposent pas d'un groupement rassemblant tous les artisans de la ville exerçant cette profession, mais l'exemple des merciers de Notre-Dame des Tables permet de constater que, pour former une association confraternelle, le rapprochement des lieux de travail est plus fort que la diversité des activités pratiquées. En matière de cordonnerie, une même indépendance entre rues du métier se vérifie lors de la rédaction des statuts de confrérie. Le 8 avril 1365, les deux consuls de la *Caritat* des savetiers de la rue Saint-Jacques font admettre par les consuls majeurs un certain nombre d'articles¹¹⁵. Ne voulant pas être en reste, le 13 mai de la même année les trois consuls du métier des savetiers de la rue de la sabaterie font ratifier leurs statuts par l'administration municipale¹¹⁶.

Mais de tous les métiers montpelliérains exerçant dans plusieurs rues, celui où les plus grandes distinctions sont faites entre ces secteurs de la ville est la profession de drapier. En effet, il existe deux rues de la draperie, l'une près de l'église Saint-Firmin, l'autre près de celle bâtie en l'honneur de la Sainte-Croix. Le premier de ces groupes ne teint qu'en rouge, d'où son nom, parfois utilisé, de « polpriers ».¹¹⁷ Le second utilise les teintures autres que la graine de houx et n'a une importance sociale que bien moins considérable. Nous avons d'ailleurs déjà vu le rôle que les « drapiers vermeils » prennent dans les élections consulaires. On les voit également intervenir collectivement, mais indépendamment des « drapiers sobeyrans », c'est-à-dire communs, lors de la présentation d'un de leurs consuls particuliers aux consuls majeurs le 1^{er} mars 1373¹¹⁸ ; le nouveau chef de métier prête, une fois admis par les consuls,

¹¹³ Arch. Mun. Montpellier, BB 4, Pierre Gilles, notaire du Consulat, f° 13.

¹¹⁴ *Ibid.*, BB 5, f° 5.

¹¹⁵ *Ibid.*, BB 7, f° 3 v°, BB 8, f° 4.

¹¹⁶ *Ibid.*, BB 7, f° 6 ; BB 8, f° 5, il est à noter cependant qu'en 1320 avait été établie une confrérie commune ; cf. Germain, *op. laud.*, p. 469 : « ... Sabaterii infrascripti, facientes, ut dicebant, corpus sabateriorum ville Montispessulani, seu majorem et saniozem partem dicti corporis... »

¹¹⁷ Cf. Lovis Thomas, *op. laud.*, p. 56.

¹¹⁸ Arch. Mun. Montpellier, BB 14, Pierre Gilles, notaire du Consulat, f° 60 v° : « proshomes de la draparia soteyrana... »

le serment traditionnel, qui est d'ailleurs commun à ces drapiers « de la soteyrana » comme aux autres drapiers de la ville ¹¹⁹. Une telle supériorité économique et sociale d'un groupe professionnel sur un autre groupe qui exerce un métier pourtant presque identique, trouve également un exemple parmi les merciers du Puy à une époque plus tardive, puisqu'au XVI^e siècle ils semblent former deux associations différentes, les merciers de Notre-Dame des Anges étant visiblement tenus pour les plus considérables ¹²⁰.

Outre ce rôle sur les formes du corporatisme languedocien, le fait matériel du groupement géographique des artisans d'une même profession exerce une influence certaine sur le choix des consuls majeurs eux-mêmes. Partout en effet où la circonscription électorale est d'ordre géographique — c'est-à-dire dans tous les cas où, comme à Montpellier et à Nîmes, elle n'est pas directement assise sur la profession —, les habitants d'un même quartier destinés à élire un ou plusieurs consuls de leur « chaperon » représenteront un certain nombre de métiers, et ceux-là seulement : ainsi la profession, soit directement, soit indirectement sert d'assiette à l'établissement du système des élections consulaires : cela que les quartiers soient désignés sous le nom de « gaches » comme à Castres ou à Albi, sous celui de « partidas » comme à Toulouse ¹²¹, ou sous le terme plus moderne « d'îles » comme au Puy, où les 22 îles correspondent au XVI^e siècle aux 22 corps de métiers principaux ¹²². Ainsi, quand une charte reconnaît à une ville le pouvoir de se donner un syndicat ou un consulat, les métiers sont au moins indirectement intéressés au mode d'élection des magistrats municipaux. On en citera comme exemple les ordonnances consulaires de Villeneuve d'Aveyron, qui prévoient le 12 mai 1340 la désignation de huit *prohomes* élus à raison de deux pour chacune des quatre « gaches » qui divisent la ville ¹²³. En

¹¹⁹ Petit Thalamus, pp. 263-264 : « Aquest sagramen fan las gardas del teng de la grana. — Yeu hom establitz a gardar lo teng de Montpeylier jur sobre aquest sans avangelis que yeu fizelmens e lialmens garderay lo teng de Montpeylier de grana e de roia e de verstz e de iaunes, que neguna falseza non si passa ni ren contral sagramental que devon far aquels que devon tenir e Montpeylier, e non suffriray que neguns hom y tenhe si premieyramens non avie fag lo sagramental que es establitz, il quel sagramental non penray de negun home en que aia mala suspetion, si non o fazon acosselhadamens. E que si neguns hom fasia contral sagramental del teng, que o faray assaber a la cort del senhor rey et a vos senhors cossols. Et en ren de tot ayssso non gardaray amistat ni enemistat de negun home, et ayso tenray daqui a la Tostz sans. E que pueys triaray IIII proshomes a gardar lo davan dich teng ab cossols dels proshomes de las dos draperias de Montpeylier. E tot ayso atendray e gardaray a bona fe ses mal engen, si Dyeus me aiut et aquestz sans avangelis. Et es sabedoyra cauza que aquels IIII proshomes que son establitz a gardar lo teng devon esser drapiers, e devon entrar a la Tostz Sans ».

¹²⁰ A. Chassaing, *Chronique d'Etienne Médicis*, t. I, p. 310.

¹²¹ Cf. Paul Dognon, *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion*. Paris-Toulouse, Picard-Privat, s.d., p. 48 et n. 1.

¹²² A. Chassaing, *op. laud.*, t. II, pp. 82 et 255.

¹²³ E. Baillaud et P.A. Verlaguet, *Coutumes et privilèges du Rouergue*. Toulouse, Privat, 1910, p. 177.

effet, même dans ces villes d'importance secondaire, mais qui sont cependant plus que de simples bourgs ruraux, il semble qu'existe aussi cette tradition de localisation topographique des métiers¹²⁴.

Nous avons ainsi pu voir combien l'élément purement géographique pouvait avoir eu d'influence dans le développement du corporatisme languedocien. C'est là un phénomène sans doute particulièrement marqué en ce qui concerne les commerces et industries purement alimentaires : la fréquente obligation, ou tout au moins l'usage de vendre en halles et en marchés permet ici une protection du consommateur plus efficace, parce que plus nécessaire, que partout ailleurs. Mais on a pu également constater que l'apparition au XVI^e siècle et la généralisation aux deux siècles suivants de rues spécialisées affecte l'ensemble de l'artisanat méridional. Les métiers qui n'en sont point affectés sont relativement rares : même le grand commerce n'en est pas exclu, ainsi que le soulignent l'exemple des changeurs de Montpellier et celui des drapiers de la même ville. Ne sont naturellement pas touchées des activités comme celles des colporteurs, qui exigent une mobilité considérable du vendeur. Un cas intermédiaire est celui des pâtisseries de Toulouse, dont on a vu qu'ils résidaient dans cinq quartiers différents de la ville : c'est là un chiffre élevé pour un métier dont les effectifs sont certainement assez restreints, leur production étant réservée à des consommateurs de nombre relativement limité. Il est probable que dans chacune de ces cinq rues voisinent quelques boutiques du métier : on parvient ainsi à un compromis entre les nécessités du groupement topographique et l'obligation de se rapprocher d'une clientèle qui bouderait des boutiques par trop centralisées. Mais c'est là un cas exceptionnel, la plupart des « arts mécaniques » se livrant à des activités trop nécessaires au public pour que ce dernier hésite à se déplacer. Dans l'espace, la généralisation de ce phénomène se complique cependant, dans un cas déterminé, d'une question de pure démographie ; l'existence de métiers pratiquant la même activité en divers points de la ville et, de ce fait possédant autant de chefs de métiers et de groupements associationnels qu'il se distingue de rues différentes dans le cadre de la même profession, est pratiquement limitée aux villes de Toulouse et de Montpellier : il ne faut pas en conclure à une différence de nature entre l'organisation artisanale de ces deux cités et celle des autres agglomérations du Midi du royaume, mais on y verra bien plus le reflet d'une ampleur démographique plus considérable dans ces deux cas qu'ailleurs ; il est bien évident que seule une ville importante peut abriter des artisans d'une même profession répartis en diverses rues éloignées les unes des autres.

Au point de vue de la durée de cette concentration topographique, le cadre qu'offre le Languedoc est aussi vaste dans le temps que dans l'espace. Il est à retenir que le groupement géographique des artisans, qu'il soit contraignant comme à Montpellier, ou librement consenti,

¹²⁴ Les Arch. Hosp. Alès contiennent des registres de comptes de marchands de la petite ville d'Anduze d'où ressort une spécialisation assez nette des différentes rues.

ainsi que cela semble être la règle partout ailleurs, se prolonge au moins jusqu'au XVI^e siècle, pour nous arrêter à l'époque que nous avons choisie comme limite chronologique *ad quem* de cette étude. Les métiers jurés du XV^e et du XVI^e siècle reprennent à leur compte, et parfois même en en faisant, on l'a noté, une règle contraignante, la tradition languedocienne, plus marquée que dans le reste de l'Europe chrétienne, du voisinage des boutiques spécialisées dans les mêmes fabrications et les mêmes ventes.

Au vu de ce phénomène localisateur si général, il est permis de se demander si le mouvement corporatif n'affecte pas les métiers géographiquement groupés, et ceux-là seuls. Il serait séduisant de rapporter les causes de l'organisation corporative à la nécessité de réglementer la police d'une même rue. A notre avis, cette hypothèse demande à être examinée. Tout d'abord, il faut bien reconnaître que presque tous les métiers dotés d'une organisation collective rentrent dans la catégorie des professions topographiquement localisées. Cette observation ne doit toutefois être entendue que pour les cas où la profession, dans ses statuts ou dans d'autres documents, a laissé des traces permettant d'identifier l'emplacement des boutiques qui en relèvent, mais le nombre de ces sources étant relativement élevé, il semble possible d'extrapoler ces renseignements aux métiers organisés dont nous ignorons les modalités de groupement dans la cité. En revanche, parmi les professions occupant une rue ou un quartier déterminé de la ville, il en est certaines, dont l'exercice est resté parfaitement dégagé de toute entrave réglementaire spéciale : il n'est que de citer les changeurs ou les drapiers en vermeil de Montpellier. Autre exception, dans les petites villes, les métiers sont en principe également affectés par le phénomène de localisation géographique, alors que le mouvement corporatif y est nettement plus restreint, du moins en Languedoc : il ne concerne qu'une dizaine de villes de cette région, celles naturellement qui dominent les autres par le chiffre de leur population. Il est ainsi possible de conclure que le groupement des boutiques du métier dans un même secteur est une condition quasi nécessaire, et tout au moins favorable au développement du système corporatif.

Un autre facteur est indispensable à l'apparition d'un tel phénomène associatif : il faut que les pouvoirs publics, et tout particulièrement les plus importants d'entre eux dans le Midi, soit les organisations consulaires, soient assez puissantes et conscientes de leur pouvoir de police économique pour mener une action suivie. C'est ici que la localisation des métiers va prendre son plein sens de condition nécessaire à la naissance de groupements professionnels. La réglementation consulaire va être grandement facilitée si elle s'applique à une partie de la population homogène à la fois par la nature du travail qu'elle accomplit et par le lieu même de ce travail. L'étude du rôle des consuls dans la vie des métiers fait donc logiquement suite aux développements qui viennent d'être exposés.

CHAPITRE V

LES POUVOIRS MUNICIPAUX ET L'ORGANISATION CORPORATIVE

Il a été établi depuis quelque temps que le système parisien d'organisation corporative ne représente jusqu'au XV^e siècle qu'un type relativement rare dans le royaume, et que bien plus fréquentes sont les villes où le contrôle de l'autorité municipale s'exerce seul sur les métiers. Sans parler même du métier dit « réglé » des villes du nord de la France, il est indiscutable que dans le domaine d'expansion des consuls, ces derniers élaborent une réglementation économique générale à laquelle sont soumis les artisans et les commerçants de la cité¹. Il est ainsi possible de constater que le Languedoc est couvert au nord par toute une série de villes qui jalonnent *grosso modo*, au Nord et au Sud, cette fameuse ligne qui sépare, à quelques différences près, les pays de droit écrit des pays de coutume, les régions où l'on parle la langue d'oc de celles qui utilisent la langue d'oïl, les territoires où l'on bâtit selon les anciennes techniques romaines de ceux où l'on construit selon des principes spécifiquement gaulois. Dans ces villes du centre de la France, les métiers, qui ne se jurent pas avant le XVI^e siècle, voient appliquer les ordonnances municipales économiques ou relatives à l'hygiène. C'est ce que l'on peut constater à Poitiers², à Bourges³, à Limoges⁴, à Clermont en Auvergne⁵, à Besançon⁶, à Nevers⁷, à Lyon, enfin, pour un certain nombre de métiers⁸. On voit donc que si les consuls interviennent en Languedoc en matière corporative, ce n'est pas là un trait spécial à cette région.

Cependant, il semble que l'initiative consulaire en Languedoc, et dans une certaine mesure aussi en Provence⁹ dispose d'armes beaucoup plus

¹ Cf. Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, p. 95, où il est précisé que dans un certain nombre de villes « ... les gens de métiers sont seulement soumis aux règlements généraux de police émanant du consulat ».

² Boissonnade, *Essai sur l'organisation du travail en Poitou*, t. II, 900, *passim*.

³ E. Levasseur, *op. laud.*, t. II, pp. 97 et s.

⁴ E. Lyon, *La corporation des maîtres boulangers de la ville de Limoges*, 1907, p. 5.

⁵ H. Hauser, *Ouvriers du temps passé*, p. 7 et s.

⁶ Grosrenaud, *La corporation ouvrière à Besançon*, 1907, pp. 96 et s.

⁷ L. Guéneau, *L'organisation du travail (industrie et commerce) à Nevers aux XVII^e et XVIII^e siècles (1660-1790)* Th. Lettres. Paris, 1919, p. 43.

⁸ H. Hauser, *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*, p. 133 et s.

⁹ M. Billioud, *op. laud.*, p. 249 et s. ; très souvent, l'association professionnelle prend la forme d'une confrérie, et les chefs du métier sont alors appelés des prieurs.

efficaces que dans les villes qui viennent d'être citées : en effet l'autorité municipale, non contente d'appliquer aux membres des corps de métiers les ordonnances générales par lesquelles elle réglemente la police économique, participe directement à la vie du métier et à l'élaboration de ses règles corporatives par divers procédés. On a déjà vu qu'en Languedoc on ne saurait parler d'un très grand nombre de métiers libres, et c'est là la différence qui sépare cette région des villes du centre de la France, où l'on pourrait dire que c'est dans la mesure où le métier reste inorganisé que l'administration municipale asseoit son autorité sur les artisans de la profession. Ainsi une zone d'activité consulaire intense en matière corporative, le littoral méditerranéen et la région toulousaine, est flanquée au Nord par une autre zone à caractère moins marqué, le Centre de la France.

Ce même caractère de simultanéité d'une organisation corporative et d'une action du Consulat sur l'association professionnelle sépare le Languedoc de la Provence où, d'une façon assez générale, le métier est si bien contrôlé par les pouvoirs publics municipaux que les traces de corporatisme s'y réduisent à la présence de chefs de métier. Ce trait se retrouve d'ailleurs de l'autre côté du Rhône, soit dans la partie du Languedoc voisine de la Provence, et on verra plus loin que Nîmes, par exemple, dispose d'une organisation des métiers où le phénomène associatif ne dépasse pas, sous une influence certainement provençale, le degré de développement limité qu'il a atteint à Avignon, à Arles ou à Marseille. De même, le Languedoc s'éloigne sensiblement de la Gascogne et de la Guienne, régions où le groupement professionnel ne prend guère, sauf exceptions, que l'aspect d'une confrérie¹⁰.

L'intervention consulaire connaît d'ailleurs en Languedoc une indiscutable évolution. Nous verrons que la reconnaissance de la compétence de l'administration municipale n'est pas allée sans difficulté : en matière de police des métiers, le premier problème qui se présente est en effet de savoir à qui appartient cette police ; or, à peine au moment où les consuls se sont débarrassés de la concurrence des agents seigneuriaux, apparaît un autre facteur tendant à la réduction des libertés urbaines : les officiers royaux vont en effet s'efforcer rapidement d'attirer à eux la connaissance des affaires corporatives, tant sur le plan administratif que sur le plan judiciaire. Il est cependant possible, malgré ces querelles et ces rivalités, de qualifier le Moyen âge méridional de période consulaire en ce qui concerne la police des métiers. Cette dernière tire ses formes — ordonnances municipales applicables aux gens de métier, soit directement, soit par l'intermédiaire d'officiers semi-municipaux, semi-corporatifs, généralement appelés gardes — des modes ordinaires d'administration qu'utilisent les consuls pour gérer la communauté urbaine dont ils sont responsables. Outre les titulaires de ce pouvoir et ses formes, l'objet de la police consulaire montrera comment le métier

¹⁰ F.A. Brutails, *Note sur les anciennes confréries et l'assistance mutuelle dans le Sud-Ouest*, *Rev. philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1903, n° 9.

surmonte ses crises et les querelles qui opposent, soit les artisans de la même profession entre eux et donc à l'intérieur même de l'organisation corporative, soit l'ensemble des membres du métier à un autre groupe professionnel ou même aux représentants des pouvoirs publics ; là encore, l'intervention du pouvoir consulaire en matière corporative imprime aux métiers languedociens des traits particuliers. Enfin, les querelles dont il vient d'être question peuvent s'envenimer jusqu'à prendre un aspect contentieux : c'est par l'aspect proprement judiciaire des affaires corporatives que l'administration royale réussira à supplanter, au moins en partie, l'autorité consulaire, dont le point faible a eu effet toujours résidé dans la minceur et le caractère contestable de ses attributions juridictionnelles.

Section I. — A QUI APPARTIENT LA POLICE ÉCONOMIQUE ?

Pendant tout le cours du Moyen âge, trois pouvoirs d'origines différentes ont, dans les villes languedociennes, certaines attributions de police, quoiqu'à des degrés différents : le seigneur du lieu, les consuls, et, au moins à partir du traité de Paris, les officiers du roi. Les problèmes de réglementation économique, et plus particulièrement ceux qui concernent l'organisation corporative, se présentent comme le champ clos où s'affrontent d'inévitables rivalités. Du XIII^e au XVI^e siècle, les consuls vont lutter contre les prétentions seigneuriales, tout d'abord, et avec un certain succès, mais dès le XIV^e siècle, avec les progrès du pouvoir royal, ils devront compter avec ce dernier, qui ne cessera, en dépit de quelques échecs passagers, de se développer aux dépens de l'administration municipale traditionnelle.

A) Police consulaire et police seigneuriale.

En règle générale, le seigneur territorial seul a compétence dans le Midi du XIII^e siècle pour concéder des privilèges en matière économique, privilèges qui en effet ne sont en dernière analyse que des démembrements, temporaires ou non, mais toujours volontaires, de son pouvoir féodal. Aussi, là du moins où n'existe pas d'administration consulaire, le seigneur seul est à l'origine des règlements corporatifs. Ainsi, en 1228, Bermond de Ganges accorde aux argentiers de cette ville le droit d'exercer librement leur métier sur toute l'étendue de la terre d'Hierle¹¹. Il est même un domaine où les consuls n'obtiennent aucune part et où les agents du seigneur conservent la plénitude de leurs pouvoirs : il s'agit du pacage des animaux et du choix des lieux où il est licite ; c'est pourtant là une hypothèse qui intéresse directement un des plus importants des « arts mécaniques », celui de la boucherie. Ainsi, de 1318 à 1344, une série de procès oppose des bouchers de Montpellier, d'abord au bayle du roi de Majorque, puis au recteur de la Part Antique, qui est un officier du roi de France, et qui tous deux ont interdit le pacage

¹¹ Arch. Mun. Nîmes, SS 9, chap. 25, n° 1.

des animaux dans les terres appartenant à des habitants de Montpellier ; les consuls s'étaient portés en 1326 partie opposante en l'affaire contre les bouchers, ils sont déboutés par le Parlement comme n'y ayant pas d'intérêt¹². Et dans une transaction passée en novembre 1333 entre les bouchers et le Bayle, il est bien précisé qu'à ce dernier appartient seul la connaissance et la *compulsio* des bans. Ce texte accordant le droit de pacage aux bouchers dans les champs et vignes à certaines époques de l'année, les consuls n'interviennent en la matière que pour désigner les gardes qui veilleront à l'application de ces prescriptions, et qui seront choisis à raison de deux pour les bouchers, et autant pour les laboureurs¹³ : c'est dire que les consuls ne retrouvent ici une place qu'en vertu de leur rôle naturel d'arbitres entre les différents groupes professionnels représentés dans la ville. C'est une fonction presque identique qu'ils assument lorsqu'ils chargent en 1393 leur représentant à Paris et co-consul Nat Palmier, de retrouver la décision prise par le Parlement lors du procès des bouchers : il s'agit alors de protéger ces derniers contre une nouvelle imposition royale qui, déclarent les bouchers, les lèse gravement¹⁴.

Ce double caractère du consulat vis-à-vis des métiers de la ville — arbitre des querelles entre groupes professionnels, protecteur naturel des métiers contre les dangers extérieurs —, va lui permettre de résister victorieusement aux prétentions des officiers seigneuriaux. Ces derniers ne sont cependant pas désarmés en face des consuls : le seigneur les a en effet chargés de faire respecter certains règlements émanés de lui-même ou recouverts de son autorisation : c'est ainsi que s'exprime en fait le bayle de Montpellier lorsqu'il prête serment à l'occasion de son entrée en fonctions¹⁵. Tant du moins que le seigneur ou son entourage élaboreront et promulgueront des règlements en matière économique, le pouvoir de l'officier seigneurial se fondera sur l'application de ces textes, qu'il doit faire respecter, à partir desquels il doit rendre la justice. En conservant l'exemple du bayle du roi d'Aragon à Montpellier, on peut signaler l'ordonnance de ce seigneur datée de 1259, par laquelle tous les *ministeriales* qui possèdent des étaux ou des bancs devant la porte de leur boutique doivent les ôter pour faciliter la circulation : le bayle la fait exécuter, et son pouvoir va même jusqu'à l'interpréter, puisqu'il autorise les riverains du marché aux Herbes à conserver leurs étaux à titre exceptionnel¹⁶. Parmi ces textes que le bayle doit faire appliquer, il faut naturellement comprendre la coutume, qui a sans doute été pré-

¹² Arch. Mun. Montpellier, Fonds du Greffe de la Maison consulaire, A.I. 19, 20, 22, 23.

¹³ *Ibid.*, Grand Thalamus, f° 112.

¹⁴ *Ibid.*, Omis du Grand Chartier, 165.

¹⁵ *Petit Thalamus*, p. 259 : « ... Encaras promete ejur que los establimens novels donastz et autreiastz per lo senhor de Montpeylier, en lan de 1279, so es assaber 10 de kalendas de may, tenray e gardaray, e segon aquels jutgaray. Itern quels establimens fag sobre las salaris dels escrivans e dels casseliers e dels messatges observaray. Item lestablimen del bestiari... »

¹⁶ Arch. Mun. Montpellier, Fonds du greffe de la maison consulaire, A. 12.237, 238.

parée par le conseil de ville, mais qui émane exclusivement d'une autorisation accordée par le seigneur. Ce point est rappelé par Jacques II de Majorque lorsque, le 12 janvier 1297, il confirme l'article des statuts de 1204 relatif à la teinture en vermeil, et que, sous couleur d'un simple rappel, il transforme en un droit pour les teinturiers de la ville de teindre en rouge autrement qu'avec le procédé coûteux à base de graine de houx, autorisation naturellement concédée moyennant finance. Mais là encore les consuls s'insèrent entre seigneur et gens de métier, par l'institution de *custodes* ou gardes qu'ils désignent pour veiller à la qualité des draps ainsi teints et y apposer une marque de fabrication¹⁷. A la fin du XIII^e siècle en effet, le pouvoir consulaire s'est affermi, ou plutôt l'organisation féodale s'est affaiblie au point qu'au siècle suivant les consuls évinceront pratiquement les agents des seigneurs, sauf parfois ceux qui se sont introduits à la faveur de la Croisade albigeoise, dans la plupart des villes languedociennes. C'est ainsi qu'à Albi les consuls empêchent le viguier de l'évêque qu'ils considèrent comme incompetent, de promulguer une décision relative à la police de la boucherie¹⁸. De même, un texte narbonnais du 24 mai 1312 énumère les raisons qui rendent compétents en matière corporative les seuls consuls, et non le vicomte ou sa cour, du reste dite commune parce qu'elle est également la cour des abbés de Saint-Paul et de Saint-Just¹⁹. A Perpignan, les ordonnances du bayle sont au XIV^e siècle le plus souvent relatives à la police des marchés, celle des métiers allant aux consuls²⁰. Toute une série de textes du Moyen âge va nous montrer les consuls affirmant hautement leur pouvoir exclusif en matière corporative.

A Toulouse, tout d'abord, le problème de savoir qui a compétence administrative sur les métiers se pose dès la fin du XIII^e siècle. A cette époque, en effet, le roi fait défense à son viguier d'empiéter sur les pouvoirs des capitouls en ce qui concerne l'administration des métiers en général, et plus spécialement la nomination des chefs de métiers, qui doit rester à la seule administration municipale²¹. Surtout, des lettres patentes de Charles IV le Bel datées du mois de juin 1324 nous apprennent que des contestations se sont élevées peu de temps auparavant entre le procureur du roi dans la sénéchaussée et les capitouls au sujet des statuts des couteliers ainsi que d'autres métiers de la ville, de même que sur la compétence en matière de police des marchés. Le roi, désireux d'arrêter la controverse, et en considération de l'activité de ses consuls déployée afin de maintenir la concorde entre les artisans, concède solennellement et à perpétuité aux capitouls la direction et la police sur les métiers²². Le texte fut appliqué : par un mandement du 6 mai 1326,

¹⁷ G. le texte dans Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. I, pp. 299-301.

¹⁸ A. Vidal, *op. laud.*, t. I, p. 334, n° 797.

¹⁹ A. Blanc, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, t. II, 2^e partie, pp. 674-679.

²⁰ A. Drapé, *Recherches sur l'histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon sous l'ancien régime*, pp. 34-42.

²¹ Arch. Mun. Toulouse, AA 3.117. Pièce non datée, des environs de 1295.

²² *Ibid.*, AA 3.182.

adressé au sénéchal, au viguier et au trésorier royaux de Toulouse, le roi confirme sa volonté de maintenir le privilège accordé deux ans plus tôt au corps capitulaire pour l'administration des corps de métiers et des artisans²³. Aussi, le 6 octobre 1341, Robert de Charny, réformateur royal dans les pays de Toulouse, Carcassonne et Bigorre, précise que rendant diverses ordonnances sur la manipulation des vins, les mélanges nuisibles, les taverniers, les mesures à vin et matières analogues, il n'a eu nullement le désir de porter atteinte aux pouvoirs que les capitouls tirent du droit écrit (*sic*), de l'usage et d'une longue observance, ni de les empêcher d'exercer ces pouvoirs par voie de règlements, jugements, amendes et application de ces dernières à l'entretien des ponts et autres nécessités²⁴. Ces attributions, les consuls les précisent chaque fois qu'il est nécessaire, par exemple lorsqu'ils réglementent les prix : ainsi dans les statuts des bouchers de Toulouse de 1422, ou dans l'ordonnance du 3 avril 1436, qui fixe les prix de la viande²⁵. D'autre part, il deviendra d'usage assez fréquent d'introduire dans le protocole initial des statuts d'un métier déterminé les termes mêmes des lettres patentes de 1324 relatives aux couteliers de la ville et attribuant aux consuls compétence sur les métiers. Ce texte se retrouve encore dans les statuts des sartes et juponnières de Toulouse datés du 26 juillet 1446²⁶ et même dans ceux des argentiers, pourtant considérés comme formant métier de danger, du 23 août 1466²⁷ : il est vrai que les lettres patentes de 1324 ont entre

²³ *Ibid.*, AA 8.12.

²⁴ *Ibid.*, AA 8.15,2°.

²⁵ Ph. Wolff, *op. laud.*, pp. 389-390.

²⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f°s 128, 137 et 139.

²⁷ *Ibid.*, *id.*, f°s 191 v° et 192 : « ... Considerata auctoritate tamen regia in hac parte eisdem dominis de capitulo erga curam et regimen ministrorum per recolende memorie domini Karoli quondam Francie et Navarre regem et mediante quibusdam patentibus et apertis litteris in pargameno scriptis et cera coloris viridis inpendente cum cordono ciriceo sigillatis, concessa quarum tenor sequitur et est talis. Karolus francorum et Navarre rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos dilectorum et fidelium nostrorum capitulariorum Tholose debita fidelitate obsequia, que tam predecessores nostris Francie regibus quam nobis exhibuerunt, adhenus et exhibent incessanter, curasque et sollicitudines quibus carta sibi commissorum negotiorum expeditionem felicem ministeriorum que sibi subjectorum profectum atque operariorum pacem invigilant propencius attendentes, licet inter dictos capitularios ex parte una et procuratorem nostrum senescallie tholosane ex alia, super ordinatione cutelleriorum et aliorum operariorum quorumcumque ministeriorum et victualium dicte ville lis mota fuerit et coram diversis deputatis a nobis super hoc commissariis diutius agitata, nec adhuc finem debitam sit sortita, nos dictam litem quo ad artificia, que alias ministeria vulgariter appellantur, dumtaxat penitus sapientes cutelleriorum, armureriorum et quorumcumque artificium dicte ville qui vocantur vulgariter ministras, curam, ordinationem et regimen dictis capitulariis presentibus et futuris de gratia speciali tenore presentium concedimus, committimus et donamus habendi, tenendi, exercendi et explectandi perpetuo ab eisdem, lite non obstante predicta aut alia oppositione quacumque, nostro in hiis et alieno in omnibus jure salvo, quod firmum et stabile perpetuo perseveret. Presentibus litteris nostrum apponi facimus sigillum. Actum Parisius, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo quarto, mense junii. Per regem ad relacionem nostram... »

temps donné lieu à une confirmation de Louis XI, en octobre 1461²⁸, dont le texte est lui aussi soigneusement reproduit dans le protocole de ces statuts. Cette dernière autorisation se trouve même dans les statuts de métiers du XVI^e siècle, alors que Toulouse est depuis longtemps ville jurée : c'est ainsi qu'à l'époque même où les consulats perdent de leur influence sur les métiers pour cette raison technique que constitue l'envahissement des maîtrises et jurandes de type parisien, les capitouls tiennent particulièrement à noter avec persistance l'exclusivité de leur compétence en matière de police corporative, comme ils le faisaient auparavant.

Autant que ceux de Toulouse, les consuls de Montpellier veillent à faire respecter la tradition qui leur donne attribution en matières corporatives. C'est ainsi que les serments des gens de métier, traditionnels à Montpellier aux XIII^e et XIV^e siècles, sont prêtés aux consuls et à eux seuls. Le serment des épiciers apothicaires, par exemple, mentionne des « maîtres de physique », médecins désignés par les consuls majeurs, compétents pour toutes les décisions intéressant le métier²⁹. C'est là un

²⁸ *Ibid.*, *id.*, f^o 192 et v^o : « ... Per serenissimum principem et dominum nostrum dominum Ludovicum regem modernum mediantibus suis patentibus litteris in pargameno scriptis sigillo cere visidis cum cordono citriceo diversorum colorum impendenti sigillatis, sub tenore qui sequitur, in confirmando privilegia, libertates et franchises confirmatas. Ludovicus Dei gratia Francorum rex... propterea supplicationis eorundem capitulariorum et aliorum habitatorum Tholose liberaliter annuentes, qua gratiam nostram super suorum privilegiorum confirmatione in adventu nostro ad regiam dignitatem postularent privilegia, franchises, libertates, immunitates et honores, usus, statuta, observancias et consuetudines predictae urbis, capitularibus (*sic*) et habitatoribus concessa vel concessas, quibus ex indulto predecessorum nostrorum ant nostro tempore concessio, quamsi sunt et prout usi utique consueverunt, de gratia speciali et auctoritate regia approbamus, ratificamus et ex nostra sciencia confirmamus ad eorundem perpetuam firmitatem. Quacirca tenore presencium damus in mandatis omnibus iusticiariis et subditis nostris et eorum cuilibet presentibus et futuris prout ad eos spectaverit, quatinus presenti nostra concessione, confirmatione et indulto, ipsos capitularios et habitatores presentes et futuros uti et gaudere faciant perpetuo et pacifice, contradictores ant impedidores presentes et futuros vigore justicie compellendo, et incontrarium attempata in statum pristinum reducendo. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseverat, presentes litteras nostri sigilli jussimus appositionem muniri. Datum Turoni, mense octobris anno domini millesimo quadringentesimo sexagesimo primo et regni nostri primo. Per regem in suo consilio, J. de Castel. Visa contentor Chasaugant ».

²⁹ *Petit Thalamus*, pp. 270-271 : « Aquest sacramen fan li especiadors — Ad esquivar tot mal nom e tota mala suspicion e per lialeza a tener par laquel Dyeus conserva ad home son cors e sas causas el met adenant, e per so que dilection cant a progsime sia conservada en la villa de Montpeylier, es acordit e voluntat dels especiadors de Montpeylier a salutx dels meteyches, e de tostz aquels als quals la causa del mestier lur aura obs, que els fasson lur mestier e las confectons fasson far ben e lialmens a ses tota sophistication aysi cum lantrostraris o comanda, et en aquel escrig es, ostada tota frau tota emagenation, e que non meta hom una cauza per altra sino o fasia ab cossell de cossols de mestier, o de dos maistres de phezica que seran ad ayso establitz per los senhors cossols, ni las receptions quels maystres auran despezadas non mermon ni cambion... Totas aquestas causas e cadauna se

aspect de contrôle consulaire qui se retrouve dans toutes les professions. Mais il est évident que, de tous les actes corporatifs, celui par lequel sont rédigés les statuts va appeler une attention particulière de la part de l'autorité municipale. C'est pourquoi tous les statuts de *caritatis* Montpelliéraines sont élaborés au XIV^e siècle sous le contrôle des consuls et promulgués par eux. Ainsi les pelhiers de la ville constituent procureur afin que ce dernier se présente aux consuls pour qu'ils vérifient que leur règlement ne contient rien de contraire aux coutumes et aux intérêts de la ville : les consuls approuvent les statuts après lecture et les promulguent sur le champ³⁰. Il existe bien aussi une approbation donnée par le bayle du roi de Majorque, mais pour sauvegarder les intérêts de ce personnage³¹.

Même au XV^e siècle, les gens de métiers sont conscients du rôle de protection que joue envers eux le consulat : en 1427, une supplique des argentiers de Montpellier, relative au poinçon qui doit être apposé sur leurs productions, est adressée aux consuls majeurs, qui de tout temps ont pouvoir de servir et garder les intérêts du métier, des membres

accorderon que juresson en poder dels senhors cossols can longamens tenran lo mestier despesiaria en Montpeylier habitants. E que o fasson jurar a tota lur maynada que serviran al mestier. E totas aquestas cauzas e cadauna prometon a gardar lialmens e confermar hostada tota bauzia e tota frau e tota ymagination e tota sophistication. »

³⁰ Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, pp. 471-473 : « ... Noscant omnes quod discreti viri pelheriorum, ut dicebant, seu majorem et saniozem partem dicti corporis, fecerunt, constituerunt et solempniter ordinauerunt concorditer procuratorem suum specialem Hugonem de Montillis, presentem et recipientem, videlicet ad intimandum dominis consulibus ville Montispessulani quod ipsi pelherii tam presentes quam absentes volunt facere et inire concorditer conventiones infrascriptas, non tamen faciendo trassam neque rassam seu monopolium, nec ipsas facere volunt in prejudicium juris seu honoris et dominationis illustris domini nostri regis Majoricarum, sed tantum modo ad honorem Dei et omnium sanctorum ejus, et pro utilitate animarum suarum, et ad supplicandum dictis dominis consulibus quod predictis conventionibus annuant, et admittant, et ad faciendum omnia et singula alia que in et super predictis et predicta tangentibus visa fuerent opportuna ; que quidem conventiones sunt que sequuntur... Post hec, anno quo supra..., dictus procurator existens in domus dicti consulatus, coram discretis viris dominis... consulibus dicte ville, legi fecit dictas conventiones publice coram eis ; quibus lectis, supplicavit, nomine quo supra, dictis dominis consulibus, quatenus dictas conventiones admittant et in eis prebeant suum et dicti consulatus consensum, volens dictus procurator quod, si aliqua de contentis in dictis conventionibus reperirentur fore prejudicialia juri vel honori dicti domini regis Majoricarum, vel saperent ad trassam vel rassam seu monopolium, quod pro non factis habeantur ; et dicti domini consules, attentis predictis ex parte dictorum pelheriorum supplicatis, predictas conventiones admiserunt, et consensum suum in eisdem prebuerunt. »

³¹ *Ibid.*, *id.*, p. 474 : « Post hec, anno quo supra... nos Nicholaus Ymberti, bajulus curie Montispessulani illustris domini nostri regis Majoricarum, certificati de omnibus et singulis conventionibus suprascriptis, ipsas conventiones omnes et singulas, ac omnia et singula suprascripta, per nos et nostros successores in officio bajulie, laudamus, approbamus et confirmamus, et sic perpetuo fieri concedimus et volumus ut in dictis conventionibus continetur, salvo in omnibus jure dicti domini regis Majoricarum et quolibet alieno ».

duquel ils reçoivent le serment accoutumé³². Dans ces conditions, il est normal que le consulat cherche à protéger ces attributions de l'emprise toujours ambitieuse des officiers seigneuriaux. Il y parvient d'ailleurs admirablement au XIV^e siècle, au cours de multiples escarmouches. Déjà en 1282, ils obtiennent du roi de Majorque l'exclusivité des vérifications relatives au poids du pain³³. De même, en 1292, ils parviennent à arracher au bayle la police des tavernes³⁴. Ils feront renouveler en 1364, en présence des officiers de Charles le Mauvais, les textes qui établissent leur droit à réglementer les poids et mesures³⁵. Le Moyen âge est rempli de ces confirmations obtenues par les Consuls à la suite d'empiètements sur leurs attributions par les officiers des seigneurs qui se succèdent dans la domination de la ville. En 1319, c'est un rappel de leur privilège de peser les pains mis en vente, et de donner aux pauvres ceux qui sont trouvés trop légers³⁶. Une nouvelle confirmation de ce droit leur est donnée en 1324³⁷. En 1330 il font cesser l'activité du juge royal de Montpellier et du sénéchal de Beaucaire, qui s'étaient mis à assumer eux-mêmes la répression des fraudes commises par les mazeliers³⁸. En 1442 encore, ils font affirmer par le roi de France leurs droits exclusifs à la visite des boutiques d'artisans et de commerçants et au mesurage du vin³⁹. Même en ce qui concerne les métiers de danger — et c'est là un trait commun avec Toulouse —, ce sont les consuls qui ont les pouvoirs de police économique : le bayle royal de Montpellier et le maître des monnaies en Languedoc ayant promulgué plusieurs ordonnances concernant les orfèvres argentiers, les consuls y voient une atteinte aux franchises et libertés de la ville, et se font ajourner en Parlement le 9 novembre 1365⁴⁰. Un autre texte nous montre d'ailleurs ces orfèvres prêtant serment, en 1410 aux seuls consuls de la ville⁴¹. Mais il ne faudrait pas croire que les Consuls tirent leur autorité sur les métiers du seul serment prêté devant eux ; leur pouvoir, d'origine institutionnelle et non contractuelle, est beaucoup plus assis sur la coutume, et même sur la coutume non écrite. C'est ainsi que le 31 janvier 1343 les consuls de Montpellier protestent contre un inventaire de torches et de chandelles de cire qui vient d'être fait après saisie par le bayle chez divers chandeliers de cire ; ces marchandises ont été

³² Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartier, F. 7 28 bis... « Coma a vous autres honorables seigners sia lo poder addonat et ordennat de tots temps de servir et guardar los obriers del dit mestier et ad aquels donnar et autreiar lo seignal de la dicta villa e dels prenne lour sacrament... »

³³ Arch. Mun. Montpellier, Greffe de la maison consulaire, B. 16.939.

³⁴ *Ibid.*, B. 16. 938.

³⁵ *Ibid.*, B. 16. 937.

³⁶ *Ibid.*, B. 16. 931.

³⁷ *Ibid.*, B. 16 932 et 933 ; ces confirmations si rapprochées laissent entendre que les officiers ne s'inclinèrent pas de bon gré devant l'autorité consulaire.

³⁸ *Ibid.*, B. 16. 935.

³⁹ *Ibid.*, B. 16. 940.

⁴⁰ *Ibid.*, B. 18. 1006.

⁴¹ *Ibid.*, B. 18. 1009, cf. le même serment, tiré du livre du Consulat, *ibid.*, F. 7. 3026 (12 juin 1355).

portées à la cour du roi de Majorque pour vérifier si elles sont bonnes et loyales ou bien truquées et dénaturées, *vel incarmarata seu falsa*, et ce, contrairement à la coutume de Montpellier d'après laquelle les objets ainsi saisis chez les artisans doivent être apportés à la maison consulaire pour y être examinés par des experts désignés par les consuls ⁴². Or c'est là une coutume orale, non écrite : ni la coutume de 1204, ni les établissements consulaires qui l'ont suivie ne prévoient une telle visite ; et on ne saurait étendre à une telle hypothèse l'application de l'article 87 de la coutume de 1204, qui ne prévoit un tel contrôle par des agents désignés par les consuls qu'en ce qui concerne la loyauté des instruments de mesure ⁴³.

A Nîmes également c'est « l'usage de tout temps observé » qui fonde le « privilège des consuls, à qui seuls appartient l'inspection et saisie » ⁴⁴ des marchandises qui se trouvent entre les mains des artisans : les consuls en font surtout usage pour empêcher le sergent sous-viguier royal dans la ville de veiller par lui-même à éviter les fraudes sur le poids des pains par les boulangers, alors que ces pains doivent être remis au consul clavaire. Le 15 janvier 1508 (n.s.) encore, les consuls de Nîmes font usage de ces attributions pour citer devant eux et juger un tailleur d'habits, condamné à rendre à ses clients une certaine quantité d'étoffes représentant la part de matière première sur laquelle il avait fraudé ses pratiques en taillant des vêtements trop courts ⁴⁵.

Les droits des consuls de Narbonne sur la police des métiers sont affirmés à plusieurs reprises. Le 26 août 1309, ils remettent aux commissaires désignés par le sénéchal de Carcassonne une cédule contenant l'exposé de leurs attributions, que décrivent plusieurs paragraphes ; sont désignés le banderage et l'institution des bandiers, le courtage et la création des courtiers, courtières et inquanteurs, la police des rues et les chemins, et enfin la police sur les corps de métiers ⁴⁶. Ces attributions sont exposées de la même façon que dans une énumération du XIII^e siècle dont le texte nous a été conservé ⁴⁷. Mais surtout, les consuls précisent leurs attributions le 10 janvier 1337 par une déclaration contenant l'énumération de leurs droits et privilèges, ainsi que des droits appartenant au roi et au vicomte, à la suite d'une demande faite par le sénéchal de Carcassonne, chargé d'une information qui doit préparer le paréage à conclure entre le roi et le vicomte. Dans ce texte sont faites

⁴² Arch. Mun. Montpellier, BB 3, J. Laurens notaire du consulat, f^os 99 et 100.

⁴³ *Petit Thalamus*, p. 40 ; *Layettes*, t. I, p. 262 : « Equalitas servari debet in sestariis et eminalibus et in aliis mensuris ; et minus vel majus sestarium vel emina non debet esse salis vel brenni quam tritici ; et in marcis et unciis et in libris et in aliis ponderibus et in cannis et alnis, et in ferro quintali equalitas servari debet, secundum quod antiquitus servatum est et in esmero auri et argenti similiter ; et ad custodiam istorum, duo probi homines constituentur, qui bis singulis annis omnia recognoscant. »

⁴⁴ Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n^o 22.

⁴⁵ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, pr. XLVIII, pp. 86-89.

⁴⁶ Arch. Mun. Narbonne, AA 35.

⁴⁷ *Ibid.*, AA 103, 3^o Thalamus, f^os 84 à 86.

des distinctions relatives à l'administration et à la justice des membres des métiers dans l'exercice de leurs fonctions⁴⁸ ; mais les consuls sont seuls chargés de punir les actes de rébellion des gens de métier envers leurs chefs professionnels⁴⁹. Surtout, les statuts de métiers sont faits devant les consuls⁵⁰, et la connaissance des pactes et conventions passés entre artisans leur est réservée, au moins d'après leurs dires⁵¹. En fait cependant, ces pouvoirs ont diminué : au XIII^e siècle, le roi ne possédait de juridiction sur les métiers que par prévention⁵². On verra d'autre part que les consuls se réservaient également la police des poids et mesures ainsi que celle du courtage. Un dernier point doit cependant fixer l'attention : les consuls veillent de façon spéciale à protéger le bien public en matière de police sur les meuniers et sur les fourniers, auxquels est consacré un paragraphe spécial, attachant par là un caractère traditionnellement important à l'approvisionnement de la ville en pain⁵³ ; d'autre part, la police des poissons et des viandes faisait dès le XIII^e siècle l'objet d'une surveillance particulière, pour éviter la vente de denrées impropres à la consommation⁵⁴. On a déjà vu que dès le XII^e siècle, à Toulouse par exemple, l'exercice des métiers relatifs à la

⁴⁸ *Ibid.*, AA 36 ; AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 238, art. 16 : « Item, dominus noster rex seu ejus curiales ejus nomine, ut dux Narbonne, habet justiciam immediate et insolidum in consules dicte ville et eorum consiliarios, et capita ministeriorum, et eorum nuncios et ministros, si, quod absit, delinquerent in eorum officiis ».

⁴⁹ *Ibid.*, f^o 239, art. 33 : « Item cognoscendi, puniendi sen cohersendi civiliter et pecunialiter, et pignorandi et compellendi ministeriales seu artifices, cujusquam ministerii seu artificii existant, si in aliquo modo fuerint rebelles suis capitibus ministeriorum ».

⁵⁰ *Ibid.*, f^o 240, art. 57 : « Item quod, vocati capita seu regentes ministeriorum, cum consensu suorum ministeriorum seu illorum quos ad hoc de suo ministerio convocant, possunt ordinationes facere circa ea que concernunt factum seu exercitum sui ministerii, absque lesione, tamen publice utilitatis ».

⁵¹ *Ibid.*, art. 62 : « Item et habendi cognitionem super pactionibus et conventionibus paratorum, textorum et omnium ministeriorum seu artificiorum Narbone ».

⁵² *Ibid.*, AA 103, 3^e Thalamus, f^o 85, art. 47 : « Item patent et habere consueverunt cognitionem contra paratores et textores Narbone super certis pactionibus et conventionibus suorum ministeriorum seu artificiorum Narbone. Que omnia predicta tenent dicti consules immediate solum et dumtaxat et tenere consueverunt ab antico a domino nostro rege. Et in defectu consulum dominus noster rex habet immediate omnimodam jurisdictionem. Et si in casibus predictis contingat appellare de dictis consulibus, appellatur et appellari consuevit ad dominum nostrum regem et non ad alium » (texte non daté, de la deuxième moitié du XIII^e siècle).

⁵³ *Ibid.*, art. 61 : « Item recipiendi sacramenta singulis annis a monderiis et furneriis, et a ducentibus animalia ipsorum monderiorum cum blado ad molendina Narbone et ejus districtus, quod bene se habebunt et fideliter in suo officio, et contra facientes pignorandi et ad restitutionem faciendam dampnum passis compellendi, et eis tradenti modum et formam, secundum diversitatem temporum caristie seu fertilitatis, quoquo modo in suis officiis predictis utuntur, et ad decoquendum compellendi, et pro quanto decoquant taxandi et limitandi, et de furnis faciendis, ne vicinis nosceant, ordinandi. Et si indebite fiant propria auctoritate diruendi. Et ne per vicinos aliquid indebite fiat quod domibus vicinis noscere valent et exequendi et rebelles pignorandi. »

consommation alimentaire est particulièrement surveillé, ce qui ne constitue d'ailleurs pas là un trait spécial à l'organisation languedocienne.

Ces exemples empruntés à diverses villes de notre région montrent comment, au moins au XIV^e siècle, la connaissance de la police sur les métiers par les consuls de la ville n'est pratiquement plus discutée. En tout cas, ce n'est pas d'une organisation féodale en pleine décadence et même en voie de disparition, qu'il faut s'attendre à trouver une résistance bien vive. En fait, les XIII^e et XIV^e siècles représentent en Languedoc l'apogée de l'ère des libertés municipales : les seigneurs locaux, lorsqu'ils subsistent, comme le vicomte à Narbonne, sont devenus des autorités d'importance secondaire économiquement aussi bien et plus que politiquement. Le traité de Paris pour la patrie orientale, la mort d'Alphonse de Poitiers pour l'ouest de ce qui formera une province, marquent la fin de l'époque féodale en Languedoc. Mais ne serait-il pas normal que le roi se substitue à ces autorités défaillantes, et qu'il pousse même l'esprit centralisateur de son administration ? Nous allons voir que l'évolution va en effet se dessiner peu à peu en ce sens.

B) *Police consulaire et pouvoir royal.*

Si les consuls se considèrent, et sont effectivement considérés par le sentiment public, au moins aux XIII^e et XIV^e siècle comme les gardiens de l'ordre public dans leur ville, le roi, dès l'époque de Beaumanoir⁵⁴ reprenant une thèse déjà exprimée par les Carolingiens se tient pour protecteur du bien public à travers le royaume tout entier. Va-t-il écarter, car il en a la possibilité en droit et en fait, les consuls de leurs attributions traditionnelles sur le monde corporatif ? En réalité, il semble bien que si, dès la fin du XIV^e siècle certains officiers royaux tentent de se substituer aux consuls et à leur autorité sur les métiers, ces interventions sont beaucoup plus dues à des initiatives individuelles de serviteurs zélés qu'à une politique consciente et générale de mainmise sur la police économique. En revanche, comme nous allons le voir, le XVI^e siècle est le théâtre d'une décadence générale de l'institution consulaire qui se manifeste vis-à-vis des corps de métiers comme sur les autres aspects de la vie urbaine, et dans ces nouvelles conditions, le roi n'hésite pas à se substituer à une institution défaillante. Il reste naturellement que cette décrépitude des consulats trouve peut-être une de ses causes déterminantes dans les multiples interventions que pratiquaient déjà depuis longtemps les représentants du roi lors des élections de ces magistrats municipaux : le système consulaire, selon une loi applicable à tous les corps territoriaux élus en France, est frappé d'une irrémédiable langueur dès que des éléments étrangers à la ville commencent à le contrôler et à diriger tant sa composition que ses attributions.

⁵⁴ *Ibid.*, AA 103, 3^e thalamus, f^o 85, art. 40 : « Item habent et habere consueverunt cognitionem contra piscatores et picium venditores de picibus corruptis et etiam contra carnifices et macellatores de carnibus infectibus. »

⁵⁵ *Coutumes de Beauvoisis*, éd. Salmon, § 1515.

Parmi les facteurs de l'intervention royale, il est bon de noter que ce sont dans les domaines où les consulats ont toujours fait preuve d'une inertie touchant au laxisme, ou dans les matières de leur compétence où ils n'ont guère étayé leurs pouvoirs, que pénètrent les agents royaux : les exemples qui vont suivre montreront que le roi se fait le défenseur de l'hygiène publique, dont les consuls ne semblent pas toujours s'être montrés des défenseurs, sinon ardents, du moins efficaces : la répétition à intervalles réduits d'ordonnances consulaires sur ce sujet indique par elle seule combien ces textes étaient peu respectés. D'autre part, l'une des institutions consulaires a toujours péché par un certain manque d'organisation : l'administration de la justice municipale souffre en effet de son caractère exclusivement urbain, et par conséquent exclusif d'une chaîne solide de cours, de vaste ressort et reliées par l'appel de l'une à l'autre. Aussi les juridictions royales ne vont guère tarder à se saisir des affaires contentieuses relatives aux métiers, au moins lorsque l'organisation de la justice royale prendra sa forme définitive dans les provinces, c'est-à-dire au milieu du XVI^e siècle, avec l'apparition des présidiaux.

La protection de l'hygiène publique avait donné lieu, dès avant l'entrée en scène en Languedoc du pouvoir royal, à quelques essais de réglementation des ventes. Dès le 17 juin 1303, Jean de Lévis avait fait proclamer à Mirepoix un règlement à l'égard des bouchers de la ville, alors au nombre de treize⁵⁶. Motif pris des périls qui peuvent survenir du fait des viandes, ce puissant seigneur avait interdit de vendre à la boucherie publique des moutons « marranos », c'est-à-dire languissants, ni des béliers dont la gale était manifeste à l'observation du cou, ni des moutons « capmortinos », épileptiques. De même était interdit la vente des viandes porcines manifestement marquées de lèpre, de même que des bovins dont la moelle était fluente et non coagulée dans les os. Les boucs et chèvres, selon la tradition médiévale, étaient exclus du commerce, hormis les chevreaux d'un an ; toujours à Mirepoix et en 1303 les viandes n'étaient commercialisables qu'après avoir été échaudées deux fois à l'eau bouillante ; enfin, avant d'être abattues, les bêtes, bœufs, moutons ou porcs devaient venir sur pied chez le boucher ou à la boucherie commune⁵⁷. Par une autre décision, contemporaine de la première, il était décidé que, si on constatait lors du dépeçage et par l'inspection de la langue, qu'un porc fût ladre, sa viande ne pouvait être exposée au marché ; il était cependant toléré qu'elle se vendit en un endroit spécialement réservé à cet effet⁵⁸.

Le roi prend en mains la protection du public à ce point de vue à la fin du XIV^e siècle : en 1377 en effet, puis de nouveau en 1386, des mandements royaux portent défense aux bouchers de Toulouse d'établir des abattoirs dans l'enceinte de la ville, à cause de l'infection de l'air qui en

⁵⁶ Pasquier, *Cartulaire de Mirepoix*, t. II, p. 156 ; ce nombre est fourni pour l'année 1321.

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 42-46.

⁵⁸ *Ibid.*, t. I, pp. 130-131.

serait la conséquence et des dangers d'incendie ; le roi se réfère d'ailleurs aux anciennes coutumes rappelées dans les registres de la « cour pauque » de la ville. Le renouvellement de 1386 est dû au fait que, malgré le mandement de 1377, plusieurs bouchers et même certains particuliers égorgeaient des pourceaux à l'intérieur de la ville : le sénéchal est chargé d'interdire tout abattage d'animaux dans ces conditions⁵⁹.

Mais dès le début du XV^e siècle, le roi intervient en dehors même de ces problèmes d'hygiène publique. Par des lettres patentes du 11 décembre 1425, les chaussetiers de Toulouse se voient délivrer de nouveaux statuts, les anciens ayant péri, nous dit le texte, et des tentatives de fraude de certains de ces artisans s'étant produites vis-à-vis des marchands formant leur clientèle. Plusieurs individus, s'étant infiltrés dans ce corps de métier bien qu'inhabiles à cette activité, auraient fabriqué des chausses de qualité insuffisante. Ces lettres précisent bien que les consuls sont normalement compétents en la matière : ils doivent donner des statuts aux corps de métiers et leur faire élire des bayles ; mais ils ont négligé de remplir leurs devoirs vis-à-vis des chaussetiers. On saisit là comment le roi commence à intervenir : il s'agit de remplacer l'autorité défaillante des capitouls, afin que la chose publique et la « pollicia » de la ville et de la sénéchaussée n'en souffrent pas⁶⁰ : c'est là une appa-

⁵⁹ Arch. Mun. Toulouse, AA 5. 175.

⁶⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 118, « Johannes de Bonay, miles... consiliarius domini nostri regis ejusque senescallus tholosanensis et albiensis, comisariusque in hac parte auctoritate regia specialiter deputatus, medientibus quibusdam patentibus litteris... hujus tenoris. Karolus Dei gratia francorum rex senescallo nostro Tholose ceterisque justiciariis nostris vel eorum locatenentibus, salutem. Gravem querellam procuratoris nostri generalis in dicta senescallia nonnullorumque habitatores ville et senescallie Tholose... quod licet alii habitatores officia mechanica in dicta villa Tholose exercentes habeant eorum statuta, ordinationes seu consuetudines, quibus mediantibus se in eorum officio regiant et gubenant, ac bajulos sive justices coram quibus circa dicta eorum officia recurrunt et in quorum manibus dicta statuta servanda jurant et in eorum officiis examinantur et approbantur, resque nostra publica ac pollicia mundana dictarum ville et senescallie regitur et gubernatur, et quamvis officium caussateriorum sit officium valde utile et necessarium et antiquitus in dicta villa nostra Tholose institutum, fundatum ac longo tempore usitatum et observatum, et acthenus caussaterii habuerant eorum statuta et consuetudines in quibus se regebant et gubernabant et bajulos seu judices cum quibus se regissent et gubernassent, ac in eorum manibus dicta statuta servanda jurassent et in eorum officiis examinabantur et approbantur, ac tamen de presenti dolo seu culpa ipsorum seu aliquorum eorumdem cupientes fraudare mercatores, et rem publicam ac polliciam dictarum ville et senescallie destruere, dicta statuta et consuetudines perdere et deperire permiserunt. Et in tantum deveniunt quod non habent aliquod regimen seu gubernamentum nec aliqua statuta, consuetudines seu ordinationes nec bajulos sive judices in quibus se regant seu gubernent, et coram quibus super eorum sufficiencia et insufficiencia examinentur et approbentur, seu dum casus contingat recurrant ymmo quod plus vel plures insufficientes et imperiti... in dicto officio approbati in dictis villa et senescallia Tholose dicto officio ingerentes, caligas insufficientes et minus perfectos in earum scisura sutura et fabricatione ac de pannis... maleffectis faciunt seu fieri faciunt easque publice vendunt sen vendi faciunt. Ob quod mercatores dolo et fraude ipsorum quamplurium decipiuntur et defraudentur,

rition relativement précoce de ce mot de « police » au sens de gouvernement, d'administration, et il est remarquable de le rencontrer pour la première fois dans des lettres patentes où le roi s'affirme le protecteur du rôle que va jouer le pouvoir royal en la matière : dès 1463, les consuls de Montpellier essaient d'obtenir de lui des statuts pour les draperies de la ville⁶¹.

A tous ces motifs d'intervention, il faut ajouter les interventions royales dans les villes où n'existe pas de consulat. Là il n'est de statut possible que sur initiative du pouvoir royal : tel est le cas des drapiers de Marvejols, à qui Charles V donne en juillet 1366 des statuts relatifs à la longueur que doivent avoir les draps par eux fabriqués. Comme, par le même texte, les syndics de la ville sont transformés en consuls, le roi précise que deux gardes du métier seront députés à la visite des draps par le bayle royal de la ville, mais qu'ils seront élus par ces syndics⁶². Il est donc permis d'en déduire que, sous le règne de Char-

occasione quorum plures querimonias, discensiones, malivolencias et litigia oriuntur, resque nostra publica ac pollicia dictarum ville et senescallie leditur dictumque officium deturpatur... et licet ad capitularios nostros Tholose premissa pertinerent ac plures fuissent per dictos exponentes requisiti, variasque querimonias super premissis habuissent ipsi capitularii statuta, ordinationes seu constitutiones eisdem caussateriis tradere, et bajulos sive judices eligi facere, juramentaque et eisdem recipere deberant, hoc facere neclexerunt et negligunt, et plus debito differunt, absque tamen justa causa seu racionabili, in dictorum exponentium maximum prejudicium et gravamen, reique nostre publice ac dictarum ville et senescallie lesionem... ad fines ut fraus non possit comitti, discensiones et litigia evitentur, vobis et vestrum cuilibet si sit opus comittendo, mandamus quatinus ex parte nostra precipiatis et injugetis seu precipi et injungi faciatis prefatis caussateriis, ut dicta statuta seu consuetudines ac ordinationes si de ipsis habetur noticia seu justa racionabilia seu salubria faciant seu statuunt et eorum officium se regant et gubernent, illasque per multas seu penarum interposiciones, seu alias ut eis melius videbitur faciendum perpetuo observent, et ab aliis observari, duosque bajulos in officio expertos singulis annis eligant, qui ipsorum caussateriorum sufficientiam et insufficienciam experiantur et approbentur, et juramenta eorundem... prestita soluta accipiant... Sic fieri volumus et dictis opponentibus concessimus et concedimus de gratia speciali per presentes, literis subrepticis in contrarium impetratis sen impetrandis non obstantibus quibuscumque, ab omnibus autem justiciariis et officiariis nostris in premissis exequendis parcis volumus et jubemus... »

⁶¹ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartier, D. 541, f° 46 v° : « A Michel Tincturier, borges... pour son voyage auprès du roy... afin d'obtenir... le brevet de concession des privilèges du consulat de la mer et de la draperie... »

⁶² *Ord. des rois de France*, t. IV, pp. 673-674 ; Cf. aussi *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1179 : « ... concessimus ut deinceps perpetuis temporibus homines et habitatores loci nostri predicti et alii ibidem confluentes, moderni et futuri, facere valeant, possint et debeant telas et pannos laneas et laneos, in quibus 1050 filli infra latitudinem, inserantur, et sexdecim canne pro mensura longitudinis, comprehendantur ; et ut omnis fraus et collusio super predictis, ut predicatur, evitetur, quod bajulus et judex nostri Marologii, vel eorum locatenentes, et eorum quilibet, auctoritate nostra, deputet in custodes, examinatores, visitatores aut gardiatores dictorum pannorum, duos probos viros ad hoc, expresse, per syndicos dicte ville nominandos et eligendos : qui duo probi viri, prestito primitus in manibus predictorum bajuli et judicis... juramento quod circa premissa fideliter se habebunt, pannos sufficientes, numerum dictorum fillorum,

les V encore, l'autorité consulaire sur les corps de métiers est respectée dans son principe. C'est la même constatation qui ressort du fait qu'en 1351 les consuls des métiers de Montpellier prêtent serment de fidélité au roi devant le sénéchal de Beaucaire, mais seulement à la suite des consuls majeurs et en tant que conseillers naturels de ces derniers⁶³ le rôle de ces chefs de métiers considérés comme l'appui naturel et le soutien des consuls majeurs par les officiers royaux eux-mêmes, est encore souligné par l'ajournement de ces « bayles » en même temps que les consuls, par le commissaire député par le sénéchal de Beaucaire en août 1339 pour enquêter sur les circonstances de la levée de l'armée à Montpellier⁶⁴. Après la création d'un gouverneur royal dans cette dernière ville, ce dernier essaya de s'attribuer la connaissance des affaires nées du serment des inquisiteurs, c'est-à-dire en fait de leur nomination et de leur destitution : Charles V le lui interdit par un mandement du 16 janvier 1364⁶⁵ précisant que le serment de ces personnages était reçu sur un livre tenu par les consuls pour recevoir le serment de la plupart des gens de métier, et que, à raison de cette inscription, le gouverneur ne devait pas connaître des affaires des inquisiteurs : n'est-ce pas admettre qu'en matière corporative seuls les consuls sont compétents ?

En un autre domaine, le pouvoir royal ne tarde pas à se substituer à celui des consuls, et cette transformation sera suivie d'effet jusqu'à la fin de l'Ancien Régime : il s'agit de ce que l'on appellera les métiers de danger, parce que les fautes ou les fraudes commises dans leur exercice font courir à l'ordre public et à la sécurité des transactions un danger bien plus grave que dans les autres activités professionnelles. A raison de ce risque, le roi s'autorise à intervenir de façon à contrôler ces métiers à l'aide d'une administration locale bien informée. En ce qui concerne les orfèvres, premiers artisans à être soumis à cette réglementation spéciale, au moins en Languedoc, le Maître général des monnaies dans cette région émit le 7 mars 1365 des lettres relatives aux argentiers de Montpellier, au demeurant peu contraignantes, puisqu'elles autorisaient ces derniers à exercer leur profession même sans avoir versé de taxe à ce Maître à l'entrée dans le métier, alors que normalement les orfèvres ne pouvaient éviter de la payer⁶⁶. Sentant néanmoins le danger du principe posé par ces lettres, les consuls de Montpellier répondirent qu'elles violaient les libertés et franchises de la ville, puisqu'elles allaient à l'encontre du pouvoir consulaire sur les métiers ; la raison ainsi fournie se justifiait d'ailleurs par l'établissement sur les argentiers qu'avaient pris les mêmes consuls dix ans auparavant⁶⁷. Quoi qu'il en soit, les

et mensuram predictos in se continentes, certo signeto ad hoc, auctoritate nostra predicta, per predictos officarios nostros ordinato, signabunt, prout in talibus debet et est fieri consuetum... »

⁶³ Arch. Mun. Montpellier Fonds du greffe de la maison consulaire, A. 14. 274 à 277.

⁶⁴ Arch. Mun. Montpellier, Fonds du greffe de la maison consulaire, F. 7. 3145.

⁶⁵ *Ibid.*, E. 8. 2556.

⁶⁶ *Ibid.*, *Grand Thalamus*, f° 133.

⁶⁷ *Ibid.*, f° 134 et Fonds du greffe de la Maison Consulaire, F. 7, 3026.

magistrats municipaux réussirent à obtenir du roi que soient ajournés en Parlement ce Maître ainsi que le bayle royal de la ville, qui avait tenté de mettre à exécution ces lettres, ainsi que nous l'apprennent des lettres patentes du 9 novembre 1365⁶⁸. Ainsi, vers le milieu du XIV^e siècle, les consuls sont encore sinon assez puissants, du moins assez écoutés par les officiers royaux, pour empêcher que la profession d'orfèvre ne soit directement réglementée par l'autorité administrative régionale, au préjudice de leurs pouvoirs traditionnels. Il est vrai que leur succès peut s'expliquer par la situation politique assez particulière de Montpellier à cette époque, où le roi de Navarre Charles le Mauvais est tour à tour investi puis privé de la domination seigneuriale sur cette ville. Toujours est-il que lorsque ses droits féodaux ne lui seront plus contestés, il n'hésitera pas à les exercer en matière corporative, ainsi qu'en témoigne une confirmation de statuts en 1377 dont lui sont redevables les drapiers de cette ville⁶⁹ ; à Montpellier donc et à cette époque, c'est le seigneur qui contrôle les métiers, même si ce seigneur est le roi, qui n'exerce donc pas ces attributions en tant que roi.

D'un autre côté, l'affirmation du principe accordant la police des métiers aux consuls ne pouvait évidemment trouver sa réalisation lorsque, pour des raisons politiques, le droit de consulat était confisqué à une ville. En Languedoc, un exemple d'une telle situation est fourni par la ville de Carcassonne, et cela dès le XIV^e siècle ; en matière corporative, la situation politique tout à fait exceptionnelle de Carcassonne se traduit également par un transfert d'attributions sans exemple dans le Midi du royaume : le roi ou ses représentants connaîtront seuls de la police des métiers. Il semble qu'à certaines époques le sénéchal ait été investi de ces fonctions : un règlement donné par cet officier et non daté, mais qui semble ressortir aux premières années du XIV^e siècle, est relatif aux métiers des blanquiers (mégissiers), peaussiers, parchemiers et gantiers, c'est-à-dire en gros aux métiers du cuir de la ville ; par ce texte, il est fait défense à toute personne de vendre et de débiter des peaux en dehors des membres de ces métiers, ce qui constitue proprement en leur faveur un monopole, et il est permis à ces artisans de visiter les marchandises entreposées dans les magasins des marchands détaillants, de ce que l'on appelle en Languedoc les « mangoniers »⁷⁰. D'une façon générale, cependant, les statuts des métiers carcassonnais émanent directement du roi et de son gouvernement. En ce sens, il faut citer au premier chef les lettres de Philippe V du 24 février 1318 (n.s.) relatives au métier de la draperie, mais non point relatives à la seule ville de Carcassonne, elles sont destinées à s'appliquer également aux draperies de Béziers et de Narbonne, ainsi qu'à ceux de toutes les villes, bourgs, villages, châteaux et autres lieux de la sénéchaussée de Carcassonne-Béziers, selon donc une circonscription géographique

⁶⁸ *Ibid.*, Fonds du greffe de la Maison consulaire, B. 18. 1006.

⁶⁹ *Hist. Lang.*, t. IX, p. 1179.

⁷⁰ Mahul, *Cartulaire... de Carcassonne*, t. II, p. 62.

exceptionnelle à cette époque en matière corporative⁷¹. Ce texte avait d'ailleurs été précédé par la présentation d'un projet de statuts par les procureurs des pareurs de draps de cette circonscription à Pierre de Chalon⁷², archidiacre d'Autun et commissaire du roi à ce sujet, qui avait enquêté déjà sur ces matières à Toulouse, Carcassonne, Narbonne, Limoux et Lagrasse, c'est-à-dire aux principaux lieux de production et de commerce des draps languedociens. Le problème que le roi voulait résoudre était d'ailleurs d'empêcher l'exportation des matières premières et des produits tinctoriaux, tout en favorisant celle des produits finis, afin de favoriser l'expansion de cette si importante activité languedocienne : telle est l'objet de la « major littera » du roi⁷³, qu'accompagne également une « minor littera » du 23 février de la même année sur le même sujet⁷⁴. Ces règlements provoquent d'ailleurs le mécontentement d'un certain nombre de drapiers, mais cette opposition n'empêche pas que ces lettres ne soient confirmées à de multiples reprises, et toujours directement sur l'initiative royale : ainsi se présentent d'autres lettres de Philippe V, datées du 29 février 1321 (n.s.) accompagnées d'instructions secrètes à Pierre de Chalon, du 23 septembre 1320, toujours pour empêcher l'exportation hors du royaume des matières premières⁷⁵. De même, Charles IV le Bel confirme les statuts de 1318 par des lettres du 16 juin 1324⁷⁶, tandis que d'autres instructions étaient élaborées le même jour à l'usage du même destinataire que celles de 1320⁷⁷.

En ce qui concerne les bouchers, la même intervention royale dans les affaires corporatives se manifeste même lorsque le consulat de Carcassonne est rétabli. En juin 1359, le comte de Poitiers promulgue à l'usage des bouchers du Bourg un règlement que Charles V confirme en avril 1377⁷⁸. En 1382, le roi autorise à vendre des viandes sans se servir de poids, et sans payer d'autres impôts que ceux que les consuls prennent sur les autres métiers, en raison des dommages dus à l'incursion du prince de Galles⁷⁹. Enfin, les lettres de Charles V de 1377 sont confirmées en octobre 1393⁸⁰ et le 14 février 1397⁸¹.

On remarquera d'ailleurs que l'exercice de la police corporative par le pouvoir royal ne cesse pas à Carcassonne avec la fin du XIV^e siècle. Renouant avec les soucis de ses prédécesseurs vis-à-vis des métiers de la draperie, Charles VI avait en juin 1392 établi par lettres patentes des règlements relatifs aux pareurs, mais cette fois limités à la ville de

⁷¹ *Ord. des rois de France*, t. XI, pp. 447-458.

⁷² Et non pas Pierre de Châlons, comme le transcrit Mahul, *Cartulaire... de Carcassonne*, t. II, p. 97.

⁷³ *Ord.*, *loc. cit.*, art. 1 à 3.

⁷⁴ *Ord.*, t. XI, p. 428.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 479.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 487.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 490.

⁷⁸ *Ord.*, t. VI, p. 323.

⁷⁹ Luran, *Cartulaire de Carcassonne*, t. IV, p. 204.

⁸⁰ *Ord.*, t. VIII, p. 116.

⁸¹ P. Bourges, *Histoire de Carcassonne*, p. 248.

Carcassonne et non plus valables pour l'ensemble de la sénéchaussée⁸² ; cette restriction était sans aucun doute plus conforme aux usages corporatifs méridionaux, où en règle générale un règlement professionnel n'est valable que pour une ville et un métier déterminés. En juillet 1464, Louis XI confirme ces statuts⁸³, puis, en décembre 1466, il établit un nouveau règlement par lettres patentes, qui reproduit sur la plupart des points celui de 1392, en y ajoutant quelques dispositions sur l'usage d'un signe spécial destiné à identifier les draps fabriqués dans cette ville, et relativement au droit que possédaient les « surposés » du métier d'imposer les artisans de la profession « pour l'avantage du métier »⁸⁴.

Du reste, Carcassonne n'est pas la seule cité de Languedoc où, de plus en plus, des décisions de police économique soient prises par les officiers royaux. Dans d'autres villes, ces derniers s'intéressent particulièrement, dès les XIV^e et XV^e siècles, à la réglementation des poids et mesures. Peu après 1360, Simon de Montbrehen, viguier royal de Lunel, fait défense aux hôteliers de cette ville de vendre du vin à la mesure, cette activité étant réservée aux taverniers, et particulièrement en ce qui concernait les voyageurs de passage, toute infraction serait punie de 25 livres d'amende et de la confiscation du vin⁸⁵. Le 26 novembre 1375, Charles V profitait du conflit qui séparait les consuls de Béziers d'avec le chapitre cathédral, l'abbé et le chapitre de Saint-Aphrodise et d'autres gens d'église sur les mesures à utiliser pour les blés et les grains dûs à dîme — mesures naturellement plus grandes pour les gens d'église que pour les consuls —, pour fixer par lui-même quelles devaient être ces mesures⁸⁶. Au début du XV^e siècle, Antoine Panqui, lieutenant du bayle de Montagnac, va vérifier dans un moulin les mesures dont se sert le meunier, et ce, malgré les protestations de Jacques Carisive, moine de Saint-Guilhem et vicaire de l'abbé Réginald, qui déclare en vain que c'est là une emprise sur la juridiction de l'abbé⁸⁷. Tous ces exemples, pris en des lieux fort divers et éloignés les uns des autres montrent combien les officiers royaux s'intéressent de plus en plus vivement, sinon directement, à la police économique, au moins indirectement par la recherche des rendements fiscaux.

Le mouvement ainsi marqué n'est même pas particulier aux terres du domaine et même du royaume : dans le voisinage immédiat, le Roussillon, qui fait partie du royaume d'Aragon, voit dès le XIV^e siècle dimi-

⁸² *Ord.*, t. II, pp. 114-116 et t. VII, pp. 476-477.

⁸³ *Ord.*, t. XVI, p. 220.

⁸⁴ *Ibid.*, pp. 536-546 ; au sujet du membre de texte sur lequel s'interrogeaient les compilateurs des *Ordonnances*, nous proposons de restituer : « ... in dicto burgo seu ipsius burgi villa, cum capite cotonis... »

⁸⁵ Arch. Mun. Lunel, II 5, n° 27.

⁸⁶ Arch. Mun. Béziers, Chartes éparses, n° 59.

⁸⁷ Arch. Mun. Montagnac, pièce non cotée ; le caractère de cette mesure de police est souligné par le fait que l'instrument de mesure est pourvu d'une marque royale : « ... quamdam mensuram vocatam setzenam... signatam floribus lilli »...

nuer ses libertés consulaires⁸⁸. En juillet 1315, le gouverneur de Perpignan change brutalement le mode de nomination des *sobrepausats* ou chefs de métier : dorénavant, l'élection par les membres du métier est remplacée par la désignation des nouveaux chefs par les anciens, suivie d'une demande d'approbation aux officiers du roi de Majorque. En juin 1395, un régime uniforme d'organisation et de direction collégiale de chaque profession est imposé à tous les métiers ne jouissant pas jusqu'alors de privilèges spéciaux (pareurs, notaires, corroyeurs, bouchers) ; ce système est renouvelé en 1398 et en 1402. En 1419, nouvelle décision générale, celle-là relative à la date d'élection des chefs de métiers, jusque là variable et dorénavant fixée au 5 juin pour tous les métiers, ainsi qu'à la durée de l'office de *sobrepausat*, portée uniformément à deux ans. Enfin, le 18 août 1449, la reine Marie d'Aragon promulgue une constitution municipale qui établit un mode compliqué d'élection des chefs de métiers, combinant le tirage au sort et le choix des nouveaux chefs par leurs prédécesseurs, mais, en fait, une commission aux ordres de la reine exerce un droit de veto absolu. Ainsi le Roussillon, de la part des rois d'Aragon, subit des limitations à ses libertés municipales au même moment où le roi de France porte de plus en plus fréquemment atteinte aux traditions consulaires languedociennes, c'est-à-dire à la fin du XIV^e et au XV^e siècles.

Toutefois, le pouvoir royal ne s'est pas encore imposé universellement dans l'exercice de la police économique ; à cet égard, le XV^e siècle représente une époque de transition, alors que le siècle suivant est le cadre d'une décadence rapide des pouvoirs consulaires sur les corps de métiers. Dans nombre de villes, les magistrats municipaux réussissent à garder ou à remettre la main sur la police des métiers. A Lunel, ce sont les syndics qui en 1398 désignent les inspecteurs des balances et des poids de la boucherie, des blés et des marchandises⁸⁹. Le 20 juillet 1442, commission est donnée au viguier et au juge royaux de Béziers afin de casser certaines ordonnances relatives à la police économique qu'avaient élaborées certains officiers royaux sans même se préoccuper d'obtenir la participation des consuls⁹⁰. Ces derniers obtenaient mieux encore en juin 1500 : une confirmation royale de leurs pouvoirs traditionnels de police⁹¹, englobant leurs attributions en matière de poids et mesures. Mais d'autres villes nous offrent dès le XV^e siècle l'exemple de décisions intéressant directement les arts mécaniques et prises en dehors de toute consultation des consuls. En ce qui concerne Nîmes, des lettres de l'évêque Guillaume de Laon, président de la Chambre des comptes du roi et général sur le fait de ses finances, commettent le

⁸⁸ Ce qui suit est emprunté au livre cité plus haut de A. Drapé, pp. 77-85.

⁸⁹ Arch. Mun. Lunel II 4 : « Instrument dels officiers qui se creon à Saint Jehan per los sendics et les conseillers de Lunel per far los regardadors de las balansas dels peses dels mazels et del pan et plusiors autres causas ». L'acte distingue des inspecteurs du pain, d'autres de la viande, d'autres encore des mesures, un quatrième groupe surveillant les poids et balances.

⁹⁰ Arch. Mun. Béziers, Chartes éparses, n° 25.

⁹¹ *Ibid.*, n° 26.

sénéchal de Beaucaire et Nîmes et les juges mage et criminel de cette sénéchaussée, afin d'ordonner que le pain, les viandes, le poisson frais et le poisson salé, et toutes les denrées alimentaires seront vendus à Nîmes au poids et à la livre à un prix juste et raisonnable, et que les vendeurs de ces denrées aient à se conformer à ce qui sera décidé sur ces matières de l'avis des notables bourgeois et marchands de cette ville : dans ce texte du 29 août 1431⁹², dont la mise à exécution est ordonnée par Jean de Foix, lieutenant général en Languedoc, en des lettres du 30 mars 1435⁹³, il n'est nulle part question de consuls, le pouvoir royal passant par-dessus leurs têtes pour prendre l'opinion des éléments les plus considérables et experts de la population.

Au XVI^e siècle, les interventions royales vont se multiplier dans les sens et par les moyens les plus différents. Cette fois, il n'est plus question pour les consuls des villes du Languedoc, de demander et surtout d'obtenir que leurs attributions traditionnelles soient respectées. De partout se présentent des institutions concurrentes, le plus souvent mieux adaptées à l'indispensable rationalisation de la police économique. Il s'agit en effet de prendre des mesures générales, valables pour toute une contrée, et donc hors de la compétence des consuls. Ainsi, en 1501, les gens des trois états du Languedoc ont remontré que de nombreuses contestations naissent au cours des transactions commerciales par suite de la diversité des poids et mesures employés dans les différentes villes du pays et sollicitent l'usage obligatoire des poids et mesures de Montpellier, l'une des villes principales et les plus marchandes de la province ; ils dénoncent également les fraudes qui se commettent dans l'ouvrage des draps, par l'habitude fâcheuse de les mesurer du côté de la lisière où les draps s'étirent le plus facilement. Par des lettres patentes datées de Lyon en juillet 1501 et enregistrées au Parlement de Toulouse le 16 juin 1503, le roi ordonne que le système des poids et mesures en usage à Montpellier sera étendu au reste de la province, et que l'on mesurera les pièces de drap du côté du dos⁹⁴. Ainsi, les anciennes attributions des consuls concernant les poids et mesures étaient en voie de disparition, puisque leurs pouvoirs ne devaient plus guère s'exercer que dans l'application de ces mesures générales, dont ils ne pouvaient plus que faire assurer le respect par les gens de métier.

A Carcassonne, comme on l'a indiqué, c'est parfois le sénéchal qui se charge de la police des métiers ou nom du roi. C'est ainsi que le 8 août 1402, la communauté des savetiers du Bourg faisait confirmer son projet de statuts par le sénéchal Pierre de Mornaye, dit Gaulvet, puis ce règlement était ratifié par lettres patentes de Charles VI datées du mois de janvier 1502⁹⁵. De même, ces statuts étaient modifiés par d'autres lettres patentes émanées d'Henri III le 23 décembre 1588, tandis qu'un peu plus tard, le 27 mai 1596, c'était également au roi que s'adres-

⁹² Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n° 37.

⁹³ *Ibid.*, n° 40.

⁹⁴ Arch. Mun. Toulouse, AA 39. 35.

⁹⁵ *Ord. des rois de France*, t. VIII, p. 557.

saient ces savetiers pour obtenir l'approbation d'autres modifications⁹⁶. Comme pour les savetiers, c'est au sénéchal de Levis-Mirepoix que s'adressa en 1500 une centaine de laboureurs pour obtenir la permission « de dresser certains articles en forme de statuts », c'est-à-dire de constituer une confrérie : le sénéchal accorde cette permission, puis confirme ces statuts le 5 avril 1509, un de ses successeurs devant encore confirmer ce texte le 5 mai 1634⁹⁷. Même au XVII^e siècle, l'autorité des officiers royaux, et celle du viguier en particulier à cette époque, se fera sentir sur les corps de métiers, ainsi qu'il ressort d'une convention passée, toujours à Carcassonne, le 20 mai 1628 sur le commerce de la blannerie⁹⁸.

Les officiers royaux siégeant à Toulouse, se substituent également aux capitouls vis-à-vis des corps de métiers et de leur organisation. Par une sentence non datée dans l'état où elle nous est parvenue, mais vraisemblablement rendue en 1509, le juge d'appel civils de cette ville, « statuant en règlement de métier », indique le texte de façon significative, prononce la séparation des trois offices ou métiers de chevrotiers, bouchers et agneliers, avec défense aux maîtres de l'un de ces métiers d'empiéter sur le domaine d'activité des autres ; l'acte énumère les viandes qui doivent être vendues par les uns et par les autres⁹⁹. Ainsi Toulouse, malgré l'ancienneté de ses institutions municipales, en connaît au XVI^e siècle la décadence en matière corporative comme les autres villes de la province. Loin de Toulouse, on peut citer pour la même période une sentence des viguiers de Gignac validant en 1532 les statuts des drapiers de Lodève¹⁰⁰.

A cette époque, il est vrai, un autre facteur porte atteinte aux attributions consulaires et c'est lui qui va dominer les deux derniers siècles de l'Ancien Régime : les métiers méridionaux adoptent uniformément le mode des maîtrises et des jurandes de type parisien, se libérant ainsi de la tutelle municipale qui avait pesé sur eux depuis le XII^e siècle. Comme on le verra plus loin, ces jurandes permettent aux communautés professionnelles d'échapper au contrôle du corps de ville par le caractère nettement plus autonome de leurs institutions intérieures : il n'est que de signaler dès maintenant qu'aucun contrôle ne pèse plus sur le choix des chefs de métiers, choisis par les membres du corps sans intervention ni approbation des consuls ; de même, les statuts sont pris à la suite de libres délibérations de l'assemblée du métier, à laquelle n'assistent ni ne participent aucun des représentants des consuls, à plus forte raison non plus les consuls eux-mêmes ; c'est là une véritable révolution, eu égard à la tradition absolument générale que nous avons remarqué au travers du Moyen âge languedocien. Le contraste entre cette période de gouvernement des métiers par les pouvoirs municipaux apparaîtra clai-

⁹⁶ Mahul, *Cartulaire... de Carcassonne*, t. II, pp. 84-95.

⁹⁷ Bibl. Mun. Carcassonne, fonds Viguerie, t. II, p. 103.

⁹⁸ Arch. Dép. Aude, III E 952.

⁹⁹ Arch. Mun. Toulouse, AA 3. 317.

¹⁰⁰ Arch. Mun. Lodève, AA 216.

rement à la lecture des lignes qui vont suivre, et qui sont relatives aux formes de cette police consulaire ; on verra alors combien le métier méridional, soumis en toutes choses à ces responsables de l'ordre public dans la cité que sont les consuls, diffère du métier dit traditionnellement « juré » qui va se répandre lentement au cours des XV^e et XVI^e siècles, et qui, avec une lenteur encore plus grande, s'éloigne des formes traditionnelles de la police économique exercée par les consuls, habitués à s'adresser par des règlements ou des ordonnances à de simples catégories d'habitants, entre lesquelles il est toujours possible de passer de l'une à l'autre sans formalités, plutôt qu'à des groupes fermés, hiérarchisés et qui tendent de plus en plus à s'administrer eux-mêmes. Indiquons cependant immédiatement que cette transformation ne s'est pas produite sans réactions de la part des consuls, ainsi que l'atteste un refus des consuls de Nîmes, en 1564, d'admettre la prétention de certains charpentiers se disant la majorité d'élire leurs chefs de métier. Naturellement, ici aussi, c'est une cour royale, en l'espèce le présidial de Nîmes, qui est appelée à trancher le litige¹⁰¹ : le gagnant final de cette libération des métiers vis-à-vis des consuls ne sera, et ne peut être, que le roi.

Section II. — LES FORMES DE LA POLICE CONSULAIRE.

Du rôle joué par les consuls dans la vie des groupes corporatifs languedociens ressort le trait essentiel des statuts de métiers dans la région qui nous intéresse : ce sont des ordonnances de police rendues par les consuls, sans doute à la demande d'artisans ou de commerçants, mais qui se présentent sous la même forme que les ordonnances consulaires rendues dans les matières les plus diverses du droit privé, par exemple en ce qui concerne les règles applicables aux débiteurs insolvables. La tâche qui incombe ainsi aux consuls étant considérable, il arrive que

¹⁰¹ Arch. Dép. Gard, B 19 :

« Conseil ordinaire tenu en la maison consulère de Nîmes le 18 de jung 1564 par devant Me Robert des Georges, Docteur en droit, seigneur de Taraux, l^{er} consul de la dite ville ou estoient presens ceulx dudit conseli ordinaire nommés sur le registre. Aussy a esté exposé y avoir procès contre les consuls touchant la reception des chefs de mestier de charpenterie faicte ceste année en la cour presidial, certains charpentiers nouveaux venus et non vrayment habitans la voulans fere casser, soubs pretexte qu'ils disent estre en plus grand nombre et en avoir nommé autres que ceulx qui ont esté receus par lesdits consuls ; demandans l'advis du conseil sy ledit proces sera poursuivy, a ce que ladite reception faicte par lesdits consuls sorte a effect et les libertés de la ville soient maintenues, et ne demeure cependant despourveue desdits chefs de mestier.

Conclud par lsdits seigneurs consuls que la reception faicte par lesdits consuls des chefs de mestier de charpentiers sera soubstenue au nom de la ville et ledit proces poursuivy aux depens d'icelle pour maintenir les libertés et priveleges qui luy appartiennent et que cependant ladite ville ne demeure despourveue desdits chefs de mestier a l'occasion dudit procès. »

Extrait des actes du conseil, reg. commencé le 5 novembre 1563, fol. 28, mars 1600.

ces derniers préfèrent, au lieu de contrôler directement les différentes activités professionnelles — contrôle direct dont ils se gardent bien de se séparer en ce qui concerne l'élaboration des statuts eux-mêmes —, confier la surveillance sur le métier à des personnages qui sont leurs officiers, et qui, sous le nom de gardes, de surposés ou de bayles, vérifient la loyauté des fabrications et des transactions ; en allant parfois, et c'est un cas extrême, jusqu'à se confondre avec les chefs du métier.

A) *Les statuts, ordonnances de police consulaire.*

Le premier trait des métiers languedociens est d'être régis par des statuts qui se présentent comme des ordonnances de police consulaire, des « établissements ». Parmi ces derniers, il en est certains, que l'on appelle des coutumes : on y trouve çà et là des articles relatifs à l'exercice de certains métiers. Dans cette catégorie, on peut ranger par exemple une disposition de la coutume de Saint-Sulpice (Tarn) qui reçut l'approbation seigneuriale le 24 novembre 1270 et qui règle les rapports à observer dans tout contrat de louage d'ouvrage. Les preneurs ne peuvent normalement donner à manger ni à boire aux bailleurs hormis les travaux où cette prestation est accoutumée et dont malheureusement la coutume ne précise pas la liste, cela sans doute pour que le salaire ne soit pas absorbé par la prestation en nature, le tout sous peine d'une amende de 5 sous de Toulouse, payables par moitiés au seigneur et à l'œuvre du pont, selon cette coutume très générale dans le Midi Languedocien de verser tout ou partie des amendes corporatives à la caisse ouverte pour l'entretien des remparts et des ponts de la ville¹⁰². Sans doute, dira-t-on, cet article a pu être inséré dans la coutume parce qu'il ne concerne pas que des rapports strictement professionnels ; mais un autre article, relatif cette fois sans discussion à un art mécanique, est inséré dans la confirmation des coutumes de cette petite ville, accordée en 1426 dans les mêmes formes que les coutumes originelles : il s'agit là du droit de concéder les bancs de la boucherie, prérogative exclusivement consulaire¹⁰³ : c'est bien là une disposition relative à un de nos métiers. Il est vrai que l'on peut encore reprocher à ce texte de ne viser qu'un métier inorganisé, ainsi qu'il ressort d'un acte municipal accordant la concession des mêmes bancs à huit bouchers qui agissent séparément, sans que se retrouve la moindre trace d'organisation commune, étant même précisé qu'au départ de l'un de ces commerçants, tout nouveau boucher pourra s'installer sans avoir à payer de loyer aux autres bou-

¹⁰² Edmond Cabié, *Les Coutumes de Saint-Sulpice*, *Rev. du Tarn*, t. 5, 1885, suppl. p. 3, art. 2 : « Et atressi que lunhs hom ni lunha femna que logue home o femna que nolh do a manyar ni a beure, sal d'aquelas obras que es acostumat que hom donar (*sic*) a manyar, et aquel que passaria aquesta coutuma quellh coste cinq sos de tolzas, la meitat à Mossenhor et l'autra meitat al mont ».

¹⁰³ *Ibid.*, p. 53 ; art. 16 : « ... Et dictum arrendamentum pertinet consulibus et non alteri, et dicta summa viginti solidorum (turonensium parvorum) venit ad profigium communem loci ».

chers, qui par conséquent ne forment certainement pas corps¹⁰⁴. Pour montrer donc comment des textes coutumiers peuvent contenir de véritables statuts corporatifs, on s'adressera aux coutumes d'une ville dont les métiers se sont groupés d'une façon ancienne et générale, c'est-à-dire de Montpellier.

A Montpellier, un excellent exemple de l'abandon de toute distinction entre ordonnances de police consulaire et statuts de métiers est fourni par les textes relatifs au métier des bouchers. Dans la coutume de 1204, l'article 104 est consacré, d'une part à empêcher la vente de viandes suspectes, d'autre part à délimiter les activités des différentes catégories de bouchers. Par une disposition assez exceptionnelle, la pénalité encourue par le boucher qui vend une qualité de viande pour une autre, est, non pas fixe et payable à la ville à titre d'amende, mais fixée au double du prix de vente et payable au consommateur trompé¹⁰⁵, ce qui n'est pas sans rappeler la *stipulatio duplae* encourue au cas d'éviction dans d'innombrables actes de vente méridionaux des IX^e, X^e et XI^e siècles, ainsi que le remboursement au double en cas de dédit du vendeur établi dans un autre article (art. 102) de la même coutume posant le principe du rôle pénitentiel des arrhes. Mais, en ce qui concerne la forme de l'article 104, il est remarquable que cette disposition soit rédigée exactement comme si elle était tirée d'un statut du métier : ces derniers ne diffèrent d'une coutume que par le caractère plus étroitement limité de son objet, distinction d'ordre économique et moderne ; juridiquement, le statut professionnel ne se différencie de la coutume que par l'approbation seigneuriale, expresse dans la coutume de 1204, souvent tacite dans les statuts, les consuls se considérant comme investis une fois pour toutes par le seigneur du droit de police sur les métiers. Mais il faut souligner qu'à Montpellier les consuls sont également autorisés à modifier de leur propre chef les coutumes, comme ils ne manquent pas de le rappeler en 1205¹⁰⁶. Précisément, en 1310 les Consuls de la ville prennent un « establiment » à l'égard des mazeliens exactement de la même manière dont ils réformeraient un article de la coutume ; il s'agit ici de

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp. 21-22, n° XIV.

¹⁰⁵ *Petit Thalamus*, pp. 46-47 : « In nullo loco macelli vendatur caro yrcorum vel de cabritz, nec caro de moria vel infirma vel leprosa pro sana, vel de pecore quod vivens nolit manducare ; nec quis vendat carnem arietis vel de fedra pro mutone castrato, nec carnem de trueia pro carne porci. Si tamen hoc fecerit aliquis, precium carnis in duplum restituat. Sed tamen carnem de moria vel infirmam vel non natam nullus vendat infra villam, nec in macello de bocaria vendatur caro ovis vel mutonis vel agnorum vel porci vel bovis vel de trueia vel de vaca. »

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 60 : « Hec sunt consuetudines ville Montispessulani constitute et promulgate ab illis quibus dominus Petrus rex Aragonis et domina Maria ejus uxor, filia quondam Guillelmi domini Montispessulani, dederunt et concesserunt plenam potestatem statuendi consuetudines in ville Montispessulani ». Ce texte est reproduit, de même que celui des coutumes de 1204, par Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, t. I, Preuves, p. 73, et par Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, p. 289, n° 760 ; pour les coutumes de 1204, cf. Giraud, *ibid.*, p. 47 et s., et Teulet, *ibid.*, pp. 255-266, n° 721.

préciser d'une part comment se coupent les quartiers de mouton, d'autre part de fixer les versements hebdomadaires à la confrérie, dont on verra plus loin qu'elle ne pouvait être que de création très récente¹⁰⁷. Surtout, le fondement de ce pouvoir de police sur les métiers est défini dans un statut de 1368 relatif aux mazeliers et aux poissonniers : il y est spécifié que les consuls interviennent en raison de leur droit à réglementer tout ce qui peut être utile à la communauté et au bien commun du peuple de la ville¹⁰⁸.

Une application de ces principes est fournie par les différents ajustements des statuts des drapiers, dont divers articles de la coutume de 1204, on l'a vu plus haut, réglementent l'activité : l'article 110, en particulier, interdit l'exercice de cette profession aux étrangers à la ville¹⁰⁹. Voulant en décembre 1226 adoucir cette prohibition, les consuls élaborèrent un autre règlement de la draperie, en forme d'établissement, en tirant motif des intérêts de l'ensemble de la population, atteints par les risques de fraude nés de cette disposition de la coutume de 1204¹¹⁰. De même, le « cominal profieg » est invoqué dans un établissement de 1251 qui modifie une nouvelle fois ce passage de la coutume et constitue un nouveau règlement de la draperie montpelliéraine, rendue plus accessible aux étrangers¹¹¹.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 120 : « En lan MCCC X fon adordenat par tost los mazeliers ab voluntat dels senhors XII cossols, quels cartiers dels motons se levon es talhon en redon, els mazeliers quen fasson sagramen, e qui fara en contra que perda la carn, laqual carn deia esser de la caritat dels mazeliers motoniers, et ayssi se garde per tostz temps, salva la domination del senhor rey.

Item fon mays adordenant que cascuna taula de mazeliers motoniers pague I den tourn. lo dimergue a la caritat, aquel que vendra pague. »

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 166 : « En lan de Nostre Senhor MCCC LXVIII, lo VI, jorn de may, nos... cossols de Montpellièr, avuda deliberation e cosselh am motz bos homes de vila, e per lo poder que avem de ordenar e de destrenhier totas cauzas que nos semblen utils a la comunitat de Montpelleir, a honor e reverencia de Dieu e de Madona Sancta Maria e de tota la cort celestial, e per acabar gracia am Nostre Senhor Dieus, e per salut de las armas e dels corsses, et a utilitat comune de tot lo pobol daquesta vila, azordenam per tostems mays esser gardat et observat en la vila de Montpellièr tot seque de present establen en ayssi quant se sec : Premieramens... »

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 48.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 138 : « Cum certa causa sia que per la costuma que es facha lonc temps ha que neguns homs estranhs alguns draps lanis en Montpeslier tenher non pot en grana, ni en alcuna outra color, e trobem que ad aquela meteussa costuma frau si fazia, per gran res domes que pueis quel teng havian jurat ses tota vergonha de la vila de Montpeslier se despartian, a la frau daquels contracorrens, etals vers abitans de Montpeslier salublamens perversens : Nos cossols de Montpeslier establiem... Fag fon aquest establiment, presens los proshomes del Cossell, els cossols dels mestiers, en lan de la Encarnacion M e CC e XXVI a XVI kalendas de janvier. »

¹¹¹ *Ibid.*, pp. 138-139 : « Qum la costuma facha sobrel teng, que neguns homs estranhs non pueca tenher en Montpeslier draps lanis, si per V ans en Montpeslier non havia estat, tenent alberc, fazen condug, pueis que hauria jurada fesentat al senhor de Montpeslier, al consolat el fais de la obra hauria sostengut ; ajustat en aquela costuma : que si après lo sagrament dig e las outras cauzas fachas, prenia molher nada de Montpeslier, après II ans pueca tenher ; cum aquela costuma aparegues esser agrevie, e pogues esser agrevie

Les boulangers, au même titre sinon mieux que les drapiers, illustrent cette étroite parenté du statut professionnel et de l'établissement consulaire. Déjà en 1196 le dernier des Guilhem de Montpellier, promulguant un important règlement qui constituait en quelque sorte la coutume du prix du pain à Montpellier, proclamait la nécessité d'assurer le bien commun de la population, tandis qu'à la même occasion il s'entourait de conseillers préfigurant les consuls de 1204¹¹². Ce n'est pas autrement que s'expriment ces consuls lorsqu'en 1232 ils prennent un autre établissement réformant le statut seigneurial de 1196 : ils sont poussés, disent-ils, par la nécessité contraignante et quotidienne de la conservation de la chose publique ; du reste, comme Guilhem VIII, ils s'entourent des conseils de gens sages et avisés avant de prendre leur décision, usant de leur pouvoir de faire établissement valable sans limitation de durée¹¹³. Ce pouvoir, ils l'exercent encore en 1400, toujours à l'égard des boulangers : ils ne prennent plus le soin d'affirmer leurs droits dans un protocole, mais le contenu de ces prérogatives est visiblement resté

dalcuns verais habitadors de Montpeslier, sils convenia atendre V ans, com ill venens en Montpeslier havian molher deforas, ni contra ells non fos alcuna sospicion mala, nos consols de Montpeslier, havut diligent cosselh e tractat ab nostres cosselhiers et ab consols de mestiers, a la dicha costuma ajustament, atemprament e determenament faym aital per cominal profieg : establiem... Recitat fon aquest ajustament, atemprament e determenament en la maison del cossolat de Montpeslier, presens los proshomes del cosselh, els consols dels mestiers, en lan de Nostre Senhor MCCLI, III idus de jun. »

¹¹² *Ibid.*, pp. 127-128 : « La escrutabla anteza del devin consel adordenet alguns homes esser maiors dels autres, que per lespiramen de la sobeirana espardansa la governaris savieza veile al remezi del sotz messes, e quar saben los ancians portadors de la lei que sostenion las razons entre las deguizadas colpas e privadas paccions que vulgarmens son appelladas rassas, aver vedat especialmens la durabletat deichel e la conoichensa de tot patrimoni :

Emperamor daisso jeu en G. per la gracia de Dyeu senher de Montpeylier, a la mieua jurisdiction e dels mieus sostz messes prezens et esdevenidors saludablaments volens provezer, avut dosselh de gaures de proshomes e de savis de la vila de Montpeylier, tractans de la utilitat e del profieg ab sobeiran estudi e cosselh dels estagans e dels habitans de Montpeylier et daquels que son avenir, per egal lansa tug e cascun ab gran delegentia procure a gardar senes tot movement et senes tot corompement ; essi contra lo nostre establiment, privileges ni letras ni concessions ni donacions eron donadas ni fachas de nos e de nostra cort entro aras e neguna guiza, fortmen comandam aycellas esser vacuas e non esser de negun movemen et aquestas cauzas per durabla fermeza durar en sa encolumpnetat, et ab auctoritat de nostre decret fermamen enjonhem e comandam an B. Capdebuou et an G. de Liron que de tostz aguestz establimentes apres la nostra anteza en loguier de vera lauzor feron en ayssi auctor, et tostz los successors et tostz nostres curials prezens et esdevinidors que sian gardadors et observadors de totes aquestas cauzas que a te jutgarem, e que la cauza non venga dayssi enan a cambiamen ni en negun altra manieyra venga en duptansa ab lautreyansa de la prezen escriptura. Aquestas causas nomnadaments dizem et estimam per comun ben e per comuna utilitat. »

¹¹³ *Ibid.*, p. 126 : « Necessitat costrenhen e cotidiana de la cauza publica utilmen amonestan nos XII consols de Montpeylier, so es asseber..., sabens nos esser tengustz de luffici de la causa publica, esser eniung fizelman acosselhar et utilmens proveres ; nos, avut diligen cosselh e tractamen ab nostres cosselhers e mostz dautres proshomes savis e discretz, establen, per lo poder local nos uzam destablir, lo presen establiment, el manifestam perduratble valedor, so es assaber... »

le même ¹¹⁴ ; jusqu'à la fin du XIV^e siècle donc, les consuls légifèrent sur la police du pain et de la boulangerie exactement de la même manière et selon les mêmes formes que lorsqu'ils jugent nécessaire de modifier une disposition coutumière de pur droit privé, ces derniers changements étant pourtant plus rares et plus difficiles.

L'existence de statuts professionnels en forme de règlements consulaires n'est pas limitée à Montpellier. En ce qui concerne Alès, un grand texte, d'objet assez général, et par là tendant vers une véritable rédaction de coutumes est promulgué par les consuls le 23 février 1297 (n.s.) : il concerne les boulangers, les bouchers, les vendeurs de poissons, donc trois métiers s'occupant d'approvisionner la ville en denrées alimentaires, et aussi le respect de la propreté dans les rues ¹¹⁵. A Millau, dont l'appartenance politique au Languedoc n'a duré qu'un temps, mais qui s'y est toujours rattachée économiquement, une autre ordonnance de police consulaire est promulguée au cours de la première moitié du XIV^e siècle : elle contient divers articles qui constituent le statut des cabaretiers, tandis que d'autres passages intéressent les bouchers et les poissonniers ¹¹⁶. Ce sont exactement les mêmes métiers qui sont réglementés par un statut consulaire de Nîmes rendu en 1353, en y ajoutant toutefois un article relatif aux ventes d'herbes faites par les jardinières, un autre exigeant l'emploi exclusif du poids du roi, et un dernier passage prohibant toutes immixtions indues dans l'encan ¹¹⁷.

Les consuls de Narbonne, comme ceux des autres villes de Languedoc, rendent des statuts relatifs aux métiers de la même façon que lorsqu'ils modifient les coutumes de la ville ; ils se procurent l'accord du seigneur, s'entourent de la même assistance de conseillers et se réfèrent identiquement à l'utilité commune, ainsi qu'en témoigne un texte du 25 juin 1238, qui est un véritable statut des meuniers ¹¹⁸. Parfois même, ils font préciser qu'ils ont pour modifier les *statuta scripta* l'autorisation et même la *voluntas* du vicomte ou de ses représentants, comme dans le statut relatif aux fourmiers, daté de septembre 1243 ¹¹⁹. En juin 1276, un nouveau règlement émané des consuls de la cité se prévaut une nouvelle fois du même motif d'intervention que les ordon-

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 131 : « Encaras volem e comandam que cascus pestres e cascuna pestoressa que cozera, que non tengon enblat mas quatre cestiers, et en pan cuech quatre cestiers, et en farina quatre cestiers ; et establen que plus non devon aver ni tener ni comprar. Et tot ayssso establen per tot temps. »

¹¹⁵ Arch. Mun. Alès, I S 18, n° 13.

¹¹⁶ Jules Artières, *La draperie de Millau*, Bull. Soc. Litt... Millau, 1914, p. 340.

¹¹⁷ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. II, Pr. XXVIII, pp. 137-40.

¹¹⁸ Arch. Mun. Narbonne, AA 109, 9° thalamus, f° 15 v° « In nomine Domini nostri Jesu Christi. Ut maliciis munderiorum et fartnerorum et improbis fraudibus et furtis que frequenter fiebant provide occureretur, et ut comunis utilitas et singulorum in posterum diligenter et fideliter procureretur, constitutum est de voluntate et assensu dominorum, communicato consilio et tractatu omnium civium et universitatis civitatis et Burgi Narbone, ne de cetero aliquis civis, burgensis, vel aliquis extraneus moram vel transitum faciens par Narbonam, audeat molere bladum cujuslibet generis in molendinis que sunt citra, quousque fecerit ponderatum ad pensum communiter statutum ; item... »

nances générales de police et même que la coutume. C'est-à-dire le commun profit de la population, mis en danger par l'encombrement de la place du marché aux herbes : il s'agit cependant du statut corporatif des revendeuses et des ortolans ou jardiniers ¹²⁰. D'autres exemples peu-

¹¹⁹ *Ibid.*, f° 12 ; AA 103, 3° thalamus, f° 12 ; AA 106, 6° thalamus, f° 7 : « Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos consules civitatis Narbone, videlicet... pro nobis et consulibus aliis subsequentibus universis, et pro omnibus personis in dicta civitate habitantibus seu habitaturis in futurum, auctoritate, tamen, consensu et voluntate Curie domini Amalrici..., et de comuni quidem consilio tocius dicte civitatis, visa quippe et cognita manifeste ingeti utilitate omnium personarum in civitate pretaxate habitantium, super coccione panis et aliorum in statutis scriptis inferioris contentorum, que modo fiunt ant fient de cetero in furnis memorate civitatis per furnerios modo ibi presentes ant futuros tenentes exinde furnos in ipsa civitate, talia facimus statuta perpetuo quod deinceps quilibet furnerius de dicta civitate, vel ejus nunciis, sive ajuda, teneatur extrahere pastam de domo cujuslibet persone in civitate sepefata habitantis, et portare illam ad furnum, et postea dequoquere, absque omni prestatione fornagie et tortelli, nisi solummodo vicesimo panis quem habet de pane coquendo, et decocto pane jamdicto, illum libere ad domum domini reducat incontinenti ; item statuimus... »

¹²⁰ *Ibid.*, AA 110, 10° thalamus, f° 133 : « Com motas e tropas vegadas sia avut manifestat e significat als senhors cossols de la Ciutat de Narbona, per motz de prosomes, e per los ortolans, e per motas autras personas bonas de la vila de Narbona e d'autres locs, que gran peril podia naicher et ensevenir als estans en la Caularia de la davandicha Ciutat, el als avinens et als passans per aicela Caularia, so es a saver per las revendeirises losquels sesian et estavan en la Caularia davandicha, lesquals revendeirises tenin entorn si tant de paniers, e de descs, e de cabasses, e de bancas, e d'autres empachiers, ab lurs fruchas et ab lur ortalicia que tenian en la davandicha Caularia a revendre, si que quays tota la Caularia empachavan, en aixi que las ortolanas no i podian caber ni estar, e per rason del davandig empachier las vias e las carreiras de la Caularia eran tan estrechas que a penas ni podia home ni femna passar sinon a gran peril, ni las personas que venian al mercat et a la Caularia per comprar lur necessari a penas podian comprar aquo que comprar volian, tant era empachada la caularia per las davandichas revendeirises e per la motesa de las gens que venian ad aicel loc. Item, per rason del davandig empachier es esdevengut motas de vegadas en la davandicha caularia, que las bestias que per aqui passavan, cargadas en non cargadas, et homes al caval, non podian passar, per l'estrenhement de caussiguesson efanz, e gent fenia, e motas d'autres gens ; e per las carretas que passan par la caularia estavan aqui las gens a gran peril. Item, fonc mostrat e significat... Et ad esquivar los davanditz perils e fraus form requisitz e pregatz, los senhors cossols de la ciutat davandicha, que els ni presesson cossel, e que provisisson al comunal profieg de la vila, et esquivesson nos perils davanditz. Dont nos... cossols de la ciutat sobre dicha, cossideradas et esgardadas totas las davandichas causas, a requisiment de prosomes de Narbone, volens esquivar per nostre poder los davanditz perils el comunal profieg de la vila metre ad enant e gardar, avut sobre tot aisso madur e deligent cossel de prosomes, e ajustat cossel en la maion comunal cridat especialment per aquestas causas sobre dichas, de cossel e de voluntat del davandig cossel, e em presensa dels prosomes del cossel sobre dig, adordenam, volem et establem, per nos e per nostres successors cossols de la davandicha ciutat en totz temps, que l'unh temps, d'aici en ant, neguna revendiritz non estia ni sequa en tota la caularia de la ciutat per causa de revendre neguna causa, et en aixi volen et establem que sian remogudas en totz temps del loc sobredig, e per aisso magerment car en aixi ho avem trobat adordenat per nostres antecessors cossols de la davandicha ciutat trop de temps ha... »

vent être pris dans cette ville, en ce qui concerne par exemple la police des revendeurs de denrées, dont existe un statut du XII^e siècle¹²¹ ; du reste, les consuls n'omettent pas, dans les listes de leurs attributions qu'ils font rédiger, de préciser que leur est réservé le pouvoir de promulguer des statuts de métiers : nous avons déjà vu ces textes¹²². En un mot : ils agissent ici dans l'exercice de leurs pouvoirs de police.

Ce caractère d'ordonnance de police des statuts des métiers languedociens entraîne d'importantes conséquences : dans ces statuts, il ne sera pas forcément question que des artisans du métier envisagé dans le protocole. Dans les statuts d'un métier déterminé, on peut fort bien trouver des dispositions contraignantes pour les autres métiers. De tels cas sont fréquents dans les règlements des métiers toulousains. Ainsi, malgré son titre de *statutum fusteriorum*, le statut des charpentiers, de septembre 1273 est bien plus un mandement des capitouls de Toulouse aux magistrats municipaux des localités voisines qu'un statut professionnel au sens parisien du mot ; surtout, par un phénomène assez rare, il va s'appliquer à l'ensemble de ces localités¹²³. Le statut des marchands d'avoir-de-poids d'août 1281 est l'exemple d'une autre possibilité due à ce caractère d'ordonnance de police des règlements corporatifs : la surveillance que les consuls veulent voir exercer sur les transactions sera possible grâce à l'intervention de gardes municipaux, les bayles jurés de la mercerie, dont les attributions dépassent largement le seul métier envisagé dans ces statuts, qui n'en sera pas moins soumis à ces personnages¹²⁴ ; selon les principes corporatifs parisiens, au contraire,

¹²¹ *Ibid.*, AA 103, 3^e thalamus, f^o 37 : « Cominal profieg de la vila de Narbone establem que negun revendeire de blat, o de peis, o duos, o de fromages tenres, o de ortalesia, o de fruchas, o de cassas de qual que linhage seran, o de galinhas, o d'ancas, o de totas volatelias, non ause comprar degun dia, en tro que mieg dia sia sonatz, dins Narbona, o defora dis los termenals ols territoris de Narbona. E si degun de las vilas o dels castels degunha, causa de las davandichas aportara a Narbona, degun revendeire no sia ausarz comprar deguna causa de las davandichas causas entro que seran vengudas o aportadas publicament al merchat de Narbona, o venals aqui seran pausadas ; item, stablem... »

¹²² Cf. *supra*, p. 151, et n. 48 à 53.

¹²³ Mulholland, *Early gild...*, pp. 60-61 : « Noverint universi quos nos capitulum nobilium regie urbis tholose et suburbii vidimus, tenuimus et de verbo ad verbum coram nobis perlegi fecimus quamdam patentem litteram, a curia nostra emanatam... tenorem qui sequitur continentem. Consules Tholose urbis et suburbii dilectis suis bajulis et consulibus de... (suit une liste de noms de lieux voisins du cours de la Garonne ou de ses affluents) et omnibus aliis ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem. (art. I) Vestram dilectionem requirimus, vobis etiam ex parte domini regis Francorum mandamus, quatinus a modo faciatis fieri per magistros et carpentarios vestros et fusterios vobis subditos fustas bonas et pulcras et de legitimis pagellis. »

¹²⁴ *Ibid.*, p. 109, art. 2 « Hem statuerunt dicti domini consules quod omnia et singula averia de penso tam predicta quam alia que undecumque ad Tholosam et per quoscumque fuerint adportata, sive contingat dicta averia vel aliquid de eisdem vendi infra Tholosam vendantur velut inde extrahantur, botegue stantur fideliter per bajulos juratos mersarie et mercandarie botigarum qui ad hoc fuerint per Tholose consules constituti scilicet quod in dictis averiis comitti non possit aliqua fraus vel dolus et specialiter ne illa fraus in dictis averiis comitti valeat que encamarar vulgariter appellatur ».

les gardes du métier ne peuvent être pris en dehors du métier, ni surtout être imposés à un métier alors qu'antérieurement leur compétence n'affectait que d'autres professions. Une remarque analogue peut être faite sur le statut des pareurs, fileurs, tisserands et teinturiers toulousains d'avril 1279 : la clientèle, en théorie, ne devrait pas pouvoir être obligée par une texte qui, selon le mode institutionnel en faveur dans la plus grande partie du royaume, ne devrait concerner que les professionnels de l'activité considérée ; ici, toute personne apportant de la matière à filer doit auparavant la peser à un poids public déterminé et non ailleurs¹²⁵. Enfin, et c'en est là un point d'intérêt capital, ce caractère original — au moins vis-à-vis des métiers jurés des statuts de métiers languedociens permet d'y légiférer sur le cas des ouvriers étrangers venant s'installer dans la ville et qui ne font donc pas encore partie du groupe professionnel urbain. C'est ainsi que le statut des tisserands élaboré par les consuls au mois de mars 1279 établit une quasi-liberté de travail pour les artisans du textile qui s'installent à Toulouse, les soumettant envers leurs clients à des obligations de bonne foi qui n'excèdent en rien celles que doivent les Toulousains eux-mêmes envers leurs acheteurs.

Naturellement, les capitouls sont aussi libres de refuser cet accueil aux travailleurs venant de l'extérieur que de l'accorder : et ils ne se priveront pas de ce droit lorsque le marché toulousain de la main-d'œuvre sera plus encombré qu'il ne l'était à la fin du XIII^e siècle dans les activités relatives aux matières textiles. Mais ce refus, n'est-ce pas la concession d'un monopole au bénéfice des travailleurs installés dans la ville ? A notre avis, ce monopole qui, comme nous le verrons, commencera à s'introduire en Languedoc au XV^e siècle, n'a pas d'autre fondement juridique, sinon de cause d'apparition. C'est selon nous une grave erreur que de considérer, comme il a été écrit dans une étude récente¹²⁶, le XIII^e siècle languedocien, et toulousain en particulier, comme une époque de liberté absolue d'exercice des différents métiers, au sein desquels par conséquent une tendance à la cartellisation pouvait se développer sans restrictions. Le monopole urbain, quand il existe, c'est-à-dire assez tard, se développe, non au milieu de métiers libres, mais à travers et grâce aux ordonnances consulaires en règlement professionnel. La toute puissance des consuls en la matière ne peut laisser aucun doute à ce sujet, ainsi qu'il va apparaître par l'examen des deux procédés utilisés par les consuls, police directe ou emploi de gardes des métiers.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 5, art. 2 : « Item statuerunt et ordinauerunt predicti domini consules quod omnes homines et mulieres istius ville Tholose qui et que lanam tradunt sen deponent alicui persone ad filandum, quod tradant illam ad pondus petre sex librarum et dimidie, et non ad aliud pondus ».

¹²⁶ Manfred Weider, *op. laud.*, p. 73, se fonde à ce point de vue, a) sur l'absence de statuts avant 1270 ; b) sur l'apparition de chefs du métier élus par les consuls seulement en 1277 ; c) sur l'interdiction des coalitions uniquement à partir de 1288 ; or Miss Mulholland a retrouvé des statuts des métiers du textile qui datent de 1227, prévoient quatre chefs de métiers élus par les consuls et punissent les coalitions (art. 24 et 25, *Mélanges Evans*, pp. 178-179).

B) *La réglementation directe.*

La forme de tutelle la plus étroite que les consuls puissent exercer sur le métier consiste dans la réglementation directe, par décision unilatérale, sans s'en rapporter au contrôle ordinairement exercé par des gardes, représentants de la puissance consulaire auprès des artisans et des commerçants. Les magistrats municipaux interviennent d'eux-mêmes dans la réglementation des métiers de l'alimentation, qui, dans toute société médiévale, est étroitement assurée ; en second lieu, le cas où le métier entreprend des luttes qui sortent du cadre des discussions amiables pour entrer dans une phase judiciaire, et ce, qu'il s'agisse de rivalités intestines entre artisans de la même profession, de procès entre différents métiers considérés chacun comme formant un tout, ou même d'affaires se déroulant entre le métier et les consuls eux-mêmes ; enfin, toutes les hypothèses où l'ordre public est si gravement menacé que seules des mesures énergiques et unilatérales peuvent le rétablir. Ces différents motifs d'intervention se retrouvent à travers l'histoire corporative de chacune des grandes villes du Languedoc, comme nous allons essayer de le montrer.

A Montpellier, tout d'abord, le pouvoir consulaire intervient fréquemment lorsque les querelles corporatives s'enveniment suffisamment pour créer un état de crise. Ainsi, une dispute menaçant de tourner à l'aigre entre pelhiers et merciers au sujet d'un artisan nouvellement installé dont les « charités » de l'un et de l'autre métier réclamaient la participation, les consuls imposent leur décision le 27 avril 1377 quant au métier que ce personnage est dorénavant censé exercer¹²⁷. Dans un domaine plus général, les consuls étaient déjà intervenus de leur propre chef, en vertu, disent-ils, « de leur pouvoir d'imposer toute chose », lorsqu'en mai 1363 les merciers et les argentiers du plan de Notre-Dame des Tables s'étaient divisés à propos d'un projet d'instituer une confrérie commune à ces métiers géographiquement rassemblés¹²⁸. De même, le 5 juin 1377, les consuls tranchent un litige qui s'était élevé entre les fustiers et le lieutenant du bayle, les consuls de mer s'étant portés partie en la cause aux côtés des fustiers¹²⁹ : là encore, les consuls usent de leur pouvoir illimité d'intervenir directement dans la vie des métiers. Presque exactement en même temps, les consuls furent saisis du différend opposant les apothicaires aux poivriers, non encore terminé le 27 août 1377¹³⁰, alors que le 31 janvier 1376 les gardes de chacune de ces professions étaient parvenus à un accord amiable, mais provisoire¹³¹. Ce procédé d'intervention par voie d'arbitrage avait déjà été utilisé en 1364, lors de divisions de même nature entre sediers et merciers de

¹²⁷ Arch. Mun. Montpellier, BB 17, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 3 v°.

¹²⁸ *Ibid.*, BB 4, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 13.

¹²⁹ *Ibid.*, BB 17, f° 5.

¹³⁰ *Ibid.*, f° 8.

¹³¹ *Ibid.*, BB 15, même notaire, f° 18 v°.

Castelmoron, à Montpellier¹³². Relativement aux argentiers, les consuls exigent en juin 1355 que ces artisans utilisent exclusivement pour leurs fabrications de l'argent fin dit de Montpellier : ils parviennent, après de violentes discussions, à amener ces argentiers à récipiscence, ou presque, puisque le titre exigé sera dorénavant de 11 deniers $\frac{1}{2}$, au lieu des 12 deniers qu'exigeaient précédemment le serment traditionnel des argentiers¹³³ ; quant aux argentiers, ils s'engagent à ne pas modifier la partie inchangée de ce serment¹³⁴. En 1427, les consuls les font jurer de nouveau de respecter le titre accoutumé¹³⁵. Au XVI^e siècle encore, les consuls, à la suite d'un procès qui les oppose aux revendeurs, réussissent à faire affirmer par le Parlement, dans une sentence du 2 août 1524, leur droit à contrôler directement les activités des métiers et en particulier à exercer leurs pouvoirs de police sur les revendeurs¹³⁶. Ils n'ont pas cessé d'invoquer les privilèges à eux attribués en ces matières par les coutumes, ainsi qu'en témoigne le statut des potiers d'étain qu'ils élaborent unilatéralement et par voie autoritaire le 6 décembre 1473¹³⁷.

¹³² *Ibid.*, BB 5, même notaire, f^o 5.

¹³³ *Grand Thalamus*, f^o 133 v^o : « ... Noverint universi quod cum esset debatum inter honorabiles viros dominos consules universitatis Montispessulani ex parte una, et argenterios ejusdem ville habitatores ex parte altera, super eo quod dicti argenterii fabricabant et operabant vasa et alia opera argentea que non erant de argento fino vocato argento Montispessulani, ut dicti argenterii facere solebant juxta sacramentale per dictos argenterios et custodes dicti ministerii prestari consuetum et in libro consulatus Montispessulani inter alia sacramenta contentum et insertum ut dicti domini consules asserebant... dictis vero argenterios dicentibus et asserentibus vasa et alia opera argentea que per eos in dicta villa fiunt, fabricantur et operantur, esse de bono argento ut fieri debet... quod ab inde in antea omnia vasa et alia opera argentea que ab inde in antea fiunt in dicta villa per dictos argenterios et alios quoscunque dicti eorum ministerii eorumque successores in dicto ministerio, sint et esse debeant legis undecim denariorum et oboli argenti fini ad minus »...

¹³⁴ *Ibid.*, art. 10 : « In aliis vero dictum officium sive artem argenteriorum predictorum tangentibus novationem aliquam facere nolunt sen intendunt partes predictae ut dixerunt nec aliquid aliud mutare vel ordinare nisi prout est per eos hactenus fieri consuetum... »

¹³⁵ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartier, F. 7, 28 bis : « Item mays que cascun jurara que sera garda subre los sanhs evangelis que per amor ny per favor ny per ody en las mans dels senhors consols de Montpelier que non senhara neguna vayssela se non que sia de la ley dessus et al cas que non no sia que la rompa... »

¹³⁶ *Ibid.*, *Grand Thalamus*, f^o 238 v^o.

¹³⁷ *Petit Thalamus*, p. 194 : Au nom de Nostre Senhor Dieu Jeshu Crist Amen. Nos consols de la villa de Montpellier... consideram los abuzes e fraus que lo temps passat son estach fach en la dicte villa per los potiers et obrans e fazens vayssela destanh, en obrant destanh non fin et mesclan en lestanh plom et autres metalys oultra que rason non permetia, e senhant lur obrage del senhal dela dicta villa al domage e grant deception de la causa publica ; per poder a nos donat, segon los privileges e costumas de la dicte villa, de establir, de corregir et emmendar per ben et utilitat de la causa publica tot so que nos semble rasonable, volem obviar als ditz abuzes e fraus. Agut sus ayssso entre nos et am espers conseilh e granda deliberation en la maison del consolat de la dicte villa, establen, declaram e promulgam les cauzas seguens gardadoyras et observadoyras per totz temps... »

L'action des capitouls toulousains sur les métiers offre également plusieurs exemples d'intervention autoritaire sur la vie professionnelle. Les métiers de l'alimentation, ou voisins de l'alimentation et conditionnés par cette dernière, font l'objet d'un contrôle direct : ainsi ce statut des hôteliers promulgué le 10 mars 1205 sous la forme d'un statut communal fait avec l'avis du Commun conseil, et dont la plupart des articles protègent les pèlerins et les voyageurs contre les possibilités de fraude de la part de l'hôte ; outre l'approvisionnement des clients, ce texte envisage les ventes d'animaux de trait aux voyageurs, ainsi que la limitation du courtage que touche l'hôtelier à l'occasion des marchés portant sur ces animaux ou sur le bétail et qui se concluent dans son auberge¹³⁸. Un autre statut, daté du 22 août 1221, porte règlement pour les crieurs de vin, à qui il est défendu d'inviter publiquement les consommateurs à boire du vin de tel ou tel cru, mais qui ont seulement le droit de faire réclame pour le cellier d'un propriétaire, sans avoir à indiquer où a été récolté le produit ainsi offert à la vente¹³⁹. Enfin, un cas particulièrement net de décision autoritaire prise par les capitouls en ce qui concerne l'approvisionnement de la ville en denrées alimentaires, est offert par le statut des bouchers promulgué en 1422¹⁴⁰ ; il semble bien que les consuls s'attendent à une résistance ou même à une grève de ces mazeliers : plusieurs articles du texte sont relatifs à la mise en application du statut. Les membres du métier se sont en effet certainement opposés à ce règlement : par une délibération du 5 mai 1423, les capitouls réitèrent l'ordre donné en 1422 de vendre au poids ; d'autre part, la taxation des prix de la viande, dont le principe se trouvait déjà dans le statut de 1422, n'est effectivement mise en application que par une ordonnance du 3 avril 1436. Enfin, les capitouls n'hésitent pas non plus à intervenir lorsque les activités d'un métier sont gravement menacées, même s'il ne s'agit pas des professions de l'alimentation et si les représentants du métier sont hostiles à une réforme des règlements qui s'appliquent à eux. Déjà le 13 août 1221, les consuls et le Commun Conseil, par un statut comprenant un article unique, défendent à tous les membres des métiers travaillant le textile, c'est-à-dire aux parents, tailleurs, courtiers en draps, teinturiers, ouvriers sur étoffes de soie, peaussiers, blanquiers et lavandières, de vendre ou d'engager les matières qu'on leur a confiées pour les transformer¹⁴¹. Il s'agit en effet d'une pratique qui lèse gravement les marchands drapiers, qui dirigent les opérations qui transformeront la matière première en étoffes, en restant, tout au long de la chaîne de métiers qui va du foulon au tisserand et au tailleurs, propriétaires de la marchandise, comme dans les Flandres et en Italie. Il est bon de noter dès à présent que cette activité quasi-capitaliste du marchand dans les métiers du textile est tout à fait exceptionnelle dans le monde corporatif médiéval : comme on aura

¹³⁸ Arch. Mun. Toulouse, AA 1, 52.

¹³⁹ *Ibid.*, AA 1. 93.

¹⁴⁰ Arch. Dép. Haute-Garonne, E 1264 ; publié par Ph. Wolff, *op. laud.*, (*Ann. Midi*, pp. 391-393) à qui nous empruntons l'essentiel des remarques qui suivent.

¹⁴¹ Arch. Mun. Toulouse, AA 1, 90.

l'occasion de le remarquer à plusieurs reprises, l'artisan médiéval est en même temps un commerçant, c'est-à-dire que le même personnage élabore un produit et le vend, tout en restant propriétaire au long de ces opérations. En dehors de ces métiers du textile, il faut citer encore un exemple de décision autoritaire des capitouls : en 1358, ils parviennent à obtenir du Parlement un arrêt les autorisant à procéder à la réformation des statuts des orfèvres, bien que les bayles de ce métier, soutenus par la majorité des membres de la profession, s'y montrent résolument hostiles¹⁴².

Ainsi les consuls des villes languedociennes disposent et usent d'un droit de contrôle direct sur la vie des métiers. Sans doute, ils ne les utilisent qu'en cas de crise grave supportée par la profession. Mais ils possèdent aussi des pouvoirs hors de ces cas extrêmes. Nous verrons ailleurs que de toute façon leurs pouvoirs sont fort étendus au moment de l'élaboration des statuts du métier. De plus, comme il sera examiné plus loin, ils s'attribuent fréquemment la nomination des chefs du métier, au moins au XII^e siècle et au début du siècle suivant. En outre, les opérations commerciales menées par les gens de métiers sont dirigées par des courtiers sur lesquels les consuls, comme on le lira quelques pages plus loin, font peser une réglementation particulièrement stricte. Enfin, et c'est là un aspect non négligeable du contrôle consulaire, les amendes versées par les contrevenants aux statuts corporatifs leur reviennent, ou du moins sont versées à la caisse des grands travaux urbains, comme à Toulouse où, comme on l'a déjà vu à plusieurs reprises, c'est le trésorier de la maison communale qui est le comptable de ces versements.

Mais il faut souligner dès à présent que l'exercice d'une police directe par les magistrats municipaux n'est pas spécial aux grandes villes du Languedoc, ainsi qu'on pourrait le croire à l'examen des exemples précédents, tous relatifs aux corps de métiers de Montpellier et de Toulouse ; d'autres villes de la région accusent la même importance du pouvoir consulaire en matière corporative. Ainsi, à Narbonne, c'est à l'occasion d'un procès qui s'était élevé entre les parents et les tisserands de cette ville que les consuls du Bourg et de la Cité saisissent l'occasion d'affirmer leur volonté, ayant été choisis comme arbitres : mais, et c'est là le point que nous retiendrons de cette querelle, la décision que prennent les consuls dépasse le cadre d'un simple arbitrage puisque, de l'aveu même des corps de pareurs et de tisserands lors de la remise de leur litige entre les mains des consuls le 17 août 1254, il s'agit d'une décision autoritaire que vont prendre ces derniers, motif pris, comme dans les statuts toulousains, du grand péril qui menace ces professions à cause des discordes qui les séparent, alors que leurs activités sont

¹⁴² *Ibid.*, AA 5. 391.

voisines¹⁴³. Les mêmes consuls interviennent dans la fabrication des draps le 23 avril 1347, et d'une façon particulièrement autoritaire, puisqu'ils font lacérer des draps qui n'avaient pas été travaillés conformément aux ordonnances de la ville, et font défense aux pareurs d'en fabriquer de semblables¹⁴⁴ ; il est vrai que leur colère est justifiée par le fait que le règlement sur les draps alors en vigueur à Narbonne est tout récent, puisqu'ils l'ont fait promulguer le 30 mars de l'année précédente¹⁴⁵. Du reste, en dehors de cette industrie essentielle à la ville de Narbonne, les consuls s'intéressent aussi, comme à Toulouse, au ravitaillement de la ville en denrées alimentaires : dès le XIII^e siècle, ils ont le droit de rechercher de leur propre volonté dans les maisons de l'agglomération le blé qui y est entreposé, et de le faire vendre de force au marché, tandis qu'au contraire en période de disette chacun ne doit acheter que ce qui est nécessaire à sa subsistance, toute possibilité de constitution de stock étant donc en principe exclue¹⁴⁶.

¹⁴³ Arch. Mun. Narbonne, AA 103, 3^e thalamus, f^o 22 ; AA 106, 6^e thalamus, f^o 18 v^o : « Noverint universi quod cum discordia et questiones multiplices verterentur inter paratores Civitatis et Burgi Narbonne, ex una parte, et inter textores ejusdem civitatis et Burgi, ex altera, super artificio seu arte texture et parature, et super pannis Narbone textendis et parandis et aptandis, placuit utrique parti ut de dicta ducordia et questionibus omnibus et singulis, quod inter se vel facere poterant ratione dicti artificii seu artificiorum, et etiam ratione injuriarum quod alter alteri, occasione dicte discordie, intulisset, compromitterent in arbitros vel arbitratores in consules Civitatis et Burgi Narbona, et compromiserunt in eadem ut in forma ipsius compromissi infrascripta plenius continetur, cujus quidem compromissi forma talis est : ... Gratis et concordider compromittimus in... consules, ut in arbitros, vel arbitratores, aut amiables compositores, de discordia que intereat et de omnibus questionibus et singulis quas ad invicem faciebamus... ita videlicet quod quidquid super premissis, auditis rationibus, de plano et sine strepitu judicii, juris ordine servato vel non servato, dixeritis, ordinaveritis, seu precipientis, per vos vel per alium, quoquomodo, pro omni vestra voluntate et prout voluntas vestras fuerit, ratum et firmum... ; ... dictum vestrum, ordinatio, voluntas seu preceptum, firmum et stabile perpetuo perseveret et quod contra hec predicta vel eorum aliquid nos vel aliquis de predictis ministeriis parature et texture nunquam veniamus set ex firma et valitura perpetuo habeamus, teneamus et servemus, super sancta Dei evangelia corporaliter tacta gratis jurantis... »

... Unde nos predicti consules, visis et auditis et diligenter intellectis et examinatis petitionibus supradictis cum consiliariis nostris, habito etiam concilio et deliberatione et tractatu cum eisdem, de voluntate et assensu partium, volentes discordias et discentiones inter paratores et textores evitare, cum magnum periculum iminent, dictam discordiam et questiones hujusmodi pro bono pacis et concordie terminandas duximus in hunc modum... »

¹⁴⁴ Renseignement communiqué obligeamment par M.V. Chomel, archiviste en chef de l'Aude.

¹⁴⁵ Arch. Mnu. Narbonne, AA 104, 1^{er} thalamus, f^o 42.

¹⁴⁶ *Ibid.*, AA 110, 10^e thalamus, f^o 122, art. 15 et 16 : « Item, quando caristia est bladi, consules possunt facere inquisitionem per totam villam, propria auctoritate, que vulgariter appellatur serca. Et in loco ubi inveniunt bladum, faciunt mandatum et compellere illum quod portet illum ad mercatum et quod vendat illum, retento illo quod ei erit necessarium ad suas expensas. Item, retento consules possunt ponere custodem in mercato bladi quando est carestia, quod nullus audeat emere nisi secundum quod ei est necesse ad suas expensas et per eorum propriam auctoritatem. »

D'autres villes, grandes ou petites, du Languedoc, voient leur police économique assumée par les consuls d'une façon également autoritaire. C'est unilatéralement que les magistrats municipaux de la cité de Saint-Antonin de Rouergue, célèbre sans doute à tort pour ses coutumes, établissent au XIV^e siècle un statut relatif aux métiers du textile¹⁴⁸. A Castres, les consuls réglementant d'eux-mêmes la profession de tisserand en 1393¹⁴⁹ et l'année suivante taxent l'ensemble des denrées alimentaires, auxquelles ils accordent comme ailleurs une importance spéciale¹⁵⁰. En ce qui concerne Béziers, un document particulièrement intéressant du XV^e siècle nous apprend quelles étaient à cette époque les attributions des consuls de cette ville dans l'exercice direct de leurs attributions sur la police des corps de métiers¹⁵¹ : ils taxent le bétail à vendre ainsi que les viandes exposées par les bouchers, dont par conséquent le bénéfice est indirectement fixé, le prix d'achat et le prix de vente étant tous deux limités ; ils jugent les fraudes commises par les bouchers sur les poids et la nature des produits offerts à la consommation ; enfin, ils ont le droit de faire visiter les viandes présentées sur les étaux. De même, les consuls de la petite ville de Fanjeaux, où n'existe aucun corps organisé des bouchers, parce que ces derniers ne sont que trois, fait qui rend l'intervention consulaire certainement plus facile, limitent les prix des viandes en 1507 et disposent même du droit de décider quand seront tués et débités les bœufs acquis par les bouchers ; de plus, si ces derniers se montrent incapables d'approvisionner convenablement la ville, les consuls achèteront directement les animaux nécessaires aux frais et dépens éventuels de ces bouchers¹⁵². A Nîmes enfin, les consuls font usage de leur droit de police directe en autorisant ou en refusant selon les cas l'apposition par les hôteliers d'enseignes au pignon de leurs auberges, au nombre de dix en 1523¹⁵³. Mais toutes ces autorisations concernent les situations les plus délicates qui puissent survenir dans la vie des métiers ; au contraire, le pouvoir consulaire ne peut assurer la police économique quotidienne : il s'en remet alors à des officiers municipaux le plus souvent appelés gardes.

C) *Le contrôle des métiers par les gardes consulaires.*

En dehors du contrôle direct qu'ils appliquent en certaines occasions sur les corps de métiers, les consuls des villes du Languedoc disposent d'une façon très générale d'officiers chargés de veiller au maintien de

¹⁴⁷ Arch. dép. Aude, III E, Valette notaire, Reg. 1507.

¹⁴⁸ M. de Cabarieu, *Règlement du corps de ville de Saint Antonin sur la fabrication des draps*, Bull. arch. et hist. Soc. Archéol. Tarn-et-Garonne, t. XIII, 1885, pp. 253-270.

¹⁴⁹ Arch. Mun. Castres, BB 6.

¹⁵⁰ *Ibid.*, BB 7.

¹⁵¹ A. Soucaille, *op. laud.* (1909), publie ce texte, pp. 5-26.

¹⁵² Arch. Mun. Fanjeaux, AA 2.

¹⁵³ Arch. Mun. Nîmes, SS 3, chap. E, f^o 112, et chap. L, f^os 145 et 146 ; ces permissions sont échelonnées de 1512 à 1523.

l'ordre public et le cas échéant, dans les métiers à travers l'organisation corporative. Ces personnages, appelés, gardes, *custodes*, gardes jurés, *jurati*, ou parfois même simplement peseurs, lorsqu'ils ne sont nommés que pour faire observer l'exactitude des poids et mesures dans les transactions, sont toujours nommés par les consuls, et peuvent être révoqués par eux *ad nutum*. Leur office est en principe annuel, mais ils peuvent être renouvelés. Ce ne sont pas des étrangers au métier, mais des membres de la profession, choisis par les magistrats municipaux en raison de leur réputation d'honnêteté et de leur compétence professionnelle. Aussi arrive-t-il souvent qu'ils soient confondus avec les « consuls » du métier, comme nous le verrons en étudiant les chefs de métier. Mais l'aspect majeur à retenir de cette institution est son caractère très général. Non seulement tous les métiers de la ville, ou presque, y sont soumis, mais il peut même arriver que soient créés par les consuls des gardes intéressant des activités non artisanales ni commerciales : tels ces « gardes du vin », de Montpellier, qui surveillent l'entrée de vin ou de vendange dans la ville ou dans ses faubourgs, afin d'en prohiber l'importation si ce vin ou ce raisin n'appartient pas à un habitant de Montpellier¹⁵⁴. En ce sens, il faut également signaler ces gardes du banderage, ou « bandiers », qui veillent à la dépaissance des animaux aux alentours de la plupart des villes du Languedoc, à Narbonne par exemple ; ils y sont désignés par les consuls de la même façon qu'en ce qui concerne les gardes des métiers¹⁵⁵. A Toulouse, ainsi qu'en témoignent de nombreux textes, et en particulier une ordonnance consulaire de 1390 sur le paiement des officiers municipaux, existent des gardes qui ne sont pas affectés spécialement à tel ou tel métier, mais surveillent les transactions sur les blés au marché de la Pierre Saint-Géraud : à côté d'eux apparaissent également, quoiqu'un peu moins bien rémunérés, des gardes de la halle aux poissons et des peseurs des pâtes des boulangers¹⁵⁶.

L'institution de gardes consulaires est particulièrement bien connue à Montpellier, grâce aux renseignements que nous fournit le texte des serments que prêtaient ces personnages, et qui diffèrent notablement d'un métier à l'autre. Soulignons d'abord que leur existence n'est pas subordonnée à la formation d'un corps organisé dans la profession : ainsi, les poivriers, grands négociants qui ne forment pas corps, organisé comme du reste en Languedoc et ailleurs, les différentes sortes de marchands en gros, ont des « gardes des marchandises » dès avant 1326, ainsi qu'en témoigne un texte qui relate leur institution pour cette année : comme ils prêtent le « serment accoutumé », l'institution n'est pas nouvelle à cette date¹⁵⁷. Le seul élément qui différencie ces gardes

¹⁵⁴ Petit Thalamus, pp. 294-296.

¹⁵⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 17.

¹⁵⁶ Arch. Mun. Toulouse, AA 3 254.

¹⁵⁷ Germain, *Histoire du commerce de Montpellier*, t. I, pp. 472-473 : « No-verint universi quod nos... consules... fecimus, elegimus, constituimus et creavimus, isto presenti anno, in domo dicti consulatus, prout hactenus et a tanto tempore citra per predecessores nostros est fieri consuetum, quod in contrarium

de ceux qui surveillent les professions artisanales est constitué du fait qu'ils ne portent pas le nom d'un métier déterminé (alors que l'on parle par exemple de gardes des cordiers) mais qu'ils sont désignés par la nature des objets qu'ils doivent visiter : mais la terminologie qui sert à nommer les négociants capitalistes n'est pas davantage fixée, puisqu'ils sont traités aussi bien de poivriers que de marchands, *mercatores*. Ces serments ne sont pas datés. Mais, écrits en une langue romane analogue, ils sont sans doute à peu près contemporains les uns des autres. Or il n'en est nulle part question dans les documents montpelliérains du début du XIII^e siècle, tandis que le serment des gardes des marchandises précité¹⁵⁸ et prêté en 1326, fait allusion à une coutume suivie depuis longtemps : il est probable par conséquent que ces serments ont été élaborés au cours de la deuxième moitié du XIII^e siècle. Certains d'entre eux sont toutefois plus tardifs : tel le serment des gardes des argentiers¹⁵⁹, de peu postérieur à 1355, puisqu'il prévoit la vérification du titre des ouvrages d'argent, qui est de deux deniers et demi, selon l'ordonnance récemment promulguée : or nous avons vu plus haut que c'est à cette année-là que remonte ce règlement. Ces serments peuvent être répartis en trois grandes catégories, selon la nature des obligations que contractent les gardes : un premier groupe insiste particulièrement sur les opérations passées par les artisans de la profession, qu'il s'agisse de protéger de toute fraude le consommateur, ou bien de garantir la liberté d'action des gens de métier eux-mêmes ; un second groupe de serments insiste plus particulièrement sur le respect de la loyauté commerciale dans les poids et mesures ; enfin, d'autres

memoria hominum non existit, videlicet..., in custodes mercium et averum ; quiquidem custodes nobis juramentum prestiterunt infrascriptum, prout per custodes alios, qui pro tempore fuerunt in Montepessulano, predecessores nostris consilibus dicte ville est prestari consuetum...

¹⁵⁸ Cf. le texte au Petit Thalamus, p. 265 : « ... Enquerray et encercaray ses frau et ses engan si alcuna falseza o encamaramen trobaray en avers o en merces que deion yschir de Montpeylier per mercadaria ad autres luocs, o ques vento en Montpeylier o en outra guiza sion alienastz, laquel falseza o encamaramen trobada o conoguda manifestaray als cossols. Et a profieg e garda daquesta fazenda, sagramen penray de tostz aquels que veiaayrem sera, que obs sia...

¹⁵⁹ *Ibid.*, pp. 299-300 : ... « tant quant yeu seray guarda del dich mestier non senharay neguna obra dargen si non era facha et obrada en la dicha viela e per home tenen obrador en aquela meteyssa viela, e que la dicta obra sia dargen de Montpeslier, so es assaber de II d. e mealha de ley argen fin al mens, iuqta la ordensa facha sas entras derrierement sus ayssso, e que la dicha obra avans que yeu le senhe del ponchor de Montpeslier sia premie-ramens senhada del senhal dequel que laura facha ; et avans que yeu la senhe del dich ponchor ne trayray borilh per vezer si es de la ley que deu, e tostz los borilhs que trayray de las obras dun cascun tenent obrador metray en la brostia que tenray en mon obrador daquel meteys, e daquels borils faray una o doas vetz lan essay am lo patron, loquai es senhat del dich ponchor, afin que sapi a cossi e de quel ley cascun aura obrat. El dichs essays paray ben e lialmens tant dels borils quant del dich patron amb unas meteyssas cenres e dun meteys plomb et amb i meteys fuoc, so es assaber que amb aital fuoc et amb ay tel cenres et amb aital plomb faray lessay dels borils e la vayssela dargen amb qual faray lessay del patron... »

serments mettent l'accent sur les qualités qui doivent être assurées lors de la fabrication, étant bien entendu que l'honnêteté dans la production figure toujours dans ces serments comme devant être vérifiée par les gardes, ce genre de dispositions étant toutefois mieux détaillé dans ce dernier groupe.

Parmi les gardes qui doivent surtout surveiller les ventes du métier, il faut citer ceux qui veillent sur les canabassiers, ou fabricants et vendeurs de toiles de chanvre. Ils doivent empêcher les aubergistes de prendre part pour leur compte aux ventes de toile faites par les étrangers dans leur établissement, et à plus forte raison d'en exiger la part du marché, n'étant ainsi point autorisés à soustraire une partie de ce qui a été vendu à celui qui a conclu le premier ce marché. De même, les différents intermédiaires qui se présentent selon l'habitude à ces sortes de transactions, ne devront rien commettre de frauduleux, pas plus que les travailleurs à qui ces toiles sont confiées pour être parées ou subir un blanchissage¹⁶⁰. De leur côté, les gardes des orgiers, c'est-à-dire des marchands de céréales, sont tenus par leurs serments, de faire respecter certaines prescriptions relatives à la vente de leurs produits par les membres de leur métier. Les hôteliers, les courtiers et les regratiers ne pourront acheter de blé d'un marchand étranger : ainsi est protégé le consommateur local, qui pourra effectuer ses acquisitions au moindre prix et sans le secours d'intermédiaires de même que le producteur local est protégé par différentes interdictions d'importations, ou par des taxes parmi lesquelles il faut mentionner l'impôt pesant sur le vin étranger ou « souquet ». Mais le marchand étranger doit laisser les gardes visiter sa marchandise avant qu'elle soit exposée en vente : cette prescription reçoit sa pleine valeur lorsque les céréales transportées arrivent mouillées pour tout ou pour partie ; si ce défaut n'est présenté que par une partie du stock de vente de l'étranger, ce dernier ne doit pas la mélanger à la partie sèche tant que les gardes ne sont pas prévenus de la dégradation ainsi survenue aux céréales à vendre ; si ces dernières sont mouillées en

¹⁶⁰ *Ibid.*, pp. 268-269 : le garde jure que l'étranger venu vendre des toiles à Montpellier « ...non venda aquelas ni neguna daquelas atalh dins l'alberc o en botigua en que tornara, ni en autre luoc, ni loste en que tornara ayso non suffieyra de far ; e que li alberguier non compron de lur oste ni companhia ab els non aion, ni part de gazang non demandon, ni neguns autres per els ni ulh servizi per occayson dayso non recepron. E que negun mercat que sia per alcun menat o pres offert en las telas de son oste non sostrag ne en frau per amistat o per ennimistat ez aquel quel mercat aura premieyramens demandat e que aytan y volra donar com un autre o aytan breu paga far com un autre... »

Il y figure aussi que les ribiers, peyriers et coyratiers qui font marché de toiles, ne causent dommage ou tromperie pour les toiles qui leur seraient baillées « per blanquir o per adobar », « ni sen res que puescon esser dampnoz as las dichas telas non meton en las bugadas, e totas las cauzas veyray e faray e far faray a mon poder et ab cosselh de 4 proshomes del mestier, so es assaber 2 de cascuna carieyra, losquels cascun an son degustz ayso coselhar las gardas ; et yeu, fenit lan de mon regimen, ab los 4 cosselhiers elegirem 2 proshomes del mestier e gardas esser bons e lias segun bon albiri et ayso gardar e complir promete... »

totalité, et si le marchand assure que ce malheur a été causé fortuitement par la pluie ou autre infortune du temps, les gardes sont chargés de rechercher la vérité, et, si besoin est, de faire prêter serment aux marini-¹⁶¹. Quant aux gardes des peaussiers, ils prêtent un serment analogue à celui des gardes des canabassiers¹⁶². A ce même groupe peuvent aussi être rattachés les serments prêtés par les gardes des métiers de l'alimentation dont l'activité consiste beaucoup plus à vendre qu'à préparer, une marchandise dont l'origine animale exclut presque toute transformation préalable : les poissonniers et les bouchers. Les gardes des premiers ont un contrôle assez facile à opérer, puisqu'il consiste uniquement à empêcher la vente de certaines catégories de poissons¹⁶³. Pour les seconds, l'affaire est un peu plus compliquée, puisque la vente est subordonnée dans cette profession à une certaine manière de dépecer les viandes ; d'autre part, les animaux malades ne peuvent être écoulés sur le marché, et les étrangers comme les habitants supportent cette prohibition : le texte montre d'ailleurs qu'il s'agit ici seulement des bouchers de moutons, et non de ceux de bœufs, dont aucune source ne nous a conservé le serment des gardes, ni de renseignements sur ces derniers¹⁶⁴.

¹⁶¹ *Ibid.*, pp. 271-272.

¹⁶² *Ibid.*, pp. 298-299 : le garde jure... « que ben a lialment tota pelissaria que yesca o intre en Montpeylier per vendre regarderay per profiech e utilitat comuna, et aquela que trobaray encamarada a vos senhors cossols encontenent o manifestaray et o denunciaray, e que negun home estranh que aporta pelissaria en Montpeylier per vendre non la venda ni fassa vendre menudaments defra lostal ou tornara, o en la botigua, ni en autre luoc fora de la pelissarie comunaray e que los hostes non auron aysso sofrir, e que los hostes non aion part en la mercataria ni en lo guasanh, ni aion companhia am lo mercadier en aquela mercadaria, ni per aysso negun don o servize aquel hoste non done ni prengua ni autre per el, e que lo dich hoste non puesca ni deia negun mercat sostrayre per frau, e que negun corratier del dich mestier non auze vendre en la carieyra de la pelissaria ni en autre part e Montpeylier, ho en los barris, neguna pelissaria a menut... »

¹⁶³ *Ibid.*, pp. 288-289 « ... Yeu non aportaray ni aportar non faray ni vendray ni vendre non faray escarpes ni raiadas ni bestinas ni canhostz ni negun ferans de peysc en la vila de Montpeylier ni en negun luoc defra los murs, et tot aysso gardaray e tenray e gardar e tener faray de mon poder de Pentacosta a Sant Miquel, ni peysc corruput, ni peysc languit en serva »...

¹⁶⁴ *Ibid.*, pp. 287-288 : « ... En las ronhonadas dels motons ni de las fedas ni dels anhels non botaray ni faray botar ni sobre aquelas neguna outra graycha non sobre pauzaray, ni las lavadas dels motons ni de las fedas ni las metzines dels anhels non botaray... ni los cols dels motons ni de las fedas ni dels anhels non escarnaray per yschampliar, els cartiers dels motons levaray en redon e talharay, mays tostz los cols entiers laycharay ni car vezinoza non vendray al mazel ni en negun autre luoc defra la vila, ni faray senhal a feda que semble moton ni suffiray que autre o fassa. Encaras mays que neguna carn de moria ni malauta ni pudente ni corrupudo ni enrabiada non venray en mazel ni en tot lo pertenenemen de Montpeylier, et si yeu vezia ni sabba que negun hom o femene estrang o privat si aportava o si amenava neguna bestia de moria o malauta o enrabiada, que o feray saber als cossols, e que o vendaray a mon poder que non si intre e neguna carn porsera venguda al mazel non issagaray, nils anhels nils cabrits non tornaray en las pels... »

Dans la seconde catégorie de serments que nous avons distinguée, l'accent est mis principalement sur la nécessité de respecter l'honnêteté dans l'emploi des poids et mesures utilisés par les gens de métier, et donc par conséquent, pour les gardes, de vérifier si les exemplaires en sont conservés en bon état chez les artisans, sans qu'il soit laissé place à une fraude dirigée contre le consommateur. Ici, les gardes doublent la police proprement consulaire, dont on verra qu'elle assure, elle aussi, le respect des règles relatives au mesurage. Il faut citer ici en premier lieu les gardes des mesures et des poids des métiers, qui, comme l'indique leur nom, ont juridiction sur tous les membres des métiers, quels que soient ces derniers, et non point sur l'une seule de ces professions, ainsi qu'il se produit pour les autres gardes. Tout au plus remarquera-t-on que cette police du mesurage par l'intermédiaire de ce genre de gardes intéresse plus particulièrement les merciers : aussi est-il stipulé dans le serment des gardes des poids et mesures que, lorsqu'ils auront vérifié l'exactitude d'un instrument de mesure détenu par un artisan, ils ne pourront y apposer leur marque qu'en la présence, d'une part d'un autre de ces gardes, d'autre part, de deux *proshomes*, c'est-à-dire maîtres de bonne réputation, du métier de mercerie¹⁶⁵. Outre ces gardes, les orgiers disposent d'officiers consulaires particuliers, eux aussi attentifs surtout au mesurage, du moins d'après leur serment ; d'ailleurs les règles relatives à la vérification des récipients utilisés par les orgiers sont voisines de celles applicables aux gardes généraux des poids et mesures, puisque y sont requis des témoins de même nature et en même nombre¹⁶⁶. De même, les gardes des « boîtes » des pozandiers, c'est-à-dire des porteurs d'eaux, doivent bien contrôler la contenance requise d'un setier, que doivent posséder tous les récipients utilisés par les membres de ce métier. Une tolérance d'un trentième est toutefois autorisée : mais si elle est dépassée les gardes doivent sévir en perçant le récipient incriminé ou en le rendant impropre en transport de l'eau par le pozandier ;

¹⁶⁵ *Ibid.*, pp. 290-291 : « ... Yeu faray adrechurar las canas e las miegas canas, els cartayrons els miegs cartayrons, et totas autres mezuras doli que yeu sapia que fasson adrecherar o quem sia dig que yeu adrechure, a la forme de lescandalh del metalh que adrechurastz ab lescandalh de vos senhors cossols.

Item jur que yeu faray adrechurar mieg quintal et un quartz e mieg quart de quintal, lieuras e miegas lieuras, e cartayrons e miegs cartayrons, e tostz autres pezes de mersaria o ab balansas o ses balansas quem sera dig que adrechure ; e quant me sera veiayre que sian adrechuradas non las giquiray ni las faray senhar mens dun de mos companhos daquels que auran jurat ab me e dos dels proshomes del mestier de messaria, o ab aquels quem sera aveiayre que viel sia et ab aquel puesca far senhal e giquir las mezuras que auray fachas adrechurar... »

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 290 : « Yeu hom jur a vos senhors cossols que yeu adrechuraray los sestayrals, els eminals, e las cartals e las mieias cartals, e las autras mezuras de Montpeylier quem sera dig de adrechure, a la forma de lescandalh del metalh que es en la oriaría, e can me sera veiayre que sian adrechuradas non las giquiray ni las laychoray mens dum companhon mieu, so es adir aquels que auran jurat ab me e de dos proshomes del mestier de la oriaría ab aquels quem sera verayre que mielhs sia et ab aquels puesca giquit o senhat las mezuras. »

en tout cas, ils ne peuvent marquer comme acceptable un tel récipient insuffisamment vaste, et ils doivent signaler la fraude aux consuls, afin que ces derniers puissent utiliser les pouvoirs disciplinaires qu'ils possèdent naturellement sur les gens de métiers¹⁶⁷.

Enfin, toute une série de serments nous présente des gardes dont la tâche est plus simplement de veiller à la qualité des produits fabriqués par les artisans : pour cela les gardes sont chargés de dévoiler aux consuls tout ce qu'ils auront vu faire et qui est contraire à la bonne réputation du métier, comme par exemple chez les *marescalcs* ou maréchaux-ferrants¹⁶⁸. Les gardes de l'affinement de l'argent disposent de plus de moyens, la vérification de la qualité du produit, c'est-à-dire en fait du titre de l'argent, étant ici plus ardue : ils disposent pour cela d'un étalon d'argent fin, dont ils ne doivent pas se séparer pendant la durée de leur office, et, à la fin de ce dernier, ils doivent remettre leurs pouvoirs aux gardes nouvellement choisis par les consuls ; ils ne doivent pas examiner comme gardes l'argent qui leur appartient ou dont ils ont une part¹⁶⁹. Les gardes des cordiers, également, doivent veiller à la fabrication, dont est exclu par exemple tout emploi de cuir vieux, et où les bâts ne doivent pas être faits d'une seule cordée¹⁷⁰.

Dans le même sens, il faut aussi signaler le serment des gardes des sediers¹⁷¹, ou pareurs d'étoffes de soie : il précise d'abord quelles sont

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 296 : « Yeu hom elegut garda dels pozandiers per regadar las botas en las quals porton ayga li dig pozandier que tengon I sestier, jur a vos senhors cossols de Montpeylier recebens per lo comun profiech que yeu regarderay ben e tral e diligentment las botas de cascun dels pozandiers de Montpeylier a blos quels portaran aygue si per aventura trobava alguna de las dichas botas tener mens de I sestier, o que non puecas passar mon sagramen si la trobava mens tener de 29 miegs cartairos, que yeu la trau-caray ho la desfayssonarai en manieira que daqui avant non pueca hom portar ; e si per aventura trobara alcun o alguna dels dighs pozandiers o pozandieiras o altra persona que ni contradisses o mo empaches en alcuna manieira, que yeu non pogues las dichas botas escandalhar, si tenien so que dig es de sus, a vos senhors cossols o a vostres successors o revelarai... »

¹⁶⁸ *Ibid.*, pp. 301-302 : « ... Daquo que trobaray o de malautia o de cura o de ferrar o de curar pe o de tota altra cauza pertanhent al dich offici bona vertadayra e leyal relation faray, e los celaris que degutz seran per ayssso lialment e trempadament tararay ses tota frau »...

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 264 : « Yeu hom establitz iutges de largent iutgaray argen per fin que sia fins e que non tenga mays I. ternai lo mays... e non iutgaray argen que sia mieus ni en que aia part, et ayso attendray per tot lo temps de nostra aministration, ho entro que autres y sino elegutz ; e la pessa de largen non se partia de me entro que sia iutgada ».

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 287 : « ... Yeu non faray cordas ni vendray ni faray vendre en Montpeylier ni el pertenenen que sian botadas, ni envestiray negun fil ni faray neguna manieyra denvestimen ni o faray far ni sufriray a mon poder que autre o fassa, ni senglas ni sobre senglas ni tortorieyras ni neguna obra ni botas ni socs de cuer vielh. E encaras jur mais que non fassa far botas ab una cordura ».

¹⁷¹ Et non pas des corroyeurs, comme l'indique par erreur le *Petit Thalamus*, p. 266, en publiant ce texte : Le garde jure qu'aucun homme étranger ou privé, ne fera... « mescla de brezil ni de roja am grana, ni venda lun per l'autre, ni nos fassa mescla daut de Lucas ni dargen filat en fil ses ceda ab aur fin filat, ni ab argen, ni nos fassa mescla ab ceda obrada o non

les activités de cette profession : elle opère sur toute soie, teinte ou écrue, ouvrée ou non, composée de fils teints ou bruts et même éventuellement garnie d'or filé, et cela qu'elle ait été tissée à Montpellier ou que ce soit un produit d'importation ; le serment lui-même vise les fraudes, que le garde doit empêcher, et les mélanges de teintures de diverses sortes, interdits tout comme la vente d'une qualité d'étoffe déterminée sous un autre nom que celui qui désigne le tissu effectivement présenté. Les gardes des herbes du métier de blanquerie doivent surveiller l'emploi des différentes plantes utilisées par le métier, comme la myrte : elles ne doivent pas être mêlées d'herbes folles, de pierre, de terre ou de boue ; ces herbes devant être vendues en balles de 130 livres, il y aura lieu à destruction partielle si ces balles contiennent quatre livres de boue, c'est-à-dire environ trois pour cent du poids total, et à destruction totale accompagnée d'une amende si cette boue, pour la même balle, atteint ou dépasse le poids de cinq livres¹⁷². Le serment des gardes des candeliers de cire leur fait devoir de vérifier les produits du métier, qui ne doivent pas être faits d'autres graisses que celles de bœuf, de mouton ou de bouc, ni de deux catégories de cire, l'une recouvrant l'autre et restant donc seule visible¹⁷³. Les gardes des auripeliers ou orpailleurs, et des batteurs de feuilles d'or, doivent empêcher toute fraude sur les ouvrages du métier, surtout lorsque ces derniers sont d'or parti d'argent¹⁷⁴. Quant aux procédés de fabrication des farines, ils sont surveillés par les gardes des moulins, qui devront empêcher la vente par le meunier de farines mêlées, par exemple sableuses¹⁷⁵.

Sans plus distinguer de catégories entre ces gardes, se pose la question se savoir s'ils se confondent, à l'intérieur du métier, avec les chefs de ce dernier, ou s'ils constituent une institution indépendante ; on s'attendrait en effet à trouver, à côté de gardes choisis par les consuls, des chefs de métiers élus par le corps professionnel lorsque du moins le métier forme corps. Il n'en est cependant rien ; quoiqu'à la nomination des consuls, les gardes sont le plus souvent en même temps les représentants du corps de métier. A cela, il ne peut être signalé que peu d'exceptions ; les gardes des drapiers ne se confondent pas avec les consuls particuliers de la draperie, qui d'ailleurs sont élus indépendamment les uns des autres par chacun des deux groupes de drapiers, tandis que les premiers sont communs à tous les membres de cette profession ins-

obrada, ni ab filadis de cambe ni de lin gitada tota botonadura. E que tota la ceda ol filedis que tenheran duna lieura en sus, nos prezent aran e mostreran, o prezenzar o mostrar nos feran ans que la rendon... » Il jure aussi qu'il interdira « que neguna ceda non se cargue de negun cargamen ni de neguna primor si non daquela quela que deu aver naturalsmens »...

¹⁷² *Ibid.*, p. 284 : Le garde fera aussi en sorte que... « negun home estran ni privat non adoble pels en Montpeylier ab rentiscle ni venda e Montpeylier pels que sion adobadas ab rentiscle »...

¹⁷³ *Ibid.*, pp. 304-305.

¹⁷⁴ *Ibid.*, pp. 303-304.

¹⁷⁵ *Ibid.*, pp. 283-284.

tallés dans la ville¹⁷⁶. Face à cette situation particulière, nombreux sont les exemples de métiers où les gardes s'identifient avec les chefs de métiers : ainsi chez les candeliers de suif, selon les statuts de ce métier de 1295¹⁷⁷. Dans l'ordonnance de 1355 relative aux argentiers¹⁷⁸, les consuls mentionnent uniquement des gardes, et ne se réfèrent nullement à des bayles de cette profession. Toutefois, chez les meuniers, les statuts de 1298 distinguent expressément les gardes des chefs de métier¹⁷⁹.

Un certain nombre de textes, enfin, nous montrent ces gardes opérant dans l'exercice de leurs fonctions, le 12 février 1272, les deux gardes des salaisons, *custodes rerum salsarum* viennent exposer aux consuls qu'ils ont inspecté une certaine quantité d'aloses, au nombre d'environ un millier, vendues par un poissonnier à un habitant de la ville : ils ont remarqué qu'un bon nombre de ces poissons étaient de pêche trop ancienne et par conséquent non marchands ; certains sont même pourris ; seule une partie de ce lot reste propre à la consommation¹⁸⁰. Le 21 avril 1371, deux gardes jurés de l'office des cordiers signalent qu'une grande quantité de cordes, saisie chez un des cordiers de la ville, est faite de fils couverts, c'est-à-dire de chanvre mâle recouvert de chanvre femelle, et qu'elle est insuffisante ; chez un autre cordier, les cordes saisies sont de chanvre mâle et battu, et de plus couvertes, donc insuffisantes ; une partie toutefois en reste bonne à la vente¹⁸¹. Ces exemples montrent ainsi qu'à Montpellier les gardes ne restent pas inactifs. Dans cette ville ils se confondent avec les officiers des métiers, sauf chez les drapiers et chez les meuniers.

Mais cette série de cas relatifs à cette dernière ville ne doit pas faire perdre de vue que l'institution des gardes consulaires est un phénomène très général dans les villes de Languedoc. A Toulouse, on en connaît dès 1227, puisque dans le statut des métiers du textile de cette année, les consuls décident d'en nommer quatre par an, choisis à raison de deux pour la ville et deux pour le faubourg¹⁸². En ce sens, il faut également noter la création de peseurs de pain et de pâte de boulanger, que pourront désigner les consuls de Mirepoix à la suite de l'accord passé entre ces derniers et Jean et Gaston de Levis le 26 février, puis le 2 mars

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 264 : les gardes choisiront pour leur succéder quatre « proshomes a gardar la davan dich teng ab cossols dels proshomes de las dos draparias de Montpeylier. »

¹⁷⁷ Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, p. 459 : « Aordeneron... que gardas sian donadas cascun an als dichs candeliers, lasquals gardas aian cura e diligencia de reconoisser los pes dels dichs candeliers et las balansas, et quel mestier dels dichs candeliers se fassaban e lialmens e set encamaramen en tot la vila de Montpeslier... »

¹⁷⁸ Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f° 133 v°.

¹⁷⁹ Germain, *op. laud.*, p. 461 : « ... Que las guardas ols cossols del mestier aquo puescon destrenher per lur auctoritat, tro que sia pagada la dicha cartal a la Caritat... »

¹⁸⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 13 Pierre Gilles notaire du consulat, f° 14.

¹⁸¹ *Ibid.*, f° 3 v°.

¹⁸² Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n° 17.

1325¹⁸³. A Nîmes, une criée du 5 mai 1348 précise qu'aucun boucher ne devra vendre de la viande corrompue ou abîmée de quelque façon que ce soit, et que les gardes de la boucherie, s'ils découvrent une contravention à cet ordre, confisqueront la viande ainsi corrompue et la feront brûler dans la rue de la Boucherie ; d'autre part, les étaux des bouchers, qui avancent dans la rue avec exagération, devront revenir dans les quatre jours aux dimensions autorisées, sous peine de voir pour les bouchers leurs étaux brisés, et les crocs enlevés, sur l'ordre de ces *custodes* ; en outre, les bouchers sont tenus, quels que soient le jour et l'heure, de donner les clefs de leurs boutiques à ces gardes lorsque ces derniers les en requerront, sous peine de 10 sous d'amende envers le roi ; enfin, il est interdit d'insulter ces gardes et de se montrer rebelles envers eux¹⁸⁴. Mais cette institution de gardes élus par les consuls ne semble être connue, ni à Narbonne¹⁸⁵ ni à Béziers¹⁸⁶.

On voit qu'ainsi les gardes des métiers disposent de pouvoirs étendus : leur rôle va ressortir plus clairement d'une étude du contenu de la police consulaire sur les métiers.

Section III. — LE CONTENU DE LA POLICE CONSULAIRE.

Les consuls, on l'a vu, disposent de moyens divers pour faire fonctionner correctement leur droit de contrôle sur les métiers. On a sans doute remarqué qu'ils intervenaient dans les domaines les plus divers de la vie corporative. Toutefois, certains aspects de l'organisation professionnelle sont particulièrement propices à la mise en œuvre des pouvoirs que possèdent les consuls. Ce sont ces situations qui vont être ici étudiées. Il est toutefois bon de rappeler d'abord ce que recherchent les consuls lorsqu'ils interviennent dans la marche du système corporatif urbain. Une de leurs principales préoccupations est d'abord de lutter contre la vie chère, ainsi qu'ils l'indiquent expressément dans le statut des bouchers de Toulouse de 1422¹⁸⁷. Lorsqu'un métier dont les prix de vente sont taxés veut faire augmenter ces derniers, il doit motiver sérieusement sa demande pour obtenir des consuls la réformation des

¹⁸³ Pasquier, *Cartulaire de Mirepoix*, t. II, p. 166 : « ... Quo juramento prestito, prefati sic electi, jurati et recepti per dominum seu curiales predictos Mirapisci prefatum officium libere toleant exercere, et ipsi ponderatores inter omnes in qualibet septimana qua ponderaverint dictum granem seu pastam, a quolibet flequerio et flequeria dicti loci unum denarium turonensium dumtaxat recipere possunt in sui remunerationem laboris, et panem minoris ponderis tenerentur pauperibus erogare ».

¹⁸⁴ Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n° 17.

¹⁸⁵ Cf. le règlement des meuniers de 1238, Arch. Mun. Narbonne AA 109, 9° Thalamus, f° 15 v°, art. 2 : « ... Quod... munderii... jurent duobus probis hominibus electis, et consulibus et Curiis presentatis... »

¹⁸⁶ Des gardes nommés par les consuls n'apparaissent qu'au milieu du xv^e siècle dans le corps des bouchers de Béziers ; cf. Soucaille, *op. laud.* (1909), p. 5 et s., art. 24.

statuts : ainsi font les cordeliers de Toulouse en septembre 1322¹⁸⁸. On verra plus loin comment opèrent les consuls pour régler le prix du pain : dans chaque ville du Languedoc existe une sorte d'échelle mobile faisant varier, non le prix, mais le poids du pain d'un prix déterminé et fixe en fonction des prix des farines. Un deuxième souci consulaire est de voir représentés dans la ville tous les métiers nécessaires à la subsistance et à l'entretien de ses habitants. C'est pourquoi ils cherchent à y attirer des artisans étrangers lorsque ceux de la population indigène sont insuffisamment nombreux : ainsi font les consuls de Montpellier lorsqu'ils admettent en 1390 deux argentiers comme citoyens de Montpellier, en les exemptant de tailles pour trois ans¹⁸⁹. Entre 1375 et 1380, le besoin se fait certainement sentir dans cette ville d'étoffer les métiers du textile, car à peu près tous les nouveaux habitants reçus à Montpellier pendant cette période sont des tisserands et des drapiers. De façon analogue, les consuls de Nîmes cherchent en 1322 à attirer dans cette ville des marchands drapiers de diverses localités de la région de Carcassonne, et en particulier de la petite ville de Fanjeaux¹⁹⁰.

¹⁸⁷ Texte publié par Ph. Wolff, *Les bouchers de Toulouse*, p. 391.

¹⁸⁸ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 110-111 : « Bajuli... officii candellariorum... ante presentiam... dominorum de capitulo... dixissent et proposuissent... quod ipsi candelas cepi facere non poterant ad vendendum sine prejudicio eorum magno et amissionione ad modum ordinationum, statutorum et stabilimentorum eisdem candellariis et eorum officio per dominos de capitulo concessorum... Cum aliquid ac alia que erant necessaria ad faciendum dictas candelas multo magis valebant et assenderant precio quam consueverant retroactis temporibus, ita quod modo aliquo secundum statuta et ordinationes eis in dicto ministerio concessa dictum officium (sic) absque dampno et amissione eorumdem bonorum uti non poterant dicto officio, petissent etiam eisdem dominis de capitulo et supplicassent de oportuno remedio super predictis eidem provideri, ita quod esset proficium eisdem et tote universitati Tholose, et super predictis eis fieri et concedi statuta et ordinationes cum quibus uti (dicto officio) valeant super predictis... »

¹⁸⁹ Cf. Renouvier et Ricard, *op. laud.*, p. 218 : « Item die XXII maii, domini consules receperunt in cives... ad et quod gaudeant libertatibus... Johanmem lo Fame de Brugis, diocesis Tornacensis et Petrum Deby de Trevis argenterios, et quod sint liberi a talhiis... ad triennum ».

¹⁹⁰ Arch. Mun. Nîmes, SS 9, chap. XXI, n° 1 ter (traduction de 1638) : « Lettre missive... des jurés pareurs ou fabricants de drap de Fanjeaux adressée aux consuls de Nîmes par laquelle ils répondent à celle qui leur avait été écrite par les dits consuls, et leur marquent qu'en conséquence de ce qui avait été délibéré dans le conseil de la communauté de Nîmes, on accorderait 2 boutiques dans la dite ville aux marchands dudit Fanjeaux pendant trois années pour y vendre leurs marchandises, et non pendant un plus long temps quant à présent, et que les dits jurés pareurs enverraient vers les dits consuls par tout le temps qu'il y avait encore jusqu'à la prochaine fête de Saint-Hilaire, les deux députés qui avaient déjà été de leur part à la foire de St. Tiberi, et y étaient conféré avec eux des dits consuls touchant les arrangements à prendre à cette occasion, ils leur enverront dans le temps ci dessus dit, lesdits députés pour traiter et conclure avec eux ainsi qu'il conviendra à ce sujet, supposé toutefois que les jurés pareurs de Carcassonne, Limoux et Montolieu n'y manqueront pas de leur côté, avec lesquels ceux de Fanjeaux s'aviseront pour savoir s'ils iront à Nîmes ou non ».

Mais tout ceci ne constitue que quelques-uns des motifs de l'action consulaire. Pour saisir le contenu de cette dernière, nous allons étudier son rôle sur quelques points de la vie corporative : élaboration des statuts, visites des boutiques et des produits qui s'y trouvent, vérification des poids et des mesures, dispositions relatives au courtage. Ce sont là les éléments où l'initiative consulaire apparaît à la fois la plus fréquente et la plus effective dans ses conséquences.

A) *L'élaboration des statuts du métier.*

Le trait général des métiers languedociens au XIII^e et pendant une bonne partie du XIV^e siècle est de laisser peu de place à l'initiative corporative dans l'élaboration des statuts. Sans doute ces derniers sont-ils le plus souvent modifiés à la suite d'une demande des représentants qualifiés du métier, mais il est impossible de tenir pour valable en ce qui concerne notre région l'affirmation d'Espinas qui, parlant du métier en général, disait : « ...Sa cause juridique d'apparition est privée, sa constitution a été spontanée, libre, et non pas légale et administrative. Elle s'est formée d'elle-même ; un pouvoir officiel l'a reconnue, lui a donné vie légale : mais l'idée même de sa fondation n'appartient pas à ce pouvoir »¹⁹¹. Si une telle spontanéité est admissible en ce qui concerne l'apparition des premiers métiers organisés au XII^e siècle, ce serait se faire une fausse représentation de la réalité que de la tenir pour toujours existante aux deux siècles suivants. Ce sont indiscutablement alors les consuls qui prennent l'initiative de la rédaction des statuts du corps de métier. Sur réclamation, soit des habitants de la ville, soit de consommateurs lésés, ils convoquent, ou bien l'ensemble des *probi homines* de la profession, c'est-à-dire en fait tous ceux qui l'exercent dans la ville, soit certains d'entre eux, choisis en raison de leur âge, de leur expérience et de leur compétence dans les affaires du métier, et c'est avec l'aide de ces derniers qu'ils rédigent les statuts¹⁹². Cependant, pendant la deuxième moitié du XIV^e siècle, et surtout au siècle suivant, les chefs de métier prennent de plus en plus d'importance et manifestent une tendance marquée à rédiger des projets de statuts qu'ils présentent tout préparés aux consuls ; au XV^e siècle, les gens de métiers font de véritables pétitions adressées aux consuls pour voir modifier certains passages de leurs statuts qui leur sont devenus incommodes. On connaît ainsi la supplique que les ortolans et leurs bayles remettent aux capitouls de

¹⁹¹ *Métiers, associations et confréries de métiers, Ann. d'Histoire sociale...*, 1943.

¹⁹² Mulholland, *Early Guild...*, p. 16, statut des semaliers de Toulouse, février 1300 (n.s.). « Attendentes quod cuilibet experto in sua scientia seu artificio atque ministerio credendum est et quia intellexerunt a pluribus fidedignis et sapientibus de dicto officio seu ministerio semalium et in dicto ministerio operantibus et aliis pluribus qui dixerunt ordinationes et statuta cedere et etiam esse ad utilitatem et comodum totius universitatis Tholose et multum aliorum qui semales et coldram emunt seu emerint in Tholosa, fecerunt... statuta... »

Toulouse en 1466 pour que soit transformé un article qui les gêne au sujet de l'arrêt des transactions que doivent subir les membres de cette profession les jours de certaines fêtes : les capitouls accordèrent d'ailleurs la modification demandée, mais il semble qu'à cette époque l'accord qui est requis de leur part est plus une question de forme que l'accomplissement d'une pétition de présentation délicate et de résultat aléatoire¹⁹³. Cependant, les consuls, même à cette époque, sont encore en mesure de faire respecter par les gens de métier les statuts même nés de l'initiative du métier : ainsi les consuls de Montpellier, qui interviennent en 1439 alors que les bayles des argentiers viennent d'imposer à chaque maître du métier une cotisation de deux deniers par semaine pour faire faire des réparations à la chapelle corporative sise en l'hôpital Saint-Eloy ; l'un des argentiers refuse de payer, arguant de l'impossibilité pour les chefs du métier d'élaborer un statut contraignant sans le secours des consuls : ces derniers, sur demande des bayles, obligèrent pourtant l'argentier récalcitrant à s'exécuter¹⁹⁴. Dans tout le Languedoc du XIII^e et du XIV^e siècle les statuts ne peuvent être élaborés ni surtout promulgués sans l'assentiment des consuls majeurs¹⁹⁵.

En tout cas, même pendant la période antérieure, au cours de laquelle les consuls élaborent par eux-mêmes les statuts, ils tiennent compte des désirs exprimés par les chefs du métier, ainsi qu'ils le remarquent par exemple dans le statut des cordiers de Toulouse du mois de décembre 1270¹⁹⁶. Mais leurs pouvoirs en matière d'élaboration des statuts ressortent clairement d'une disposition, d'insertion fréquente dans les règlements

¹⁹³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, feuillet encarté, aux f^{os} 189-190 « A vos mots nobles he redotables seniors de capitol de Tholosa. — Supplicant mot humiliment los vestres servidors los bayles dels ortolas de Tholosa he los ortolas amb els ensembles. Que cum sia vertat que los seniors de capitol vestres predecessors aian baylatz he ordenatz sertz statutz sobre lo govern deldit offissy dels ortolas he y aia hun article entre los autres que lo jorn de la Translacio de Sant Sernin, la quel feste se selebra lendoma de Sant Johan Baptista lo XXV jorn del mes de jun en loqual article se conte que lodit jorn non aian a bendre nulha causa de lor mestier, sus la pena en lodit statut contenguda, jasia ayssso que los sia mot prejudiciable maiorment de causa sequa quar en las causas berdas els non ententa de entretenir he observar a lor poder losditz statutz, modifiquen que bos placia de donar conget que posquan vendre causa sequa tant solament lo jorn de Sant Sernin he lo jorn de la Translacio dessus especificuada he mencionada ne maiorment que aquelas dons festas sen en lo temps de la feyras autreyadas en la vila de Tholosa en las quals festas venden maiorment totz lors ailhz e sebas he las autras causas sequas, car an reguart de las causas berdas volen tenyr lo sobredit statut. En ayssso fasent los ditz supplicantz pregarant Dius per vos autres, messeniors, que Dius vos tengua en sa bona garda. Amen.

Fiat ut petitur et veniant supplicantes sic appuncti, in consistorio, die XIIa julie anno Domini M^o III^o LXVI^o.

¹⁹⁴ Renouvier et Ricard, *op. laud.*, p. 213.

¹⁹⁵ Même les meuniers de Narbonne, qui, élaborent eux mêmes leurs statuts en 1331, les soumettent à l'approbation consulaire. Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} thalamus, f^o 299 v^o.

¹⁹⁶ Mulholland, *op. laud.*, p. 51 : ... « Intellectis etiam verbis que predicti probi homines corderii proposuerunt coram ipsis (dominis de capitulo) et inquisita veritate super hiis, statuerunt... »

corporatifs, selon laquelle ils se réservent le droit de modifier les statuts à l'avenir : ce droit est affirmé aussi bien à Montpellier, comme par exemple dans le statut des tailleurs de juin 1323¹⁹⁷, qu'à Toulouse, ainsi qu'il ressort de nombre de ces statuts : on citera en ce sens le règlement relatif aux daziers ou faiseurs de dés du mois de juillet 1297¹⁹⁸, celui des oliers d'août 1303¹⁹⁹, ou bien celui des tondeurs de draps de novembre 1315²⁰⁰.

Enfin, et même au XV^e siècle, les consuls peuvent abroger les statuts d'un métier lorsque ce dernier disparaît, comme dans le cas des verriers de Montpellier, dont les consuls prononcent en 1410 la suppression de la *caritat* du fait qu'il n'existe plus dans la ville qu'un seul verrier²⁰¹.

Le rôle des consuls languedociens dans l'élaboration des statuts a donc été considérable aux XIII^e et XIV^e siècles : ce caractère de l'organisation corporative de cette région n'est pas sans trancher avec ceux que présente par exemple le Roussillon où dès cette époque les « sobre-pausats » ou « caps de mesters » ont la possibilité de rédiger et de rendre valables par eux-mêmes les statuts du métier²⁰². La même opposition, marquée par un rôle plus considérable des consuls en Languedoc, va se rencontrer dans une autre attribution fort importante de ces derniers, la visite des boutiques et des produits qui y sont exposés en vue de la vente.

B) *La visitation des produits du métier par les consuls.*

On a vu plus haut comment les gardes des métiers sont fréquemment chargés de visiter les marchandises proposées à la vente par les gens de métier pour en vérifier la qualité et la loyauté : Mais, ce faisant, ces officiers consulaires ne font qu'exercer un pouvoir qui leur a été délégué par les magistrats municipaux et qui appartient à l'origine aux seuls consuls pour leur permettre d'assurer le respect des ordonnances de police économique. Aussi ne faut-il pas s'étonner en présence de cas où les consuls préfèrent exercer eux-mêmes et non plus par délégation leur droit de visiter les boutiques des gens de métier.

C'est ainsi qu'à Toulouse, le 6 avril 1446, deux capitouls, commissionnés à ce sujet, par les autres membres du corps municipal, visitent le contenu des boutiques des argentiers et des changeurs de la ville,

¹⁹⁷ Germain, *op. laud.*, t. III, p. 479, art. 14 : « Item convenerunt et voluerunt quod dicti consules et consiliarii qui pro tempore fuerint possint augere et diminueri suprascriptis conventionibus, prout eis visum fuerit expedire ».

¹⁹⁸ Mulholland, *op. laud.*, p. 36, art. 12 : « ... Retinuerunt tamen prefati domini consules et protestati fuerunt, ante presentem ordinationem et statuta et in ipsa et post, quod ipsi domini consules et eorum successores possint presentem ordinationem et statuta predicta corrigere et emendare, addere, diminueri et eadem ex toto revocare, si eis visum fuerit utilitati rei publice expedire et salva et reservata voluntate domini nostri regis super predictis... »

¹⁹⁹ *Ibid.*, *id.*, p. 103, art. 33.

²⁰⁰ *Ibid.*, *id.*, p. 143.

²⁰¹ A. Renouvier et J. Ricard, *op. laud.*, p. 195.

²⁰² A. Drapé, *op. laud.*, souligne *passim* les nombreux pouvoirs des surposés.

pour y saisir éventuellement les pièces d'argenterie d'un titre insuffisant. Leurs visites se montrent nécessaires, puisque, après être passés dans douze boutiques, ils se sont emparés d'une mitre et d'une crosse d'argent, d'un calice, de 7 tasses et de 6 cuillers²⁰³. Dans cette même ville d'ailleurs, les statuts de métiers prévoient que, même en cas de saisie des marchandises par les bayles du métier, l'examen de ces produits suspects et la décision à prendre si une fraude est découverte, appartiennent aux capitouls siégeant à la maison communale et assistés par les bayles : tel le statut des drapiers du 30 août 1465²⁰⁴.

A Montpellier également existe une telle possibilité : les gardes des marchandises y visitent le 11 septembre 1326 une balle de safran que la rumeur publique signale comme *incamaré*, abîmé : ils constatent l'exactitude de ce bruit ; une nouvelle visite, à laquelle participent plus de vingt marchands épiciers, a lieu quelques jours plus tard ; plainte étant déposée entre les mains des consuls, ces derniers se font montrer la marchandise incriminée et prennent leur décision seulement d'après leur expertise personnelle, qui confirme d'ailleurs pleinement les précédentes visites²⁰⁵. En 1375, une grosse affaire éclate à propos de blé avarié : les gardes jurés des orgiers déclarent ce blé invendable, au moins tant qu'il n'a pas été inondé. Les consuls font alors opérer une expertise par un médecin, qui déclare ce blé dangereux pour la santé publique²⁰⁶. Ils demandent en outre une consultation à quelques juristes, dont le célèbre Jacques Rebuffi, qui déclarent tous que le contrat passé à raison de ce blé est nul en vertu de l'application des lois relatives aux vices cachés. Mais c'est souverainement qu'ils décident ensuite que ce blé ne sera pas vendu.

Les consuls de Nîmes ne manquent pas non plus d'exercer leurs attributions relativement aux visites des marchandises des métiers. Eux aussi s'en remettent souvent, au moins en ce qui concerne un premier examen, aux chefs du métier²⁰⁷. Mais il arrive également qu'ils préfèrent

²⁰³ Arch. Mun. Toulouse, AA 57. 19.

²⁰⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 12, art. 2 : « Item statuerunt et ordinarunt (consules) quod dicti bajuli annis singulis vocato scindico ville aut serviente regio una cum ipsis notario consistorii habeant et teneantur visitare operatoria mercatorum et pannos tam habitatorum Tholose quam extraneorum causa vendendi in Tholosam, pannos defferre eorumdem et videre an sint mutata, signa locorum in quibus confecti sunt panni, vel alia macula vel falsitas reperiatur, dictosque pannos capere et sub manu curie ponere, donec fuerint visitati et judicati per dictos dominos de capitulo, et bajulos ejusdem ministerii qui pro tunc erunt juxta delicti qualitatem ».

²⁰⁵ Arch. Mun. Montpellier, Fonds du greffe de la maison consulaire, D. 15. 1748.

²⁰⁶ *Ibid.*, BB 15, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 3 v° : « Item, eadem die, magister Bernardus Foresterii, magister in medicina, visa nostra dicti bladi, dixit folium ibidem mixtum esse, quasi venenosum, et quod de sui naturali esset inebriari hominem et turbare sensum et cerebrum. »

²⁰⁷ Arch. Dép. Gard, B. 19, Vérification par les consuls des chandelles et ouvrages de cire en 1482 :

« L'an 1482 et le 5^e jour del mes de septembre Messieurs les consuls de Nîmes, Messieurs Jehan Solairol, licentié ez loix et Pierre Malhan au nom

opérer par eux-mêmes la saisie et l'examen complet de la marchandise : ils font saisir et expertisent sans aide extérieure en 1363 des cercles de tonneaux de qualité insuffisante²⁰⁸. Peu après, ce sont des marchandises d'épicerie qu'ils déclarent non recevables dans la ville²⁰⁹.

Rentrent également dans cette catégorie les attributions que les consuls de Millau ne manquent pas d'affirmer lorsque, le 11 février 1408, ils créent par ordonnance deux inspecteurs des drapiers, *regardadors de la draperia*, chargés d'examiner les draps avant que les pareurs y mettent la dernière main : les magistrats municipaux rappellent alors que de tels pouvoirs leur sont donnés à eux-mêmes afin que les acheteurs ne puissent être trompés ni sur la quantité ni sur la qualité des draps²¹⁰. C'est d'ailleurs précisément dans la même intention que les consuls disposent d'attributions spéciales concernant le mesurage des marchandises.

C) *Le contrôle des poids et mesures.*

Les gens de métier ne sont pas plus libres en Languedoc de peser et de mesurer leurs marchandises qu'ils ne le sont de décider la qualité du produit qu'ils fabriquent, ainsi que nous l'avons vu. Les instruments de poids et de mesure dont ils se servent sont, d'une façon générale, délivrés par les consuls et restent sous le contrôle de ces derniers. C'est en ce sens qu'il faut interpréter le serment que prêtent à Montpellier les meuniers, fariniers et meneurs de bêtes tirant les chariots qui se rendent

d'eux et de leurs companhos Mes Pierre de Campo et Pierre Payani absens, ont faict prendre et apporter au consolat les torchos, torchisses et chandelas de cire des apothicaires et autres faisans oubrage de cire et lasdites torches, torchis et chandelas ont fait visitat per Anthoine Puget, cap de mestier desdis apothicaires et susdit obrage de cire et Anthoni du Torn, qu'es au loc de l'autre cap de mestier absent, et estant hors la ville ; et los dessus nommas presens lesdis Messieurs les consuls an visitat lodit obrage de cire et an vist et refferat toutes les torches, torchis et chandelles pesas par mesdits seigneurs les consuls estre bonnes et sufficiens et sans aulcune tare, exceptat 15 chandelles tant de ung carteyron chacune que au-dessoubs, que avien estades presas de Rollanda, relaissade de Rolland Bonamyt lesquelles 15 chandelles tant par losdis Puget et du Torn que aussi par Guillen Malhent et Peyre de Montbonon aussi especiaires et expertz en l'obrage de cire ont estatos trobados (et) declarades par eulx estre faulces ou faictes induement pour ce que l'oxabron sive mescha va plus grand que non devié estre segon les ordonnances de la present ville, segon lasquallas ordonnances en l'obrage de una livra de cira lo pabion non deu pesar que una onsa, et a estat trobat que en une candelle de ung carteyron lo pabion pesave trez quartz de une onso, et par so an istades confiscades ladites quinze candelas et pendules par el cavalier del consulat, comme es de coustume. Presens los dessus nommas Anthoine Dinoys, Guillaumes Copier, Mathieu Boteyron et Me Bonhiny, notaire » (Copie collationnée d'un acte d'un livre de la police relié d'ais de bois, confié par les consuls à Simon Tabully, notaire royal et secrétaire en la maison consulaire) (1600).

²⁰⁸ Arch. Mun. Nîmes, SS 2 ; cf. aussi une visite des produits fabriqués par les potiers d'étain en 1438, SS 30 et SS 8, chap. IV, n° 41.

²⁰⁹ *Ibid.*, SS 3, chap. A, f° 7.

²¹⁰ J. Artières, *op. laud.*, p. 267.

aux moulins, serment qui prévoit que le blé sera pesé au poids des consuls ²¹¹.

A Narbonne, les consuls énumèrent avec plus de fréquence et de précision qu'ailleurs leurs attributions en ce qui concerne le mesurage. Dans les listes de leurs droits qu'ils dressent dès le XIII^e siècle, ils affirment qu'ils ont depuis toujours la connaissance des contentieux portant sur l'utilisation et la possession de faux poids et de fausses mesures, aussi bien celles servant aux ventes de blé ou d'huile que celles utilisées dans les marchés portant sur le vin ou sur le sel. Entre leurs mains sont les étalons des différentes unités de mesure usitées dans la ville, avec lesquels ils contrôlent ceux qui sont utilisés surtout pour le calcul des volumes par les gens de métier ; ce sont eux qui fixent les peines applicables aux contrevenants ²¹². Des sources narbonnaises nous permettent également de surprendre les consuls en train d'exercer leurs pouvoirs en la matière. Le 7 septembre 1322, accompagnés du régent de la cour commune, du procureur et du sous-viguier, ils se rendent sur la place du marché aux blés pour vérifier toutes les mesures de pierre ou de bois à l'aide de leurs étalons. Ils découvrent une émine fausse, qu'ils font détruire immédiatement ²¹³. Un mandement royal du 17 mai 1308 précisait d'ailleurs qu'ils devaient opérer en la matière en présence des représentants des cinq cours seigneuriales de la ville, soit celles de l'archevêque, du vicomte, de l'abbé de Saint-Paul, du sacriste de Saint-Paul et du chapitre de Saint-Paul ²¹⁴. Souvent aussi ils envoyaient un représentant, *nuntius*, qui effectuait la visite des poids chez les marchands : tout faux poids découvert était rapporté par ce personnage à la maison consulaire et était brisé solennellement devant la porte de cet édifice, ainsi qu'il est rapporté dans un texte du 20 avril 1312 ²¹⁵. La même année eut lieu la vérification des cannes servant à auner les étoffes de laine et de lin : les fausses mesures furent amenées sur le Pont-Vieux,

²¹¹ *Petit Thalamus*, pp. 281-283.

²¹² Arch. Mun. Narbonne, AA 103, 3^e thalamus, f^o 85, articles 35 à 37 : « Item consules habent ab antico cognitionem et punitionem falsorum ponderum, falsarum mensurarum bladi, vini, olei et salis, et falsarum canarum, sive aunarum, et pictinum sive telle textorum, et aliarum sive aliorum ponderum et mensurarum contra quascumque personas Narbonam degentes.

Item, consules habent et habere consueverunt omnia exemplaria sive payros omnium mensurarum bladi, vini, olei et salis, et cannarum, sive aunarum, et ponderum quorumcumque quocumque nomine seu vocabulo nuncupentur, et etiam de dextris, illaque exemplaria sive payros tenent in suis consulatibus (*sic*). De quibus tradunt copiam et formam volentibus recipere et facere mensuras sive pondera, et cum illis, cum dubitatur que non sint bone, recognoscuntur et recognosci consueverunt et non cum aliis, pro jure domini regis et consulatuum predictorum.

Item, quod quando dicta pondera et mesure singularium personarum ville Narbone cum dictis exemplariis sive payros recognoscuntur, si reperantur false, sive non bene, seu minus juste, remanent penes consulum predictos. Et hoc pro jure domini regis et consulatuum predictorum ».

²¹³ Arch. Mun. Narbonne, pièce non cotée.

²¹⁴ A. Blanc, *Livre des comptes de Jaome Olivier*, II, I^{re} partie, p. 581.

²¹⁵ *Ibid.*, *id.*, p. 481, n. 1.

et le sous-viguiier en brisa une, chaque consul opérant de même à sa suite et à tour de rôle ²¹⁶.

La police consulaire sur les poids et mesures fut certainement plus durable que les pouvoirs des magistrats municipaux sur l'élaboration des statuts : au XVI^e siècle encore, en effet, les consuls de Nîmes distribuaient les étalons aux chefs de métiers ²¹⁷. Ce caractère durable des attributions consulaires se retrouve en un autre aspect de la vie corporative, sur lequel les consuls exercent un contrôle particulièrement sévère, à savoir les opérations de courtage.

D) *La police du courtage.*

Dans toutes les villes du Languedoc, les consuls disposent de pouvoirs spéciaux sur les courtiers, à raison du danger que ces derniers sont à même de faire courir à l'honnêteté des transactions. C'est pourquoi les consuls de Béziers font reconnaître dès 1340 par des lettres patentes émanées de Philippe VI leur droit à nommer les inquanteurs, que l'on ne peut distinguer des courtiers ²¹⁸ : il s'agit donc ici d'officiers consulaires, et non de gens de métier.

A Nîmes, dès 1272 existe un règlement consulaire relatif aux courtiers : ils voient leurs bénéfices limités à un vingt-quatrième des marchandises qui passent entre leurs mains ²¹⁹. Mais ce sont là plutôt des inquanteurs, officiers consulaires, que des courtiers en marchandises de

²¹⁶ *Ibid.*, *id.*, p. 482, n. 2.

²¹⁷ Arch. Dép. Gard, B. 19 (1541) : « S'ensuivent les mesures et escandals baillés aux caps de mestiers des fustiers pour alialer les emynes et autres mesures.

L'an 1541 et le 20^e de mars MM. les consuls Me Calvière, Me de Lapo et Raymond Ynard ont baillé a Estienne Alizon et Guillaumes Serres, cap de mestier des fustiers jurés les mesures qui s'ensuivent :

Premièrement ung cesteyrau de fer de mesure de bled,

Item une eymine de bled de bois ferré,

Item ung cesteyrau bois ferré avec sa crosète,

Item la soupade de la civade,

Item la mesure de la civade pour la disme,

Item la mesure de une cane d'huyle,

Item la mesure de demy cane d'huyle de fer,

Item une entremueje pour alialer lesdites mesures de bled,

Item une mesure de rasque laquelle l'on met sous l'entremuejo,

Item une caisse sapine et sa serrure dans laquelle y a de mil pour alialer,

Item 3 marques de fer uni de la ville et les deux marques des armes
du roy pour marquer,

Item une aulne de fer, une banine (?) de civade de bois, ung boissel de civade, une mesure de fer, ung carton d'huyle, de coyre, la carto
del bla, les deux boissels de bois ferré.

Lesquelles mesures lesdits Alizon et Serres ont promis retourner, randre et restituer finie leur année, ou bien a la volonté de Messieurs les consuls et pour ce faire ont obligé leurs personnes propres et leurs biens aux rigueurs des courts... Extrait du livre d'actes politiques commencé le 14 avril 1541, par le notaire Tabulli. Fait le 28 mars 1600 ».

²¹⁸ Arch. Mun. Béziers, pièce non inventoriée.

²¹⁹ Menard, *Histoire de Nîmes*, t. I, pr. VIII, p. 350.

type toulousain appartenant à un corps de métier. Il peut être distingué en effet plusieurs catégories de courtiers, d'attributions bien définies : courtages des chevaux, des épices ou des étoffes, ne sont pas exercées par les mêmes personnes. Cette variété ressort d'une ordonnance consulaire rendue, toujours à Nîmes, en 1529, et applicable aux différentes sortes de courtiers ²²⁰.

C'est pour cette raison qu'existe à Toulouse un corps des courtiers en chevaux dont les statuts sont rédigés dans les mêmes formes que les autres statuts de métiers de cette ville mais accordent une place particulière au contrôle consulaire tout en prévoyant un recrutement par cooptation (20 octobre 1467) ²²¹. Mais c'est, ici, encore, à Narbonne que les consuls résument le plus clairement les attributions qu'ils exercent sur les courtiers ²²². D'une façon générale, il est donc possible d'affirmer que les magistrats municipaux languedociens disposent de droits de police spéciaux en matière de courtage, qu'il soit exercé par des hommes ou par des femmes : ils reçoivent leur serment, peuvent les relever de leur charge, exigent qu'ils fournissent des cautions au moment de leur nomination, etc. L'étude détaillée du courtage est encore à faire, hormis le cas des courtiers en vin, mais elle sort du cadre corporatif proprement dit.

On a ainsi pu remarquer dans les pages qui précèdent combien le métier en Languedoc, est dépendant de la volonté des consuls. En principe, par de métier organisé si les consuls s'y opposent. Le statut étant promulgué avec l'aide des consuls, il peut aussi être transformé de leur propre initiative. D'autre part, cette police consulaire couvre tous les aspects de quelque importance de la vie corporative. Ainsi les transactions entre les artisans et leur clientèle vont être dominées par la législation municipale. Cette caractéristique du métier méridional va se montrer à l'évidence par l'étude de la vie intérieure des métiers de notre région.

²²⁰ Arch. Dép. Gard, B 19 : « Item est deffendu a tous corratiers, pourteurs et revendeurs des meubles qu'ils n'ayent doresennavant à pourter, à vendre aucune habillemens de laine ou linge parmy la ville dudit Nîmes, ne bailler, ne delivrer à aucun des habitants d'icelle sans... le fere assavoir aux consuls et avoir d'eulx permission de ce fere. Ausdits consuls est enjoinct et comandé voir et entendre de quelz lieix sont pris lesdits habillemens, pour eviter le dangier et mal que s'en pourroient ensuyvre. Et ce auxdits revendeurs à la peine de la prison, du fer et autre peine arbitraire et de droit »...

²²¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 195 v°, art. 8 : « Item statueren et ordeneren que totas vegadas que vaccara loc de tals corratiers se sera elegit et nommat ung autre per los corratiers que seran, loqual sera presentat a messeniors de capitol et si es bo e sufficent sera recebut, autrament no ».

²²² Arch. Mun. Narbonne, AA 110, 10° thalamus, f° 21, art. 7 : « Item consules possunt mittere seu ponere corratarios et corratarias et recipere sacramentum ab illis et recipere fidejussores. Et si faciunt malum in eorum officio, consules possunt illos pignorare per omnia loca ville, per eorum propriam auctoritatem, et removere de eorum officio. Et si ille corratarius vel corrataria debent alicui homini ratione sui officii, consules faciunt mandatum illis solvendi. Et si solvere noluerint, consules pignorant illos et eorum fidejussores ».

DEUXIÈME PARTIE

LA HIÉRARCHIE PROFESSIONNELLE

Les statuts de métiers qui ont été cités dans les pages qui précèdent prévoient un certain nombre de limitations à la liberté des achats et des ventes passées par les artisans et par les commerçants. Toutefois, les membres d'une même profession sont mis sur un plan d'égalité absolue lors de la conclusion des marchés qui les intéressent. Il n'est pas prévu d'exception à cette réglementation en faveur d'une catégorie spécialement distinguée à l'intérieur du corps de métier. Mais les membres de ce dernier ne peuvent toujours agir isolément ; le métier se substitue alors à eux ; toutefois, il ne peut recevoir de consécration comme personne de droit que si certains des gens de métier sont habilités à le représenter chaque fois que l'autorité publique cherche à s'informer sur tout ce qui touche à la profession, à réglementer cette dernière ou à lui faire subir les peines prononcées par une cour de justice. Le groupe professionnel va donc, soit élire, soit se voir donner des « chefs de métier », *capita ministerii*, *consules particulares*, *bajuli*, *prodhommes*, gardes, selon la changeante terminologie médiévale, personnages dotés de pouvoirs d'administration, de représentation et parfois de justice vis-à-vis du métier et de ses membres. Leur désignation, leurs attributions, leur nombre et la durée de leurs pouvoirs sont aussi variables que les termes qui servent à les désigner.

D'autre part, parmi les personnes qui exercent le même métier, certaines possèdent une boutique dans laquelle elles trafiquent à leur compte. C'est là le cas le plus fréquent, et la stabilité économique de cette situation comporte des conséquences sociales : l'artisan ou le commerçant ainsi installé à demeure a voix délibérative aux assemblées du métier, en même temps d'ailleurs qu'il est citoyen de la ville où il habite et participe comme tel aux élections consulaires, lorsque sa profession ou sa fortune l'y rendent apte et que les statuts urbains le décident. Etant donc un homme de métier du type, sinon le plus banal, du moins le plus fréquent, il se voit rarement donner par les statuts qui réglementent la profession un titre particulier, au moins au début du XIII^e siècle : plus simplement, les textes de cette époque font suivre le nom de l'intéressé du nom de sa profession, *macellator* s'il s'agit du statut des bouchers, *sutor* si le texte concerne les cordonniers, etc. Ce n'est qu'à la fin du XIII^e siècle et surtout au siècle suivant qu'apparaît le mot de *magister*, maître, qui va dorénavant désigner ces artisans et commerçants ayant « pignon sur rue » et qui, le plus souvent, sont des chefs de famille. Mais ce titre n'est pas devenu courant sans nécessité ; la raison de ce perfectionnement de la terminologie corporative tient, ainsi que nous espérons le prouver dans les pages qui suivent, au besoin de distinguer des *magistri* un type de travailleurs non encore installés à leur compte, parce que trop jeunes et inexpérimentés dans la pratique du métier : ces jeunes gens qui sont destinés à devenir à leur tour des

maîtres, mais doivent subir au préalable un stage chez un artisan ou un commerçant possédant boutique, sont désignés dans les textes comme *discipuli*, en roman *scolans* ou *massips*, et sont le plus souvent considérés comme faisant partie de la famille du maître, dont ils partagent la vie. Leur apparition dans les sources est ancienne — on en trouve des traces au milieu du XII^e siècle —, mais ce n'est qu'avec lenteur que les statuts corporatifs leur assignent une place distincte et un statut propre au sein de la profession.

Cependant, le maître n'est pas toujours en mesure de satisfaire les besoins de sa clientèle par son propre travail, même s'il est assisté par un apprenti, dont les services ne lui seront d'ailleurs vraiment utiles qu'après des mois ou des années d'instruction professionnelle élémentaire. Au XIV^e siècle, et à la suite d'une évolution à laquelle ne sont certainement pas étrangers une certaine complication des techniques artisanales et un élargissement du chiffre d'affaires moyen des gens de métier au cours des décennies de prospérité économique qui ont précédé la guerre de Cent Ans, une nouvelle catégorie de travailleurs manuels apparaît pour se développer ensuite de façon rapide : les « valets », appelés au XV^e siècle « compagnons » selon une terminologie que les historiens modernes ont adoptée, ne sont pas des apprentis puisqu'ils ne sont normalement pas destinés à changer de statut, ni non plus des maîtres, car ils ne travaillent pas à leur propre compte : ils se louent à ces maîtres par contrat écrit ou verbal, le *coloqui* des textes romans, pour un certain laps de temps, pendant lequel ils pratiquent leur métier sous les ordres du maître, et dans son intérêt, soit exclusif, — moyennant un salaire journalier ou mensuel — soit partiel — cas du compagnon se réservant cinquante pour cent des bénéfices —, soit proportionnel au travail effectué, le compagnon étant alors payé aux pièces.

Chefs de métiers, maîtres, compagnons et apprentis constituent ainsi les maillons d'une hiérarchie corporative qui, diverse dans ses formes à l'origine, tend aux XIV^e et XV^e siècles à s'uniformiser d'un métier à l'autre et même de ville à ville. Lorsqu'apparaîtront les métiers jurés, les statuts corporatifs fixeront ces catégories jusque-là un peu floues et dont il est facile de changer, et les transformeront en cadres professionnels strictement définis et d'accès très difficile, l'opposition entre maître d'une part, et compagnon ou apprenti de l'autre, devenant alors un trait essentiel du système corporatif.

CHAPITRE VI

LES CHEFS DE MÉTIERS

Les consuls, qui réglementent les métiers, ne peuvent pour de simples enquêtes, convoquer tous les membres d'une profession, ou même la majorité d'entre eux. Leur compétence en matière de police économique les oblige à s'adresser à des représentants de ces métiers, et de préférence à des personnages qui disposent de pouvoirs contraignants sur les membres du corps. Ces chefs de métiers apparaissent au cours du XIII^e siècle comme choisis parmi les artisans ou commerçants les plus expérimentés de chaque profession, afin de représenter le pouvoir consulaire lorsque ce dernier ne peut être toujours présent, par exemple au cours des opérations commerciales passées par les gens du métier. Ils sont d'abord désignés comme des prudhommes, *probi homines*, *proshomes* : mais ce terme même est également utilisé pour définir tous les artisans ou commerçants chefs de famille et travaillant pour leur propre compte, c'est-à-dire ce que l'on appellera au XIV^e siècle des maîtres.

Toutefois, un emploi un peu différent est fait de ce nom lorsqu'en 1231, à Toulouse, certains prudhommes pêcheurs témoignent des usages que le métier suit depuis longtemps, et qu'il est donc du devoir du roi de protéger : quatre *probi homines* exposent les revendications du métier, en insistant sur le fait qu'ils ont vu par eux-mêmes ces libertés professionnelles respectées depuis nombre d'années. Il nous semble que ce texte constitue le témoignage de la formation, chez les pêcheurs toulousains, d'une organisation de chefs de métiers, ou tout au moins de représentants du métier, qui parlent au nom de la profession en raison de leur âge et de leur expérience. Plus tard, ce sera le choix des magistrats municipaux qui déterminera la nomination de ces représentants du métier, ou bien même l'élection parmi les membres de l'association professionnelle, mais non plus ce mode de désignation quelque peu primitif que constitue l'âge du personnage.¹

¹ Cf. *Layettes*, t. II, pp. 202-203, n° 2130 : « Testificatio privilegiorum piscatorum et nautarum Tolosae. Notum sit quod Americus Golinarus, et Cerninius de Nastuzia et Willhelmus Cicardus, et Poncius Sigmundus, dixerunt pro testimonio quod omnes naute et piscatores istius ville Tolose, urbis scilicet et suburbii, habuerant et tenerant, tam cum domino Ramundo, comite Tolosano, quam cum suis antecessoribus, quod licuit eis et licet quod possint piscare, quandocumque voluerint, per Garonam et per Arigiam, et navigare et arripare cum eorum corseriis libere de Martris Tolosanis, usque ad punctam de Moy-siaco... Nam ita et tali modo, ut superius scriptum est, jam dicti probi homines.

Ces prudhommes ne sont sans doute pas, même à l'origine de l'organisation du métier, uniquement chargés de rappeler l'ancienneté des usages de la profession. Ils ont aussi un rôle de surveillance, qu'atteste par exemple l'article 98 de la coutume de Montpellier de 1204, qui indique que les instruments de mesure doivent être « conservés », c'est-à-dire vérifiés dans leur utilisation, selon l'arbitrage de *boni viri*, qui sont sans doute les chefs du métier des meuniers : dans la traduction romane de ces statuts, ils sont désignés comme des *proshomes*, c'est-à-dire selon le même mot qui sera employé dans tous les statuts romans de cette ville au XIV^e siècle pour désigner les représentants de la profession².

Ce terme même de prudhommes indique le cadre dans lequel va se développer cette institution des chefs de métiers : alors que les gens de métiers, quels qu'ils soient, sont désignés au XII^e siècle et au début du XIII^e siècle sous ce nom de *probi homines*, on va voir se développer ensuite cette catégorie de membres de la corporation dotés d'attributions spéciales que l'on appellera le plus souvent des *bayles*³, mais qui ne semblent guère différents des *capita ministeriorum* des villes de Provence. Ils seront établis dans les métiers les plus divers, et non seulement par le pouvoir consulaire, mais aussi par les seigneurs qui continuent à exercer leur pouvoir en matière de police économique. C'est ainsi que Raymond VII de Toulouse crée en 1222 à l'usage des bouchers de cette ville la possibilité de s'adresser, en cas de conflit entre membres du métier, à deux ou quatre arbitres choisis dans la profession : ce rôle d'arbitre va être un des traits les plus fréquents des chefs de métiers méridionaux. Mais il faut noter dès maintenant que ces prudhommes arbitres sont aussi des gens du métier : les bouchers en général sont désignés dans ce texte comme *probi homines*, donc de la même manière.⁴

Les chefs de métiers forment donc, dans la réglementation corporative, une institution distincte, de caractère extrêmement général. Ils sont désignés pour un certain nombre de fonctions que les statuts pré-

videlicet Aimericus Golinarus... per fidem eorum corporum pliviverunt, et super sancta Dei Evangelia juraverunt quod ita viderant et audierant, et erat verum, scilicet Aimericus Golinarus et Cerninius de Nastuzia XL annos et plus ; et Willelmus Ciquardus et Poncius Sigmundus XXXV annos et plus in bona tenezon... »

² *Petit Thalamus*, p. 44 : « In furnis et molendinis mensura servetur arbitrio bonorum virorum » ; le texte roman est ainsi rédigé : « Els forns et els molins mezura si esgardada per albire de proshomes ».

³ Ces derniers se définissent techniquement comme des représentants du titulaire d'un droit ; les *probi homines* ne sont que des conseillers.

⁴ *Layettes*, t. I, p. 547, n° 1541 : « Noverint universi, tam presentes quam futuri, quod dominus Ramundus, Dei gratia dux Narbone, comes. Tolose, marchio Provincie, dedit ad feudum omnibus probis hominibus macellariis de banquis majoribus de civitate illa... taillivum et venditionem in ipsis banquis majoribus de civitate... Et pro hoc feodo ipsi macellarii debent credere domino comiti et suis vicariis sive bajulis pro eo carnes I mensem, et vendere eis illas cum XIII^o denario de lucro. Et si de illa venda inter se discordabunt, debent se inde concordare pro cognitione II proborum hominum de ipsis banquis, vel de IIIor... »

cisent toujours ; et ces textes mettent à leur disposition vis-à-vis des gens de métiers des moyens de contrainte qui n'offrent pas de grandes différences d'un métier à l'autre. Les pages qui suivent vont reprendre ces différents points, à travers lesquels nous espérons montrer que les chefs de métiers ne sont pas tant l'expression d'une autonomie corporative que le midi médiéval ne conçoit pas, que l'organe destiné à faire la liaison entre les pouvoirs publics et les corps professionnels soumis à la réglementation économique. Au reste, c'est tout individu en rapports avec l'autorité municipale et détenant par délégation une parcelle des pouvoirs de cette dernière qui est un « *probus homo* »⁵ ; le chef du métier n'est que l'un des conseils dont s'entourent les personnages chargés de l'administration de la ville.

Section I. — LE CARACTÈRE GÉNÉRAL DE L'INSTITUTION DES CHEFS DE MÉTIERS.

Nous avons vu qu'au début du XIII^e siècle il n'existe aucun terme qui permette de distinguer les chefs du métier, des autres membres de la profession. Ces derniers sont appelés *probi homines*, mais c'est le même mot qui désigne également les gens du métier : il est donc générateur de confusions et d'un emploi malaisé ; néanmoins, c'est encore la seule expression qu'emploient les marchands de cire de Toulouse pour désigner leurs chefs dans leurs statuts de 1277⁶. A cette époque, toutefois, apparaît le mot de « bayle » qui sera communément utilisé par la suite ; dans les statuts toulousains les plus anciens, comme celui des cordiers de 1270, il n'est encore question que d'élire des prudhommes comme bayles : ce dernier nom apparaît comme accolé au premier pour éviter de confondre ces personnages avec le commun du métier, composé également de prudhommes⁷. La nouveauté du terme de bayle ressort aussi du statut des pareurs et des tisserands de 1279 ; six hommes bons et aptes y doivent être élus en tant que gardes, bayles et recteurs du métier⁸. Ce n'est qu'un peu plus tard que le terme de bayle est employé

⁵ Comme le souligne avec justesse J.H. Mundy, *Liberty and Political Power in Toulouse*, p. 158.

⁶ Mulholland, *Early gild...*, p. 107, art. 7 : « Sane est melius predicta omnia et singula teneantur, et quod in statu debito conserventur, dicti consules ordinaverunt et etiam statuerunt quod quolibet anno heligantur per consules Tholose et etiam constituentur Illor probi homines cives Tholose, instructi in dicto cere officio, qui jurati fideliter predicta omnia in urbe Tholose et suburbio perquirant et etiam investigent, et faciant secundum predictam ordinationem et constitutionem predictis predicta omnia et singula bene et fideliter observari ».

⁷ *Ibid.*, *id.*, pp. 50-51 : « Consules Tholose... statuunt... quod III probos homines, quos ipsi probi homines per bajulos helegerant... per bajulos confirment... »

⁸ *Ibid.*, *id.*, p. 13, art. 35 : « Item statuerunt predicti domini consules ut post creationem consulum Tholose, videlicet in quolibet consulatu qui pro tempore erunt in Tholose, heligantur et constituentur et deputentur per eos-

dans les statuts sans référence parallèle à des prudhommes⁹. En moins d'un siècle, l'évolution terminologique des expressions servant à désigner les chefs de métier à Toulouse montre comment les métiers sont devenus relativement indépendants : en 1227 encore, en effet, il n'était question dans le statut des métiers du textile que de personnages appelés gardes, et beaucoup plus inspecteurs pour le compte des consuls que représentants du métier¹⁰. Nous verrons plus loin comment cette transformation du vocabulaire reflète une modification des modes de désignation de ces chefs de métiers.

Il faut cependant indiquer ici que la dénomination des chefs de métiers prend, quelles qu'en soient les modalités, variables selon les villes en Languedoc, une forme définitive à partir du moment où apparaît la confrérie. Ce n'est pas le lieu dans ces pages de définir ce qu'est cette forme d'organisation corporative, mais il faut préciser dès maintenant que la confrérie ne désigne, en Languedoc comme dans la plus grande partie du royaume, que l'aspect religieux, au sens large, de l'association professionnelle : dans ces conditions, les chefs du métier sont en même temps à la tête de la confrérie, dès l'époque où celle-ci se répand en Languedoc, soit à l'extrême fin du XIII^e siècle — étant bien entendu qu'il ne s'agit ici que de confréries professionnelles. Ce dualisme des attributions des chefs de métiers rejaillit sur leur dénomination, qui prend désormais un caractère de fixité qu'elle ne perdra plus : ainsi à Montpellier, les chefs du métier sont appelés consuls de la charité ou du métier, *consules caritatis*, *consules ministerii*, *consules officii* : parmi de très nombreux exemples, citons les merciers¹¹ ou les cordiers¹² de cette ville. Les mêmes termes sont toujours employés au XV^e siècle, ainsi qu'en témoignent les orgiers¹³ et bien d'autres métiers ; même au XVI^e siècle, les sediers (tisserands de soie) les utilisent pour désigner les chefs de leur métier¹⁴ ; à cette époque cependant, le terme de prévôt gagne de plus en plus de terrain : il est emprunté à la terminologie

dem consules VI homines bonos et idoneos... qui per totum annum seu durante consulatu, qui eos constituit, sint custodes, bajuli et rectores super predictis omnibus et singulis et super toto officio ac ministerio pannorum lane istius ville Tholose et rerum aliarum predictarum omnium et singularum... »

⁹ *Ibid.*, *id.*, p. 92 : Statuts des tuiliers du 6 avril 1289, art. I : « Ordinaverunt et statuerunt quod in officio seu ministerio tegulariorum Tholose, duo vel tres bajuli in mutatione consulum anno quolibet heligantur, qui regant et gubernent utiliter ministerium et operantes in ministerio seu officio supradicto. »

¹⁰ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 177, art. 19 : « ... Et cum pannos [paratores] recipiant ad parandum, quod videant de pannis illis si erunt bene texti et de longitudine et amplitudine habebunt jura sua, que si forte a pannis abherint, ipsi paratores illos tales pannos nemini parare teneantur, sine consilio custodum super hoc officio statutorum... »

¹¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 5, Pierre Gilles, notaire du consulat, f^o 6 v^o (24 avril 1364).

¹² *Ibid.*, BB 7, f^o 18 (17 novembre 1365).

¹³ Arch. Dép. Hérault, III E, Bolaly, notaire à Montpellier, reg. 1457-1469, f^o 79.

¹⁴ *Ibid.*, G. de Nemauso, notaire à Montpellier, reg. 1537-1557, f^o 9 et 40.

propre aux confréries de pure dévotion¹⁵ ; les associations professionnelles désignent également alors ceux qui sont à leur tête par le nom —improprement employé— de syndics¹⁶.

La persistance de la confusion entre chefs du métier et chefs de la confrérie est également notable à Toulouse. En plein xv^e siècle, ce sont des bayles qui dirigent confrérie et « office » des maréchaux-ferrants¹⁷. De même, les attributions des bayles en matière de finances du métier sont étroitement liées à l'existence d'une confrérie, ainsi qu'en témoignent les statuts des chapeliers du 5 septembre 1464, où l'on voit les chefs du métier chargés, pour la « conservation de la confrérie », de tenir une boîte contenant l'actif liquide des revenus du métier¹⁸. L'influence des organisations confraternelles, apparues à Toulouse à la même époque qu'à Montpellier, n'a pas été moins vive dans la première de ces villes que dans la seconde ; mais elle s'y est exercée d'une autre manière. Alors qu'à Montpellier c'est le nom de l'institution qui a été modifié, les chefs de métiers devenant des « consuls » particuliers, les confréries professionnelles toulousaines provoquent un changement quant à l'existence même de ces chefs de métiers : il semble bien en effet qu'avant elles, un certain nombre de professions, même organisées, n'ont pas de bayles ; en ce sens, le statut des métiers du textile de 1227 ne signale, comme il a été remarqué plus haut, que des *custodes*, des gardes chargés de vérifier la qualité des fabrications ; le statut des bouchers de 1322 n'indique aucun personnage chargé de la gestion du métier : il ne s'agit certainement pas d'un oubli, ainsi que le démontre la répartition des amendes infligées aux contrevenants aux statuts : alors que, dans tous les statuts toulousains de cette époque, elles sont réparties à raison d'un tiers au dénonciateur, autant aux bayles et autant à l'œuvre des ponts de la ville, les statuts des bouchers les divisent en deux moitiés, l'une allant au dénonciateur et l'autre à la réparation des

¹⁵ Cf. les prévôts de la confrérie Saint-Claude en 1538. Arch. Dép. Hérault, III E, Quatrebarres, notaire à Montpellier, reg. 1431-1538, f^o 254.

¹⁶ Ainsi les syndics des teinturiers en 1500 : Arch. Dép. Hérault, III E, Calvin, notaire à Montpellier, reg. 1497-1500, f^o 32.

¹⁷ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 319 v^o, art. 2 : « Item statueren et ordeneren que totz los dilus et dissaptes de la sepmana los bayles deldit offici seran tengutz de anar alas ditas messas, sus pena de una livra de cera applicadora a ops de ladita confrayria, et pagadora per lo deffalhent, sinon que agues legitima desencusa de cognoyssensa dels medices bayles. » — *Ibid.*, art. 3 : « Item statueren que ung cascun mareschal de dit offici, ciutada et habitant de la present vila, venga et sia tengut de venir alas messas de cascuna de las festivitatz de mossenhor sant Eloy cascun an, et portar la confrayria ensemble les bayles deldit offici que son ou seran, sus penas de una livra de cera applicadora com dessus ».

¹⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 5, art. 3 : « Item statuaren et ordeneren losditz senhors de capitol que losditz bailles aran a comprar et tener una bustia, la qual se ferme an clau et la ung des ditz bailles tengua la bustia e lautre la clau et so per maior securitat de las pecunias que losditz bailles levaran et conservation de la dita cofratria ».

ponts de Toulouse¹⁹ : c'est là montrer que le métier ne dispose point de bayles ; or le staut de 1322 ne contient précisément aucune trace de confrérie, alors que l'institution commence à en être assez répandue dans les métiers de la ville. Le statut des ferratiers-vaisseliers décret de mars 1366 est tout à fait semblable au statut des bouchers de 1322 à ce point de vue : on y note l'absence simultanée de bayles du métier et de confrérie²⁰, ce texte est d'autant plus remarquable que, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, tous les métiers toulousains dont on possède aujourd'hui les statuts, formaient confrérie et étaient dotés de chefs. Les deux exceptions de 1322 et de 1366 constituent donc des archaïsmes rappelant un état plus ancien de l'organisation professionnelle, antérieur aux confréries de métiers, et où, souvent, les capitouls ne créaient pas de chefs du métier. Par conséquent, l'apparition des confréries à Toulouse a eu pour conséquence la généralisation de l'institution des bayles, qui jusque-là n'existaient que dans un certain nombre de métiers. Nous verrons plus loin que la confrérie a eu un effet beaucoup plus important sur le mode de désignation de ces bayles.

D'une ville à l'autre, la manière de désigner les chefs de métiers peut varier notablement. Le terme de « bayle » est particulier à Toulouse. A Montauban, il est remplacé par celui de « majoral » qui, au XIV^e siècle, est un chef de métier autant que de confrérie, comme l'indique une relation privée du passage du duc de Normandie dans cette ville en 1382²¹ ; en revanche, le mot de « consul », déjà employé à Montpellier, est utilisé à Carcassonne, où, en 1336 encore, il désigne à la fois le chef du métier et celui d'une rue, reflet de la localisation de chaque profession dans une rue déterminée ; à Narbonne, de nombreux textes que nous avons déjà étudiés évoquent les *capita ministeriorum* selon une terminologie fréquemment usitée à Nîmes et en Provence. L'expression catalane de *sobrepausats*, surposés, est d'usage rare : on la trouve dans quelques textes relatifs aux métiers de Carcassonne, de Narbonne et de Béziers, mais, comme nous le verrons²², elle n'a pas le sens plein de chef de métier qu'elle possède à Barcelone ou à Perpignan.

Les chefs de métiers sont désignés ou élus pour un an dans tous les métiers : c'est là une règle qui ne souffre aucune exception en Languedoc. Son origine provient incontestablement du système initial de choix

¹⁹ Mulholland, *Early Gild...*, p. 68, art. 6 : « ... Et qui contra predictas fecerit, emptores et venditores tociens (sic) contrafecerint, puniatur in X solidis turonensium quilibet de quibus medietas demunciatori et medietas operibus dictorum pontium novi, veteris, Badaclei et Convenarum, ut supra dictum est, applicetur ».

²⁰ Cf. Pièce annexe, n° III.

²¹ E. Forestier, *Lo duc de Normandia a Montalba*, broch. Montauban, 1882, p. XV : « ... premieirament los magorals dels theisendiars, tenchuriers, baisaires e tondeires de draps fero present a M^e Johan, a ginolys, de la pesa de rozet desta vila, e la de drap mesclat, molhat, tondut e baisat, et l^o pesa de sarga negra. Cf. également p. XVIII : « Y avio... las cofrairas del veray Cor de Dio et de N.-D. del Mostier e del Carme, dels VIII Cors dangels e de s. Jacme, des Angels de s. Esteve, de s. Laurens e de s. Aloy, am lor majorals ».

²² Cf. pièce annexe n° III.

de ces chefs : ce sont les consuls qui les nomment. Aussi est-il normal qu'à chaque nouvelle élection consulaire, c'est-à-dire chaque année, corresponde un renouvellement des chefs de métiers. Cette origine consulaire du choix de ces derniers est soulignée dans les statuts toulousains de la fin du XIII^e siècle et du début du siècle suivant, par une disposition assez fréquente selon laquelle les « bayles » sont nommés tout de suite après l'élection des capitouls ; il peut en être donné un exemple en citant le statut des oliers ou huiliers d'août 1303²³. Etant donné le nombre des métiers qui, à cette époque, disposent de chefs désignés par les consuls, il semblerait que ces derniers dussent passer beaucoup de temps à désigner ces « bayles », et cela à une époque qui, suivant de près les élections capitulaires, devait être le cadre de multiples tâches de la part des capitouls ; mais il faut signaler qu'aucun statut de métier languedocien n'interdit la réélection des bayles anciens pour l'année suivante²⁴ : si ces personnages avaient déjà donné satisfaction, les capitouls pouvaient certainement les nommer une nouvelle fois chefs du métier, ne fût-ce que pour économiser la durée d'une enquête parmi les gens du métier. Cependant les listes des chefs de métier de Montpellier, que l'on possède encore pour le XIV^e et le XV^e siècle indiquent des changements annuels²⁵.

Il est plus curieux de constater que le « baylage » c'est-à-dire l'institution de chefs de métiers tend à devenir la règle dans les métiers des grandes villes languedociennes : mais cette création suppose-t-elle, là où elle existe, un métier organisé, ou des chefs de métier peuvent-ils être nommés même dans une profession qui ne forme pas corps ? Tel est un des grands problèmes que pose l'organisation corporative médiévale.

Le caractère très général de l'existence des chefs de métier à Toulouse a entraîné certains auteurs²⁶ à affirmer qu'ils supposaient, dans leur profession un corps organisé et doté de statuts. C'est là une assertion que nous considérons comme controuvée : à notre avis, les sources qu'offrent différentes villes du Languedoc permettent au contraire d'assurer que chaque métier, même non organisé, y dispose de chefs dont la réunion constitue le conseil dont s'entourent certaines autorités politiques, et au premier chef le consulat. Ce régime corporatif est d'ailleurs permis par le fait que ces chefs de métier sont, aux XIII^e et

²³ Mulholland, *Early gild...*, p. 97, art. 1 : « Videlicet [consules ordinaverunt et statuerunt] quod quolibet anno in initio consulatus eligantur per dictos consules Tholose octo probi homines dicti ministerii in bajulos et pro bajulis, qui, jurati coram dictis dominis consulibus, dictum officium seu ministerium exercent fideliter pariter et gubernent secundum formam et ordinationem infra-scriptam. »

²⁴ Sauf précisément quand, à partir du XIV^e siècle, se répand l'usage de faire élire les nouveaux bayles par leurs prédécesseurs.

²⁵ Arch. Mun. Montpellier, GG 1 à 3.

²⁶ A. Du Bourg, *Les corporations ouvrières de la ville de Toulouse du XIII^e au XV^e siècle. Mémoires de la soc. archéologique du midi de la France*, t. XIII, 1884-1885, p. 154 et s.

XIV^e siècles tout au moins, désignés par les consuls : ainsi une assemblée des gens du métier n'est pas nécessaire pour élire les représentants de la profession. Il semble bien en tout cas que tous les métiers ont des chefs : les listes qui en sont établies à Montpellier dès 1353 intéressent 80 professions²⁷.

Un texte toulousain, il est vrai, semble contredire cette affirmation. Par une ordonnance capitulaire du 3 juillet 1465, les magistrats municipaux de Toulouse font sommation aux gens des métiers qui n'ont point de statuts, d'avoir à se présenter dans un délai d'un mois devant les capitouls pour en établir et se donner des bayles²⁸ : un parallèle semble ainsi être tracé entre l'existence de bayles et la délivrance de statuts créant une organisation du métier. Mais ce texte ne nous apparaît point comme topique à cause de sa date, trop tardive ; entre le XIV^e siècle et la deuxième moitié du XV^e, trop d'éléments sont venus bouleverser le cadre corporatif traditionnel du Languedoc : confréries d'abord, jurandes ensuite ont entraîné les métiers à se donner une plus grande autonomie, et surtout à se fermer aux nouveaux venus : la profession n'est plus une simple catégorie d'habitants, mais un corps dont les effectifs sont limités. Comme il n'y a point de jurande sans statuts, et que d'autre part toute confrérie suppose des bayles, il est normal que cette ordonnance du 3 juillet 1465 associe ces deux éléments de la vie corporative pour empêcher le développement des « privés », c'est-à-dire des artisans et commerçants qui tentent d'échapper à l'emprise croissante du métier juré. Ce dernier est considéré par les capitouls comme un élément d'abaissement des prix, ainsi que le déclare la même ordonnance, dans l'article qui suit immédiatement celui qui vient d'être cité : il fait défense aux détaillants et aux regratiers de vendre des produits fabriqués par les gens des métiers organisés. Etant donné la généralisation de ces derniers édictés dans le paragraphe précédent, il est évident que le domaine d'action du regrat se trouvera à l'avenir singulièrement amoindri : cette transformation s'est sans doute effectivement produite, car les archives corporatives toulousaines, très complètes pour cette époque, permettent de constater une considérable augmentation des concessions de règlements professionnels vers 1465, par rapport au nombre de statuts de la période immédiatement antérieure²⁹.

A l'inverse du parallélisme nécessaire entre bayles et métiers organisés que semblait impliquer cette source toulousaine, le cadre corporatif montpelliérain amène indiscutablement à constater que les chefs de métiers sont dans cette ville créés indépendamment de toute organisation de la profession. Des textes cités plus haut ont montré comment, à côté du consulat et du conseil de la « commune clôture », apparaissent de façon très générale des chefs de métiers désignés par les consuls et chargés d'assister ces derniers dans l'administration de la ville dès le début du XIII^e siècle. Des listes de chefs de métiers — et nombreux sont

²⁷ Arch. Mun. Montpellier, GG 1.

²⁸ Arch. Mun. Toulouse, AA 5. 70, art. 3.

²⁹ Cf. le tableau de la p. 217.

parmi ces métiers ceux qui n'ont pas de statuts — sont publiées ailleurs et concernent le XIV^e et le XV^e siècle³⁰. Plus tard encore, les chefs de tous les métiers même agricoles de la ville interviennent en groupe aux élections des « ouvriers » de l'organisation municipale de la ville, comme on peut le noter dans un procès-verbal de ces élections en date du 11 octobre 1512³¹. Tout cela évoque un système de « baylage » généralisé par les consuls à l'ensemble des professions bien plus qu'une limitation de ces chefs de métiers « aux seuls groupes professionnels organisés ».

Les documents relatifs à l'histoire corporative de Narbonne nous apportent des traces encore plus nettes de ce caractère quasi-universel, dans le cadre urbain, de l'institution des chefs de métiers. Ces derniers, joints aux consuls du Bourg et de la Cité, représentent l'ensemble de la population de Narbonne dans la requête déposée entre les mains du vicomte Aimery V, aux fins de suspendre le vet du vin, le 19 mai 1287³². De même, lorsque le 8 juillet 1312 les consuls du Bourg prêtent au roi le serment de fidélité par l'entremise du sénéchal de Carcassonne Aymery du Cros, des *suprapositi* ou surposés des marchands, pareurs, merciers, et autres artisans et commerçants les entourent : or rien ne permet de penser que les marchands de Narbonne formaient corps, pas plus au reste que dans les autres villes de la région³³. Si ces surposés sont qualifiés aussi de prudhommes, on ne saurait en tirer parti pour les considérer comme de simples artisans : le mot de prudhomme désigne bien ceux que l'on appellera plus tard des maîtres, mais il n'est pas, dans ce sens, accompagné du terme de surposé ; il désigne ici en tout cas une quantité de gens du métier bien plus considérable que le groupe formé par les surposés³⁴. Le caractère général des chefs de métiers est particulièrement net dans une supplique que, réunis tous ensemble le 16 septembre 1299, ils présentent aux consuls du Bourg, pour que soient conservées et maintenues les coutumes, immunités et libertés de la ville³⁵. Il semble donc que tous les métiers, organisés ou non, ont des surposés ; la même hypothèse peut être formulée en ce qui concerne les métiers de Carcassonne, puisque le 4 mars 1366, les *suprapositi* de tous les métiers de la ville assistent les 24 conseillers du corps municipal dans leurs délibérations³⁶.

³⁰ Cf. pièce annexe n° III.

³¹ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la commune clôture, G.A. 33 (n° 142).

³² Bibl. Nat., Coll. Doat, t. 50, f° 439.

³³ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} thalamus, f° 318 ; AA 101, 2^e thalamus, f° 70 v° : « ... Qua requisitione facta, predicti consules cum eorum consiliariis predictis unanimiter et concorditer, altero ipsorum in nullo discrepante, prehabita deliberatione inter se et cum aliis probis viris dicti Burgi Narbone suprapositis, ut dixerunt, mercadayrie, paratorie, mersayrie, quam aliorum diversorum ministeriorum et officiorum Burgi Narbonne ».

³⁴ Cf. *Ibid.*, AA 110, 10^e thalamus, f° 142 v° (décembre 1278), art. 5 : « Item quels cossols, de cossolat en cossolat, fassan jurar de cascun menestier, de XV entro a XX prosomes, e per carreiras e per ylas, segon que lur sera vist, que gardon per els e per lo lurs los davanditz establimentz... »

³⁵ *Ibid.*, AA 29.

³⁶ *Hist. Lang.*, t. X, c. 759.

Mais, pour nous, la preuve la plus nette de l'existence de chefs de métiers dans des professions non organisées résulte des traces qu'ils ont laissées dans les petites villes de la région, où pourtant les métiers ne forment pas corps. Ainsi en témoignent les drapiers de Clermont l'Hérault, vis-à-vis desquels un texte de 1341 réglemente de façon autoritaire la fabrication des étoffes : les gens du métier sont considérés à titre individuel et ne forment certainement pas un corps organisé, mais deux chefs du métier sont créés³⁷. A Saint-Gilles du Gard, charretiers et forgerons sont dirigés par des chefs de ces métiers, et il semble que l'institution existe également dans d'autres professions, un texte du 8 avril 1493 indiquant que le prieur du célèbre couvent dirige l'ensemble de ces personnages, étant « caput dictorum caps de mestier »³⁸. La Charte du consulat de Mende, accordée en 1262 par l'évêque, stipule que ce dernier a seul le droit de nommer les chefs de métiers, alors que seul le métier de la boucherie est organisé dans cette ville³⁹. A Sommières, les chefs de métiers, d'après des lettres patentes de Charles VIII de décembre 1483, sont chargés d'élire quatre conseillers à raison d'un pour chacun des groupes professionnels les plus représentatifs dans la ville⁴⁰. En dehors même du Languedoc mais à sa périphérie l'institution paraît tout aussi générale. Nous avons noté plus haut le caractère particulièrement fréquent des *sobrepausats* en Roussillon. Au nord de notre domaine, Rodez possède aussi des chefs de tous ses « arts mécaniques » puisqu'ils se réunissent le 14 août 1539 afin d'entamer contre les consuls un procès qui, du sénéchal de Rouergue sera porté en appel devant le Parlement de Toulouse⁴¹, or, à cette date, rien ne permet de dire qu'un seul métier y ait été organisé. A l'est enfin, Avignon⁴² et d'une façon

³⁷ *Ibid.*, AA 29.

³⁸ *Hist. Lang.*, t. X, c. 759.

³⁹ Cf. Paul Barral, *Considérations sur le régime municipal de Clermont en Lodevois aux XIII^e et XIV^e siècles*, pp. 147 et 160, art. XV.

⁴⁰ Arch. Dép. Gard, E 925.

⁴¹ Arch. Mun. Mende, AA 2.

⁴² E. Giry, *Histoire des deux sièges de Sommières*, 2^e éd., M. de la Pijardière. Montpellier, *Chroniques de Languedoc*, 1878, p. 168 : Charte municipale de Sommières : « Et premierement, qu'ils (les habitants) ont joy et uzé et accoutumé de faire regir et gouverner la dite université [de Sommières] et bien d'icelle par quatre hommes de bon renom appellés conseillers, eslus par les chefs des mestiers de la dicte ville, estant ez quatre quartiers d'icelle, c'est assavoir curatiers (corroyeurs), avanturiers (colporteurs), sabatiers, et brassiers ou laboureurs, auxquels conseillers, pour avoir conseil, sont baillés par chacun des dits mestiers quatre personnes qui sont au nombre de seize personnes, sans le conseil desquelles ils ne peuvent rien faire ne conclure, et ce qu'ils font doivent conclure à la plus saine partie des voix des dits seize hommes... » — « ... Item que les dites ville et université ont accoutumé eslire par chacun an lesdits quatre conseillers et seize hommes, appellés chefs de mestiers, ainsi qu'il s'ensuit, c'est assavoir que au jour St Luc, ceux qui par eux ont esté esleus conseillers font venir devant nos officiers... les dicts seize hommes chiefs de mestiers... »

⁴³ Arch. Dép. Haute-Garonne, B 32, f^o 488.

⁴⁴ Cf. Pansier, *Les confréries d'Avignon au XIV^e siècle*, *Annales d'Avignon et du Comtat Venaissin*, t. XX, 1934, p. 17.

générale les villes de Provence⁴⁵ ne connaissent pendant longtemps de l'organisation corporative que l'institution des bayles, sans que les métiers y paraissent vraiment organisés en corps.

Ainsi des chefs des métiers existent dans toutes les professions des grandes villes et de plusieurs petites villes de Languedoc : point n'est besoin pour cela que les gens du métier forment corps. Mais les bayles, surposés ou consuls particuliers, sont également unis par une autre règle tenant au domaine de leur autorité : en principe, les bayles n'exercent leur autorité que sur un métier déterminé, celui qu'ils exercent, et non sur d'autres, qu'ils soient dans la même ville ou ailleurs. Ce n'est que très rarement que les sources révèlent un « baylage » interprofessionnel ou portant sur plusieurs villes à la fois, et les textes qui vont être cités montrent qu'il ne s'agit pas en fait de véritables exceptions au principe selon lequel chaque métier possède des chefs distincts.

A Montpellier, un « établissement » consulaire du 10 février 1349 (n.s.) décide qu'à l'avenir les peaux traitées par les corroyeurs de la ville seront marquées du sceau de la maison communale par un corroyeur choisi par les consuls ; mais, pour surveiller cette opération, les consuls désigneront chaque année quatre *custodes* en qui, nous l'avons dit plus haut, il faut voir les chefs des métiers montpelliérains tant que ces derniers ne sont pas érigés en *caritates* : or ces gardes sont pris à raison de deux parmi les corroyeurs et de deux autres parmi les cordonniers⁴⁶ : ainsi un métier étranger aux corroyeurs est doté d'un droit de surveillance sur ces derniers ; ici, le « baylage » n'est plus exactement limité à un métier, mais cette situation exceptionnelle s'explique par le fait que toute la matière première de la cordonnerie est préparée par les corroyeurs, dont par conséquent la qualité des productions intéresse au premier chef le métier de sabaterie.

Un cas à peu près analogue est fourni à Toulouse par le statut des tisserands, pareurs et teinturiers d'avril 1279 : les capitouls créeront chaque année six bayles, soit deux pour chacun de ces trois métiers du textile⁴⁷. Mais les six bayles ont des pouvoirs identiques et sont tou-

⁴⁵ M. Billioud, *Les classes industrielles en Provence*, pp. 191 et s.

⁴⁶ Petit Thalamus, pp. 158-159 : « ... Domini consules, pro utilitate rei publice ville Montispezzulani, convocatis pluribus conresariis dicte ville, habito consilio tam cum officialibus regiis quam pluribus aliis probis viris in domo consulatus, et de ipsorum consensu, ordinauerunt per in perpetuum, quod omnes pelles abtate et abtande in dicta villa signentur signo communi dicte domus, cuius forma inferius est signata ; quod signum debeat tenere et teneat, et quod ad id deputetur per dominos consules dicte ville unus bonus homo dicte carriere conresarie qui signabit ipsas pelles signo predicto, et quod nullus sit ausus in villa Montispezzulani nec extra, vendere ipsas pelles, nisi prius fuerint per ipsum deputatum vise et signate dicto signo.

Item fuit ordinatum quod anno quolibet deputentur per ipsos dominos consules quatuor custodes ad premissa, quorum duo sint sabaterii et alii duo sint conresarii dicte ville ».

⁴⁷ Mulholland, *Early Gild...*, p. 13, art. 35 : « Item statuerunt predicti domini consules ut, post creationem consulum Tholose, videlicet in quolibet consulatu qui pro tempore erunt in Tholose, heligantur et constituentur et

jours considérés globalement dans les articles du statut qui traitent de leurs attributions⁴⁸. L'égalité entre les trois professions associées est respectée avec soin ; il est vrai que ces métiers réunis semblent, d'après le texte, former une seule personne morale, et que pareurs, tisserands et teinturiers ne sont que des spécialités pratiquées à l'intérieur d'un même groupe professionnel. Ainsi ce « baylage » multiple n'est pas réellement une exception au principe selon lequel les chefs de métiers ne sont compétents qu'à l'égard de leur propre profession. On peut en dire autant de l'organisation prescrite par le statut des oliers de la même ville de Toulouse en août 1303 : après avoir créé 8 bayles, ce texte prévoit que, dans les ventes de plus de 26 livres d'huile à des étrangers ou à des privés, la marchandise devra être vérifiée par un bayle des oliers et un autre des regratiers⁴⁹ : mais il s'agit ici d'opérations commerciales que peuvent mener aussi bien un olier qu'un revendeur ; ou même que tout marchand, comme il peut y avoir doute sur la qualification professionnelle du vendeur, on évitera toute difficulté en confiant le contrôle du marché à un représentant de chacun des deux métiers principalement intéressés. Ainsi nous nous trouvons encore dans un cas d'organisation interprofessionnelle, mais qui respecte la spécialisation des chefs de métiers en ce sens que la distinction est parfaitement observée entre les chefs du métier des regratiers et ceux du métier des oliers.

Un des caractères des chefs de métiers reste en revanche assez difficile à déterminer : il s'agit du nombre de ces personnages dans l'ensemble des professions. Il peut paraître très variable au XV^e siècle, mais il nous semble qu'à l'origine, tout au moins, le nombre des chefs de métiers est identique pour chaque profession de la ville. A Toulouse, dans les statuts de la fin du XIII^e et du début du XIV^e siècle publiés par Mary Ambrose Mulholland, le nombre des bayles varie selon les métiers

deputentur per eosdem consules VI homines bonos et idoneos videlicet duo de officio seu ministerio paratorum Tholose, alii duo de officio seu ministerio textorum hujus ville Tholose, et alii duo de officio sive ministerio tinctureriorum hujus ville Tholose... Et quod ipsi consules Tholose post eorum creationem in principio eorum consulatus, faciant dictos VI homines sive bajulos, ad predicta exequenda constitutos, ad voluntatem ipsorum consulum Tholose jurare ad sancta Dei evangelia, quod in predictis et toto negocio, officio ac ministerio pannorum et in omnibus illi officio pertinentibus et singulis et in aliis rebus supradictis, dum eorum bajulia sive custodia durabit, se habeant fideliter et legitime ibi, et illud regant et manuteneant sine omni dolo, fraude et cohopt (sic) benigniter atque juste, prout fidelius poterunt bona fide ».

⁴⁸ *Ibid.*, p. 12, art. 32 : « Item statuerunt dicti domini consules quod de panno falsato per totum in tinctura sive in lanatico sit... tercia pars illorum VI bajulorum seu hominum qui per consules Tholose ad predicta erunt custodes, sive bajuli, constituti seu etiam deputati... »

⁴⁹ *Ibid.*, p. 97, art. 4 : « Item statuerunt, voluerunt et ordinauerunt predicti domini consules quod aliquis olierius nec mercator dicte urbis et suburbii Tholose non sit ausus illud oleum quod vendiderint una vice ultra XXVI libras tradere emptori extraneo vel privato, quousque bajuli constituti per dictos dominos consules vel duo ex ipsis, unus de olieriis et alius de revendoribus, dictum oleum venditum cognoverint et vederint una vice utrum sit bonum et legale vel non, nisi fierent de voluntate emptoris ».

de deux à huit, mais il semble que la règle soit de donner dans cette ville quatre bayles à chaque profession. En effet, il faut d'abord signaler que les métiers ayant ces quatre personnages à leur tête sont de beaucoup les plus nombreux⁵⁰. D'autre part, lorsque les chefs du métier sont plus ou moins de quatre, il existe toujours une raison qui explique ce chiffre particulier ; ainsi, le statut des oliers prévoit huit bayles⁵¹, mais comme il s'adresse à la fois aux regratiers et aux oliers, il semble que ce chiffre soit obtenu par l'addition des deux collèges de quatre bayles que devraient normalement posséder chacun de ces deux métiers ; si les métiers du textile ont, comme nous l'avons vu, six bayles, cela s'explique par ce fait que les statuts concernent plusieurs métiers réunis en un corps ; les bayles des marchands d'avoir de poids sont six, mais ce chiffre groupe quatre bayles des merciers, qui constituent l'essentiel de ce corps de métier, deux gardes des boutiques leur étant adjoints⁵². Si les semaliers n'ont que trois bayles, on remarque que ces personnages sont choisis d'une façon assez exceptionnelle, puisque sont distingués les artisans de la Cité, qui ont deux bayles, et ceux du *suburbium*, certainement moins nombreux puisqu'un seul bayle leur est affecté⁵³. Restent deux métiers pour lesquels nous ignorons les raisons qui ont conduit à ne leur accorder que moins de quatre chefs : les tuiliers, à l'égard de qui les capitouls, par une disposition tout à fait exceptionnelle, prévoient deux ou trois bayles⁵⁴, et les faiseurs de dés, qui n'ont droit qu'à deux chefs, peut-être à cause de leur nombre très restreint⁵⁵. Il semble en tout cas que l'écrasante majorité des métiers toulousains du XIII^e siècle et du début du siècle suivant dispose de quatre chefs.

A Montpellier, le nombre de consuls particuliers est apparemment variable, mais la plus grosse partie des métiers a deux chefs, ainsi que le montrent les listes que nous publions à la fin de cette étude⁵⁶. Lorsque ce chiffre est plus élevé, il s'agit de professions qui sont exercées dans différents quartiers : ainsi les merciers ont trois consuls, parce qu'ils sont répartis dans les rues ou quartiers de l'Aiguillerie, de Saint-Firmin et des Tables. D'autre part, lorsque les bayles sont accordés séparément à chacun des groupements géographiques d'un même métier, ils peuvent être moins nombreux : ainsi les cordonniers de la rue de la Cordonnerie, ceux de la Sabaterie neuve et ceux de Saint-Gély ont un bayle pour chacune de ces trois rues.

⁵⁰ *Ibid.*, pp. 109-110, art. 4.

⁵¹ Mulholland, p. 97, art. 1.

⁵² *Ibid.*, pp. 109-110, art. 4.

⁵³ *Ibid.*, p. 16, art. 1.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 92, art. 1 : « Ordinaverunt et statuerunt quod in officio seu ministerio tegulariorum Tholose duo vel tres bajuli in mutatione consulum anno quolibet heligantur, qui regant et gubernant utiliter ministerium et operantes in ministerio seu officio supradicto ».

⁵⁵ *Ibid.*, p. 36, art. 2 ; aucun des statuts des daziers de Toulouse ne fournit de liste de membres du métier, mais il est rare que cette qualification professionnelle accompagne un nom de témoin dans les sources toulousaines.

⁵⁶ Cf. pièce annexe n° II.

Nous connaissons par une source du XVI^e siècle⁵⁷ le nombre de bayles que possédaient à cette époque les différents métiers du Puy. La plus grande partie d'entre eux dispose de deux chefs⁵⁸ ; n'en ont qu'un les sauniers, mais ces derniers forment un métier d'une nature particulière, car ce sont plus exactement les habitants de la rue de la Sauerie, et leur bayle est un sergent royal, « salveguardien » du consulat ; les bonnetiers ont trois chefs, mais ils forment le métier dont les effectifs sont de loin les plus nombreux dans la ville ; maréchaux-ferrants, maréchaux grossiers, couteliers, armuriers et serruriers n'ont qu'un bayle pour chaque profession, ce qui s'explique par l'existence d'un seul corps groupant ces métiers du fer ; de même, il n'y a qu'un chef du métier des charpentiers parce que ces derniers ne forment pas corps à eux tous seuls : ils sont rattachés aux maçons. Ainsi ces cas particuliers n'atteignent guère le principe selon lequel les corps de métiers du Puy ont chacun deux chefs à leur tête.

En résumé, d'après nos sources les plus anciennes, chaque ville dote en principe ses métiers d'un nombre égal de bayles ou de consuls particuliers : le chiffre retenu à Toulouse est de quatre chefs de métier, tandis qu'il s'abaisse à deux à Montpellier et au Puy. Il faut retenir en tout cas la règle de la pluralité des chefs dans chaque métier, pluralité qui est un reflet de l'hostilité de la civilisation urbaine méridionale pour toute institution non collégiale. Le nombre des chefs de métiers tendra d'ailleurs à augmenter à mesure que le métier se fermera aux étrangers, et aussi en même temps que les bayles accroîtront leurs pouvoirs sur les membres de la profession. L'exemple des pelhiers de Toulouse est particulièrement instructif à cet égard, car leurs statuts furent réformés au XIV^e siècle en cinq occasions séparées par peu d'années. Le premier statut de ces fripiers autorisait les consuls à nommer des bayles, en nombre non précisé, ainsi que l'indique le texte, daté du 18 mars 1279 n.s.)⁵⁹ ; une première réforme effectuée en octobre 1316 traite ces personnages de *bajuli seu procuratores*, sans leur consacrer de disposition spéciale⁶⁰, ce qui semble indiquer que ces chefs de métier ne sont pas encore considérés par les consuls comme remplissant une fonction permanente. En revanche, une autre réforme, de janvier 1341, (n. s.) intervient devant quatre bayles et 67 prudhommes, c'est-à-dire membres de

⁵⁷ A. Chassaing, *Chronique d'Etienne Medicis...*, p. 310 et s. : défilé des métiers du Puy en 1525.

⁵⁸ Tels les orfèvres, drapiers, notaires, merciers, médecins et apothicaires, toiliers, hôteliers, cordonniers, tanneurs, peaussiers, chapeliers, boulangers, pâtisseries, ceinturiers, chirurgiens, barbiers, bouchers, maçons, meuniers, etc.

⁵⁹ Mulholland, *Early Gild...*, p. 49, art. 12 : « Item statuerunt predicti domni consules quod annis singulis heligantur et statuatur per consules Tholose qui pro tempore fuerint, bajuli aliqui, probi homines de dicto officio, qui promittant et jurent omnia predicta statuta tenere et servare, et omnes illos qui contra fecerint vel venerunt eisdem dominis consulibus nominare sen denunciare quandocumque sen quotienscumque aliquem vel aliquos invenerint seu sciverint, qui predicta tenere voluerint penitus et servare ».

⁶⁰ *Ibid.*, p. 44.

la profession⁶¹ ; en septembre 1342, une nouvelle modification est apportée aux statuts, qui dorénavant autorisent la création de cinq bayles, tandis que le nombre de prudhommes présents tombe à 28⁶² ; une autre transformation des règlements du métier a lieu en mai 1345, faisant passer le chiffre des bayles à 6, alors qu'il n'y a plus que 14 prudhommes cités comme témoins⁶³, enfin en janvier 1352 (n.s.) les bayles passent au nombre de 8, et le texte ne contient plus un seul nom de prudhomme du métier⁶³. Cette évolution semble donc indiquer un développement constant du rôle des chefs du métier aux dépens des attributions de l'assemblée des gens de la profession. En effet, les bayles du milieu du XIV^e siècle jouissent de pouvoirs plus étendus que n'en ont eu leurs prédécesseurs, et surtout, comme nous allons le voir maintenant, ils ne sont plus nommés par les capitouls mais élus par les gens du métier, dont ils sont par conséquent mieux qu'auparavant les représentants : dans ces conditions, l'assemblée du métier a beaucoup moins de raisons de se réunir qu'à l'époque où les bayles, choisis par les capitouls, pouvaient prendre des décisions non conformes à la volonté de la majorité des membres du corps professionnel. La transformation du mode de désignation des chefs de métiers et des moyens d'action qui sont mis entre leurs mains fera donc l'objet des lignes qui vont suivre.

Section II. — DÉSIGNATION ET POUVOIRS DES CHEFS DE MÉTIERS.

La recherche de la façon dont les chefs de métiers sont nommés et des moyens qui leur sont donnés pour accomplir leur tâche se heurte en Languedoc à une diversité qui peut laisser croire au premier abord à un désordre complet. Nous pensons toutefois qu'à travers les diverses prescriptions fournies par les statuts, il est possible de reconnaître une évolution très sensible de l'institution des chefs de métiers. Jusqu'au milieu du XIV^e siècle, les consuls sont dotés de pouvoirs sur les métiers d'une telle ampleur qu'ils excluent tout rôle important que pourraient jouer les bayles des métiers. A partir de 1350 environ, l'autonomie corporative, sans doute sous l'influence des formes confraternelles apparues dans les métiers depuis une cinquantaine d'années, se développe notablement et entraîne l'accroissement, soit des pouvoirs de l'assemblée du métier, soit le plus souvent des attributions des chefs du métier. Les modifications sont tout aussi sensibles en ce qui concerne le mode de désignation de ces bayles qu'à l'égard des possibilités offertes aux chefs de métier pour mener à bien les opérations qui leur sont confiées.

La longue liste des statuts de métiers de Toulouse est particulièrement riche d'enseignements en matière de nomination des bayles. Le statut le plus ancien que nous possédions, où il soit question de gardes du métier, concerne les professions des matières textiles et a été pro-

⁶¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 179 et 180.

⁶² *Ibid.*, f^{os} 181 à 185.

⁶³ *Ibid.*, f^{os} 185 et 186.

mulgué en 1227. Il prévoit que quatre prudhommes du métier seront choisis comme *custodes* par les capitouls⁶⁴. Cette désignation des chefs de la profession par les consuls est de loin le système le plus fréquent jusqu'au milieu du XIV^e siècle, ainsi que permet de le constater le tableau ci-joint où sont rappelés les différents modes de désignation des bayles. On y relève pour cette première période vingt métiers dont les chefs sont choisis par les consuls, tandis que trois statuts seulement — dont deux relatifs à la même profession, celle des candeliers — prévoient que les bayles seront élus directement par les membres du corps professionnel. D'autre part, le statut des cordiers de décembre 1270 organise un système de désignation tout à fait particulier ; nous l'avons rangé parmi les textes où l'élection des nouveaux bayles est confiée aux bayles sortant de charge car ce statut décide d'appliquer un tel procédé pendant les dix ans à venir ; mais il faut aussi noter que pour l'année de l'entrée en vigueur du règlement des cordiers, les bayles ont été choisis par les gens du métier eux-mêmes, puis confirmés par les capitouls⁶⁵.

Au total donc, quatre métiers seulement, jusqu'en 1350, admettent une élection des bayles par le métier, que ce dernier soit représenté par les anciens bayles ou qu'il procède à une élection directe : le principe du choix capitulaire, reconnu par vingt statuts, est par conséquent de loin le plus fréquent. Après 1350, à l'inverse, les capitouls n'ont plus qu'un pouvoir de confirmation des bayles choisis par le métier, et encore est-il à observer que les sources toulousaines ne nous fournissent aucune trace d'un veto mis par les capitouls au choix fait par le métier.

Mais si, par conséquent, les bayles ne sont plus nommés par les capitouls, deux systèmes d'élection restent possibles : le choix des bayles nouveaux par les bayles anciens, ou l'élection par les membres du métier. Il semble que la coutume corporative ait hésité à adopter définitivement l'un de ces procédés. Tous deux sont fréquents après 1350, mais à certaines époques la faveur des gens de métier s'est attachée à l'un, l'autre revenant à la mode quelques années plus tard. De 1357 à 1420, tous les statuts traitant de l'élection des bayles remettent celle-ci aux bayles sortants. Au contraire, de 1441 à 1454, le procédé uniformément admis est celui de l'élection par les membres du métier ;

⁶⁴ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 179, art. 25 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod in unoquoque anno IIIor probi homines Tholose, videlicet duo urbis et duo suburbii statuatur custodes super toto officio pannorum lane prestitis prius sacramentis ab ipsis IIIor probis hominibus, quod in toto hoc officio et in omnibus huic officio pertinentibus, dum eorum custodia steterit, se habeant et gubernent secundum eorum posse, sine omni fraude et dolo et cohopena bene, fideliter atque recte, qui predicti IIIor probi homines eadem die vel sequenti quo consules electi fuerint ab ipsis electis consulibus per annum in toto tempore sui consulatus super toto prelibato officio et super omnibus ipsi officio pertinentibus custodes statuatur ».

⁶⁵ Mulholland, *Early Guild...*, p. 52, art. 3 : « Et confirmaverunt ipsi consules predictos IIIor probos homines bajulos ad unum annum, scilicet..., ad hoc faciendum, et in capite primi anni quod bajuli heligant alios IIIor probos homines qui sint bajuli alium annum, et sic teneatur et fiat donec dicti X anni compleantur... »

TABLEAU RECAPITULATIF DES DIFFERENTS MODES D'ELECTION
DES BAYLES DES METIERS A TOULOUSE

<i>Election par les membres du métier</i>	<i>Choix par les Capitouls</i>	<i>Election par les anciens bayles</i>	<i>Date des statuts</i>
Pelegantiers	Tisserands, pareurs & teinturiers	Cordiers	1227
			1270
	Marchands de cire		1277
	Cerviniers		1279
	Pelhiers		1279
	Pareurs et tisserands		1279
	Tisserands		1279
			1281
	Marchands d'avoir de poids		1281
	Freniers		1288
Candeliers	Tuiliers		1289
			1290
	Couteliers		1293
	Pareurs		1298
Candeliers	Semaliers		1300
	Oliers		1303
	Tisserands		1310
	Pâtissiers		1315
	Pelhiers		1316
	Pâtissiers		1320
			1322
	Potiers		1324
	Semaliers		1330
	Bironniers		1331
Pareurs et tisserands Chaussetiers Sartres Juponiers Barbiers Gainiers Bonnetiers Chapeliers Ceinturiers			1357
			1373
			1373
			1379
			1390
			1394
			1400
			1400
			1420
			1426
			1425
			1441
			1446
			1446
			1457
			1464
			1464
Poissonniers Espasiers			1464
			1464
			1465
			1465
Nappiers			1465
			1465
			1465
			1465
			1465
			1466
			1466
			1467
			1467
			1477

de nouveau, dans les années qui suivent, le choix par les bayles sortants domine, sans toutefois exclure complètement le procédé du choix des chefs de métier par les artisans ou commerçants de la profession. Mais, parmi ces variations assez complexes, le fait capital réside dans la disparition de l'élection traditionnelle⁶⁶ par les Capitouls à partir des environs de 1350. Il resterait maintenant à vérifier cette décadence du rôle des consuls dans les autres cités de Languedoc. Malheureusement, les sources indiquent rarement comment étaient choisis les consuls des métiers. Néanmoins, on peut y retrouver des traces de la diminution ou de la disparition des pouvoirs des consuls en matière d'élections de chefs de métiers vers la fin du XIV^e siècle.

Nous avons noté, dans le chapitre précédent, comment à Montpellier la plupart des métiers sont dotés de gardes qui sont en même temps les consuls du métier, au moins au XIII^e siècle. Que les chefs des groupes professionnels soient désignés à cette époque par les consuls majeurs ne fait aucun doute : une ordonnance relative aux fourniers de la ville et rendue par les magistrats municipaux le 17 décembre 1212 en présence des *consules officiorum* précise que ce sont là des personnages dont la nomination appartient aux consuls⁶⁷. Plus d'un siècle après, on possède un procès-verbal de désignation par les consuls des chefs de métiers pour l'année 1340⁶⁸. Mais toutes les professions ne suivent plus cet usage : dans la charité des argentiers, des statuts de 1292 précisent que les « ouvriers » éliront leurs successeurs, et que la nomination consulaire n'aura lieu que si ces « ouvriers » ont été trouvés insuffisants dans l'accomplissement de leur tâche, ou n'ont pu ou voulu accepter la fonction ; encore les consuls doivent-ils s'assurer, avant de fixer leur choix, de l'assentiment des gens du métier⁶⁹. Chez les marchands navigateurs, les règlements du 16 janvier 1329 (n.s.) excluent complètement les consuls dans le choix des « régents » du métier, puisque ces personnages

⁶⁶ Ainsi que le firent valoir victorieusement les Capitouls dès la fin du XIII^e siècle pour défendre leurs attributions contre les entreprises du viguier : *Hist. Lang.*, t. X, c. 161 : « Réponses faites par le parlement de Paris aux plaintes des consuls de Toulouse contre le viguier et le sous-viguier de cette ville, vers 1279 ; art. IX : super positione bajulorum ministerialium per consules, prout etc. Item super eo, quod idem procurator dicebat, quod, cum predicti consules essent in possessione ponendi baillivos et rectores ministerialibus Tholose, ad custodiendum et corrigendum ipsos ministeriales, ne fraudem aliquam committerent in pannis seu mercimoniis aliis, dictus vicarius, ipsos consules in predicta possessione impediabat ponendo bajulos ministerialibus supradictis. Quare petebat procurator predictus mandari dicto vicaro, ut desisteret a predictis et bajulos per ipsum positos revocari. — Injunctum est vicario quod non disazat eos sine causa rationabili, et quod non faciat eis indebitas novitates, et si fecit, revocet et ad statum debitum reducat ».

⁶⁷ Arch. Mun. Montpellier, fonds du greffe de la maison consulaire, F. 7, 2985.

⁶⁸ *Ibid.*, A 14. 283.

⁶⁹ *Ibid.*, *id.*, p. 486, art. 5 : « Encaras volgron e aordeneron quels obriers davandichs deion regir e tener la dicha obra per lespazi de tres ans, e complitz los tres ans, li dich obriers ni deion metre autres, e que per totz temps, aisi con dich es, se deion mudar li dich obrier, de tres en tres ans. Lufizi el

sont nommés par leurs prédécesseurs⁷⁰. Il est vrai que ces deux statuts concernent des métiers qui n'ont rien d'artisanal, et dont les termes n'ont pas servi de modèles aux autres statuts montpelliérains. Beaucoup plus topique est l'organisation relative aux orgiers de la ville, telle qu'elle nous est présentée par un acte notarié du 17 avril 1342 : les consuls du métier de l'année finissante présentent aux consuls majeurs huit prudhommes orgiers, parmi lesquels les membres du conseil communal choisiront quatre nouveaux consuls qui entreront immédiatement en fonctions⁷¹. Cette organisation, cumulant le choix consulaire et l'élection par les chefs sortants, a dû être assez fréquente à Montpellier, car elle correspond bien à la coutume, particulièrement nette dans cette ville, de combiner entre eux les divers procédés d'élections aux charges urbaines. On peut même supposer, en extrapolant à partir de l'organisation des orgiers, que dans la plupart des métiers, où l'on sait qu'existaient deux consuls particuliers, quatre candidats devaient être proposés par les consuls du métier sortants aux consuls majeurs, qui en retenaient la moitié comme nouveaux chefs du métier. Malheureusement, les statuts de *caritats* postérieurs au milieu du XIV^e siècle ne contiennent pas de dispositions relatives à l'élection des consuls de métiers : il est donc difficile de savoir si les consuls majeurs ont perdu à Montpellier leurs pouvoirs à la même date qu'à Toulouse. Il semble toutefois qu'il n'en soit pas allé bien différemment, car un règlement de 1368 relatif aux mazeliens et aux poissonniers décide que le métier députerait des gardes⁷², et non pas, ainsi qu'il était d'usage au XIII^e siècle, que les consuls

regimen desquals deia comensar en la festa de Sant Aloy, que es lendeman de la festa de Sant Johan Baptista, e enaisi se deia e servat per tots temps. Empero, si li dich obrier eron trobats non sufficiens, o tals que non progesson o non degesson regir las dichas causas, quel senhors cossols, ab voluntat et ab cosselh dels prohomes de l'argentaria, ni puescon mudar e metre autre o autres e gitar defora los non sufficiens, facha rang fe da la insuficiencia del defalhimen daquel o aquels ».

⁷⁰ A. Germain, *Histoire de la Commune de Montpellier*, t. III, p. 488, art. I : « E primieyramens establem que daqui avant, per tos temps mayns, cascun an, lo primier jorn de jenoyer, sian elegutz Il bos e sufficiens mercadiers, per lan esdevenidor, liquals sian apellatz Regens, e en aquesta manieyra quels digz regens, fenit e complit lan de lur offici, deion autres Il bos mercadiers e sufficiens eligir el dig uffi, lo dig primier jorn de jenoyer, per lan seguen, ab coc elh daquels que lur aparra, e que en aquest uffi negus non sia elegutz per regent, si donx non navegava o non mandara del sieu per navegar, liquel elegut non sen puesca escuzat... »

⁷¹ En effet, le règlement de la draperie de 1377 s'appuie encore sur la traditionnelle élection par les consuls ; cf. Germain, *Hist. de la commune*, t. III, p. 491 : « Custodes... per ipsos consules in dicto officio eligendos, sicut et in alia draperia antiqua et aliis officiis dicte ville videri et inspicere est fieri consuetum... »

⁷² Arch. Mun. Montpellier, BB 3, Jean Laurens, notaire du Consulat, f° 25 v°.

majeurs désigneront ces gardes⁷³. Tout au plus Montpellier a-t-elle connu une évolution un peu plus tardive qu'à Toulouse⁷⁴.

D'autre part, tous les statuts corporatifs des autres villes de Languedoc promulgués après 1350, prévoient une élection des chefs de métiers, soit par les bayles sortants, soit par les membres de la profession, mais jamais par les consuls de la ville. Le statut des orfèvres du Puy de mai 1367 autorise ces derniers à disposer de deux *gardia-tores* qui seront élus par les gens du métier⁷⁵. A Carcassonne, le règlement élaboré en janvier 1402 vis-à-vis des cordonniers de la ville, établit une élection à deux tours par laquelle les quatre surposés sortants choisissent chacun deux maîtres du métier ; ces derniers, qui sont donc huit au total, élisent à leur tour les nouveaux surposés à la majorité simple⁷⁶. Dans le corps des bouchers de Béziers, un texte de juillet 1408 nous apprend que les consuls du métier sortants élisent les nouveaux, ce choix étant soumis ensuite à l'approbation de l'assemblée des membres du métier⁷⁷. Un mémoire des consuls majeurs de Béziers qui doit être de peu postérieur à ce statut fait état de collusions frauduleuses entre chefs de ce métier et membres de la profession, collusions à cause desquelles les magistrats municipaux ont nommé des prudhommes visiteurs dont les pouvoirs sont volontairement ignorés par les maîtres bouchers et leurs chefs : ainsi, lorsque les consuls tentent de réagir contre la décadence qui frappe leurs attributions en matière de police économique, les corps de métiers font obstacle à l'application des réformes décidées à cette occasion. Il faut donc retenir que, dans toutes les villes du Languedoc, les pouvoirs des consuls sur les métiers diminuent à la fin du Moyen âge.

Avec les métiers jurés du XVI^e siècle, les deux procédés d'élection, par les bayles sortants et par les gens de métier, continuent à se partager la faveur des groupes corporatifs ; mais il est moins que jamais question de choix des chefs de métiers par les consuls de la ville. Le statut des maîtres couturiers de Lagrasse, rédigé le 11 avril 1584, prévoit que les membres du métier s'assembleront pour procéder à l'élection des surposés⁷⁸. Un statut des maîtres couteliers montpelliérains de la fin du XVI^e siècle adopte également le procédé d'élection par les

⁷³ Petit Thalamus, p. 167, art. 4 : « Item que en los mestiers de mazeliers e de peyssoniers sian deputatz II bos homes per gardas, los cals non sian dels ditz mestiers, et ayssó otra las gardas dels ditz mestiers, afin que las dichas ordenansas e las autras de nostre cossolat tocans losditz mestiers sian mielh gardadas. »

⁷⁴ Cf. cependant le serment des gardes de la blanquerie. *Ibid.*, p. 284 : « Et a la fin de mon regimen nommaray IIII los plus sufficiens quem sera veiyre ad esser gardas... »

⁷⁵ *Ord. des rois de France*, t. V, pp. 7-8 ; U. Rouchon, *Les orfèvres du Puy*, Pièces annexes.

⁷⁶ *Ord.*, t. VIII, p. 557, art. I.

⁷⁷ Soucaille, *op. laud.* (1909), p. 25, art. 26-27.

⁷⁸ Arch. Mun. Lagrasse, fonds Garrigues, reg. 1584.

maîtres jurés du métier à la majorité simple⁷⁹. Dans la même ville, les chirurgiens barbiers, selon des statuts du début du XVI^e siècle, sont dirigés par quatre « maîtres jurés » qui semblent élus à vie et remplacés, après leur mort, par le choix des chefs du métier survivants, même si, à la suite de décès très rapprochés, ne subsistent que deux de ces « maîtres jurés »⁸⁰.

Les métiers jurés de Nîmes, en revanche, adoptent de façon très générale l'élection par les chefs corporatifs sortants. En 1556, par exemple, les deux « captis de mestier » des fustiers (charpentiers) présentent à leur sortie de charge leurs successeurs aux consuls de la ville, devant qui les candidats à cette fonction de direction du métier promettent de le diriger avec zèle, de visiter les produits fabriqués par les artisans de la profession et de faire un rapport lorsqu'ils y auront trouvé des imperfections⁸¹. Mais il peut arriver que les gens du métier considèrent comme mauvais le choix opéré par leurs chefs. Il est bien certain en effet que les premiers chefs du métier, au moment de la rédaction des statuts, sont les plus notables et riches représentants de la profession, ou bien qu'ils soient désignés pour la première année par les consuls, ou bien que les artisans du métier aient délégué devant les magistrats municipaux les plus actifs et les plus notoires de leurs confrères, afin de faire plus facilement accepter les projets de statuts élaborés par la profession. Mais dans ce système de véritable cooptation des chefs de métier, ces derniers seront à perpétuité des représentants des artisans les plus aisés, les bayles ou gardes sortants ne manquant pas de choisir leurs successeurs parmi leurs amis les plus sûrs. Dans ces conditions, le

⁷⁹ *Petit Thalamus*, p. 219, art. 4 : « Lesdicts jurés gardes et mestres du dit mestier s'assembleront tous les ans le premier jour de may, en la maison du plus ancien juré garde, auquel jour esliront à plus de voix deux mestres dudict mestier, qui seront nommés les jurés et gardes d'icelluy mestier, et ne pourront lesdits jurés et gardes estant esleus, refuser ladicte charge sur peyne d'estre dicts et déclarés inutiles et de privation de ladite mestrise... » ; ce texte date de 1581 ou 1582, car il est enregistré le 13 juin 1582 au bureau du domaine. *Ibid.*, p. 223.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 209, art. 16 : « Item plus a esté ordonné d'une ordonnance et consentement comme de tous les maistres ensemblement, que tout le temps advenir y aura quatre maistres jurés, et quand ung des quatre mourra, que les trois autres puissent eslirent et choisir ung autre à leur plaisir, en oultre que les deux en puissent eslire autre deux » (statut rédigé vers 1510, ainsi que le révèle la langue utilisée, où de nombreux termes de langue romane subsistent au milieu du français).

⁸¹ Arch. Dép. Gard, B 19 : « ...L'an 1556 et le 6^e april, dans la maison consulaire de Nîmes, par-devant Messieurs Guerin de Leuziere, Geoffres Pascal, François Ariffon, et Loys de Vellar, consuls de Nîmes, se sont présentés Fauquel Payeric, Jean Logier, capt de mestiers de l'année passée, lesquels ont présenté pour capt de mestier Anthoine Duclaux, Jean Bagard et Guillaume Guiran et iceulx sont només ydoines et souffizans pour exercer ledit capt de mestier ; lesquels Jean Bagard, Guiran et Duclaux illec presens ont promis de bien et deuement exercer l'office, ouyr les parties, visiter les boys, boutes, mesures, cercles quand en seront requis et appres faire leur rapport des fautes que ilz treuveront. Ainsi l'ont juré. Faictes que dessus. Presens Jacques Leyris et Jean Eguesier. Extrait du livre des actes politiques commencé en 1552, f^o 194, fait par M^e Tabulli, notaire, le 30 mars 1600 ».

procès né entre certains fustiers et les consuls de Nîmes en 1564, au sujet de l'élection des chefs du métier, est une illustration de cette opposition qui peut naître entre l'élément ancien et solidement établi de la profession, et ceux que les consuls de la ville appellent dédaigneusement « certains nouveaux venus » et qui, très probablement, forment la majorité des artisans de la profession⁸². Il n'est pourtant guère douteux que la structure même du métier juré caractérisé, comme nous le verrons, par une forte hiérarchie interne, empêche ces artisans, nombreux, mais de condition particulièrement modeste, de faire entendre leur opinion : en tout cas, les fustiers de Nîmes continuent en 1572 à élire leurs chefs de métier par l'intermédiaire des chefs sortant de charge⁸³. Il est vrai que Nîmes représente, du point de vue corporatif, une ville de type provençal, c'est-à-dire où les chefs de métiers jouent, dès avant la naissance des jurandes méridionales, un rôle traditionnellement très large : ainsi s'explique peut-être qu'au XVI^e siècle ces personnages y soient élus par leurs prédécesseurs.

⁸² *Ibid.* : « ... A esté exposé y avoir procès contre les consuls touchant la réception des chefs de mestier de charpenterie faicte ceste année en la cour présidial, certains charpentiers nouveaux venus et non vrayment habitans, la voulans fere casser, soubz preteste qu'ilz risquent estre en plus grand nombre et en avoir nommé autres que ceulx qui ont esté receuz par lesdits consuls, demandans l'advís ou conseil sy ledit procès sera poursuivy à ce que ladite réception faicte par lesdits consuls sorte à effect et les libertés de la ville soient maintenues et ne demeure cependand despourvue desdits chefs de mestier. Conclud par lesdits seigneurs consuls, suivant l'opinion uniforme du conseil, que la réception faicte par lesdits consuls des chefs de mestier de charpenterie sera soubstenue au nom de la ville et le procès poursuivy aux despans d'icelle pour maintenir les libertés et privilèges qui luy apartiennent, et que cependand ladite ville ne demeure despourvue de ses chefs de mestier à l'occasion dudit procès... »

⁸³ *Ibid.* « L'an 1572 et le jeudi 22^e jour de may, dans la maison consulere de Nismes, par devand MM. les second et tiers consuls de Fabrica et Ariffon.

Se sont presantés Jean Botar, tant en son nom que de Estienne Laporte, lesquelz comme chefz de mestier de l'année passée ont dict avoir servy leur année à l'eschantil des mesures, suivant la costume ancienne, et estant finye leur dite année, se seroient assemblés avec Estienne Abrial, autre maistre fustier et charpentier de ladite ville, et entre eulx auroient esleu et nommé pour ceste année presente et courante, començant ce jourd'huy et semblable jour finissant cap de mestier Me Pierre Abrial, Jean Cayron, et pour tiers Jean Alizon illec presentz, requerans estre receuz et le serement en tel cas requis estre bailhé.

Lesdits sieurs consuls, aaynt fait prester le serement par lesdits Abrial, Cayron et Alizon, moienant icelley ont juré de bien et loyaulment, sellon Dieu et conscience [servir] à la visitte, relillage et eschantil des mesures, ne y comettre fraude, et suivant la reception des precedans chefs de mestier, ont promis fere auprès de la marque qu'ils mettent, où y a mesmes la lettre B et continuation de l'alphabet, et se sont chargés des mesures de la ville randues par les précédans corps de mestier, suivant le précédant rolle et inventaire d'icelles, lesquelles ont promis randre à la fin de leur terme, soubz les submissions et obligations, jurement et renonciations a ce requises et necessaires.

Faist ou que dessus, presens lesdits Bernard Bernard et Gregoire Ariffon, et moy notaire royal et secretaire de la maison consulere soubsigné, Deniau, notaire... »

Il faut en effet tenir compte, en ces matières, d'importantes variations de ville à ville et de région à région. C'est ainsi que le Roussillon ne connaît nullement un développement du rôle du métier dans l'élection de ses chefs parallèle à l'évolution qui vient d'être retracée pour le Languedoc. A Perpignan, la constitution municipale de la reine Marie, du 18 août 1449, substitue au système antérieur, dans lequel les surposés sortants jouaient un rôle essentiel, un procédé d'élection assez compliqué dans lequel la part du hasard n'est pas mince : tous les maîtres des métiers peuvent se faire inscrire au « Libre de las metricules », après accord préalable d'une commission composée des consuls majeurs en exercice et des premier et second consuls de l'année passée. Ensuite, un tirage au sort à partir de ces listes désigne, le 22 juin de chaque année, les conseillers des métiers. Ces derniers élisent librement 6 maîtres de chaque profession âgés d'au moins trente ans, parmi lesquels un nouveau tirage au sort désigne les deux surposés du métier⁸⁴. On ne peut donc dire qu'en Roussillon le rôle du métier dans la désignation de ses chefs soit très considérable pendant la deuxième moitié du quinzième siècle.

Au XIII^e et aux XIV^e siècles, du moins, les chefs de métiers sont très généralement, en Languedoc, choisis par les consuls : c'est pourquoi, de même que les officiers consulaires de toute espèce, ils doivent, après leur nomination, prêter serment devant les magistrats municipaux, de remplir fidèlement leur charge. Ce serment se retrouve dans toutes les villes de la région où existe une organisation corporative, et il est bien antérieur à l'apparition des métiers jurés : il ne doit donc pas être confondu avec le serment que prêtent les membres de la profession dans les jurandes.

L'ancienneté de ce serment est indiscutable. Dès le XIII^e siècle, les consuls de Narbonne, dans une liste qu'ils ont fait dresser de leurs droits et attributions, rappellent qu'ils ont coutume de recevoir de tous les *capita ministeriorum* de la ville, un serment par lequel ces derniers s'engagent à apporter leurs conseils aux consuls ainsi qu'à obéir à leurs ordres⁸⁵. Une liste analogue de ces privilèges consulaires, mais dressée cette fois en 1337, reprend les termes du texte précédent, en insistant sur le devoir de conseil, puisqu'il y est spécifié que les chefs de métier devront assister aux assemblées tenues par les consuls chaque fois qu'ils seront mandés à cette fin par les consuls, à son de trompette ou autrement⁸⁶. A Carcassonne, les lettres patentes de Louis XI dressées en

⁸⁴ Sur ce point, cf. A. Drapé, *op. laud.*, pp. 77-85.

⁸⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 103, 3^e Thalamus, f^o 84, art. 31 : « Item, in initio cujuslibet consulatus, recipiunt et recipere consueverunt sacramentum ab omnibus capitibus ministeriorum quod bonum et sanum dent consilium ipsis consulibus ad utilitatem domini nostri regis et consulatuum predictorum et dictorum consulatuum, et veram hoberdientiam in lictis et honestis ipsis consulibus, ad honorem et deffentionem ipsius domini nostri regis et consulatuum predictorum ».

⁸⁶ *Ibid.*, AA 36, art. 56 : « ... Jurant... venire ad eorum [consulum] consilium tociens quociens fuerint mandati, per consules antedictos, cum tubis vel sine tubis ».

décembre 1466 et portant règlement du métier des pareurs, rappellent les prescriptions contenues dans d'autres lettres du règne de Charles VI et datées de juin 1392 et soulignent la nécessité pour les surposés du métier, dès qu'ils sont élus, de jurer aux officiers royaux (tenant lieu ici de consuls, puisque Carcassonne est alors dépourvue de magistrats municipaux) de respecter les règlements contenus dans les lettres ; il est d'ailleurs stipulé que les officiers royaux ne pourront exiger aucune redevance à l'occasion de la prestation de ce serment ⁸⁷.

L'usage de jurer le respect des statuts est également constant chez les gardes ou consuls des métiers de Montpellier : le statut des pareurs de draps de cette ville, donné en mai 1377 par Charles le Mauvais, roi de Navarre, comte d'Evreux et seigneur de Montpellier à cette époque, fait état, en imposant le serment aux chefs du métier, du caractère constant de cet usage dans les autres professions de la cité ⁸⁸. Les métiers toulousains offrent, de plus, de très nombreux exemples de serments prêtés par les dirigeants corporatifs. Les bayles des tuiliers, lors de la promulgation des statuts de ce métier en mars 1290 (n.s.) promettent aux capitouls, de se comporter pendant leur baylie avec fidélité vis-à-vis des consuls et de servir le métier selon les règles fixées dans les statuts ⁸⁹. Une telle promesse se retrouve dans le statut des pâtisseries de Toulouse du mois d'avril 1316 ⁹⁰. Au XV^e siècle, la formule du serment se développe, en englobant les principales tâches que sont chargés de remplir les bayles : infliger des amendes pour mauvaise fabrication, rendre au trésorier consulaire le produit de ces dernières ou la part de ce produit qui va à la réparation des murs ou des ponts de la ville, élire pour nouveaux bayles des hommes compétents, etc. Un bon exemple de tels serments est contenu dans le statut des couteliers toulousains ⁹¹, dont le

⁸⁷ *Ord. des rois de France*, t. XVI, p. 545, art. 44.

⁸⁸ Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, p. 491 : « ... Pos-sint... dicti consules singulis annis eligere et creare custodes ad officium dicte draperie... recepto tamen juramento per eosdem consules ab eisdem custodibus, prout in et de aliis officiis dicte ville facere consueverunt... »

⁸⁹ Mulholland, *Early Guild...*, p. 94 : « Qui bajuli coram dictis dominis consulibus personaliter constituti, promiserunt bene et fideliter in dicta bajulia se habere, et ordinata et statuta ratione dicti officii seu ministerii bene et fideliter servare et facere servari secundum eorum posse bona fide, et omnia alia que ad dictum officium utilia videbuntur pro eorum viribus et pro posse »...

⁹⁰ *Ibid.*, p. 57.

⁹¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 21 v^o et 22, art. 1 : « ... Dos bayles... tals elegitz representen als senhors de capitol ou a lor deputat per prestar jurament sus las quart sanctz evangelis de Diu, de bon e degudamen se aver, regir et governar en lodit offici de baylia, los presens statuz justa la tenor daquelz de punct en punct servir et gardar et per los autres menestrals josta son poder far, servir et gardar, et dels contrafasons las penas et justicias, cessans tout favor et amor, exhigir et levar, et a negun aquellas remettre, et en la fy de lor offici et administracion bons et suffisens bailes elegir et de las justicias levadoras et exhigidoras alsditz novels bailes et thesaurier de la villa bon et leal compte redre et reliqua prestar, de totas autras causas en tel caz acostumada a far, complir et servir ». C'est pratiquement le même serment que prêtent les bayles des espasiers (faiseurs d'épées) selon l'article 24 des statuts de ce métier du 19 novembre 1465, *ibid.*, f^o 146.

métier est transformé en jurande le 20 septembre 1465. D'une façon générale le serment au xv^e siècle concerne plus les charges professionnelles que la fidélité au consulat. Une série d'autres statuts transformant les métiers toulousains en métiers jurés contiennent l'obligation pour les bayles de jurer d'accomplir tout ce que ces règlements mettent à leur charge⁹². Mais la fréquence de cette stipulation amène d'autres métiers à s'en référer purement et simplement au serment que les métiers de la ville, d'une façon générale, font prêter à leurs chefs : ainsi s'exprime le statut des chaussetiers du 11 décembre 1425⁹³.

Dans l'exercice de leurs attributions, les bayles sont normalement intéressés à la bonne marche du métier autrement que par le simple respect du serment qu'ils ont prêté. Certains statuts prévoient une rémunération du travail des chefs de métier, par exemple à l'issue des visites des boutiques ou de l'examen de produits du métier de qualité contestée. C'est cette *cognitio* des produits du métier par les bayles dont ils sont récompensés chez les pareurs et tisserands de Toulouse, par l'attribution par les capitouls de deux deniers toulousains prévue par les statuts de février 1319 (n.s.)⁹⁴. Le règlement des charpentiers de la même ville, promulgué le 6 septembre 1465, autorise la perception par les bayles de six deniers de Toulouse à chaque visite de boutique, et même d'une somme plus élevée, fixée, après examen de l'affaire, par les capitouls, si cette visite a été particulièrement longue⁹⁵. En 1392, les surposés les pareurs de Carcassonne sont autorisés, pour prix de leur travail lors de la visite des draps et de l'apposition du sceau de la ville sur ceux qui sont trouvés bons, à lever les mêmes deux deniers toulousains qui rémunéraient les bayles des pareurs et tisserands toulousains⁹⁶. A Nîmes, les statuts des tailleurs jurés octroyés par Charles VII en août 1439⁹⁷ et confirmés en décembre 1571⁹⁸, puis encore en

⁹² Cf. Arch. Mun. Toulouse, *ibid.*, f^o 123 à 127 : statuts des charpentiers, 6 septembre 1465, art. 1 ; f^o 329 à 332, statuts des selliers, 28 mai 1420, art. 1 ; f^o 1 à 3, statuts des gainiers, 17 octobre 1464, art. 1 ; f^o 4 à 7, statuts des chapeliers, 5 septembre 1464, art. 1 ; f^o 7 à 10, statuts des save-tiers, 28 mai 1464, art. 1 ; etc. On notera que dans ces statuts toulousains du xv^e siècle, le sort des bayles est réglé par l'article initial.

⁹³ *Ibid.*, f^o 119 v^o, art. 1 : « ... losquals bayles prestaran sagramen davant messenhors de capitol de Tholosa ou depputat per lor, quant seran elegitz, com los bayles dels autres mestiers de ladita villa an acostumat ».

⁹⁴ Mulholland, *Early Gild...*, p. 128, art. 12 : « Voluerunt etiam dicti domini de capitulo quod bajuli qui ibi presentes erunt in dicta cognitione habeant quilibet pro suo labore duos denarios tolosanorum ».

⁹⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 125, art. 8 : « Item statueren et ordeneren que vista, regardada, palpada et jutgada coldra qualque sia... per los bailles deldit mestier, si es bona mercadaria, sufficient et merchant e de pagela deguda, los bailles per raso de lor treball prengan e receban per cascun... mayram visitat, sieys deniers e aldit cas, sia aels satisfeyt a conoysensa delditz senhors de capitol ».

⁹⁶ *Ord. des rois de France*, t. II, pp. 114-116 ; t. VII, pp. 476-477 ; t. XVI, pp. 536-546, art. 29.

⁹⁷ Arch. Dép. Gard, E 243.

⁹⁸ Arch. Mun. Nîmes, SS 31.

1598⁹⁹ accordent aux chefs de métier une part du produit des amendes fixée à deux sous par livre.

Il ne faut pas confondre ces sommes destinées à rémunérer les gardes ou bayles du métier de celles qu'ils lèvent pour l'entretien de la confrérie, selon des attributions que leur donnent presque tous les statuts languedociens. Ainsi, l'entrée dans le corps des barbiers jurés de Carcassonne étant soumise à un examen préalable du candidat barbier par les jurés du métier selon les statuts du 9 décembre 1400, l'exercice de cette profession par un artisan qui a négligé de passer cet examen est sanctionné par une peine de dix livres tournois dont la moitié va aux jurés ; mais ces derniers sont chargés de la convertir en pain à distribuer le jour de l'Ascension aux pauvres de la ville¹⁰⁰. De même, les prévôts de la confrérie des apothicaires jurés de Nîmes sont chargés par les statuts du 11 mai 1491 de lever les cotisations à la confrérie et les amendes, non pour augmenter leurs revenus, mais pour acheter au nom de la confrérie des torches et le pain à distribuer lors de la fête de l'Ascension¹⁰¹.

Si les bayles voient assez souvent leur zèle récompensé d'une rémunération, il est en revanche beaucoup plus rare de trouver dans les statuts des sanctions à l'insuffisance professionnelle des chefs de métiers. En ce sens, on ne peut guère citer que le statut des juponiers de Toulouse du 26 juillet 1446, qui prévoit, dans ce cas, le paiement d'une livre de cire à la confrérie et de treize deniers à la ville pour la réparation de ses murs ou de ses ponts¹⁰². De façon analogue, le règlement des espilliers et civiliers (aiguilliers) de la même ville, daté du 1^{er} avril 1466, condamne le bayle défaillant à ses devoirs, à donner deux litres d'huile pour l'entretien du luminaire corporatif¹⁰³. Des amendes sont prévues par les statuts de 1392 et de 1466 à l'égard des surposés des pareurs de Carcassonne qui ont apposé le sceau de la ville sur des draps dont la qualité est plus tard reconnue insuffisante¹⁰⁴.

Il arrive parfois d'ailleurs que les chefs du métier soient aidés dans l'exercice de leurs pouvoirs de contrôle et de discipline par d'autres personnages. Le statut des meuniers du Bourg et de la cité de Narbonne établit à cet égard une organisation particulièrement complexe (11 septembre 1331) : à côté des cinq surposés ou chefs du métier, sont

⁹⁹ Arch. Dép. Gard, B 19 ; ce texte, ainsi que le précédent, démentent l'affirmation, plusieurs fois répétée dans les travaux récents, d'une disparition de l'organisation corporative nimoise à la fin du XVI^e siècle.

¹⁰⁰ *Ord.*, t. VIII, pp. 399-405, art. 2 : « ... Als dits Jurats, par al quelha maitat tournat et convertit en la almonia et caritat comuna que hom fa chascun an aldit Borc en pa cuit, lo jour de la Assencio de Nostre Senhor ».

¹⁰¹ Ménard, *Histoire... de Nîmes*, t. IV, Pr. XXVIII, pp. 55-56, art. 2.

¹⁰² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 475 v^o, art. 60 : « Item si hy aura negun bayle ni negun sobrepasat que falhis affar son degut am las causas dessus ditas, que totas et quantas vetz que falhiran en las causas dessusditas pagara huna livra de cera al profiet de ladita confrayria de Sancta-Lucia et treze deniers tholosas applicadors a la reparacion de la vila ».

¹⁰³ *Ibid.*, f^o 161 v^o, art. 3.

¹⁰⁴ *Ord. des rois de France*, t. XVI, pp. 536-546, art. 31.

élus chaque année par le métier sept conseillers qui, sous peine d'amende, doivent assister les premiers¹⁰⁵ ; en outre, trois prudhommes sont élus par les gens du métier afin de connaître des litiges relatifs au taux des amendes, les consuls majeurs étant chargés de faire exécuter leur décision sans avoir à connaître du fond de l'affaire¹⁰⁶. Il n'est pas sans intérêt de constater que cette sorte de juridiction interne du métier, tout à fait exceptionnelle en Languedoc, se rencontre précisément dans un métier narbonnais, soit dans une ville relativement proche de la future province du Roussillon : en effet, certains métiers de Perpignan, comme celui des ortolans (jardiniers) sont dotés d'une véritable petite cour intérieure au métier, composée de probes hommes de la profession et chargée de régler les litiges entre artisans nés au sujet d'activités professionnelles. Il serait ainsi possible d'envisager une influence de l'organisation corporative catalane, si l'on possédait d'autres documents languedociens contenant des caractéristiques calquées sur celles des métiers de la région de Perpignan. Malheureusement, les sources n'offrent pas d'autres exemples de similitude entre métiers perpignanais et corps professionnels languedociens, ni même narbonnais : en tout état de cause, cette influence catalane n'a donc pu être que très limitée¹⁰⁷.

L'adjonction aux consuls du métier d'autres personnages également chargés de missions d'ordre corporatif n'est pas un phénomène particulier au corps des meuniers de Narbonne. On le rencontre également chez les potiers d'étain de Montpellier, où sont distingués deux consuls du métier et un surposé : le serment que prêtent les uns comme l'autre étant identique, il ne semble pas que leurs attributions soient très diffé-

¹⁰⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 299 v^o, art. 5 : « Item statuiamus et ordinamus quod sint et esse debeant in nostro ministerio quinque suprapositi, quorum officium duret et durare debeat per unum annum. Et completo ipso anno alii quinque elegantur successive, et consilarii eorum sint septem, qui modo simili eligantur et constituentur. Et omnes isti jurabunt se in officio suo diligenter et fideliter habituros. Verum, si quis ipsorum septem consiliariorum vocatus per suprapositos, vel aliquem ipsorum, venire noluerit ad locum ad quem vocabitur pro negociis comunibus nostri ministerii pertractandis, solvat nomine pro pene ipsis suprapositis ad requisicionem et mandatum ipsorum, semel et quosciens in hoc rebellis vel negligens fuerit, decem et octo denarios narbonenses convertendos et ponendos per suprapositos in communem utilitatem ministerii suprascripti ».

¹⁰⁶ *Ibid.*, art. 8 : « Demum nominamus et elegimus in presenti de nobis ipsis tres bonos homines, videlicet... quibus damus plenam potestatem cognoscendi, et diffiniendi, semel et quosciens opus fuerit, de questione seu questionibus ortis inter suprapositos dicti ministerii et nostrum aliquem vel aliquos de pena seu penis pretaxatis. Quorum trium proborum hominum dicto seu pronunciacioni credi et stari debeat et a nonnullo nostrum contraveniri. Statuentes quod siquis eorum morte vel alio casu defecerit alius de nostro jamdicto ministerio per suprapositos nostros eidem subrogetur. Valentes et statuentes nichilominus, et eciam concedentes, quod consules Narbone, sine cause cognitione, ad dictum ipsorum trium proborum hominum delinquentem compellant ad solvendum penam quam comiserit, incontinenti ad eorundem trium proborum hominum denunciationem sen supplicationem ».

¹⁰⁷ La juridiction, toujours existante, des prudhommes pêcheurs, concerne une profession qui n'est point organisée en corps pendant le Moyen âge.

rentes, sauf en ce qui concerne la boîte contenant l'actif liquide du budget corporatif, dont le surposé a la garde, tandis que les deux consuls du métier en détiennent chacun une clef¹⁰⁸ : il s'agit donc d'une minime distinction. Il n'est pas possible en tout cas de distinguer le surposé des consuls par leur mode de désignation : l'un comme les autres semblent choisis par les consuls majeurs. De même, le corps des sartres (tailleurs) et juponiers de Toulouse dispose, selon les statuts du 26 juillet 1446, à la fois de bayles et de surposés, recrutés les uns et les autres dans les quatre différents quartiers où opèrent les artisans de ces professions, les bayles étant cependant deux fois plus nombreux que les *sobrepausats* puisqu'il existe pour chaque « partie » de la ville deux bayles et un surposé. Mais la différence entre ces deux sortes de personnages n'apparaît pas dans les articles des statuts concernant leur élection, puisque dans les deux cas elle est faite par les gens du métier traitant de leurs attributions sauf en ce qui concerne la confrérie, dont seuls les bayles sont chefs, sans pour cela que soit confié aux seuls surposés le droit de contrôle et de visite des marchandises et des boutiques¹⁰⁹. Ce contrôle et ces visites forment l'essentiel de la tâche des bayles, dont nous allons maintenant examiner les détails, en ne perdant pas de vue que l'évolution des corps de métiers languedociens au Moyen âge est essentiellement marquée, comme on l'a vu, par l'affaiblissement constant des pouvoirs de consuls sur les métiers, et particulièrement sur leurs chefs.

Section III. — LES ATTRIBUTIONS DES CHEFS DE MÉTIERS.

Désignés par les consuls, choisis par leurs prédécesseurs ou élus par les membres du métier, les chefs du corps sont le lien naturel entre les artisans ou commerçants de la profession et l'autorité publique investie de la police des métiers, plus particulièrement le pouvoir consulaire. Aussi, les bayles, gardes ou consuls particuliers, dotés, comme nous venons de le voir, de pouvoirs relativement étendus, ont des attributions tenant à la fois à leur rôle de représentants de l'autorité publique et à leur mission de protection des activités du métier. Agents du pouvoir consulaire, ils sont essentiellement chargés de veiller à la qualité des produits offerts à la vente, et à la loyauté qui doit présider aux transactions. Représentants des membres du corps, ils doivent tenir la main à la rédaction des statuts et, le cas échéant, à leur réformation,

¹⁰⁸ *Petit Thalamus*, p. 307 : « Sagrament dels dos consols et ung sobre pausat o sobre entendent del mestier de la potaria et autre obrage destanch coma gardas deldit mestier. Jeu hom establitz en console sobre pausat o sobre entendent e garda del mestier de la potaria et autre obrage destanh, jure a vos senhors consols de la villa de Montpellier, recebens per lo comunal profiech de ladita villa, que tant quant yeu serai en ladit offici de consol e sobre pausat e garda deldit mestier, non senharay neguna obra destanh se non era facha et obrada en ladita villa... e que lo sobre pausat tendra la cayssa dels ponchons novels e los dos consols deldit mestier cascun tendra una clau... »

¹⁰⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 137, art. 3.

ainsi qu'à la bonne tenue des finances du métier et maintenir la paix dans la profession. On étudiera donc d'abord les attributions des chefs de métiers tenant à la répression des fraudes, puis celles concernant la protection des intérêts du corps.

A peu près tous les statuts de métiers languedociens consacrent un ou plusieurs articles à développer les attributions des bayles ou gardes quant à la visite des boutiques ou des marchandises du métier exposées en vente ou même simplement en cours de fabrication. Dans les villes les plus diverses, les dirigeants de la profession sont ainsi chargés d'empêcher l'écoulement de produits ne satisfaisant pas à des normes de qualité minima. C'est ainsi que chez les pareurs de Carcassonne les draps travaillés par les artisans de la profession doivent être visités par les surposés, après quoi ils seront scellés en témoignage de la garantie que représente cette visite, selon un usage constant dans la draperie languedocienne ; de plus, tout drap de qualité insuffisante trouvé en un lieu quelconque, quelle que soit son origine, qu'il soit destiné à être vendu au public ou non, sera visité s'il ne l'a pas encore été, et le maître qui l'a paré paiera une amende pour ne pas avoir de lui-même exigé cette visite. Les fraudes à ce sujet sont évitées par deux autres articles des statuts de 1392 : d'une part, le surposé apposant le sceau de la ville sur des draps de qualité médiocre sera puni d'une amende, et d'autre part les surposés ont le droit d'interdire la pratique du métier à un pareur qui scellerait de son propre chef un des draps par lui travaillés¹¹⁰. Dans le corps des bouchers de Béziers, et selon des statuts datés de juillet 1408, les surposés, qui sont ici des contrôleurs pour le compte des consuls, visiteront les viandes en confisquant celles qui sont trouvées dans un tel état qu'elles ne sauraient sans fraude être vendues au public¹¹¹. Au Puy, les boulangers, d'après une transaction d'octobre 1460 avec les consuls, doivent soumettre leurs pains à la visite des chefs du métier, et si le pain a été fabriqué de façon frauduleuse, il est confisqué par les consuls du métier et distribué aux pauvres, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre le boulanger coupable par les officiers royaux de la ville¹¹². Mais c'est surtout à Toulouse que les statuts sont riches en dispositions enjoignant aux bayles de visiter les boutiques et produits des artisans de la profession. Les candeliers vont jusqu'à imposer des visites deux fois par semaine par deux prudhommes du métier renouvelables de mois en mois et élus

¹¹⁰ *Ord. des rois de France*, t. II, pp. 114-116, t. VII, pp. 476-477 ; t. XVI, pp. 536-546, art. 28 à 32.

¹¹¹ *Ibid.*, t. IX, pp. 355-360, art. 8.

¹¹² *Ibid.*, t. XIV, pp. 500-502 : « ... Après la décoction dudit pain, et dedans vingt quatre heures, iceluy pain seroit veu et visité par ceux à qui ladicte visitation appartient, ou par leurs commis et deputez, en la presence des gardes a ce commises et ordonnées par lesdicts consuls pour et au nom de ladicte ville... ». S'il y a fraude, le pain sera « pris et saisy, et par les dicts consuls, visiteurs et gardes, donné et distribué aux pauvres de Jesus Christ ; et seroient les coupables, pugniz et corrigez par Nous ou autres nos officiers qu'il appartiendroit selon l'exigence du delict... »

par l'ensemble des artisans de la profession ainsi que l'impose le statut d'octobre 1280¹¹³. D'autres métiers, au lieu de renouveler fréquemment ces visites aux boutiques, autorisent simplement leurs bayles à se saisir de tout produit frauduleux concernant la profession, où que ces derniers le trouvent ; l'objet sera alors détruit par les soins des bayles : un exemple de cette disposition se rencontre, toujours à Toulouse, dans le statut des tuiliers de février 1291 (n.s.)¹¹⁴. Au XIV^e et même au XV^e siècle, cet usage des visites des boutiques continue à être très général. Sur ce point, et ainsi que l'attestent les statuts toulousains, la transformation des métiers en jurandes n'a point suscité de modifications ; tout au plus, les articles consacrés à ces visites sont plus développés qu'auparavant. Mais les métiers les plus divers continuent à prévoir ces visites par leurs chefs. Ainsi les pareurs et tisserands de laine de Toulouse, transformés en jurande le 16 mai 1441, utilisent ces visites pour empêcher la vente de draps non marqués du sceau de la ville, car si de telles pièces d'étoffe sont trouvées dans les boutiques, elles sont saisies par les bayles et amenées au palais capitulaire, où leur qualité est vérifiée¹¹⁵. Les potiers de terre imposent eux aussi, par des statuts du 11 décembre 1426, la visite des vaisselles fabriquées par les gens du métier : mais elle s'applique aux objets fabriqués hors de Toulouse et qui y sont apportés pour être vendus dans la ville ; une amende est prévue pour toute pièce non conforme à ces normes statutaires protectionnistes, et il est demandé au potier négligent de recuire sa vaisselle, faute de quoi elle sera brisée¹¹⁶. Ces visites ont d'ailleurs lieu le plus souvent en

¹¹³ Mulholland, *Early Gild...*, p. 120, art. 5 : « Item jurabunt predicti candellari quod duo probi homines de officio predicto accendent bis in qualibet septimana per operatoria sen domos candellariorum et quod inspicient si inveniunt aliquem inculpatum officium predictum exercentem, et quod custodient predicti duo probi homines si bene nec (*sic*) legaliter exercent officium antedictum, et dicti duo probi homines hoc faciant per unum mensem, et ita hoc facto per duos probos homines et inspecto per unum mensem quod eligantur alii duo qui illud idem faciant per alium mensem, et sic in quolibet mense duo eligantur quousque annus fuerit completus. »

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 189, art. 1 : « Et item ordinaverunt et statuerunt quod tegule plane et teguli concavi fiant bene et fideliter, absque aliqua fraude, et tempore congruo et de terra apta et bene mazerata seu conculcata pedibus, arbitrio bajulorum dicti officii, et non de terra torrata seu minus apta ; et ubicumque per bajulos dicti officii dicte tegule seu teguli inveniantur, frangantur et destruantur per bajulos antedictos et ad arbitrium eorumdem, et, si dicte tegule vel teguli torrate vel torrati seu congelati per aliquem de regulariis Tholose informantur seu in fornace ponerentur, ad penam teneantur... »

¹¹⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 104, art. 22 : « Item quant los bayles iran per la vila tesseyres on paradors visitar lesditz mestiers, si troban degun drap cru ou adobat que sera ses sagel, que los prengan et los porten alla mayso comunal per veser se sont bos et loyals, et longs del pes ordenat. Et en cas que lesditz draps sian vissiosas, que sen fassa justicia alor conoguda. Et in oultra paguara dos soudz per drap le qui sera en colpa, que tal drap ou draps non aura sagelatz. »

¹¹⁶ *Ibid.*, f° 130 v°, art. 4 : « Item que lesditz bayles puescan visitar totz vayssels de terra faytz de fora la vila et portatz en la present ciutat per vendre et si non eran sufficiens paguen per cada pessa granda o petita VI den. tholozas et en outra lor sia mandat que tals vayssels aran a recoyre et si non o volran far, seran romputz... »

présence d'un sergent consulaire, les consuls étant intéressés à ces visites, non seulement en tant que gardiens de la police économique urbaine, mais aussi parce qu'une partie des amendes imposées pour mauvaise fabrication de produits découverts dans une boutique, tombe dans la caisse de la ville : cette présence d'un sergent des consuls est attestée par exemple par le statut des charpentiers et barraliers de Toulouse du 6 septembre 1465¹¹⁷.

Les visites opérées par les bayles peuvent également servir à d'autres fins. Les statuts des gainiers de Toulouse, du 17 octobre 1464, ordonnent aux bayles de se rendre dans les boutiques des gens du métier les dimanches et veilles des grandes fêtes pour y faire cesser tout travail : c'est là un moyen de contrôler les prescriptions des statuts relatives aux jours chômés, mais ces visites dominicales n'empêchent pas les bayles d'en faire d'autres, cette fois relatives au contrôle de la fabrication : les mêmes statuts les prévoient, en ajoutant qu'un sergent royal devra y être présent, et en précisant, comme nous en avons posé plus haut le principe que les bayles agissent dans ces fonctions selon un mandat exprès des capitouls¹¹⁸. La visite est souvent préalable à toute vente¹¹⁹ et l'amende sera levée sans possibilité de remise¹²⁰.

Représentants de l'autorité consulaire devant les gens du métier, les bayles sont également les avocats des intérêts de la profession devant

¹¹⁷ *Ibid.*, f° 124 v°, art. 2 : « Item statueren et ordeneren que losditz bayles ou la maior part daquels puecan, et aels sia permes sens encorre alcuna pena, appellat ambels ung sergent,... visitar tot obrage aldit mestier de carpentaria appartenent, portat ou fayt en Tholose per vendre, sian... pipas, barricas, pipotz e tonels e autres vayssels deldit mestier, totas et quantas vegadas que alsditz bayles sera vist fazedor, ou autrament seran requeritz per partida et aquel prendre ou far prendre et jugar et denunciar al thesaurier de la mayso comunal de Tholosa. »

¹¹⁸ *Ibid.*, f° 1, art. 3 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que losditz bayles de guaynaria sera tengut cascul dissapte et en las vigalias de las autras festivitatz dessus nommadas... de anar a cascul obrador ou botica deldit mestier et aquel visitar toutz los obrages aldit mestier appartenens et demandar a cascul obrier ou menestral deldit mestier que aya per aquel jorn layssar obra et cessar a obrar. »

Ibid., art. 5 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que lodit bayle apelat anbel ung sergent real et en mandamen expres de mes-senhors de capitol pusca et aya facultat et licencia de visitar totas gaynas, stuch, boytas et autres obrages aldit mestier appartenens portatz en Tholosa per vendre, ou que se troben et les jutgar per hi far la justicia appertenens. »

¹¹⁹ Statuts des bonnetiers de Toulouse, *ibid.*, f° 157 v°, art. 6 : « Item statueren et ordeneren que negun obrage deldit mestier fait en Tholose no se venda ny se porte per vendre deforas Tholosa, sino que tal obrage premie-ramen sia visitat per losditz bayles de offici si es bon, sufficient et marchant, sus la pena de detz soudz de tornes applicadors la mayta alas reparacions de la vila et lautra meytat a la bustia deldit mestier. »

¹²⁰ Statuts des savetiers de Toulouse, *ibid.*, f° 8, art. 8 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que lesditz bayles puecan una vegada la semana ou plus per aussi que bon leur semblara, visitar les obrados et boticas deldit mestier, et veser et palpar tout obrage aldit mestier appartenent si es bon, sufficient et fait segon la tenor dels presens statutz, et aquel que sera trobat insufficient sia traucat... et las penas dels colpables leven et exhi-giscan sans deguna merce. »

tous les pouvoirs publics, et plus particulièrement devant le conseil communal. Ce deuxième aspect de leurs attributions tend nettement à s'accroître vers la fin du Moyen âge, dans la mesure où les consuls n'exercent plus souvent leurs pouvoirs de police directe sur les métiers. Il est incontestablement plus expéditif pour eux de déléguer aux chefs des différentes professions leur droit de contrôle, quitte à y revenir lorsqu'un scandale grave se produit chez des artisans ou des commerçants à raison de leur profession. Surtout les métiers, ainsi que le montrent des signes multiples, tendent à se fermer et à s'administrer de l'intérieur dès la fin du XIV^e siècle et surtout au siècle suivant, quand ils forment des jurandes.

C'est ainsi que les chefs de métiers ne sont dotés que vers la fin du XIV^e siècle de pouvoirs propres quant à la rédaction des statuts, la promulgation s'effectuant par les soins des bayles en présence des consuls majeurs, et non plus directement par ces derniers. A Montpellier par exemple, deux des trois consuls de la *caritat* des verriers promulguent le 28 février 1366 (n.s.) en présence des magistrats municipaux, de nouveaux statuts relatifs à ce corps de métier¹²¹. Le même texte montre que l'acte notarié qui contenait les anciens statuts était normalement détenu par un des consuls du métier, puisque c'est dans la maison de l'un de ces derniers que le document vient d'être perdu, brûlé dans un incendie. Deux ans plus tard, une nouvelle réformation de ces statuts, établissant un monopole corporatif, est décidée par deux des trois consuls¹²² : il semble donc nécessaire que la majorité des consuls du métier soit présente pour permettre une réformation des statuts. Naturellement, les chefs du métier peuvent se présenter accompagnés d'une délégation d'artisans ou commerçants de la profession : mais, à partir du XV^e siècle, les consuls majeurs interviennent de moins en moins dans l'élaboration des statuts. Les argentiers de Montpellier, développant et réformant le serment traditionnel des gens de ce métier, en ce qui concerne le titre de l'or à travailler, annulent en 1401 tous serments antérieurs selon une décision prise par les 3 chefs du métier, en présence de 9 argentiers ; ensuite l'ensemble de ces membres de la profession se rend devant les consuls majeurs pour prêter le serment selon les termes qui viennent d'être adoptés¹²³.

Les métiers toulousains portent, comme ceux de Montpellier, le témoignage d'un rôle accru des bayles dans l'œuvre d'élaboration des statuts. Les statuts de Toulouse du XIII^e et du XIV^e siècles ne font pratiquement pas mention d'un rôle quelconque des chefs de métiers dans la préparation et la promulgation des règlements professionnels¹²⁴. La situation

¹²¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 54.

¹²² *Ibid.*, 17 juin 1368.

¹²³ *Ibid.*, BB 50.

¹²⁴ Seul le statut des tisserands et pareurs de 1311 mentionne un tel rôle ; cf. Mulholland, *Early Gild...*, p. 73 : « ... Consules... fecissent evocari quosdam probos homines, mercatores, textores, paratores et bajulos dictorum ministeriorum, cives Tholose, ad sciendum et conferendum cum eisdem an predicti articuli de novo traditi... essent ad meliorationem draperie Tholose... »

semble se modifier vers le milieu du xv^e siècle. Le 31 janvier 1442, les bayles des barbiers se présentent devant les capitouls pour se plaindre de l'obscurité d'un certain nombre d'articles de leurs anciens statuts, et en proposent d'autres, mieux rédigés et non équivoques, que les consuls adoptent¹²⁵. En juillet 1446, ce sont les bayles des sartres et juponiers, dont le nombre total est de dix, qui se rendent à la maison communale pour exposer leur litige avec trois membres du métier qui demandent à pouvoir ouvrir, comme autrefois, des boutiques dans la rue des Changeurs, et à ne payer que les droits d'entrée traditionnels, soit deux livres tournois et un cautionnement, en se plaignant du mauvais vouloir des chefs de métier, mais les bayles amènent avec eux un projet de statuts¹²⁶ hostile à ces demandes et les capitouls adoptent ces statuts. Le 6 septembre 1465, les bayles des charpentiers proposent et font accepter par les capitouls une réformation aux anciens statuts du métier, qui datent de 1364¹²⁷. Les chefs du métier des ortolans (jardiniers) de la même ville de Toulouse proposent le 12 juillet 1467 aux magistrats municipaux de modifier la liste des fêtes chômées ; les archives toulousaines ont conservé la missive même par laquelle les bayles demandent cette réformation aux statuts¹²⁸. Le texte confirme bien cette évolution par laquelle les bayles des métiers, au xv^e siècle, sont à l'origine de l'élaboration de statuts que les consuls n'ont plus qu'à promulguer, ce qu'ils ne semblent jamais refuser.

Beaucoup plus anciennes sont les attributions des chefs de métiers dans le domaine judiciaire. Le métier a en effet parfois besoin de faire valoir en justice ses droits corporatifs, et les bayles sont les représentants qualifiés de la profession devant n'importe quelle juridiction. Il est naturellement rare que les chefs de métier aillent jusqu'à des actes illégaux pour faire valoir les prétentions des artisans ou commerçants. Le cas ne s'est produit que dans les époques de troubles politiques : ainsi, en 1254, les chefs des métiers de Montpellier entrent en grand nombre dans la ligue organisée par Amaury de Narbonne¹²⁹. Plus notable est l'événement exposé par des lettres patentes du comte de Poitiers, le futur Jean II, en mars 1358 : lors des troubles qui se sont produits à Toulouse le 9 mai 1357, où la population a failli massacrer Jean d'Armagnac, lieutenant du roi en Languedoc, il a été fait certaines proclamations insolites au nom des chefs de métiers¹³⁰. Il s'agit là, on le voit, d'activités politiques intéressant la plus grande partie de la population de la ville, et donc les gens de métiers, dans leur ensemble, non pas de menées illicites propres à un métier déterminé. Au contraire, l'activité procédurale des bayles agissant au nom de la profession tout entière a été assez développée et intéresse directement l'histoire de la réglementation corporative en Languedoc.

¹²⁵ Arch. Mun. Toulouse, AA 57.

¹²⁶ *Ibid.*, HH 2, f° 128.

¹²⁷ *Ibid.*, f° 123.

¹²⁸ *Ibid.*, texte encarté au f° 190.

¹²⁹ Cf. *Hist. Lang.*, t. VIII, c. 1342.

¹³⁰ Arch. Mun. Toulouse, AA 45. 49.

Tout d'abord, les consuls des métiers ont pouvoir de passer transaction avec les personnes qui se sont opposées à leurs prétentions au cours d'une instance judiciaire. Tel est le cas de la transaction prise entre les consuls du village de Lattes et les chefs des différents métiers de la boucherie de Montpellier en 1375 et 1376 : le 8 juin 1375, les consuls de Lattes reconnaissent le caractère immémorial des usages de dépaissance des bêtes des mazelières de moutons de Montpellier dans les paluds entourant le village, ainsi que dans le fossé ceinturant ce dernier ¹³¹ ; le 13 décembre de la même année, une transaction analogue est passée entre les mêmes consuls et les chefs du métier des mazelières de bœufs ¹³², la même opération étant renouvelée le 30 janvier 1376 au profit des mazelières de porcs ¹³³. Ce genre de transaction est extrêmement fréquent à Montpellier au XIV^e siècle, et on y voit intervenir les consuls des métiers, soit seuls, soit accompagnés d'un groupe peu nombreux de membres de la profession.

En outre, les chefs du métier sont fréquemment investis par les statuts, de pouvoirs de représentation du métier en justice. Il en va ainsi, par exemple, chez les maréchaux-ferrants de Toulouse, d'après le règlement du 25 février 1477 ¹³⁴. Toutefois, les bayles peuvent ne pas représenter l'opinion unanime des gens du métier : il faut noter que, dans ce cas, une fraction minoritaire des artisans ou commerçants de la profession peut faire entendre sa voix, les consuls de la ville étant alors pris comme arbitres : en 1446, les capitouls de Toulouse font venir devant eux les bayles des sarts (tailleurs) et juponiers de la ville, ainsi que trois artisans de ces professions, mécontents des décisions des bayles tendant à l'augmentation des droits d'entrée dans le métier ; il est juste de préciser que les statuts qui furent élaborés à cette occasion et qui firent du métier une jurande, augmentèrent eux-mêmes notablement ces droits d'entrée et respectèrent ainsi les demandes des bayles du métier ¹³⁵.

D'autre part, il peut arriver que des chefs du métier soient chargés d'intenter une action collective devant un juge royal ou consulaire, selon l'espèce et selon la ville, afin qu'il soit statué sur des questions relatives à la protection des produits fabriqués ou à la loyauté de la concurrence à l'intérieur de la profession. Dans ce sens, il faut mentionner le statut des pareurs de Carcassonne de 1392, dont les articles 40 et 41, confirmés en 1466, font obligation au viguier de rendre cette justice sur réquisition des chefs du métier ¹³⁶. Il est vrai qu'il n'y a pas alors de consulat à Carcassonne, et que les justices royales ont, par suite, une compétence beaucoup plus étendue dans cette ville que dans les autres cités du Languedoc. En tout cas, la majeure partie des statuts de métiers langu-

¹³¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 15, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 3.

¹³² *Ibid.*, f° 16 v°.

¹³³ *Ibid.*, f° 18 v°.

¹³⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 323, art. 32.

¹³⁵ *Ibid.*, f° 128.

¹³⁶ *Ord. des rois de France*, t. XVI, pp. 543 et s.

dociens excluent ce recours aux juges royaux, soit en donnant compétence pour tous les délits professionnels aux consuls de la ville, soit en chargeant les bayles de faire respecter la loyauté dans la fabrication et dans la vente, comme dans les statuts de 1311 des tisserands et pareurs de Toulouse¹³⁷. Le plus souvent, les bayles sont en même temps chargés de faire respecter la qualité des produits fabriqués par les gens du métier, de confisquer ou de faire réparer le produit de mauvaise venue, et de condamner l'artisan ou le commerçant coupable selon leur conscience : tels sont les termes des statuts des pareurs, teinturiers et tisserands de Toulouse où les capitouls ont la *districtio*, les bayles de ces trois métiers pouvant l'exercer par délégation (septembre 1298)¹³⁸ ou bien encore ceux du règlement consulaire de février 1319 (n.s.) relatif à ces métiers¹³⁹.

Lorsqu'une instance est introduite devant un juge royal par les consuls contre certains membres des métiers pour avoir négligé les méthodes traditionnelles de fabrication, les chefs de ces métiers jouent seulement un rôle d'expert qui se rapproche fort de leur tâche, le plus souvent définie par les statuts, de visiter les ouvrages et boutiques des artisans ou commerçants de la profession : un texte du milieu du XVI^e siècle et relatif aux barraliers de Nîmes relate de cette manière le rôle de ces bayles ou consuls du métier¹⁴⁰. Au contraire, les fonctions d'arbitre entre maîtres du métier sont rarement remplies par les bayles ; il faut noter à ce sujet que, par une règle assez singulière, leurs décisions sont rarement susceptibles d'appel, ainsi qu'en témoignent les statuts des

¹³⁷ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 76-77, art. 10 : « Item statuerunt et ordinauerunt quod si aliquis homo vel femina istius ville Tholose vel aliqua predictorum aliquid violabit vel contraveniet vel minus falherit vel delinquerit, quod illud emendare sive restituere, ad cognitionem illorum hominum custodum sive bajulorum ad predicta exequenda sive custodienda per dominos de capitulo Tholose constitorum, teneantur, et ultra in persolvenda pena inde ad cognitionem dominorum de capitulo predictorum qui pro tempore erunt in Tholose nichilominus puniatur, de qua pena habent comunitas Tholose medietatem et dicti bajuli aliam medietatem ».

¹³⁸ *Ibid.*, p. 81, art. 5 : « Item statuerunt et ordinauerunt quod si aliquis tincturierus hujus ville Tholose faceret contra predicta vel aliqua de predictis, quod tincturierus puniatur ad cognitionem capitulorum predictorum vel bajulorum dicti misterii ».

¹³⁹ *Ibid.*, p. 127, art. 11 : « Item voluerunt et statuerunt predicti domini de capitulo quod si forte contigerit aliquem pannum apparere visiosum... quod parator teneatur illum talem pannum parare bene et fideliter, ac si culpa esset ipsius paratoris et ad hoc sciendum voluerunt dicti domini de capitulo quod bajuli paratorum et textorum lane et tinctureriorum Tholose vel major pars dictorum bajulorum vendant illum talem pannum, et quod possint illum talem pannum condemnare, prout ipsis bajulis vel eorum majori parti placuerit et videbitur faciendum... »

¹⁴⁰ Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n° 28 : le clavaire, au nom des consuls, expose au juge royal ordinaire « ... que plusieurs marchands de cercles tant étrangers qu'habitants de ladite ville faisaient commerce de cercles d'une qualité et mesure non recevables, et les vendaient ensuite frauduleusement pour bons a recevoir a ceux qui en avaient besoin, ledit clavaire audit nom requiert ledit juge de faire visiter et examiner lesdits cercles par les chefs du metier de la fusterie. Ce qui aiant ete fait par lesdits chefs de metier, du mandement de la cour roiale dudit Nîmes, ledit clavaire aurait en outre requis que lesdits

meuniers de Narbonne de 1331¹⁴¹. Ces attributions étaient sans doute assez minces, mais elles n'empêchaient pourtant pas les discussions au sein de la profession ni même parfois les voies de fait exercées par un membre du métier contre le responsable sortant. Un compte particulier du viguier de Toulouse mentionne une amende infligée en 1337 à un pâtissier de Toulouse pour avoir assailli et blessé les bayles du métier¹⁴². Pour éviter ce genre de disputes à l'intérieur du métier, les bayles sont parfois chargés d'arbitrer les querelles nées entre maîtres et valets, comme le prévoit par exemple le statut des barbiers de Toulouse de mai 1457¹⁴³.

Les bayles et autres chefs du métier, dans l'exercice de leurs pouvoirs disciplinaires à l'égard des membres de la profession, ont l'occasion de percevoir le montant de nombreuses amendes : les sommes ainsi récoltées sont réparties, comme on l'a déjà remarqué en différents passages, entre la caisse de la ville et la caisse corporative. Les bayles sont comme chefs du métier autant que comme chefs de la confrérie des trésoriers de cette dernière et en tiennent les comptes, qu'ils doivent remettre à l'expiration de leur mandat entre les mains de leurs successeurs : les statuts ne comprennent une telle disposition que rarement au XIV^e siècle, mais elle devient extrêmement fréquente au siècle suivant : à Toulouse, un même article stipule le plus souvent à la fois le devoir des bayles de visiter les boutiques et les marchandises et leurs attributions financières, dont ils doivent rendre un compte loyal aux bayles de l'année suivante ; un exemple peut en être tiré du statut des ceinturiers du 12 novembre 1464¹⁴⁴, mais quantité d'autres règlements professionnels mentionnent une obligation analogue pour les bayles¹⁴⁵. Dans

chefs de métier qu'il avait fait assigner à cet effet par devant ledit juge fussent ouïs par ladite cour, pour, sur leur rapport, et s'il apparaissait que certains cercles saisis a deux habitants de ladite ville fussent de la mauvaise qualité et courte mesure susdites, être ordonné qu'ils seraient brulés selon la coutume, et pour l'exemple, au pied du carcan de la ville. Sur laquelle requisition ledit juge aiant oui sous leur serment lesdits chefs de metier, lesquels auraient déclaré avoir trouvé par la visite qu'ils auraient faite... trois roues de cercles qui n'étaient pas de la mesure convenable ».

¹⁴¹ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, f° 299.

¹⁴² Bibl. Nat., coll. Clairambault, vol. 229, pp. 1135 et s. « ... A Petro Bort, patisserio, quia invaserat et vulnaverat bajulos patisserie Tholose, pt. XV s.t. »

¹⁴³ Cf. Pièce annexe, n° V, art. 22.

¹⁴⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 17 v°, art. 2 : « Item statueren et ordenen losditz senhors de capitol que losditz bayles apelat ambels ung sirvent real, seran tengutz cascun mes una vegada de visitar los hobrados dels menestralz deldit mestier et totz autres hobrados ou que se trobe obratge daquel dyns Tholose portatz, a causa dels y vendre per veser et saber si son bos et sufficiens et faytz seguon la tenor dels statutz... et daquels que trobaran colposables... en las penas desos contengudas levaran et exhigiran... et daquelas bon et leyal compte ne rendran per davant los bayles et autres mestres qui adong seran et al thesaurier de la vila ou autre per luy deputat ».

¹⁴⁵ Cf. statuts des forgerons, 25 février 1477, *ibid.*, f°s 318-323, art. 4 ; statuts des gainiers, 17 octobre 1464, *ibid.*, f°s 1 à 3, art. 1 ; statuts des bonnetiers, 4 décembre 1464, *ibid.*, f°s 3 et 4, art. 1 ; statuts des patiniers, 21 mai 1467, *ibid.*, f°s 211 à 214 v°, art. 2.

les statuts des cordonniers de Carcassonne de janvier 1402 (n.s.) les surposés du métier doivent jurer devant la cour du viguier royal de rendre compte à l'expiration de leur année de charge aux nouveaux surposés et de donner à ces derniers le reliquat des sommes encore contenues dans la caisse du métier¹⁴⁶. La nécessité d'inscrire sur un registre les recettes et dépenses du métier est stipulée par les statuts des verriers et peintres de Montpellier de 1400¹⁴⁷.

Si l'apparition dans les statuts de l'obligation pour les chefs de métiers de rendre compte à leurs successeurs est donc en général assez tardive, il ne faudrait pas en conclure que les statuts du XIV^e siècle n'accordent aux bayles aucun pouvoir en matière de finances corporatives. Au XIII^e siècle, il est vrai, les chefs de métiers ne perçoivent des amendes que pour le compte des consuls, une part des sommes ainsi relevées leur étant attribuée à titre personnel : les finances corporatives sont alors inexistantes, aucun droit d'entrée n'étant imposé pour l'accession à la profession jusqu'à la fin du siècle. Mais, au début du XIV^e siècle, les bayles ou consuls des métiers sont chargés par les consuls majeurs d'administrer les deniers corporatifs, et essentiellement les cotisations versées à la confrérie : tels sont les pouvoirs des consuls de la *caritat* des jupiers de Montpellier, selon les statuts d'avril 1320¹⁴⁸. Cette véritable apparition de la notion de finances du métier nous semble en étroite liaison avec la naissance des premières confréries professionnelles à l'extrême fin du XIII^e siècle : ce point sera développé plus loin, à l'occasion de l'étude des confréries professionnelles.

Au XIV^e siècle, la compétence exclusive des chefs de métiers en matière de deniers corporatifs s'affirme nettement : les statuts des verriers de Montpellier, de février 1366 (n.s.) obligent toute personne détenant des sommes appartenant à la confrérie à en rendre un compte immédiat aux consuls du métier¹⁴⁹. Les registres de notaires commencent à comprendre des actes passés par les chefs des professions : toujours à Montpellier, les consuls de la charité des poivriers donnent quittance en 1365 à Jean de Prades, marchand de la ville, d'une somme due à la charité, et du montant d'un usage dû à raison d'un jardin tenu par ce marchand de cette charité¹⁵⁰. Le statut de la charité des maçons de la même cité, daté du 2 mars 1366 (n.s.), attribue aux consuls du métier ainsi qu'aux « lampadiers », c'est-à-dire aux gens de la profession qui entretiennent le luminaire et qui doublent les consuls du métier,

¹⁴⁶ *Ord. des rois de France*, t. VIII, pp. 557-571, art. 3.

¹⁴⁷ Arch. Mun. Montpellier, Liber instrumentorum et consiliorum, art. 11 : « Item que cascun cosol deian cascun an rendre conte al cosol constitui de novel, compte scrich en bon ordre en lo libre de la dicha Caritat, et que deia donat las causas las quals son edificadas a honor de la dicha almorna et del dich mestier per inventari escrich en lo dich libre ».

¹⁴⁸ Germain, *Hist. de la Commune de Montpellier*, t. III, pp. 467-469, art. 3.

¹⁴⁹ Arch. Mun. Montpellier, Liber consiliorum et instrumentorum, art. 9.

¹⁵⁰ *Ibid.*, BB 9, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 12.

le droit de recevoir des reconnaissances de dettes, de donner quittance, de percevoir enfin les cotisations et les amendes ¹⁵¹.

A Toulouse, l'obligation pour les bayles de relever les cotisations payables à la confrérie est fréquemment sanctionnée au xv^e siècle par une amende fixée en cire ; les chapeliers, dans leurs statuts du 5 septembre 1464, punissent par exemple les défaillances de leurs bayles par le versement d'une demi-livre de cire ¹⁵² ; on peut se demander cependant si cette pénalité recevait une application pratique, car une dénonciation venant d'un membre du métier dont la cotisation n'est pas relevée est difficilement concevable. Il semble d'ailleurs que les comptes consulaires toulousains du xv^e siècle ne mentionnent que pour mémoire les revenus provenant des amendes corporatives, soit que ces dernières soient restées inappliquées, soit que la part qui devait revenir au trésorier de la ville n'ait jamais été versée.

Dans les statuts de 1402 des cordonniers du Bourg de Carcassonne, l'article 4, relatif à la *Karitas*, relève la possibilité pour les surposés du métier de projeter d'augmenter et même de créer des cotisations destinées à permettre l'existence d'un culte corporatif : mais les chefs de cette profession n'ont guère là qu'un pouvoir de proposition, puisqu'ils doivent obtenir à la fois l'accord du viguier et du juge ordinaire de la ville, et l'assentiment de la majorité des maîtres ¹⁵³. Dans la même ville, les surposés des chaussetiers empruntent le 3 novembre 1628 100 livres à un bourgeois, qu'ils remboursent le 6 août 1629 ; emprunt et remboursement sont accomplis par les seuls chefs du métier, sans qu'ils fassent mention d'une procuration spécialement délivrée par les gens du métier ¹⁵⁴. Il s'agit ici, il est vrai, de représentation civile et de capacité d'obliger la profession ; ce point sera étudié dans un chapitre ultérieur.

Vis-à-vis des maîtres, les chefs du métier ont aussi un pouvoir de convocation lorsqu'une réunion de l'assemblée du métier est décidée. Il faut toutefois préciser qu'une telle possibilité n'est accordée que par un très petit nombre de statuts : il est visible que les consuls des différentes villes évitent que le sujet soit abordé, car il peut impliquer de graves risques de *conjuratio* et de troubles politiques. Dans la plupart des métiers, par conséquent, les consuls de la ville conservent implicitement le pouvoir exécutif de convoquer les membres de la profession à une assemblée corporative. Parmi les métiers qui font exception à cette règle, il faut signaler les freniers de Toulouse, selon leurs statuts du

¹⁵¹ Arch. Mun. Toulouse, MM 2, f° 5 v°, art. 4 : « Item statueren et ordenen losditz senhors de capitol que lesditz bailles seran tengut et per la vertut deldit juramen obligatz de levar cascuna sepmana le jour del dissapte et exhigir et proseguir lo dreyt de ladita cofrairia, sus la pena de miegha lievra de cera per els pagadora totes et quantas vegadas seran trobatz colposables ou alcun de lor, convertebra la dita miegha lievra de cerar usatge et utilitat de la dita cofrairia a las messas que se diran et las autras causas necessarias et oportunas. »

¹⁵² *Ibid.*, BB 8, f° 58.

¹⁵³ *Ord. des rois de France*, t. VIII, pp. 557-571.

¹⁵⁴ Selon un registre notarié dont un extrait nous a été aimablement communiqué, sans autre référence, par M. le docteur Cayla, de Carcassonne.

16 juillet 1208, qui interdisent aux gens de ce corps de s'assembler sans la volonté, soit des bayles, soit des capitouls ¹⁵⁵. Dans le règlement des patiniers de la même ville du 21 mai 1467, les maîtres devront s'assembler sur convocation des bayles sous peine d'amende fixée à dix sous tournois ¹⁵⁶. On peut rapprocher de ces dispositions les statuts de Montpellier qui, comme celui des brodeurs, tapissiers, chasubliers, peintres et verriers du 21 avril 1458 ¹⁵⁷, obligent les bayles à parcourir les boutiques en obligeant leurs occupants à s'assembler pour fixer les détails des funérailles d'un membre du métier décédé.

Pour importante qu'elle soit, la charge de chef de métier n'en est pas moins de durée fort brève. A l'expiration d'un madat fixé presque toujours à une année, les bayles ou consuls de la profession redeviennent de simples membres du métier et se voient appliquer les articles des statuts relatifs à tous les maîtres du corps. En particulier, ils sont soumis au pouvoir disciplinaire des nouveaux bayles. Les statuts des razoriers de Toulouse de novembre 1369 stipulent expressément que les bayles sortis de charge paient les amendes professionnelles dans les mêmes conditions que tous les autres maîtres ¹⁵⁸.

L'institution des chefs de métiers se présente ainsi comme l'une des pièces les plus importantes de l'organisation corporative languedocienne. A travers la vaste région qui s'étend de la Garonne au Rhône, elle présente une très grande fréquence et une certaine homogénéité : d'une part, les métiers où n'existent point de chefs de métier ne sont pas inconnus, mais sont si rares dès la fin du XIII^e siècle qu'ils peuvent presque être considérés comme des curiosités ; d'autre part, dans l'ensemble du Languedoc, les bayles, gardes ou consuls particuliers tendent au cours du XIV^e siècle et surtout du XV^e siècle à prendre une grande part des attributions de police corporative dont disposaient au XIII^e siècle les pouvoirs publics et surtout l'administration consulaire. Les statuts n'indiquent nulle part, en tout cas, que le système du « baylage » ait donné de mauvais résultats. Rares sont les plaintes des gens de métiers contre leurs chefs : hormis le cas déjà cité ¹⁵⁹ des sartres et juponiers de Toulouse au XV^e siècle, on ne peut relever en ce sens que les plaintes des pellipaires (peaussiers) de la même ville contre leurs chefs en avril 1332, et encore ne s'agit-il que d'artisans étrangers protestant contre le favoritisme des bayles envers les peaussiers originaires de Toulouse ¹⁶⁰. Seul

¹⁵⁵ Mulholland, *Early Gild...*, p. 43, art. 6 : « Item statuerunt et ordinaverunt predicti domini consules quod aliquis frenerius san aliquis operans de dicto artificio seu ministerio in Tholosa non sit ausus facere amas seu congregationem aliquam ratione seu occasione dicti ministerii absque voluntate bajulorum dicti ministerii vel consulum Tholose ».

¹⁵⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 219, art. 17 : « Item an statuit et ordenat losditz messenhors de capitol que totas vegadas que los bayles mandaran los mestros per los negocis del mestier, que sian tengutz losditz mestres de venir sus pena de detz soutz de tornes applicados coma desus ».

¹⁵⁷ Arch. Mun. Montpellier, *Liber consiliorum et instrumentorum*, art. 7.

¹⁵⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 258 à 261, art. 8.

¹⁵⁹ Cf. *supra*, p. 234.

¹⁶⁰ *Ibid.*, f^o 256.

le statut des maréchaux-ferrants de cette cité d'avril 1373, prévoit l'hypothèse dans laquelle les bayles exigeraient une amende plus élevée que de droit, afin d'augmenter leur salaire¹⁶¹. Il apparaît ainsi que les chefs de métiers représentent un facteur de paix dans le métier, par opposition à la hiérarchie qui se dessine peu à peu entre gens du même métier et qui amènera des troubles, comme on va le voir maintenant.

¹⁶¹ *Ibid.*, f^o 175 à 179, art. 22.

CHAPITRE VII

MAITRES, VALETS, APPRENTIS

Au cours des pages qui précèdent, on a pu remarquer la relative précocité de l'apparition des chefs de métiers dans l'organisation corporative languedocienne. Au contraire, des distinctions hiérarchiques entre gens de métier ne se feront jour que très lentement et ne prendront une réelle importance, tant socialement que juridiquement, qu'au XIV^e siècle. Pendant tout le haut Moyen âge, les artisans ont vécu, semble-t-il, sur un pied d'égalité remarquable sans que l'on distingue entre maître et compagnon à travers les régions languedociennes ; une distinction juridique a dû fatalement exister entre maître et compagnons, mais ce dernier est si rare qu'il n'apparaît pas dans les sources ; seul le statut de l'apprenti semble avoir été, sinon dégagé, du moins aperçu et distingué, assez tôt : le statut des changeurs de Saint-Gilles de 1178 énumère une série de membres du métier qui travaillent certainement à leur compte, et, à côté d'eux, quelques *discipuli* et quelques *scolani*¹ ; peut-être ces deux mots ne sont-ils que deux dénominations différentes, l'une en latin, l'autre en langue romane, d'une même réalité recouvrant un apprentissage ; peut-être aussi faut-il tenir compte du fait que les *discipuli* n'apparaissent dans le texte, auprès d'un changeur, que lorsque ce dernier est également entouré de fils qui travaillent dans cette profession, tandis que les *scolani* ne figurent dans cette liste qu'en l'absence de fils de changeurs participant au métier ; dans ce cas, le *scolanus* serait déjà une sorte de compagnon. Mais cette dernière interprétation paraît bien hasardeuse, compte tenu du caractère tardif de l'apparition des valets ou compagnons dans les statuts des métiers languedociens, et de ce que ce mot implique, par sa racine, une notion d'enseignement.

L'évolution de la qualification de « maître », *magister* donnée à un commerçant ou à un artisan, est infiniment mieux discernable et reflète remarquablement l'évolution très lente qui amènera à distinguer une hiérarchie professionnelle. Au XII^e siècle, les gens d'un même métier sont désignés seulement par le nom de la profession, par exemple *affactatores coriorum* pour les corroyeurs ou *macellarii* pour les bouchers². Le terme de *magister*, dépourvu de tout sens hiérarchique, n'apparaît, mis à part

¹ Arch. Nat., *Layettes du Trésor des chartes*, J. 304, Toulouse II, n° 16 (inédit en partie).

² Teulet, *Layettes...*, t. I, n° 149, avril 1158.

le cas très particulier des notaires et praticiens du droit, que pour désigner les artisans travaillant le bois et la pierre, *magistri de petra* ou *de fusta*, et cela tant au XII^e siècle³ qu'au XIII^e⁴. En un sens analogue, les personnes qui enseignent le chant portent, même au XVI^e siècle, le titre de « maître »⁵.

A la fin du XIII^e siècle, on commence à trouver dans les statuts l'expression de *magister* servant à désigner le personnage qui travaille dans la profession à son propre compte, et qui est soumis à l'obligation de payer un certain droit d'entrée, par opposition à l'apprenti : il en va ainsi dans le règlement relatif aux cerviniers de Toulouse de mars 1279⁶. En ce sens, le mot continue à être utilisé dans les statuts du XIV^e siècle, comme chez les pareurs de Carcassonne en 1392, lorsqu'ils sont soumis par le règlement à un serment au moment de leur entrée dans le métier⁷, ou au XV^e siècle, ainsi qu'en témoignent les brodeurs de Montpellier en 1458⁸. Ordinairement, toutefois, les statuts désignent les gens du métier par leur nom suivi de leur qualification professionnelle⁹.

Ce n'est qu'avec l'apparition et le développement du métier juré, au XV^e siècle, que l'artisan ou le commerçant à son compte fait couramment précéder son nom du titre de maître. Les statuts toulousains de cette époque utilisent deux manières de nommer les gens du métier : ou bien ils les appellent « maîtres jurés », comme dans les statuts des olriers du 11 décembre 1426¹⁰ ceux des savetiers du 28 mai 1464¹¹, ceux des drapiers du 30 août 1465¹², ou ceux des parcheminiers du 13 décembre de la même année¹³ ; ou bien ces gens de métiers sont désignés par le nom de leur profession suivi du qualificatif de « juré », comme par exemple « pelhier juré » dans les statuts de ce métier du 6 juin 1466¹⁴, ou « naypier juré » dans le règlement des imagiers du 31 janvier de la même année (n.s.)¹⁵.

Cette évolution terminologique est le reflet des transformations qui ont affecté le statut des artisans et des commerçants à l'intérieur du

³ Cf. les *magistri lapidum* des statuts des maçons de Nîmes concédés par Raymond V de Toulouse en 1188, Teulet, *Layettes...*, t. I, p. 149, n° 350.

⁴ Bibl. Nat., lat. 9189, f° 237 v° : « Johannes magister de petra » en 1244 à Toulouse ; Arch. Dép. Haute-Garonne, H, fonds de Malte, 27. 70 « Magistri de fusta » en 1284 ; Mulholland, *Early Guild...*, statut des fustiers de Toulouse du 21 septembre 1273 ; p. 61, art. 1 : « Magistros et carpentarios et fusterios... »

⁵ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 265, f° 21 : « Magister cantus » en 1512 à Loubers (Tarn).

⁶ Mulholland, *Early guild...*, pp. 29-32, art. 5.

⁷ *Ord. des rois de France*, t. XVI, pp. 536-546, art. 43.

⁸ Arch. Mun. Montpellier, *Liber consiliorum et instrumentorum*, BB 55, f° 54 : « ...maîtres de l'art de broderie... »

⁹ Cf. par exemple, Mulholland, *Early Guild...*, statut des pâtisseries de Toulouse d'avril 1316 « ... Parisio patisserio ; Dominico patisserio », etc.

¹⁰ Arch. Mun. Toulouse, H 2, f° 129 v° à 133 v°, art. 5.

¹¹ *Ibid.*, f° 7 à 10, art. 3.

¹² *Ibid.*, f° 10 à 15 v°, art. 4.

¹³ *Ibid.*, f° 148 à 153 v°.

¹⁴ *Ibid.*, f° 188 à 190.

¹⁵ *Ibid.*, f° 150 et 153 v° à 156, *passim* : « Naypiers juratz ».

métier. L'état de maître, c'est-à-dire du personnage qui travaille à son propre compte, est au XIII^e siècle le seul, ou presque, à être connu. Il continuera plus tard à représenter, dans un Languedoc dont les tendances à l'égalité corporative sont encore très marquées, à représenter le type normal, et sans doute le plus fréquent, des artisans ou commerçants membres d'un corps de métier. A côté de ces maîtres, apparaît au XIV^e siècle et se développe au siècle suivant une catégorie de travailleurs qui loue ses services aux maîtres et qui peut accéder à la condition de ces derniers moyennant l'accomplissement de travaux et de formalités de plus en plus difficiles et onéreuses : ce sont les valets, que l'on appelle, dans le Nord et le Centre de la France, des compagnons. Beaucoup plus courante dès le XIII^e siècle, en revanche, est la situation de l'apprenti, jeune homme qui accomplit un stage de formation professionnelle. Ces trois catégories de gens de métiers, de mieux en mieux distinguées au long de l'évolution historique médiévale, vont faire l'objet de développements d'où l'on essaiera de dégager les caractères particuliers de cet aspect de l'organisation corporative languedocienne.

Section I. — LES MAÎTRES.

Dès l'époque des plus anciens statuts de métiers que l'on connaisse en Languedoc, il ressort des textes que les différentes professions d'artisans et de commerçants sont composées de travailleurs installés à leur propre compte, le plus souvent dans une boutique et se recrutant le plus souvent de façon héréditaire¹⁶. Très tôt, ils sont appelés à Toulouse des prudhommes, *probi homines*¹⁷. Le terme de *magister* n'est utilisé au début du XIII^e siècle que dans les rapports de l'artisan et du commerçant avec son apprenti¹⁸. L'emploi de ce terme de prudhomme restera très fréquent à Toulouse aux XIV^e¹⁹ et XV^e siècles²⁰, sans qu'il implique des qualités d'honnêteté particulièrement notoires de la part

¹⁶ Comme semble le suggérer la concession à fief du droit de vendre et de tailler les viandes à Toulouse, faite en 1222 par Raymond VII aux bouchers de cette ville ; *Layettes...*, t. I, p. 547, n° 1541 : « ... Dominus Ramundus... dedit ad feodum omnibus probis hominibus macellariis de banquis majoribus de civitate illa, scilicet qui modo ibi sunt, et qui de eorum genere fuerint, et omnibus illis qui de eorum genere uxores habuerint, et omni progeniei que de illis uxoribus exierint, taillivum et venditionem... »

¹⁷ *Hist. Lang.*, t. VII, n. 47, pp. 240-241 : Raymond VII reçoit le 26 février 1239 une députation de gens des métiers du cuir, au nombre de 46, donc très supérieure au seul chiffre des bayles de métiers : ces artisans sont nommés *probi homines*.

¹⁸ Cf. Mulholland, *Statutes on clothmaking* ; statuts des tisserands de Toulouse de 1227 : comp. art. 25 (*probi homines*) et art. 11 (*magistri* en rapport avec des *discipuli*).

¹⁹ Cf. les statuts des marchands de cire, E. Levasseur, *Hist. des classes ouvrières*, t. I, p. 492. Statuts des fustiers de février 1320 (n.s.), Mulholland, *Early Guild...*, pp. 139-142 ; statuts des pelhiers de janvier 1341 (n.s.) Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f°^s 179-180.

²⁰ Statuts des ceinturiers, 12 juillet 1464, *ibid.*, f°^s 17 à 20 v° ; statuts des espasiers, 19 novembre 1465, *ibid.*, f°^s 142 v° à 146 v° ; statuts des ortolans (jardiniers), 12 juillet 1467, *ibid.*, f°^s 190-191.

de celui qui s'en pare. A Montpellier, le mot de prudhomme n'est pas employé pour désigner les maîtres, qui sont définis comme ceux qui tiennent un « legador »²¹, une boutique : tous ceux qui disposent donc d'un local pour travailler participeront aux *caritats* de cette ville, si nombreuses au XIV^e siècle²² ; dans les statuts de la charité des changeurs de Montpellier, du 2 juillet 1342, le *campdor* est défini comme le changeur qui possède un banc où il pratique des opérations de commerce et de change²³. Les meuniers de la même ville, en 1298, devront adhérer à la charité s'ils sont *caps de molin*²⁴. Cette identification du maître avec le détenteur du local se retrouve dans la définition, très fréquente à Montpellier, du maître entendu comme chef de maison, chef d'hôtel : les statuts des *caritats* du XIV^e distinguent toujours le droit d'entrée payable par le *caput domus* de celui qui est à la charge du *discipulus*²⁵. L'assimilation du *magister* avec le chef d'hôtel est expresse dans le statut des verriers de Montpellier du 28 février 1366 (n.s.)²⁶. Il faut cependant noter que dans beaucoup de villes, comme à Carcassonne, les statuts sont rédigés de façon impersonnelle, s'adressant à « quiconque exerce le métier »²⁷.

Il est d'ailleurs difficile, au moins pour le XIV^e siècle, de savoir dans quelle mesure était répandu l'usage pour les commerçants et artisans d'habiter sur les lieux mêmes de leur travail. Les statuts relatifs à l'habitation des gens de métiers sont en effet assez rares. Il faut signaler d'abord les statuts des fourniers toulousains de 1465, les seuls à confondre nettement boutique et habitation²⁸. Ceux des charpentiers de Toulouse, du 23 mars 1320, interdisent aux scieurs d'emmener dans leur maison les copeaux des bois taillés, ce qui indique qu'ils ne travaillent pas à leur domicile²⁹. Mais les statuts des chirurgiens-barbiers de la

²¹ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 459-460, statuts des candeliers de suif de 1295, art. 60.

²² *Ibid.*, pp. 461-462, statuts des poliers (poulaillers), 1312 ; pp. 479-481, statuts des merciers, 1324 ; Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f^os 3 v^o et 6, statuts des cordonniers, 8 avril et 13 mai 1365 ; A. Renouvier et J. Ricard, *op. laud.*, pp. 301-303, statuts des peintres et verriers, 1400.

²³ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, Jean Laurens, notaire du consulat, f^os 52 à 54.

²⁴ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 460-461, art. 2.

²⁵ Statuts des pelhiers (fripiers), 2 mars 1351 (n.s.), Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 215-218, art. 2 ; statuts des maçons, 2 et 5 mars 1366 (n.s.), Arch. Mun. Montpellier, BB 8, f^o 58, art. 8 ; convention entre poivriers, 12 octobre 1366, *ibid.*, BB 9, f^o 12, etc.

²⁶ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, Pierre Gilles, notaire du consulat, f^o 54, art. 2 : « Item quod quicumque magister dicti officii, seu caput hospicii utens officio veyrarie in villa Montispessulani, solvat et solvere teneatur dictis consulibus dicti officii presentibus et futuris ad opus dicte Caritatis singulis annis duos sol. duos den. turon. predictorum ».

²⁷ *Ord.*, t. II, pp. 114-116 ; t. VII, pp. 476-477 ; t. XVI, pp. 536-546 ; statuts des pareurs de Carcassonne, 1392 et 1466 ; *ibid.*, t. VIII, pp. 557-571, statuts des cordonniers du Bourg de Carcassonne, janvier 1402 (n.s.).

²⁸ Cf. *infra*, p. 316, n. 3.

²⁹ Mulholland, *Early Guild...*, p. 140, art. 2 : « Item quod dicti resegatores non portent rasclas neque sec apud domus eorum neque portari permittant ».

même ville, d'avril 1457, interdisent l'exercice de la profession hors du lieu d'habitation³⁰, tandis que les parcheminiers toulousains, selon le règlement consulaire du 13 décembre 1465, semblent bien avoir boutique et domicile au même endroit³¹.

Les femmes pouvaient-elles faire partie d'un corps de métier sur un pied d'égalité avec les maîtres artisans ou commerçants de la profession ? Un certain nombre de statuts du XII^e et du milieu du XIV^e siècle semblent effectivement assimiler les travailleuses des différents corps organisés aux gens de métiers du sexe masculin. Le statut toulousain des métiers de la laine de novembre 1227 prévoit l'établissement d'accords avec la clientèle non satisfaite du travail effectué, tant à l'égard des teinturiers que des teinturières³². Mieux, un autre article du même texte permet de considérer que le filage de la laine est un travail alors exclusivement féminin³³. La revente des fruits et des légumes ne semble être exercée à Narbonne en 1276 que par des femmes³⁴. Les statuts des marchands de cire d'octobre 1277, toujours à Toulouse, sont applicables à tous les gens du métier, quel que soit leur sexe³⁵. La *caritat* des fourniers de Montpellier comprend certainement des éléments féminins au moment de la rédaction des statuts du 27 mai 1365, car l'article premier de ce règlement prévoit que tout fournier ou fournière doit livrer des échantillons offerts en réclame aux consommateurs éventuels, aux chefs du métier pour que leur qualité soit examinée³⁶. En revanche, les statuts du XV^e et du XVI^e siècles relatifs à des métiers jurés, ne font jamais mention d'un travail féminin, même à propos de la confection du chef-d'œuvre. Le travail féminin ne semble être autorisé qu'en faveur des veuves de maîtres, le plus souvent pendant une période limitée à un ou

³⁰ Cf. pièce annexe, n° V, art. 4.

³¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 150 v°, art. 19 : « Item statueren et ordeneren que degun mestre deldit mestier per se ny per autre auze portar ny far portar degun pargam per vendre en la present vila de Tholosa ny gardiatge daquela, ny portar ny exhiber per la vila ny en tot lo gardyage publicament ny ameyadament sinoque premierament lo aya mostrat als bayles ou mestres juratz deldit mestier ou aytal pargam fossa vendut al hostal ou obrador de aytal mestre qui lauria fayt. Et qui fara lo contrari pagara per pena et justicia per cascuna vegada detz soudz de tornes... »

³² Mulholland, *Statutes on clothmaking...*, p. 173, art. 4 : « Statuerunt etiam ipsi consules quod si aliquis forte tenchurerius vel aliqua tenchureria non evenerit bene in illo tincto quod sibi preceptum fuerit filatum tingi, quod ille tenchurerius vel illa tenchureria cui ita evenerit se concordet cum illo vel illa a quo vel a qua illa filata receperit si potest... »

³³ *Ibid.*, art. 2 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliqua filanderia lane non accipiat nullo modo lanam ad filandum nisi tantummodo ab uno homine vel femina donec bene et legaliter filatam reddiderit illam lanam quam prius accepit. »

³⁴ Arch. Mun. Narbonne, AA 110, 10^e Thalamus, f° 133, « ... Las revendeirises, lasquals sesiam et estavan en la Caularia... »

³⁵ Mulholland, *Early Guild...*, p. 105, art. 1 : « Quod nullus homo nec ulla mulier de habitantibus in urbe et suburbio et infra dex Tholose et in posterum habitaturis non audeat ponere in aliqua cera aliquid bodosc... » *Ibid.*, p. 107, art. 6, « Si aliquis vel aliqua de operariis ceree inventus fuerit culpabilis in aliquo de predictis, amitat totum opus... »

³⁶ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f° 7 v°, et BB 8, f° 16.

deux ans et avec l'assistance d'un compagnon ; elles ne sont jamais astreintes au chef-d'œuvre, mais doivent payer comme les maîtres les cotisations perçues par les bayles ; on peut en citer comme exemple le statut des oliers (huiliers) de Toulouse du 11 décembre 1426³⁷.

1. — *L'entrée du maître dans le métier.*

Les personnes qui veulent entrer dans le métier ne sont astreintes au XIII^e siècle à aucune formalité ni à la moindre dépense. Ce libéralisme des métiers languedociens, si remarquable, se retrouve dans tous les domaines du droit corporatif, comme on a eu l'occasion de le remarquer plus haut. Mais, en ce qui concerne l'entrée dans le métier, il est tout à fait extraordinaire que, de tous les statuts languedociens du XIII^e siècle, un seul (et encore est-il daté seulement de 1281) mentionne la nécessité de payer un droit d'entrée. Au XIV^e siècle même, cette charge n'apparaît que dans quelques statuts. A Montpellier, le corps des pelhiers (fripiers) est le premier à prévoir un versement du nouveau maître ; il est vrai que ce droit, établi en 1322, est fort élevé ; il se monte à 60 sous tournois³⁸. Chez les fourniers de cette ville, en 1365, il est abaissé à 10 sous tournois³⁹ comme l'année suivante, chez les verriers⁴⁰. Il restera très faible au XV^e siècle⁴¹, le taux en étant généralement fixé à cinq sous, et ne s'élèvera qu'au moment de l'apparition des métiers jurés : le corps des maçons jurés de Montpellier fixe en 1586 ce droit d'entrée à quarante sous au total, ce qui est beaucoup par rapport aux droits que payaient les artisans montpelliérains du XIV^e et du XV^e siècle, même en tenant le plus large compte de la dévaluation de la monnaie⁴².

Dans les statuts narbonnais l'obligation de payer un droit au moment de l'entrée dans le métier est apparue plus tôt qu'à Montpellier.

³⁷ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 129 v^o à 133 v^o, art. 12.

³⁸ Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 215-218, art. 2.

³⁹ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, Pierre Gilles, notaire du consulat, f^o 7, v^o, art. 3.

⁴⁰ *Ibid.*, BB 8, f^o 54, art. 1 : « Primo quod quicumque volens levare et levans de novo operatorium officii veyreriorum in villa Montispessulani, solvat et solvere teneatur consulibus dicti officii ad opus dicte Caritatis pro suo introitu, semel dumtaxat decem sol. turonenses monete usualis ».

⁴¹ Cf. par exemple les statuts des brodeurs, tapissiers, chasubliers, peintres et verriers, du 24 avril 1458, A. Renouvier et J. Ricard, *op. laud.*, p. 305, art. 9 : « Item convenon et an convengut ensemble entre los maistres et companhons de la dicha art que quelque companhon sia peintre, veyrier, brodaire, tapissier ou casublier, qui voldra levar botigua del dich office en la present villa de Montpellier, pagara per une vagada tant solament cinq soulds, losquals se convertiron a la dicha Caritat et necessitat daquela ».

⁴² A. Renouvier et J. Ricard, *op. laud.*, p. 253, art. 6 : [le nouveau maître] « ... payera pour le droict de sa maistrise vingt soulds au roy et vingt soulds à la boyte du mestier pour subvenir aux pauvres maistres tumbant en nécessité et aux pauvres compagnons passans ou estans malades et pour leur assistance à leurs dictes nécessités, sans qu'ils fassent autres frais, ny banquets deffendus par les ordinnances royaux... »

Le statut des meuniers du 11 septembre 1331 prévoit le versement de 18 deniers de Narbonne dans les huit jours qui suivent le serment prêté par le nouveau maître. Si ce dernier ne s'est pas exécuté de lui-même à l'expiration de ce délai il sera tenu de payer immédiatement cette somme sur réquisition des chefs du métier⁴³. Les statuts des métiers carcassonnais, comme ceux des petites villes du Languedoc, ne sont pas assez nombreux pour que puisse être précisée sans risque d'erreur la date où apparaît cette clause des statuts qui prévoit un droit d'entrée. Il est seulement possible de citer le statut des cordonniers du Bourg de Carcassonne du mois de janvier 1402 (n.s.), selon lequel le nouveau maître doit payer 20 sous tournois, dont la moitié rentre dans les caisses du trésorier royal, l'autre moitié étant affectée au luminaire corporatif⁴⁴. Aucun droit d'entrée n'est perçu lors de l'accès à la maîtrise des bouchers de Béziers, selon les statuts de juillet 1408⁴⁵, ni dans la confrérie des apothicaires et épiciers de Nîmes, selon un texte du 11 mai 1491⁴⁶.

C'est sans doute à Toulouse que l'idée d'imposer un nouveau maître à son entrée dans le métier est développée pour la première fois dans un statut corporatif. Les pélégantiers, lorsqu'ils commenceront à exercer la profession, paieront dix sous toulousains, aux bayles pour le métier, selon les termes du règlement du 5 mars 1281⁴⁷. A cette époque, ce genre de dispositions reste toutefois une rareté dans les statuts toulousains ; il faut attendre près d'un siècle pour le voir se renouveler ; en effet, comme à Montpellier, les règlements corporatifs de Toulouse mentionnent de plus en plus fréquemment, après le milieu du XIV^e siècle, l'obligation de payer un droit d'entrée pour le nouveau maître. D'autre part, le montant croît régulièrement, ce qui montre à quel point il y a là un reflet d'une tendance à hiérarchiser les professions et à en rendre l'accès plus difficile aux nouveaux venus. Ce droit d'entrée est d'abord faible : il s'élève seulement à dix sous dans les statuts des unheyres (oigneurs de cuirs) de mai 1367⁴⁸, de même que dans ceux des fourniers de mai 1371⁴⁹, à cinq sous toulousains dans le règlement des maréchaux-ferants daté du mois d'octobre 1373 ; dans le dernier quart du quatorzième siècle, ce droit est déjà plus considérable : vingt sous chez les peyrolriers

⁴³ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, I^{er} thalamus, f^o 299 v^o, art. 4 : « Die qua hoc jurabit, vel saltim infra octo dies ab ipsa die continue numerandos dare et solvere ipsis suprapositis decem et octo dies ab ipsa die continue numerandos, dare et solvere ipsis suprapositis decem et octo denarios narbonenses in comune ejusdem ministerii convertendos. Et si infra ipsos octo dies dictos decem et octo denarios non solverit, teneatur ipsos solvere... ipsis suprapositis incontinenti ad requisicionem ipsorum vel cujuslibet eorumdem ».

⁴⁴ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 20.

⁴⁵ *Ibid.*, t. IX, pp. 355-360.

⁴⁶ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, Pr. XXVIII, pp. 55-56.

⁴⁷ Mulholland, *Early Gild...*, p. 28, art. 6 : « Item statuerunt et ordinaverunt quilibet homo officium peleganterie exercens, dum primo operari voluerit per se dicto officio, quod solvat et dare et solvere teneatur bajulis dicti officii pro opere domus de vinariis X solidos tolosanorum ».

⁴⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 275 à 277.

⁴⁹ *Ibid.*, f^{os} 209 à 211.

(chaudronniers) en octobre 1379⁵⁰ et chez les pancossiers (boulangers) en mars 1390⁵¹, deux livres tournois dans les statuts des mazeliers de février 1341 (n.s.)⁵², vingt-cinq sous de Toulouse chez les tondeurs de draps en septembre 1500⁵³. De plus, apparaît à cette époque l'obligation de verser un cautionnement assez élevé au trésorier de la ville : cinquante livres tournois dans les statuts des mazeliers de 1394, trente dans ceux des peyroliers d'août 1400⁵⁴, quatre vingt dans ceux des tondeurs de draps de la même année. Au xv^e siècle, l'obligation de verser une somme au moment de l'entrée dans le métier devient générale, et la somme est toujours assez forte dans les métiers jurés, où les bayles la perçoivent tout de suite après avoir conduit l'impétrant à la maison communale pour le présenter comme nouveau maître et lui faire prêter serment. Au début du xv^e siècle, le droit est encore fixé à dix sous tournois dans un métier non juré comme celui des fouassiers, dont les statuts sont rédigés le 7 décembre 1407⁵⁵. Le statut des charpentiers — métier non encore juré — du 6 septembre 1465 fixe la somme à verser à une livre tournois, après de visibles hésitations⁵⁶. Mais dans les statuts des métiers jurés des boursiers et aiguilliers toulousains, du 7 décembre 1440⁵⁷, des chapeliers du 5 septembre 1464⁵⁸, des drapiers du 30 août 1465⁵⁹, des couteliers du 20 septembre de la même année⁶⁰ et d'une série d'autres artisans ou commerçants, le droit d'entrée est fixé uniformément à deux livres tournois. Il vient très souvent s'y ajouter un cautionnement, une *fermansa* fixée et par exemple à vingt livres tournois dans les statuts des charpentiers de 1465⁶¹ mais qui peut s'élever, dans les métiers socialement mieux considérés, à cent livres, comme dans les statuts des drapiers de 1465⁶². En étudiant l'organisation des métiers jurés, on verra que bien d'autres obligations pesaient sur le nouveau maître, et que l'importance du droit d'entrée à régler n'était qu'un des nombreux moyens de rendre plus difficile l'accès à la maîtrise pour les compagnons.

⁵⁰ *Ibid.*, f^{os} 164 à 168.

⁵¹ *Ibid.*, f^{os} 198 à 203.

⁵² Cf. pièce annexe, n^o IV.

⁵³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 70 à 75.

⁵⁴ *Ibid.*, f^{os} 170 à 172.

⁵⁵ Arch. Mun. Toulouse, *ibid.*, f^{os} 196 v^o à 198, art. 1 : le droit d'entrée y est appelé « péage ».

⁵⁶ Arch. Mun. Toulouse, *ibid.*, f^o 125 v^o, art. 13 : « Item statueren et ordeneren que si lo dit cap dobra fait que sia es trobat bo et sufficient al jutgament dels ditz bailles, que aital obrier sia recebut a tenir obrador del dit mestier per se en Tholosa, et sia tengut de pagar per intradas una lievra de tornes... » Le scribe avait d'abord écrit « Doas lievras », puis a rayé ces mots, sans doute à la suite de réclamations des compagnons.

⁵⁷ *Ibid.*, f^{os} 82 à 88, art. 9 ; comme dans les autres statuts, la moitié de la somme va à la caisse de la ville, l'autre moitié au métier.

⁵⁸ *Ibid.*, f^{os} 4 à 7, art. 9.

⁵⁹ *Ibid.*, f^{os} 10 à 15 v^o, art. 19.

⁶⁰ *Ibid.*, f^{os} 21 à 24, art. 5.

⁶¹ *Ibid.*, f^{os} 123 à 127, art. 10.

⁶² *Ibid.*, f^{os} 10 à 15 v^o, art. 20.

Le caractère d'hostilité envers les compagnons du droit d'entrée est souligné par le fait que, dès qu'en apparaît l'obligation dans les statuts, une dispense ou une réduction de ce paiement est prévue pour les fils de maîtres désireux de poursuivre la profession de leur père. Si les statuts précisent bien que les charges à l'entrée sont valables pour les étrangers comme pour les gens de la ville, ainsi qu'il est indiqué par exemple à propos de la caution exigée des charpentiers de Toulouse en 1465⁶³, ils stipulent le plus souvent une suppression absolue de ces charges en faveur des fils de maîtres. Parfois, ces dernières sont imposées au moment de l'entrée en apprentissage : le fils de maître en est alors exempté, comme dans les statuts des maçons de Montpellier de mars 1366⁶⁴. Surtout, la disposition la plus fréquemment adoptée, celle qui fixe le paiement d'un droit au moment de l'entrée dans le métier comme maître, se double d'une exception en faveur des candidats dont le père exerce ou a exercé, s'il est mort, le métier envisagé par les statuts : cet avantage leur est reconnu à Montpellier déjà dans le premier statut corporatif où ce droit d'entrée est imposé, celui des pelhiers du 2 mars 1351⁶⁵. On le retrouve dans d'autres villes, comme par exemple à Carcassonne, chez les cordonniers du Bourg, dans leur statut de 1402⁶⁶. Il est prévu à Toulouse dans le règlement des bouchers de 1394⁶⁷. Dans les statuts des métiers jurés de cette ville, au XV^e siècle, l'avantage accordé aux fils de maîtres se présente, soit sous la forme d'une exemption totale, comme chez les oliers en 1426⁶⁸, soit comme une réduction des droits ordinaires, dont le fils d'un artisan ou commerçant de la profession ne paie que la moitié, comme le prévoient les statuts des sarrahiens de 1464⁶⁹ ou même qu'un huitième, comme chez les chapeliers, en 1464 également⁷⁰.

Au moment d'entrer dans le métier, le nouveau maître doit également prêter serment devant les consuls de la ville de respecter les statuts du métier. Il ne faut pas confondre ce serment avec celui que prêtent les membres des jurandes de type parisien, qui jurent beaucoup plus la

⁶³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 125, art. 10 : « Item statueren et ordeneren que tot mestre deldit mestier demourant en Tholosa, ou autre mestre estrangier venant en Tholosa per obrar o adobar pipas ou autre vaissels aldit mestier apertenens, jure et sia tengut de jurar los presens statutz et baillar fermansas jusques a la soma de vint lievras de tornes sub pena per cascuna vegada de una lievra de tornes... a la fis que cascun que fara adobar pipas, tonels ou autre vayssels, si las ditas pipas, tonels ou vayssels eran mal adobatz, aghan recors a las fermansas ».

⁶⁴ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, f° 58, art. 1 : « Videlicet quod quilibet volens addiscere officium peyrerie qui non sit filius lapicide, solvat Caritati peyreriorum decem solidos turonenses monete usualis pro sua intrata ».

⁶⁵ Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 215-218, art. 2 *in fine*.

⁶⁶ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 20.

⁶⁷ Cf. pièce annexe n° IV.

⁶⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f°s 129 v° à 133 v°, art. 10.

⁶⁹ *Ibid.*, f°s 139 à 140 v°, art. 4 : le fils de maître paiera 10 sous tournois, les autres nouveaux maîtres le double (art. 3).

⁷⁰ *Ibid.*, f°s 4 à 7, art. 10 : le fils de chapelier n'a que 5 sous tournois à dépenser, contre 2 livres pour les anciens compagnons (art. 9).

fidélité au corps auquel ils appartiennent que, comme en Languedoc, la soumission à des statuts élaborés par les consuls dans l'intérêt de la population tout entière. Ce serment languedocien sert surtout à indiquer que, dans le cadre de sa profession, le nouveau maître sera un citoyen dévoué aux intérêts de sa ville. C'est pourquoi, d'ailleurs, l'usage du serment n'est pas particulier aux gens de métiers : il est aussi prêté par les officiers consulaires, par exemple, ainsi qu'on a pu le remarquer plus haut par l'étude de la collection montpelliéraine des serments prêtés par les chets de métiers. Dans cette ville de Montpellier, les membres du métier prêtent un serment, selon un usage aussi ancien que celui pratiqué par les chefs de métiers : déjà en 1293, le statut des barbiers oblige ces derniers à jurer de respecter les dispositions insérées dans les statuts corporatifs⁷¹. Les marchands de cire et poivriers de marché de la même ville, selon le règlement du 30 avril 1317, jurent sur les quatre évangiles de ne pas contrevenir aux statuts, immédiatement après la promulgation de ces derniers⁷². Le 27 mai 1365, les nouveaux statuts des fournisseurs de Montpellier donnent le droit aux consuls majeurs, présents ou absents d'exiger que les maîtres viennent devant eux jurer d'observer les statuts⁷³.

Dans d'autres villes, l'obligation du serment à l'entrée dans le métier existe aussi avant qu'apparaissent les jurandes proprement dites. Dans les statuts des pareurs de Carcassonne de 1392 et de 1466, l'ensemble des maîtres de la profession doit jurer d'observer les règlements⁷⁴. Les statuts des potiers d'étain de Nîmes de 1438 prévoient également un serment qui doit être prêté par les gens du métier, mais cette disposition est certainement incluse dans ce texte par imitation des statuts montpelliérains que ces potiers copient, ainsi qu'ils l'indiquent expressément au début de leur règlement⁷⁵. A Toulouse, les statuts de la fin du XIII^e siècle contiennent aussi l'obligation de prêter un serment, mais ce dernier ne porte pas sur l'ensemble des dispositions de ces textes : les candeliers de cette ville, en octobre 1280, doivent jurer de laisser visiter leurs boutiques ou leurs maisons par deux prudhommes du métier⁷⁶ ;

⁷¹ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 456, art. 3 (février 1293, n.s.) : « Aordenamen es de totz los homes del mestier de barbiers, de cor e de voluntat, ses neguna forsa, de mantener et de coservar los aordenamens que desus son eschrichs totz essems. E aiso jureron sobre sans Euvangelis de mantener et de conservar totz temps, tant con lur poder sera, ses perjuzisi del noble senhor rey de Malhorgas et senhor de Montpeslier, e del senhor avesque de Magalona ».

⁷² *Ibid.*, p. 464, art. 3 : « Todas aquestas cauzas sobredichas lauderon et approeron e confermeron, e servir e gardar e complir e per neguns temps non contra venir, per se ni per autres, e per lurs successors pebriers de mercat e candeliers de cera, jureron sobrelz santz quatre Avangelis de Dyeu, dels de grat corporalmens tocatz, li sotzescritz pebriers e candeliers de cera... »

⁷³ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f^o 7 v^o, et BB 8, f^o 16, art. 7.

⁷⁴ *Ord.*, t. XVI, pp. 536-546, art. 43.

⁷⁵ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, pp. 192-195 et Pr. LXXXIX, pp. 257-260.

⁷⁶ Mulholland, *Early Gild...*, p. 120, art. 5 : « Item jurabunt predicti candellarii quod duo probi homines de officio predicto accedent bis in qualibet septimana per operatoria seu domos candellariorum... »

après quoi, par une disposition assez rare dans les statuts languedociens, et que l'on ne retrouve guère que dans ceux des barbiers de Montpellier en 1292⁷⁷ les candeliers seront inscrits sur un registre prévu à cet usage⁷⁸. Au XIV^e siècle, le serment porte sur l'ensemble des statuts, et se prête à l'italienne, sur les quatre évangiles, comme le montre par exemple le protocole final de l'acte de promulgation du règlement relatif aux charpentiers toulousains de 1320⁷⁹. Il prend parfois la forme d'une simple promesse, comme dans le statut des ferratiers de 1366⁸⁰. Par exception, le serment des tondeurs de draps, d'après le règlement de ce métier de septembre 1400, porte, non seulement sur les statuts, mais aussi sur le respect de la coutume de Toulouse⁸¹.

Outre le droit d'entrée et le serment, le candidat à la maîtrise est parfois astreint à l'accomplissement d'une autre condition permettant l'accès au métier : il doit satisfaire à un examen professionnel effectué par les chefs du métier. Cet examen, véritable ancêtre du chef-d'œuvre, n'existe pas à Montpellier avant la transformation de cette cité en ville jurée, au début du XVI^e siècle. Il apparaît vers le début du XIV^e siècle à Toulouse, dans le statut des tondeurs de draps de cette ville de novembre 1315⁸². Mais aucun des statuts qui l'imposent ne précise le détail de cet examen ; chez les bouchers toulousains, par exemple, la nécessité de passer un examen devant les bayles, inconnue des statuts de mars 1322, apparaît dans leur réformation de 1353⁸³ et est réitérée dans les statuts de 1394⁸⁴ : mais rien n'indique les modalités de cet examen technique. Il est seulement possible d'affirmer que cet examen s'insère parmi une série de dispositions de tendance oligarchique, selon un mouvement social très perceptible dans le corps des mazeliers de Toulouse⁸⁵. Au début du XV^e siècle, alors que les métiers toulousains ne sont pas encore tous transformés en jurandes, l'examen subsiste précisément dans les pro-

⁷⁷ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 456, art I : « Que tot hom que vuelha apenre lo mestier de barbiers pague... apres lencartamen als cossols o a las gardas del mestier ».

⁷⁸ Mulholland, *op. laud.*, p. 120, art. 6 : « Item statuerunt et ordinaverunt domini consules prenominati quod, scriptis candellariorum in curia minori nominibus et prestitis ab eisdem sacramentis, ut est superius dictum, quod ibi comuniter per dictos candelarios IV probi homines de dicto officio in bajulis heligantur... »

⁷⁹ *Ibid.*, pp. 141-142 : « Que quidem statuta omnia et singula... fusterii et mercatores fustarum juraverunt super sancta Dei quatuor evangelia, manibus eorum dextris corporaliter tactis, tenere et observare et non contra facere vel venire... »

⁸⁰ Cf. pièce annexe, n° 111.

⁸¹ Arch. Mun. Toulouse, H 2, f° 70 à 75, art. 12.

⁸² Mulholland, *op. laud.*, p. 145, art. 6 : « Item quod nullus retonditor sit ausus levare seu tenere operatorium in villa Tholose... nisi forte esset ille talis sic prudens et sapiens in dicto ministerio, quod sciret omnem pannum bene et perfecte baysare et retondre ad notitiam bajulorum dicti ministerii, et quicumque contra fecerit, solvet pro pena pro quolibet mense quo tenet operatorium XXX solidos tolosanorum ».

⁸³ Arch. dép. Haute-Garonne, E 1264, art. 3.

⁸⁴ Pièce annexe n° IV, art. 12.

⁸⁵ Cf. les observations de Ph. Wolff, *op. laud.* (*Ann. du Midi*), p. 385.

fessions où les droits d'entrée sont les plus faibles, comme celle des chaussetiers, dans les statuts de ce métier du 1^{er} novembre 1426⁸⁶, ce qui oppose nettement l'examen traditionnel au chef-d'œuvre compliqué, obligatoire pour pénétrer dans une jurande comme nouveau maître, et toujours accompagné d'un droit d'entrée assez élevé. Ajoutons aux exemples toulousains d'examen professionnel celui des bouchers de Béziers, dont les nouveaux membres du corps doivent être habiles et compétents dans leur travail, au jugement des surposés du métier⁸⁷. Il est remarquable que la partie orientale du Languedoc n'ait point connu d'examen professionnel pendant toute la durée du Moyen Age : c'est là une première trace d'une tendance qui se vérifiera par l'étude de l'apparition des confréries et par celle des métiers jurés, selon laquelle plus on se dirige vers cette région, plus on s'éloigne des caractères corporatifs proprement français pour se rapprocher du métier de type italo-provençal, bien moins hiérarchisé et fermé que, par exemple, le métier parisien, ou même le métier flamand, et dans une certaine mesure, comme on a commencé à l'observer, le métier toulousain.

Une fois ces différentes obligations accomplies, le maître peut s'installer dans sa boutique. Il en a le libre usage, mais, dans une partie du Languedoc du moins, il ne peut en posséder qu'une : l'interdiction de posséder deux boutiques est courante dans les statuts toulousains de la fin du XIV^e et du XV^e siècles : on peut citer en ce sens à titre d'exemple, les statuts des mazeliens de 1394 ou ceux des chirurgiens-barbiers de 1457⁸⁸, ou encore ceux des fourniers de 1465⁸⁹. Cette disposition existe également dans le règlement des barbiers de Carcassonne du 9 décembre 1400⁹⁰ : mais il faut signaler que ce métier est de danger, et que ses statuts sont rédigés à l'image de ceux des barbiers de Paris. D'autre part, les statuts toulousains cités sont ceux de jurandes. L'Ouest du Languedoc garde donc en ce domaine son originalité, mais les causes de cette dernière sont ici précises : la région de Toulouse et de Carcassonne a reçu plus précocement que le Languedoc méditerranéen la technique du métier juré. La limitation des opérations de commerce à une seule boutique perdait d'ailleurs de son importance les jours de marché,

⁸⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 120 v^o, art. 11 : « Item que quant alcun vaylet o jove se volra passar maystre et aber licencia de obrar per se et de obrador tenir publicament et sia examinat et examinat et approhat per losditz bayles et autres proshomes deldit mestier, que lodit jove aya donar doas livras de cera per la luminaria de la capella de sant Luc de la Daurada et alcditz bayles per sostentat los carx deldit mestier, et baylia tres lievras tornes applicadoras las doz partz als bayles et la tersa a las clausuras de la villa ».

⁸⁷ Ord., t. IX, pp. 355-360, art. 11.

⁸⁸ Cf. pièces annexes n^{os} IV et V.

⁸⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 31 v^o, art. 12 : « Item statueren et ordeneren que degun deldit offici ause tenir sinoque una botica et aquela en hostel propri ou demorara. Et qui fara lo contrari pagara et sera tengut de pagar per pena et justicia doas livras tornes... »

⁹⁰ Ord., t. VIII, pp. 399-405, art. 12.

où toute vente est possible à travers la ville, comme l'indique par exemple le statut des oliers toulousains du 11 décembre 1426⁹¹.

II. — *Les assemblées du métier et les relations entre maîtres.*

Dans le domaine strictement corporatif, le maître est tenu à différentes obligations. D'abord, il doit se rendre aux assemblées du métier sur convocation des bayles, il y est tenu sous peine d'amende dans un certain nombre de statuts ; ceux des meuniers de Narbonne, en 1331, limitent cette obligation aux sept conseillers qui assistent les cinq surposés du métier⁹². Les statuts des pareurs de Carcassonne présentent une intéressante clause imposant la participation aux assemblées : les pareurs sont tenus à se rendre aux foires de Montagnac et de Pézenas, où les surposés les assembleront pour régler les affaires concernant le métier ; l'assistance à ces assemblées est obligatoire⁹³. Il est difficile d'imaginer que les pareurs résistaient, dans ces réunions, à la tentation de s'entendre sur un prix de vente. Hormis ce cas, l'assemblée a lieu au siège de la confrérie, que nous définirons plus loin ; les statuts des métiers jurés sont uniformes à ce sujet au XVI^e siècle ; les chefs du métier convoquent les maîtres et fixent les heures de réunion, les maîtres devant posséder une excuse valable s'ils sont absents et veulent éviter d'être mis à l'amende : telle est l'organisation des assemblées des cordonniers de Béziers en 1598, par exemple⁹⁴. Les statuts des cordonniers du Bourg de Carcassonne, de janvier 1402 (n.s.) donnent quelques détails sur l'ordre du jour de ces assemblées, ou tout au moins de l'assemblée annuelle, les surposés pouvant toujours convoquer une assemblée extraordinaire : dans le mois pendant lequel doit avoir lieu la sortie de charge des surposés, c'est-à-dire au temps de l'Ascension, l'assemblée se réunira dans la chapelle de la confrérie pour assister à la reddition de comptes de ces surposés anciens entre les mains de leurs successeurs, qui seront élus à cette occasion. On fera ensuite lecture des statuts devant tous les maîtres. L'état de la boîte contenant les revenus de la confrérie sera

⁹¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 131, art. 7 : « Item statueren et ordeneren que cascun deldit mestier puesca tenir olas et autras mercadarias de lor mestier per vendre los joras dels mercatz per las carreras publicas de Tholosa per tot la hout leur semblara, et publicz mercatz sont acostumats de tenir ».

⁹² Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 300, art. 5 : « Item statuimus et ordinamus quod sint et esse debeant in nostro ministerio quinque suprapositi, quorum officium duret et durare debeat per unum annum. Et completo ipso anno, alii quinque eligantur successive, et consiliarii eorum sint septem, qui modo simili eligantur et constituentur. Et omnes isti jurabunt se in officio suo diligenter et fideliter habituros. Verum, si quis ipsorum septem consiliariorum, vocatus per suprapositos, vel aliquem ipsorum, venire noluerit ad locum ad quem vocabitur pro negociis comunibus nostri ministerii pertractandis, solvat nomine pene ipsis suprapositis ad requisicionem et mandatum ipsorum, semel et quosciens in hoc rebeli vel negligens fuerit, decem et octo denarios narbonenses convertendos et ponendos per suprapositos in comunem utilitatem ministerii superscripti ».

⁹³ *Ord.*, t. XVI, pp. 536-546, art. 36.

⁹⁴ Soucaille, *op. laud.* (1909), pp. 26-35, art. 5.

examiné, ainsi que celui de la caisse d'archives. Les maîtres délibéreront enfin sur tout ce qui intéresse le métier, comme par exemple sur le nombre de pains que le métier donnera aux pauvres à la prochaine fête de l'Ascension. Les décisions sont prises à la majorité simple, sans que les chefs du métier aient de voix prépondérante⁹⁵. Ces dispositions, plus ou moins lacunaires, se retrouvent dans tous les statuts corporatifs.

Si la teneur des statuts est rappelée aux maîtres à l'occasion de l'assemblée annuelle, ce n'est pas seulement pour qu'ils se remémorent leurs obligations ; c'est certainement aussi pour qu'ils examinent s'il y a lieu à les réformer. Dans l'éventualité d'une réforme jugée nécessaire par le métier, on fait alors appel aux souvenirs des plus âgés des membres de la profession, pour rechercher si la réforme envisagée ne ramènerait pas les statuts à un usage professionnel antérieur, mais oublié ; cette recherche du précédent historique, capitale dans toute élaboration institutionnelle au Moyen Age, a laissé des traces dans quelques statuts : avant de réformer les leurs en septembre 1322, les bayles des candeliers de Toulouse font paraître devant les capitouls trois vieillards, *olim candellarii* qui exposent combien les conditions de travail ont changé depuis l'élaboration des anciens statuts⁹⁶. Lorsque ce même métier se fera donner un nouveau règlement le 11 décembre 1462, une série de maîtres apporteront leur témoignage pour expliquer que les statuts projetés ne violent en rien la tradition⁹⁷. Quand une telle justification est impossible à donner, les consuls majeurs sont plus sévères ; ainsi les fustiers chefs de maison de Montpellier devront tous approuver les statuts qui ont été présentés par les bayles du métier en mai 1304 : les maîtres répondent à cet appel au nombre de cinquante-quatre⁹⁸. Il s'agit alors d'un véritable contrat collectif ; mais ce cas est unique en Languedoc pendant tout le Moyen Age.

Les maîtres sont tenus également à travailler indépendamment les uns des autres. Il leur est interdit de faire compagnie avec d'autres maîtres ; lorsque la coutume de 1204 interdit à Montpellier la *rassa*, la *trassa* et le monopole, il n'est pas douteux qu'elle compte dans cette prohibition les conventions relatives à l'exercice du métier, l'organisation de la production et au prix, et surtout les conventions secrètes, passées entre différents maîtres d'un même métier. Cette disposition coutumière est d'ailleurs toujours rappelée dans les statuts montpelliérains jusque pendant la deuxième moitié du xv^e siècle, comme le montre l'acte de création de la charité des brodeurs, tapissiers, chasubliers, peintres et verriers⁹⁹. Mais cet article n'est pas passé dans les coutumes

⁹⁵ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 5, 6, 26, 27, 31, 32, 33.

⁹⁶ Mulholland, *Early Gild...*, p. 110.

⁹⁷ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 58.

⁹⁸ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, C. 1. 1, art. 4.

⁹⁹ A. Renouvier et J. Ricard, *op. laud.*, p. 304 (24 avril 1458) : « ... Non volon ny entendon tacitamen ne expresse faire rassa, trassa, conventicula illi-cita ne manupoly, ne degun prejudice estra fach al drech ne juridiction del Rey nostre Senhor de Montpellier, ne a outra juridictio ecclesiastica o secular

de Narbonne, de Carcassonne ou de Saint-Antonin de Rouergue, pourtant inspirées, en partie au moins, de celles de Montpellier promulguées en 1204. La transaction de 1257 relative à la coutume de Saint-Gilles interdit plus généralement toute conjuration et toute assemblée secrète¹⁰⁰. Celle de Toulouse de 1286 consacre le titre II de sa 2^e partie aux contrats de société, mais il n'y est envisagé que le contrat de commande. Les articles 72 et 73 règlent les rapports entre le maître de l'entreprise et celui qui voyage pour le compte du capitaliste¹⁰¹. Il s'agit précisément ici de l'hypothèse de commerce en gros ou au loin, où les sociétés ne sont jamais interdites. D'autres opérations ne sont pas comprises dans la prohibition des conventions entre marchands ou commerçants au détail : celle de commandite, ou celle de société qui fait par exemple l'objet d'un contrat passé à Lagrasse le 6 mai 1591, et par laquelle un marchand remet à un couturier une lettre de change de 600 livres tirée par un marchand de Carcassonne. Cette somme servira à acheter des toiles et diverses marchandises que le couturier aura la charge d'amener jusqu'à Lagrasse¹⁰². La compagnie durera un an ; les gains de travail du couturier rentreront dans l'actif commun, mais non les sommes destinées à assurer la subsistance du couturier et de sa famille, un serviteur étant entretenu à frais communs¹⁰³.

On peut également considérer comme autorisé, parce que se rapprochant plutôt du louage de services, le contrat par lequel, comme on le note à Bize, près de Narbonne, en 1618, un marchand donne à un pareur 56 pièces de drap pour les travailler jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être vendues¹⁰⁴. Au début du XVII^e siècle également, un autre contrat de

aven en Montpellier, que en lo dich cas volon expressament las presens ordenansas et conventions seguens estres nullas, cassas, irritas et per nullas et non fachas esse tengudas... »

¹⁰⁰ *Coutumes de Saint Gilles*, éd. Bligny-Bondurand, pp. 183-184, V. XXXIV : « Item, domini Guidonis consilio, etc. statuimus et prohibemus quod homines hujus ville nunquam faciant inter se conjurationem, vel vota, vel per fidem plevimentum, vel oris osculum, connexitatem vel juramentum, vel promissionem, vel convencionem celati vel secreti, seu aliquam congregacionem suspectam vel que merito haberi debeat suspecta ».

¹⁰¹ Ad. Tardif, *Coutumes de Toulouse*, Paris, Picard, 1884, Pars II, tit. II de Societatibus, pp. 35-36, art. 72 : « Usus seu consuetudo est Tholose inter mercatores... »

¹⁰² Arch. Dép. Aude, III E, Garrigues notaire à Lagrasse, année 1591 : le transport devra se faire... en toute sûreté par escorte comme font les autres marchands, et au cas ladite marchandise serait prise ny vollée par les voleurs qui courent journellement sur les chemins, la perte des 200 écus sera sur l'un ou sur l'autre par moitié ».

¹⁰³ Pour des contrats de sociétés plus anciens, cf. Ph. Wolff, *Commerces et marchands*, pp. 483-513, qui a dépouillé environ 300 contrats toulousains pour la période 1350-1450, et expose le résultat de ses recherches sous le titre : « Les associations ».

¹⁰⁴ Arch. Dép. Aude III E, Sources, notaire à Ginestas, n° 89 : les draps sont confiés « ... pour les amouliner, baisser, tondre, parer, plier, presser et les rendre avec teste et queues, marqués de la marque de François Camplong, prêts à porter en foire, sans aucun manquement, gasteure, ni fouleure, en bon état, teints en noir ou autres couleurs à doubles teintures. Cette besogne devra être faite à la Saint Hilaire (de Montagnac)... »

la même région audoise mentionne une compagnie entre un passementier de Carcassonne et un marchand : ce dernier fournit à l'artisan de la soie et se réserve le monopole de cette fourniture au passementier, qui s'engage à ne pas travailler pour un autre marchand tant que celui avec lequel il passe cette convention lui fournira de la soie à travailler ¹⁰⁵.

Les interdictions formulées par la coutume à Montpellier, par chaque statut corporatif à Toulouse, portent sur un autre genre de conventions : d'une part le monopole est défendu, d'autre part sont prohibés de façon générale tous les accords nuisant aux intérêts collectifs de la profession et à ceux de la ville, comme l'exprime le statut des métiers toulousains de la laine en 1280 ¹⁰⁶, ainsi que toute association groupant des maîtres à l'insu des bayles du métier et des consuls de la ville, selon une disposition très fréquente dans les statuts toulousains, parmi lesquels on peut citer par exemple le règlement des freniers de juillet 1288 ¹⁰⁷.

III. — *Les obligations du maître envers le métier.*

Parmi les obligations des maîtres envers le métier, il en est une que l'on relève dans un très grand nombre de statuts : le versement d'une redevance périodique au métier, représenté par ses chefs, à la fois pour l'entretien de la confrérie et du culte corporatif, et pour les charges proprement dites de la profession, en dehors de tout esprit de confrérie. Ces cotisations ne semblent pourtant apparaître qu'au moment où naissent des confréries professionnelles en Languedoc, c'est-à-dire à l'extrême fin du XIII^e siècle. Le statut de la charité des meuniers, en 1298, est le premier texte montpelliérain à prévoir de tels versements : dans ce statut, ils ne sont d'ailleurs qu'en nature, puisqu'ils s'élèvent à une émine de blé pour les maîtres ¹⁰⁸. Au XIV^e siècle, en revanche, les versements sont toujours payables en espèces : ils s'élèvent à deux sous et deux deniers tournois annuels, pour les maîtres de la charité des maçons de Montpellier en 1366 ¹⁰⁹ et il semble que ce montant soit coutumier à cette époque, puisque la même somme est demandée aux maîtres verriers de

¹⁰⁵ Arch. Dép. Aude, III E 953, 1618.

¹⁰⁶ Mulholland, *Early Gild...*, p. 12, art. 31 : « Item statuerunt dicti domini consules quod aliqui homines vel femine istius ville Tholose qui pannos fieri faciunt vel facient pro se ipsis, nec textores pannorum lane nec tincturerii vel tincturerie sive paratores sive arquejatores vel cardatores ac etiam filanderie, non stent vel sint in aliqua conventionione sive mandamento nec faciant inter se conventiones sive mandamenta que noceant sive nocere possint ullo modo officio pannorum vel communi utilitati hujus ville Tholose ».

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 43, art. 6 : « Item statuerunt et ordinaverunt predicti domini consules quod aliquis frenerius Tholose seu operans de dicto artificio seu ministerio in Tholose non sit ausus facere amas seu congregationem aliquam, ratione seu occasione dicti ministerii, absque voluntate bajulorum dicti ministerii vel consulum Tholose ».

¹⁰⁸ Germain, *Histoire de la Commune*, t. III, p. 461, art. 3 : « Item aorderon que tot home que sia cap de molin pague l' emina de blat à la Caritat... »

¹⁰⁹ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, f^o 58, art. 8 : « Item quod quilibet lapidida, caput hospicii, solvat singulis annis singulibus caritatis dicti officii ad opus dicte caritatis duos solidos duos denarios turonensium monete usualis ».

cette ville, dans des statuts de la même année¹¹⁰. Chez les cordonniers du Bourg de Carcassonne en 1402, les cotisations sont relevées de façon beaucoup plus fréquente : le maître donnera, chaque samedi, deux deniers tournois aux chefs du métier, mais la moitié de cette somme tombera dans les caisses du trésorier royal, le corps ne bénéficiant donc, au bout d'une année, que de cinquante-deux deniers¹¹¹. A Toulouse, la cotisation annuelle n'apparaît que pendant le deuxième quart du XIV^e siècle, donc plus tard qu'à Montpellier ; en revanche, elle est constamment incluse dans les statuts du XV^e siècle, tout en portant sur des sommes variables, par exemple quatre gros chez les chirurgiens-barbiers, en 1457¹¹², ou six deniers de Toulouse dans les statuts des charpentiers de 1465¹¹³.

Dans quelques statuts, une autre source de revenus pour le métier est constituée par le versement du denier à Dieu touché par les maîtres à l'occasion des contrats qu'ils passent avec leur clientèle, dans la caisse corporative. Les statuts des jupiers de Montpellier d'avril 1320 contraignent les maîtres à effectuer ce versement, en les obligeant à donner une obole à la charité du métier à l'occasion de toute vente où le versement du denier à Dieu n'aurait pas été effectué¹¹⁴. Chez les peintres et verriers de la même ville, le maître doit tenir une boîte dans laquelle sont mis les deniers à Dieu, et dont le consul du métier possède la clef qui servira à ouvrir la boîte une fois par an, afin que son contenu paye l'aumône de la charité, c'est-à-dire un certain nombre de pains offerts par le métier le jour de l'Ascension¹¹⁵. Le statut des sartres (tailleurs) de Montpellier, du 2 juin 1323, prévoit également que chaque maître

¹¹⁰ *Ibid.*, f° 54, art. 2 : « Item quod quicumque magister dicti officii, seu caput hospicii utens officio veyrarie in villa Montispessulani, solvat et solvere teneatur dictis consulibus dicti officii presentibus et futuris ad opus dicte caritatis singulis annis duos solidos duos denarios turonensium predictorum ».

¹¹¹ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 23.

¹¹² Cf. pièce annexe n° V, art. 16.

¹¹³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 25 v°, art. 11 : « Item statueren et ordeneren que tot mestre deldit mestier habitant en Tholosa aya a pagar a la confrairia deldit mestier, cascun an una vegada, sieys deniers tholosas et cascun vailet gasanhan sendada, tres deniers tholosas per supportar los cartz deldit mestier et confrairia daquel ».

¹¹⁴ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 468, art. 1 : « ... Item dicti juperii... convenerunt quod ab inde in antea omnes denarii Dei et oboli quos habebunt de singulis jupis et coopertoriis et espalleriis et vanois que venduntur per eosdem sint et esse debeant Caritatis seu ad opus Caritatis dictorum juperiorum, et si contingeret quod non reciperent ab emptoribus dictarum rerum denarium vel obolum Dei, quod dicti venditores in dicto casu haberent dare dicte Caritatis pro singulis ex dictis peciis quas vendunt, scilicet de jupis, spalleriis, cooperoris et vanois, de suo proprio, unum Caritati predicte ».

¹¹⁵ Arch. Mun. Montpellier, BB 52, art. 5 : « Item que tot maistre tenen botigua deia tener una brustia, la cal deia far a sos despens amb un cadenat a clau, en la cal brustia se meta lo denier Dieu de nostre senhor, can luoc li vendra de prene alcun obratge que las gens fasen far obratge obran de grat donar, de que que las claus de las dichas brustias deia tener lo cossol que sera del desus dich mestier, entro al jorn de devant la festa que s'apertendra de obrir las dichas brustias per far l'almona de la dicha caritat ».

tiendra une boîte pour y mettre, non les deniers à Dieu, mais la cotisation hebdomadaire à la Charité, fixée à un denier par maître et à une obole, soit la moitié, par compagnon travaillant dans la boutique de ce maître, ce dernier étant personnellement tenu du paiement des compagnons ¹¹⁶.

Enfin, la caisse du métier peut être alimentée par les amendes que doivent payer les maîtres s'ils n'accomplissent pas leurs devoirs corporatifs. En effet, outre les innombrables amendes qui sont prévues en cas de mauvaise fabrication ou de concurrence déloyale, les maîtres sont souvent punis, d'après les statuts, en cas d'absence non excusée aux assemblées du métier, comme par exemple dans le règlement des cordonniers du Bourg de Carcassonne, où le maître absent à l'assemblée sans excuse admise par les surposés du métier devra payer cinq sous tournois ¹¹⁷. Une amende existe aussi dans les métiers jurés, lorsqu'un maître convoqué pour faire subir l'épreuve du chef-d'œuvre à un candidat à la maîtrise ne défère pas à la convocation que lui ont adressée les bayles, ainsi que le montre par exemple le statut des chirurgiens-barbiers de Toulouse de 1457 ¹¹⁸.

A travers ses devoirs et ses droits dans la profession, le maître apparaît donc comme le type du membre du corps de métier, les autres catégories de travailleurs manuels étant plutôt dotées, comme nous allons le voir, d'un statut exceptionnel et surtout provisoire. Le caractère viager de la maîtrise est en effet tout à fait remarquable : il n'y a pratiquement pas de statut corporatif qui prévoie en Languedoc l'exclusion d'un maître contre sa volonté. Il faudrait, pour y procéder, que le maître refuse de se plier aux dispositions des statuts : le cas se présente à Nîmes en octobre 1438, lorsque le juge mage promulgue les statuts des potiers d'étain ; un potier déclarant qu'il n'est pas en mesure d'observer les dispositions statutaires relatives au poids des produits du métier, le juge lui défend incontinent d'exercer dorénavant sa profession à Nîmes ¹¹⁹. Quant au départ volontaire du maître qui désire quitter le métier, il n'exige aucune formalité et devient visible aux yeux de tous par le non-paiement des cotisations corporatives en même temps que par l'abandon de la boutique ou de l'établi. Le cas devait d'ailleurs se produire rarement, car aucune trace d'un tel abandon du métier ne se retrouve dans les sources languedociennes.

En dehors des obligations imposées aux maîtres et que nous avons déjà examinées, il en est d'autres qui intéressent les rapports de ces

¹¹⁶ Germain, *Histoire de la commune*, t. III, p. 476, art. 6 : « Item ordinarunt et convenerunt quod quilibet ex magistris operatoria tenentibus de dicto misterio teneat in suo operatorio unam brustiam, in qua ponet quilibet ex dictis magistris, in quolibet septimania, unum denarium, et quilibet ex dictis operariis dicti operarii unum obolum, ad opus caritatis predictæ, et quod dictus magister teneatur pro operariis, si dicti operarii deficient in solutione obolorum predictorum ».

¹¹⁷ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 6.

¹¹⁸ Cf. pièce annexe n° V, art. 14.

¹¹⁹ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, Pr. LXXXIX, p. 259.

maîtres avec les personnes qu'ils font travailler sous leurs ordres : les valets et les apprentis. Pour la clarté de l'exposé, ces attributions seront examinées à propos de l'étude de ces deux catégories de travailleurs, étude qui va être maintenant tentée.

Section II. — LES VALETS.

A l'extrême fin du XIII^e siècle, les statuts languedociens mentionnent l'existence aux côtés des maîtres, de travailleurs que louent ces derniers et que la plupart des textes appellent des *vaylets*, des valets. Ce sont les compagnons des textes du Centre et du Nord de la France. Si le terme de « valet » les désigne dans la plupart des statuts languedociens, ils reçoivent parfois d'autres appellations. A Montpellier, les statuts les plus anciens nomment le valet un *jovenome*, un jeune homme, sans jamais donner ce dernier terme aux apprentis. Ainsi s'exprime le statut des meuniers de 1298 par exemple¹²⁰. Les changeurs de cette ville, dans leurs statuts du 2 juillet 1342, emploient un terme spécial, celui de *sobresaliens*, qu'ils opposent au *placejator*, qui est le maître¹²¹. Le règlement des tailleurs de Montpellier de 1323, emploie une périphrase en distinguant deux catégories de valets : Ceux qui commencent, après un apprentissage, à recevoir un salaire, et ceux qui travaillent à la pièce en recevant la moitié du prix de vente¹²². Les cordonniers de Carcassonne, en 1402, reprennent cette distinction entre rémunération au temps et rémunération à la pièce, mais dans les deux cas appellent le valet un *famulus*¹²³. Les faiseurs de dés de Toulouse, dans leurs statuts de 1297, nomment le valet un *collocatus affirmatus*, par opposition au *discipulus collocatus*, qui est un apprenti¹²⁴. La grande majorité des statuts toulousains, toutefois, utilise le terme de valet. Ce n'est qu'avec les statuts de jurandes de la deuxième moitié du XV^e siècle qu'apparaît le terme de compagnon, qui triomphera à la fin de ce même siècle : parmi les premiers statuts à utiliser ce nom de compagnon citons ceux des ceinturiers de 1464¹²⁵ et ceux des espasiers de 1465¹²⁶. Il est particulièrement intéressant de noter que, dans ces statuts qui introduisent le terme de compagnon, ce dernier est plus spécialement l'ouvrier étranger

¹²⁰ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 461, art. 3 : « Tot juvenome que uze del mestier... »

¹²¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, Jean Laurens, notaire du consulat, f^o 52 à 54, art. 1.

¹²² Germain, *ibid.*, p. 476 : comp. l'art. 2 (« ...Cum instructi fuerint et incipient recipere salarium a dicto magistro... ») et l'art. 3 (« ...Illi qui incipient recipere medias carduras... »).

¹²³ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 28 : une redevance hebdomadaire est à la charge de tout « famulus, sive sit conductus, sive operatur ad costuras ».

¹²⁴ Mulholland, *Early Gild*, p. 35, art. 8.

¹²⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 17 à 20 v^o, art. 9.

¹²⁶ *Ibid.*, f^o 142 v^o à 146 v^o, art. 13.

à la ville et qui vient s'y installer : le mot semble donc avoir eu d'abord une acception restreinte, concernant seulement les travailleurs voyageant, et non les valets sédentaires. A cette époque, d'ailleurs, se produit une autre transformation : le statut du valet s'étend sur nombre de points à la situation de l'apprenti, ce dernier étant soumis à de nombreuses dispositions des statuts qui auparavant ne concernaient que les valets ¹²⁷. Au xv^e siècle, en effet, l'extrême variété des contrats d'apprentissage et de louage de services ne permet plus de distinguer le valet de l'apprenti selon un critère de principe, et plus particulièrement la différence traditionnelle qui existait entre valet et apprenti, le premier étant seul à recevoir un salaire, s'estompe graduellement : une catégorie intermédiaire de travailleurs apparaît, comprenant des jeunes gens qui ont terminé l'apprentissage proprement dit, mais se réembauchent pour recevoir un complément d'instruction ¹²⁸.

I. — *Rapports entre valets et maîtres.*

Les valets peuvent parfois être des membres de la famille du maître : ils ne sont pas considérés alors comme des bailleurs de services par les statuts corporatifs, qui n'obligent pas le maître à cotiser à la confrérie pour ce valet, lorsque l'usage du métier le veut ainsi, comme par exemple chez les candeliers de suif de Montpellier d'après leurs statuts de 1295 ¹²⁹, ou qui dispensent ce valet de cotiser lui-même, lorsque la cotisation doit être payée par le valet, comme le prévoient la plupart des statuts corporatifs ; un cas de cette exemption au profit du valet parent du maître est offert par le statut de la charité des merciers de Montpellier du 24 avril 1364 ¹³⁰. Mais le plus souvent, le valet est un étranger à la famille du maître et prétend percevoir un salaire ¹³¹.

Les valets sont engagés par les maîtres grâce à un contrat qui fixe, soit les pièces sur lesquelles travaillera le valet, soit les heures de travail chez le maître. Les statuts ne fixent jamais de limites, que ce soit un minimum ou que ce soit un maximum, à la durée de ce contrat, où la plus grande liberté règne donc. Mais, le contrat une fois signé, le valet ne peut plus se dédire : il lui est interdit de quitter son maître sans l'accord de ce dernier jusqu'à l'expiration du temps pour lequel le

¹²⁷ Ainsi l'interdiction de débaucher le valet d'autrui s'étend dans certains statuts du xv^e siècle aux apprentis du métier : cf. le statut des chirurgiens-barbiers de Toulouse d'avril 1457, pièce annexe n° V, art. 7 ; cf. aussi le statut des merciers, gantiers, boursiers et teinturiers du Puy, Arch. Mun. Le Puy, HH 22, art. 4.

¹²⁸ Ph. Wolff, *Commerces et marchands de Toulouse*, note pp. 433-434 plusieurs exemples de ces contrats d'un type hybride, en soulignant que leur interprétation est d'autant plus difficile qu'ils ne sont à peu près jamais stipulés uniquement en termes monétaires.

¹²⁹ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 459-460, art. 3.

¹³⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 5, Pierre Gilles, notaire du Consulat, f° 6 v°, art. 2.

¹³¹ Sur l'étendue de ces prétentions chez les bouchers de Toulouse en 1394, cf. pièce annexe n° IV, art. 45.

iouage de services a été conclu. Tous les statuts prévoient une amende au cas où le valet violerait par son départ les clauses du contrat : cette pénalité est fixée par exemple à cinq sous tournois dans le règlement des cordonniers du Bourg de Carcassonne de 1402¹³². Mais, de plus, aucun maître ne pourra embaucher ce valet tant que le contrat n'aura pas été exécuté. Les charpentiers et maçons de Cordes dans le Tarn, par une disposition tout à fait exceptionnelle en Languedoc, autorisent au XV^e siècle, le valet à quitter son maître pour entrer au service d'un autre maître du même corps, mais le valet devra donner à la confrérie une livre de cire, et le nouveau maître sera astreint à la même prestation¹³³. Mais, d'une façon générale, la protection du contrat conclu entre maître et valet est assurée par cette clause interdisant la réembauche du valet qui n'a pas exécuté totalement les engagements contractuels ou qui est débiteur de son maître ou d'un autre maître. En contrepartie, le maître doit lui verser son salaire selon les stipulations de la convention tant que le valet accomplit son travail ; si le maître refusait de payer le valet, ce dernier aurait droit de cesser son travail jusqu'à ce qu'il reçoive satisfaction. L'étroit rapport ainsi créé entre les deux prestations est parfaitement souligné par deux articles voisins du statut des tailleurs de Montpellier de juin 1323¹³⁴.

Les statuts interdisent très souvent aux maîtres de faire compagnie avec leurs valets, c'est-à-dire de s'entendre sur un partage des bénéfices. La règle est si fréquente qu'elle peut-être étendue sans risque d'erreur aux métiers dont le règlement ne traite pas de cette question. Le maître n'y a, à vrai dire, guère d'intérêt ; ses droits sur les objets que le valet a achetés et qui concernent le métier sont en effet très étendus, au moins au XV^e siècle ; les statuts prévoient alors qu'il pourra les racheter au valet au prix que ce dernier a payé pour les obtenir, ce qui élimine un risque de vol. D'autre part, il est rigoureusement interdit au valet de travailler à son propre compte ; à cet égard, le valet est placé dans la même situation que les étrangers au corps, les « privés », dans les métiers jurés des XV^e et XVI^e siècles, dont les statuts stipulent toujours un monopole au profit des maîtres du métier. Toutes ces dispositions sont incluses dans les règlements, souvent très étendus, des métiers toulousains de la deuxième moitié du XV^e siècle, comme par exemple dans

¹³² *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 24 : la même amende est appliquée au maître qui débauche le valet.

¹³³ Arch. Dép. Tarn, III E, fonds Favarel, n° 196, f° 116 à 118, art. 7.

¹³⁴ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 477, art. 11 « Item ordinaverunt et convenerunt inter se quod si aliquis ex dictis magistris faceret injuriam operariis suis de salario sibi debito, quod ille magister debeat et teneatur satisfacere dicto operario de suo salario et labore, ut dictum est, et si hoc faceret, quod det et solvat dicte caritati duodecim denarios ». *Ibid.* art. 12 « Item ordinaverunt et convenerunt quod, si aliquis operarius teneretur alicui ex magistris, et nollet ipso magistro satisfacere, arbitrio aliorum magistrorum quod ab inde in antea nullus ex aliis magistris det operam illo operario, donec illo magistro cui tenebatur ille operarius satisfecerit, ut dictum est ; et qui contra predicta faceret, quod solvat dicte caritati duodecim denarios turonenses ».

celui des espasiers du 19 novembre 1465¹³⁵. D'autres statuts traitent des différends qui peuvent surgir entre maîtres et valets : ils doivent toujours, dans les métiers jurés, être arbitrés par les chefs du métier, ainsi que le stipulent par exemple les statuts des chirurgiens-barbiers toulousains de 1457¹³⁶. Dans d'autres métiers, pour éviter que le valet ne fasse secrètement commerce des produits du métier, on lui interdit d'acheter à un autre valet ces produits, ce qui permet en même temps de réduire le danger de vol du maître par son valet ; une telle règle existe, très générale déjà, dans les statuts des tailleurs de Montpellier de 1323¹³⁷, beaucoup plus précise dans ceux des couteliers de Toulouse du 20 septembre 1465¹³⁸.

L'interdiction faite à un maître de débaucher le valet d'un autre maître pendant la durée du contrat qui les lie, rare au XIV^e siècle, devient une clause quasi-générale dans les statuts du siècle suivant. On la rencontre, soit dans des règlements où elle ne s'accompagne d'aucune prohibition voisine, comme dans ceux des chirurgiens-barbiers de Toulouse de 1457¹³⁹ ou dans ceux des couteliers de la même ville de 1465¹⁴⁰, soit liée à l'interdiction faite au valet de quitter son maître avant le terme du contrat, ainsi que l'exposent les règlements des merciers, aiguilletiers, boursiers et teinturiers du Puy le 13 juin 1494¹⁴¹, ceux des barbiers de Carcassonne promulgués le 9 décembre 1400¹⁴², ceux

¹³⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 144, art. 11 : « Item statueren et ordeneren que negun mestre deldit mestier aya a far companhia an alcun vaylet, companho o autre qualque sia, sinoque sia mestre jurat deldit mestier ; et ayssso sus la pena de una livra de tornes pagadora per aquel mestre que lo contrari fara... ». *Ibid.*, art. 12 : « Item statueren et ordeneren que degun mestre deldit mestier aya a tenir alcun vaylet ou compaigno que compre alcuna cause appertenant aldit mestier estan anse que en volgues far son propri, que lodit mestre la pusca prendre de sa propria auctoritat, pagant lo pretz aldit son vaylet de so que aura costat ».

Ibid., art. 13 : « Item statueren et ordeneren que neguna persona, companho, vaylet ou autre de qualque estat ou condicion que sia, aya obrar en Tholosa ou pertenasas de aquela, devant jour, secretament, visiblement ny autrament en alcuna maniera, en loc public ou amagal, alcung obratge out arson, fustada et brunisson tiran, sinoque fos en botiga ou obrador de mestre jurat deldit mestier ou aytal persona, ou companho, ou autre qualque sia, fossa mestre passat ou jurat, ou fos filh de mestre de Thoiose »...

¹³⁶ Cf. pièce annexe n^o V, art. 22.

¹³⁷ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 476, art. 5.

¹³⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 23, art. 11 : « Item que negun obrier deldit mestier ou servidor compre de alcun servidor deldit mestrier alcunas obras aldit mestier appartenent, com sont cotels, marques aur, argent vieu... ou ferramens sus la pena de una livra de tornes... »

¹³⁹ Cf. pièce annexe, n^o V, art. 7.

¹⁴⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 22 v^o et 23, art. 10 : « Item que a nul obrier ny a autre sia permes de sustraire le vaillet dung autre obrier ny levar obrar manifestament, ny celadament, a negun que sia loguat ambe ung autre mestre pendens lo terme del loguier, sus la pena de una lievra de tornes ».

¹⁴¹ Arch. Mun. Le Puy, HH 22, art. 4.

¹⁴² *Ord.*, t. VIII, pp. 399-405, art. 13.

des chapeliers de Toulouse du 5 septembre 1464¹⁴³, et le règlement de la cour royale ordinaire de Nîmes sur la police des métiers, à l'extrême fin du xv^e siècle¹⁴⁴. La généralisation de cette clause laisse supposer un manque certain de main-d'œuvre, d'autant plus que le premier statut où elle est insérée est daté de 1357, donc peu après la peste noire¹⁴⁵. En tout cas, si cette crise de main-d'œuvre à Toulouse est la cause de la généralisation de ces clauses qui ont pour but de faire respecter le contrat de louage de services par le valet, elle a été particulièrement durable et semble même s'être aggravée pendant la deuxième moitié du xv^e siècle : les statuts de cette époque s'enrichissent en effet de nouvelles précisions sur le cas d'abandon de travail par le valet sans préavis, ainsi qu'on le note, par exemple, dans le statut des parcheminiers toulousains du 13 décembre 1465¹⁴⁶.

II. — *Rapports entre valets et métier.*

Les valets ont, outre leurs rapports avec les maîtres, des relations étroites avec le corps du métier en général. Ils participent à la confrérie, et à ce titre, paient une cotisation annuelle aux bayles du métier ; cette redevance est d'ailleurs moins forte que celle que paient les maîtres ; chez les charpentiers et maçons de Cordes, par exemple, tous les valets « gasanhan argen », c'est-à-dire tous les salariés, à l'exception des valets parents du maître, paieront chaque mois deux deniers tournois de cotisation, contre trois deniers pour les maîtres, qui sont d'ailleurs personnellement tenus du paiement que n'effectueraient pas les valets¹⁴⁷ ; il s'y ajoute souvent un droit d'entrée payable par le valet, comme chez

¹⁴³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 6, art. 11 : « Item statueren et ordenen lesditz senhors de capitol que a negun mestre deldit mestier sia permes ne lícit de substraire alcun vaylet de qual condicion que sia, ou sia sendadier ou apprentis durant lo temps du colloqui, sus la pena de doas lievras de tornes, applicadora la meytat a las clausuras de la vila et lautra meytat a la dita cofraira ».

¹⁴⁴ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, Pr. XLIII, pp. 75-77, art. 15.

¹⁴⁵ Statut des unheyres (oigneurs de cuirs) de Toulouse ; Arch. Mun. Toulouse, *ibid.*, f° 278-280, art. 11 et 12 ; sur cette crise de main-d'œuvre qui semble, à notre avis, se limiter à Toulouse, cf. Ph. Wolff, *op. laud.*, p. 438.

¹⁴⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 150, art. 14 : « Item statueren et ordenen losditz senhors de capitol que si alcun vaylet deldit mestier se loga an alcun mestre deldit mestier et obre ambel coma loquat ou assas perras, et per confisansa del secors deldit vaylet, lo dit mestre met alcuna pels en ayga ou en qualquiera en via de perdition, sinoque se adoben preferament, et si estans lasditas pels en ayga ou en qualquiera en via de perdition, lodit vaylet per cauthela et per sobornament volgues se departir deldit son mestre, que al cas que lodit vaylet volgues demorar en Tholosa, que el sia tengut de ajudar ou adobar lasditas aldit son mestre, satisfayt a luy degudament de son trebailh, et alcas que recuses et fos recusant, que degun mestre deldit mestier non aya a recebre lodit vaylet, ny donar a obrar deldit mestier, entro pertant que aytans pels se metessan en ayga ou en calquiera... et lodit vaylet sera tengut de satisfar aldit mestre tout lo dampnage... a causa de son departement... »

¹⁴⁷ Arch. Dép. Tarn, III E, fonds Favarel, n° 196, f° 116 à 118, art. 1.

les ceinturiers de Toulouse en 1464¹⁴⁸. A Nîmes, il semble que soit retenue une solution encore plus marquée que celle qui est adoptée dans les autres villes du Languedoc : le droit d'entrée payé par le compagnon est considérablement plus faible que celui qui est mis à la charge des maîtres. En effet, le statut des chapeliers de cette ville, du 18 octobre 1499, astreint les maîtres au paiement d'un droit d'entrée s'élevant à 10 sous tournois, les valets devant payer 15 deniers, soit un huitième seulement de la somme payée par un maître ; d'autre part, le même statut, à propos de ces versements, signale qu'il se conforme à l'usage suivi par tous les métiers de Nîmes. En revanche, le même texte rappelle que les chapeliers ne font pas, comme les autres corps de métiers nimois, de confrérie : ici donc, le versement d'une redevance par le valet à son entrée dans le métier est indépendant de l'existence d'une confrérie dans la profession¹⁴⁹.

On a sans doute remarqué que, dans la plupart des statuts qui viennent d'être mentionnés, le maître est tenu du paiement, si le valet ne règle pas lui-même le montant du droit d'entrée ou de la cotisation, qu'elle soit annuelle, mensuelle ou hebdomadaire. Mais, si le maître paye pour le valet, il pourra retenir une somme équivalente sur le salaire de ce dernier ; ainsi décident plusieurs statuts toulousains, dont celui des savetiers du 28 mai 1464¹⁵⁰, dont l'article 3 fixe les cotisations, payables chaque dimanche, à deux deniers tournois pour les maîtres et à un denier pour les compagnons. Le même statut pousse assez loin les pouvoirs des bayles sur les valets, pouvoirs que reconnaissent tous les statuts, en déclarant dans son article 17, que si un valet refuse de répondre à une question posée par les bayles sur tout point d'ordre professionnel, il est interdit au maître de continuer à donner du travail à ce valet, à peine pour le maître de 10 sous tournois.

Certains statuts, et spécialement ceux des métiers de Montpellier, contiennent en outre des dispositions tendant à obtenir du valet une bonne conduite, ainsi d'ailleurs que de l'apprenti. Le statut des tailleurs de cette ville de 1323 enjoint aux maîtres de faire cesser à leurs valets, si le cas se produit, la fréquentation des tavernes et des maisons de prostitution, ainsi que la pratique des jeux de dés ; le maître doit signaler cette conduite immorale aux consuls du métier, sous peine d'amende

¹⁴⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 18 v°, art. 9 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que cascun companho deldit mestier venen à Tholosa de novel per obrar deldit mestier sia tengut de pagar per lo primier mes una livra de cera a la dita confrayria et que lo mestre que luy donara a obra sia tengut et respondra de ladite livra de cera ».

^{Ibid.}, f° 19, art. 10 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que cascun mestre aldit mestier cascun an a la festa de Santa Crotz de may sia tengut de pagar als ditz bayles sincq soudz de tornes et tot vaylet guasanhan sendada tres doblas de moneda corrent et aysso per sostenir los carx de la dicta confrayria deldit mestier ».

¹⁴⁹ Arch. Dép. Gard, E 721 ; il est à noter que les maîtres élisent un chef du métier, curieusement appelé « abbas ».

¹⁵⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 7 à 10, art. 5.

fixée à dix sous de petits tournois¹⁵¹. Le statut de la charité des corroyeurs de la même ville, du 20 mars 1366 (n.s.) interdit également les jeux de dés, mais seulement dans la rue des Corroyeurs et dans leurs maisons, en raison des blasphèmes à l'égard de Dieu, de la Vierge et des Saints, des rixes, des blessures et même des meurtres qui se produisent trop souvent au cours de ces jeux¹⁵².

Le valet, étant loué aux pièces ou à terme, peut partir sans formalités à l'expiration du contrat. Il peut alors renouveler le contrat qui le lie au maître, si ce dernier le désire également, ou bien rechercher du travail chez un autre maître, ou encore tenter de passer maître, c'est-à-dire de travailler à son propre compte. Nous avons vu plus haut, dans les pages consacrées aux maîtres, comment un examen par les bayles, préalable à l'accès à la maîtrise s'était peu à peu généralisé au XIV^e siècle, et nous savons déjà qu'au XV^e siècle le valet doit accomplir un chef-d'œuvre pour devenir maître. Cependant, au XIII^e siècle et au début du siècle suivant, les statuts montrent que la liberté d'accès à la maîtrise est à peu près complète : il s'agit seulement pour le valet de rassembler des fonds suffisants pour ouvrir boutique. Dans le règlement des daziers (faiseurs de dés) de Toulouse, daté du mois de juillet 1297, il est simplement ordonné au compagnon d'achever la prestation qu'il s'est engagé à accomplir jusqu'à l'expiration du délai fixé dans le contrat¹⁵³. Chez les merciers de Montpellier, le statut d'avril 1324 montre qu'il est possible d'ouvrir boutique de mercier sans avoir accompli au préalable de « stage » chez un membre du métier : le droit d'entrée est simplement fixé alors à cinq sous de petits tournois, alors que le texte semble impliquer une gratuité absolue pour celui qui a au préalable effectué ce stage¹⁵⁴.

Ces statuts des XIII^e et XIV^e siècles montrent à quel point l'état du valet a pu être meilleur alors, que pendant les deux siècles suivants. De l'état de personnes qui se louent seulement parce qu'elles n'ont pas les moyens d'ouvrir elles-mêmes une boutique, ces valets sont devenus à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e des serviteurs permanents des maîtres du métier et des travailleurs attachés pour longtemps à une place qui autorise le monopole corporatif au profit d'un petit nombre de

¹⁵¹ Germain, *Histoire de la commune...*, p. 477, art. 9.

¹⁵² Arch. Mun. Montpellier, BB 8, f^o 65, art. 1 : l'interdiction porte sur « aliquo ludo taxillorum vel aleorum ».

¹⁵³ Mulholland, *Early Guild...*, p. 36, art. 9 : « Item ordinaverunt et statuerunt predicti domini consules quod aliquis discipulus collocatus cum magistro non sit ausus tenere operatorium per se nec incipiat operari taxillos, quousque compleverit tempus sui collegii seu contentum in instrumento sui collegii, nisi hoc faceret de voluntate et assensu sui magistri ». Ce statut a également été édité, mais avec de nombreuses fautes, par Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce*, n^o 272, pp. 321-322.

¹⁵⁴ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 480, art. 3 : « Item convenerunt inter se quod quicumque ab inde in antea levaverit seu de novo tenere ceperit operatorium mercerie, qui stagiam non fecerit cum aliquo mercerio, quod solvat dictis consulibus quinque solidos turonensium parvorum, ad opus caritatis predictæ ».

parties intéressées. En outre, la très probable crise de main-d'œuvre qui sévit, au moins à Toulouse, dès le milieu du XIV^e siècle, et qui, au siècle suivant, semble se prolonger en s'aggravant, a dû encourager les maîtres des différents métiers à empêcher de toutes les façons possibles les valets d'échapper à leur statut. Enfin, par le jeu de l'exemption du chef-d'œuvre et des droits d'entrée au profit des fils de maîtres, ces derniers sont protégés d'une concurrence possible de la part de nouveaux maîtres qui, ayant passé plusieurs années au service de gens de la profession, connaissent tous les détails techniques et tous les secrets professionnels qui permettent une bonne fabrication. Au début du XVII^e siècle, un compagnon ne peut travailler à son compte, et encore partiellement, que si un maître malade lui offre une participation aux bénéfices, lorsque les statuts corporatifs le permettent. Ainsi, en janvier 1640, un maître tondeur de draps de Carcassonne, malade, puisqu'il ne peut signer l'acte de sa main, loue à deux compagnons pareurs de la ville sa boutique et ses outils pour une durée d'une année. Le maître percevra un tiers des revenus de leur travail. Le charbon nécessaire sera payé par moitié par le maître. Les compagnons devront enfin payer chacun le tiers du loyer de la maison dans laquelle se trouve la boutique du maître tondeur de draps ¹⁵⁵.

Ce genre de contrats est d'ailleurs assez rare, de même que tous les contrats de travail conclus entre compagnons et maîtres. La pauvreté de ces sources contraste avec la richesse des contrats d'apprentissage, qui, ajoutés aux dispositions statutaires, offrent une documentation nettement plus fournie que celle que l'on peut rassembler en Languedoc à l'égard des valets ou compagnons. Toutefois, comme on va le voir maintenant, l'évolution de l'apprentissage en Languedoc au cours du Moyen âge est bien moins nette que ne le sont les étapes successives du statut des valets, telles que nous venons de tenter de les retracer.

Section III. — LES APPRENTIS.

L'apprentissage est, en Languedoc, aussi ancien que les premiers corps professionnels. Nous avons déjà cité les *discipuli* et les *scolani* des changeurs de Saint-Gilles en 478. A la même époque, l'extension de l'acte authentique notarié permet de relever l'existence d'apprentis rédigeant les actes sous la dictée du notaire public, leur maître : de tels exemples concernent notamment la région de Carcassonne dès la fin du XII^e siècle ¹⁵⁶. Dans les statuts corporatifs, ces apprentis, jeunes gens qui travaillent chez un maître en apprenant le métier, se voient consacrer fréquemment un article, surtout à partir du XIV^e siècle. Ils y sont géné-

¹⁵⁵ Arch. Dép. Aude, III E 953 (3 janvier 1640).

¹⁵⁶ *Gallia christiana novissima*, t. VI, *Instrumenta eccl. Carcassonensis*, n° XXXVI, c. 443 : Testament d'Udalguier de Poncian, 1183 : « Petrus Barrau hanc cartam scripsit vice Petri Baravi magistri sui istam cartam dictantis ».

ralement dénommés *discipuli* : ainsi s'expriment par exemple les statuts des cerviniers de mars 1279¹⁵⁷ ou ceux des tondeurs de draps de novembre 1315¹⁵⁸ à Toulouse ceux des teinturiers de juin 1340¹⁵⁹ ou ceux des pelhiers de mars 1350¹⁶⁰ à Montpellier. Mais le terme saint-gillois de *scolanus*, apparu en 1178¹⁶¹ se retrouve sous la forme d'*escolan* dans le plus ancien statut montpelliérain, celui des barbiers de 1252¹⁶², ainsi que dans les statuts rédigés en latin, où le mot devient *scolaris*, des fustiers de la même ville de mai 1304¹⁶³ et dans ceux des merciers d'avril 1364¹⁶⁴. A Albi, le terme le plus fréquent au XV^e siècle est celui de *famulus* qui, dans cette ville, ne sert pas à désigner les valets¹⁶⁵. A la même époque, les statuts toulousains appliquent volontiers à l'apprenti le terme de « *massip* »¹⁶⁶ qui n'est que la traduction romane du *man-cipium addicens* employé dans les statuts des pareurs de Carcassonne de 1466¹⁶⁷ et que l'on retrouve dans les métiers de Cordes¹⁶⁸. Mais d'autres statuts toulousains, comme ceux des parcheminiers de décembre 1465¹⁶⁹ et ceux des sarrahhiers (serruriers) de la même année¹⁷⁰ emploient l'expression de « valet apprenti » qui reflète d'ailleurs l'interpénétration des statuts respectifs du valet et de l'apprenti que l'on remarque, comme nous l'avons vu, dans les jurandes toulousaines de cette époque.

I. — L'établissement du contrat d'apprentissage.

L'apprenti reste pendant une ou plusieurs années chez un maître pour y apprendre le métier. Mais cette préparation est-elle obligatoire pour accéder à la maîtrise ? Depuis le milieu du XIV^e siècle, il n'est pas douteux que l'apprentissage soit une condition préalable à l'entrée dans le métier comme maître. Avant cette époque, il ne semble pas qu'il en soit partout de même. Encore en avril 1324, le statut des merciers de Montpellier, nous l'avons vu, autorise l'ouverture d'une boutique, moyennant le paiement d'un droit d'entrée de cinq sous tournois, par les personnes

¹⁵⁷ Mulholland, *Early Gild...*, p. 31, art. 6.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 145, art. 6.

¹⁵⁹ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, c. 1. 4.

¹⁶⁰ *Ibid.*, C 1. 5.

¹⁶¹ Arch. Nat., J 304, Toulouse, II, n° 16.

¹⁶² Germain, *Histoire de la Commune*, t. III, pp. 455-457.

¹⁶³ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, C 1. 1.

¹⁶⁴ Arch. Mun. Montpellier, BB 5, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 6 v°, art. 2.

¹⁶⁵ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 202, f° 108 (1481) : l'apprenti se loue « in famulum et apprendissatge pro addicendo ministerium mercancie ».

¹⁶⁶ Cf. Par exemple, le statut des chirurgiens-barbiers de 1457, pièce annexe n° V, art. 7.

¹⁶⁷ *Ord.*, t. XVI, pp. 536-546, art. 30.

¹⁶⁸ Cf. Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 149, f° 182, contrat d'apprentissage de 1492 « ad addiscendum ministerium payrolierie et hoc per spacium et tempus a proximo festo Pasche Domini in tribus annis ».

¹⁶⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 148-153 v°, art. 8.

¹⁷⁰ *Ibid.*, f° 139 à 140 v°, art. 6.

qui n'ont pas suivi un stage chez un maître du métier¹⁷¹ : l'apprentissage n'est donc pas obligatoire à Montpellier au début du XIV^e siècle. A Toulouse, il est possible qu'il en ait été de même au début du siècle précédent. Le statut des métiers de la laine de 1227, assez obscur sur ce point, semble obliger l'apprenti à terminer le stage entrepris avant d'ouvrir lui-même boutique, mais l'apprentissage en lui-même ne semble pas obligatoire¹⁷². Le statut des cerviniers (fabricants d'outres) de mars 1279 décide d'une façon très vague que les apprentis doivent apprendre le métier et que les maîtres doivent être aptes à enseigner la pratique du métier à ces jeunes gens¹⁷³. Ce n'est qu'en novembre 1315, avec le statut des tondeurs de draps, que l'accès à la maîtrise dans un métier toulousain est conditionné de façon précise par un apprentissage préalable de durée statutairement fixée : elle est ici de deux ans¹⁷⁴. Il faut d'ailleurs noter que, jusqu'à la fin du premier tiers du XIV^e siècle, rares sont les statuts toulousains qui traitent de l'apprentissage : ils représentent à peine un dixième du nombre total des statuts. Cela confirme l'hypothèse précédemment exposée selon laquelle l'apprentissage n'a sans doute pas été obligatoire au XIII^e siècle et pendant les premières années du siècle suivant. Plus tard, ce sont au contraire les statuts ne contenant aucune disposition sur l'apprentissage qui sont rares : on peut citer en ce sens à Toulouse les statuts des fourniers de mai 1371¹⁷⁵ et ceux des peyroliers (chaudronniers) d'octobre 1379¹⁷⁶.

A quel âge les enfants sont-ils placés en apprentissage ? Les contrats que nous avons pu utiliser dans différentes régions du Languedoc indiquent que l'énorme majorité des apprentis est âgée de 14 à 25 ans au moment de l'entrée en apprentissage et que donc ce sont des mineurs pubères selon le droit romain. Rares sont en effet les conventions qui précisent exactement l'âge de l'apprenti. A Cordes, un contrat de 1479 l'établit à 14 ans pour un apprenti placé chez un marchand¹⁷⁷. Un autre, désirant devenir chaudronnier en 1497, est majeur de 15 ans et mineur

¹⁷¹ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 479-481, art. 3.

¹⁷² Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 175, art. 11 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod omnes discipuli qui mancionem suam compleverint cum magistris suis textoribus et quod ipsi discipuli possint operari de suo officio in suis operatoriiis vel in aliis locis cum aliis hominibus et feminis qui vel que pannos facient vel fieri facient ubicumque videlicet ipsis discipulis placuerit solummodo quod operentur bene, fideliter atque recte ».

¹⁷³ Mulholland, *Early Guild...*, p. 31, art. 6 : « Item statuerunt predicti domini consules quod recipient discipulos, quos valeant docere predictum officium seu ministerium eorum et sint habiles seu sufficientes ad docendum seu etiam addicendum ».

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 145, art. 6 : « Item quod nullus retonditor sit ausus levare seu tenere operatorium in villa Tholose nisi primo steterit per duos annos cum magistro retonditore, nisi forte esset ille talis sic prudens et sapiens in dicto ministerio, quod sciret omnem panum bene et perfecte baysare et retondre ad notitiam bajulorum dicti ministerii, et quicumque contra fecerit solvet pro pena, pro quolibet mense quo tenet operatorium, XXX solidos tolosanorum ».

¹⁷⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 209 à 211.

¹⁷⁶ *Ibid.*, f^{os} 198 à 203.

¹⁷⁷ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n^o 188, f^o 15.

de 25¹⁷⁸. D'autres sont majeurs de 16 ans¹⁷⁹. A Montpellier, dès le XIII^e siècle, les contrats d'apprentissage intéressent le plus souvent des jeunes gens majeurs de 14 ans, comme par exemple Jean d'Orlhac, d'une famille bien connue dans la ville et qui lui a fourni plusieurs consuls, qui se place comme apprenti le 22 octobre 1293 chez le drapier Bernard Maurin¹⁸⁰. Citons également le contrat passé entre Geoffroy Guilhem, d'Arles, mineur de 15 ans et sans curateur, et le changeur Nicolas de Saint-Gilles, le 20 novembre de la même année¹⁸¹. Trois siècles plus tard, les contrats d'apprentissage de cette ville ne sont pas plus précis¹⁸². A Toulouse la plus grande partie des apprentis est également âgée de 14 à 25 ans, mais les contrats se contentent ici aussi de mentionner ces deux majorités sans préciser l'âge exact de l'apprenti¹⁸³. Un seul statut corporatif traite de l'âge des apprentis : le règlement des espasiers, du 19 novembre 1465, déclare que les apprentis ne devront pas être âgés de moins de 12 ans au moment de leur entrée chez le maître¹⁸⁴.

Quel que soit l'âge de l'apprenti, le contrat fixe toujours la durée du stage à accomplir chez le maître. Cette durée est assez variable ; à Cordes, par exemple, un contrat d'apprentissage passé en 1352 chez un boucher ne fixe qu'un an de stage¹⁸⁵. De même un contrat de 1450 concernant un apprenti cordonnier¹⁸⁶. A l'opposé, un seul jeune homme se place en 1368 comme apprenti chez un maître tailleur pour quatre ans¹⁸⁷. Mais surtout, les riches sources notariales de cette ville montrent que la durée de l'apprentissage varie à l'intérieur du métier : l'apprentissage du métier de tailleur est conclu parfois pour quatre ans, parfois pour trois, comme dans un contrat de 1413¹⁸⁸ souvent aussi seulement pour deux ans : ainsi en 1481, en 1511, en 1515, en 1517¹⁸⁹. On a cité un contrat concernant un cordonnier et conclu pour un an : mais nombre d'autres exemples peuvent être donnés, qui prévoient un stage de deux ans, et dont la date est, soit antérieure¹⁹⁰, soit postérieure¹⁹¹ au contrat de 1450 qui limitait l'apprentissage à une seule année.

¹⁷⁸ *Ibid.*, n° 132, f° 178 : l'apprenti « se conduxit cum cacaberii de Cordua, ad addicendum minusterium cacaberie per quatuor annos incipiendos a data presentis instrumenti ».

¹⁷⁹ *Ibid.*, n° 110, f° 85-86, contrat de 1352 concernant la boucherie ; *Ibid.*, n° 125, f° 12, contrat de 1450 passé par un apprenti cordonnier.

¹⁸⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 1, Jean Grimaud notaire du consulat, f° 18.

¹⁸¹ *Ibid.*, f° 36.

¹⁸² Cf. par exemple un contrat d'apprentissage chez un chaussetier en 1594, Arch. Dép. Hérault, II E, Navarre, n° 95, f° 51.

¹⁸³ Cf. Philippe Wolff, *Commerces et marchands*, p. 434.

¹⁸⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 142 v° à 146 v°, art. 9.

¹⁸⁵ Cf. ci-dessus, n. 1.

¹⁸⁶ Cf. cette même note.

¹⁸⁷ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 114, f° 71.

¹⁸⁸ *Ibid.*, n° 119, f° 272.

¹⁸⁹ *Ibid.*, n° 188, f° 71 ; n° 198, f° 107 ; n° 199, f° 168 ; n° 156, f° 359.

¹⁹⁰ *Ibid.*, n° 138, f° 22 (contrat du 18 mai 1359).

¹⁹¹ *Ibid.*, n° 254, f° 87, 91, 95 (contrats de 1596).

Dans la partie orientale du Languedoc, les contrats d'apprentissage présentent la même variété qu'à Montpellier ou à Toulouse. A Nîmes, la durée de l'apprentissage, fréquemment fixée de un à quatre ans, s'abaisse parfois à huit mois dans les métiers du textile et s'élève dans certains cas jusqu'à six ans, par exemple chez les chirurgiens-barbiers. Mais la durée du stage ne dépend pas obligatoirement de la difficulté d'exercice du métier : ainsi, un registre notarié de 1381 fournit deux contrats d'apprentissage, l'un relatif à un médecin, l'autre à un maréchal-ferrant ; contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est le premier contrat qui prévoit le stage le plus court : le médecin Guillaume Candiac se charge d'instruire le jeune Trenchard pendant un an, tandis que le maréchal-ferrant gardera quatre ans son apprenti¹⁹². Près de la même ville de Nîmes, un notaire de Marguerittes prend en 1589 un apprenti pour un an, mais s'oblige à le laisser partir si une épidémie de peste se manifeste¹⁹³. En Vivarais, un apprenti s'engage chez un cordonnier pour deux ans et six mois, selon un contrat du 20 décembre 1367¹⁹⁴ passé à Aubenas. Dans la même localité, un contrat de 1427 présente la curieuse particularité d'assurer au maître qui engage l'apprenti une prestation en services de la part de ce dernier qui est indépendante de la profession enseignée : en effet, Vincent Simoy, chaussetier d'Aubenas, engage pour trois ans Claude du Nogier, de Viviers, pour apprendre le métier, mais l'apprenti, instruit dans la profession de barbier, s'engage à faire la barbe aux clients de Vincent Simoy et abandonne les revenus tirés de cette activité accessoire à son maître¹⁹⁵. Au Puy, des contrats relatifs à différents métiers, comme ceux d'aiguilletier¹⁹⁶, de coutelier¹⁹⁷, de blanquier¹⁹⁸, de parcheminier¹⁹⁹, de corroyeur²⁰⁰, d'orfèvre²⁰¹ et un contrat où une jeune apprentie s'engage comme épinglière²⁰², prévoient tous une durée d'apprentissage variant de un à quatre ans. Mais, au Puy

¹⁹² Achille Bardon, *Un registre de Me Eustache de Nîmes, notaire à Nîmes*, 1380-1388. Nîmes, Chastanier, 1900, p. 11 et p. 15, n. 1.

¹⁹³ Arch. Dép. Gard, II E, Sabatier notaire à Marguerittes, 1574-1599, f° 188 : « S'il n'y a que soupçon de peste, (le maître) ne pourra luy donner congé et sera tenu le retenir, et en cas où il y eust tel danger qu'il feust impossible le retenir, sera au moins tenu le congédier de si bonne heure qu'il puisse avoir entrée à Marguerittes ». Il faut noter également qu'il « ... a esté accordé que l'apprenti sera tenu fere par foys la garde de nuit pour son maître, de la fin du mois de février en avant ».

¹⁹⁴ Arch. Dép. Ardèche, II E, du Monastier notaire à Aubenas, reg. 1367-1370, f° 13.

¹⁹⁵ Arch. Dép. Ardèche, II E, Pierre Rochette notaire à Aubenas, brevet de 1427, f° 22.

¹⁹⁶ Arch. Dép. Haute-Loire, II E, P. Dompnier notaire au Puy, reg. 1518, f° 119 v°.

¹⁹⁷ Arch. Dép. Haute-Loire, II E, A. Romieu notaire au Puy, Reg. 1513, f° 220.

¹⁹⁸ Arch. Dép. Haute-Loire, II E, P. Dompnier, reg. 1509, f° 47 v°.

¹⁹⁹ *Ibid.*, reg. 1511, f° 74 v°.

²⁰⁰ *Ibid.*, reg. 1506, f° 14 v°.

²⁰¹ Arch. Dép. Haute-Loire, II E, Pradier notaire au Puy, reg. 1523, f° 93.

²⁰² Arch. Dép. Haute-Loire, II E, J. Boyer, notaire au Puy, reg. 1513, f° 23 v°.

comme dans les autres villes du royaume, la généralisation des jurandes diminua singulièrement la condition de l'apprenti, ne fût-ce que par l'allongement du stage qui est exigé de lui : c'est ainsi que le statut des tanneurs et cordonniers de 1595 impose à l'apprenti un stage de quatre ans, mais il devra encore s'écouler dix ans, sauf s'il est fils de maître, avant qu'il soit admis à subir un examen devant les bayles et donc à passer maître²⁰³. Pendant ces dix années, l'apprenti ne pourra donc devenir que compagnon : le statut de compagnon devient ainsi une transition obligatoire entre l'apprentissage et la maîtrise. Dans ces conditions il est compréhensible que de nombreux statuts aient rapproché l'état d'apprenti et celui de valet.

A Toulouse, la liberté des contrats d'apprentissage est limitée, surtout à partir du milieu du XIV^e siècle, par la réglementation statutaire qui fixe une durée au stage qu'il faut observer au moins comme un minimum : nous avons vu plus haut que le statut des tondeurs de draps fixe en 1315 cette durée minima à deux ans. Un certain nombre de statuts du XV^e siècle se prononcent pour ce même laps de temps : ainsi celui des candeliers et mangoniers du 4 novembre 1454²⁰⁴ celui des chapeliers du 5 septembre 1464²⁰⁵, ou encore celui des bonnetiers du 4 décembre de la même année²⁰⁶. Un apprentissage de trois ans est prévu par le règlement des fourniers du 22 février 1465 (n.s.)²⁰⁷ et par celui des espasiers du 19 novembre suivant²⁰⁸. Nombre de métiers exigent quatre ans : ainsi les bouchers, d'après les statuts de 1394²⁰⁹, ou les gainiers dans leur règlement du 17 octobre 1464, d'où il ressort à l'évidence que les délais prévus dans les statuts sont des minima²¹⁰. Enfin, tout à fait à part, la profession de barbier, métier de danger, exige un stage préalable de six ans²¹¹.

Dans les métiers montpelliérains, la durée du stage semble varier, comme presque partout en Languedoc, de un à quatre ans. Les deux contrats plus haut cités prévoient, pour le changeur, deux ans d'apprentissage, et pour le drapier, quatre ans. Pour les notaires, l'apprentissage est de deux ans²¹². Exceptionnellement, un contrat concernant la mercerie est prévu pour sept ans²¹³. Mais l'originalité de l'apprentissage à

²⁰³ Augustin Chassaing, *Mémoires d'Antoine Jacmon, bourgeois du Puy*. Le Puy, 1885, pp. 275-279, art. 1 et 5.

²⁰⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 57, art. 1.

²⁰⁵ *Ibid.*, f°s 4 à 7, art. 6.

²⁰⁶ *Ibid.*, f°s 3-4, art. 3.

²⁰⁷ *Ibid.*, f°s 30 à 33 v°, art. 8.

²⁰⁸ *Ibid.*, f°s 142 v° à 146 v°, art. 9 ; cf. aussi le statut des sarralhiers de 1465, *ibid.*, f°s 139 à 140 v°, art. 6.

²⁰⁹ Cf. pièce annexe n° IV, art. 10.

²¹⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 2 v°, art. 15 : « Item statueren et ordeneren losditz seignours de capitol que negun mestre deldit mestier non aya a tenir que ung aprentis e aquel non aya a tenir per mens de temps que de quatre ans, et qui fara lo contrari pagara per pena et justicia una lievra de tornes... »

²¹¹ Cf. pièce annexe, n° V, art. 8.

²¹² Arch. Mun. Montpellier, BB 5, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 15, contrat du 17 août 1364.

Montpellier tient au fait que la liberté contractuelle y semble très étendue. Aucun des statuts corporatifs n'impose une durée minima, et quand la question y est abordée, elle l'est toujours indirectement, par exemple pour prévoir une exemption. Ainsi, le statut des barbiers de 1292²¹⁴ décide qu'un apprenti de la famille du maître n'aura pas à payer de droit d'entrée lorsqu'il voudra s'installer à son propre compte, s'il a au préalable passé un an à suivre l'enseignement du maître. Le statut des ciriers et poivriers du 30 avril 1317, ainsi que celui des pelhiers de juin 1322, qui s'est visiblement inspiré du premier dans la plupart de ses dispositions, décide que l'apprenti doit payer un droit d'entrée à la charité ; mais si l'apprenti, par manque de fortune, reste plus de quatre ans chez le maître, ce dernier paiera ce droit pour l'apprenti, puisqu'il tire profit de la présence d'un aide désormais compétent²¹⁵.

Au moment de la conclusion du contrat, les parties s'engagent à un certain nombre de prestations. L'apprenti, tout d'abord ou ses parents, donnent très fréquemment une somme d'argent, par exemple 26 doubles dans un contrat passé chez un maçon de Cordes en 1482²¹⁶. Ces versements se font parfois en nature : toujours à Cordes, les parents de l'apprenti d'un savetier donneront à ce dernier trois setiers de froment, selon un contrat de 1399²¹⁷ ; parfois aussi ils sont effectués, partie en espèces, partie en nature, comme dans un contrat de Cordes de 1480, relatif à la profession de barbier, et où le frère aîné d'un apprenti orphelin s'engage à donner au maître deux livres et douze sous tournois, ainsi que trois setiers de froment, trois quartiers de salaison et une pipe de vin²¹⁸. D'autres combinaisons peuvent être inventées : en 1524, un plâtrier de Cordes s'engage à enseigner pendant trois ans le métier à un apprenti, et les parents de ce dernier lui donnent en retour l'usufruit d'un champ et d'un colombier pour quatre ans²¹⁹. Le 6 mars 1520, un prêtre de Cordes loue pour deux ans un apprenti orphelin à un bastier qui, pendant le même laps de temps, percevra la moitié des fruits d'une métairie appartenant à ce prêtre et contribuera dans la même proportion aux frais de culture et aux charges qui peuvent grever ce bien²²⁰. Parfois, mais le cas est assez rare, l'apprenti ou sa famille n'effectuent aucune prestation, ainsi que le montre par exemple un contrat d'apprentissage de la serrurerie à Cordes en 1423²²¹. D'autres fois, il semble que la durée même de l'apprentissage rémunère le maître, grâce aux services que peut rendre l'apprenti au bout de quelques années, avant l'expiration du contrat : ainsi un jeune homme s'engage pour huit ans chez un apothicaire de Montpellier en 1293 sans rien lui donner²²².

²¹³ Arch. Mun. Montpellier, BB 1, Jean Grimaud notaire du consulat, f° 54, contrat du 15 janvier 1294 (n.s.).

²¹⁴ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 455-457.

²¹⁵ *Ibid.*, pp. 463-465, art. 2, et 471-474, art. 2.

²¹⁶ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 188, f° 124.

²¹⁷ *Ibid.*, n° 112, f° 219.

²¹⁸ *Ibid.*, n° 188, f° 50 v°.

²¹⁹ *Ibid.*, n° 236, f° 222.

²²⁰ *Ibid.*, n° 156, f° 17 v°.

²²¹ *Ibid.*, n° 120, f° 62.

²²² Arch. Mun. Montpellier, BB 1, Jean Grimaud notaire du consulat, f° 25.

Le maître, de son côté, s'engage à assurer la nourriture et le gîte à l'apprenti : cette clause figure dans tous les contrats d'apprentissage ; très souvent, il promet aussi de le chausser, comme par exemple le fait un boucher de Cordes en 1352²²³, et de le vêtir, en spécifiant souvent la nature des vêtements qu'il donnera à l'apprenti, ainsi qu'on peut le noter, parmi tant d'autres contrats, dans une convention passée entre un apprenti et un tanneur de Cordes en 1453²²⁴. Naturellement, le maître s'engage toujours à enseigner le métier à l'apprenti. Parfois, le maître fait don à l'apprenti d'une somme d'argent, par exemple 17 sous et 6 deniers tournois dans un contrat de 1481 relatif au métier de tanneur à Cordes²²⁵.

La variété des prestations que doivent fournir les parties au contrat est, on le voit très considérable. Elle se retrouve dans toutes les villes du Languedoc, et notamment à Toulouse²²⁶. Il est très difficile, dans ces conditions, de dégager les caractères originaux de l'apprentissage dans un métier déterminé. Il semble toutefois que les maîtres des métiers les mieux considérés socialement exigent de la famille de leur apprenti des apports élevés, comme ce marchand drapier de Carcassonne à qui un apprenti donne en 1630, 200 livres pour apprendre de lui la pratique du métier pendant deux ans²²⁷. A Nîmes, également, certains apprentis paient des sommes élevées : en 1592 un apothicaire reçoit 150 livres de son apprenti, tandis qu'un drapier reçoit la même année une somme identique²²⁸.

On peut chercher d'autre part, en étudiant la fréquence des diverses catégories de prestations, dans les contrats d'apprentissage, à déterminer dans quelle mesure la condition de l'apprenti s'est améliorée ou s'est aggravée au cours du Moyen âge. Nous avons tenté de résumer ainsi

²²³ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 116, f° 85 v° et 86 : « Ieu... me logui ab vos... mazelier de Cordoas... et aisso ad estat ab vos et ad apenre lo mestier de mazelier et aisso del jorn d'uei presens entro a la Nativitat de S. Johan Baptista que ve e vos devetz me far mos obs de manjar e de beure e de caussar e me devetz ben e lialment essenhar lo mestier de mazelier ben et lialment et à bona fe et ieu deg vos ajudar e far so que poyriey ni denriei ni sabriei, be e lialment, tot so que (se) far puesca ni deja degudament a vostre profieg e a la mia honor e mai que ieu me deg vestir del meu propri e mai que vos deg donar per razo de ma despessa tres sesties de froment tant solament a pagar a Marteror que ve la meitat et à Sanct Johan Baptista l'autra eus prometi, juran e sotz obligacio de totz mos bes, ad atendre e complir tot en aissi coma sobre dig es eus prometi esser tengutz de tot dampnatge... ».

²²⁴ *Ibid.*, n° 164, f° 15 : le maître donnera « pro vestibus unam palaudium panni aussis presentis patrie, unum disploydem pannis albi, folreratum tele, quasdam caligas et unum capucium lividis coloris ».

²²⁵ *Ibid.*, n° 188, f° 61.

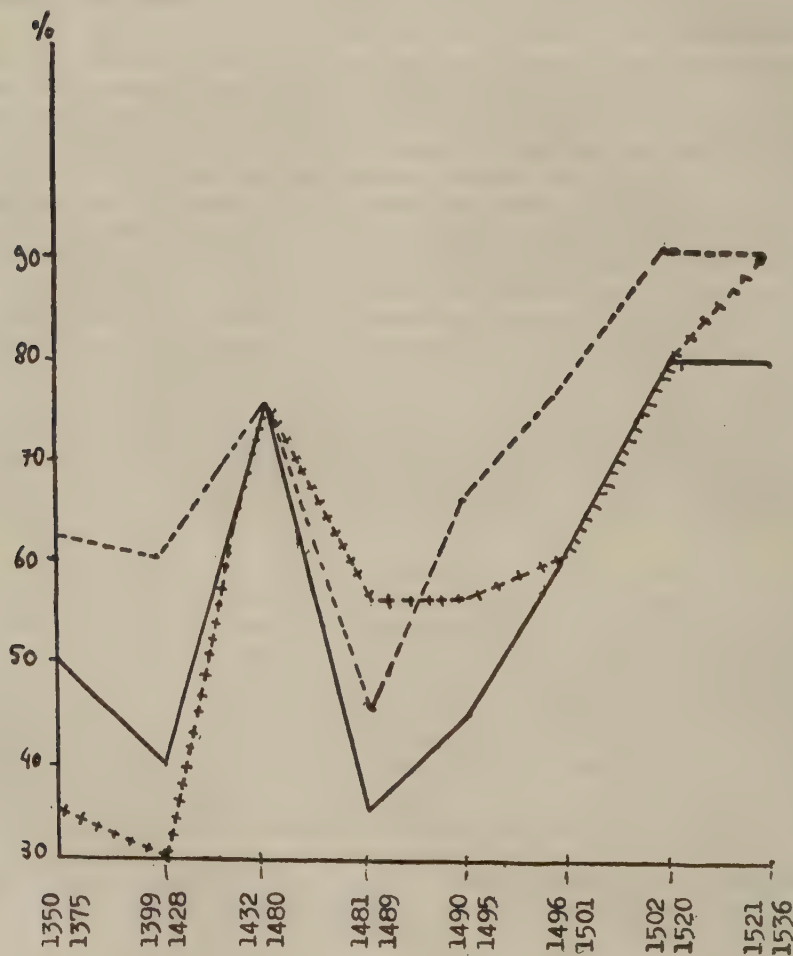
²²⁶ Cette variété est signalée à Toulouse par Ph. Wolff, *Commerces et marchands*, p. 435, après des dépouillements considérables.

²²⁷ Arch. Dép. Aude III E 953.

²²⁸ Arch. Dép. Gard, E 305, f° 1250 : apprentissage d'Etienne Ponsard chez l'apothicaire Davis Guiraud ; *ibid.*, f° 1627, contrat d'apprentissage de la draperie concernant l'apprenti Jacques Raymond.

l'évolution de l'apprentissage dans le département actuel du Tarn²²⁹ : il semble bien qu'à partir de la fin du XV^e siècle et pendant tout le cours du siècle suivant, les exigences des maîtres se sont sans cesse accrues.

²²⁹ Résultat d'un sondage portant sur 75 contrats d'apprentissage (les trois catégories ne sont pas complémentaires).



Le trait plein marque la fréquence des contrats contenant une prestation de l'apprenti en espèces ; le pointillé souligne l'absence de prestations du maître en ce qui concerne le vêtement et la chaussure ; le croisillonné rappelle la fréquence des contrats où l'apprenti fait une prestation sans que le maître donne autre chose que l'enseignement, la nourriture et le gîte.

II. — Obligations de l'apprenti.

Une fois le contrat signé et les apports effectués, l'apprenti commence son stage. Il est tenu envers le maître, d'abord, de respecter la durée de l'apprentissage telle qu'elle est fixée dans le contrat ; une telle obligation est soulignée par les statuts des pareurs de Carcassonne de 1392 et de 1466²³⁰, ainsi que par ceux des parcheminiers de Toulouse datés de décembre 1465²³¹ ; les contrats du XV^e siècle rappellent volontiers cette obligation d'accomplir l'apprentissage prévu, comme le montre par exemple un contrat relatif à un chaudronnier de Cordes²³² : le même texte ajoute que l'apprenti doit servir son maître avec fidélité, ce que rappelle également le statut des gainiers de Toulouse d'octobre 1464²³³. Ce règlement ajoute que l'apprenti ne doit pas révéler aux étrangers les secrets professionnels, mais procurer au maître tous les avantages qu'il lui sera possible de faire naître, en lui évitant tout désagrément. Quant au maître, il possède sur les apprentis tous les droits que confère la puissance domestique, et cela depuis une époque très ancienne²³⁴ ; les coutumes de Montpellier de 1204 et celles, inspirées en grande partie des premières, de Carcassonne, de peu postérieures, donnent compétence au seul maître en ce qui concerne les délits domestiques accomplis par les apprentis comme par les valets²³⁵.

²³⁰ *Ord.*, t. XVI, pp. 536-546, art. 42.

²³¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 149 v°, art. 9 : « Item statueren et ordeneren losditz seignors de capitol que si alcun aprendis se logua an alcun mestre deldit mestier per lo spasi dessusdit de tres ans ou de plus per apendre lo dit mestier, et pendant lodit temps se despart de sondit mestre per colpa et falta deldit aprendis, que degun mestre deldit mestier aytal aprendis no aya a recebre ny ly donar a obrar deldit mestier, entro que aga complit lo terme de sondit aprentissatge ou sia dacordi an sondit premier mestre, et qui fara lo contrari pagara, tant lo mestre coma lo aprendis, per pena et justicia una livra de tornes per cascuna vegada... »

²³² Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 149, f° 182 : l'apprentissage s'engage à « facere complere dictum tempus ».

²³³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 2 v°, art. 16 : « Item statueren et ordeneren lesditz seigneurs de capitol que tal aprendis sia tengut de balhar fermansas en las mas delsditz seignours de capitol on lour depputat de ben et lyalment servir son mestre, et accomplir lo temps, los so rien selar et a negun revelar, las causas utilz procurar et las inutills juxta son poder evitar ».

²³⁴ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 169 et n. 10, fait état de l'art. 11 du statut des métiers de la laine à Toulouse en 1277, pour supposer une première époque corporative pendant laquelle le maître n'a aucun droit de correction sur l'apprenti, mais, à notre avis, cet article 11, que nous avons déjà cité, mentionne seulement le droit pour l'apprenti de s'installer à son compte.

²³⁵ Cout. Montpellier, 1204, art. 65, éd. Teulet et Giraud, art. 66, éd. Soc. archéologique ; cout. Carcassonne, art. 51, éd. Teulet, *Layettes*, t. I, p. 277 : « Domestica furta seu rapine vel injurie domestice corriganantur a dominis seu magistris, ita quod non tenentur reddere curie, nec castigati de castigatione audiantur in curia. Domesticos autem intelligimus ; uxorem, servos, libertos, mercennarios, filios vel nepotes, discipulos, scolares, auditores, et omnes mares et feminas qui sunt de familia ».

Certains statuts, en outre, limitent le nombre d'apprentis qu'un seul maître peut avoir sous sa garde. Il est vrai que c'est là une disposition bien localisée : on ne la rencontre qu'aux deux extrémités du Languedoc, à Toulouse et au Puy, et, à une exception près, dans les seuls statuts du XV^e siècle ; elle ne se généralise vraiment à Toulouse qu'au cours de la deuxième moitié de ce siècle. On saisit ici une autre trace du manque de main-d'œuvre qui sévit dans cette ville à cette époque, et on peut même y noter le reflet de l'aggravation de cette crise qui se produit, comme nous l'avons vu, à partir de 1450. En effet, un statut ancien, celui des faiseurs de dés de Toulouse, limite le nombre d'apprentis de chaque maître à deux²³⁶ ; cette disposition est reprise en 1400 par les tondeurs de draps, en 1432 par les unheyres, en 1440 par les boursiers et aiguilletiers, en 1445 par les épingliers, en 1450 par les chapeliers²³⁷, en 1464, cette limitation se retrouve également dans les statuts des bonnetiers²³⁸ de même qu'en 1464 dans ceux des espilliers (épingliers)²³⁹ ; mais, à ces dates, la plupart des statuts réduisent à un seul apprenti, les droits de chaque maître en la matière : citons en ce sens les statuts des mêmes espilliers dès 1447, ceux des chapeliers et ceux des gainiers en 1464, le règlement des parcheminiers en 1465, celui des patiniers en 1467²⁴⁰. Hors de Toulouse, seul le statut des merciers, aiguilletiers, gantiers, boursiers et teinturiers du Puy, du 13 juin 1494, réglemente le nombre des apprentis : chaque maître ne peut avoir qu'un apprenti, mais il a le droit d'embaucher un autre six mois avant l'expiration du contrat du premier²⁴¹.

Dans presque tous les statuts languedociens, l'apprenti est astreint au paiement d'un droit d'entrée dans le métier, et surtout dans la confrérie, dont il fait partie. Ce droit est généralement, il est vrai, peu élevé, et surtout le maître doit le payer si l'apprenti est trop pauvre pour s'en libérer de lui-même, ou, plus simplement et dans un grand nombre de statuts du XV^e siècle, si l'apprenti omet de le payer, quelle que soit la raison de cette négligence. Il semble même qu'à l'origine ce droit d'entrée soit directement payable par le maître chez qui s'établit l'apprenti : telle est en tout cas la solution retenue par le statut des canneliers de suif de Montpellier de 1295²⁴² ; un peu plus tard, le statut des

²³⁶ Mulholland, *Early Gild.*, p. 40, art. 8 : « Item ordinauerunt et statuerunt prenominati domini consules supra dicti ad requisitionem bajulorum dazeriorum et plurimorum aliorum quod aliquis dazerius seu exercens officium dazeriorum non audeat tenere nisi duos discipulos ad faciendum taxillos seu ad exercendum dictum officium sive ministerium dazeriorum, quod si forte aliquis contrafecerit puniatur in duobus solidis tolosanorum, quorum medietas sit curie ipsorum dominorum consulum Tholose et alia medietas dictorum bajulorum dicti officii dazeriorum pro eorum labore quem sustinuerint exercendo officium bajule supradicte ».

²³⁷ Cf. Ph. Wolff, *Commerces et marchands...*, p. 555.

²³⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 3-4, art. 3.

²³⁹ *Ibid.*, f^{os} 161 v^o à 163 v^o, art. 7.

²⁴⁰ *Ibid.*, f^{os} 172 v^o à 175, art. 8 ; f^{os} 4 à 7, art. 6 ; f^{os} 1 à 3, art. 15 ; f^{os} 148 à 153 v^o, art. 8 ; f^{os} 211 à 214 v^o, art. 5.

²⁴¹ Arch. Mun. Le Puy, HH 22, art. 2.

²⁴² Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 459-460, art. 3.

pelhiers, toujours à Montpellier, daté du 2 mars 1351, prévoit que le maître doit payer le droit d'entrée pour l'apprenti si la pauvreté de ce dernier l'empêche de le prendre à sa charge²⁴³. Au xv^e siècle, le montant de ce droit s'élève légèrement : il est fixé à cinq sous toulousains dans la plupart des statuts de métiers de Toulouse et de cette époque, comme dans ceux des gainiers de 1464²⁴⁴. Chez les chirurgiens-barbiers de la même ville, il est fixé en 1457 à une livre tournois²⁴⁵. Il est vrai que ces métiers sont alors des jurandes : l'apprenti en fait incontestablement partie, puisque, comme le maître, il jure d'observer les statuts et est soumis à une amende s'il y contrevient, ainsi que le déclare par exemple le statut des parcheminiers de 1465²⁴⁶. Dans les statuts des tisseurs de Lagrasse, en 1617 l'apprenti ne doit donner qu'une livre de cire, mais fait aussi partie de la jurande²⁴⁷.

Au moment où les métiers toulousains se transforment en jurandes, une évolution très sensible, comme on l'a déjà remarqué, se produit dans le domaine de l'apprentissage : les statuts du milieu du xv^e siècle assimilent sur de nombreux points la condition de l'apprenti à celle du valet. Il est très remarquable, à cet égard, que l'interdiction pour le maître d'embaucher le valet déjà loué à un autre maître, selon un principe que nous avons déjà noté, s'étende vers le milieu du xv^e siècle à l'apprenti. Avant cette époque, l'interdiction de débaucher l'apprenti d'autrui n'est stipulée que dans un seul statut : celui des daziers de Toulouse de juillet 1297²⁴⁸. Vers le milieu du xv^e siècle, elle est assez fréquente, au contraire : le statut des espillers de la même ville de

²⁴³ Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 215-218, art. 3.

²⁴⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 2 v^o, art. 17 : « Item statueren et ordeneren lesditz seigneurs de capitol que tot aprendis que sia rebut per alcun mestre deldit mestier pagara per intrada deldit mestier V s.t. applicadoras a la bustia, et daquel en repondra et sera tengut lo mestre en qui demorara ».

²⁴⁵ Cf. pièce annexe n^o V, art. 17.

²⁴⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 152, art. 33 : « Item statueren et ordeneren que cascun mestre jurat et totz compaignos et aprendisses deldit mestier demoran en la villa ou gardiatge de Tholosa, tendran et gardaran et tener far et gardar faran, prometran et juraran, ayssi com es dit dessus, totz aquestz articles et ordenansas... ses les violar ny rompre et degun conseilh ni deguna favor ny adjuton no donaran ny vendran al en contra per els ny per altra persona de qualque estat ou condition que sia. Et qui fara lo contrari pagara per pena et justicia, per cascuna vegada, una livra de tornes applicadora la meytat a las clausuras de la vila et lautre meytat als bayles deldit mestier per sostenir los carcx de ladita confrayria ».

²⁴⁷ Arch. Dép. Aude, fonds Garrigues, année 1617.

²⁴⁸ Mulholland, *Early Gild...*, p. 35, art. 8 : « Item ordinaverunt et statuerunt domini consules predicti quod aliquis daserius non sit ausus recipere in suo operatorio vel in domo causa operandi taxillos cum ipso, aliquem discipulum seu collocatum affirmatum cum illo daserio, nisi hoc facere de voluntate sui magistri cum quo se locaverat quousque tempus collegii seu contentum in instrumento dicti collegii compleverit, nisi contigerit ipsum exire ex justa causa, quanc prius hostenderet et probaret coram dominis consulibus et quorum notitiam hoc faceret, vel alias concordaret se cum suo magistro cum quo se collocasset ».

décembre 1447 assimile à ce point de vue valet et apprenti²⁴⁹ de même que le statut des chirurgiens-barbiers, toujours à Toulouse, d'avril 1457²⁵⁰.

Comme en ce qui concerne les maîtres et les valets, l'évolution du statut de l'apprenti en Languedoc au Moyen âge est donc commandée par deux facteurs : l'un d'ordre juridique, consiste dans l'apparition au début du XV^e siècle des jurandes, qui accentuent une hiérarchisation des gens du métier restée jusque-là assez floue²⁵¹ ; dorénavant, les statuts seront élaborés au seul profit du maître, et des valets et apprentis, dont la condition s'abaisse, deviennent rares sur le marché de la main-d'œuvre. Le second facteur, d'ordre économique, accélère cette évolution : malgré l'afflux de la population des campagnes dans les villes, une crise de personnel se dessine dans le commerce et l'artisanat au milieu du XIV^e siècle et s'accélère au siècle suivant. Ces facteurs ont provoqué une inadaptation des métiers aux besoins économiques, et nous allons tenter d'en examiner les résultats dans l'étude de la réglementation de la fabrication et de la vente.

²⁴⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 174, art. 9 : « Item que degun mestre no osa sustrayre vaylet ny apprendis lun a lautre, et aysso sus la pena de una lievra de tornes pagadoyra la metat a la confrayria et lautra metat a la vila et que los bayles puescan compellir lodit vaylet a tornar sermo lodit mestre per lo temps que lo deura sermo ».

²⁵⁰ Cf. pièce annexe n^o V, art. 7.

²⁵¹ P. Viollet, *Les corporations au Moyen-Age*, N.R.H.D., 1900, pp. 624-656, avait noté la généralisation dans tout le pays, au XV^e siècle, de la réglementation de l'apprentissage : cf. p. 641.

TROISIÈME PARTIE

LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES DES GENS DE MÉTIERS

Artisans ou commerçants, groupés en corps professionnels ou isolés, les gens de métiers ont une activité manuelle. Ils vivent de la fabrication et de la vente de différents produits. Lorsqu'un métier s'organise et que des statuts professionnels sont rédigés, de nombreuses dispositions viennent restreindre la liberté d'exercice du métier que pratiquent ces artisans ou ces commerçants ; il convient donc de tenter l'étude du contenu de ces articles insérés dans les statuts. Avant de l'entreprendre, toutefois, il est nécessaire de mesurer la portée du mouvement corporatif en Languedoc, et plus précisément de savoir à qui s'adressent ces prescriptions limitant l'initiative des gens de métier, et quels termes techniques désignent l'ensemble des personnes soumises à cette réglementation. On peut se demander également si le découpage du travail manuel en professions distinctes les unes des autres est resté le même pendant toute la durée du Moyen âge, et si ces professions sont placées par les statuts sur un pied d'égalité économique absolue ; le problème se complique d'ailleurs par l'existence de métiers qui ne sont pas soumis à la réglementation corporative et où l'initiative individuelle ne connaît d'autres bornes que celles que crée le droit commun. Enfin, les statuts, qui sont élaborés pour répondre à des besoins nés d'une conjoncture économique donnée sont parfois inadaptés à de nouvelles situations qui peuvent apparaître assez rapidement : les clauses relatives à la vente et à la fabrication tombent-elles alors en désuétude, ou procède-t-on dans ce cas à une réformation de ces statuts ?

Tout d'abord, les statuts corporatifs languedociens s'adressent, non pas à un corps fermé composé de membres qui apportent chacun leur approbation à ces règlements à titre individuel, mais à tous les habitants de la ville — parfois de la région, comme dans les métiers de la draperie de la sénéchaussée de Carcassonne-Béziers —, exerçant le métier auquel les statuts s'adressent. Très souvent, ces textes s'adressent à tous ceux qui pratiquent la profession, sans autre spécification : ainsi le statut des poliers (poulaillers) de Montpellier de 1312 vise tous ceux qui « usent » du métier¹. Le statut des ortolans (jardiniers) de Toulouse, du 20 février 1465 (n.s.) contient un article concernant les habitants de la ville qui, sans être jardiniers de profession, vendent les produits des petits jardins maraîchers qui entourent l'agglomération². Les cotisa-

¹ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 461-462, art. 3 : le texte s'adresse à ceux qui « uzent del mestier de polaria ».

² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 25 v°, art. 12 : « Item statueren et ordenen lesditz senhors de capitol que no sia permes a negun vendent ortalissias de petitz ortz de vendre ladita ortalicia los dimenges ny las autras festas dessus declaradas sus la pena de confiscacion de ladita ortalissia et que les bayles del mestier la puscan pendre et dar per amor de Dieu ».

tions annuelles doivent être payées à la confrérie même par ceux qui n'exercent qu'accessoirement la profession : ainsi le déclare le statut de la charité des verriers de Montpellier de 1366³. Le critère qui décide de la soumission d'un habitant aux statuts est donc économique, non juridique.

L'exercice d'une profession accessoire n'est pas toujours facile. En effet, il est interdit d'exercer deux professions, et surtout d'appartenir à deux corps de métiers différents. Le règlement toulousain des métiers de la laine de 1227 défend le cumul des métiers de tisserand et de pareur⁴. Les argentiers de Montpellier déclarent en 1363 que les merciers qui travaillent autour de l'église de Notre-Dame des Tables et fabriquent des garnitures de couteaux, ne peuvent à la fois exercer une activité si proche du métier d'argenterie et constituer une charité séparée : les consuls majeurs, choisis comme arbitres, décident que ces merciers contribueront à la charité des argentiers⁵. Des problèmes peuvent également naître au sujet de la qualification, non plus d'un groupe, mais d'un individu : les décisions prises en pareil cas tranchent presque toujours le problème avec netteté, en marquant de façon formelle l'appartenance du personnage qui fait l'objet du litige, à l'un ou à l'autre des métiers qui se disputent la participation de cet artisan ou de ce commerçant. Par exemple, les sediers de Montpellier disputent en 1364 aux merciers d'un quartier de la ville dit de Castelmoton, la participation d'un artisans nommé Jacques Terralh ; les consuls majeurs déclarent que ce personnage est seulement un sedier⁶. En 1495, un tisserand de toiles de la même ville fabrique des objets relevant du métier des tapisseries : les consuls décident qu'il doit par conséquent cotiser à la charité des peintres et tapissiers⁷. Cependant, il faut signaler une décision tout à fait exceptionnelle : en avril 1377, les pelhiers et des merciers de Montpellier se disputant un artisan, les consuls majeurs décident que ce personnage devra payer les deux tiers de sa cotisation à la charité des merciers, et un tiers à celles des pelhiers⁸. Par ces exemples, on peut

³ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, Pierre Gilles notaire du consulat, f° 54, art. 3 : « Item quod quicumque candelarius cepi et quivis alius vendens vitrum in villa Montispeessulani, non exercens principaliter officium veyrarie, solvat et solvere teneatur dictis consulibus dicti officii veyreriorum singulis annis ad opus dicte caritatis tresdecim denarium turonensium predictorum ».

⁴ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 178, art. 21 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliquis textor non sit nec esse possit parator insimilis et textor ».

⁵ Arch. Mun. Montpellier, BB 4, f° 3 : ces merciers ont pour activité principale de faire des « garnisiones sen munimenta in manibris cultelliorum ».

⁶ *Ibid.*, BB 5, f° 5.

⁷ *Ibid.*, BB 76 : « Sur la question estant a cause des caritats entre les pintres, veyriers, tapissiers, brodayres et penheyres d'une part, et ung apellé Ardol tixeran de toyllés qui se entremettoit fere bancals avec ramages ainsi qu'il a apparu par exhibicion dudit bancal, a esté appointhé par les seigneurs consuls quil payeroit tant qu'ils s'entremectroit de faire les dits. bancaux a ramages et autres touchans lart de tapisserie, a la caritat des dits pintres et tapissiers dix deniers tornois ».

⁸ *Ibid.*, BB 17, f° 3 v°.

remarquer que l'exercice de deux professions était réglementé à Montpellier avec une grande souplesse. Il n'est pas douteux que ce trait provienne de la facilité avec laquelle un artisan ou un commerçant peut, dans l'organisation corporative languedocienne, passer d'une profession à une autre.

Cette possibilité de changer de métier est, il est vrai, limitée aux métiers manuels du commerce et de l'artisanat : les statuts toulousains appellent ces professions des « arts mécaniques » aussi bien au XIII^e siècle⁹ qu'au XV^e¹⁰. Au contraire, les métiers où les maîtres ne travaillent pas de leurs mains, ne sont pas des « arts mécaniques » et n'ont pas de statuts ; il faut y ranger essentiellement les *mercatores* ou marchands en gros. Mais l'« art mécanique » ne groupe pas seulement des artisans ; le terme peut désigner des métiers occupés uniquement à des opérations commerciales, comme celui des courtiers en chevaux¹¹ ; il concerne également des professions entourées d'une certaine considération sociale et exigeant, pour être exercée, d'assez importants capitaux ; le métier d'argentier est un « art mécanique »¹². En sont exclus seulement le grand commerce et le change, mais non point les métiers agricoles, puisque les ortolans (jardiniers) et les laboureurs sont considérés comme exerçant un de ces « arts mécaniques »¹³. Mais c'est là seulement une qualification économique. Le terme juridique qui définit la personne morale formée par le corps est différent : le plus souvent, le corps de métier est considéré comme un *officium* : le terme est courant à Toulouse dès le XIII^e siècle, ainsi qu'en témoignent par exemple les statuts des cerviniers (faiseurs d'outres) de 1279 et ceux des pélégentiers (chamoiseurs) de 1280¹⁴. On l'emploie également à Montpellier dans nombre de statuts, comme ceux des vanneurs et bluteurs de 1323, où il est employé comme synonyme de « corps »¹⁵ : en ce sens, les métiers de Montpellier tranchent avec ceux du centre et du nord de la France, où ce terme de « corps » est réservé aux grands métiers du commerce en gros ou au loin¹⁶ : les statuts des pelhiers de cette ville, de juin 1322 et ceux des cordonniers de décembre 1320 désignent aussi le groupement professionnel sous le nom de *corpus*¹⁷. Enfin, on trouve parfois utilisé le terme d'*universitas*, mais il ne concerne que les corps des métiers du textile de la sénéchaussée de Carcassonne-Béziers, qui pré-

⁹ Cf. Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 167 et s.

¹⁰ Ainsi les statuts des maréchaux-ferrants de 1477, Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 318, ceux des ceinturiers de 1464, *ibid.*, f° 17, etc.

¹¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 195 (statuts de 1467).

¹² *Ibid.*, f° 19 v° (statuts de 1466).

¹³ *Ibid.*, f° 24 (statuts de 1465) et f° 190 (statuts de 1467).

¹⁴ Mulholland, *Early Guild...*, pp. 25 et 29.

¹⁵ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 474 : « Li proshomes mondadors et barudeladors fazens un cors de mondadors ho de barudeladors... un mestier ho... ufizi ».

¹⁶ Cf. Fr. Olivier-Martin, *op. laud.*, p. 82.

¹⁷ Germain, *op. laud.*, t. III, p. 469 et p. 471.

sentent la particularité d'être groupés en une organisation régionale et non pas urbaine¹⁸.

En principe, un statut ne concerne qu'une profession. Mais il est possible de définir plus ou moins largement la profession : à cet égard, les statuts languedociens les plus anciens tendent à englober dans une même réglementation toutes les activités voisines les unes des autres, tandis qu'au XIV^e et surtout au XV^e siècles les métiers se subdivisent et l'on distingue dans une ville donnée un nombre de plus en plus grand de professions. Par exemple, les métiers du cuir de Toulouse sont confondus dans une ordonnance de Raymond VII fixant en 1293 les lieux où doivent travailler les gens de ces métiers¹⁹. Dans la même ville, l'ensemble des métiers utilisant les matières textiles est réglementé par un seul statut²⁰. A Montpellier, un règlement consulaire plus tardif, puisque promulgué en 1367, s'adresse à la fois aux pelissiers, savetiers, tailleurs, juponiers et argentiers de la ville²¹. Aux XV^e et XVI^e siècles, au contraire, les métiers ont tendance à se dédoubler suivant la spécialisation de leurs membres, et l'autorité publique ne s'adresse jamais qu'à un seul métier à la fois. Le grand mouvement de rédaction des statuts toulousains de 1464 à 1467 concerne plus de 70 corps distincts les uns des autres soit plus du double du nombre de métiers, organisés ou non, que l'on peut discerner dans la ville à la fin du XIII^e siècle. Un nombre semblable de métiers apparaît au Puy dans les processions du XV^e siècle, comme nous l'avons déjà vu, et les listes de chefs de métiers de Montpellier, que nous publions à la fin de cette étude²² montrent qu'au XV^e siècle on distingue de plus en plus de métiers, et que ces derniers sont à la fin du siècle en nombre à peu près égal à celui fourni par les sources de Toulouse et du Puy.

C'est à cette époque qu'apparaît une catégorie de métiers où la fabrication et la vente des produits sont soumises à des règles particulièrement strictes en raison du péril particulièrement grave qu'une fraude ferait courir aux consommateurs : ces métiers sont appelés à

¹⁸ *Hist. Lang.*, t. X, c. 993 ; ordonnance de réforme du duc de Normandie pour la sénéchaussée de Carcassonne-Béziers, juin 1346, Art. XXII : « Item cum de summa centum quinquaginta milium librarum turonensium pro revocatione gabelle pannorum oblata domino nostro Regi, universitates et paratores senescallie Carcassonne et Bitteris et ejus ressorti partem eos contingentem et eisdem indictam exsolvisent et demum pro summa XXI millium librarum turonensium restantium, ut dicebatur, ad solvendum, quia prelati et barones et nobiles et alii comitatus Fuxi eorum partem non solverant, fieret contra universitates et paratores dicte senescallie executio, et demum exposita super (pro) parte universitatum et paratorum dicte senescallie Carcassonne et Bitteris in camera compotorum querimonia ad summa decem millium librarum turonensium finaverunt in acto quod exacta ulterius restituerentur »...

¹⁹ *Ibid.*, t. VII, p. 247 ; Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, p. 197.

²⁰ Ce statut a été publié par miss Mulholland, *Statutes on clothmaking...*

²¹ Arch. Mun. Montpellier, fonds du greffe de la maison consulaire, A. 22. 440.

²² Cf. pièce annexe, n° II.

Paris métiers de danger, et il est de coutume d'en énumérer quatre : orfèvres, chirurgiens-barbiers, apothicaires et serruriers. En Languedoc, cette désignation est encore inconnue à la fin du xv^e siècle, mais, à l'exception des serruriers, ces professions sont réglementées d'une manière particulièrement stricte : les conditions d'accès à la profession sont nombreuses, et comportent un examen technique très poussé ; la police du métier est assurée par des officiers royaux, et accessoirement par les consuls ; les moyens de vérification de la qualité des produits sont plus nombreux et plus perfectionnés que dans les autres professions. Mais la date à laquelle ces métiers se transforment en métiers jurés varie de ville à ville : en ce qui concerne les argentiers-orfèvres par exemple, ceux de Toulouse se présentent dans leurs statuts de 1466 comme un corps qui ne diffère en rien de remarquable des autres²³, tandis que ceux de Montpellier sont soumis au contrôle des poinçons par le garde de monnaie, au moins avant 1427²⁴ et que ceux du Puy sont directement soumis aux juges de la cour commune de la ville selon des statuts en forme de lettres patentes émanées de la chancellerie royale en mai 1367²⁵. Quant aux barbiers-chirurgiens, ils avaient été constitués en métier de danger sur tout le territoire du royaume par les lettres patentes de Charles VII du mois de juin 1427²⁶, renouvelées par Louis XI en avril 1462. Mais il n'existe aucune trace d'une application de ces lettres en Languedoc, et si Charles VIII, en donnant des statuts aux barbiers de Narbonne en avril 1497, confirme les lettres précédentes de 1462, cette confirmation est bien théorique : en effet, une liste des lieux où a été promulguée l'ordonnance de 1462 ne mentionne aucune ville située au sud de Poitiers et de Lyon²⁷. Cette transformation des barbiers de Languedoc en 1497, et non à une date antérieure, est confirmée par un statut de 1491, celui des barbiers de Nîmes, où ne figurent aucune des dispositions qui permettent d'identifier un métier de danger²⁸. En 1497, en revanche, le Parlement de Toulouse signale le 5 décembre aux barbiers de cette ville qu'ils doivent subir un examen avant d'accéder à la maîtrise²⁹. A Montpellier, le seul statut connu des chirurgiens-barbiers, depuis ceux de 1272, date du xvi^e siècle et réglemente la profession comme un métier de danger, sans, toutefois, utiliser cette expression³⁰. Enfin, les apothicaires sont considérés par le juge royal de Nîmes comme formant un métier de danger dans un texte de 1456, car ce personnage, malgré les protestations des consuls

²³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 191 v^o à 194 v^o.

²⁴ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, F. 7. 28 bis, pièce de procédure de 1427.

²⁵ *Ord.*, t. V, pp. 7-8.

²⁶ *Ord.*, t. XIII, pp. 128-130.

²⁷ *Ord.*, t. XX, pp. 571-577.

²⁸ Arch. Dép. Gard, H 317, n^o 295.

²⁹ Arch. Dép. Hérault, B 9, f^o 362 (5 décembre 1497).

³⁰ *Petit Thalamus*, pp. 204-212.

de la ville, procède lui-même à la visite des boutiques en déclarant que la police consulaire des métiers ne s'étend pas aux apothicaires ³¹. A Montpellier, les statuts des apothicaires de 1490 ³² et des lettres patentes de mai 1496 ³³, imposent aux gens du métier un examen difficile et un contrôle qu'exercent les médecins. Ces apothicaires, comme les argentiers et les barbiers, forment un métier juré : c'est dire combien la réglementation de la fabrication et de la vente des produits de ces professions concerne l'extrême fin de l'époque que nous nous sommes proposé d'étudier ; en outre, les dispositions contenues dans leurs statuts sont le plus souvent calquées sur les règlements des métiers parisiens, et de ce fait, ne permettent guère de relever les traits originaux de la réglementation de la fabrication et des ventes en Languedoc.

Beaucoup plus remarquable est la hiérarchie que créent certains statuts languedociens entre métiers pratiquant des activités voisines. Il ne s'agit pas seulement de différences tenant à une inégalité sociale, comme les métiers du Puy en offrent un exemple que nous avons déjà noté, ou comme les préséances des métiers les uns sur les autres en donnent une illustration : ainsi, à Montpellier, les argentiers, au milieu du XIV^e siècle, défilent devant tous les autres métiers, suivis par les drapiers en vermeil, par les changeurs, par les poivriers souverains, etc. ³⁴. Il existe, en dehors de cette hiérarchie purement protocolaire, un genre d'activités où une catégorie de marchands dirige l'activité d'une chaîne d'artisans : c'est la draperie. Dans le statut des métiers de la laine de Toulouse, en 1227, un *dominus* qui n'est autre que le marchand drapier est en relation avec toutes les catégories d'artisans intéressés à la fabrication des draps : foulons, meuniers de draps, teinturiers, cordeurs, fileurs, tisserands et pareurs, et même fabricants de navettes (*lansatores*) et de fuseaux (*canelatores*) ; la matière première, puis l'étoffe, restent la propriété du drapier tout au long des transformations qu'elles subissent, et l'artisan qui les travaille ne peut, ni les vendre, ni les mettre en gage ³⁵ ; il en est simplement le détenteur et doit éviter de détériorer une marchandise qui est la propriété du drapier, aussi bien au stade du

³¹ Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV.

³² *Cartulaire de l'Université de Montpellier*, t. II, pp. 197-198.

³³ *Ibid.*, p. 9 et s.

³⁴ Arch. Mun. Montpellier, GG 1.

³⁵ Mulholland., *Statutes on clothmaking*, p. 178, art. 22 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliquis homo vel femina non accipiat in pignore ab aliquo vel ab aliqua lanam filatam nec paratam ad filandum nisi bonum guirentem habeat inde sibi, nec ipsam lanam nomine pignoris accipiat de tenchurerio nec de tenchureria ullo modo ». *Ibid.*, art. 23 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliquis homo vel femina non accipiat ab aliquo textore nomine pignoris trocam nec pannum crudum nec de paratoribus pannum crudum nec paratum ullo modo. Et si aliquis vel aliqua nomine pignoris ab aliquo vel aliqua acceperit, ut dictum est, lanam filatam nec paratam ad filandum nec trocas nec telatos nec pannos crudos nec paratos, quod illud reddat et reddere teneatur domino vel domine de quo illud fuerit ».

filage³⁶ qu'à celui de la teinture³⁷ ou du tissage³⁸. Le contrat qui lie le *dominus* à l'artisan est une *collocatio* un louage de services³⁹. Le drapier toulousain apparaît ainsi dans le statut de 1227 comme un capitaliste, qui dirige la transformation de la matière première en étoffe, puis vend cette dernière. Il garde ce caractère au cours du XIII^e siècle à Toulouse : les statuts des métiers du textile de 1279⁴⁰ et de 1298⁴¹ conservent au *dominus* la propriété de la marchandise travaillée. Mais cette organisation est-elle particulière à la draperie toulousaine ? Il semble que non. On remarquera que les statuts de la draperie concernent souvent l'ensemble des professions intéressées ; par exemple, l'ordonnance de Philippe V du 24 février 1318 (n.s.) s'adresse à la fois aux drapiers, aux pareurs, aux tisserands, aux foulons, aux teinturiers et aux aludiers⁴² : n'est-ce pas parce que les drapiers restent propriétaires de matières premières ou finies qu'ils remettent successivement à chacune de ces catégories d'artisans ? A Narbonne, en tout cas, on relève dès 1254 une tendance des pareurs à dominer les tisserands, contre laquelle interviennent les consuls de la ville : les pareurs ne pourront à l'avenir exiger des tisserands que ces derniers modifient les formes du tissage, car les chefs du métier des tisserands ont toutes les connaissances nécessaires au perfectionnement de la technique du tissage, et disposent de pouvoirs pour imposer ces modifications au métier⁴³. A Millau, l'étroite relation existant entre les différents métiers du drap est soulignée au XV^e siècle par l'institution d'inspecteurs qui enquêtent ensemble, mais dont l'un représente les marchands drapiers, le second les tisserands, et le troisième les pareurs⁴⁴. A Perpignan, on relève au XV^e siècle une chaîne d'artisans soumis aux marchands drapiers qui semblent jouer le même

³⁶ *Ibid.*, art. 2 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliqua filanderia lane non accipiat ullo modo lanam ad filandum nisi tantummodo ab uno homine vel femina donec bene et legaliter filatam reddiderit illam lanam quam prius accepit ».

³⁷ *Ibid.*, art. 4 : « Statuerunt etiam ipsi consules quod si aliquis forte tenchurerius vel aliqua tenchureria non evenerit bene in illo tincto quod sibi preceptum fuerit filatum tingi, quod ille tenchurerius vel illa tenchureria cui ita evenerit se concordet cum illo vel illa a quo vel a qua illa filata receperit si potest, sin autem reddat tantumdem filati et eadem pondere quantum receperit et ita bonum illi a quo vel a qua illa filata receperit ad tingendum ».

³⁸ *Ibid.*, art. 14 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod cum panni, ut dictum est, erunt texti et rupti de teleriiis et pensati legaliter, quod domini et domine illorum pannorum ibidem statim persolvant textoribus precium quod eis dare convenerunt pro texere ipsos pannos ; quod si non fecerint, quod textores eis non teneantur pannos reddere donec in precio sibi promisso pro ipsis pannis texere sibi fuerit satisfactum ».

³⁹ *Ibid.*, art. 15 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod aliqui textorum non faciant nec facere presumant alicui homini vel femine pannos nisi tamen continue et per ordinem ad texendum sibi prius fuerint collocati, si illi vel ille qui vel que, pannos eis collocaverint filata tradiderint eis ut decebit ».

⁴⁰ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 3-15.

⁴¹ *Ibid.*, pp. 78-87.

⁴² *Ord.*, t. XI, pp. 458-465.

⁴³ J. Artières, *op. laud.*, pp. 269-278.

⁴⁴ A. Drapé, *op. laud.*, pp. 50-59, esquisse une étude de cette organisation.

rôle qu'à Toulouse⁴⁵. Les statuts de la draperie de Montpellier nous montrent comment les drapiers fournissent du travail aux meuniers, aux foulons et aux paraires (pareurs), mais ils sont malheureusement bien tardifs : ils résultent en effet de lettres patentes du 23 janvier 1476 (n.s.) et du mois de juillet 1493, et érigent la draperie de cette ville en métier juré, à l'imitation de la draperie de Rouen et de Bourges, déclare le premier texte, de Perpignan, dit le second⁴⁶ ; la mention de cette dernière ville est particulièrement intéressante, car les lettres de 1493, qui la fournissent, sont précisément celles qui précisent les rapports qui joignent les marchands drapiers aux artisans. Ainsi il semble que, tant en Languedoc qu'en Roussillon, l'organisation de la draperie se place tout à fait à part, d'un point de vue économique, du statut général des artisans et commerçants en détail⁴⁷.

Si on précise ici que l'artisanat est lié au commerce de détail, ceci s'explique par la nécessité de souligner que les grands métiers, ceux du commerce en gros et au loin, se situent hors de la réglementation corporative. Les risques du transport et de la spéculation exigent de ces commerçants capitalistes des qualités d'initiative qu'une réglementation statutaire briserait sans profit pour les autres membres de ces professions. Une réglementation de la fabrication serait sans objet ici ; quant à la vente, elle se fait généralement en foire, où règne une liberté contractuelle intégrale. Ainsi s'explique l'absence de statuts concernant les métiers du grand commerce : ces derniers ne forment pas corps. Toutefois, un certain contrôle s'exerce à Montpellier sur les marchandises que les poivriers souverains ou *mercatores*⁴⁸ entassent dans leurs entrepôts : les consuls majeurs nomment des « gardas dels avers », gardes des marchandises choisis par ces consuls dans le métier afin de vérifier l'état des cargaisons que ces *mercatores* font venir par voie d'eau ou de terre et réexpédient souvent⁴⁹. D'autre part, les grands métiers libres, s'ils ne forment pas corps, s'organisent en confréries : il existe à Montpellier une confrérie des changeurs, fondée en 1342⁵⁰, et une confrérie des poivriers souverains, mentionnée dans un acte notarié de 1366⁵¹. Les confréries de marchands en gros ne sont d'ailleurs pas particulières au Languedoc : on en relève aussi, par exemple, à Rouen⁵².

Dans les métiers de la boucherie, en revanche, il ne semble pas possible de se fonder sur la dualité des termes « *macellari* » et « *boccherii* »

⁴⁵ A. Drapé, *op. laud.*, pp. 50-59, esquisse une étude de cette organisation.

⁴⁶ Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 387-390 et 426-440.

⁴⁷ Gunnar Mickwitz, *Die Kartellfunktionen der Zünfte*, p. 71, aboutit aux mêmes conclusions pour la Provence.

⁴⁸ L'identité du sens de ces titres nous semble indiscutable : en 1326, Thomas de Conques est appelé successivement, dans le même texte, *piparius* et *mercator* de Montpellier : cf. Germain, *Histoire du commerce...*, t. I, pp. 474-477.

⁴⁹ *Ibid.*, t. I, pp. 471-472 : ces « *custodes jurati* », gardes jurés, examinent en 1326 une certaine quantité de safran avarié.

⁵⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, Jean Laurens notaire du consulat, f^os 52 à 54.

⁵¹ *Ibid.*, BB 9, Pierre Gilles, notaire du consulat, f^o 12.

⁵² Cf. Ouin-Lacroix, *Histoire des anciennes corporations d'arts et métiers de Rouen*. Rouen, 1850, p. 346.

pour distinguer deux professions dont l'une occuperait une position prépondérante par rapport à l'autre. Sans doute, les premiers disposent de revenus supérieurs à ceux des seconds, comme l'a souligné M. Ph. Wolff pour la ville de Toulouse⁵³. Mais cette différence provient des activités respectives de ces gens de métier : à Montpellier, la coutume de 1204 fait parfaitement la distinction entre mazeliens, qui vendent les viandes bovines, ovines et porcines, et les bouchers, qui exercent exclusivement leur métier sur les viandes de chèvres et de boucs⁵⁴. A Toulouse, les statuts des mazeliens de mars 1322 (n.s.) ne font pas tout à fait la même distinction : les bouchers de bovins sont nettement distingués des bouchers qui vendent les autres viandes⁵⁵.

On connaît maintenant le cadre dans lequel s'exerce la réglementation des ventes et de la fabrication des produits des artisans et commerçants ; il faut surtout noter qu'en sont exclus les grands métiers du commerce en gros, restés libres. Mais une grande variété de travailleurs manuels sont intéressés à la réglementation corporative. Cette dernière s'exprime par des statuts d'étendue variable et dont l'application dure autant que se maintiennent les conditions économiques qui ont entouré leur élaboration : c'est dire combien cette durée est variable ; les statuts des drapiers de Toulouse de 1298 sont restés en vigueur pendant près de deux siècles, ainsi que l'indiquent ceux du même métier de 1465⁵⁶ ; en

⁵³ *Les bouchers de Toulouse*, p. 385 et s.

⁵⁴ Art. 103, éd. Teulet et Giraud, art. 104, éd. Soc. archéologique : « In nullo loco macelli vendatur caro hyrcorum vel de cabri, nec caro de moria, vel infirma vel leprosa pro sana, vel de pecore quod vivens nolit manducare ; nec quis vendat carnem de fedā vel arietis pro mutone castrato, nec carnem de trueia pro carne porci. Si tamen hoc fecerit aliquis, precium carnis in duplum restituet. Sed tamen carnem de moria, vel infirmam, vel non natam, nullus vendat infra villam ; nec in macello de bocaria vendatur caro ovis, vel multonis, vel agnorum, vel porci, vel bovis, vel de trueia, vel de vaca ». Cet article est passé, avec quelques modifications, dans la coutume de Carcassonne, art. 76.

⁵⁵ Mulholland, *Early Guild...*, p. 68, art. 6 : « Item fuit actum... quod... non intendunt in aliquo obligare macellarius qui scindunt et scindere consueverunt vicos, capras, oves et sues in barris et aliquibus aliis locis consuetis Tholose, set quod exerceat suum officium prout hactenus consueverunt hoc excepto quod dicti tales non sint ausi vendere aliquas de suis carnibus aliis macellariis bancorum Tholose, de quibus statuta superius contenta sunt facta, nec dicti macellarii sint ausi emere a predictis macellariis vendentibus dictas carnes irsuas, suinas, caprinas, nec oves.

⁵⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 10 v° : « Inter alia officium draperiorum seu mercatorum pannorum lanarum habens suas regulas pariter et statuta per antecessores et predecessores ipsorum dominorum de capitulo stabilita et ordinata que ibidem grossata et manu publici notarii videlicet defuncti magistri Arnaldi Bonini condam publici Tholose, sub anno quo computabatur ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, et nona mensis septembris, notata et in formam publicam redacta, ibidem exhibunt et manibus dominorum de capitulo tradidunt, cumque ipsa statuta in diversis partibus tam occasione varietatis temporum quam invasione repentine mortis que hodiernis temporibus homines incidendo terribiliter invadit, adnichil, destruit et deglutit, correctione et emendatione indigerunt ita quod copiosis fraudibus et dolositatibus remedio provideretur... requisiverunt humiliter et supplicaverunt... dominis de capitulo de novo pro bono et utilitate rei publice et dicti ministerii conservatione, dicta statuta reformare, corrigere et emendare. »

revanche, le règlement de la charité des barbiers de Montpellier, rédigé en 1252, est réformé dès 1292⁵⁷ ; de même, un statut des ceinturiers de Toulouse réforme en 1464 un statut âgé de quatre ans seulement⁵⁸.

⁵⁷ Comp. Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 455-456 et pp. 456-457.

⁵⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 17 : « Cum in Tholosa essent diversa ministeria mechanica statutis subjecta seu per statuta se regencia, et inter cetera ministeriorum seinturieriorum habens pariter sua statuta per dominos de capitulo instituta et ordinata, cumque illa statuta in aliquibus locis sen passibus correctione et emendatione tam diminutionis quam augmentationis indigerent... requisiverunt... ipsis dominis de capitulo ipsa statuta que ibidem ingrossata et modum instrumentum publicorum et manu notarii publici videlicet magistri Philipi Durandi notarii Tholose publici et habitatoris, sub anno quo computabatur millesimo quadrantesimo sexagesimo... de novo... reformari, reduci, ordinari... »

CHAPITRE VIII

LA RÉGLEMENTATION DE LA VENTE ET DE LA FABRICATION

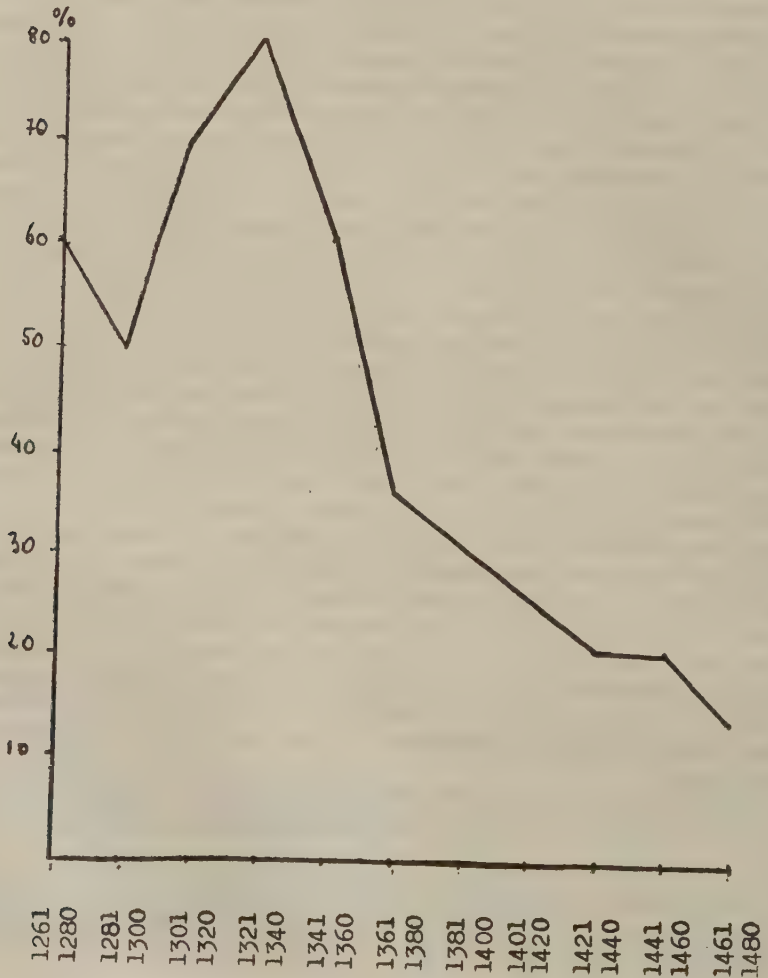
L'activité essentielle des membres des métiers manuels est de fabriquer un produit qui est ensuite vendu, en principe, par celui qui l'a fabriqué. Mais cette vente et cette fabrication ne sont pas libres : les statuts corporatifs en limitent l'exercice. En effet, comme nous l'avons déjà vu, ces statuts émanent, non pas du métier, mais des consuls. Or ces derniers doivent assurer l'approvisionnement des habitants et encourager dans toute la mesure du possible la propriété et le plein emploi dans la cité ; pour y parvenir, ils interdisent dans les règlements de métiers une série de dispositions qui ont pour but de protéger le consommateur. Par exemple, les chapeliers de Montpellier ne doivent pas frauder l'acheteur d'un chapeau noir en le teignant, et ne sont autorisés à procéder à cette teinture que si la matière première de ce chapeau provient d'un agneau noir de naissance ; de même, ils n'ont le droit de restaurer un vieux chapeau que s'il s'agit du leur¹. Les consuls majeurs, par ces dispositions, déjouent une des fraudes les plus faciles du métier de la chapellerie. Ce genre de dispositions se retrouve dans tous les statuts corporatifs, et même dans ceux des charités de Montpellier, qui pourtant ne sont en principe que des confréries. Les termes des articles des statuts sont extrêmement variables ; le pragmatisme médiéval imagine un remède propre à chaque type de fraude. Par conséquent, il est difficile de regrouper les dispositions des statuts relatives à ce sujet selon un plan exhaustif. Une distinction, du moins, s'impose : certaines de ces clauses concernent la vente du produit, d'autres intéressent sa fabrication. Sur ces bases, on reconnaîtra deux types différents de dispositions statutaires. De plus, dans certains métiers, le contrôle de la loyauté dans la fabrication et dans la vente est assuré par l'apposition sur le produit de l'artisan, d'un sceau ou d'un poinçon. Il est évident qu'un tel contrôle n'est possible que lorsque la nature de l'objet fabriqué se prête à l'apposition de ces marques ; en fait elles ne concernent guère que les métiers de la draperie et ceux qui s'occupent du travail des métaux.

Avant d'étudier successivement ces grand types de dispositions statutaires, il est bon de signaler que les règlements professionnels, dans

¹ *Petit Thalamus*, pp. 285-286, le chapelier jure qu'il ne teindra que les chapeaux « danhins negre nadins », et qu'il ne fera « nil capel blanc engrezar nil empezar nil negre colzar ab pega non farem, nils capels vielhs ennegrezie si non eron lurs propriis, daque a fara far o de sa maynada ».

les trois derniers quarts du XIV^e siècle et au siècle suivant, contiennent de moins en moins souvent ce genre d'articles. En réalité, les jurandes sont plus préoccupées des intérêts du métier que de ceux de la clientèle. Quant aux consuls majeurs, leurs pouvoirs sur les métiers sont alors en pleine décadence. On peut ainsi s'expliquer que les statuts toulousains après 1630, contiennent de moins en moins de dispositions réglementant la fabrication, et de plus en plus de clauses concernant la vie du métier².

² Pourcentage, dans les statuts toulousains, des articles réglementant la fabrication et la vente :



Section I. — LES MESURES RÉGLEMENTANT LA VENTE.

Le contrat de vente est le contrat par lequel s'écoulent normalement les produits du métier. Les statuts lui accordent donc une grande importance. Dans l'intention de protéger le consommateur, on insère dans ces règlements des dispositions de portée variable, mais qui ont toutes pour but d'empêcher l'enchérissement des marchandises et d'éliminer les produits de mauvaise qualité. En gros, on peut distinguer trois séries de clauses concernant la vente : les premières intéressent la personne du vendeur et celle de l'acheteur, les secondes sont destinées à empêcher les prix d'augmenter, ou à ne les laisser monter qu'à bon escient, d'autres enfin permettent de faire respecter un minimum d'hygiène et d'ordre public.

I. — *Le vendeur et l'acheteur.*

Si les ventes intéressant les membres des corps de métiers sont généralement passées au comptant et concernent seulement des meubles, il ne s'ensuit pas de là qu'elles sont dépourvues de tout intérêt à l'égard de la technique même du contrat. Ce dernier est marqué, en Languedoc comme dans la plupart des pays d'Europe au Moyen âge, par quatre traits essentiels : l'existence d'une part du marché³, la protection du consommateur local contre l'étranger en dehors même de toute part de marché, la limitation du regrat et la fréquence des opérations menées par les courtiers⁴. Nous laisserons de côté les aspects formalistes du contrat de vente et le problème des arrhes, d'une part parce que les statuts corporatifs le mentionnent rarement, d'autre part parce que ces questions dépassent de beaucoup les seules institutions corporatives. Au reste, nous avons déjà vu certains statuts qui prévoyaient que le denier à Dieu devait revenir à la confrérie ; ajoutons un texte qui autorise la formalité du vin du marché : le statut de la charité des tondeurs de draps de Montpellier, du 16 mars 1318 (n.s.)⁵.

³ Sur ce point, des notions générales sont fournies par Gunnar Mickwitz, *Die Kartellfunktionen der Zünfte, passim*.

⁴ Le rôle du courtage en Europe a été souligné par J.A. Van Houtte, *Les courtiers au Moyen Age, Rev. Hist. Dr. français...* 1936, pp. 105-141, et par M. Mollat, *Les hôtes et les courtiers dans les ports normands à la fin du Moyen Age, ibid.*, 1946-1947, pp. 49-67.

⁵ Germain, *Histoire de la Commune...*, t. III, p. 466, art. 2 : « Item convenerunt quod nullus de dicto artificio, per se vel per aliam personam interpositam, nullum faciat servitium, donum vel promissionem aliquam alicui draperio, sartori, corratario vel alicui alii persone, quorum occasione eis vel suis operariis dentur dicti panni ad tundendum, nec aliquid aliud faciant in fraudem seu machinationem predictorum, vel fieri permittant qualitercumque seu quomodo. Verumptamen, si a casu predicti tonsores invitarent ad bibendum prenominationis draperios, sartores vel corratarios, vel eorum aliquem, vel, ipsis bibentibus, superius nominati venirent ad eos, quod eis liceat in dicto casu, seu eis licitum est dare ad bibendum prenominationis personis, et etiam sit eis licitum facere modices expensas pro predictis, absque tamen fraude et collusionem ordinationum seu conventionum predictarum ».

En revanche, la part du marché, l'« Einstandsrecht » des auteurs allemands, se rencontre dans de nombreux statuts de métiers. Il s'agit d'une coutume ancienne en Languedoc ; elle figure en bonne place dans la coutume de Montpellier de 1205⁶. Tout habitant de la ville présent au moment de la conclusion d'un marché peut demander à l'acheteur de lui céder une partie des marchandises que vient de lui céder le vendeur, au même prix que celui qui a été convenu entre vendeur et acheteur. Cette règle a un caractère très marqué de prescription visant à protéger le consommateur local contre toute hausse de prix : celui qui achète pour la consommation de sa famille n'est pas tenu à donner cette part, ni non plus l'habitant de la ville à un étranger, tandis qu'un étranger doit donner part à l'habitant. Par ce moyen, on évitera que s'insère dans le circuit commercial un élément parasite qui chercherait à acheter au vendeur étranger, puis revendrait à un prix plus élevé aux habitants : ce désir d'empêcher toute revente à plus haut prix est reflété dans le serment que prêtent les épiciers-apothicaires de Montpellier, et qui, comme la plupart des autres serments traditionnels de cette ville, date sans doute de la fin du XIII^e siècle⁷. Un autre serment, celui des hôtes des marchands, fait défense à ces hôtes de demander part dans les contrats de vente passés par le marchand et de faire demander part par un tiers opérant à leur compte⁸.

⁶ Art. 6 : l'éd. Teulet, *Layettes*, t. I, p. 289, est faite à partir d'un manuscrit plus ancien que les éd. Giraud et Soc. archéologique : « Si aliquis in Montepessulano aliquid mercatum fecerit, et alii homines habitatores in Montepessulano presentes fuerint in domo vel in loco ubi illum mercatum factum fuerit, si tunc dicant se velle habere ibi partem, ille qui mercatum receperit tenetur eis partem dare in illo mercato. Verumtamen illi quibus partes in illo mercato date fuerint, tenentur facere ut venditor clamet quittum illum qui mercatum receperit, arbitrio boni viri pro ratione partium que date sunt eis in illo mercato. Et postquam aliquis pecierit partem, ille qui mercatum fecerit potest eum cogere ut habeat partem in illo mercato. In his autem quem (*sic*) aliquis emit ad suum usum vel familie sue non tenetur alicui dare partem. Nec homo Montispessulani tenetur dare partem homini extraneo de aliquo mercato ; sed extraneus tenetur dare partem habitatori Montispessulani et alii homini extraneo ».

⁷ *Petit Thalamus*, p. 271 : « Encaras fon acordis e voluntat del mezeyches, que per dig dalcun maistre ni descolar ni dalberguier non cresca pres dalcuna cauza dels vendedyra, mays aytan com sera comdada almens et autreiada de donar, ni pueys que sera autreiada, lo pres non cresca hom (*sic*) per neguna subjection dalcun home, que non fasson companhia am negun home de vendre las cauzas de leur mestier ni de sobre vendre, ni per donar revas ni autras cauzas que atragon dar »...

⁸ *Ibid.*, p. 280 : « Jeu hom tenens maizon en Montpeylier per recebre mercadiers per hostes e mon alberc o en autre luoc que jeu tengues, o outra persona tengues per me en Montpeylier, promt... que yeu hon compraray ni faray comprar a neguna outra persona per me, neguns dels avers dels mercadiers que seran e mon alberc o en autre luoc que jeu tengua, o outra persona tengues per me e Montpeylier, ni non demandaray part els mercaztz que hom penra de mos hostes en mon alberc o els luocs sobre digs, ni suffiray que outra persona lay demande per me, ni suffiray que neguna persona, siat hom o femena, prengua ni aia mercat de mos hostes que yeu agues companhia

La part du marché, institution très générale, au moins au XIII^e siècle, dans les pays d'Europe occidentale, a laissé des traces en Languedoc ailleurs qu'à Montpellier. Une ordonnance consulaire de Narbonne, en septembre 1243, régleme la revente du poisson : les revendeurs, déclare le texte, peuvent se porter partie à la vente, à condition qu'ils n'interviennent qu'après midi et au marché public, non au bord des étangs ou sur le chemin que suivent les pêcheurs pour amener les poissons à Narbonne⁹. Mais ce sont surtout les statuts corporatifs toulousains qui mentionnent la part du marché, aux XIV^e et XV^e siècles. Le statut des oliers (huiliers) de Toulouse, du mois d'août 1303, permet à tout habitant de la ville présent au moment de l'achat d'huile ou d'amandes de noix pour un olier ou un revendeur, à prélever au même prix la part nécessaire à sa consommation familiale¹⁰ ; le même statut interdit aux courtiers et aux hôtes de vendre les amandes des noix apportées par des marchands à Toulouse hors de la présence de l'acheteur, et de les revendre hors de Toulouse si un habitant de la ville désire en acheter ce qui est nécessaire à sa consommation ; l'exigence de la présence de l'acheteur évitera toute fraude du courtier à cet égard, car elle l'empêchera d'alléguer au consommateur local une promesse de vente à un autre habitant¹¹.

D'autres statuts toulousains, plus tardifs, montrent que l'usage de donner la part du marché subsiste à la fin du XV^e siècle. Le statut des gainiers, du 17 octobre 1464, montre les limites de cette pratique ; d'une part, l'article 10 prohibe l'intervention des gens du métier qui soustraient à un de leurs confrères le cuir qu'il achète pour son métier à un corroyeur, pour un prix supérieur ou inférieur à celui qu'a offert le premier acheteur, à moins que ce dernier ne donne accord à cette intervention ; d'autre part, l'article suivant permet la participation au marché des autres gainiers, à prix égal à celui qu'a payé le gainier premier ache-

al els, ni que agues promes a me ni ad altra persona per me quem dos part el gazan que faria els avers que compraria de mos hostes, ni que nagues promes algun servizi a me o ad altra persona per me... »

⁹ Arch. Mun. Narbonne, AA 109, 9^e Thalamus, f^o 12 : « Et revenditores piscium occasione partis quam habent in piscibus, vel occasione alicujus contracte societatis cum piscatoribus vel alio modo, non audeant vendere nec retinere pisces in foro vel extra ante meridiem, nec audeant emere pisces in via que ducit in stagnum vel ad mare, nec in ipso stagno vel mari, nec etiam infra Narbonam vel alibi, donec sit adportatum in foro... »

¹⁰ Mulholland, *Early Gild...*, p. 98, art. 8 : « Item statuerunt, voluerunt et ordinauerunt predicti domini consules quod si aliquis olerius vel revenditor emebat oleum vel nogalhones, quod quilibet civis urbis et suburbii possit habere et emere de illo oleo sive de illis nogalhonibus ad opus sui hospitii, pro eodem precio quale olerii seu revenditores emerint, si tamen civis presens fuerit ».

¹¹ *Ibid.*, p. 103, art. 28 : « Item statuerunt et ordinauerunt prenominati domini consules quod nullus corraterius vel hostalerius Tholose sit ausus vendere nogalhones mercatorum in Tholosa aliunde venientium nisi emptor presens fuerit, et quod dicti nogalhoni non extrahantur per eosdem vel per alium vel alios extra villam Tholose si dicti nogalhoni civitati Tholose vel civibus Tholose necessarii fuerint ».

teur¹². Dans le statut des bastiers du 21 février 1465 (n.s.) l'artisan qui achète de la bourre ou tout autre produit nécessaire à sa profession, est tenu d'en donner part à ses confrères¹³. La réformation, en date du 21 octobre 1477, du statut des espasiers (faiseurs d'épées) fait une distinction parmi les achats professionnels : tout objet concernant le métier apporté à Toulouse pour y être vendu ne peut l'être qu'en présence de tous les maîtres du métier, et celui qui se porte acheteur doit en donner part à ses confrères qui le demandent ; mais celui qui fait exécuter à ses frais par un maréchal-ferrant une fabrication concernant la profession d'espasier, n'est pas tenu d'en donner part¹⁴. En outre, le statut des nappiers du 31 janvier 1466 contient une disposition assez voisine des précédentes : pour assurer la concorde entre les maîtres, il est convenu que si l'un d'eux arrente certaines farines, nécessaires à la profession, des moulins du Bazacle ou du château Narbonnais, il devra en donner part au prix coûtant aux autres maîtres qui le demanderont¹⁵.

Comme on le voit, la technique de la part du marché permet, d'une façon générale, de protéger le consommateur local contre les étrangers à la ville et contre l'intervention des revendeurs ; elle est aussi utilisée pour mettre les maîtres du métier dans une situation identique en ce qui concerne leur approvisionnement en matières premières : Mais la protection de l'habitant contre l'étranger est assurée également par d'autres procédés. Tout d'abord, le marchand étranger doit vendre sa marchandise en public : le statut des oliers de Toulouse, par exemple, n'autorise

¹² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 1 à 3, art. 10 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de Capitol que si lo cas so endezieme que alcun obrier ou menestral deldit mestier aquessa comprar dels affachadors alcun cuer ou cuers abils et sufficiens per lodit mestier de guaynaria et seignats del senhal del comprador, que en aquel cas negun deldit mestier sia ausart de comprar losditz cuer ou cuers deldit affachador ny autramen per maior ou mendre pretz substayre, et so sus la pena de dotz solz de tholsas... ymo que aquo se fos de licencia del premier comprador ».

Art. 11 : « ... Al cas que alcun obrier ou menestral deldit mestier comprava ou aguessa comprar alcun cuer ou cuers abils et sufficiens aldit mestier, et ung autre menestral deldit mestier, volgues comprar ayssimens un cuer ou cuers abil et sufficient aldit mestier et nossen trobessan et per so requerent le premeir comprador que ly volgues far part a semblable pretz que ly aura coustat, que lodit premier comprador sia tengut de comunicar aldit tal menestral lodit cuer sen nulla contradicion sus a pena de dotz solz de tholsas... »

¹³ *Ibid.*, f^o 27 v^o, art. 3 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que alcun que no sia menestral deldit mestier no sia ausart de comprar ou amarrar borra, fusta n yautre causa pertinent al mestier, sus pena de tres livras de tornes..., et en oultra tal comprador ou amarrador sera tengut de la comunicar et revendre per semblant pretz que ly aura coustat, als menestrals deldit mestier ».

¹⁴ *Ibid.*, f^o 328, art. 2 : tous les objets tels que « palas, ou lamelas de palas, fers de lansas, apchas ou de volgas, astas de lansas et fustz de volgas ou apchas » ne peuvent être achetés « ny en directa prest, ny per autre, sinon que presens ou appelez totz les mestres deldit offici », sous peine d'amende, « et en outra plus sia tengut de comunicar et far part de tel obraige als autres menestrals sur semblable pretz que luy aura coustat ».

¹⁵ *Ibid.*, f^o 159 v^o, art. 36.

ce marchand à vendre ses produits qu'au marché public ou à l'hôtellerie¹⁶, ainsi on évitera dans une grande mesure le risque de collusion entre cet étranger et un revendeur, et l'exercice du droit de part au marché par les habitants en sera facilité. Mais surtout, il faut éviter qu'un afflux de produits venus de l'extérieur n'empêche le producteur local d'écouler sa marchandise. Les ordonnances municipales et les statuts corporatifs protégeront alors contre les étrangers la vente des marchandises indigènes : le protectionnisme est particulièrement fréquent en Languedoc à l'égard du vin. De très nombreuses ordonnances consulaires interdisent ou limitent considérablement la vente du vin étranger¹⁷. Par exemple, la famille de Levis accorde le 8 février 1315 aux habitants de Mirepoix, le droit de vendre librement et sans payer de redevance le vin qu'ils ont récolté ou acheté ; mais les étrangers sont exclus de cette autorisation¹⁸. Les coutumes de Millau interdisent aux marchands étrangers à la ville d'y vendre les draps au détail, en dehors des quatre jours de la foire¹⁹. Les corps de métiers se défendent d'une manière moins directe ; leurs statuts prévoient très souvent que les marchandises faisant l'objet de la profession qui sont apportées dans la ville pour être vendues, devront être examinées par les chefs du métier : par exemple, les surposés des cordonniers du Bourg de Carcassonne, selon le statut de ce métier de janvier 1402 (n.s.), examineront les chaussures apportées à Carcassonne pour les y vendre, et en autoriseront la vente que si leur qualité est reconnue excellente²⁰. Il est probable que les surposés se montreront particulièrement difficiles lors de cet examen. Ailleurs, il est interdit aux membres d'un métier de vendre les produits de leur fabrication à d'autres qu'aux habitants : ainsi les tanneurs du Puy ne doivent pas apprêter de cuirs pour les étrangers, selon des statuts de 1595²¹. Il est vrai qu'à cette époque presque tous les métiers organisés jouissent d'un monopole, donc d'une arme dirigée contre les habitants de la ville qui ne sont pas du corps, mais aussi contre les étrangers. Nous verrons plus loin en quoi consiste ce monopole.

Un autre danger peut compromettre l'approvisionnement des habitants en denrées et en marchandises à bas prix : c'est le regrat, c'est-

¹⁶ Mulholland, *Early Gild...*, p. 99, art. 11 : « Item statuerunt, voluerunt et ordinaverunt prenominati domini consules quod aliquis mercator extraneus non sit ausus oleum nucum nec aliquid aliud oleum tenere absconsum nec nogalhones quando portantur infra villam Tholose, sed quod teneat illud oleum seu nogalhones manifeste et palam ad vendendum in platea communi sive in hospitibus hostaleriorum ».

¹⁷ Un impôt, le « souquet » du vin, est rattaché à l'interdiction d'importer du vin étranger. Cette prohibition donne lieu à de nombreuses difficultés à Montpellier ; les officiers royaux d'une part, les écoliers de l'Université de l'autre, cherchent à s'en faire dispenser. Sur l'étendue de cette interdiction en 1320 à Montpellier, cf. Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, n° 837.

¹⁸ *Cartulaire de Mirepoix*, éd. Pasquier, t. II, pp. 126-129.

¹⁹ J. Artières, *op. laud.*, pp. 287-288 : « Que denguns homes stranhs non vendon draps atalh, se non stiens mas soletamen los quatre dias de la fieyra Saints Simon et Juda, apostols ».

²⁰ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 18.

²¹ A. Chassaing, *Mémoires d'Antoine Jacmon*, pp. 275-279, art. 9.

à-dire l'interposition de revendeurs entre producteurs et consommateurs. L'autorité publique cherche, non à interdire, mais à limiter l'achat pour revendre, de façon à ce que la consommation familiale soit assurée en priorité. C'est ainsi qu'il est très fréquent que les consuls des villes languedociennes limitent l'activité des revendeurs aux heures tardives de la journée, afin que les produits puissent être achetés par les habitants pour leur consommation pendant la première partie du jour. Cette limitation vise surtout les denrées comestibles, qui sont naturellement les produits les plus nécessaires à la vie des habitants de la cité. Par exemple, les consuls de Narbonne interdisent en 1243 l'achat en vue de la revente des produits comestibles jusqu'à midi dans la ville et jusqu'à trois heures en dehors de ses murs²². Au lieu de prévoir un horaire fixe, les criées d'Aramon de 1523 déclarent que le revendeur ne pourra acquérir de marchandises en gros qu'après qu'elles aient été laissées pendant quatre heures à la disposition des consommateurs²³. Les établissements de Montpellier, au XIII^e siècle, interdisent aux producteurs de vendre leur vin aux taverniers afin que ces derniers les revendent au détail²⁴. En 1365 Charles V ordonne à ses officiers de faire respecter cette ancienne coutume²⁵. A Nîmes, l'achat de céréales pour les revendre est limité en quantité par une criée du 17 août 1352 : ils ne peuvent acquérir que huit setiers de chaque catégorie de grains par semaine²⁶. Une autre criée, du 3 juin 1432, dispose que toutes les denrées et marchandises devront être exposées en vente pendant quatre heures avant que les revendeurs puissent les acquérir²⁷.

²² Arch. Mun. Narbonne, AA 109, 9^e Thalamus, f^o 12 : « Statuimus quod aliquis revendor bladi, vel alterius cujuslibet rei abte ad comedendum, nihil audeat emere ullo die ante meridiem, neque infra Narbonam vel extra et de tercia in ante extra muros ; infra terminos Narbone, nihil de predictis audeant emere, nec etiam si de illis vel vestris aliquid aliquis Narbonam de talibus apportaverit, non sit ausus revendor illud emere donec ille qui apportaverit, illud publice attulerit in foro ».

²³ E. Bligny Bondurand, *Criées d'Aramon*, *Mém. Acad. Nîmes*, p. 163 et s., art. 41 :

« Item, que nengun revendeire ny aultre non ause comprar ny fayre comprar neguno merchandiso en gros que tout premierament lad. marchandise non aye istat en la plasso quatro houros, affin que les habitants s'en puesquon provesir, et a quo sus la peno et per chascune fes X s. ».

²⁴ *Petit Thalamus*, p. 139 : « Item establen et establen vedam, et ayssso per motas cauzas non convenens e laias que en las tavernas son fachas, que deguns duey mayns non venda son vin essem en selier, per so que en aquel lo tavernier venda a menut lo vin ni vendre alny leza ni de nuegos ni de dyas ».

²⁵ Arch. Mun. Montpellier, fonds du greffe de la maison consulaire, F. 2. 2665.

²⁶ Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n^o 20 (traduction du XVIII^e siècle) : « ... Qu'aucune personne n'achète du bled ou de l'avoine, ou d'autres grains, au delà de ce qui lui est nécessaire pour sa provision, excepté les revendeurs qui font leur demeure à l'entour du marché du bled, auxquels il sera permis d'acheter pour revendre en détail, chacun jusqu'à la quantité de huit setiers de bled et autant d'orge, et d'avoine, par semaine, à peine contre les contrevenants de 25 livres tournois d'amende et de confiscation du bled... »

²⁷ *Ibid.*, SS 8, chap. IV, n^o 38, 3^o : il est fait « ... défenses à tous marchands étrangers qui apportent des denrées et autres sortes de marchandises,

Les statuts corporatifs de Toulouse contiennent parfois des dispositions qui gênent ou empêchent la revente des produits du métier. Déjà le statut des couteliers de février 1293 (n.s.) n'autorisait la vente au détail des produits du métier qu'après avoir réservé la compétence des bayles sur ces ventes²⁸. Le statut des oliviers de 1303 interdit à toute personne le commerce de l'huile et des amandes de noix hors de la place du marché et des maisons des hôteliers²⁹ d'autre part, hôteliers et courtiers ne peuvent acheter pour revendre ces denrées que s'ils sont en même temps marchands³⁰ et tout olivier revendeur doit exposer publiquement son huile après en avoir fait proclamer par son de trompe la mise en vente³¹. Au xv^e siècle, les revendeurs sont encore réglementés par les statuts : parmi ces derniers, ceux des ortolans (jardiniers) de Toulouse, du 20 février 1465 (n.s.) défendent aux membres du métier de vendre un panier de légumes à un revendeur, sous peine d'amende fixée à cinq sous tournois, et le revendeur ne peut en exiger la vente ; seule est possible la vente de légumes ou de fruits en gros aux revendeurs³². Chez les drapiers, selon un règlement du 30 août de la même année, la vente au détail des draps ne peut se faire que par l'entremise des cour-

comme laines, chanvres, toiles, fils, etc. de vendre lesdites marchandises à des étrangers ou à des revendeurs de ladite ville, si elles n'ont été au préalable exposées en vente, pendant quatre heures, en la place publique dudit Nismes, à peine de confiscation desdites marchandises, moitié au profit du roi, et l'autre moitié applicable aux réparations des murailles de ladite ville. Item défenses à tous marchands étrangers, ou autres en leur nom, d'acheter lesdites denrées desdits marchands étrangers, avant qu'elles aient été exposées en vente pendant quatre heures comme dit est, sous peine de 10 livres applicable comme dessus ».

²⁸ Mulholland, *Early Gild...*, p. 24, art. 4 : « Item statuerunt et ordinauerunt consules predicti quod nullus cultellarius seu mercator cultellariorum seu gladium Tholose seu infra pertinencias ejusdem, sit ausus emere nec vendere cultellum seu gladium ferrosum seu ferreum in tallium, nisi ad cognitionem bajulorum dicti officii ».

²⁹ *Ibid.*, p. 99, art. 10 : « Item voluerunt, statuerunt et ordinauerunt pre-nominati domini consules quod aliquis homo seu femina non sit ausus vendere nec mercari per se nec per aliquam aliam personam interpositam oleum nucum neque nogalhones nec aliud oleum infra dex Tholose, nisi fuerint in platea communi sive in hospitibus hostaleriorum ».

³⁰ *Ibid.*, p. 98, art. 7 : « Item statuerunt, voluerunt et ordinauerunt predicti domini consules quod aliquis hostalerius hujus civitatis et suburbii Tholose non sit ausus emere nec emi facere pro se ad revendum nec vendi facere pro alio oleum tractum nec nogalhones sine ille hostalerius sit hostalerius et mercator ».

Ibid., art. 9 : « Item statuerunt, voluerunt et ordinauerunt predicti domini consules quod aliquis corraterius olei sive nogalhonum non sit ausus emere vel vendere oleum nec nogalhones sine ille corraterius sit corraterius et mercator ».

³¹ *Ibid.*, art. 13 : « Item quod aliquis olerius seu revenditor non sit ausus oleum nucum tenere absconsum quando fuerit tubicinatum, set quod illud teneant manifeste ad vendendum et etiam venalem ».

³² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 24 à 26, art. 7 et 8.

tiers jurés du métier³³. Enfin, l'ordonnance consulaire du 3 juillet 1465 interdit le regrat de toutes les marchandises fabriquées par des artisans groupés en corps organisés³⁴.

Ces courtiers sont en effet extrêmement nombreux en Languedoc. En règle générale, ce sont des officiers consulaires, et non des membres des corps de métiers, chargés de rapprocher les vendeurs et les acheteurs. En raison des périls que leur déloyauté ferait courir au commerce, de sérieuses garanties sont exigées d'eux. Ils prêtent toujours serment devant les consuls³⁵, qui ont tout pouvoir de les instituer, destituer et condamner à des peines pécuniaires ; les consuls exigent d'ailleurs des courtiers des cautions personnelles ou l'engagement d'un bien de leur patrimoine au moment de l'entrée en fonction de ces officiers. L'ensemble de ces attributions consulaires est rappelé par les consuls de Narbonne en 1337³⁶. D'autre part, un courtier qui, à Narbonne, réalisait en 1310 des bénéfices illicites fut condamné par la cour commune — un paréage ayant été conclu l'année précédente entre le roi et le vicomte — à la fustigation à travers les rues de la ville³⁷. Mais les consuls protestent parfois contre l'ingérence des juges royaux sur la police du courtage ; à Nîmes, un marchand étranger recherche en 1455 à vendre du poisson salé avec l'aide d'un courtier, qui en fait la montre, c'est-à-dire la réclame ; ils trouvent deux acheteurs, qui s'engagent à un prix déterminé, mais qui, le poisson livré, ne veulent plus payer le prix convenu et déclarent qu'ils n'ont promis qu'une moindre somme ; le viguiier royal, s'étant saisi de l'affaire, emprisonne le marchand et le courtier et les fait mettre à la question ; aussitôt les consuls protestent devant le sénéchal, déclarant que le viguiier empiète sur leurs attributions tradition-

³³ *Ibid.*, f^os 10 à 15 v^o, art. 13. L'art. 10 des mêmes statuts limite les achats des drapiers dans un cas très particulier : ces marchands ne doivent pas acquérir de draps d'un tiers lorsqu'ils se trouvent dans la boutique d'un tondeur qui a des étoffes à proposer aux drapiers. Cette prohibition est à rapprocher de celle qui frappe les tondeurs de draps de Montpellier d'après les statuts de ce métier de 1318 ; Germain, *Histoire de la Commune...*, t. III, pp. 465-466, art. 1 : « In primis siquidem convenerunt et ordinaverunt quod ab inde in antea, nullus de dicto officio... audeat sedere, stare vel morari in operatoriiis vel quibus panni mercantur, venduntur et levantur »...

³⁴ Arch. Mun. Toulouse, AA 5. 70.

³⁵ Arch. Mun. Alès, IS 6 ; les n^{os} 1 à 12 contiennent les prestations de serments des courtiers jurés à leur entrée en charge, de 1360 à 1388.

³⁶ Arch. Mun. Narbonne, AA 36, art. 1 : « Primo instituendi corraterios et corraterias, inquantatores et precones, in villa Narbone et ejus districtus, soli et insolidum, et fidejussores, et sacramentum ab eisdem recipiendi, et eosdem corraterios et corraterias et inquantatores et precones destituenti, cum tubis vel sine tubis, et eosdem corraterios et corraterias, precones et inquantatores civiliter et pecunialiter, cum delinquant in eorum officio, puniendi pro hiis, tosciens quosciens delinquant in suo officio, usque ad summam quinquaginta solidorum. Ad quam penam consulibus et eorum consulatibus applicandam dicti corraterii et corraterie, precones et inquantatores se obligant et obligare se consueverunt cum per dictos consules instituuntur ad dicta omnia loca Narbone et terminos ejusdem, et dicta pignora vendendi, et distrahi faciendi, et expectandi pro premissis ».

³⁷ A. Blanc, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 1^{re} partie, pp. 648-652.

nelles : le sénéchal approuve la protestation des consuls et condamne l'ingérence du vignier³⁸.

Les serments que prêtent les courtiers de Montpellier permettent de retracer l'essentiel de leur activité. Il existe trois serments différents, concernant les courtiers, les courtières et les courtiers en chevaux. Les premiers jurent de ne prélever que les droits de courtage accoutumés, de ne pas prendre part dans les marchés où ils sont intermédiaires, de ne pas recevoir de gratification destinée à déplacer le destinataire d'une opération commerciale et de dénoncer toute convention illicite. Surtout, les courtiers s'engagent à ne pas pratiquer leur office dans le métier qu'ils exercent : ce sont donc des artisans ou des commerçants qui conservent leur profession en même temps qu'ils sont désignés par les consuls comme courtiers³⁹. Les courtières ajoutent à ces promesses jurées celle de rendre fidèlement aux marchands les deniers qui leur appartiennent⁴⁰.

Mais il existe aussi des courtiers en chevaux, dont les services sont utilisés par les marchands aventuriers, c'est-à-dire ceux qui font voyager leurs marchandises au loin, par exemple en foire, ou bien, comme le mentionne leur serment particulier, vers Toulouse ou la Catalogne⁴¹. Dans ce serment, on trouve le montant des droits du courtage des chevaux⁴². Il existe également à Montpellier une liste des droits que peuvent

³⁸ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. III, Pr. C, pp. 285-288 ; les consuls font ainsi valoir leur compétence : « ... Et casu quo discordia esset de premissis et similibus, cognitio ad dominos consules Nemausi, de more et antiqua consuetudine, pertinet et spectat, et non ad alium quemcumque ».

³⁹ *Petit Thalamus*, pp. 292-293 : « Jeu non penray ni penre faray de corrataduras may so que costumats es de pendre per drechas corrataduras, ni en nulh mercat que fussat part non auray ni penre part per me a nulh home non faray, ni del mestier que faray corratiers non serai, ni non sostraray mercat ad home per so que autre laia per servizi que nesper ad aver ni aia avut. E si sabia rassa ni trassa, faria o assaber als senhors cossols majors et en aysi tenray a bona fe per aquestz sans evangelis ; e si falsetas trobara en avers o en mercadarias que deion yssir desta vila per portar en autre luoc o ques vendesson en esta vila, o faray saber als proshomes que li cossols auran establitz per gardas del avers, e si aquels non trobava, faria o saber als cossols ».

⁴⁰ *Ibid.*, p. 293 : « Encaras promete estrechamiens e convene que cant yeu auray venduda alcuna, o alcuna obra de ceda, ni causa qual que sia a me comandada per vendre, ad aquel o ad aquela de cuy la cauza venduda per me sera ho fara saber, et ayso mantenent li tiendray sos deniers o sa cauza mera livrada per vendre, e sel o sela de cui sera la volra cobrat, promet que a sa voluntat l'al renda, et en alcuna daquestas frau non faray ».

⁴¹ Richard W. Emery, *Flemish cloth and flemish merchants in Perpignan in the thirteenth century*, *Mélanges Evans*, 1955, pp. 153-165, souligne qu'en effet le commerce du drap des Flandres cesse de passer par Saint-Antonin et le centre de la France à la fin du XIII^e siècle, pour faire un détour par Montpellier avant de gagner Perpignan.

⁴² *Petit Thalamus*, pp. 293-294 : « Jeu hom corratier de las bestias dels aventuriers e dautres homes a logar per portar cargas e trocel en Fransa et en outra part, jur que ben e lialmens faray mon mestier de la corrataria als privatz et als estrans, e per ma corrataria ni per ma ochazon de la corrataria non penray ni penre non faray a neguna persona ren mas tan solamens aytan com establitz es, so es assaber, 1 d. per cargua o de trocel que an en Fransa, o del pueg o de laun, o dels postz ensa 3 d., et aitan penray de

faire payer les courtiers en marchandises ; à la suite de cette liste, un établissement consulaire décide que, si deux marchands accompagnés de courtiers font un marché, le courtier qui serait absent lors de sa conclusion serait payé sur la part du premier courtier, pour éviter une augmentation des prix ⁴³.

L'emploi de courtiers est parfois rendu obligatoire dans une profession ou dans une ville. C'est ainsi que chez les marchands d'avoir-de-poids, c'est-à-dire d'épices, de Toulouse, les statuts d'octobre 1281 imposent l'intervention des courtiers jurés de la ville, qui sont des officiers consulaires ; il est vrai que leur rôle, ici, n'est pas exactement un courtage, mais un mesurage : avant que les épices amenées à Toulouse y aient été vendues ou réexportées, ils doivent les mesurer au gobelet ⁴⁴. A Aramon, près du Rhône, il est interdit en 1523 de s'entremettre dans une vente sans avoir fait venir les courtiers jurés ⁴⁵. Ici aussi, les courtiers sont des officiers consulaires. Mais il n'en va pas toujours de même. Dans les statuts des métiers jurés toulousains, on relève sans doute une forte majorité de métiers où on note l'intervention, facultative ou obligatoire, de courtiers nommés par les consuls en dehors des membres du métier, tout comme il existe des peseurs jurés ; en ce sens, il est possible de citer les statuts des pareurs et tisserands de laine du 16 mai 1441 ⁴⁶ ; dans d'autres métiers, en revanche, les courtiers sont choisis par les bayles et parmi les membres du corps ; ces prudhommes, ainsi qu'on les nomme, exercent leur mission par délégation des chefs du métier, et promettent de ne pas mêler leurs affaires personnelles à celles où ils se présentent comme courtiers, ainsi que de servir les intérêts de la profession. Ils doivent verser une caution élevée, cent livres par exemple pour chacun des trois courtiers des drapiers toulousains,

l'aventurier tan solamens ses plus, e del mercadier penray 2 d. ; e si corratarà alcuna bestia o bestias per portar cargas o trosselhs ves Toloza o en dig viatge selon que sera loncs o breus. E tot aquo en que seray corratiers seray fizels per cascuna d elas partz, e promet que jeu non faray mercat cauzas que portaria non fosson seguras ».

⁴³ *Ibid.*, pp. 237-239 ; cf. p. 239 : « Item si dos mercadiers son en un mercat et cascun a son corratier, et laun daquels corratiers esta foras la botigua ol luoc on lo mercat se fara, que aquel que sera deforas aia las corrataduras del mercat que aquis fara per lo corratier que i sera prezens, so es assaber la part de las corretaduras de la part que aura lo corratier que estara defores, per so que las mercaderies non encariscon ».

⁴⁴ Mulholland, *Early Guild...*, p. 109, art. 1 : « Quod omnia et singula averia infrascripta undecumque et per quoscumque fuerint ad civitatem Tholose et suburbium adportata causa vendendi ibidem vel etiam extra, scilicet piper, sinsiber, tus, amigdala, cuminum, incium et anisum, antequam dicta averia vendantur in Tholosa publice vel occulte, vel si eadem averia causa vendendi ea alibi vel aliquid de predictis de Tholosa extrahi contingerit, antequam inde extrahantur aliquo modo primitus per corratarios juratos Tholose fideliter gorbelementur ».

⁴⁵ Bligny-Bondurand, *Criées d'Aramon*, art. 36 : « Item que negune personne non auxie entremetre de fayre vendre neguno marchandiso à negune personne, exetat que sie dau sieu propri, sans apelar les couretiès jurats et deputats, et aquo sur la peno, per chascune fes, V s. »

selon des statuts du 30 août 1465, qui les obligent d'autre part à tenir un registre pour y inscrire les contrats ⁴⁷. Les statuts des candeliers de Toulouse de la même année, décident que quatre candeliers seront courtiers ⁴⁸. Quant aux courtiers en chevaux de cette ville, ils forment un corps à eux tous seuls, quoiqu'au nombre de cinq seulement, et se recrutent par cooptation ⁴⁹. Mais c'est là un cas tout à fait exceptionnel. Hormis ces quelques exemples toulousains, les courtiers sont en Languedoc des officiers consulaires, analogues aux peseurs jurés, chargés à la fois de faciliter les ventes commerciales et de veiller à ce qu'elles soient menées avec toute la loyauté désirable.

Le courtage concourt ainsi au même but que la part du marché, la limitation des droits des étrangers et les mesures restreignant la pratique du regrat : il s'agit toujours de favoriser le commerce local, tant dans le domaine de la consommation que dans celui de l'écoulement des produits locaux, sans toutefois éloigner complètement les non-habitants, qui peuvent parfois amener dans la ville des marchandises à l'égard desquelles règne la pénurie. Mais il faut avant tout que l'habitant de la cité puisse satisfaire ses besoins essentiels — et ce sont avant tout les besoins alimentaires — au moindre prix, c'est-à-dire à un prix de vente qui se rapproche le plus possible du prix de revient. Ceci explique pourquoi il arrive que, dans certains domaines, l'autorité publique tente d'agir directement sur les prix.

II. — *La limitation des prix.*

Les ventes qui intéressent les gens des métiers étant généralement au comptant, la fixation des prix pose relativement peu de problèmes. Lorsqu'il y a eu promesse de prix, elle doit naturellement être respectée par les parties au contrat. Ceci ne prend véritablement d'importance que dans les métiers de la draperie, où le contrat qui lie l'artisan au marchand drapier prend la forme d'un louage de services. Lorsque le drapier et le tisserand sont convenus d'un prix, ce dernier doit être respecté quand la marchandise a été travaillée par le tisserand, déclare le statut de ce métier à Toulouse en 1279 ⁵⁰. En 1465, il est précisé par l'art. 6 de nouveaux statuts que, dans les rapports nés, toujours dans la draperie toulousaine, entre tailleurs et marchands, si le tailleur à qui ont été

⁴⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 101 à 109, art. 53-57.

⁴⁷ *Ibid.*, f° 23 à 26 v°, art. 20 à 24.

⁴⁸ *Ibid.*, f° 31 à 46 v°, art. 84 à 90.

Ibid., f° 195 à 196 v°, statuts du 20 octobre 1467 : les attributions de ces courtiers ne portent que sur les chevaux, non sur les ronsins ; s'ils s'entremettent dans un marché portant sur ces animaux, ils seront punis d'une amende de 20 sous tournois, et les capitouls pourront les priver de leur office.

⁵⁰ Mulholland, *Early Gild...*, p. 8, art. 14 : « Item statuerunt predicti consules quod aliquis homo vel femina non texat nec sit ausus texere, nisi bene et legitime et fideliter, aliquem pannum proprium vel alterius, precibus etiam domini vel domine cujus pannus sive panni essent vel pollicitis, nec ullo alio modo ».

confiés les draps pour les travailler cherche à vendre ces draps en fraude du preneur de ce contrat de louage de services, les bayles devront interdire à tous les marchands drapiers, de la part des capitouls, d'accepter ces draps tant que le marchand drapier ainsi lésé n'a pas reçu la totalité du prix de vente des draps ⁵¹.

Les gens de métier procèdent parfois à des ventes à crédit : les statuts font fréquemment mention d'abus qui se sont glissés dans la pratique du crédit. Il semble que les bouchers y avaient souvent recours étant donné la répétition des clauses interdisant ces abus : les statuts de mars 1322, à Toulouse, déclarent que les bouchers, s'ils achètent des animaux à crédit, devront en donner le prix promis et ne pas tenter de le faire baisser après la venue du terme ⁵². Les statuts de 1394 limitent considérablement les possibilités de crédit ⁵³. Ceux des lanassiers de 1448 n'admettent de crédit que pendant vingt-quatre heures ⁵⁴.

⁵¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 12 v° : « Item ut fraus et malicia evitentur, statuerunt et ordinaverunt quod si aliquis mercator seu ejus factor, institor, mancipius vel aliquis de sua familia, venderit alicui seu aliquibus pannum seu pannos laneos sub certo precio exsoluto sed dumtaxat solvi promisso, et ille talis emptor seu emptores tradiderint seu tradi fecerint per venditorem, ejusdem institorem seu factorem dictum pannum seu pannos aliqui factori Tholose, tali modo quod dictus factor seu aliquis de sua familia vel pro ipso non reddat nec reddi faciat dictum pannum seu pannos emptori seu emptoribus, vel aliis, seu alii pro ipsius nel eorum nomine, quousque precium dicti panni seu pannorum fuerit ipso venditori vel venditoribus satisfactum seu persolutum, quod si postea, dictus factor seu aliquis de sua familia vel pro ipso dictum pannum seu pannos talhiatos et sutos vel non talhiatos neque sutos reddiderit seu reddi fecerit emptori seu emptoribus vel aliis personis pro ipsius seu eorum nomine absque votum venditoris seu venditorum vel eorum institorum, factorum, mancipiorumve, et ille venditor seu venditores sic decepti significant seu denuncient hoc bajulis officii predicti, ipsi bajuli in eo casu valeant inhibere, et ex parte dictorum dominorum de capitulo deffendere sub certis et magnis penis, modo quo supra dividendis et applicandis, omnibus et singulis aliis draperiis ne aliquem pannum seu pannos per ipsum seu ipsos venditum vel venditos tradendum Tholose sartori nec alicui emptori cum ipso sartore vendendum quem pannum illi celeriter facere talhiari per Tholose sartorem, donec illi mercatori fuerit per talem sartorem integre de dicto precio satisfactum ».

⁵² Mulholland, *Early Gild...*, p. 65, art. 1 : « Et primo voluerunt, statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo quod si aliquis macellarius urbis et suburbii Tholose vel sancti Cypriani emerit animalia bovina, arietina vel porcina ab aliquo seu aliquibus in villa Tholose vel alibi sub certo precio certo termino exsolvendo, quod si ille emptor dicto termino statuto non solverit pretium supradictum vel aliter concordaverit cum venditori seu creditore, quod domini de capitulo qui tunc erunt, cum ad notitiam eorum pervenerit, possint illi emptori seu debitori interdiceret officium macellarie predictum, et, interdicto sibi dicto officio, non sit ausus uti dicto officio quousque satisfecerit dicto venditori seu creditori vel aliter ordinaverit cum eodem et qui contrafecerit, tociens quotiens contrafecerit puniatur in X solidis turonensium parvorum de quibus medietas sit denunciatori et alia medietas operibus pontium novi, veteris et de Badacleo et Convenarum supra flumen Garonne constitutorum applicetur ».

⁵³ Cf. pièce annexe n° IV, art. 17, 34, 44.

⁵⁴ Arch. Mun. Toulouse, AA 57. 15 ; AA 57. 17.

La fixation de prix limites par les statuts est relativement rare ; il faut que les crises économiques deviennent graves pour que les consuls en arrivent à cette mesure extrême : ainsi les capitouls de Toulouse tentent en 1436 de limiter les prix de vente des viandes, en pleine période de hausse des prix⁵⁵. Les tisserands de Lagrasse établissent dans leurs statuts de 1592 les prix des différents modes de peignage des laines, et ces prix ont un caractère obligatoire pour les gens du métier⁵⁶. Pour un produit déterminé, il existe une pratique très générale en Languedoc, le pain varie selon une échelle mobile. La fonction n'est pas le prix, mais le poids du pain ; quant à la variable, c'est le prix du setier de froment. Tout au long de l'époque qui nous sert de cadre, on retrouve ce procédé de fixation du prix dans les villes languedociennes : il est adopté à Montpellier dès 1196⁵⁷, à Narbonne en 1223⁵⁸, à Nîmes en 1339⁵⁹ à Béziers à la fin du XIV^e siècle⁶⁰ à Agde en 1516⁶¹, etc. Il existe aussi à Avignon⁶². Une échelle mobile analogue est instituée à Toulouse par le statut des pancossiers (boulangers) en 1290⁶³. Mais l'organisation corporative toulousaine est beaucoup plus riche que celle du reste du Languedoc en dispositions réglementant les prix. D'abord, les salaires y sont fixés plus souvent qu'ailleurs : les bouchers, d'une part, sont aidés par des abatteurs et des écorcheurs dont les statuts de la boucherie de 1394 fixent les salaires⁶⁴ ; d'autre part, les statuts des tondeurs de draps de 1315⁶⁵, des pélistiers de 1424⁶⁶, des tisserands de laine et pareurs de 1441⁶⁷, et des épingliers de 1445⁶⁸ précisent les salaires que peuvent exiger les gens de ces métiers. Surtout, deux corps de métiers, celui des oliviers (huiliers) et celui des candeliers, sont réglementés par une échelle mobile des prix de leurs produits analogue à ce que l'on rencontre si souvent pour le pain. Les candeliers, dans leurs statuts de 1280⁶⁹, puis dans ceux de 1322⁷⁰ font varier le prix des chandelles selon les cours du suif, de 1280 à 1322 ; aucun changement n'intervient dans cette fixation des prix, les quelques différences que présentent entre eux les deux textes provenant de toute évidence de négligence des rédacteurs. Selon les statuts des oliviers d'août 1303, le prix de la livre d'huile de noix varie selon celui de l'émine de noix et du

⁵⁵ Cf. Ph. Wolff, *Les bouchers de Toulouse*, p. 388 et s.

⁵⁶ Arch. Dép. Aude, III E 953.

⁵⁷ *Petit Thalamus*, pp. 127-131.

⁵⁸ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 14.

⁵⁹ Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n^o 14 bis.

⁶⁰ Arch. Mun. Béziers, AA 69.

⁶¹ Arch. Mun. Agde, « Libre del Aze », f^o 255.

⁶² Cf. E. Bligny-Bondurand, *Sur les statuts des boulangers d'Avignon*, Bull. Acad. Nîmes, 1885, pp. 111-113.

⁶³ Arch. Mun. Toulouse, II 18.

⁶⁴ Cf. pièce justificative, n^o IV, art. 1, 2, 4, 6, 14, 15.

⁶⁵ Mulholland, *Early Gild...*, p. 146, art. 11.

⁶⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 298 v^o à 306.

⁶⁷ *Ibid.*, f^o 101 à 109, art. 27.

⁶⁸ Arch. Mun. Toulouse, AA 57. 14.

⁶⁹ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 120-122, art. 7 à 11.

⁷⁰ *Ibid.*, pp. 114-116, art. 7 à 11.

carton d'amandes de noix ; les termes de cette échelle de variation des prix de l'huile sont repris par les statuts de ce métier de 1324⁷¹ et de 1426⁷². En 1454, cette double organisation des prix est fondue en une seule, les capitouls ayant alors donné des statuts communs aux oliviers et aux candeliers⁷³. Ainsi l'organisation toulousaine est beaucoup plus dirigiste en matière de prix et de salaires que celle des autres cités de notre région, de Montpellier par exemple ; et ce caractère est extrêmement ancien, puisque nous avons déjà noté que le bénéfice des bouchers de Toulouse était, déjà en 1181, limité à un douzième⁷⁴.

Hors de Toulouse, le salaire des gens du métier est prévu par le statut des meuniers de Narbonne de 1331 : le port de tout setier de froment au moulin est payé un denier narbonnais par setier de froment, frais de retour dans la ville compris, tandis que la mouture est rémunérée par le prélèvement du seizième du poids de la farine obtenue⁷⁵. Au Puy, il est rigoureusement défendu aux fourniers et boulangers par les statuts de 1460 d'augmenter leurs prix les jours de marché, et les prix du pain ne varieront qu'en même temps que ceux du blé, selon l'usage que nous avons dégagé pour le Languedoc⁷⁶.

Comme on le voit, la fixation des prix, mesure particulièrement grave pour les gens du métier, ne se conçoit que dans les professions de l'alimentation : les consuls estiment qu'ici le sort du consommateur local est particulièrement digne d'intérêt. Au contraire, les mesures qui intéressent les circonstances de la vente s'appliquent à des métiers très divers.

⁷¹ Arch. Mun. Toulouse, II 18.

⁷² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 129 v^o à 133.

⁷³ *Ibid.*, f^o 34-46.

⁷⁴ Arch. Mun. Toulouse, AA 1. 6.

⁷⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 299 v^o, art. 2 : « Item promittimus ad invicem artem seu ministerium nostrum bene et fideliter absque ulla fraude exercere molendo blada, et unicuique farinam suam modo justo et debito reddere, et in omnibus aliis fidem et diligentiam adhibendo, et pro moldura recipere sextam decimam partem, prout est hactenus consuetum et per consules ac universitatem Narbone ordinatum et statutum, et pro portaturis cujuslibet sextarii portando ad molendinum et reducendo unum denarium narbonensem prout consuetum est temporibus retroactis, et ultra non petere nec eciam recipere nisi exinde aliquid offeratur de gratia speciali ».

⁷⁶ *Ord.*, t. XIV, pp. 500-502 : il faut « ... contraindre à y obéir, tant lesdits fourniers et boulangiers, habitants en nostre dicte ville et closture d'icelle, attendu qu'ils sont demourans dedans une mesme closture, qui pour ce feront à contraindre par toutes voyes et manières deubs et raisonnables, en leur faisant expresse inhibition et deffense de par Nous, que le jour de samedy qui est le jour de marchié assigné en ladicte ville, ils ne mectent ou facent assigner ou mectre sans auctorité ou licence de justice, prix excessif et desraisonnable, en leur faisant expresse inhibition et deffense de par Nous, par eux ne par interposée personne, audit blé ; ne aussy que du pain qui per eux sera ou aura esté fait de blé ou froment de bas au moyen prix, ils ne exigent ou facent exiger ou extorquer prix illicite ne vente excessive, ne autrement que selon le sort et le prix, et selon la qualité du blé ou froment, bas ou moyen, ayant sur ce exprès regard au prix d'icelle... »

III. — L'Hygiène et les conditions externes de la vente.

Soit dans les ordonnances consulaires, soit dans les statuts corporatifs, de très nombreuses dispositions réglementent les conditions extérieures et les lieux de vente. Trop souvent, les marchandises sont offertes à la vue des chalands de façon à gêner le passage public dans la rue ou à violer les règles d'hygiène les plus élémentaires. Les consuls interviennent fréquemment pour faire respecter l'ordre public en ce domaine. Mais les officiers royaux prennent également des mesures, dont certaines datent du XIII^e siècle, pour empêcher ces abus de se renouveler. Ainsi à Nîmes, la cour royale nomme en 1270 trois commissaires pour faire cesser les entraves à la circulation dues à la construction d'étaux fort larges qui débordent de beaucoup l'alignement des façades sur les rues commerçantes. Il est décidé que la longueur et la largeur de ces étaux ne devront pas dépasser deux palmes dans un certain nombre de rues particulièrement actives, sauf, en ce qui concerne les étaux de la place du change et les bancs de pierre placés devant les boutiques⁷⁷. A Narbonne, les consuls demandent en 1291 au bayle de faire tenir libre de tout empêchement à la circulation une rue où s'activent les marchands et les revendeurs⁷⁸. Les mazeliers de bœufs de Montpellier subissent en décembre 1372 une décision consulaire d'une portée un peu différente : ici c'est la tranquillité des gens du métier qui est en jeu ; pour empêcher que se renouvellent les fréquentes disputes qui éclatent entre mazeliers et pour empêcher les accidents, les bouchers de bœufs, de moutons et de porcs de la ville devront surmonter les étaux où ils découpent les viandes de chandelles de suif qui resteront allumées de l'heure des vêpres jusqu'au coucher du soleil, et le matin jusqu'à primes⁷⁹. A Toulouse, les statuts contiennent des dispositions relatives à l'hygiène aussi souvent qu'à la circulation dans les rues. Du point de vue de l'hygiène, les statuts des vendeurs de poisson salé du 28 février 1465 (n.s.) interdisent de laver les merluches dans l'eau des rues, et imposent l'utilisation de récipients à cet usage. D'autre part, Philippe VI avait interdit dès 1341 de vendre des cuirs dans un certain nombre de rues, car les « forains » ou étrangers amenaient dans ces rues des cuirs corrompus pour les vendre. Les marchands de cuir, les corroyeurs, les parcheminiers et les pélégantiers, protestèrent en vain contre cette décision, alléguant la liberté qui leur avait été accordée par Raymond VII en 1239⁸¹. Mais

⁷⁷ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, Pr. LXVIII, p. 93, c. 2.

⁷⁸ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 77 v^o.

⁷⁹ Arch. Mun. Montpellier, BB 14, f^o 29 v^o.

⁸⁰ Arch. Mun. Toulouse HH 2, f^o 159 v^o à 161, art. 6.

⁸¹ *Ord.*, t. II, pp. 169-172 : « Mercatores dictorum coriorum et pellium tam affatorum pargaminarios et pelleganterios, dicentes et allegantes se esse, et ab antiquo, tam eos quam eorum praedecessores, fuisse per tanta tempora, quod de contrario hominum memoria non existerat, in possessione et saisina vendendi in dictis vicis, seu carreriis, dicta coria, et pelles pro libitu voluntatis, et specialiter diebus fori et nundinarum, et hoc titulo, per Dominum olim Comitem Tholosanum eis concesso, tempore quo dicta carreria Raymundi del Pharo non erat populata, et postmodum, per Dominum tunc Regem Franciae confirmato ».

d'autres dispositions sont relatives aux embarras de la circulation : le statut des ortolans (jardiniers) du 20 février 1465 (n.s.) ordonne aux gens du métier d'ôter dans les quatre jours tout ce qu'ils ont installé dans les rues et pourrait gêner le passage public⁸². Le statut des parcheminiers de la même année défend aux maîtres de jeter dans la rue les déchets de leur activité professionnelle⁸³.

Les gens des métiers ont également tendance à utiliser tous moyens, bons ou mauvais, pour accroître le débit de leurs ventes. Aussi les statuts disposent-ils fréquemment de la limitation, soit des pourboires donnés à des compères, soit directement des différentes formes de réclame. Par exemple, le statut des pelhiers (fripiers) de Toulouse, de mars 1279, interdit à ces derniers de donner une indemnité, peut-être d'entreposage, à l'hôtelier chez qui ils achètent des vêtements, ainsi que d'exiger de lui autre chose que ce qu'il veut vendre⁸⁴.

Les dispositions relatives à la réclame sont fort nombreuses. Il ne faut point en effet que, dans l'intention d'attirer d'éventuels clients, les gens des métiers se montrent importuns à l'égard des passants. Dès 1205, il est interdit aux aubergistes de Toulouse d'aller chercher les pèlerins dans les rues pour les convaincre des qualités de leur hôtellerie⁸⁵. Très souvent, on oblige en revanche le vendeur à déclarer la provenance de ses marchandises avant de les vendre. Nous avons déjà cité l'ordonnance capitulaire qui obligeait les vendeurs de vin à déclarer, non le cru, mais le nom du producteur du vin qu'ils cherchent à écouler. Le statut des tisserands de laine et des pareurs toulousains de mai 1441 leur fait devoir de révéler à tout acheteur de draps la provenance de ces derniers⁸⁶. La réclame, dans les petites villes, est fréquemment faite par un crieur public : ainsi à Mirepoix, où d'après un acte de 1326, les habitants qui avaient du vin à vendre faisaient proclamer par ce crieur qu'un tonneau était mis en perce dans une taverne, mais profitaient de cette proclamation pour mettre en vente d'autres tonneaux :

⁸² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 24 à 26 v^o, art. 5.

⁸³ *Ibid.*, f^{os} 148 à 153 v^o, art. 28.

⁸⁴ Mulholland, *Early Gild...*, p. 47, art. 3 : « Item nullus pelherius det nec sit ausus dare hostalagium, seu servitium aliquid ratione seu nomine hostalagii, hostalerio vel alii ejus nomine pro aliqua re pelharie de dicto officio quando in aliquo hospicio hujus ville Tholose emerit ».

Art. 5 : « Item quod nullus pelherius exeget cum aliquo alio raubam aliquam seu aliquid quod dicto officio pertineat in foro vel in hospicio illo in quo illud emerit ».

Miss Mulholland considère que l'*hostalerius* est un propriétaire et que l'*hostalagium* représente le coût du séjour du pelhier ; il nous semble plus vraisemblable d'y voir respectivement l'hôtelier et une indemnité d'entreposage. Cf. en outre un emploi indiscutable du terme d'*hostalerius* dans le sens d'hôtelier dans Limouzin-Lamothe, *op. laud.*, pp. 358-359.

⁸⁵ *Hist. Lang.*, t. VIII, c. 513-516.

⁸⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 104, art. 24 : « Item que totz tesseyres et paradors que cambien drapadas ou draps ou que les vendan ses licencia de partida, la ont partida les vuelha vendutz o ayan a revelare ou quels draps son fa... autrament sian tengutz de pena de furt, o revelare dins les tres jours a la cognoysensa de messenhors de capitols ».

les consuls décident qu'un même habitant ne pourra ouvrir deux tonneaux qu'en respectant entre les deux mises en perce un délai de vingt-quatre heures⁸⁷. Enfin, il est fréquent de trouver dans les statuts une disposition selon laquelle le vendeur doit toujours préciser la qualité de ce qu'il vend et la matière première qui a servi à sa fabrication : ainsi le statut des cordiers toulousains du 12 décembre 1452⁸⁸.

Plus encore que les abus nés de la réclame, les fraudes sur le poids et mesures sont fréquentes. Nous avons vu plus haut que la réglementation de ces aspects de la vente commerciale est de la compétence des consuls. Il faut préciser qu'à l'égard des gens de métiers, tout au moins, les consuls ont conservé cette compétence jusqu'à la fin du Moyen âge. A Nîmes, même, ils réclament encore en 1600 le droit exclusif, à la fois de procéder à la taxation des denrées et marchandises et de réprimer les abus nés de l'emploi de faux poids et de fausses mesures : le viguier royal réplique en invoquant ses attributions en matière de taxation, qu'il doit exercer avec l'assistance des consuls, et sa compétence exclusive sur le pesage et le mesurage⁸⁹. En fait, dès la fin du XV^e siècle, la cour royale ordinaire de Nîmes réglementait la police des poids et mesures⁹⁰. A Agde, les consuls préviennent encore en 1516 les boulangers et boulangères qu'ils séviront avec rigueur en cas de tromperie sur le poids⁹¹. Mais les statuts corporatifs ajoutent d'autres dispositions qui complètent ces règles générales. Souvent, l'emploi des poids et mesures publics, dont un exemplaire est à la disposition de tous à l'endroit où se tient le marché, est imposé aux gens du métier : à Narbonne, le statut des meuniers de 1331 interdit à ces artisans de porter du blé dans une

⁸⁷ *Cartulaire de Mirepoix*, éd. Pasquier, t. II, pp. 70-71.

⁸⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 98, art. 23 : « Item statueren lesditz messenhors de capitol et ordeneren que negun home ou femma deldit mestier no sia ausart de vendre alcun obrage deldit mestier de cordaria sinon per tal com deu estre, segon le statut, lodit obrage, et si lo comprador demandara aldit vendedor cal es lodit obrage, et que es ho et necessar que lodit vendedor sia tengut dire aldit comprador tal com es, et que es bo a servir, et si alcun ou alcuna es trobat fazen be contrari, pague per pena et per justicia, et sia tenu de pagar treze deniers tholosas... »

⁸⁹ Arch. Dép. Gard, B 19 : « ... Que lhors qu'il est question de proceder a taux des vivres, danrées et marchandises, que c'est audit viguier de fere ledit taux, assisté desdits consuls. L'ordonnance du roy François y est expresse de l'an 1519, 29 novembre, et autre ci-dessus (1518, art. 9 ; 1546, art. 2, 11 ; 1560, art. 70 ; 1563, art. 2, 12, 13, 15, 16, 20, 26 ; 1566, art. 2 ; 1572, art. 8, 15...). C'est au viguier et autres officiers ordinaires de la ville de procéder aux réglemens et refformation des abus qui se commettent par les bolangers, bouchers, appoticayres, revandeurs, marchans et autres en la marchandise telle qu'elle soit qu'ils vendent, en gros ou en detailh et tout autre genre de mestier, sans que lesdits sieurs consuls s'en puissent mesler que avec lassistance dudit viguier, attandeu mesmes que les abus quy se commettent ordinayrement par les bouchers et boulangers aux faux poix ou autrement excedant chasque mois la somme de 4 ou 500 escuz, de sorte qu'ilz ne peuvent estre détourné de mal faire par l'esmande de 60 soubz que lesditz consulz prethendent avoyr droit de pouvoir donner ».

⁹⁰ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, Pr. XLIII, pp. 75-77, art. 16 : « Quod quilibet revenditor det pondus et mensuram legalem ».

⁹¹ Arch. Mun. Agde, « Libre del Aze », f^o 255.

maison particulière avant de l'avoir fait peser au poids public de Narbonne⁹² ; le statut toulousain des métiers de la laine promulgué en 1227, impose aux fileurs d'utiliser le poids public⁹³. Dans d'autres professions, l'usage de poids et de mesures personnels est autorisé, mais il est imposé par les statuts du métier de tenir ces instruments en bon état : ainsi les oliviers de Toulouse, dans leur statut de 1303, doivent nettoyer leurs appareils de mesurage à intervalles réguliers⁹⁴.

L'ensemble de ces prescriptions montre à quel point les consuls se soucient de faire respecter la loyauté dans les ventes. Il ne s'agit plus ici, comme en matière de taxation des prix, de protéger l'approvisionnement du consommateur en denrées au moindre prix⁹⁵, mais d'éviter que tout acheteur, se rendant chez un artisan ou un commerçant de n'importe

⁹² Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f° 300, art. 9 : « Item statuimus et etiam ordinamus quod aliquis jamdicti nostri ministerii non presumat vel audeat per se ipsum vel per quamlibet interpositam personam, clam vel palam, portare seu portari facere bladum alicujus flequerii seu alterius cujuscumque persone emptum vel in futurum emendum in aliquo loco, ad domum alterius persone, nisi tantum de illo loco in quo mundatum seu portatum fuerit, ipsum bladum ad pensum universitatis ville Narbone, et inde, ipso blado ponderato, ad molendum et farinam inde exituram ad domum illius cujus erit ».

⁹³ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, pp. 172-173 : « Quod omnes homines et femine hujus ville Tholose tam urbis quam suburbii qui vel que lanam prebebunt ad filandum, quod prebeant illam ad pondus petre vendende de VI libris et media de algatis ».

⁹⁴ Mulholland, *Early Gild...*, p. 103, art. 31 : « Item statuerunt et ordinarunt quod aliquis olerius seu revendor non sit ausus vendere neque mensurare oleum nucum cum mensura alterius olei sed cuilibet oleo teneant mensuras proprias, et quod omnes mensuras dictorum oleorum teneant pulcras et teneantur easdem lavare et escurare de quindecim ad quindecim dies et hoc in pena et sub pena sex denariorum et oboli tolosanorum, cujus pene dicti consules habeant medietatem et bajuli aliam medietatem ».

⁹⁵ Cependant, certaines décisions administratives sont relatives au poids des seules denrées : cf. les lettres de l'évêque Guillaume de Laon, général sur le fait des finances, datées du 29 août 1431, par lesquelles (Arch. Mun. Nîmes, SS 8, chap. IV, n° 37, traduction du XVIII^e siècle) « ... il commet le sénéchal de Beaucaire et Nîmes, les juges mage et des crimes de ladite sénéchaussée, à l'effet d'ordonner que le pain, chair, poisson frais et salé, et autres vivres et denrées, seront vendues dans ladite ville de Nîmes à poids et à livre, et à un prix juste et raisonnable, et que les vendeurs desdites denrées aient à se conformer à ce qui sera sur eux par eux ordonné, de l'avis des notables bourgeois et marchands de ladite ville ». Cf. aussi les privilèges accordés par Jean de Lévis aux habitants de Mirepoix, le 24 juillet 1302, dont les dispositions de nature économique sont relatives aux seuls produits alimentaires ; *Cartulaire de Mirepoix*, éd. Pasquier, t. II, p. 50, art. 3 et 4 :

...« Item volumus, concedimus et donamus quod dicti consules, qui nunc sunt vel pro tempore fuerint, possint carnificibus de Mirapisce, in eorum carnibus vendendis, certum lucrum constituere et assignare, prout eis videbitur expedire, et de carnibus non sufficientibus cognoscere una cum bajulo Mirapiscis et etiam de piscibus et ipsos vendentibus apponere justum forum et eas seu eos repellere, prout eis videbitur fore justum. » IV. « Et hoc idem possint facere de pancosseriis dicte ville seu panem vendentibus et quod a contrafacientibus pena consueta, vel que apposita fuerit per nos seu nostros levetur ».

quelle profession connaisse la qualité et la quantité des objets ou matières que le vendeur lui propose. Mais, pour protéger ce consommateur contre des fraudes inhérentes au produit qu'il a l'intention d'acquérir, il faut réglementer, non plus seulement les conditions de la vente, mais les circonstances et les procédés de fabrication.

Section II. — LA RÉGLEMENTATION DE LA FABRICATION.

La fréquence des passages de statuts corporatifs relatifs à la fabrication des produits du métier ne le cède en rien à l'abondance des articles traitant de la vente de ces produits. Nous avons déjà remarqué que, pendant presque toute la durée du Moyen âge, les consuls des villes languedociennes veillent à ce que des visites régulières soient faites dans les boutiques des artisans et des commerçants pour vérifier la qualité des marchandises qui s'y trouvent et saisir celles qui seraient impropres à la consommation. Il faut signaler ici que ces mesures intéressent l'ensemble des métiers. En ce qui concerne la ville du Puy, un arrêt du Parlement de Paris du 19 juillet 1404 décide que les consuls du Puy choisiront deux membres de chaque métier pour visiter les boutiques de la profession⁹⁶. Mais un tel contrôle n'est pas toujours limité au stade de la vente : il peut s'étendre aussi à la fabrication des produits du métier elle-même. Ainsi le vicomte de Narbonne autorise en 1346 les syndics de la petite communauté de Fabrezan à choisir des inspecteurs qui visiteront les draps fabriqués par les pareurs du village⁹⁷. Ce texte

⁹⁶ A. Chassaing, *Chronique d'Etienne Médicis*, t. I, p. 225 : « ... Quant aux mestiers, les susdits consuls esliront de chacun mestier deux personnes que pourront visiter et visiteront chacun, selon son estat, son mestier, avec le procureur de la Court Commune, ladite Court à cella fayre deputedé. Et ainsi esleurs lesdites personnes par lesdits consuls, lesdits consuls au juge et bayle de la Court Commune auront à presenter et presenteront, lesquels bayle et juge desdites personnes ainsi esleues prendront le serement, et lesdites personnes ainsi esleues et presentées, si ydoines sont, ne pourront recuser ne autres instituer, ne outre sus les choses premises ne se pourront lesdits consuls entremectre ».

⁹⁷ Arch. Mun. Fabrezan, AA 1 : « Anno Domini millesimo trescentesimo quadragesimo sexto, domino Philippo rege Francorum regnante, videlicet die vicesima prima mensis Novembris, noverint universi quod nos Aymericus, Dei gratia vicecomes et dominus Narbone, gratis et ex certa scientia asserentes et proferentes medio/ juramento per nos prestito corporali super Sancta Dei Evangelia a nobis gratis tacta nos esse majorem viginti annis minorem tamen viginti/ quinque annis nullum habere curatorem, pro nobis et nostris heredibus et successoribus presentibus et futuris, cum hoc presenti publico instrumento/ nunc et semper firmo et valituro attendentes et considerantes quod a paucis citra tempore castrum nostrum de Fabrezano extiterit merchoiratum in arte (...)/ autem parayrie qui inhibi diversis modis de presenti exercetur, idcirco, nos, vicecomes predictus... et affectantes quod in ipsa arte parayrie fiat/ et servetur legalitas et fraus evitetur, concedimus quatenus in nobis est universitati dicti castri de Fabrezano et omnibus et singulis hominibus/ et mulieribus ejusdem loci in eo habitantibus et presentibus et habituris et vobis Johanni Grossi, Petro Garrigue et Arnaudo Vergerii, sindicis/ dicti castri pro vobis et dicta universitates et singulis de eidem una cum notario infrascripto ut publica persona pro ipsis et pro omnibus/ illis quorum interest vel interesse

est particulièrement intéressant à plusieurs points de vue. D'abord, c'est un cas, tout à fait exceptionnel en Languedoc, d'une réglementation corporative applicable aux artisans habitant la campagne. De plus, il

potest vel poterit in futurum stipulantibus et recipientibus videlicet quod, annis singulis, per syndicos dicti/ castri seu illos qui dictam universitatem gubernabunt et regent de consilio tamen consiliariorum eorumdem deputantur duo vel tres probi/ et legales viri in dicta arte parayrie experti qui forefacturas lanarum pannorum et aliorum ad dictam artem lanificii et pannificii examinare/ prospicere et videre habeant et valeant et quod de dampno vel dampnis illatis vel factis per quemcumque in predictis examinare, videre et/ perscrutare, extimare et pronunciare legaliter atque possint et valeant ut juxta eorum extimationem et cognitionem possent satisfieri, dampna passis, et hoc sive dicte forefacture vel dampna intervenire, facto vel opere tinctorum, paratorum fulhonum molen-/ dinorum... arquejatorum sive mulierum vaccancium et intendancium circa artem predictam, cujus extimationis et cognicionis ac pronuncia/ cionis exequutio et compulatio fienda pertinebat et perticeat, fiat et fieri debeat solum et dumtaxat per curiam et curiales nostros/ dicti castri. Et si forsan de hujusmodi extimatione, cognitione vel pronunciacione questio, causa vel debatum inter deputatos et (...)/ contrahentes conjunctim vel divisim oriretur vel moveretur an bene vel male fuerit extimatum vel cognitum aut alia ex quavis causa (...)/ eorum extimationem, pronuntiationem vel factum ipsorum qualitercumque super hoc ageretur vel in ipsa causa procederetur civiliter sive criminaliter, retinemus nobis et nostris quod nos vel nostri curiales solum et insolidum et non ipsa universitas vel dicti deputati/ vel deputandi de tali debato, causa sub questione, cognoscamus et diffiniamus, cognoscant et diffiniant et exequutioni deman/dent, quia non est nostre intentionis nec fuit quod in vel pro premissis, aliquis iuridictio vel iuridictionis exercitium per nos deputetur/ vel concedatur universitati predictae tacite vel expresse, quouomodo; quod si fieret vel factum fuisset appareret illud revocamus et/ pro revocatis et infectis habemus nunc et semper. Preterea volumus et ita predicta concessimus et concedimus universitati/ predictae quod illi probi homines eligendi et instituendi seu qui ad premissa fuerint per dictos syndicos dicti castri modo premissis/ et sub forma predicta electi et deputati ad predicta incontinenti cum fuerint electi et deputati, sint solum et dumtaxat annales et quod infra terminum seu tempus trium annorum/ ex quo tempus unius anni per quod esse debeant (...) nequeant ad predicta reduci, institui atque poni, quodque etiam illi/ proceres seu probi homines sic electi et deputati ad predicta incontinenti cum fuerint electi et deputati vel saltem anteaquam/ utantur in et super premissis pro quibus fuerint deputati, iurabunt in manibus bajuli nostri vel alium curialium nostrorum super/ Sancta Dei Evangelia ab ipsorum quolibet tacta de se fideliter et legaliter habendo in predictis. Que omnia et singula/ dicta cum retentionibus, formis et conditionibus predictis dicte universitati et singulis de eadem prout ad eorum utilitatem melius et commodius fieri potest et debet, tibi notario subscripto ut supra pero/ eisdem stipulant; et recipienti facimus et concedimus, attentis (...) mentis et gratis serviciis que suscepimus et suscipere/ intendimus ab eisdem pro et de quibus nos plenarie reputamus contentos, et teneamus pro pactatos, renunciantes ex certa/ scientia meritorum hujus serviciorum et ex pactioni non habitorum et non receptorum, doli mali et cuicumque actioni. Et/ predicta omnia et singula tenere et servare et se servandum facere per nos et nostros curiales et in nullo contra/ venire facere aliqua ratione vel causa de jure vel de facto, palam vel occulte, per nos vel alios eidem universitati/ et singulis de eadem et eorum perpetuo successoribus tibi que subdicto notario ut supra stipulanti et recipienti pro ipsis stipulatione/ valida et sollempni promittimus et juramus super Sancta Dei Evangelia a nobis gratis tacta et per idem juramentum/ renunciamus beneficio minoris etatis et restitutionis in integrum, omni conditioni sive causa et ex justa causa sive ob turpem/ causam

montre qu'un seigneur du milieu du XIV^e siècle s'intéresse au travail artisanal, même dans le plat pays. Enfin, ce texte est un témoin de l'activité de la draperie au XIV^e siècle dans la région de Carcassonne⁹⁸.

Ce sont les statuts corporatifs, toutefois, qui fournissent les renseignements les plus précis sur les techniques de fabrication utilisées par les artisans, et sur les approbations ou interdictions dont elles font l'objet de la part de l'autorité publique. D'une part, les procédés d'élaboration des produits finis sont étroitement réglementés par le pouvoir consulaire. D'autre part, il existe dans certaines professions un moyen de contrôle particulièrement efficace, qui permet de vérifier à la fois la provenance de l'objet et sa conformité aux normes statutaires : l'apposition sur ce produit d'un sceau ou d'un poinçon. Énumération des procédés de fabrication autorisés ou défendus et contrôle des produits par l'apposition d'une marque forment deux groupes de dispositions particulièrement fréquents dans les statuts.

I. — *Les procédés de fabrication.*

Tout au long de la fabrication des produits concernant le métier, les artisans ne jouissent que d'une liberté relative dans le choix des techniques de transformation des matières qu'ils travaillent. Les statuts réglementent à la fois le choix des matières premières, leur transformation et le poids et les dimensions de l'objet que fabrique le maître. Seule varie la forme de ces prescriptions : dans la plupart des villes du Languedoc, ce sont les statuts du métier qui contiennent ces dispositions d'ordre technique ; à Montpellier, en revanche, les statuts des charités n'en comportent que rarement, et ce sont les serments que prêtent les artisans aux consuls qui développent la liste des procédés de fabrication autorisés ou défendus.

juris et facti ignorantie et omni errori, omnibusque aliis juris et facti remediis, auxiliis et beneficiis quibus contra/ hoc venire possemus aut in aliqua res juvare, quibus non uti promittimus stipulationibus predictis reputatis. Acta fuerunt hec Narbone/ in domo et in presentia reverendi in Christo patris et domini domini Petri de Narbona, episcopi Urgelensis patris dicti domini vicecomitis/, domini Guillelmi de Canesuspenco, legum professoris, domini Amalrici de Narbona, militis, domini de Talayrano, domini/ Guillelmi Charrierii, rectoris ecclesie beate Marie Majoris civitatis Narbonne, nobilium Ludovici Roys, domini de Monte-pezo, Guillelmi/ de Faberzano, domicellorum, et mei, Laurentii Gavalvani publici Narbonne dicti domini vicecomitis notarii qui/ de predictis hoc instrumentum in nota requisitus recepi et vice mea et mandato, Raymundus Sadelli, clericus Narbone hec/ omnia scripsit. Et ego idem Laurentius Gavalvani notarius predictus hic me subscribo et signum meum appono ». (Seing manuel).

⁹⁸ De nombreux petits centres du Razès et du Lauragais sont spécialisés, surtout au XIV^e siècle, dans la fabrication des draps, dont la production totale doit être alors considérable pour cette seule région. Sur cette question, on trouvera, de nombreuses sources dans A. Blanc, *Livre de comptes de Jacme Olivier* ; l'importance de ces draps dans les foires a été soulignée par les articles cités de J. Combes, L. Dermigny, M. Gouron ; une précieuse carte de ces centres a été dressée par Ph. Wolff, *Commerces et marchands...*, pp. 683-684, n° IV.

Les prescriptions relatives aux matières premières sont naturellement très nombreuses dans les professions qui ont pour but de préparer les produits qui serviront à transformer d'autres matières. Le serment des rauziers de Montpellier, c'est-à-dire des artisans qui fabriquent le produit utilisé par les teinturiers pour colorer les draps en rouge, et que l'on appelle à Toulouse le *rodor*, ne doivent pas mêler d'autres matières à ce qu'ils tirent des graines d'arbustes⁹⁹. Les semaliers (faiseurs de comportes) de Toulouse, dans leurs statuts de février 1300 (n.s.) doivent utiliser du bois de noisetier de bonne qualité¹⁰⁰. De nombreux règlements corporatifs de la même ville contiennent des dispositions analogues. Les freniers, en juillet 1288, ne doivent pas mêler l'or et l'argent dans les objets destinés au harnachement et à la décoration des chevaux, qui font l'objet de cette profession¹⁰¹. Les pâtisseries, en avril 1316, sont tenus d'utiliser de bonne farine¹⁰². Les teinturiers se voient obligés par les statuts de septembre 1298 d'utiliser le pastel à l'état pur sans mélange pour les draps blancs¹⁰³. Dès leur règlement de mars 1280 (n.s.) les tuiliers ne peuvent fabriquer de tuiles qu'avec une terre de bonne qualité¹⁰⁴. Plus tôt encore, le statut des marchands de cire d'octobre 1275 interdit une série de mélanges où de mauvaises cires sont mêlées à des cires de qualité¹⁰⁵. En septembre 1322, un métier voisin,

⁹⁹ *Petit Thalamus*, p. 294 : « Jeu hom jure que non compraray fegalada dengles ni d'autres homes per mesclar en la rauza, e que non la vendray ni faray vendre per me ni per autre, sinon era bona e lials ad esgard de las gardas. »

Item non la essacaray e per pezat entro que las gardas laion regardatas... »

¹⁰⁰ Mulholland, *Early Guild...*, pp. 16-17, art. 3 : « Item statuerunt et ordinauerunt quod nullus sit ausus de cetero plegare coldram semalium comporum seu cornutorum in Tholosa nec portare in Tholosam coldram plegatam putritam, nec samarram, nec escandatum, nec aliam insufficientem, set bonam merchandam et de sasonne, et quod illa coldra plegata de quolibet fays sit longitudinis ad minus IIII cubitum sine aliqua immixtione coldre insufficientis ». »

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 43, art. 5 : « Item statuerunt et ordinauerunt predicti domini consules quod aliquis frenerius Tholose seu operans de dicto ministerio frenarie in Tholose non sit ausus miscere opus de stagno cum opere argentato nec opus argentatum cum opere deaurato ». »

¹⁰² *Ibid.*, p. 55, art. 2 : « Item quod dicti patisserii Tholose faciant arthocreas de prima et pulchra farina seu flore ejusdem farine, et hoc sub pena VI denariorum tolosanorum pro qualibet arthocrea ». »

¹⁰³ *Ibid.*, p. 78, art. 2 : « Item statuit et ordinavit predictum capitulum quod aliquis tinctuerius hujus ville Tholose non faciat aliquam mixturam nisi de pastello puro in filatis lannis vel pannis qui vel que tingi debeant in livido ». »

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 93, art. 9 : « Item statuerunt et ordinauerunt quod omnes tegularii hujus ville Tholose faciant tegulas planas et tegulos concavos de bona terra et sufficienti ad officium predictum et predictas tegulas et tegulos bene et fideliter decoquant seu decoqui faciant ». »

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 105, art. 3 : « Item ordinauerunt et statuerunt dicti consules quod nullus homo nec ulla femina non ponat nec mittat pro se nec per alium, publico nec occulte, aliquam ceram nigram nec aliquam aliam malam sive vetitam immixtionem seu mesclam in aliquo cereo nec in aliquo torticio nec aliqua candela... »

celui des candeliers, soumet ses membres au serment de n'utiliser que du bon suif, fait de résine par exemple ¹⁰⁶.

Il est vrai que tous ces statuts sont rédigés à la fin du XIII^e siècle et au début du siècle suivant, c'est-à-dire à l'apogée du pouvoir consulaire sur les corps de métiers. Lorsque les attributions des consuls vont décliner, c'est-à-dire surtout au XV^e siècle, non seulement les articles des statuts relatifs à la fabrication deviendront plus rares comme nous l'avons vu plus haut, mais on élabore aussi des clauses assurant aux maîtres le libre choix de leurs matières premières : le statut des chapeliers de Toulouse du 5 septembre 1464 en fournit un bon exemple ¹⁰⁷. C'est là une clause qui, aux XIII^e et XIV^e siècles, n'était stipulée que rarement, et surtout ne s'appliquait qu'aux produits que les artisans élaboraient pour leur propre usage : une telle possibilité était accordée par exemple en 1318 aux pareurs de Carcassonne, Narbonne, Béziers et Limoux ¹⁰⁸. Le contraste entre ce statut et celui des tisserands et pareurs de Toulouse est remarquable : ce dernier comporte en effet plusieurs clauses accordant à ces artisans une très grande liberté dans la fabrication des draps ¹⁰⁹.

D'autres limitations sont apportées à l'activité des artisans : elles concernent l'élaboration et la transformation des matières premières dont l'usage est autorisé. Ainsi le serment des gardes des corroyeurs de Montpellier les oblige à veiller à ce que les gens du métier « adoubent » correctement les peaux qu'ils travaillent ¹¹⁰. Les teinturiers de toiles de la même ville indiquent toute une série de procédés de teinture prohibés ¹¹¹.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 113, art. 2 : « Item jurabunt omnes candellarii quod omnes bene et legitime exercent officium candellarie cepi antedictum sine omni prava immissione, scilicet quod non interponent cum cepo bono et legali saguinum nec cepum combustum nec cepum de resas neque fresas nec cineres ».

¹⁰⁷ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 6, art. 12 : « Item statueren et ordeneren lesditz senhors de capitol que losditz mestres de capeliers et cascun de lors puescan et aels sia permes et licit de far capels de bona et sufficientia lana, jasia esso que non siam avisses, an roda ou sens roda, pezen ou non pezen, et a la voluntat et sens requiren de pes ».

¹⁰⁸ *Ord.*, t. XI, pp. 447-458, art. 7.

¹⁰⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 104, art. 23 : « Item que tous tesseyres et parayres et tota altra persona pusca far ou far far totz draps entiers... »

¹¹⁰ *Petit Thalamus*, p. 286 : « Jeu... jure... que als cuers que adobaray o hom adobar fara el mestier faray far ruscas novas ses frau, losquals cuers tenray e tener faray en cascuna rusca per 15 dias al meus e quels adops seran bons e sufficiens e lials... »

¹¹¹ *Petit Thalamus*, pp. 269-270 : la teinture sera loyale « Et en tal forma que nulh melhurier non se parra en tela que yeu tengua ni fassa tener mays en una part que en altra, ans sera total de color unencca e batuda comunal-mens cela que requistam sera de battre, et ab claras duous en aysi que nulha mostra sera de color ni de battre en la tela renden la tela ses tot amerremen e que las talas non batray ni faray battre entro que sien mostradas a las gardas. E si sesdevenia que nul homs me bayle de la payrida, ni aposte, ni cozida, ni traucada, en la cal fossan traucs mays de tres tals que hom non pogues ses forsa passar lo det, e que non fos gravayronada en plus de 10 gravayrons e que non fos de lonc de 6 canas e quarta tro a 6 e tres palms (I) promet que aquelas non teneray a negun home ni a neguna femena, sal e

Il faut rapprocher de ces serments le statut des bouchers montpelliérains, du 6 mai 1368, qui leur interdit de confondre les rognons et la graisse des animaux avec les bonnes viandes¹¹². Ces prohibitions s'appliquent également aux étrangers, comme le montre le serment des corroyeurs¹¹³. Mais le texte qui, en matière de fabrication, a la portée géographique la plus large est sans conteste une ordonnance du roi de Majorque du début du XIV^e siècle, dont le préambule indique qu'elle est destinée à s'appliquer sur toutes les terres du roi : Montpellier y est donc en principe incluse, encore que n'y soient citées que Perpignan, la Cerdagne et Villefranche de Conflent, ce qui permet de douter que Montpellier soit soumise à cette réglementation¹¹⁴. Les techniques de fabrication sont également fréquemment réglementées à Toulouse : les cuirs des cerviniers, en 1279, ne peuvent être préparés qu'avec de l'alun d'Alep, de Castille ou de l'alun ressemblant à du sucre¹¹⁵. Mais ici aussi, les métiers protègent leurs intérêts au XV^e siècle : en 1465, les semaliers

retengut que si la volia per son ostal e per son uzar, e que promete per sa fe plenida que adoncs o puesca far si doncs ma consciencia non jutgeara lo contrari ». Le serment est antérieur à 1343 car une adjonction ainsi datée y est insérée.

¹¹² *Ibid.*, p. 167, art. 2 : « Item que daqui avant negun mazelier ni autre non auze vendre ni far vendre en lo comun mazel de Montpellier neguna cars sagatadas, mays en autre luoc separat, lo cal lur sera assignat als juzieux ; ni auze vendre en lo dich mazel comun carns de moria o feladas o botadas o remolhadas ; ny auze suppaubar ronhaos ni grays dautras bestias, ni senhal de mascle non sia mudat en autre bestia, ni auze hom cobrir las metzinas am telas, ni sotlevar los ronhaos am canetas ni amb autras sostilhas ».

¹¹³ *Ibid.*, p. 285 : « Jeu hom... jure que noy metren sain mas de porc o de trueia, e que noy metray reles ne ceu e que neguna pel non regalem et aquelas pels que adobarem en gala, non las adobem si non eron rauzadas e que nou metam sal aladobar, e gardaray et obra donaray que neguns hom estrang ni privat non adobe pels en Montpeyllyr ab rentiscle ni venda en Montpeyllyr pel que sia adobada ab rentiscle... »

¹¹⁴ Alart, *Documents sur la langue catalane des anciens comtés du Roussillon et de Cerdagne*. Paris, Maisonneuve, 1881, pp. 174-175 : « Adordonaren los sobrepausats dels parayres e dels teneyres de la vila de Perpenya, per to(t) Rosseylo e per Cerdanya e per Vilafrancha de Conflent e per tota la terra del senyor Rey de Malorcha, que no sia negu te(n)yeyre qui gaus tenyer negu drap de lana a vert sino ab gauda.

Item que negu teyneyre no gaus te(n)yer negu drap adobar a blau, si doncs no era sarga, sal de unes caus(s)es ; e que no gaus teyner negu drap que sia d'altre color a negre si doncs no devia esser negre de tot ; eque negu no gaus tenyer negu drap de vermeyl a bruneta.

Item que negu teneyre qui tenga de peyrusse escarlatats ni rosses, no gaus maestregar negun draps ab senra ni ad caus.

Item que negu teyneyre no gaus teyner negu drap que sia grog a vert e que cascu teyneyre don les colors complidament als draps tat aixi com adordonat es per los dits sobrepausats — e que negu no gaus tenyer negu drap de lana a groc, sino ab gauda.

E qui contre aquestes causes fara qui l'amont son dites, pagara per pena per cascuna vegada L s. de la qual pena aura lo denunciador ad obs del mester la maytat, e la cort l'altra maytat ».

¹¹⁵ Mulholland, *Early Guild...*, p. 31, art. 4 : « Item statuerunt predicti domini consules quod coria que ipsa vendent, aptentur seu preparentur cum alumine suggerrino vel cum alumine de Castellia vel cum alumine de Alapo ».

(vaisseliers de bois) empêchent les clients de changer de fournisseur trop brutalement ¹¹⁶.

Une troisième série de dispositions concerne les dimensions et le poids des produits fabriqués par les artisans. Les statuts fournissent généralement des chiffres minima, pour empêcher les gens des métiers de réduire la quantité des matières utilisées pour élaborer les produits en continuant à les vendre aux prix antérieurs. Par exemple, les cordiers de Toulouse ne peuvent, d'après leurs statuts de décembre 1270, filer de cordes que d'une longueur qu'un article détermine pour dix ans et pour chaque catégorie d'entre elles ¹¹⁷. Les tisserands de laine de la même ville, en 1441, ne peuvent utiliser qu'un certain poids de laine pour fabriquer un drap « quatorze » ; le texte présente, d'ailleurs un autre intérêt, car il admet, en plein xv^e siècle, un mode de vente avec supplément de prix, la *palmela* ¹¹⁸. En matière de draps, les prescriptions des statuts sont d'ailleurs toujours très détaillées : sont prévues d'abord les dimensions, mais aussi le nombre de fils : on peut en donner comme exemple les statuts des pareurs de Carcassonne de 1392 à 1466 ¹¹⁹. Dans d'autres métiers, les indications fournies sont plus vagues, comme chez les fouassiers de Toulouse, en 1407, au sujet des proportions des matières entrant dans la confection des gâteaux ¹²⁰.

¹¹⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 125 v°, art. 14 : « Item per so que per dolositat et baratura prenem alcuna vetz de ung menestral del dit mestier ou diverses habitant de Tholosa riches et poderoses, sus esperansa de deception, fon adobar, et d'autras vetz de alcun autre, sens alcuna satisfaction de compra ou reparation, statueren et ordeneren que tal premier mestre que aura vendut o adobat vayssel ou vayssels sens satisfaction, puesca e a el sia licit et permes de inhiber et defendre de par lesditz senhors a tot autre menestral deldit mestier que non aia adobar ni prendre adobar aucun vayssel ou vais-sels de tal deutor, intro apertant que sia satisfeyt ou autrement de estre dacort an partida, sus pena... »

¹¹⁷ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 51-52, art. 1 : « Quod de decem annis continuo venientibus, quod aliquis corderius Tholose non faciat nec fieri faciat cordas ad opus locorum de minus X branchiarum de longo ad alnam mercatoris, et quod fiant de IIIlor filis ; item cordas de escalibus de aliis X brachiis de longo ; item cordas de tribus obolis de aliis X brachiis de longo ; item cordas de pincheneriis de aliis X brachiis de longo ; item guisal los de X palmis de longo et lassum ».

¹¹⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 102 v°, art. 12 : « Item que dayssi avant que voldra far draps quatorzes apelats, palmelas balhara a tessieyre per cascun drap far, sieys peyras primas de filassa tinta et yssuda, pesada per lo tisseyre en son hostel et ung autre present, aquel de qui sera ladita filassa que montan lasditas sieys peyras primas, trenta et nau lievras, lasquals teysseire teyssera et mersara be et degudamen en losditz draps, et les redra als de qui seran, so es cascun drap aldit pes de sieys peyras primas, mas de debatra al plus aucun per la tara del tissier, lo pes de una lievra ou enviro... »

¹¹⁹ *Ord.*, t. II, pp. 114-116 ; t. VII, pp. 476-477, et surtout t. XVI, pp. 536-546, art. 9 et 11.

¹²⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 197 v° : « Item plus etiam preffati domini de capitulo statuerunt et ordinarunt quod quilibet fogasserius et fogasseria Tholose et alii quicumque operarii ejusdem ministerii ponant et ponere habeant et teneantur ac eis licitum sit ponere in placentulis sive fogassis que

Les trois séries de dispositions qui précèdent, et dont nous avons fourni quelques exemples parmi de très nombreux textes, contraignent certes les maîtres à observer une réglementation qui cherche à obtenir des gens de métiers une production loyale en qualité et en quantité. Mais, parmi ces clauses, il en est certainement, et surtout au XV^e siècle, que les artisans ont eux-mêmes cherché à introduire dans les statuts. En effet, les règles relatives, par exemple à la fabrication, peuvent imposer des procédés coûteux, qui empêcheront l'accès au métier de nouveaux habitants, effrayés par l'ampleur de la mise de fonds nécessaire, ou qui exigent beaucoup de place pour travailler, ce qui élimine les étrangers nouvellement installés dans la ville, et qui logent souvent dans un local exigü et dans des conditions précaires. De plus et surtout, les membres d'un corps de métier peuvent se réserver l'usage de certains produits ; par exemple, le statut des daziers ou taxilliers (faiseurs de dés) de Toulouse, de juillet 1297, interdit aux gens de la profession de confier à tout autre qu'à un des leurs un instrument ou un outil de fer servant à fabriquer des dés ; en outre, ils ne pourront vendre ou donner qu'à une personne du métier de la cire destinée à inscrire les points sur les dés¹²¹. C'est là un monopole de fait extrêmement efficace, et il joue aussi bien contre les habitants non membres de la profession que contre les étrangers.

Ce monopole ne doit pas prêter à confusion ; il est collectif, commun à tous les membres du corps. Il ne s'agit pas de ce que la coutume de Montpellier, dans un article de sa rédaction de 1204, appelle un *monopolium* ; ce qui est interdit par ce texte, c'est l'entente secrète entre quelques maîtres pour acheter ou pour vendre, ce que l'on appelle également une *rassa* ou une *trassa* ; l'interdiction en est ancienne, puisqu'elle figure déjà dans l'ordonnance consulaire de 1196 sur le poids du pain¹²² ; elle persistera longtemps, car on la rencontre dans les serments des gens de métiers de la fin du XIII^e siècle ou du début du siècle

facient unam modicam quantitatem de lenam, actento quod plus persuat plasentule facte cum lenam quam facte sine lenam. Et hoc in et sub pena duodecim denariorum tholosanorum, in quolibet contrafaciente exhigenda et levanda tociens quotiens contrafecerit, ac locis et personis supradictis applicanda ».

¹²¹ Mulholland, *Early Gild...*, p. 35, art. 6 : « Item ordinaverunt et statuerunt domini consules antedicti quod aliquis homo hujus ville Tholose non sit ausus vendere nec donare seu locare nec acomodare alicui persone aliquid instrumentum seu instrumenta vel ferramenta pertinenti a officio seu ministerio daseriorum, nisi personis que operabuntur de ministerio supradicto ». Art. 7 : « Item statuerunt et ordinaverunt domini consules antedicti quod aliquis daserius non sit ausus vendere nec donare alicui persone ceram paratam ad adulhandum taxillos seu datz nisi personis qui operantur de dicto ministerio, nec ostendere alicui qualiter sit ».

¹²² *Petit Thalamus*, p. 127 : « ... E quar saben los ancients portadors de la lei que sostenion las razons entre las deguizadas colpas e privadas paccions que vulgarmens son appelladas rassas, aver vedat especalmens lla durabetat deichel e la conoichensa de tot patrimoni... »

suivant, comme par exemple dans celui des fourniers¹²³, et dans les statuts des charités jusque vers le milieu du XV^e siècle. La prohibition des conventions et des « compagnies » entre maîtres se rencontre dans toutes les villes du Languedoc, et pendant toute le Moyen âge. Elle se présente sous des formes variées ; parfois, une ordonnance consulaire lui est spécialement consacrée, comme à Narbonne au XIII^e siècle¹²⁴. L'individualisme des maîtres est provoqué d'ailleurs de façons variées toujours à Narbonne, le statut des meuniers de 1331 défend à un maître d'en aider un autre¹²⁵. A Toulouse, les statuts ont plutôt tendance, aux XIV^e et XV^e siècles, à empêcher l'intervention d'un maître dans les opérations menées par un autre membre du métier, contre le gré de ce dernier, qu'à empêcher les compagnies ; par exemple, le statut des ceinturiers de 1464 interdit à tout maître de s'immiscer dans les affaires d'un autre maître pour lui enlever un de ses clients¹²⁶ il est vrai que le même statut interdit aussi les « compagnies »¹²⁷, mais cette clause est loin d'être aussi fréquente à Toulouse qu'à Montpellier.

¹²³ *Ibid.*, pp. 289-290 : « Jeu hom... jur... que yeu non penray ni faray penre ni altra persona per me art ni per mon engen tortels ni farina, ni per rason de tortels non encarriray la cuecha, ni penray plus que say enreyre ay acostumat de penre ; ni postier, ni reyre garda, ni la forneyra, ni neguna altra persona que el forn que yeu tenray estia hon e penray mas per fornatge, e per garda, e per cozer, e per aportar e per rendre lo pan ; e per totas autras cauzas que per ocaon del pan demandar pogues, penray tan solamens pre cascun sestier de farina plus que penre en dreg. Encaras jur quel pan cozeray et pappareleray e cozer e appalhar faray al mielhs que yeu poyray ni sabray al mieu poder, e non mandaray plus pastar mays aytan com mon forn tenra a una man, si es de 14 sestiers, 14 ; eten aysi per aquela rason si es de may o de meus, e que non trayray lo pan del forn entro que sian ben cuegs si non ad una man. Si dones non era per regardar encaras mays quel pan que cozeray, el forn que yeu tenray, penray et apart lo metray per far tornar luy al senhor o la dona de qu'y sera, el gardaray de mon poder de mermar e de perdre ; e si hanc rassa ni trassa alcuna ni alcun conivent fis contra aquestas cauzas, o encontra algunas daques tas, aquo de tot en tot cassi, anullí e corrumpi e non vuellh que aion forsa ni valor dayssi enans ni daquo jamays non uzaray ».

¹²⁴ Arch. Mun. Narbonne, AA 110, 10^e Thalamus, f^o 79 : « Mandam que negun menestral, ni mercadier, ni cambiaire, fassa algunas convenensas de vendre o en altra manieira del sien menestier, sinon tant solament de non obrar en dias de festas o de far cresensas ».

¹²⁵ *Ibid.*, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 300, art. 11 : « Item statuimus et ordinamus quod aliquis sepedicti nostri ministerii non audeat nec atemptet alicui furnerio seu alicui alie persone mutuare seu donare sacos causa molendi bladum, seu conducare, seu precium aliquod inde solvere seu solvi facere nec juvanem aliquod ad essacandum bladum alicujus persone prestare seu prestari facere, manifeste vel occulte, seu juvantibus seu essacantibus precium vel minus aliquod conferre ».

¹²⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 20, art. 21 : « Item statueren et ordenen losditz senhors de capitol que cascun mestre deldit mestier non aya a sostrayre degun marchant apparoquiat en lautre et aysso sus la pena de detz souds tholosas applicados la meytat a la dita confrayria et lautra meytat a las clausuras de la villa ».

¹²⁷ *Ibid.*, art. 24.

Le véritable monopole collectif, qui groupe l'ensemble des membres du corps de métier, a dû apparaître aussi tôt que les conventions passées entre quelques artisans ou commerçants seulement. Une tendance à l'une et à l'autre de ces ententes existe certainement dans les métiers toulousains de la laine en 1227, car les statuts de cette date l'interdisent, en distinguant parfaitement la première de ces hypothèses de l'autre¹²⁸. Le mouvement prend cependant de l'ampleur au XIV^e siècle, et les capitouls laissent le monopole s'instaurer presque chez les mazeliens dans leurs statuts de 1322, hostiles aux « forains » non-professionnels et aux étrangers¹²⁹. Au reste, les mazeliens sont à la tête des tendances au monopole, puisque dans les statuts de ce métier à Pézenas en 1357¹³⁰ puis dans ceux toulousains, de 1394, qui en font le premier métier juré languedocien, le monopole devient officiel¹³¹.

Désormais, les statuts des métiers jurés vont à peu près tous comporter un monopole de fabrication et de vente ; à Toulouse, au XV^e siècle, on peut citer, parmi les statuts qui établissent un monopole collectif, ceux des cordiers de décembre 1452, ceux des charpentiers de septembre 1465 ou ceux des maréchaux-ferrants de février 1477¹³². Hors de Toulouse, des exemples peuvent être pris chez les cordonniers du Bourg de Carcassonne, en 1402¹³³ et pour les XVI^e et XVII^e siècles, chez les tanneurs et cordonniers du Puy, en 1551¹³⁴, et chez les tisserands de laine de Lagrasse, en 1617¹³⁵. Nous allons voir que le procédé de contrôle par voie de marque des produits s'est lui aussi transformé au moment de l'apparition des jurandes.

II. — *L'apposition des poinçons et de sceaux.*

Dans certaines professions, il est d'usage de marquer le produit fabriqué d'un signe qui constitue à la fois un label de garantie et un moyen de retrouver la provenance de l'objet mis en vente. L'avantage

¹²⁸ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 175, art. 12 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod omnes homines et femine qui vel que pannos facient vel fieri facient in domibus suis, possint habere et tenere textores, nullo in hoc resistente, solummodo cum illis textoribus se concordent, et quod alii textores hoc facere non prohibeant illis textoribus nec eis auferant nec possint auferre ullo modo lansatores nec annelatores ».

Art. 24 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod domini vel domine qui vel que pannos facient vel fieri facient nec textores pannorum lane nec tenchurerii nec tenchurerie nec paratores nec arquejatores nec cardatores nec filanderie lane non stent in aliqua convencionem nec in aliquo mandamento quod noceat vel nocere possit ullo modo vel officio pannorum lane, vel comuni Tholose ».

¹²⁹ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 64-72.

¹³⁰ Arch. Mun. Pézenas, AA, Layette 3, liasse 2, n° 14.

¹³¹ Cf. pièce annexe, n° IV, art. 42, 47-51.

¹³² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 95 v° à 100 v° ; f° 123 à 127 ; f° 318 à 323.

¹³³ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571.

¹³⁴ A. Chassaing, *Mémoires d'Antoine Jacmon...*, pp. 275-279.

¹³⁵ Arch. Dép. Aude, II E, Garrigues, notaire à Lagrasse.

d'un tel système est de fournir une preuve évidente pour l'acheteur du contrôle de la qualité des marchandises par les officiers de la ville ou du métier. Mais encore faut-il que les produits du métier se prêtent à une telle opération ; en fait, ces signes n'intéressent que deux groupes de professions : les métiers du textile et les métiers de transformation des métaux.

Dans les métiers du textile, il est de coutume ancienne de tisser dans un coin de l'étoffe travaillée un signe de reconnaissance qui, variant selon la qualité du tissu, empêche toute fraude au moment de la vente. Telle est l'explication fournie par le statut des métiers de la laine à Toulouse en 1227¹³⁶ ; la laine d'agneaux et la laine « magenque », c'est-à-dire pour partie seulement d'agneau, pourront être ainsi facilement reconnues. De plus, le signe du tisserand est complété par un sceau que les bayles des pareurs apposent lorsque le drap est passé entre les mains de ces derniers : mais il s'agit alors d'une marque corporative, puisque le sceau est commun au métier, ainsi que le précisent les statuts des tisserands et pareurs de la même ville en septembre 1298¹³⁷. Une réformation de ces règlements d'avril 1311 ajoute que le marquage par le tisserand et le scellement par les bayles des pareurs sont les conditions préalables et nécessaires à toute vente¹³⁸. Hors de Toulouse, on appose généralement sur les draps le sceau de la ville : à Lodève un texte de la deuxième moitié du XIV^e siècle précise que des officiers consulaires seront nommés à cette fin et jureront entre les mains de l'évêque d'exercer leur office avec diligence, de sceller les draps de qualité marchande, de prélever les droits consécutifs ou scellement et d'en rendre un compte fidèle à l'évêque ou à ses représentants¹³⁹. A Montpellier, ce sont les peaux des corroyeurs qui sont marquées par un prudhomme corroyeur, avant toute vente, de l'empreinte du sceau de la ville, d'après une ordonnance consulaire du 10 février 1349 (n.s.)¹⁴⁰. Le scellement des draps est pratiqué à Narbonne, en 1308 au moins, par des agents de l'archevêque et du roi, et il est visible que, dans cette ville au moins,

¹³⁶ Mulholland, *Statutes on clothmaking*, p. 174, art. 7 : « Statuerunt similiter ipsi consules quod omnes homines et femine qui pannos facient vel fieri facient de illa lana magenqua vel anhinorum quod faciant fieri a textore tale signum pro quo possit cognosci quod illi panni sunt de illis lanis ». L'art. 8 prévoit, dans les mêmes termes, l'apposition d'une marque par le tisserand sur les autres variétés de laine.

¹³⁷ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 78-87, art. 12 et 25.

¹³⁸ *Ibid.*, pp. 72-78, art. 6 à 8.

¹³⁹ Arch. Dép. Hérault, G 1050, f° 64, et G 1051, f° 64 : « Sigillatores pannorum... electi ad sigillandum pannos civitatis Lodove jurant ad sancta Dei evangelia in manibus episcopi quod diligenter officium exercebunt, et quod tantum pannos sufficientes et mercandabiles sigillarunt, et emolumenta fideliter levabunt, et bonum compotum episcopo vel ejus receptori faciant ».

¹⁴⁰ *Petit Thalamus*, pp. 158-159 : « ... Domini consules... ordinaverunt quod omnes pelles abtate et abtande in dicta villa signentur signo communi dicte domus, cujus forma inferius est signata ; quod signum debeat tenere et teneat, et quod ad id deputetur per dominos consules dicte ville unus bonus homo dicte carriere conresarie qui signabit ipsas pelles signo predicto, et quod nullus sit ausus in villa Montispessulani, nec extra, vendere ipsas pelles, nisi prius fuerit per ipsum deputatum vise et signate dicto signo... »

le sceau sert à vérifier si des draps de Narbonne, dont l'exportation est interdite, ne sortent pas de la ville ¹⁴¹. Au début du XVI^e siècle, les consuls réitérent aux tisserands l'ordre de mettre sur les draps les armes de la ville ¹⁴². Le statut des pareurs de Carcassonne de 1466 contient de nombreuses dispositions relatives au scellement des draps ¹⁴³. Un signe de coton doit être apposé au chef de la pièce d'étoffe par un maître pareur, puis les surposés des pareurs en apprécieront la qualité, et, si elle leur paraît convenable, ils apposeront sur le chef de ce drap un sceau de plomb aux armes de Carcassonne. Si le drap est de qualité médiocre, ils n'y mettront pas de sceau. Il est défendu à quiconque, pour éviter des fraudes, de travailler un drap dont le chef a été coupé, sans l'avoir soumis à l'examen des bayles, qui, si le drap est bon, y mettront un deuxième sceau. Toute vente, que ce soit en halle, en marché ou en foire, est interdite avant le scellement. Les étrangers ne doivent pas apposer le sceau eux-mêmes, mais soumettre leur drap aux bayles. Pour éviter d'autres fraudes, les draps devront être scellés à l'état écriu. Les surposés, pour être rémunérés de l'examen et du scellement, demanderont au pareur deux deniers tournois par pièce à eux soumise. Enfin, une amende est prévue à l'encontre des surposés qui scelleraient un drap de qualité médiocre. Toutes ces règles sont reprises de statuts de 1392, et le roi y ajoute une protection particulière : le signe blanc étant coutumier à Carcassonne, on ne pourra l'utiliser ailleurs.

On voit que dans ce statut du XV^e siècle la marque du drap n'a plus pour but d'indiquer la provenance du tissu, mais d'en garantir la qualité. Il semble qu'une évolution analogue s'est produite à cette époque dans la plupart des villes du Languedoc. En tout cas, c'est certainement en tant que label de garantie que le sceau du maître, puis celui de la ville, sont apposés chez les tisserands de Toulouse en 1441 ¹⁴⁴. En juillet

¹⁴¹ Cf. A. Blanc, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 1^{re} partie, p. 582.

¹⁴² Arch. Mun. Narbonne, AA 104, 4^e Thalamus, f^o 198 : « Es... ordenat que los teysseyres de ladita ville non fassan draps ditz mesolatz, ny autres draps, que si an las armas de ladita ville, als ponches de detz palms et que non aian a usar de autras ponches de las nedas avant declaradas, sinon que del lonc avant dit... »

¹⁴³ *Ord.*, t. XVI, pp. 526-546, art. 1, 2, 3, 4, 6, 8, 10, 14, 16, 24, 29, 31, 45.

¹⁴⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 102, art. 9 : « Item que tot mestre tesseyra fara ung senhal loqual metra a totz les draps que tessara en Tholosa ou teysser fara per fabre qui l'aura fait en pena de dich soudz tholosas... Et si es trobat drap que non aya lodit senhal et era de la mayso, que degues portar lo sagel de la vila, non portara lodit sagel et en outra estara lodit tesseyre al interesse en aquel daqui fera le drap, et si per tres vetz es trobat deffallhent, seran dessicatz les anses et per tout temps prohibit deldit mestier ».

Ibid., art. 10 : « Item que degun tesseyre no ause contrafar le senhal d'autre tesseyre ny aquel estremar del drap ou sera mes, ny autrament falcifficar, en pena de vint soudz tholosas... et per tout temps esser prohibit deldit mestier... »

Ibid., art. 12 : « ... Sera sigillat lo dit drap del sagel de la vila, am loqual per losditz bayles sigillar an costumet. Et si le drap no pezava que trenta e six livras, sera sigillat tal drap, et lodit tesseyre non paguara pena. Et si pesava mens de trenta sept livras non sera sigillat tal drap, et le tesseyre que aura fact tal drap paguara de pena sinc soudz tholozas... »

1446, les statuts des juponiers toulousains imposent une « marque » à chaque maître juponier ; mais ici, comme les bayles ne vérifient pas la qualité du jupon, il est probable que cette marque sert seulement d'indication de provenance ¹⁴⁵.

Les métiers de transformation des métaux utilisent un poinçon dont le rôle est à peu près similaire à celui que joue le sceau dans les métiers du drap. Il n'est pas certain toutefois que le poinçon soit aussi ancien que le sceau : le serment des argentiers de Montpellier, de la fin du XIII^e siècle ou du début du siècle suivant, ne le mentionne pas, et pourtant il est riche en mesures limitant l'emploi de l'argent et imposant un titre élevé ¹⁴⁶. C'est qu'en effet l'argent de Montpellier est particulièrement célèbre par sa pureté : son titre est de douze deniers, comme le proclament fièrement les consuls lors de la rédaction d'un statut des argentiers de la ville en juin 1355. Il est vrai que différents changeurs et argentiers arrivent à prouver que le titre effectivement usité est inférieur, ce que les consuls finissent par admettre en décidant que le titre sera désormais fixé à onze deniers et demi. Le même texte porte que chaque objet sera marqué de deux poinçons, celui du maître et celui de la ville appliqué par les gardes de l'argenterie ; l'objet doit être apporté aux gardes en vue du poinçonnage par le maître lui-même, sauf s'il est malade ; il sera dans ce dernier cas remplacé par une personne bien connue dans la ville, dont le nom sera inscrit sur un registre par le garde ; même dans ce cas d'ailleurs, le poinçon du maître doit être apposé avant que le garde y ajoute celui du métier. Ici, les poinçons servent à la fois à vérifier la qualité et la provenance des objets : en effet, les gardes mettront dans une boîte des échantillons des ouvrages d'argenterie reçus, qui devront eux aussi être poinçonnés par le maître, on en fera une touche générale une ou deux fois par an, et si le titre de l'une des pièces est insuffisant, le poinçon du maître permettra d'en retrouver rapidement le responsable, qui sera dénoncé aux consuls et

¹⁴⁵ *Ibid.*, f^o 138 v^o et 474, art. 42 : « Item que cada ung mestre que usara del mestier de gipponasia aia far bon obrage et merchant, et que cada ung dels hy aia a metra sa marca in cada gippo que fara, et en cas que losditz bailes trobessan negun gippo que non fossa signat de la marca del mestre que laura fait, que per cascum gippo que trobaran pagara treze deniers tholosas, la meytat a la mayso comunal per las clausuras de la villa et l'autra meytat a la dicta confrayra ».

¹⁴⁶ *Petit Thalamus*, pp. 264-265 : « Jeu hom que obre obra daur e dargen en Montpeylier, jur a vos senhors cossols de Montpeylier, que daysi en ans non obraray e Monpeslier ni el tenemen ni faray obrar ni o sofriray a mon poder dobrar copa ni enap ni calissi ni altra obra dargen si doncs largen non era de Montpeylier o quel valgues, e que jesca blancs del fuoc ; ni dauraray ni claurar non faray ni o sofriray a mon poder de pans, ni dauraray anel daur ni far non o faray, ni non faray canons en enaps ni en copas ni en calisses que sian soudastz ab estang ; e sio fasia faire o asaber al comprador. Ni colraray deguna obra daurada ni o faray far ni sofriray a mon poder que autre o fessa sinon era naturels... E si sabia que negun hom fezes rencontra ayso daquestas causas que son desus escrichas faira o saber els cossols, ni metray peyra natural en anel de laton ni veyre en anel daur. E promet e jure que non obraray daur ni faray obra sinon era a 14 cayratz lo mens. Item promete que non dauraray neguna obra de laton o de coyre sinon era botons am bagas o obra de gleya ».

sera puni par ces derniers¹⁴⁷. Ce poinçon fut d'ailleurs modifié en 1436 par une ordonnance consulaire selon laquelle le nom du garde de l'argenterie qui poinçonnerait l'objet ferait suivre l'inscription de son nom dans le registre du métier d'une des lettres de l'alphabet qui serait reproduite au-dessous du poinçon représentant les armes de la ville ; on pourrait donc savoir dorénavant quel était le garde qui avait poinçonné un objet de titre illégal et le punir en conséquence¹⁴⁸.

Les argentiers de Toulouse selon leurs statuts du 23 août 1466, avaient aussi un poinçon particulier que doublait un poinçon de la ville¹⁴⁹. Toujours à Toulouse les statuts des couteliers jurés du 20 septembre 1465 décident qu'au moment de sa réception, le nouveau maître doit choisir un *senhal*, une marque, et qu'il lui est interdit de contrefaire la marque d'un autre maître ainsi que de se servir de deux marques différentes¹⁵⁰. Comme on le voit la technique des marques s'est parfaitement adaptée aux formalités d'entrée dans la jurande.

En effet, il est remarquable que les métiers languedociens se soient laissés peu à peu gagner par l'organisation du métier juré, sans qu'il ait été besoin pour cela de décisions générales. A cet égard, les grandes réformes du XVI^e et du XVII^e siècles ne reçoivent guère d'application en Languedoc, les métiers s'étant jurés bien auparavant, sauf peut-être dans le sud-est de la province. La raison en tient à ce que, avant de connaître le système de la jurande, les métiers languedociens ont été gagnés un siècle auparavant par des institutions importées, qui ont resserré les liens matériels et religieux entre membres d'une même profession et que nous allons maintenant étudier.

¹⁴⁷ Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f^o 133 v^o.

¹⁴⁸ Arch. Mun. Montpellier, BB 51.

¹⁴⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 192 v^o, art. 1 : « Premieramen per conservacion et thuicion deldit mestier de argenteria statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que tot argent del pes de miega onsa en sus sia appellat argent lo rey et sia senhat del puncho acostumat de la vila ».

Ibid., f^o 193, art. 11 : « Item statueren et ordeneren que tota vayssela dargent sia senhada al pe ou a la copa ou en autre loc que los bayles cognoysseran estre senhadora ».

Ibid., f^o 193 v^o, art. 17 : « Item statueren et ordeneren que degun argentier no aya a redre deganobratge del pes de dets sterlins en sos que no sia signat del poncho del mestre, si bonnement se pot senhar, sus pena de sinc soldz de tornes per cascuna pessa. »

¹⁵⁰ *Ibid.*, f^o 22, art. 6 : « Item que losditz bailes seran tenegutz de presentar tal obrier a messentors de capitol ou lor depputat per prestar jurament en tal cas acostumat aprestar et prendre, et aqui exhiber et mostrar lo senhal de qual usar voldra, et so sus la pena de una livra de tornes... »

Ibid., art. 9 : « Item que negun deldit mestier ou autre qual que sia ausa usar del senhal dun autre mestre de Tholosa ny aquel contreffar ou falcifficar en cotels guivertz ny autras causas aldit mestier appertenens ny contresigner ny tals cotels contresignatz vendra crompar ny tenir a vendre ny autrament per aptar, et so sus la pena dung marc dargent... confiscacion deldit obrage et autrament pena falsi ».

Ibid., f^o 23, art. 13 : « Item que a negun deldit mestier sia permes et licit de tenir oultre ung senhal sus la pena de une lievra de tornes totas et quantas vegadas fara lo contrari ».

QUATRIÈME PARTIE

LA PERSONNALITÉ CIVILE ET RELIGIEUSE DU MÉTIER

Lorsqu'au début du xv^e siècle et au siècle suivant le métier juré se généralise, il n'est pas douteux que ces corps sont dotés de la personnalité morale. Le corps des cordonniers de Béziers, à qui des statuts sont donnés en 1594 par le présidial de la ville « à l'instar des bonnes villes du présent royaume de France », dispose de prévôts, à la fois chefs laïques du métier et chefs religieux de la confrérie Saint-Crépin qui se tient en l'église des Cordeliers, dont les statuts précisent qu'ils représentent le corps de métier en toute occasion, qu'ils gèrent les fonds communs pour le bien de la collectivité de ces artisans, et qu'ils détiennent la bannière ou étendard du métier en la remettant à leur sortie de charge à leurs successeurs¹. Ce métier est une personne morale, représentée par ses chefs : ce caractère n'est pas particulier à Béziers ; tous les corps jurés de Languedoc ont la même personnalité morale, et comme la jurande devient rapidement la seule forme de communauté professionnelle autorisée, une ordonnance capitulaire étant rendue en ce sens à Toulouse le 3 juillet 1465², et les cours royales veillant dans les autres villes à l'établissement de jurandes dès le début du xvi^e siècle, on peut dire qu'alors tous les métiers languedociens ont la personnalité morale : lors d'un procès au Parlement de Toulouse en août et septembre 1503, les bayles des courtiers, porteurs, candeliers et mangonniers de pastel comparaissent comme représentants d'un corps « formé et irrévocable, si ce n'est par la mort » pour protester contre une taxation de leurs bénéfices par les capitouls³. Mais la personnalité morale est-elle reconnue aux corps de métiers avant l'apparition des jurandes ?

LA PERSONNALITÉ CIVILE DES MÉTIERS.

Il est frappant que les signes de la personnalité accordée aux métiers apparaissent en Languedoc à l'extrême fin du xiii^e siècle, c'est-à-dire au moment où sont créées les premières confréries professionnelles. Il s'agit là, à notre avis, d'autre chose que d'une simple coïncidence. En réalité, la naissance des confréries de métiers provoque un resserrement des liens entre artisans et commerçants de la même profession, qui modifie notablement l'ancienne conception du métier languedocien, simple réunion d'habitants de la ville dont les activités professionnelles sont identiques et dont la communauté d'intérêts n'apparaît guère que dans la nécessité d'habiter une même rue de la cité. C'est pourquoi nous examinerons les caractères de cette personnalité morale avant de passer à l'étude de la confrérie.

¹ Soucaille, *op. laud.* (1909), pp. 26-35.

² Arch. Mun. Toulouse, AA 5. 70.

³ Arch. Mun. Toulouse, AA 8. 51.

Le symbole d'un corps organisé, c'est sa bannière ou son étendard, en Languedoc, et non pas le sceau, comme dans beaucoup de villes des Flandres : nous sommes en pays de droit écrit, c'est-à-dire dans une partie du royaume où l'expansion du notariat public a rendu l'usage du sceau très rare depuis le début du XIII^e siècle. Or les métiers ne disposent d'une bannière qu'à partir du début du XIV^e siècle, donc précisément depuis l'époque pendant laquelle se généralisent les confréries. Le signe extérieur de la personnalité que constitue cet étendard n'est d'ailleurs affecté qu'aux métiers où existe une confrérie, autant qu'il est possible de le savoir dans les sources qui en font mention.

Le premier document à faire état d'un emblème corporatif en Languedoc est une relation de montre d'armes faites à Narbonne le 18 août 1314 : les gens des métiers défilent deux par deux et par corps, précédés du *vexillum* ou de la *senheria* du métier ; il existe ainsi un emblème corporatif pour les pelissiers, les teinturiers, les pareurs, les barbiers, les forgerons, les charpentiers, les apprêteurs de draps, les maçons, les meuniers, les tailleurs, les corroyeurs, les bouchers, les cordonniers, les fourniers, les laboureurs et les tisserands, sans compter d'autres professions que le texte ne nomme pas. Les laboureurs forment même deux corps, dont chacun a un emblème⁴. A Nîmes, un règlement du prévôt de la cathédrale décide quel sera le rang des confréries dans les processions : les chefs de chaque métier défileront avec l'emblème corporatif après la confrérie Saint-Baudile, qui rassemble les notables de la cité⁵. Dans la même ville, le premier métier à se transformer en jurande, celui des tailleurs d'habits, précise dans ses statuts d'août 1439 qu'il dispose d'une enseigne de taffetas orange, blanc et bleu, qui appartient au corps au même titre qu'une boîte à deux clés où sont enfermés les deniers communs⁶.

Les bannières semblent exister dans tous les métiers organisés en charités de Montpellier au milieu du XIV^e siècle. La charité des maçons décide dans ses statuts de mars 1366 (n.s.) qu'une bannière aux armes du métier sera tissée comme il est d'usage dans tous les métiers pour être conservée un an dans les murs de la ville, et l'année suivante dans le faubourg⁷. Cette disposition est mise à exécution le 13 avril de l'année suivante : l'imagier vitrier Le Tengard, de Coutances, habitant d'Avignon, s'engage envers les trois consuls des maçons à peindre cette bannière qui doit être taillée dans une pièce de tissu longue de onze

⁴ Arch. Mun. Narbonne, AA 101, 2^e thalamus, f^o 73 : « ... Item et postea vexillum seu senheria laboratorum portalis de Monachia et aliud vexillum portalis Raymondi Johannis, de Burgo Narbone, juxta illud... »

⁵ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. II, pr. L, pp. 99-100 : « ... Vexillum confratrie S. Baudilei, cum confratribus ipsius, post vexilla alia capitum officiorum Nemausi accedat primum... »

⁶ Arch. Dép. Gard, E 704.

⁷ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, Pierre Gilles, notaire du consulat, f^o 58, art. 7 : « Item etiam quod fiat una banderia cum signis dicti officii, ut est consuetum, expensis illorum qui sunt de dicto officio, qui omnes in hoc contribuere teneantur quilibet pro rata sua, attento valore facultatum suarum, et quod ipsa banderia teneatur uno anno intra muros communis clausure Montipessulani et alio anno in suburbiis ipsius ville, ut est hactenus consuetum ».

pans et large d'une canne ; les consuls du métier paieront l'imagier pour plus du tiers du prix total, quand le travail aura été exécuté⁸. Une ordonnance consulaire du 6 mai 1368 mentionne également l'existence de bannières, dans tous les métiers montpelliérains⁹. Enfin, le cérémonial de Montpellier du milieu du xv^e siècle énumère les métiers qui participent à la fête des charités du mois de mai, et qui défilent précédés de l'emblème corporatif : il s'agit des charpentiers et maçons (sujet de la bannière : saint Jacques), des pelissiers (Christ en majesté), des sediers (Annonciation), des blanquiers (saint Antoine), des chanvriers et épiciers (sainte Catherine), des orgiers (saint Jean), des mazeliers et poissonniers (saint Paul), des savetiers (saint André), des forgerons (saint Pierre) et des laboureurs (saint Georges)¹⁰ : on voit, d'après le sujet de ces bannières, combien l'emblème du métier est avant tout celui de la confrérie. Les emblèmes des métiers des autres villes ont le même caractère.

Le passage du duc de Normandie à Montauban en 1382 est l'occasion d'une grande procession où défilent, avec les bannières de leur métier, les bouchers, les apprêteurs de draps, les cordonniers, les save-tiers, les doreurs, les forgerons, les tailleurs et les maçons¹¹. La confrérie des tisserands de Castres possède une bannière en 1393¹². A Carcassonne, les statuts des barbiers du Bourg du 9 décembre 1400 ordonnent la confection d'une bannière représentant sainte Catherine, qui sera portée de la même façon que dans les autres métiers du Bourg¹³. Au même endroit, les statuts des cordonniers de janvier 1402 (n.s.) dans l'article relatif à la *karitas*, prévoient que le métier disposera d'une bannière ou *vexillum*¹⁴. Le statut des nappiers de Toulouse du 31 janvier 1466 (n.s.) autorise les gens du métier à fabriquer des enseignes ou

⁸ *Ibid.*, BB 10, f° 4 v°... « Ego le Tengard, Costanciensis in Normania, habitator Avenionis, promitto et convenio vobis... consulibus officii lapicidarum Montispessulani presentibus... depingere ab utraque parte quamdam banneriam pro dicto officio, longitudinis XI palmarum et latitudinis unius canne ultra vaginam, cum ymaginibus in summitate banderie, Dei sedentis in trono cum IV angelis et in parte inferiori dicte bannerie cum ymagine beate Marie tenentis filium suum et duobus angelis cum tabernaculis pulcris et aliis ornatibus prout est depictum in quodam folio papiri quod penes vos remanebit... Et pro predictis labore et coloribus solvetis mihi LXXXV francos auri cogni Francie solvendo de presenti XXV, et alios XXV in festo Ascensionis Domini et restantes XXXV completo opere predicto... »

⁹ *Petit Thalamus*, p. 167 : « ... E totz los mestiers tengon cascun jorn hors bandieyras trachas entro M jorns per senhar de major sollemnptat ».

¹⁰ Arch. Mun. Montpellier, fonds du greffe de la maison consulaire, n° 7, f° 13.

¹¹ E. Forestier, *Lo duc de Normandia a Montalba*, p. XVIII : « ... E y avio tot los mestier de la vila, am las bandieiras e papalhos dels mazeliers, oveires de draps, cordoaniers, sabatiers, daureliers, faures, sartres e masoniers... »

¹² Arch. Mun. Castres, BB 6.

¹³ *Ord.*, t. VIII, pp. 299-305, art. 10 : la bannière sera portée « en la forme et manieira que fan los autres mestiers deldit Borc de Carcassonne ».

¹⁴ *Ibid.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 4.

des images à l'usage des confréries de la ville¹⁵. A Cordes, dès 1371, le bayle de la confrérie Saint-Blaise des corroyeurs, recevant de l'official d'Albi diverses sommes en paiement de créances anciennes, les affecte à l'achat d'un tissu dans lequel sera taillée la bannière de la confrérie¹⁶ : il faut noter que cette confrérie n'a pas encore de statuts, et n'en aura qu'en 1481, le protocole initial de ce texte précisant qu'ils n'ont jamais été encore rédigés¹⁷. Dans les processions du Puy, au milieu du XVI^e siècle, il est intéressant de noter que les métiers qui n'ont pas d'enseigne sont précisément ceux qui ne possèdent ni bayles, ni confréries : ferratiers, tallatiers, fondeurs, libraires, tailleurs, brodeurs, peintres, faiseurs de cartes, tisserands, gantiers, paumiers, corroyeurs¹⁸. Autrement dit, les métiers sans confrérie ne sont pas organisés.

Ces exemples nous montrent combien en Languedoc la personnalité morale est attachée essentiellement à la confrérie, et accessoirement seulement au métier, qui a pu parfaitement exister jusqu'au début du XIV^e siècle avant de se la voir reconnaître. Il semble qu'il en ait été de même, d'ailleurs, dans certaines régions voisines du Languedoc : en Roussillon, ni la personnalité morale, ni les confréries, ni les enseignes des métiers n'apparaissent avant le XIV^e siècle¹⁹. A Avignon, il n'existe aucune trace d'emblème corporatif avant le contrat passé en 1367 par un imagier résidant dans cette ville et que nous venons de citer²⁰.

Si la personnalité morale du métier dépend de l'existence d'une confrérie, les membres du corps sont ceux qui participent à la confrérie. Ce principe étant général, les statuts des métiers, jusqu'à l'apparition des jurandes, ne se préoccupent guère de préciser qui est intégré dans cette personne morale. De très rares statuts, cependant, prévoient une inscription des membres du métier sur un registre ; mais cette clause n'est stipulée que dans les règlements des barbiers de Montpellier de 1292 — où apparaît précisément la première confrérie de cette ville²¹ —, et dans ceux des candeliers de Toulouse de septembre 1322²² : au contraire, en Roussillon, tous les artisans et commerçants de la ville sont

¹⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 155, art. 10 : « ... Sia donada facultat de far... las causas... coma son naies sive cartas, senhals sive y maginas faytas de papier a honor de diverses sans et cofrayrias que son en Tholosa... »

¹⁶ Arch. Dép. Tarn, fonds Favarel, n° 117, f° 209 : l'achat envisagé concerne « unum pannum auri ad honorandum confratriam predictam ».

¹⁷ *Ibid.*, n° 118, f° 141.

¹⁸ A. Chassaing, *Chronique d'Etienne Medicis...*, t. I, pp. 305-333.

¹⁹ « ... N'avoient enseigne ne taborins, et sont mestiers qui n'ont confrarie ne bailes ».

²⁰ A. Drapé, *op. laud.*, pp. 50-59.

²¹ Cf. p. 328 ; pour les emblèmes corporatifs de cette ville à l'époque moderne, cf. Sylvain Gagnière, *Catalogue de l'Imagerie Populaire Religieuse Avignonnaise*, Avignon, 1943.

²² Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 455-457.

²³ Mulholland, *Early Gild...*, pp. 112-113, art. 1 : « ... Quod omnes candelarii et candellarie qui et que circa officium predictum uti voluerint, veniant ad curiam minorem curie dominorum de capitulo Tholose jurare et nomina sua scribere »...

inscrits à partir de 1332 sur des registres matricules tenus par les consuls majeurs²³.

Une autre preuve de la liaison qui se révèle entre l'apparition des confréries et la notion de personnalité morale se tire de l'existence au XIV^e siècle seulement de métiers étant en justice. Auparavant, il est toujours possible aux membres d'une profession de se réunir pour constituer procureur, mais ce n'est là nullement le signe de la personnalité civile. Au contraire, cette forme de représentation devient inutile lorsqu'apparaissent les confréries. Dorénavant, le métier peut ester en justice par l'intermédiaire des chefs du métier, qui sont aussi, comme nous le verrons, chefs de la confrérie. Ces derniers ont le pouvoir de transiger : les consuls des argentiers de Narbonne transigent en 1317 avec les habitants du faubourg de Villeneuve contre qui beaucoup d'habitants de Narbonne sont en procès depuis quelque temps²⁴. A Montpellier, le procès qui se déroule en 1367 devant la cour du bayle entre argentiers et merciers du plan de Notre-Dame des Tables est soutenu, pour chacune des parties, par les consuls particuliers du métier²⁵. Mais le texte le plus intéressant dans ce domaine est un article du statut de la charité des maçons de cette ville du 2 mars 1366 (n.s.) selon lequel les consuls du métier et les lampadiers — c'est-à-dire les prévôts de la confrérie qui, ici, sont distincts des chefs du métier — sont autorisés à percevoir les redevances de toute nature, à donner quittance et à accomplir, comme un propriétaire pour ses propres biens, tous les actes judiciaires ou extra-judiciaires qui peuvent intéresser le métier²⁶. Le pouvoir d'estimer en justice accordé au métier doublé d'une confrérie est donc assumé par les chefs du métier. Quant au pouvoir de percevoir les redevances et cotisations, nous avons vu en étudiant les chefs des corps de métiers qu'il leur est toujours accordé. Enfin, le même texte ajoute que les consuls particuliers pourront aliéner les terres que la confrérie baille à emphythéose, mais ce trait relève de la confrérie, qui est indiscutablement seule à avoir capacité de posséder des immeubles et à l'étude de laquelle nous allons consacrer les pages qui suivent. En ce qui concerne le droit d'estimer en justice, il est certaine-

²³ A. Drapé, *loc. cit.*

²⁴ Arch. Mun. Narbonne, BB 86.

²⁵ Arch. Mun. Montpellier, BB 5, f° 6 v°.

²⁶ *Ibid.*, BB 8, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 58, art. 5 : « Item quod dicti consules caritatis et lampezerii possint aliis predecessibus dicta reliqua [computorum] petere, recipere et habere, et de ipsis ac etiam de dicta computorum redditione et de omnibus et singulis que occasione hujusmodi officiorum consulatus, officii vel lampadis aut alterius eorum, eos recipere contigerit dictos antiquos consules et lampezerios et alios quorum intererit, absolvere possint, liberare et quitare ».

Art. 6 : « Item etiam quod dicti consules caritatis et lampezerii et eorum quilibet possint et valeant omnia et singula jura nomina et debita pertinentia ad dictas caritatem et lampadem, prout cujuslibet ipsorum officium concernunt, ubique in judicio et extra petere, exigere et habere recipereque et levare, et unde de eis qui receperint recognitiones et absolutiones facere, et pro eis et eorum quemlibet agere, defendere et experiri et omnes actus alios judicarios et alios facere in judicio et extra quos quilibet verus et legitimus dominus seu administrator facere potest et debet... »

ment limité aux métiers qui forment confrérie, même à la fin du Moyen âge : en juillet 1446, les bayles des sartes et juponiers de Toulouse représentent le métier lors d'un procès devant la cour capitulaire²⁷ ;

²⁷ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 128 : « Noverint universi quod nos capitulum nobilium regium urbis et suburbii Tholose vidimus, tenuimus, et de verbo ad verbum perlegi fecimus quoddam publicum instrumentum formam nonnullorum statutorum artis mecanice factorum sartorum et gipponeriorum concernentem. Cujusquidem instrumenti tenor dignoscitur esse talis : In nomine Domini, amen. Noverint universi presentes pariter et futuri quod, cum nuper lis et controversia mote fuissent coram nobilibus et potentibus viris dominis de capitulo... et in eorum... curia domus communis ac tabulario notarii infrascripti, inter Johannem Le Gay alias Colobrinio, Andream Bruneti, Guillerum Damelis, sodales sive socios ministerii sartorie, agentes tam nomine proprio et aliorum sodalium dicti ministerii, ex una, et bajulos dicti ministerii... ex altera... super refformacione quorundam statutorum... et... per partem dictorum sodalium fuisset appellatum ad dominos senescallum et judicem appellationum Tholose... et... fuisset per dictum dominum judicem appellationum pronunciatum male per partem predictorum sodalium appellatum... et partes eisdem dominis de capitulo remittendo... coram quibus pars predictorum sodalium... tradiderunt requestam hujus tenoris... Supplicant humiliter socii ac sodales... dicentes... quod antiquitus magistri dicti officii solebant dare ad lucrandum ipsis sociis... ad presentum tamen... dicti magistri eisdem nolunt dare ad lucrandum, quod videntes aliqui ex sociis videlicet illi qui sufficienciores ex sociis sunt, voluerunt aprire operatorium in carreria campsorum Tholose, quod pars adversa dixit esse innovatum. Dicunt ergo dicti exponentes et ponunt in facto quod olim magistri dicti officii, quando effecti fuerant, magis non solvelant, nisi duas libras turonensium parvorum et solebant dare cautiones usque ad summam quadraginta librarum turonensium parvorum pro satisfaciendo dampna et interesse si que contingeret, in futurum ipsos dare et cum hoc admittebantur ut magistri et ita ponunt in facto. Cumque dicti socii sunt presti et parati dare dictas duas libras et presentere dictas cautiones et cum hoc juxta antiquas observancias debeant admitti ad tenendum operatoria ut magistri, quos admittere preffati... baiuli non permittunt, ut teneant eorum operatoria in maximum dampnum rei publice ac ipsorum sociorum. Petunt ergo et supplicant idem exponentes ad premissa admitti eosdem, maxime considerato quod ipsi sunt presti ac parati facere et solvere premissa jura que solvere ac facere consueverunt antiqui magistri... Qua exhibita, dicti bajuli, per organum honorabilis viri domini Guilhermi Roche, in decretis licenciati, eorum advocati, dixerunt et verbothenus proposuerunt, quod cura, regimen, correctio totius pollicie omnium ministeriorum Tholose, civitatis Tholose dominis de capitulo pertinet et expectat, suntque judices ordinarii ejusdem et possunt de novo condere statuta, dictam polliciam et ministeria conservencia antiqua emendare et corrigere, detrahare, mutare et in totum tollere adnutum eorum, verum inter alia officia sive ministeria in Tholose existencia est officium sartorie. Quodquidem officium, et cetera officia Tholose habet sua statuta... quequidem statuta sunt racionabilia, honesta et conservunt utilitatem publicam, bonum regimen et polliciam civitatis et predicti officii sartorie et talia, perque nullum prejudicium generatur dictis sodalibus seu gravamen, prout et quemadmodum ex ipsis statutis poterat apparere cuilibet... quare... dicebant quod dicta requesta erat incivilis, irrationabilis et injusta... dictique sodales erant sine actione ac judicio, et de (f° 137) aliquali apparebat quod ipsi magistri et bajuli... debebant ab impetitis dictorum sodalium relaxari... Hinc inde, prout in processu inter easdem partes super hoc agitato lacius dicitur contineri, demum lite hujusmodi finita concordia, et aliquorum annorum tractata factis et oblati preffatis dominis de capitulo dictis statutis requestis supplicationibus, additionibus hinc inde habitis inter socios sive sodales et nonnullos alios eisdem adherentes ministerii sartorum ex una et baiulos ministerii sartorum et etiam plures alios magistros operatorium per se tenentes in presenti civitate Tholose ex alia et concordantes... »

il est d'ailleurs intéressant de noter que les membres du métier ne sont pas tous représentés par les bayles : l'autre partie au procès est en effet composée de trois sartres et juponiers qui demandent à pouvoir, comme on le faisait autrefois, ouvrir boutique dans la rue des Changeurs, et à ne payer comme droit d'entrée dans le métier que la somme, autrefois d'usage, de deux livres tournois, plus deux autres de cautionnement ; c'est là un exemple des difficultés que la jurande crée aux artisans pauvres qui désirent devenir maîtres. Du point de vue de la capacité d'estimer en justice, il faut noter que les bayles sont chargés de représenter en justice, non seulement l'unanimité des membres de la profession, comme c'est le plus souvent le cas, mais aussi la majorité d'entre eux seulement, si quelques personnes du métier protestent contre les bayles et font valoir leurs prétentions en justice. Surtout, il est à remarquer que ce métier qui peut ester en justice est doublé d'une confrérie, dédiée à sainte Lucie.

Au contraire, lorsque les poivriers et merciers de Béziers présentent le 25 octobre 1550 une requête aux Grands Jours pour être maintenus dans leur droit d'avoir le premier chaperon consulaire²⁸, ils se présentent

²⁸ Arch. Dép. Hérault, G 502 : « A Nos Seigneurs tenantz les Grands Jours, Supplie humblement Pierre Bizan, Jehan Pelié et aultres pebriers et merciers de la ville de Beziers quod licet in rebus noviter statuendis audens debeat esse utilitas aut necessitas ut discedatur ab eo jure quod que par les privileges du seigneur roy a present regnant, a l'electione des consuls de la ville de Beziers pebriers et merciers de ladite ville, lesquelz et leurs predecesseurs sont en partie cause de la richesse d'icelle, doyvent estre nommez premiers consulz d'icelle ville de quatre en quatre ans et quelz sont de la premiere eschelle et premier degré, auquel sont tant seulement les nobles, bourgeois, clerchez et lesditz pebriers dont leur année est esleu premier consul un noble, la seconde ung bourgeois, la tierce un clerc, le quatriesme ung pebrier ou mercier. Toutefois certains personnages ambicieux et cupides d'honneurs mondaines, lesquelz, par adventure, ne meritent, se seroient manopolez ensemble affiu amiablement obtenir le premier degré de consullat et avoir le regime et administration publique. Et a ces fins, au nom du procureur general du roy, baillé requeste a la court affin priver les suppliantz de leurs previleiges, auctorités et prerogatives, et pour innover entierement l'estat de la republique de Beziers par temps immemorial observée en tranquillité, paix et union sans reproche ne reprehention aulcune, sans appeller les suppliantz ayant principaux interestz, lesquelz sont previleiges pour eulx, arrestz de la court et du Conseil privé du roy, possession immemoriale sans interruption aulcune, dont est raisonnable qu'avant proceder a aulcune innovation de l'estat public, que lesditz pebriers et merciers soient appelez, aussi les aultres habitantz de la ville de Beziers pour eulx ouyr et leur dire par la court entendu, y estre pourveu comme de raison.

Ce considéré et qu'il est question de l'innovation de l'estat universel de la republique de Beziers, laquelle innovation aulcunes fois cause prejudices, escandalles et qui jus jurandum est quo jure retro civitas in hujusmodi casu visa fuerit quia omnes populi qui legibus et moribus reguntur partim suo proprio remotum communi jure omnium communi utuntur, et veu qu'est question des previleiges, arrestz de la court et possession immemoriale, vous plaira de vos graces avant juger ledit proces et requeste baillée au nom dudit seigneur procureur generalx, et a ces fins ordonner qu'ilz en viendront en audience. Si ferez bien.

Soit mise au sac. Faict à Beziers en la court tenantz les Grands Jours, le

l'un après l'autre sans qu'aucun des membres du métier ne semble représenter les autres. Cette situation est encore plus nette chez les « paraires » ou pareurs de la même ville, qui, dans un procès analogue, soutenu devant le présidial pour défendre leurs droits à être élus comme troisième consul « marchand » de la ville, constituent procureur le 7 décembre 1594 parce que, visiblement, les prévôts n'ont pas les pouvoirs de représenter le métier en justice²⁹ ; or, précisément, aucun des deux métiers bitterrois qui viennent d'être cités n'a laissé de trace, à cette époque, de confréries s'y rattachant : ce n'est qu'au XVII^e siècle qu'ils feront rédiger leurs statuts et établiront ces confréries.

Ainsi, seuls les métiers formant confrérie peuvent ester en justice : la comparaison des textes précédents est instructive à cet égard ; le procès des sartres et juponniers de Toulouse (1446) est plus ancien d'un siècle que les sources bitterroises que nous venons d'indiquer ; on ne peut invoquer ici une évolution historique par laquelle les métiers auraient peu à peu acquis la capacité d'ester en justice, puisque les sources relatives à Béziers, plus récentes, ne décrivent pas des corps de métiers ayant une telle capacité.

Ainsi, seule la confrérie a permis aux métiers d'accéder à cette forme poussée de personnalité morale qui comporte la capacité d'ester en justice. Répétons ici encore que, depuis une époque ancienne, et antérieurement à l'apparition des confréries, le métier a la capacité de recueillir des sommes d'argent : dès 1231, les prudhommes de la rue des Pelhiers reçoivent des sommes, à Montpellier, du prieur de

vingt cinquième jour du mois d'octobre, l'an mil cinq cens cinquante. J. Raffin. »

²⁹ Election de procureurs par les paraires de Béziers dans un procès élevé en appel au présidial pour défendre leurs droits à être élu 3^e consul « marchand ». 1544, 7 décembre.

« L'an 1544 et le 7^e jour du mois de decembre... par devant honorable homme Fulcrand Ardit, habitant de Beziers et baille pour le roy du lieu de Bojan pres Beziers, en la presence de moy, notaire royal... personnellement assemblez et establiyz en leurs personnes Pierre Ancelin, Pierre Syrades, prevoustz, M^e Estienne Thorrousaud, Jacques Favier, Estienne Pontier, Guillaume Carrieu, M^e Jehan Cuq, Jacques Bosc, Guillaume Maynau, Estienne Rieu, Pierre Thoron, et Pierre Vigun, paraires de ladite ville de Beziers et faisant, comme ont dict, la plus grande et saine partie des paraires d'icelle ville. Lesquels ont dict et expousé, par l'organe dudit Cuq, proces estre pendant par appel en la court presidialle de Beziers, entre les prevoustz de l'art de la parairie et des blanchiers dudit Beziers, les officiers presidens la veille de Saint André dernier a la ellection et creation des nouveaulx consulz pour la prsent année, appellans d'une part ;

Et Jehan Martin, marchant esleu en tiers consul de ladite ville appelé, d'autre ; et ledit proces ne pouvoyr poursuyvre sans constitution de acteurs. Par quoy de licence dudit Ardit, baille, requise et obtenue, sans revocation de leurs autres acteurs par eulx par cy devant faitz et constituez, de nouveau ont fait... leur acteur... venerable personne M. M^e Raimund Dozon, docteur ez droictz, advocat du roy audict... presidial et tous autres advocatz en ladicte court... pour... comparoir... conclure, bailler libel appellatoire, faire production de documens, enseignemen et tesmoing... » (Suit la création de deux autres procureurs au parlement).

l'église Saint-Firmin³⁰ ; l'opération est renouvelée en 1269³¹. Il y a donc une capacité première de recevoir des sommes d'argent reconnue depuis beaucoup plus longtemps que la capacité, plus étendue, d'ester en justice. Au sujet de cette dernière, les textes sont malheureusement trop souvent imprécis : ils mentionnent seulement les procès dans lesquels sont engagés les métiers, comme par exemple un compte consulaire d'Albi de 1386, qui mentionne un procès entre mazeliens de cette date³². La confrérie professionnelle existe-t-elle alors dans cette ville ? La chose est vraisemblable, mais, comme nous allons maintenant l'étudier, elle ne doit pas y être très ancienne.

³⁰ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, F 7. 2993.

³¹ *Ibid.*, 2994-2995.

³² A. Vidal, *Douze comptes consulaires d'Albi*, t. II, p. 92, n° 403 : « ... A V de setembre, a M° R. del Pueg, notari, per partida de la scripturas del plag que era menat en la cort temporal entre los mazeliens del gran mazel d'una part et Guiraut del Mur, mazelier, d'autra part, en la cort temporel de moss. d'Albi, en lo temps que lo dig M° R. era ordenari, sus aquo que demandavo al dig Guiraut que lor fezes la festa acostumada de far per los mazeliens que talhavo novelamen en lo gran mazel ; e los senhors cossols avian promes al dig Guiraut que aluenh que el tengra de las lors taulas que so a la pila, els lo tengro quiti ; ac ne que lhi paguem ».

CHAPITRE IX

LA CONFRÉRIE PROFESSIONNELLE

La confrérie est une association groupant des individus désireux de célébrer une fête pieuse et, parfois, d'organiser un secours mutuel en cas de pauvreté, de maladie ou même de mort, afin d'assurer au confrère une sépulture décente. On voit que ce phénomène associatif est assez proche, en apparence, des collèges professionnels du Bas Empire. Mais le Moyen âge connaît des formes très variées de confréries, parmi lesquelles certaines se calquent sur un cadre professionnel, tandis que d'autres groupent des bourgeois, ou des clercs, ou à la fois des clercs, des bourgeois, des artisans et des commerçants. Il n'est pas toujours commode de distinguer entre eux ces différents types, surtout aux époques où le caractère laconique des sources empêche l'historien de savoir quel est le lien qui groupe les confrères. En tout cas, la confrérie n'est pas une forme associative propre aux seuls métiers ; quantité d'exemples languedociens montrent combien il est nécessaire de nuancer l'opinion selon laquelle « sans métier, pas de confrérie ». Le lien qui unit entre eux les membres d'une même confrérie est en effet très variable : voisinage, idéal politique, et naturellement surtout désir de célébrer un culte en commun. Si l'esprit confraternel est ancien en Languedoc sous ces formes, ce n'est qu'à une époque plus récente, exactement à la fin du XIII^e siècle, que certains types de confréries se montent sur l'organisation professionnelle. Après une expansion assez rapide, la confrérie existe aux XIV^e et XV^e siècles dans beaucoup de métiers languedociens, et son organisation présente des traits communs à l'ensemble des territoires concernant notre étude. Ces traits se stabilisent, et ce n'est qu'au XVI^e siècle qu'un renouveau des confréries modifie les institutions de ces dernières. Il convient donc de distinguer l'apparition et l'évolution des confréries de leur organisation dans la région languedocienne¹.

¹ Cet avis a été exprimé par G. Espinas, ainsi que le rapporte M. Le Bras, *Les confréries chrétiennes. Problèmes et propositions*. Rev. hist. de dr., 1940-1941, p. 323. En revanche, le Languedoc fournit des illustrations à la distinction opérée par l'auteur, pour qui a existé « d'abord, un métier purement économique... assez individualiste ; ensuite, une confrérie de métier ; économique, religieuse, unioniste »...

Section I. — APPARITION ET ÉVOLUTION DES CONFRÉRIES.

Si, en Languedoc, la confrérie professionnelle est nettement postérieure au corps de métier, ce n'est pas à dire que l'esprit confraternel y soit d'apparition tardive. Seulement, il ne se manifeste pas avant la fin du XIII^e siècle dans le cadre corporatif. En effet, dès le début du XII^e siècle au moins, il existe dans le Midi de la France des types de confréries qui rassemblent des individus de condition assez diverse, tant dans les villes que dans le plat pays : ils ont fréquemment donné lieu à confusion avec les confréries professionnelles, ce qui rend nécessaire une étude de ces différents aspects de l'association confraternelle : on essaiera ici de montrer que, si la confrérie de dévotion et même la confrérie à tendances politiques apparaissent dans notre région à peu près à la même époque que dans le reste du royaume, la confrérie de métier accuse, en Languedoc, un retard tout à fait remarquable vis-à-vis des exemples que fournissent les sources relatives à d'autres pays français, et notamment les Flandres.

I. — *L'ancienneté des confréries non professionnelles.*

Vers le début du XII^e siècle, une forme nouvelle d'association à buts pieux apparaît dans le Midi languedocien. Des groupements réunissent des clercs et des laïcs, appelés *confraternitates*, se forment pour célébrer un culte commun en l'honneur de la Vierge ou d'un saint, ou bien pour assurer une sépulture décente à chaque confrère. C'est ainsi qu'à Béziers, en 1130 au plus tard², se crée une *confraternitas* dirigée par l'évêque et dont les premiers membres sont des chanoines, mais où il est prévu que des laïcs peuvent entrer ; le but de l'association est seulement d'assurer, à la mort de l'un des confrères, des funérailles auxquelles participera une procession de pénitents porteurs de cierges. A la même époque, le testament de Guilhem Ebrard, personnage apparenté à la famille des Guilhem, comporte en 1146-1147 un legs en faveur de la confrérie de l'église Saint-Firmin³. Il s'agit sans doute du même type de confrérie que de celle qui s'est fondée peu de temps auparavant à Béziers. Une confrérie qui semble créée pour subvenir aux besoins des pauvres est mentionnée à Narbonne en 1151 dans l'inscription funéraire du sacriste de Saint-Paul⁴. A une époque plus tardive, on retrouve dans d'autres villes des confréries du même type, qui n'ont rien de professionnel : à Alès, une série de donations concernent une confrérie Saint-Laurent entre 1322 et 1358, tandis que d'autres aumônes

² *Cartulaire de Béziers (Livre Noir)*, pp. 186-187, n° 136 ; l'éditeur date le texte de « vers 1130 » : les témoins à l'acte permettent de préciser que cette confrérie a été fondée entre 1128 et 1130.

³ *Liber instrumentorum Memorialium*, pp. 380-384, n° 225 : « ... Relinquo ecclesie Sancti Firmini XX solidos et ad confraternitatem ejusdem ecclesie X ».

⁴ *Hist. Lang.*, t. V, c. 14 : « ... De illo alode proprio quod habebat, omnibus suis confratribus ac pauperibus pro curacionem fieri instituit... »

sont faites de 1326 à 1334 à une confrérie Saint-Vincent⁵ : ces deux associations comportent des clercs comme des laïcs. L'ancien sénéchal de Carcassonne, Pierre de La Palud, fonde dans cette ville vers 1340 une confrérie de la conception de Notre-Dame dans l'intention de faire construire un hôpital : le roi autorise cette fondation en 1342, puis en juillet 1343 il amortit une rente de 20 livres parisis pour que soit assuré l'entretien de deux chapelains⁶ ; mais cette confrérie assure aussi les funérailles de ses confrères car la forme de ces dernières est réglementée le 14 mars 1345 par l'official et le vicaire général de l'évêque de Carcassonne⁷. Au XIV^e siècle, une confrérie Saint-Pierre est établie dans l'église des dominicains de Narbonne : le général de l'ordre des frères prêcheurs décide en juin 1367 que cette confrérie bénéficiera des prières des frères⁸. Une confrérie Notre-Dame de Bethléem est confirmée en 1375 par l'évêque de Maguelone Pierre de Vernobs, qui la met sous l'administration des consuls⁹. Même au XV^e siècle, il existe dans les villes languedociennes des confréries non professionnelles : en avril 1496, une confrérie Saint-Cléophas, établie dans une chapelle de l'église Saint-Firmin de Montpellier et comprenant des bourgeois et des marchands sous l'administration des consuls, entretient les reliques du saint et fait célébrer en son honneur une messe annuelle¹⁰. A Toulouse, plusieurs confréries, d'origine ancienne, gèrent des hospices et des hôpitaux : un legs est consenti en 1275 dans un testament afin que la confrérie Saint-Jacques héberge un malade pauvre¹¹. La confrérie Saint-Sernin gère en 1250 un hôpital de ce nom et a pour administrateurs vingt-trois bayles¹² : elle est d'ailleurs vraisemblablement plus ancienne et a donné lieu à confusion avec une confrérie professionnelle, comme on le verra plus loin.

Au XIII^e siècle, un autre type de confréries apparaît dans plusieurs villes du Languedoc : ce ne sont plus des associations à but pieux, mais des groupements plus ou moins secrets dont les intentions sont politiques. Déjà, en 1183, une confrérie de la Paix ou des « encapuchonnés », au Puy s'était donné pour tâche de débarrasser le pays des bandes de pillards qui l'infestaient, et peut être aussi de faire cesser les différends qui s'élevaient fréquemment entre les évêques du Puy et les seigneurs de Polignac¹³. De telles associations existent sûrement dès le début du XIII^e siècle dans d'autres villes car le canon 45 du concile de Montpellier de 1215 interdit ces confraternitates¹⁴. Cette prohibition n'eut d'ailleurs

⁵ Arch. Mun. Alès, I S 20, n^o 4 à 15.

⁶ *Hist. Lang.*, t. IV, p. 758.

⁷ Mahul, *Cartulaire de... Carcassonne*, t. VI, p. 442.

⁸ *Hist. Lang.*, t. V, c. 1591.

⁹ *Ibid.*, t. IV, p. 320.

¹⁰ Arch. Dép. Hérault, G, Saint Firmin, 1496.

¹¹ Cf. C. Douais, *Des fortunes commerciales à Toulouse et de la topographie des églises et des maisons religieuses de Toulouse. Mém. Soc. archéol. Midi*, t. XV, 1894, p. 25 et s.

¹² Arch. Dép. Haute-Garonne, H, Saint Sernin, 625 H.

¹³ *Hist. Lang.*, t. VI, pp. 106-109.

¹⁴ Mansi 22, c. 9.

que peu de résultat, puisque, dès 1219, est fondée à Narbonne une confrérie de l'Amistance, dont les confrères sont issus de toutes les classes de la population et qui a pour but des tâches de secours mutuel et la protection des intérêts les plus divers des confrères ; cette confrérie est sans aucun doute à l'origine des troubles qui se produisent dans la ville en 1234 et qui reflètent une hostilité marquée de la population à l'égard des inquisiteurs et de l'archevêque¹⁵ : c'est là plus une *conjuratio* qu'une confraternitas, et ce caractère explique l'ordre donné en août 1270 au vicomte de Narbonne par le sénéchal de Carcassonne de faire cesser les réunions secrètes et les conjurations, et de dissoudre ces associations s'il en existe¹⁶. Il n'est pas douteux que ce mouvement confraternel occulte ne soit causé en partie par l'hérésie albigeoise et par la croisade menée par différents seigneurs étrangers au pays contre ces hérétiques. Au reste, il existe à Toulouse deux confréries dès 1211, et qui, l'une dite « blanche », a été fondée par l'évêque Foulques pour combattre l'hérésie et qui participera au siège de Lavaur, et l'autre, la confrérie « noire », recrutée dans le Bourg, semble favorable au comte et ne manquera pas de combattre la précédente en de nombreuses occasions¹⁷. Même après la mort de Raymond VII, d'autres confréries paraissent être en mesure de mettre l'ordre public en danger : Alphonse de Poitiers ordonne en 1267 à son viguier toulousain de dissoudre la confrérie du Carmel qui groupe environ 5.000 personnes, et toutes les autres confréries qui ont pu s'établir dans la ville¹⁸. De nouveau, Philippe le Bel doit intervenir pour ordonner la dissolution des confréries toulousaines ; il rappelle que la paix de Paris de 1229 les a interdites, et que malgré cette prohibition elles réapparaissent clandestinement et sont responsables de nombreux meurtres, tant à la campagne que dans les villes¹⁹ ; le même ordre est donné au sénéchal de Carcassonne le 6 septembre 1289²⁰ : les syndics de diverses confréries d'Albi, dont l'une avait été créée en 1243 par l'évêque Durand pour lutter contre l'hérésie²¹, protestent le 13 décembre 1289 contre les vexations dont ils sont l'objet de la part du viguier royal d'Albi, qui pourtant ne fait qu'appliquer les ordres du roi²². Toujours à Albi, quelques habitants fondent en 1328 une confrérie Saint-Louis, placée sous le patronage royal et visiblement dirigée contre le pouvoir épiscopal : les confrères ont en particulier le droit d'apposer des panonceaux aux armes du roi ; l'évêque se plaint et parvient en 1343 à obtenir du roi qu'il retire sa protection sur cette confrérie et qu'il la fasse dissoudre²³. Mais des confréries à intentions politiques continuent à exister : leur dissolution ne sera acquise qu'après le concile de

¹⁵ *Hist. Lang...*, t. VI, pp. 684-685.

¹⁶ Arch. Mun. Narbonne, AA 26.

¹⁷ *Hist. Lang...*, t. VI, p. 352.

¹⁸ *Ibid.*, p. 903.

¹⁹ Arch. Mun. Toulouse, AA 4. 11.

²⁰ *Hist. Lang...*, t. X, c. 239-242.

²¹ *Ibid.*, t. IV, p. 386.

²² *Ibid.*, t. V, c. 1356, n. 152.

²³ *Ibid.*, t. IV, p. 656.

Lavail de 1368, dont le canon 14 interdit la formation de confréries groupant des membres de condition noble, et qui, selon un usage assez fréquent d'après le texte, réunissaient les confrères, une fois par an, dans une assemblée secrète où ils se prêtaient serment les uns aux autres de s'assister et élaient un chef à qui ils juraient l'obéissance²⁴. Le XIII^e siècle semble cependant avoir été l'époque d'élection de ces confréries révolutionnaires dans le Languedoc comme d'ailleurs dans le sud-ouest de la France²⁵.

Enfin, il existe dans un nombre considérable de villages languedociens des confréries rassemblant la population de la communauté pour célébrer le culte d'un saint : ces confréries portent le nom de charités, *caritats*, qui sera adopté par beaucoup de confréries professionnelles ; elles sont anciennes : telles ces *caritats* Saint-Saturnin et Saint-Léonce dans la région de Montpellier à la fin du XII^e siècle²⁶, ou la confrérie Saint-Vincent de Popian au début du XIII^e siècle²⁷. En 1183, une confrérie existe à Sommières²⁸. On relève également une série de *caritats* aux XII^e et XIII^e siècles dans la région de Narbonne²⁹. Près de Toulouse, un bayle dirige vers 1139 une confrérie Saint-Sauveur et Sainte-Croix³⁰. Des *caritats* de campagne peuvent aussi être signalées dans les régions qui bordent les pays languedociens au Nord : ainsi en Quercy vers 1120³¹, ou en Rouergue vers 1160³². De telles charités subsistent pendant tout le Moyen âge : celle des Matelles, au nord de Montpellier, bénéficie en 1326 d'un legs portant sur une pièce de terre³³ ; dans la

²⁴ Baluze, *Concilia Galliae Narbonensis*, p. 292.

²⁵ Cf. J.A. Brutails, *Note sur les anciennes confréries et l'assistance mutuelle dans le sud-ouest*, Rev. Philomath. Bordeaux, 1903, n° 9 ; une telle confrérie est signalée à Dax en 1283 ; du même, *Note sur les fonds bénédictins des archives de la Gironde*, Bordeaux, 1915 : à la Sauve, deux confréries révolutionnaires en 1247 ; une autre à Bayonne en 1242.

²⁶ Cart. Valmagne, ms Arch. Dép. Hérault, Fief des Horts, Cap. XV : Testament de Guiraud de Corneilhan, 1186 : « In primis ego Guiraudus de Corneliano dimitto animam domino Deo et corpus meum ad sepeliendum in ecclesia Sancti-Saturnini et dimitto ibi ad primas venientes messes IV sextarios de blado et ad ecclesiam Sancti-Leoncii III sestarios, et ad operam ecclesie Sancte-Marie II sestarios, unicuique presbiterorum XII denarios, diacono VI denarios, subdiaconibus duobus III denarios unicuique, inter ambas caritates dimitto meam partem illius terre quam ego et Guillelmus de Corneliano frater meus habemus simul in terminio de Corneliano ad Roretum ».

²⁷ *Ibid.*, Fief de Mèze, Cap. IX : Testament de Berenger Roger de Loupian, août 1210 : « ...Laxo confrarie Sancti Vincencii de Popiano... »

²⁸ *Hist. Lang.*, t. VIII, c. 355.

²⁹ Cf. Richard W. Emery, *Heresy and inquisition in Narbonne*, New York, 1941.

³⁰ C. Douais, *Cartulaire de Saint-Sernin*, p. 296, n° 413 : « Confratribus Sancti-Salvatoris et Sanctae Crucis ».

³¹ C. Brunel, *Les plus anciennes chartes provençales*, p. 28, n° 23 : « ... Del mas de Comba Bertral es lo deimes S. Germa el parrochianatques que a ecclesia aperte e so proferent e sa caritat e suas vigílias. »

³² *Ibid.*, p. 86, n° 88 : « Breu de la Cavallaria de Jherusalem de la cofrairia de San Gregori » ; aj. *Suppl.*, p. 176, n° 541, les deux « caritatx comunals » de Capdenac signalées vers 1200.

³³ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartier, F. 6. 2912 et 2913.

même région, la confrérie de Montpeyroux établissait en 1345 un rôle des réceptions des nouveaux confrères, dont il semble que l'association assure la sépulture⁸⁴, tandis que près de Lunel, la charité de Lansargues est administrée par des caritadiers qui, entre 1487 et 1492, baillent plusieurs terres à emphytéose⁸⁵. En Vivarais, une confrérie Saint-Esprit fonctionne à Bonlieu en 1464 tandis qu'à la même époque la confrérie du village de Thines est censitaire de plusieurs terres⁸⁶. Des confréries du même type sont fondées au XVI^e siècle dans le Minervois⁸⁷.

Ces confréries villageoises, on le voit, ont capacité d'acquérir des biens fonds et de les bailler à cens, ainsi que de percevoir des cotisations. Elles sont administrées par des bayles, dont il semble que la nomination appartient, au moins sur les terres des abbayes, à l'abbé ou au prieur. Leur rôle le plus fréquent est de subvenir à l'entretien des pauvres de la paroisse, tant pendant leur vie en leur assurant de quoi subsister, qu'après leur mort, en payant les frais de leurs funérailles. Ce but pieux, ajouté aux termes mêmes qui les désignent — *caritats* —, ou qui servent à nommer leurs chefs — bayles —, indique que les confréries de métier se sont plus ou moins constituées sur leur type. Mais les sources ne permettent pas toujours de faire la différence entre ces différents types de confrérie, et d'assez nombreuses confusions ont été commises à ce sujet en Languedoc : nous allons tenter de montrer que partout où l'on a voulu voir avant la fin du XIII^e siècle une confrérie professionnelle, il s'agit de l'un de ces aspects de l'esprit confraternel dont nous venons de voir qu'il est ancien du XII^e siècle au moins — et ne se calque nullement sur les cadres corporatifs.

II. — *Confréries d'entraide ou de dévotion et confréries professionnelles.*

Les confréries professionnelles ont, d'après de nombreux auteurs, des origines fort anciennes en Languedoc : elles y seraient apparues au moins au XII^e siècle ; encore faut-il apporter quelques preuves à ces assertions, et ne pas se contenter, comme un auteur catalan du siècle dernier, d'affirmer que la confrérie a certainement précédé le métier en Catalogne, tout en précisant que l'on ne possède pour cette région aucun renseignement sur les associations au XII^e siècle et au début du siècle suivant⁸⁸. Il est également nécessaire, dans cette étude, de se méfier des renseignements tirés des mémoires des corporations du XVIII^e siècle, qui, pour se donner une origine particulièrement reculées, fournissent les informations les plus fantaisistes : ainsi, les représentations des chirur-

⁸⁴ Arch. Dép. Hérault, E, documents récupérés en 1926, n° 1.

⁸⁵ *Ibid.*, N° 2.

⁸⁶ Jean Régné, *La vie économique et les classes sociales en Vivarais au lendemain de la guerre de Cent ans*. Aubenas, 1926, pp. 26 et 97.

⁸⁷ Cayla, *Essai sur la vie des populations rurales à Ginestas et dans ses environs au début du XVI^e siècle*. Carcassonne, 1938, p. 202.

⁸⁸ Sanpere y Miquel, *Barcelona, Memoria historica, filosofica y social*. Barcelone, 1878, p. 129.

giens de Montpellier, en 1748, font remonter l'existence de « maîtres et consuls de l'art de chirurgie » dans cette ville, à l'année 1088³⁹. Une enquête menée parmi les maîtres couteliers de Toulouse en 1776 mentionne une confrérie de ce métier qui aurait participé à la construction de l'église de la Dalbade avant 1200 : malheureusement, aucune preuve n'est apportée à l'appui d'une affirmation aussi tardive⁴⁰. Seule existe à Toulouse dès le XI^e siècle, la puissante confrérie extra-professionnelle de Saint-Sernin⁴¹.

Il faut d'abord se garder de confondre les confréries professionnelles avec les conjurations politiques appelées également *confraternitates* : ces confréries séditeuses sont, on l'a vu, fréquentes en Languedoc au XIII^e siècle et ont parfois été considérées comme d'origine professionnelle⁴² : ainsi la *confratria procerum* de Saint-Affrique, dont les membres sont pourtant des notables de la cité, et non des artisans ou des commerçants détaillants⁴³ ; celle de Saint-Louis à Albi, qui groupe du XIII^e au XV^e siècle des habitants de la ville d'origines diverses⁴⁴ ; celle de Notre-Dame dans la cité de Rodez, qui, en 1454 encore, compte 700 confrères, dont un fort contingent de personnes de condition noble⁴⁵ ; les textes interdisant les confréries au XIII^e siècle concernent ces associations, et non les confréries professionnelles, comme on l'a cru, par exemple, pour cette prohibition, édictée à Albi en 1269⁴⁶, ou à Montolieu, à l'ouest de Carcassonne, en 1231⁴⁷.

Mais ce sont surtout les confréries charitables et pieuses qui ont donné lieu à confusion avec les confréries professionnelles. On a considéré par exemple la confrérie Saint-Symphorien d'Avignon, mentionnée sans description en 1110, comme une confrérie professionnelle⁴⁸ : or un texte de 1376, qui la concerne, déclare que cette confrérie rassemble des personnes, sans distinction de profession, chargées de subvenir à l'entretien des pauvres gens ; le caractère non professionnel de cette confrérie n'a été signalé que récemment⁴⁹. Du reste, les confréries des métiers avignonnais, si elles sont un peu antérieures à celles de Lan-

³⁹ E. Forgue, *L'école chirurgicale de Montpellier des origines au quatorzième siècle*, Guy de Chauliac. Montpellier Médical, t. L, n° 3, novembre 1956, p. 333.

⁴⁰ Julien, *Histoire de la paroisse N.D. la Dalbade*. Toulouse, Privat, 1891, p. 124, n° 1, où l'auteur prend à son compte cette affirmation.

⁴¹ Elle offrit le maître-autel de Saint-Sernin qu'Urbain II consacra en 1096 ; cf. A. Auriol et R. Rey, *Saint-Sernin de Toulouse*. Toulouse, 1930, pp. 244-246.

⁴² Cf. Paul Dognon, *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion*. Paris-Toulouse, Picard-Privat, s.d., p. 49.

⁴³ Nayral, *Aperçus historiques sur la ville de Saint Affrique*, 1877, p. 54.

⁴⁴ Cl. Compayré, *Etudes historiques...*, p. 172.

⁴⁵ Affre, *Lettres sur l'histoire de Rodez*, 1874, p. 255.

⁴⁶ Compayré, *Etudes historiques...*, p. 158, art. 17.

⁴⁷ Mahul, *Cartulaire... de Carcassonne*, t. I, p. 127.

⁴⁸ Cf. E. Duprat, Avignon dans l'*Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*, t. II, 1924, p. 297.

⁴⁹ Cf. G. Sautel, *Les villes du Midi méditerranéen au Moyen Age...*, p. 343.

guedoc, n'apparaissent qu'au XIII^e siècle : en 1228 est signalée une confrérie des merciers⁵⁰, suivie en 1247 de celle des fustiers⁵¹. A Montpellier, la confrérie de Saint-Firmin, mentionnée dans le testament de Guilhem Ebrard, a été considérée à tort comme une confrérie professionnelle, de même que celle de la Vraie Croix, fondée en 1294, et que celle du Saint-Sacrement, à laquelle le changeur Nat Palmier lègue 100 sous tournois dans son testament de 1324^{51 b^{is}} ; d'autre part, les statuts des barbiers de 1252 ont été confondus avec ceux de 1292 pour permettre de dater leur charité de la plus ancienne de ces dates, alors que seul le plus récent des deux textes la mentionne⁵². Mais c'est surtout à Toulouse que ce genre de confusion a été le plus net ; différents auteurs se sont fondés sur un texte de 1184, que nous avons déjà cité et qui fait apparaître des *bajuli confratrie* dans un statut du viguier comtal et du Commun Conseil relatif à la police de la boucherie⁵³, pour y voir une confrérie des bouchers : ainsi Levasseur⁵⁴, qui ajoute que les consuls donnèrent auparavant des statuts à la confrérie des boulangers en 1152, ce qui est manifestement erroné, aucun texte relatif à ces artisans ne mentionnant de confrérie avant le XIV^e siècle ; A. Molinier voyait même ces bouchers organisés en corporation dès 1184⁵⁵, tandis que M. Limouzin-Lamothe assimile nettement ces bayles aux chefs de la confrérie des bouchers⁵⁶. De même miss Mulholland considère cette confrérie comme une association de bouchers⁵⁷, tandis que M. Mundy se montre plus hésitant⁵⁸. Pourtant, il faut d'abord relever que, ni les statuts de 1159, concernant la boucherie⁵⁹, ni surtout le statut corporatif de 1322⁶⁰ ne mentionnent une confrérie de bouchers. En réalité, il s'agit de la confrérie du Bourg de Saint-Sernin, dont les bayles participent à l'administration et à la justice de la ville dès 1172⁶¹. En

⁵⁰ P. Pansier, *Les confréries d'Avignon au XIV^e siècle. Ann. d'Avignon et du Comtat Venaissin*, t. XX, 1934, p. 7.

⁵¹ Gunnar Mickwitz, *Die Kartellfunktionen der Zünfte*, p. 70, considère à tort que cette confrérie est la première à être apparue à Avignon.

^{51 b^{is}} A. Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 466.

⁵² *Ibid.*, p. 183 et n. 2 ; le texte est édité pp. 455-457.

⁵³ *Hist. Lang.*, t. VIII, Pr. L, c. 373-374.

⁵⁴ *Op. laud.*, t. I, p. 261 : « A Toulouse, les consuls donnent des règlements à la confrérie des boulangers en 1152, et à celle des bouchers en 1184 ».

⁵⁵ *Hist. Lang.*, t. VI, p. 110, n. 5.

⁵⁶ *Op. laud.*, p. 197 : « Le cartulaire nous montre, par exemple, les bayles de la confrérie des bouchers collaborant avec le viguier et les consuls... »

⁵⁷ *Early Gild*, p. XI.

⁵⁸ *Liberty and political power.*, p. 65 et n. 27 et 28.

⁵⁹ Teulet, *Layettes*, t. I, n° 149. *Hist. Lang.*, t. V, pr. 624, c. 1218-1219.

⁶⁰ Mulholland, *Early Gild.*, pp. 64-72 ; il faut noter que les amendes ne sont pas versées à une confrérie, mais à la ville.

⁶¹ Douais, *Cart. Saint-Sernin*, p. 41, nx 58 : « De iudicio dato quod baiuli juratis dederunt.

Sciendum est quod Ugo, abbas ecclesie Sancti-Saturnini, conquestus est baiulis de confratria, scilicet Bernardo Adalberti, et Bernardo de Saona, et W° Rufi, et Poncio Rufi, de Petro Raymundi de Viridi-Folio et fratribus eius, scilicet de Leus et de Fagarolas, quibus abstulerunt IX iuga boum et duas equas, quarum una erat pregnata ; qui homines supradicti depredati sunt Petro Raymundi de Viridi-Folio qui, veniens coram predictis baiulis, predicti

effet, dans un jugement prononcé par les bayles de cette confrérie, à la suite d'une enquête avec mise de la preuve à la charge du demandeur, ce qui est là un usage très récent en Languedoc, quatre bayles, tous de familles bourgeoises bien connues⁶² prononcent leur sentence à la demande de l'abbé de Saint-Sernin ; ces personnages représentent certainement la population du Bourg aux réunions du Commun Conseil de la ville, et en particulier lors du statut de 1184 relatif à la police de la boucherie. Il ne s'agit donc nullement d'une confrérie de bouchers.

Ainsi, il n'existe pas de trace en Languedoc de confréries professionnelles avant la fin du XIII^e siècle. L'usage n'en est donc pas très ancien : leur apparition est certainement postérieure à celle des confréries de Provence et du Comtat Venaissin, antérieure en revanche aux confréries des métiers du Sud-Ouest, dont on ne trouve de traces qu'au XV^e siècle, et⁶³ à celles de l'Ouest de la France⁶⁴. Le sens général de l'expansion des confréries semble donc aller de l'est à l'ouest, et il

homines naturales ecclesie Sancti-Saturnini. Qui supradicti baiuli miserunt pro baiuli dixerunt ei quod Ugo, abbas Sancti-Saturnini, conquerebatur de eo de preda quam fecerat hominibus de Leus et de Fagarolas. Et ipse Petrus Raymundi promisit se satis facturum predicto abbati iudicio supradictorum baiulorum. Quibus baiulis, tactis sacrosanctis evangelis iuravit quod non celaret veritatem nec diceret mendacium. Similiter abbas mandavit super ordinem suum quod non diceret mendacium nec celaret veritatem. Super hoc supradicti baiuli dixerunt abbati, ut diceret de quo conquerebatur de Petro Raymundi. Supradictus abbas dixit quod Petrus Raymundus Amelii, dictus filius Raymundi Wilelmi de Viridi-Folio abstulerat supradictis hominibus de Leus et de Fagarolas qui sunt homines naturales predictae ecclesie, IX iuge boum et duas equas, quarum una erat pregnata. Qui predictus Petrus Raymundi dixit se non fecisse supradictam predam. Qui supradicti baiuli interrogaverunt predictum abbatem si posset probare hoc quod predictus Petrus Raymundi negaverat. Supradictus abbas probavit per idoneos testes quod prefatus Petrus Raymundi confessus fuerat se fecisse supradictam predam. Unde supra dicti baiuli interrogaverunt predictum Petrum Raymundi si vellet aliquid dicere contra testes ; et ipse dixit se dicere si posset ; et diem dicendi testibus cepit ; et illo die statuto nichil testibus dixit. Qui supradicti baiuli iudicaverunt quod predictus Petrus Raymundi habebat sacramentum super duos supradictorum testium ; quod sacramentum absolvit predictus Petrus Raymundi predictis testibus ; et dixit quod solus non fecerat supradictam predam, set alios socios habuit qui participes fuerunt supradictae prede ; qui supradicti baiuli iudicio iudicaverunt quod predictus Petrus Raymundi tenebatur de omni supradicta preda emendanda predictae ecclesie Sancti-Saturnini et predicto abbati. Qui supradictus Petrus Raymundi mandavit per fidem suam predicto abbati quod non exiret Tolosam neque de potestate predicti abbatis, donec omnem predictam predam emendaret predicto abbati et predictae ecclesie Sancti-Saturnini. Unde conqueritur predictus abbas quod predictus Petrus Raymundi neque quod promisit fide servavit, neque predictam predam emendavit predicto abbati. Istius sunt testes Petrus Munio prior ecclesie Sancti-Saturnini, et Raymundus Wi canonicus, et Bernardus Petri de Cosa, et Arnaldus Ferrucius qui cartam istam scripsit... anno ab incarnatione Domini M^oC^oLXX^oII^o ».

⁶² Cf. J.H. Mundy, *op. laud.*, p. 257, n. 52 : Bernard Adalbert, en particulier, fut trois fois capitoul.

⁶³ J.A. Brutails, *Note sur les anciennes confréries...*, signale la confrérie des couturiers de Bordeaux en 1444, et en 1435 celle des mariniers de la même ville.

⁶⁴ E. Cornaert, *Une question dépassée...*, p. 8.

serait possible de voir là l'influence du système corporatif et confraternel italien. Le caractère séduisant de cette hypothèse est malheureusement limité par le fait que les premières confréries professionnelles languedociennes naissent, comme on va le voir, dans l'extrême nord de la région et à Montpellier. Peut-on, à partir de ces données, voir dans la confrérie du métier languedocien une importation du Nord de la France, et plus particulièrement des Flandres ? Nous ne le pensons pas, car s'il en était ainsi, l'Auvergne, et au moins celles de ses villes situées sur les grandes routes, auraient dû connaître l'association confraternelle de métier plus tôt que le Languedoc : il n'en est rien, les plus anciennes d'entr'elles n'apparaissant en Auvergne qu'au XIV^e siècle⁶⁵. Nous continuons donc à penser que le mouvement confraternel languedocien est une importation, sinon indirectement italienne, du moins directement provençale.

III. — *L'apparition et l'expansion des confréries de métiers en Languedoc.*

Vers la fin du XIII^e siècle, la confrérie professionnelle apparaît dans la partie orientale du Languedoc. Elle s'y généralise au siècle suivant, de même d'ailleurs que dans le Comtat, si l'on excepte les quelques confréries de métiers d'Avignon au XIII^e siècle⁶⁶ : elle apparaît à cette époque dans l'ouest du Languedoc, soulignant ainsi l'expansion des formes confraternelles d'associations professionnelles d'est en ouest, qui caractérise les confréries de métiers de la France méridionale au Moyen âge.

En 1283, une confrérie du corps des âmes, des drapiers et pelletiers, et de Saint-Jean est fondée au Puy ; il s'agit là d'une association qui restera longtemps d'un type exceptionnel dans cette ville : la deuxième en date de ces confréries, celle des sauniers, n'est fondée qu'en 1374⁶⁷. Ces deux associations, dirigées par des bayles, reçoivent les offrandes des membres du métier — et peut-être même des cotisations de caractère obligatoire — pour que des soins soient apportés aux confrères malades et pour que des funérailles décentes leur soient assurées. Les mêmes caractères se retrouvent dans des statuts des premières *caritats* professionnelles de Montpellier, mais la confrérie y a une autre source de revenus, constituée par le produit des amendes corporatives : ce trait n'est pas encore très net dans les statuts de 1292 établis par les prudhommes des argentiers, avec l'accord des consuls⁶⁸, mais apparaît clai-

⁶⁵ E. Everat, *Les confréries à Riom (XIII^e-XX^e siècles)*. *Mém. Acad. Sc. Belles-Lettres, Arts de Clermont-Ferrand*, 2^e série, 1915, n° 9.

⁶⁶ P. Pansier, *Les confréries d'Avignon*, p. II, note que les deux tiers des statuts de confréries d'Avignon qu'il a pu retrouver ont été rédigés entre 1330 et 1343. Mais cf. le *luminaires des fripiers* en 1247, Billioud, *op. laud.*

⁶⁷ Arch. Dép. Haute-Loire, G. 261 ; cf. aussi Beugnot, *Olim.*, t. III, n° 1402 (1293).

⁶⁸ Germain, *Histoire de la Commune...*, t. III, pp. 485-487.

rement dans le règlement de la *caritat* des barbiers de 1293⁶⁹. Toutefois, les statuts des argentiers en 1292 apportent diverses précisions : les prudhommes du métier ont fait construire un autel dédié à saint Eloi dans la chapelle de l'hôpital Notre-Dame ; trois « ouvriers » du métier, distincts des prudhommes, percevront le produit des aumônes, qui servira à l'achat des objets du culte ; les aumônes versées au chapelain devront être données par ce dernier aux « ouvriers » ; enfin, les ouvriers sont nommés pour trois ans parmi les consuls majeurs, mais si les prudhommes du métier les trouvent de valeur médiocre, ils pourront exiger des consuls leur remplacement.

D'autre statuts de *caritats* sont promulgués à Montpellier à intervalles réguliers, s'échelonnant jusque vers le milieu du XIV^e siècle. Il faut citer ainsi ceux des candeliers de suif de 1295, des meuniers de 1298⁷⁴, des menuisiers de 1304⁷⁶, des poliers (poulaillers) de 1312⁷⁶ ; en 1316, un statut consulaire mentionne l'assistance de confrères aux funérailles de l'un des leurs⁷⁷ ; ensuite sont rédigés les statuts des caritats des ciriers et poivriers en 1317, des jupiers en 1320, des cordonniers à la même date, des pelhiers en 1322, des vanneurs et bluteurs l'année suivante, des tailleurs, également en 1323, des merciers en 1324⁷⁸, des teinturiers en 1340⁷⁹, des changeurs en 1342⁸⁰, des pelhiers (fripiers) en 1351⁸¹. Mais la liste des *caritats* est loin de correspondre alors au nombre total de métiers représentés dans la ville, et, d'autre part, certains métiers désirent réviser les statuts de leur charité : une nouvelle série de statuts est promulguée dans le court espace de trois ans, entre 1365 et 1367 ; ils concernent en 1365, les merciers, peaussiers⁸², cordiers et tisserands, jardiniers, fourniers, bouchers, et cordonniers⁸³ ; en 1366, les corroyeurs⁸⁴, poivriers⁸⁵, peyriers⁸⁶ et maçons ; en 1367, les laboureurs du Puech de la Roque se groupent également en une *caritat*⁸⁷. Ainsi, la généralisation des confréries s'est produite vers le

⁶⁹ *Ibid.*, pp. 455-457.

⁷⁰ Arch. Mun. Montpellier, commune clôture, n° 697.

⁷¹ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, B. 3. 610.

⁷² *Ibid.*, fonds de la commune clôture, n° 560.

⁷³ *Ibid.*, n° 329.

⁷⁴ *Ibid.*, pp. 459-460 et pp. 460-461.

⁷⁵ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, c. 1. 1115.

⁷⁶ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, pp. 461-462.

⁷⁷ *Ibid.*, T. I, pp. 346-347.

⁷⁸ *Ibid.*, T. III, pp. 463-465, 467-469, 469-471, 471-474, 474-475, 475-479, 479-481.

⁷⁹ Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 179-182.

⁸⁰ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, Jean Laurens, notaire du consulat, f°^a 52 à 54.

⁸¹ Germain, *Histoire du commerce*, t. II, pp. 215-218.

⁸² Arch. Mun. Montpellier, BB 5, Pierre Gilles, notaire du consulat, f°^a 6 v° et 10 v°.

⁸³ *Ibid.*, BB 7, f°^a 18, 8, 7 v°, 6 et 3 v°.

⁸⁴ *Ibid.*, BB 8, f° 65.

⁸⁵ *Ibid.*, BB 9, f° 12.

⁸⁶ *Ibid.*, BB 7, f° 30 v° et BB 8, f° 58.

⁸⁷ *Ibid.*, BB 10, f° 7.

milieu du XIV^e siècle à Montpellier, à peu près à la même époque qu'à Avignon.

Les confréries professionnelles de Nîmes semblent un peu plus récentes que celles de Montpellier. Il est vrai que nous n'en connaissons aucun statut du XIV^e siècle, et que le premier texte qui les cite, (que nous avons déjà examiné), fait allusion à une série de confréries professionnelles, dirigées dès 1337 par les chefs des métiers⁸⁸. Elles sont coiffées par une charité majeure, qui est, plus qu'une association, une offrande générale de pain aux pauvres, de la part de l'ensemble des confréries d'artisans et de commerçants, et sous la direction des consuls majeurs, le jour de l'Ascension⁸⁹. D'autre part, une deuxième vague d'apparition de confréries professionnelles est à noter, à Nîmes comme dans d'autres villes du Languedoc, dans la deuxième moitié du XVI^e siècle : le premier métier à constituer alors une confrérie à Nîmes est celui des charretiers, dont les statuts sont datés de 1566⁹⁰ ; c'est là indiscutablement un des moyens imaginés par l'Eglise pour tenter d'enrayer les progrès de la Réforme.

A l'ouest de Montpellier et de Nîmes, les confréries professionnelles semblent d'apparition plus récente. Les statuts corporatifs de Narbonne, au XIV^e siècle, n'y font aucune allusion, pas plus ceux des meuniers de 1331⁹¹ que ceux des tisserands et pareurs de 1346⁹². A Carcassonne, la première confrérie apparaît en 1402 dans des statuts que nous avons examinés au début de cette partie de notre étude. Dans les statuts toulousains, on trouve cependant mention d'un luminaire corporatif, à l'entretien duquel est affecté le produit des amendes : il en va ainsi chez les tisserands dès 1279, et ce statut déclare expressément que deux lampes seront entretenues par le métier aussi longtemps que les bayles le voudront⁹³. Le produit des amendes est également destiné à des lampes qui brûlent dans une église aux frais du métier, chez les pelhiers en 1279 et chez les freiniers en 1288⁹⁴. Mais tout ceci ne représente qu'une faible partie des métiers organisés à Toulouse à cette époque, et évoque plutôt l'aspect religieux des activités du métier qu'une véritable confrérie, dotée, comme elle l'est dès le début du XIV^e siècle à Montpellier, de la personnalité morale. En fait, il faut attendre les statuts des pâtisseries de janvier 1368 (n.s.)⁹⁵ et ceux des maréchaux ferrants d'octobre 1373⁹⁶,

⁸⁸ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. II, pr. L, pp. 99-100.

⁸⁹ Azaïs, *Les Caritats à Nîmes. Mém. Acad. Gard*, 1874, pp. 58-60.

⁹⁰ Arch. Dép. Gard, H 298.

⁹¹ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} thalamus, f^o 299 v^o.

⁹² *Ibid.*, AA 104, 4^e Thalamus, f^o 42.

⁹³ Mulholland, *Early Guild...*, p. 21, art. 3 : « Item statuerunt predicti domini consules quod predicti textores, qui nunc sunt et pro tempore erunt, habeant et teneant lampades suas oleo ardentes ad honorem Dei et beate Marie Virginis et beati Stephani, protomartyris sedis Tholose, videlicet 1 lampadem in ecclesia beati Stephani et aliam in ecclesia beate Marie Deaurate Tholose, videlicet tantum temporis quantum eisdem bajulis expediens videbitur et honestum ».

⁹⁴ *Ibid.*, pp. 41-44 et pp. 46-49.

⁹⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 361 à 364.

⁹⁶ *Ibid.*, f^{os} 175 à 179.

pour trouver à Toulouse des métiers formant confrérie ; de plus, ce n'est qu'au xv^e siècle que la confrérie existe dans la plupart des métiers organisés. Le même retard qu'à Toulouse, toujours vis-à-vis de la partie orientale du Languedoc, est manifesté dans l'Albigeois, où la première confrérie professionnelle apparaît à Cordes en 1371 : elle concerne les tanneurs⁹⁷. Comme à Nîmes, les métiers de Cordes connaissent au xvi^e siècle un deuxième développement d'aspect confraternel : en 1574, les cordonniers s'y groupent en une confrérie Saint-Crépin⁹⁸, les maréchaux ferrants et les métiers voisins font de même en 1589⁹⁹. Hors du Languedoc, mais dans une région voisine, des confréries apparaissent à Espalion, en Rouergue, vers la même époque : ainsi celle des tanneurs, dès 1521, celle des laboureurs en 1567, celle des cardeurs en 1625¹⁰⁰. Il en va sans doute de même pour les confréries de Millau¹⁰¹.

Il faut donc retenir de ces développements que les confréries ne sont apparues que tard en Languedoc : à la fin du xiii^e siècle dans la partie orientale du pays, au siècle suivant à l'ouest. Un mouvement général semble gagner peu à peu le sud-ouest de la France à partir de la Provence, et les villes languedociennes marquent quelques étapes de cette lente pénétration. Au xv^e siècle, les confréries professionnelles existent partout dans la province. Mais, dès le moment où elles sont apparues, le métier organisé a tendu à se fondre avec elles, ainsi qu'on va tenter de le décrire maintenant.

Section II. — LA VIE DES CONFRÉRIES PROFESSIONNELLES.

Les confréries professionnelles rassemblent un certain nombre d'artisans ou de commerçants pour parvenir à un même but pieux et charitable. Ces artisans ou ces commerçants doivent former un groupe : un seul d'entre eux ne pourrait à lui tout seul constituer une confrérie ; si un métier, autrefois pratiqué par plusieurs personnes, n'a plus qu'un seul représentant dans la ville, ce dernier se joint à une autre confrérie. Le cas se produit chez les verriers de Montpellier en 1410 : à cette date, les consuls promulguent une ordonnance d'union de la charité des merciers et candeliers de suif avec celle des verriers, « attendu que en l'offici de veyriés non y avia mayes que una persona et per se non podia far caritat »¹⁰². Cet ensemble de gens de métiers est réuni à la fois pour subvenir à l'entretien des pauvres et pour secourir les membres de la profession dans le besoin. Mais la confrérie est, avant tout, le moyen pour le métier de faire célébrer un culte collectif. Messes, lumineaire, processions constituent un aspect important de la vie corporative, auquel les statuts accordent une place de choix, c'est-à-dire généralement les premiers articles de ces textes. Mais toutes ces activités exigent des

⁹⁷ Arch. Mun. Cordes, GG 84.

⁹⁸ Publiés par Ch. Portal, *Revue du Tarn*, t. VIII, 1890-1891, pp. 257-258.

⁹⁹ Publiés par le même, *Histoire de Cordes*, pièce justific. n° 18.

¹⁰⁰ Affre, *Lettres sur l'histoire de Rodez*, *passim*.

¹⁰¹ Artières, *op. laud.*, p. 262.

¹⁰² Arch. Mun. Montpellier, BB 31, pièce hors foliotage.

fonds, que ne suffisent pas à procurer les offrandes volontaires, ni le produit des amendes infligées aux gens de la profession. Aussi les chefs du métier lèvent-ils des cotisations pour que la confrérie puisse subsister ; à cet égard, la confrérie, élément religieux du métier, en constitue aussi l'élément financier. On s'explique par là que la confrérie ait très vite été confondue en Languedoc avec le métier lui-même, au point que, dans une ville comme Montpellier par exemple, il n'est fait aucune différence entre confrérie professionnelle et métier organisé. Surtout, l'institution essentielle du métier languedocien, le bayle ou consul particulier, est, sauf en de très rares cas, à la fois le chef de la confrérie et le chef du métier. Les membres de la confrérie sont les mêmes que ceux du corps. Enfin, ce n'est qu'en tant que confrérie que le métier languedocien possède la personnalité morale pour posséder et accenser des biens immeubles. Les pages qui suivent vont reprendre ces différents points d'une façon plus détaillée.

I. — *La confrérie, association de caractère religieux.*

La confrérie professionnelle est d'abord une association de personnes pratiquant un culte en commun. Presque toujours, un saint ou une sainte sont particulièrement honorés et donnent son nom à la confrérie. Ce n'est que dans les premiers statuts des confréries montpelliéraines que l'on ne trouve aucun patronage spécial, en dehors, toutefois, du culte de la Vierge ; mais ce dernier existe même dans les statuts des confréries qui se donnent un saint patron. Ce patron, en tout cas, n'est mentionné, ni dans les statuts de la confrérie des barbiers de 1293, ni dans ceux des chandeliers de suif de 1295, ni dans ceux des meuniers de 1298 ; toutefois, les argentiers ont saint Eloi pour patron dès 1292. Au contraire, les confréries du XIV^e et du XV^e siècle, toujours à Montpellier, et tout particulièrement celles du XVI^e siècle, ont un saint patron, généralement le même dans les villes les plus diverses, dans les métiers d'activité identique¹⁰³. Au Puy, vers 1530, les confréries ont pour nom

¹⁰³ Les Arch. Dép. Hérault contiennent des listes de saints patrons de confréries professionnelles de la fin du XVI^e siècle, pour une série de diocèses languedociens :

Diocèse d'Albi, série C 2773

Ville de Cordes

corps des marchands	saint Martial
tailleurs d'habits	sainte Luce
serruriers, forgerons, selliers, chaudronniers, bâtiers, potiers d'étain, vitriers, cordiers ..	saint Eloi
menuisiers, charpentiers, maçons	saint Roch
cordonniers	saint Crépin

Ville d'Albi, série C 2789

confrérie des négociants	saint Michel
confrérie des maçons, couvreurs, paveurs, briquetiers, etc.	sainte Catherine de Sienné
confrérie des fabricants d'étoffe, cardeurs et tondeurs	sainte Quiterie

et patron : le Saint-Sacrement, chez les médecins, armateurs et apothicaires ; Notre-Dame des Anges, pour les merciers d'un quartier de la ville, et du Saint-Esprit chez les autres merciers, groupés avec les aiguilliers ; la sainte Croix, chez les ceinturiers ; saint Denis pour les boulangers et pâtisseries ; le Saint-Esprit, chez les chapeliers ; les bonnetiers et peaussiers sont groupés en une confrérie sous le vocable de saint Jean-Baptiste ; le patron des parcheminiers et blanquiers est saint

tailleurs	sainte Luce
cordonniers	st Crépin et la ste Vierge
maréchaux-ferrants & serruriers	saint Eloy
boulangers, fourniers, hôtes et aubergistes ..	La Vierge et st Honoré

Ville de Gaillac, série C 2789

serruriers, forgerons et armuriers	saint Eloy
tisserands	sainte Eutrope
charpentiers et tonneliers	saint Joseph
maçons	saint Roch
travailleurs de terre	saint Aubin

Diocèse de Saint Pons, série C 2774

Ville de Saint Pons

apothicaires	saint Michel
--------------------	--------------

Diocèse du Puy, série C 2774

Ville du Puy

blanchiers	Notre Dame des Neiges
------------------	-----------------------

Diocèse de Montpellier, série C 2782

Ville de Montpellier

confrérie des voituriers	Notre Dame de Bon Voyage
chirurgiens	saint Louis
cordonniers	saint Crépin

Ville de Montpellier, série C 2793

cordonniers	saint Crépin et st Crépinien
futaniens	sainte Madelaine
maréchaux	saint Eloy
plâtriers	La Vierge
tailleurs	sainte Luce

Diocèse d'Agde, série C 2789

Ville de Pézenas

drapiers et chaussetiers	Notre Dame
tailleurs	sainte Luce
tonneliers	saint Paul
cordiers	sainte Anne
blanchers et pelegantiers	saint Bernardin
tanneurs	saint Simon et st Jude
garnisseurs et chapeliers	Notre Dame de septembre
savetiers	saint Crépinien
maçons	sainte Croix
tisserdants	saint Eutrope
travailleurs de terre	saint Fulcrand

Martin celui des corroyeurs et tanneurs saint Michel ; les savetiers forment trois confréries selon les rues où ils habitent : l'une est dite du Corps de Dieu, la seconde honore saint François et la troisième saint Dominique ; sainte Marthe est la patronne des hôteliers et taverniers ; les sauniers forment une confrérie du Saint-Esprit, tandis que les selliers ont pour patron saint Eloi, les meuniers saint Martin, les bastiers saint Georges, les chirurgiens barbiers saints Côme et Damien, les maréchaux ferrants, espasiers, serruriers et couteliers, saint Eloy ; enfin les maçons et charpentiers sont réunis en une confrérie de la Dédicace, et les bouchers ont une confrérie des Onze mille vierges ¹⁰⁴.

Le saint ainsi choisi est l'objet d'une vénération spéciale. Le jour de sa fête est chômé par les gens du métier qui se rendent, en procession le plus souvent, à l'église où ils ont fait construire à frais communs un autel en l'honneur du saint, et participent à une messe spécialement dite pour eux. En dehors de cette messe, un luminaire est entretenu perpétuellement sur l'autel. Mais messes et luminaire supposent certaines dépenses, dont le métier doit prévoir la couverture. Aussi les statuts des métiers contiennent le plus souvent un article qui à la fois mentionne la nécessité d'entretenir le luminaire corporatif et prévoit les moyens d'y parvenir. Nous aurons bientôt l'occasion de revenir sur ces revenus de la confrérie : disons seulement ici que le luminaire corporatif existe dans toutes les villes languedociennes, aussi bien à Toulouse, comme par exemple chez les couteliers en 1465 ¹⁰⁵, qu'à Montpellier, où l'on peut citer le statut de la charité des changeurs de 1342 ¹⁰⁶, ou à Carcassonne, ainsi que l'indique le statut des barbiers

Diocèse de Béziers, série C 2790

Ville de Béziers

confrérie des marchands, drapiers, toiliers,	
merciers, chaussetiers, quincailliers	saint Esprit
droguistes	Notre Dame de Bon Port
mangoniers	saint Michel
serruriers	saint Pierre
communauté des tanneurs et blanchers	saint Simon
communauté des couteliers, arquebusiers et	
fourbisseurs	saint Georges
communauté des pâtisseries	saint Charles
confrérie des tonneliers et barraliers	sainte Anne

Diocèse de Castres, série C 2792

Ville de Castres

confrérie des maçons	saint Roch
confrérie des tisserands	saint Louis

¹⁰⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 22, art. 3 : « Item que tout mestre deldit mestier de cotelaria sia tengut de pagar cascuna vespra de lasditas obras laissas a la brustia deldit mestier per supportar la luminaria de sanct Aloy a els acostumada de tenir et servir et autres cares deldit mestier, ung denier de tornes, et cascuna festa deldit saint Aloy detz deniers de tornes ».

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, f° 52 à 54, art. 7.

de 1400¹⁰⁷. Il arrive même que luminaire et confrérie soient parfois identifiés, comme dans les statuts des nappiers de Toulouse de 1466¹⁰⁸.

Les maîtres et compagnons du corps sont tenus d'assister à la messe du jour de la fête du saint, dans l'église où se tient la confrérie : ainsi, les pâtisseries de Toulouse, en 1449, sont tenus d'aller une fois par an, à la messe de la confrérie, dite à Notre-Dame de Nazareth¹⁰⁹. Dans la même ville, le statut des ceinturiers de 1464 oblige sous peine d'amende les maîtres et compagnons du métier à se rendre à la messe dite en l'honneur de la sainte Croix deux fois par an, en mai et en septembre, ainsi qu'aux vêpres de la vigile de ces fêtes¹¹⁰. Les statuts montpelliérains imposent en général aux membres de la confrérie, non seulement l'assistance à la messe du métier, mais aussi à la procession qui a lieu à cette occasion. Une autre procession est organisée d'ailleurs dans toutes les villes languedociennes le jour de la fête de l'Ascension ; nous verrons tout à l'heure ce qu'est cette fête dans la vie corporative. Une dernière obligation est imposée aux confrères en ce qui concerne les processions : ils doivent se rendre aux funérailles d'un confrère décédé et généralement à celles de sa femme, de son fils ou de sa fille. L'ensemble de ces dispositions est réuni dans le statut des changeurs de Montpellier de 1342 tandis que l'assistance aux funérailles du confrère ou d'un membre de sa famille est déjà imposée par le statut des barbiers de la même ville de 1293¹¹¹ ; mais de telles dispositions sont reproduites à peu près de la même manière dans tous les statuts des confréries languedociennes. Les maréchaux ferrants de Toulouse, en 1477, y ajoutent l'assistance obligatoire des femmes de maîtres¹¹².

II. — Les fêtes chômées.

Les maîtres doivent s'abstenir de travailler pendant un certain nombre de jours par an. Tout d'abord, il est naturellement défendu de tra-

¹⁰⁷ *Ord.*, t. VIII, pp. 399-405, art. 11.

¹⁰⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 154 v°, art. 5 : « Item statueren et ordeneren, empero a la requesta dels menestrals deldit mestier, que a honor de Dieu et de tota la cort celestial de paradís, et en especial de mossenhor saint Glaudo se constituera et de presençe constituës et ordena, una confrairia ou luminaira eeldit saint Glaudo et ayssó en la Gleysa de Nostra Dona de la Daurada et en la capela de Sancta Catherina ».

¹⁰⁹ Arch. Mun. Toulouse, AA 57 11.

¹¹⁰ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 19 v°, art. 19 : « Item statueren et ordeneren losditz senhors de capitol que lo jorn de Sancta Croz de may et de setembre et la vespra, cascun mestre et companho deldit mestier sia tengut de venir a veyras et a messa et a vespras lo jorn meteys, et qui y defalhira paguera per cascuna veguada una livra de cera los mestres, et los companhos miega livra de cera, applicadora a la dita confrayria ».

¹¹¹ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 457, art. 4 : « Item ordenon mais que, sitant era que negun barbier morís, o sa molher, o son filh, o sa filha, o son messatge fazen lo mestier que tuch li barbier de Monpeslier sian tengutz d'anar e de far honor e de acompanhar los cors tro a la sebourtura. E si tant era que alcun falhis daísso que non i fos, aquel que en falhira sia tengutz de donar als cossols o alas guardas del mestier XII deniers a ops de la caritat ».

¹¹² Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 318 à 323, art. 25.

vailler le dimanche, et le plus souvent, dès le samedi soir à partir du moment où les vêpres son sonnées. De plus, la plupart des statuts ajoutent aux dimanches les quatre fêtes annuelles de Notre-Dame et celles des saints apôtres, plus celle du saint patron : c'est à cette liste que s'arrêtent la plupart des statuts de métiers toulousains, comme, par exemple, ceux des gainiers en 1464¹¹³. A Montpellier, les jours de fêtes chômées sont plus nombreux, particulièrement pendant le temps pascal, ainsi qu'en témoignent déjà le statut des barbiers de 1292¹¹⁴. A Narbonne, les jours de fêtes chômées semblent également plus nombreux qu'à Toulouse, tout au moins d'après les statuts des meuniers de 1331¹¹⁵. D'autre part, les statuts toulousains sont pratiquement les seuls à contenir des mesures qui restreignent l'effet de la prohibition du travail pendant la durée des fêtes ; ainsi, les semaliers (faiseurs de comportes) doivent en 1300 éviter de travailler du 8 septembre au premier novem-

¹¹³ *Ibid.*, f° 1 à 3, art. 3.

¹¹⁴ Germain, *Histoire de la commune...*, t. III, p. 457 : « ... Quod ipsi (barbitonsores) neque radent neque tondebunt in Montepessulano seu ejus pertinentiis, per se vel per alios neque sustinebunt quod illi in quibus habent vel habebunt potestatem, scilicet uxores vel filii masculi femineve, scolares seu servientes, aut aliquis de familia sua, radant vel tondeant aliquem hominem vel feminam, nec acomodabunt rasores neque forcipes alia sua, radant vel tondeant aliquem hominem neque sustinebunt quod predictae persone in quibus habent vel habebunt potestatem, acomodent rasores neque forcipes ad radendum seu tondendum, in diebus sen festivitibus inferius comprehensis : scilicet in aliqua die sabbati, postquam claritas diei deficiet, ad lumen ignis, proprium vel alienum, nec ad ignem ; neque respicient per se vel per alios ad lumen ignis proprium vel alienum, seu ad ignem, si illi qui rasi seu transierint sine lumine bene vel male rasi et tonsi fuerint ; neque sustinebunt quod predictorum persone, in quibus habent vel habebunt potestatem, ad idem respiciant ; item, in omnibus diebus dominicis, quatuor festivitibus Beate Marie, in festivitibus Nativitatis Domni, Sancti Stephani, sancti Johannis Evangeliste, circumcisionis Domini, Epiphanie, diei Veneris sancti, Pasche et diei lune sequentis, apostolorum Philippi et Jacobi, Ascensionis Domini, Pentecoste et diei lune sequentis, Nativitatis Beati Johannis Baptiste, Natalis apostolorum Petri et Pauli mensis junii, Beati Jacobi apostoli, sancti Petri ad vincula, sancti Bartholemei apostoli, beati Mathei apostoli, Sancti Firmini, apostolorum Symonis et Jude, Omnium Sanctorum et Beati Andree apostoli, hoc tamen retento quod radant et tondeant, per se vel per alios capita hominum et feminarum vulneratorum et infirmorum ». Tout ceci représente 78 jours chômés.

¹¹⁵ Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} thalamus, f° 299 v° : « In primis eis ab omni opere nostri ministerii abstinere, preceptis dominorum Narbone promittimus ad invicem festivates et dies festivos colere infrascriptos et in ac consulum quibus maxime necessitatis tempore ledire tenemur, dumtaxat exceptis, videlicet festivitatem Natalis domini cum diebus sequentibus usque ad festum circumcisionis domini cum nocte sequenti, festum Epiphanie domini cum nocte precedenti et sequenti, festum Pentecoste cum duobus diebus sequentibus et nocte sequenti, omnes festivitates beatissime virginis Marie cum noctibus precedentibus et sequentibus, et omnes festivitates Apostolorum et sanctorum Justi et Pastoris, sancti Sebastiani et sancti Pauli quod celebratur in quadragesima usque ad completorium. Item et festa Nativitatis sancti Johannis Baptiste, et apostolorum Petri et Pauli, sancti Michaelis, sancti Martini, sancti Antonii, sancte Marie Magdelene, et Omnium sanctorum, et etiam omnes dies dominicos cum noctibus precedentibus et subsequenibus. » Au total 90 jours sont chômés.

bre, sauf en cas de nécessité : il est vrai que le chômage n'est pas motivé ici par une fête, mais par la durée des vendanges, pendant lesquelles le travail doit cesser, dans un métier intéressé d'aussi près à la culture de la vigne, pour éviter que les artisans semaliers ne cherchent à profiter de l'urgence des besoins des vignerons pour hausser exagérément leurs prix ¹¹⁶. Mais la clause de nécessité est introduite également dans les statuts des couteliers toulousains de février 1293 (n.s.), et cette fois au sujet des fêtes chômées proprement dites ¹¹⁷. Le statut des cerviniers de la même ville, de mars 1279 (n.s.) introduit une exception au quasi chômage à l'égard des travaux effectués les veilles de fêtes et les samedis pour le compte du roi ¹¹⁸. Le statut des freniers toulousains de 1288 exige seulement des freniers que, les dimanches et fêtes, ils travaillent le moins possible et tiennent leurs boutiques fermées ¹¹⁹. Enfin, celui des pelhiers de la même ville, en mars 1279 (n.s.) fait exception au chômage si le dimanche ou la fête se trouve compris dans la durée des foires ¹²⁰. Au xv^e siècle, l'habitude ne s'est pas perdue à Toulouse

¹¹⁶ Mulholland, *Early Gild.*, p. 16, art. 2 : « Item statuerunt et ordinaverunt dicti domini consules Tholose quod omnes diei dominici et IIIler festivitates beate virginis Marie et festivitates omnium sanctorum apostolorum et a pulsatione vesperorum in antea celebrentur et operantes in dicto ministerio minime operentur infra festo nativitatis beate Marie septembris usque ad festum omnium sanctorum, nisi ex causa magne necessitatis vel alia justa causa et honesta ».

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 23, art. 1 : « Statuerunt quod cultellarii Tholose, qui utuntur et de cetero utentur officio seu ministerio cultellarie infra hanc villam Tholose vel in pertinencias ejusdem, faciendo, vendendo vel emendo cultellos sen gladios, collant deinceps quolibet anno et colere teneantur omnes et singulas festivitates infra proxime nominatus, scilicet natalis Domini, circumcissionis, epiphanie, paschalis, ascensionis, Pentecotis et Omnium sanctorum et omnes et singulos Dei dominicos cujuslibet anni et quatuor festivitates precipuas beatissime virginis Marie, nativitatis, purificationis, annunciationis scilicet et assumptionis ejusdem, et etiam omnes et singulas festivitates cujuslibet anni apostolorum et sanctorum evangelistarum, ita quod in eisdem festivitibus predictis et qualibet earumdem, ipsi cultellarii et discipuli et servientes eorum in dicto officio abstineant ab omnibus operibus ad dictum officium cultellarie pertinentibus, exceptis illis operibus tantummodo quas causa necessitatis dicti officii ipsos oporteret fatibus, exceptis illis operibus tantummodo quas causa necessitatis dicti officii ipsos oporteret facere in aliqua seu aliquibus de festivitibus supradictis ».

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 31, art. 3 : « Item statuerunt predicti domini consules quod in vigiliis dictarum festivitatum seu etiam in diebus sabbatinis a vesperis seu a pulsatione vesperorum in antea, dicti cervinerii seu operantes in dicto ministerio minime operentur, operibus regalibus exceptis ».

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 42, art. 2 : « Item statuerunt et ordinaverunt predicti domini consules quod in diebus sabbatinis et in vigiliis quatuor festivitatum beate Marie virginis et in vigiliis omnium apostolorum a vesperis seu a pulsatione vesperorum in antea, dicti friperii seu operantes in dicto ministerio frenarie in Tholosa, minime operentur nec operatoria aperta teneant ».

¹²⁰ *Ibid.*, p. 47 : « Item quod nullus pelherius, per se vel per interpositam personam, emat nec vendat nec sit ausus emere nec vendere aliquid quod sit de dicto officio, seu quod dicto officio pelharie pertineat, in diebus dominicis, nec in festo natalis Domini, nec in festo omnium sanctorum, nec in quatuor festivitibus sancte Virginis Marie, scilicet in festo Assumptionis, Nativitatis, Purificationis et Annunciationis, nisi tamen tempus nundinarum eveniret super hec, ratione quarum hoc facere posset ».

d'insérer des exceptions dans les statuts relatifs aux fêtes chômées : ainsi les drapiers, en 1465, peuvent vendre leurs draps, tous les jours de l'année, à l'archevêque ou à son représentant, aux ambassadeurs du roi, et, cas plus fréquent certainement, aux soldats et à leurs familles ¹²¹.

Ces dispositions relatives aux fêtes chômées sont très générales dans les statuts corporatifs languedociens. Certains, même, ne se contentent pas d'interdire le travail : les statuts de la confrérie des laboureurs de Carcassonne interdisent aux confrères, pendant les fêtes, de jurer, de blasphémer ou de porter des armes ¹²². Mais, au contraire, une assez grande variété règne à propos des moyens adoptés pour garnir la caisse de la confrérie.

III. — *L'aspect matériel et financier de la confrérie ; sa personnalité morale.*

Les membres de la confrérie sont tenus à certaines obligations matérielles pour permettre à la confrérie de subvenir à ses diverses dépenses. Ils sont d'abord chargés tous ensemble, et non pas seulement les bayles, de l'entretien de la chapelle de la confrérie, ainsi que le souligne le statut des patiniers de Toulouse en 1467 ¹²³. Les gens de métier font des offrandes à cette fondation pieuse de chandelles, de pain et de vin que le statut des argentiers de Montpellier en 1338, défend aux consuls majeurs, administrateurs de l'hôpital où se trouve la chapelle du métier, de s'approprier ¹²⁴. Cette chapelle sert aussi aux réunions du métier, où sont prises toutes les décisions engageant l'avenir, non seulement de la confrérie, mais aussi du métier, et où sont lus solennellement les statuts, comme le montrent les statuts des drapiers toulousains de 1465 ¹²⁵. Cette chapelle exige, pour être conservée en état décent, non seulement des offrandes en nature, mais également des dons et des cotisations en espèces.

¹²¹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^{os} 10 à 15 v^o, art. 5.

¹²² Bibl. Mun. Carcassonne, ms. Viguerie, n^o 11, p. 103.

¹²³ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 212 v^o, art. 1 : « Premieramen per conservacion et thuicion deldit mestier de patinaria, an statuit et ordenat losditz senhors de capitol que los bayles deldit offici de patinaria et autres deldit mestier tendran una capela al convent de sancta Crotz de Tholose, en la cala faran dire certanas messas ha honor de sant Adrian et conservacion del mestier ».

¹²⁴ Arch. Mun. Montpellier, Petit Thalamus, f^o 426 (non édité par la société archéologique de Montpellier).

¹²⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 12, art. 3 : « Item statuerunt et ordinarunt quod per acta dicte misse solemnisatione et ad fines ut quilibet ex dictis mercatoribus contenta in presentibus statutis reducere memorie valeat et tenorem illorum menti tenere omnibus et singulis, predicti mercatores se trahant ad partem et in claustrum dicte ecclesie se conveniant, perdumque inter ipsos alta et intelligibili voce ipsa statuta prolegant seu perlegi faciant, defectus... sub pena decem solidorum tholosanorum applicanda medietate repacionibus ville et alia bustie dicti ministerii. »

Parfois, et surtout dans les métiers où la fortune des confrères est assez considérable, les statuts se contentent de recommander aux membres du métier de léguer de l'argent à la confrérie dans leur testament, comme le prévoit par exemple le statut de la charité des changeurs de Montpellier de 1342¹²⁶. Mais, le plus souvent, une cotisation à caractère obligatoire est relevée parmi les maîtres et les compagnons du métier ; cette redevance périodique est fixée à six deniers toulousains par maître et trois par valet salarié chez les charpentiers de Toulouse en 1465¹²⁷. Ce sont les bayles du métier qui relèvent ces cotisations ; dans les statuts des barbiers de Carcassonne de 1400, ils ont même des pouvoirs plus étendus : la cotisation n'est pas fixée d'avance, mais, pour entretenir un luminaire dédié à sainte Catherine dans l'église Saint-Michel, les jurés pourront, chaque année, modifier le taux de la redevance selon les besoins d'entretien de ce luminaire ; de plus, les droits d'entrée dans ce métier juré, fixé à quarante sous tournois pour les nouveau maîtres « selon la coutume de Toulouse et d'autres villes du royaume », et à dix sous pour les nouveaux apprentis, tombera dans la caisse de la confrérie¹²⁸ ; les droits imposés pour l'accès à tous les métiers jurés de Languedoc sont établis, de même, en faveur de la confrérie du métier. Parfois, les cotisations sont fixées sur une base plus originale : dans la confrérie des laboureurs de Carcassonne, en 1500, les confrères doivent payer chaque année un carton de froment par couple d'animaux de trait qui est en leur possession, qu'il s'agisse de chevaux, de bœufs ou de mulets, deux pugnieres de froment par cheval, bœuf ou mulet non couplé, ou pour un couple d'ânes ; d'autre part, le jour de l'Assomption, chaque laboureur domicilié à Carcassonne paiera 10 deniers tournois, contre 5 pour ceux qui y viennent travailler de l'extérieur pendant au moins quinze jours¹²⁹. Il arrive également que la confrérie ne puisse vivre avec ces seuls revenus ; ainsi les pâtisseries de Toulouse réforment leurs statuts en 1449 parce que la confrérie se trouve criblée de dettes qu'elle ne peut rembourser, étant tombée dans une extrême indigence ; il est décidé donc que le dîner que chaque nouveau bayle du métier devait offrir aux maîtres lorsqu'il exerçait pour la première fois cet office sera converti en argent, plus précisément en un écu d'or, qui servira à payer l'entretien du luminaire et les messes corporatives célébrées à Notre-Dame de Nazareth¹³⁰.

D'une façon plus générale, tous les droits d'entrée payés par les maîtres, apprentis et valets et que nous avons étudiés dans le chapitre

¹²⁶ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, f° 52 à 54, art. 7.

¹²⁷ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 125 v°, art. 11 : « Item statueren et ordeneren que tot mestre deldit mestier habitant en Tholosa aya a pagar a la confreria deldit mestier cascun an una vegada sieys deniers tholosas e cascun vailhet gasanhan sendada tres deniers tholosas per supportat los cartz deldit mestier e confrairia daquel ».

¹²⁸ *Ord.*, t. VIII, p. 399-405, art. 11.

¹²⁹ Bibl. Mun. Carcassonne, mss. Viguerie, n° II, p. 103.

¹³⁰ Arch. Mun. Toulouse, AA 57. 11.

consacré à la hiérarchie des gens de métier, tombent dans la caisse de la confrérie. De même, la boîte où les bayles ou jurés enferment les revenus corporatifs est en réalité la boîte de la confrérie. Ainsi, les recettes du métier sont utilisées pour la seule confrérie, qui représente à elle seule l'aspect financier des activités corporatives.

Ces revenus vont être utilisés par la confrérie de différentes manières. Ils serviront à payer le chapelain qui dira la messe et à acheter l'huile nécessaire à la lampe qui brûle devant l'autel du saint patron ; ils seront aussi utilisés pour faire confectionner la bannière du métier, comme ne manquent pas de l'insérer les cordonniers de Carcassonne dans leurs statuts de 1402, en raison de l'importance de cette dernière dépense¹³¹. Les statuts des merciers, aiguilletiers, gantiers, boursiers et teinturiers du Puy, de juin 1494, prévoient que le droit d'entrée des maîtres de 20 sous tournois, servira à la confrérie pour l'achat de torches, de cierges, d'huile pour le luminaire et de toutes choses que les bayles décideront d'acheter¹³². Les cotisations imposées par les statuts des épiciers-apothicaires de Nîmes, en mai 1491, et qui varient selon qu'elles pèsent sur des maîtres apothicaires, sur des maîtres « usant de cire et épiciers », sur des valets ou sur des apprentis, serviront à l'achat de torches et de pains pour la fête de l'Ascension¹³³. Enfin, les sommes ainsi perçues permettront à la confrérie d'aider les confrères malades et tombés dans le besoin, ainsi que le décident un certain nombre de statuts, par exemple ceux des changeurs de Montpellier de 1342 ou ceux des cordonniers de Béziers de 1594¹³⁴.

La fête de l'Ascension est l'occasion pour les métiers de se charger d'une assez grosse dépense, mais effectuée surtout en nature : en effet, chaque corps fait cuire à ses frais un certain nombre de pains, variable selon la fortune des gens du métier ; le jour de l'Ascension, chaque corps se rend processionnellement sur une place de la ville où les consuls majeurs ont fait placer des paniers qui recueillent les pains apportés par les artisans et les commerçants, puis ces pains sont distribués aux pauvres, toujours sous le contrôle des consuls majeurs, qui sont les organisateurs de cette offrande collective dénommée « charité majeure ». Cette dernière est certainement d'apparition antérieure à la naissance des confréries professionnelles ; au reste, elle ne suppose pas des corps de métiers organisés, et même les membres des métiers du grand commerce, toujours restés libres, y participent ; on y trouve aussi l'offrande des officiers royaux de la ville. L'usage de cette charité majeure est générale dans les villes du centre et de l'est du Languedoc. En revanche, nous n'en avons point trouvé de traces à l'ouest de Carcassonne.

¹³¹ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 4.

¹³² Arch. Mun. Le Puy, HH 22, art. 1, confrérie du Saint-Esprit.

¹³³ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, Pr. XXVIII, pp. 55-56. Confrérie Sainte-Madeleine « entre los mestres poticariss usans de medicine et obries de obraige de sere et de autre marchandise touchant espicarié ».

¹³⁴ Soucaille, *op. laud.*, 1909, pp. 26-35, art. 12.

La charité majeure de Nîmes est signalée dès 1347¹³⁵, mais ce n'est pas la plus ancienne : à Montpellier, on en a relevé trace en 1247, car il fallut à cette date que les consuls majeurs répriment les rixes et les scandales qui se produisaient à cette occasion¹³⁶. Mais son origine est plus ancienne : le testament du drapier Jean Lucien, du mois de mars 1219¹³⁷, lègue 200 pains à la charité majeure ; la délivrance en sera faite, non pas à une confrérie professionnelle, puisqu'il n'en existe pas encore, mais aux consuls majeurs et par ses frères, exécuteurs testamentaires. De même l'épicier souverain montpelliérain Nicolas Vivian lègue en 1257 dix sous, pour acheter du blé, à la charité majeure¹³⁸. Plus tard, les legs seront délivrés à la charité du métier du testateur : ainsi Jean Escrivan, jardinier, lègue une somme de 12 deniers de Melgueil à verser annuellement à la charité de son métier quatre jours avant l'Ascension pour l'achat de pains¹³⁹, de même Bernard Castel, apothicaire de Montpellier, lègue en 1348 un setier de céréales, soit trois cartons de froment et un d'orge, à donner chaque année à la charité des apothicaires de la ville¹⁴⁰. Dans les statuts des confréries montpelliéraines, il est prévu que chaque année les consuls particuliers, ou des maîtres par eux délégués, feront chaque année le bilan des revenus de la confrérie et décident, en conséquence, le nombre de pains offerts par le métier le jour de l'Ascension : cet article est inséré dans les statuts des tailleurs en 1323¹⁴¹, des merciers l'année suivante¹⁴², des teinturiers en 1340¹⁴³ ; les merciers de Castelmoton se joignent en 1364 à ceux *du sen gros* (de la grosse cloche) pour augmenter l'aumône collective de ces artisans le jour de l'Ascension¹⁴⁴ ; de même, les bouchers de moutons, de bœufs et de porcs se réunissent en 1365 pour que, le jour de l'Ascension, ils rassemblent le pain donné par tous les bouchers sur la place de la Boucherie Mage et le transportent ensemble au « molon » de la charité majeure, c'est-à-dire à l'endroit où tous les pains offerts sont rassemblés, c'est-à-dire, à Montpellier, devant l'ancien château des Guilhem¹⁴⁵. Cependant, dès 1371, le lieu des distributions a changé le pain des métiers se donne aux différentes portes de la ville, par les soins de chaque chef de métier assisté par quatre personnes du métier élues par le corps tout entier¹⁴⁶. D'autre part, nous connaissons, à partir de 1416, l'équivalent en farine du nombre de pains donnés par

¹³⁵ Azais, *Les caritats à Nîmes*, *Mém. Acad. Gard*, 1874, pp. 58-60.

¹³⁶ L. Guiraud, *La réforme à Montpellier*, t. I, p. 35 et p. 177.

¹³⁷ Publié par Germain, *Histoire de la commune*, t. III, pp. 493-494.

¹³⁸ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la commune Clôture, H.H 226 (335).

¹³⁹ Arch. Mun. Montpellier, Grand Chartrier, B. 610.

¹⁴⁰ Arch. Mun. Montpellier, fonds de la commune clôture, H.K. 3. 295 (431).

¹⁴¹ Germain, *Histoire de la commune*, t. III, pp. 475-479.

¹⁴² *Ibid.*, pp. 479-481.

¹⁴³ Germain, *Histoire du commerce*, t. II, pp. 179-182.

¹⁴⁴ Arch. Mun. Montpellier, BB 5, f° 6 v°.

¹⁴⁵ *Ibid.*, BB 7, f° 6 v°.

¹⁴⁶ *Ibid.*, BB 13, f° 3 v°.

chaque métier¹⁴⁷. En 1450, trois apports sont distingués : celui des officiers du roi, celui du prieur de Saint-Firmin et celui des métiers¹⁴⁸.

Les charités majeures continuent à être pratiquées en Languedoc central et oriental pendant le XVI^e siècle. Cependant celle de Montpellier tombe alors en désuétude¹⁴⁹. Au contraire, elle subsiste à Nîmes : en 1527, les fourniers offrent 60 pains, les savetiers 52, les drapiers 104, les apothicaires 100, les peyriers (maçons) 50, les mazeliens autant, les fustiers seulement 3, etc.¹⁵⁰. A Alès, une délibération du Conseil communal règle en 1505 l'ordre des métiers dans la procession qui a lieu à l'occasion de la charité majeure de la ville¹⁵¹. Au Puy, les statuts des tanneurs et cordonniers prévoient encore en 1595 la livraison de pains pour le jour de l'Ascension¹⁵². Des lettres patentes d'Henri IV autorisent les consuls de Béziers en décembre 1594 à continuer à diriger les distributions de pains offerts par les métiers¹⁵³. Les maréchaux ferrants jurés de la même ville distribuent encore des pains aux pauvres d'après leurs statuts de 1626¹⁵⁴. A Carcassonne, on ne trouve en revanche trace de la charité majeure que chez les barbiers en 1400¹⁵⁵, les cordonniers en 1402¹⁵⁶ et les laboureurs en 1500¹⁵⁷. Ainsi les charités majeures languedociennes subsistent au moins pendant tout le Moyen âge.

Les legs et donations faites à la confrérie peuvent consister en biens immeubles. La confrérie a la personnalité morale nécessaire pour rece-

¹⁴⁷ Arch. Mun. Montpellier, GG I :

Barbiers : 1 molon.	Tisserands : 2 setiers.
Mazeliens de boeuf : 1 molon.	Argentiers : 6 setiers.
Apprêteurs de cuirs : 3 setiers.	Poissonniers : 8 setiers.
Savetiers de la savaterie Neuve : 2 molons.	Candeliers de cire : 3 setiers.
Bastiers : 3 setiers.	Orgiers de Peyrou : 9 setiers.
Corroyeurs : 6 setiers.	Barratiers : 2 setiers.
Mazeliens de moutons : 2 molons.	Merciers de Saint Nicolas : 1 molon.
Officiers de la Part Antique : 18 setiers.	Drapiers en vermeil : 2 molons.
Lieurs de balles : 2 setiers.	Peaussiers : 2 molons.
Mazeliens de porcs : 3 setiers.	Poivriers de marché : 1 molon.
Teinturiers : 4 setiers.	Poivriers souverains : 6 molons.
Drapiers de Saint-Firmin : 3 molons.	Laboureurs des Frères Mineurs : 6 setiers.
Changeurs : 2 molons.	Merciers revendeurs : 7 setiers.
Tailleurs : 2 molons.	Laboureurs du Corral : 5 setiers.
	Hôteliers : 1 molon.

Un molon (tas) semble représenter douze setiers. D'autre part, tous les métiers de cette liste forment alors confrérie.

¹⁴⁸ Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f^o 13.

¹⁴⁹ L. Guiraud, *op. laud.*, p. 177.

¹⁵⁰ Arch. Mun. Nîmes, BB 12.

¹⁵¹ Arch. Mun. Alès, IS I, n^o 22.

¹⁵² A. Chassaing, *Mémoires d'Antoine Jacmon...*, p. 275.

¹⁵³ Soucaille, *op. laud.* (1909), pp. 49-63, art. 25.

¹⁵⁴ Conseil Général de l'Hérault. Rapport de l'archiviste départemental au préfet, 1898, p. 329.

¹⁵⁵ *Ord.*, t. VIII, pp. 399-405.

¹⁵⁶ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571.

¹⁵⁷ Bibl. Mun. Carcassonne, mss. Viguerie, n^o II, p. 128.

voir ces biens même les aliéner. Cette personnalité est fort ancienne : le premier texte qui, en Languedoc, mentionne une confrérie professionnelle est un acte de 1257 par lequel la charité des corroyeurs de Montpellier, représentée par ses quatre consuls particuliers, qui s'intitulent également « administrateurs » de la charité, vendent en alleu, franc et quitte de toutes charges, un champ à un corroyeur et à son épouse ; mais l'ensemble des corroyeurs, au nombre de 31, vient ratifier l'acte de vente¹⁵⁸. Cette même confrérie possède d'autres biens immeubles, puisqu'un acte de 1337 mentionne, parmi les confronts d'une condamine, l'« honor de la corretayra »¹⁵⁹. D'autres confréries passent des contrats relatifs à des immeubles ; toujours à Montpellier, en 1294 les ouvriers de la Commune Clôture arrentent aux trois consuls particuliers ou « caritadiers » des laboureurs du Légassieu une part du fossé de la ville¹⁶⁰. Les consuls de la charité des poivriers donnent quittance le 12 octobre 1366 de 21 francs et 5 sous à un marchand de la ville, qui avait emprunté cette somme à la charité l'année précédente, ainsi que de 5 francs d'usage pour un jardin que le marchand tient à cens de cette charité¹⁶¹. En 1367, les « caritadiers » des laboureurs du Puech de la Roque prennent comme arbitres les consuls majeurs pour trancher le différend qui les sépare d'un notaire nommé Bonami au sujet des arrérages d'un cens se montant à une émine de froment, dûs depuis neuf ans à la Charité sur une sétéree de vigne située au lieu dit de Pomessargues et dont la charité possède le domaine éminent¹⁶². Non plus à Montpellier mais à Nîmes, la confrérie Saint-Crépin et Saint-Crépinien des cordonniers acquiert en pleine propriété le 14 novembre 1514 une maison à deux étages rue des Corcomaires, et trois carterées de vignes par acte daté du 18 novembre 1526¹⁶³.

On notera que, dans tous les contrats, les chefs du métier représentent la charité. Ils ont tous pouvoirs pour engager cette dernière, comme le souligne un très intéressant passage du statut de la charité des peyriers (maçons) de Montpellier du 2 mars 1366¹⁶⁴. A Albi, le bayle de la confrérie des pareurs achète lui-même en 1594 les étoffes nécessaires à la confrérie¹⁶⁵.

¹⁵⁸ Arch. Mun. Montpellier, Commune Clôture, H.T.E. 697.

¹⁵⁹ *Ibid.*, H.H. 8. 259 (378).

¹⁶⁰ *Ibid.*, G.E. 191 (329).

¹⁶¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 9, Pierre Gilles, notaire du consulat, f° 12.

¹⁶² *Ibid.*, BB 10, f° 7.

¹⁶³ A. Puech, *op. laud.*, p. 263, n. 1.

¹⁶⁴ Arch. Mun. Montpellier, BB 8, f° 58, art. 6 : « Item etiam quod dicti consules caritatis et lampezii et eorum quilibet possint... omnes actus... facere... quos quilibet verus et legitimus dominus seu administrator facere potest et debet, necnon etiam laudare quascumque alienationes factas et faciendas de rebus emphiteotariis que tenebantur seu tenentur a dictis caritate et lampade seu altero earum et etiam in accapitum dare ob defectum instrumentorum ».

¹⁶⁵ A. Vidal, *Douze comptes consulaires...*, t. II, p. 163, n° 191. « Lo dia dessus (24 février) a Johan, parayre, bayle de la confraria de Nostra-Dona de S. Salvi per lo loguier del drap de l'aur de la dicha cofraria, que ac hom a metre a la honor del dig moss. B. Bona (juge criminel de Carcassonne)... »

Ainsi, la confrérie professionnelle possède, dès les XIII^e et XIV^e siècles, une pleine personnalité morale : elle est capable d'aliéner comme d'acquérir des immeubles aussi bien que des meubles. C'est elle qui a permis au métier de devenir une personne morale. En effet, comme on va le voir, métier et confrérie sont, à partir du moment où apparaît cette dernière, une seule et même institution.

IV. — *La confusion de la confrérie et du métier.*

Les obligations confraternelles intéressent l'ensemble des artisans de la profession. En particulier, les apprentis et les valets doivent venir comme les maîtres aux messes que la confrérie fait célébrer une fois par an, et même une fois par mois dans les statuts des parcheminiers de Toulouse de 1465¹⁶⁶. Les apprentis et les valets payent des droits d'entrée à la confrérie comme les maîtres, mais à un taux plus faible, comme le montrent par exemple les statuts des merciers et teinturiers du Puy en 1494¹⁶⁷. Les statuts de la charité des cordonniers de Montpellier de 1365 prévoient également le paiement d'un droit d'entrée dans la confrérie par les valets et apprentis, fixé à 5 sous tournois¹⁶⁸. Ceux des savetiers, de la même année, contraignent les étrangers et privés désireux d'exercer la profession ou l'exerçant déjà, à payer un droit d'entrée, s'élevant à la même somme de 5 sous tournois, à la confrérie des savetiers¹⁶⁹.

Dans ces conditions, il est normal que l'appartenance au métier et l'appartenance à la confrérie aient été confondus. On ne conçoit pas en Languedoc, pendant tout le Moyen âge, qu'un artisan puisse être membre d'un corps de métier organisé sans faire partie en même temps de la confrérie de ce métier, qu'il s'agisse d'un maître, d'un valet ou d'un apprenti. Les statuts des cordonniers du Bourg de Carcassonne vont même jusqu'à prévoir une représentation spéciale des valets du métier dans la confrérie : les surposés ou chefs du métier élisent quatre valets qui entretiennent la chapelle et sont présents au moment de la reddition des comptes de la confrérie par les surposés sortants. La caisse contenant les revenus de la confrérie est fermée à l'aide de deux clefs, dont l'une est entre les mains d'un surposé et l'autre entre celles de l'un de ces quatre valets¹⁷⁰. Mais c'est surtout à l'occasion du changement de profession par un artisan, ou de son entrée dans le métier

¹⁶⁶ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 148 v°, art. 3 : « Item statueren et ordeneren que cascun mestre del dit mestier demorant en la vila et gardiatge de Tholosa sera tengut de venir per ung dimerche tant solament cascun mes auzir la messa de la dita cofrayria devotamen en la dita capela et de amonestar ses vayllets et massips apprendisses de y venir et ayso per entretenir la dita coffrayria et per que los autres dimerches puesca anar ausir devotament lor messa parroquial et cascun en sa parroquia... ».

¹⁶⁷ Arch. Mun. Le Puy, HH 22, art. 1.

¹⁶⁸ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f° 3 r°.

¹⁶⁹ *Ibid.*, f° 6.

¹⁷⁰ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571, art. 29 à 32.

que se précise le plus nettement l'identité établie entre métier et confrérie. Ainsi, un accord passé en 1365¹⁷¹ entre les chanvriers et les tisserands de laine de Montpellier stipule que celui qui veut entreprendre le métier de chanvrier ou l'apprendre, adhèrera selon son désir, soit à la charité des chanvriers, soit à celle des cordiers ; mais tout changement sera ensuite interdit. L'entrée dans la confrérie est obligatoire, et le choix ne porte que sur la possibilité d'adhérer à l'une des deux confréries. Ensuite l'artisan sera définitivement considéré comme appartenant au métier de chanvrier ou à celui de tisserand¹⁷². Le cas que nous avons déjà signalé, d'un artisan de Montpellier qui, en 1377, paye les deux tiers de sa cotisation à la charité des merciers et le troisième tiers à celle des pelhiers (fripiers) est tout à fait exceptionnel : mais même cet exemple montre combien confrérie et métier ont fini par se fondre : gêné par la situation particulière de cet artisan, le notaire a laissé en blanc le passage où devait être mentionnée la profession de cet artisan¹⁷³.

Un autre motif de confusion entre métier et confrérie provient du fait que les chefs du métier sont en même temps chefs de la confrérie. Rares sont les métiers où, comme nous venons de le voir pour les maçons de Montpellier en 1366, on distingue des « lampadiers » chargés de l'entretien du luminaire et des consuls du métier, qui veillent sur la loyauté de la fabrication et de la vente ; ne rentrent dans ce groupe de statuts que ceux des bouchers de Béziers, au xv^e siècle¹⁷⁴ et ceux des changeurs de Montpellier, en 1342¹⁷⁵. D'une façon générale, les consuls particuliers gèrent les intérêts de la confrérie : en 1351, le statut des pelhiers de Montpellier impose à l'apprenti un droit d'entrée payable « à la charité, c'est-à-dire aux consuls particuliers du métier »¹⁷⁶. Déjà les statuts des barbiers de la même ville, en 1293, attribuaient aux « prudhommes », chefs du métier, des charges relevant de la confrérie en même temps que l'obligation de faire observer les statuts du métier par les maîtres¹⁷⁷. A Toulouse, les statuts des espilliers (épingliers) de 1447¹⁷⁸, ceux du même métier, auxquels s'adjoignent les civiliers en 1466¹⁷⁹, et ceux des patiniers de 1467¹⁸⁰, déclarent expressément que les bayles s'occupent des activités corporatives d'ordre économique comme de celles qui ont un aspect religieux et confraternel.

Ainsi la confrérie a pu jouer un rôle capital dans l'évolution des métiers languedociens. Tout d'abord, elle a permis aux laboureurs

¹⁷¹ Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f° 18.

¹⁷² Arch. Mun. Montpellier, BB 7, f° 18.

¹⁷³ *Ibid.*, BB 17, f° 3 r°.

¹⁷⁴ Soucaille, *op. laud.* (1909), p. 35.

¹⁷⁵ Arch. Mun. Montpellier, BB 3, f° 56 à 58.

¹⁷⁶ Germain, *Histoire du commerce...*, t. II, pp. 215-218.

¹⁷⁷ Germain, *Histoire de commune...*, t. III, pp. 455-457.

¹⁷⁸ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 172 v° à 175.

¹⁷⁹ *Ibid.*, f° 161 v° à 163 v°.

¹⁸⁰ *Ibid.*, f° 211 à 214 v°.

habitant la ville de former corps comme les artisans : on a vu qu'il existe à Montpellier des charités de laboureurs dès la fin du XIII^e siècle ; plus tard, les travailleurs agricoles d'autres villes ont eux aussi formé corps, comme par exemple les laboureurs de Carcassonne en 1500. En second lieu, c'est la seule confrérie qui a permis au métier de posséder une pleine capacité de recevoir, d'acquérir et d'aliéner ; à ce sujet, la confrérie professionnelle représente pendant tout le Moyen âge l'aspect financier des institutions corporatives¹⁸¹. Ensuite, la confrérie a permis, comme dans d'autres régions du royaume et de l'étranger, aux artisans, commerçants et laboureurs d'exprimer leur ferveur en un culte commun. Mais surtout, la confrérie professionnelle a certainement été une des causes de la fermeture du métier à l'égard des étrangers et des « privés » qui, ne faisant pas partie des membres d'une association réunie par une indemnité de culte, vont être vus avec hostilité par les confrères, qui vont tenter de les empêcher d'accéder à la maîtrise. En ce sens, le mouvement tendant au monopole, dont nous avons vu plus haut qu'il avait marqué tout le XIV^e siècle, a été puissamment aidé par la généralisation d'une association confraternelle vite confondue avec le métier lui-même. La confrérie a donc en quelque sorte préparé la transformation du métier languedocien en jurandes, qui sera à peu près partout acquise à la fin du XV^e siècle. L'évolution se fera, toutefois, dans une direction géographique opposée : alors que les confréries apparaissent de plus en plus tard d'Est en Ouest, les jurandes gagneront l'ensemble du Languedoc à partir de Toulouse¹⁸².

¹⁸¹ Ainsi, au XV^e siècle, les poivriers de Montpellier perçoivent les lods et ventes (fixés à cette époque au vingtième du produit de la vente) par l'intermédiaire de leur confrérie : Arch. Dép. Hérault, G, Notaires acquis par la chambre diocésaine du clergé, Girard Girard et Vitalis notaires, f^{os} 1 et s. (1429).

¹⁸² Rappelons en effet quelques dates d'apparition des premiers luminaires ou confréries professionnels : Avignon, 1247 ; Montpellier, 1254 ; Toulouse, 1279 ; on peut y ajouter avec plus de réserves, Cordes, 1371, et Bordeaux, 1435.

CONCLUSION

**L'APPARITION ET LE DÉVELOPPEMENT DU MÉTIER JURÉ
EN LANGUEDOC**

A partir du xv^e siècle, les métiers des villes languedociennes se transforment profondément et perdent les caractères qui les avaient individualisés vis-à-vis des métiers parisiens : en effet, les villes de la province sont peu à peu gagnées par une nouvelle forme de corps, que l'on a coutume d'appeler le métier juré. Il s'agit ici de définir une fois pour toutes ce terme : le métier juré est entendu comme un métier fermé aux étrangers, hiérarchisé et monopoleur, où généralement, mais non toujours, un chef-d'œuvre est imposé. Si l'on prend un effet comme critère de la jurande le serment que prêtent les gens de métier, il est difficile de noter la différence qui sépare le serment des statuts de métiers languedociens des $xiii^e$ et xv^e siècles de celui qui est imposé aux membres du corps professionnel aux xv^e et xvi^e siècles : dans les deux cas il y a serment ; donc l'expression de « métier juré » n'est guère satisfaisante pour décrire les nouveaux types de métiers dans notre région. En outre, l'expression de « métier réglé », que l'on aurait pu utiliser pour décrire les métiers languedociens du Moyen âge, est également une source de confusions, car si l'on entend par là des corps dont les statuts sont donnés par les consuls, il faut y ranger nombre de métiers jurés languedociens du xv^e siècle, dont les consuls approuvent au moins les statuts, s'ils ne les élaborent plus eux-mêmes directement, et où pourtant le chef-d'œuvre, caractéristique dans ce pays d'un nouveau type de métiers, est minutieusement réglementé.

En fait, le chef-d'œuvre est une condition suffisante, mais non nécessaire, pour identifier un métier juré en Languedoc. Il faut y ajouter également une transformation, plus délicate à saisir, du rôle du serment prêté par le membre du corps. Au Moyen âge, les gens de métier prêtent un serment, mais toujours aux consuls de la ville, et c'est plus un serment de fidélité à l'égard des institutions de la cité en général qu'un serment de respect des statuts. A cet égard, les serments montpelliérains, que nous avons relevés en différents passages de cette étude, sont particulièrement nets : la protection des intérêts du métier est conçue comme un aspect du serment général de ne pas attenter aux intérêts, coutumes et privilèges, de la ville, que prêtent par exemple les officiers consulaires. Ce serment contient l'obligation de dénoncer aux consuls les ententes portant sur les prix des marchandises : il est significatif que cette mention, connue, comme nous l'avons vu, dès avant la rédaction des coutumes de 1204, cesse d'être insérée dans les statuts corporatifs montpelliérains vers le milieu du xv^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où les métiers de la ville se transforment en jurandes. Ailleurs, le serment exigé des nouveaux membres du métier est tout simplement le serment que prête tout étranger venant s'installer dans la ville, comme on peut le remarquer dans les statuts des drapiers de Béziers, Narbonne,

Carcassonne et Limoux de 1318¹. Il faut cependant noter l'exception que représente le statut des meuniers de Narbonne en 1331 : les gens du métier y jurent d'observer les statuts ; mais, comme si ce serment était considéré par les gens du métier comme insuffisant, le texte précise immédiatement quelles sont les obligations essentielles auxquelles s'engagent les meuniers².

Au contraire, le serment exigé dans tous les métiers à partir du milieu du xv^e siècle porte essentiellement, et souvent uniquement, sur l'obligation de respecter les statuts du métier. Le serment de fidélité aux consuls est peu à peu remplacé par un serment d'obéissance aux règlements corporatifs, prêté, soit aux consuls, soit aux chefs du métier, soit aux deux successivement. Par exemple, il est imposé pour la première fois en 1487 aux drapiers de Millau de jurer d'observer les règles traditionnelles dans la ville, relatives aux draps³. Le serment prêté par les bayles devient extrêmement détaillé et porte uniquement sur les obligations corporatives et non sur la fidélité aux consuls, bien qu'il soit prêté entre leurs mains, comme on peut le remarquer dans le statut des bastiers de Toulouse en 1465⁴.

Le chef-d'œuvre apparaît dans la plupart des métiers jurés, à partir du deuxième quart du xv^e siècle. Il est en effet inconnu des premiers métiers jurés, celui des bouchers de Toulouse de 1394⁵ ou ceux des barbiers de Carcassonne de 1400⁶, ou encore ceux des cordonniers de

¹ *Ord.*, t. XI, pp. 447-458, art. 7 : « Un « forain » ne peut être admis dans le métier, selon ces statuts « nisi prius doctus fuerit in eodem (officio) servata consuetudine Patrie diucius approbata, et nisi prius iuramentum fidelitatis solitum prestari a civibus et habitatoribus civitatum et Burgorum Carcassonne et Narbonne prestiterit, ac Marcham argenti puri solvent Domino nostro Regi, ac demum pretio XX Librarum turonensium ad minus emerit, in qua focum, locum et familiam tenere inceperit et continuaverit, per annum et diem continue in ea commorando ».

² Arch. Mun. Narbonne, AA 99, 1^{er} Thalamus, f^o 299 v^o, art. 3 : « ... Item statuimus et ordinamus quod omnes nostrum et singuli, ac alii nostri ministerii, iuramento presentium pactorum astricti debeamus, et teneamur sequi ad sepeliendum corpora monderiorum morientium pacta presentia observantium, necnon uxorum ipsorum, et molendina arrestare protinus ad enunciationem suprapositorum nostri ministerii et cujuslibet eorum... »

³ Artières, *op. laud.*, p. 275.

⁴ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 27 v^o, art. 1 : « Premieramen statueren et ordenaren leditz senhors de capitol que cascun an, lendema de sancta Lucia, sian elegitz dos bayles per regir et governar ledit mestier et lesquals juraran al comensem de lor baylia en las mas delsditz senhors de Capitol ou lor deputat que ben et degudamen experiran ledit mestier de bastaria, degun frau, barrat ou dolositat no ametran, los presens statutz servaran et servir per les autres menestrals deldit mestier juxta lor poder faran, las penas et justicias exegiran et levaran et a negun aquelas per favor, amor ou autramen nos las remetran, et en la fin de la baylia bons et sufficiens bayles segon Dieu et lors consciencias elegir, als quals bon et leyal compte de las causas per els administradas, apelatz ambels dos prosomes deldit mestier, rendran et relicta prestaran, et de las justicias concernens la vila al thesaurier de aquela las denunciaren, sus la pena de una livra de tornes, applicadora la meytat a las reparacions de la villa, et lautra a la bustia del mestier ».

⁵ Cf. pièce annexe n^o IV.

⁶ *Ord.*, t. VIII, pp. 399-405.

la même ville de 1402⁷. Mais il se développe beaucoup dans les statuts toulousains du milieu du siècle, comme dans ceux des chirurgiens-barbiers de 1457⁸. Les chefs du métier jouissent d'une assez grande liberté dans le choix de l'ouvrage à exécuter, comme le prévoit par exemple le statut des barraliers de 1465⁹. En même temps qu'apparaît le chef-d'œuvre, et même un peu auparavant, les conditions d'accès au métier deviennent très dures pour les étrangers et les compagnons : le statut des bouchers de Toulouse est celui d'une jurande, non par le chef-d'œuvre qui n'y est pas imposé, mais par les diverses barrières — droit d'entrée, cautionnement, dîner à offrir aux maîtres — mises à l'entrée dans le corps.

Le métier juré se définissant ainsi comme un corps très fermé, par opposition au métier traditionnel languedocien, d'accès très souvent libre et en tout cas toujours à la portée des valets et des étrangers, il convient de rechercher comment il s'est répandu en Languedoc. Précisons d'abord que la jurande ne s'est pas imposée ici à la suite d'une décision royale, mais que l'usage du métier juré s'est répandu petit à petit dans la province, de façon certainement spontanée. Dans ces conditions, il est remarquable que la jurande s'installe d'abord dans l'ouest du Languedoc, pour gagner de plus en plus vers l'est. Ainsi, le métier juré chemine en sens inverse de la direction prise par le mouvement confraternel, plus d'un siècle plus tôt. Ici, l'origine du mouvement peut être saisie : il s'agit du métier de type parisien, qui gagne la ville de Limoges à la fin du XIV^e siècle¹⁰, puis Toulouse et son corps de bouchers en 1394. A partir de Toulouse, la jurande gagne l'est, au moins en ce qui concerne le Languedoc ; le premier métier juré carcassonnais, comme nous venons de le voir, date de 1400 ; en revanche, ce n'est qu'en 1484 que Narbonne en possèdera, mais ce sont alors tous les métiers qui s'y transforment : le roi transforme cette cité en ville jurée¹¹. A Montpellier, le premier métier juré est celui de la draperie, que des lettres patentes de Louis XI du 23 janvier 1476 transforment à l'image des draperies de Rouen et de Bourges¹² les chirurgiens-barbiers, en même temps qu'un métier de danger, forment une jurande en 1495¹³. Les dernières villes de Languedoc à connaître les métiers jurés sont les plus orientales ; en 1491, les barbiers-chirurgiens¹⁴ et les épiciers-apothi-

⁷ *Ord.*, t. VIII, pp. 557-571.

⁸ Cf. pièce annexe n° V, art. 10.

⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f° 125 v°, art. 12 : « Item statueren et ordeneren que tor mestre deldit mestier ni autre sia permes ou licit de levar botica publicament per se en Tholosa deldit mestier, entro et pertant que aital obrier se sia presentat als bailles, e aissi meteis aga fait ung cap dobra de una pipa, barrica ou pipot a la election deldsitz bailles et alloc per losditz bailles ordenador lo qual tal volen passar mestre sia tengut de provesir de fusta per lodit cap dobra a sos deppens, sus pena de ung marc dargen »...

¹⁰ E. Lyon, *La corporation des boulangers-pâtissiers de Limoges*, 1907, p. 5 et s.

¹¹ Arch. Mun. Narbonne, AA 112, 12^e thalamus, f° 22.

¹² Arch. Mun. Montpellier, *Grand Thalamus*, f° 177 v°.

¹³ Arch. Mun. Montpellier, fonds du greffe de la maison consulaire, D.C.

465.

¹⁴ Arch. Dép. Gard, H 317, f° 295.

caires de Nîmes¹⁵ se transforment en jurandes, suivis des drapiers en 1498¹⁶ ; au Puy, les merciers, aiguilletiers, gantiers, bourciers et teinturiers forment à eux tous une seule jurande en 1494¹⁷ ; les jurandes du Puy sont d'ailleurs caractérisées, comme celles de Nîmes, par l'absence de chef-d'œuvre ; des statuts tardifs, comme ceux des tanneurs et cordonniers du Puy en 1595¹⁸, n'en comportent point l'obligation. Tout s'est donc passé comme si la partie orientale du Languedoc avait représenté un pôle de répulsion à l'égard des métiers jurés. Ce phénomène est particulièrement notable si l'on étudie la manière, non plus dont sont apparues, mais dont se sont généralisées les jurandes : à Toulouse, après les bouchers de 1394, les premiers métiers jurés sont celui des chaussetiers en 1425¹⁹, puis, l'année suivante, celui des huiliers²⁰. Lors du grand mouvement de rédaction des statuts toulousains de 1464-1467, à peu près tous les métiers sont jurés. Dans la partie orientale du Languedoc, ce mouvement est bien postérieur et concerne surtout la fin du XVI^e siècle et le début du siècle suivant : à Béziers, les cordonniers sont jurés en 1598²¹, les orfèvres la même année, les jardiniers en 1599, les laboureurs de Saint-André en 1604, les mangonniers en 1626, les laboureurs de Saint-Farriol en 1627, les tisserands, teinturiers, rubanniers et meuniers de soie en 1629, les boulangers-pâtisseries en 1630²². La plupart des métiers jurés de Montpellier ont rédigé leurs statuts à la même époque²³.

¹⁵ Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. IV, Pr. XXVIII, pp. 55-56.

¹⁶ *Ord.*, t. XXI, pp. 72-74 : la draperie est érigée en métier juré « ainsi qu'on le fait et exerce en nosdites villes de Rouen, Bourges, Montpellier, Perpignan et autres de nostredit royaume ».

¹⁷ Arch. Mun. Le Puy, HH 22.

¹⁸ A. Chassaing, *Mémoires d'Antoine Jacmon*, pp. 275-279.

¹⁹ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 118 à 122 v^o.

²⁰ *Ibid.*, f^o 129 v^o à 133 v^o.

²¹ Soucaille, *op. laud.* (1909), pp. 26-35.

²² Soucaille, *Statuts des corporations biterroises d'arts et métiers*, Bull. Soc. Archéol. Béziers, 3^e série, t. VI, pp. 353-446.

²³ Le ms. 40 de la bibliothèque de la Soc. Archéol. de Montpellier contient une série de statuts de métiers jurés :

Statuts des maîtres chirurgiens, 22 août 1528.

id. maîtres tailleurs d'habits, 1531, 1535, 1537, 1564, 1594.

id. maîtres serruriers, 20 oct. 1564 ; confirmation des privilèges, décembre 1564.

id., *idem*, 12 avril 1611, confirmé par Louis XIII, 1620.

Règlement fait par les médecins et apothicaires, 1572. Publié dans *Mém. Soc. Arch.*, vol. VIII, pp. 59-62, 77-81 avec les règlements de 1612 et 1631.

Règlements des compagnons pharmaciens, 1612.

Statuts des M^{rs} apothicaires, 1631.

Idem des marchands merciers, 28 octobre 1580.

Idem des M^{rs} menuisiers, charpentiers, fustiers, 1579.

Idem des fourbisseurs, 1584.

Idem des M^{rs} maçons et architectes, 1586, publiés dans *Mém. Soc. Arch.*, vol. II, p. 250.

Idem des M^{rs} cordiers, 14 juin 1603.

Idem des M^{rs} broquiers sive tonneliers ou baraliars, 1603.

Idem des boulangers et fourniers, 1603, approuvés par Henri IV, décembre 1603.

Ces jurandes diffèrent notablement des métiers traditionnels, et particulièrement celles du XVI^e siècle : le fils de maître y est considérablement favorisé par rapport aux autres candidats à l'accès à la maîtrise ; en fait, le métier recrute ses membres par cooptation. L'avantage accordé aux familles qui ont déjà des représentants dans la profession est d'ailleurs accru par la dispense de formalités d'entrée dans le métier que s'octroient toujours les artisans ou commerçants qui exercent le métier au moment où la jurande est établie : un exemple peut en être tiré des statuts du XVI^e siècle des couteliers jurés de Montpellier ²⁴.

Toute cette réglementation corporative nouvelle n'est pas sans provoquer des heurts et des procès dans le métier et hors du métier : le Procès en Parlement des Cordeliers de Toulouse contre les mazeliers en 1475 ²⁵, illustre parfaitement les difficultés que provoque une classi-

²⁴ *Petit Thalamus*, p. 218 : « Que tous les dits maîtres cotelliers, tenans à présent boutique, sçavoir est maîtres Claude Papetier, Jehan Noguier, Guilhaume Blocquier, Antoine Blocquier, Antoine Rosselet, Jehan Lafont, Mathieu Noguier et autres tenans à présent boticque ouverte en la présente ville, seront receuz approuvés, réputés et tenus pour maîtres jurés dudict mestier de cotellier, leur vie durant, sans qu'ils soyent tenus faire aulcung chef d'œuvre, attendu qu'il y a longtemps qu'ils tiennent boutique ouverte, de payer aulcung droict de mestrise ».

²⁵ Arch. Mun. Toulouse, HH 2, f^o 53 : « A l'encontre des... mazeliers et autres gens de mestier dudit Thoulouse vendens leurtz chars salées, fromatges, mostarde et autres marchandises et danrées qui appartiennent à l'office de mangonerie, duquel office iceulx chandeliers sont maestres passés... A nos seigneurs de Parlement supplient humblement les baylles et austres maistres du mestier de chandellerie sive manguonerie de Thoulouse, come ilh soit ainsi que ja des vandanges darriere passées, ils achatassent le cieü a grant execif pris selon le pris des chandeliers, toutes foyz ils supporterent telle charge jusques environ Noël darrierament passé, quel se tirèrent devers messeigneurs de capitol en leur consistoire de la maison comunal de Thoulouse et illec leur déclarerent et notiffierent le prix du cieü en rama qui estat de deux escuz un doubles, dotz doubles et mais deux escutz et XII doubles, les requerent quil leur pleust de hausser le prix des chandeles au pris du cieü joutxa la forme de leurs statuz, affin que ung chacun deux celon sa possibilité feist quelque provision et que les mazeliers de Thoulouse neussent cause de le allever hors la villa, comme de puis ont fet et font pour éviter l'inconvenient qui en porroit advenir, advertissent mesdits seigneurs de capitol quilz ne souffrissent aux onhaires fendre ne achapter les cieüs blancs, mesmement leur notififiant quil navait pas longtemps que en lacourt des appeaulx en avoit esté donné apponctement contre eulx, contenenent quilz neussent a toucher aux cieüs de la ville sur certaines et grans peines et comment ce non obstant en mesprisant justice, ung nommé Bernart onhaire en avat acheté environ de XXV quintals, requerent leditz supplians a mesditz seigneurs de capitol que leur pleust les leur faire delievver, dont ils ne firent rien, leur notiffierent aussi que de jour en jour lesditz mazeliers les alienoient aux marchans forains, comme de Bordeaux, Carcassone et autres lieux et que lesditz supplians ne les pouvoient acheter veu le pris des chandeles, auxquels povres sapplians par maniere de provision feurent donnes dolas et dissimulations de demain en demain tant que caresme entrant fu advenu, auquel temps en poursuivant et requerant comme dessus notiffierent lesdits supplians a messeigneurs de capitol comme ledit Bernart onhaire en avoit acheté autre semblable quantité ou plus grande, les requerans... qu'il leur pleust... condampner ledit Bernart en telle grant peine qu'ils verroient estre a fayre... ayan reguart que les povres supplians sont des membres de la ville comme les aultres menestrals et paient la cote de

fication rigide des métiers, avec une accumulation d'obstacles qui empêchent l'artisan ou le commerçant de changer de profession, dans un pays où la tradition corporative est toute différente. Ce durcissement des cloisons entre métiers, qui constitue un des caractères originaux des jurandes, ne peut certainement pas contribuer à l'amélioration des fabrications artisanales, et, en tout cas enlève aux métiers languedociens un des aspects qui faisaient leur intérêt au Moyen âge.

Au XVIII^e siècle, il reste parfois quelques secteurs qui continuent à ignorer les jurandes et les maîtrises, surtout dans les campagnes ; mais cette ignorance semble surtout un prétexte pour ne pas se conformer aux ordonnances et édits royaux, comme le montre une lettre du subdélégué Coulomb à Sartines en 1768 ; au sujet de la police de la librairie²⁶. Ces vestiges de liberté de pratique du métier n'ont plus rien à voir avec l'organisation corporative médiévale de Languedoc.

La réglementation des métiers en Languedoc perd donc son originalité dès la fin du Moyen âge. Son bilan est incontestablement positif ; les gens des métiers sont fiers de leurs corps et ne manquent guère d'occasions de se réunir et de défiler processionnellement lors des grandes fêtes. La charge de chef du métier comporte sans doute des inconvénients, mais aussi des avantages dont le côté honorifique n'est pas le moindre. Les valets ne semblent pas avoir été avant le XV^e siècle, exploités avec cupidité par les maîtres ; les apprentis ont été intégrés

tailles et aultres subsidies comme les aultres... lesquelles requestres nous sont estées presentees par la partie desdits bayles des chandeliers, nous requérant lenterinement dicelles, et pour ce faire feismes adjorner a comparoir par devant nous les bailles des bochiers et unhaïres dessusditz et pareillement plusieurs autres personneges vendens a detailh des marchandises dessus en ladite requeste infetées, appartenans a loffice de manguonerie, lesquelles parties comparans par devant nous et honorables homs... capitols, les quels apres plusieurs commendement et par contraincte et multation de peine fut prins en fin de cause, et aprofferer nostre ordonnance. Nous, parties a plein ouyes par quatre ou cinq delais en ce quelles ont voulu dire et considerer certaine offre que farent lesditz bailles desditz bochiers... quilz avoient largement sieuf a vendre et en vendroient ausditz chandeliers se acheter en vouloient, eue meure deliberation avec le lieutenant capitol... et autres licencies et gens de bien, et bien palpes et visites les statuz desditz chandeliers... nous ordonnons par nostre sentence, apointement, ordonnance... en presence desdites parties en la forme et maniera qui sensuit. Premièrement... » (suivent les statuts des candeliers et des mangoniers, auxquels de vastes concessions sont faites).

²⁶ A.D. Hérault, C. 2815, n° 28, p. 1 (même texte au n° 29, p. 1). « Extrait d'une lettre écrite par M. Coulomb, inspecteur de la librairie de Montpellier (subdélégué) à M. de Sartine, le 7 mars 1768 ».

« Permettez moy en attendant, Mgr, de vous exposer mes doutes sur trois points différens : le premier est de sçavoir si mon inspection est bornée dans l'enceinte de cette ville. Je dois vous observer que les fauxbourgs en sont assez étendus et que les deux plus considérables [le pont Juvénal et la Sauerie, dans le marquisat de Grave] sont dans une justice seigneuriale où les arts et métiers sont exercés sans maîtrise. Dans l'un de ces fauxbourgs, il se fait journellement une exposition de livres d'une impression contrefaite et la plupart contraires aux mœurs ou à la religion. Les colporteurs qui y font ce commerce prétendent qu'ils ne sont pas sujets à la visite des maîtres libraires de Montpellier, et ils soutiennent un procès à ce sujet contr'eux ».

dans la vie familiale de celui qui leur apprend la profession sans qu'interviennent des considérations de hiérarchie sociale qui les rejetteraient au rang de domestiques. La tutelle des consuls sur les métiers, autoritaire en cas de désordres ou de hausse injustifiée des prix, est indulgente la plupart du temps. Du point de vue financier, l'introduction de la confrérie a conféré la personnalité morale au métier, dont les chefs ont pu librement aliéner ou acquérir des immeubles pour le compte du corps professionnel. Le métier languedocien, s'intègre donc admirablement dans la vie urbaine si active qui caractérise le Midi français ; en revanche, la décadence des institutions consulaires l'amènera à changer de formes et à adopter l'organisation du métier juré, sans doute à l'imitation des métiers parisiens.

Est-ce à dire cependant que la réglementation corporative en Languedoc est, au Moyen âge très différente de celle qui s'applique dans les autres régions qui forment ou formeront le royaume ? Les aspects économiques de la vie urbaine sont trop voisins dans l'Europe occidentale médiévale pour que les métiers méridionaux soient en tout opposables à ceux d'autres pays. Au contraire, de nombreux points communs permettent de comparer le corps de métier de Languedoc avec celui qui existe au Moyen âge dans les régions parfois fort éloignées. L'action des pouvoirs publics urbains sur les métiers, est d'une ampleur comparable dans les villes de consulat languedociennes et dans les villes des Flandres, de l'Artois et du Brabant²⁷. Autre analogie : la personnalité morale étendue reconnue au métier languedocien à partir du moment où il se fonde dans la confrérie n'est pas sans ressembler aux formes de la capacité civile des métiers de Liège²⁸. La coupure, d'ordre à la fois juridique et économique, qui sépare les grands métiers du change et du drap dans les villes méridionales, s'apparente de façon frappante avec la situation sociale des drapiers et changeurs de Metz²⁹. Surtout, l'apparition des métiers organisés en Languedoc coïncide avec les premières formes corporatives qui ont pu être relevées dans d'autres régions de la France. Ainsi la réglementation corporative médiévale en Languedoc, tout en étant marquée par une forme de vie sociale et des institutions plus démocratiques que l'organisation des métiers de pays plus septentrionaux, se rattache sans solution de continuité aux formes communes de la vie professionnelle qui sont adoptées par l'Europe médiévale.

²⁷ Carlos Wyffels, *De oorsprong der ambachten in Vlaanderen en Brabant*. Bruxelles, 1951.

²⁸ René Van Santbergen, *Les bons métiers des meuniers, des boulangers et des brasseurs de la Cité de Liège*. Liège, 1949 (Bibl. de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, fasc. CXV).

²⁹ Jean Schneider, *La ville de Metz aux XIII^e et XIV^e siècles*. Nancy, Thomas, 1950.

PIECES ANNEXES

Plusieurs textes, relatifs à divers aspects de la vie corporative en Languedoc, ont été rassemblés ici. Le Premier document est un relevé de noms d'artisans à Toulouse au XIV^e siècle, groupés par quartiers : on pourra y voir comment les gens des métiers sont géographiquement groupés dans une ville du Moyen âge, alors que les bourgeois et les spécialistes du grand commerce ne résident pas tous dans une même rue ou un même quartier. La pièce n° II permettra de constater que, parmi les métiers d'une ville, seuls quelques-uns participent activement au gouvernement de cette dernière : l'exemple adopté concerne le consulat de Montpellier au XIII^e siècle. Les troisième, quatrième et cinquième textes sont trois statuts de métiers, l'un d'accès libre et le second juré, tandis que le troisième réglemente ce que l'on appellera plus tard un métier de danger. La sixième pièce montre l'ampleur de la police consulaire dans les villes languedociennes : on y trouvera deux listes de métiers de Montpellier, l'une de 1416, l'autre de 1496, avec l'indication du nombre de gardes ou consuls particuliers que les consuls majeurs choisissent dans chaque métier.

LA RÉSIDENCE DES GENS DE MÉTIERS A TOULOUSE.

C. Douais, *Documents sur l'ancienne province du Languedoc*. 3 vol., Paris et Toulouse, Picard et Privat, 1906, t. III, Comptes de la confrérie des Corps Saints (de Toulouse), pp. 1-49 : liste des membres de la confrérie en 1383, groupés par quartiers. Voici les gens de métier cités dans ce texte :

Les Changes. — Bertrand de Vilanova, ferratier ;

Ramon Davi, ferratier ;

Johan Gasc, anhelier.

Temponnières. — Germa de Gontaut, temponier ;

Ramon de Lafonta, barbier ;

Bernat Fagas, temponier ;

Arnaut Estelier, Temponier ;

Arnaut Esquivat, estanhier ;

Franses Dausat, temponier ;

Nicholau de Najac, drapier ;

Peyre Aubert, temponier ;

Nicholau Capus, temponier ;

Peyre Ynart, mercier.

Argenterie et Peyrolières. — Guilhem de Rieus, matalhier ;

Jacques de Arganhac, argentier ;

Raynaldus Vocandi, argenterius ;

Jacmes Rossel, argentier ;

Johan Batarel, argentier ;

Andriu de Marvila, metalhier ;

Ramun de Camps, armier.

La Croix-Baragnon. — Gautier Franco, sartre ;

Johan de Nirmanda, sartre ;

Rogier de Prat, sartre ;

Domench Forment, sartre.

Saint-Sernin et Boulbonne. — Guilhem Olier, carpentier ;

Guilhem Gasc, candelier.

Les Flassadiés. — Peyre Aynier, flessadier ;

Peyre Porquier, flessadier.

Les Unheyres. — Néant.

Place des Affachados. — Peyre Ramun Muranda, fustier ;

Bernat Gondal, affachador.

Le Potz Dous. — Bernat Laurens, affachador ;

Peyre Sans, laurador et teycheyre ;

Bernardus Laurencii, affactator.

- Les Polinaires. — Ramun Gasc, candalier ;
Bernat Bastier, gaynier ;
Simo Gary, pinheyre ;
Jacmes de Launac, parador.
- Les Paradoux. — Bernat Dartiga, parador ;
Felip Raynart, parador.
- Saint-Antoine de Lezat et les Carmes. — Ramun Scuivat, sabatier del Carme ;
Ramun de Murel, drapier ;
Ramun Auriol, tinture ;
Johan de Lobia, sabbatier ;
Arnaut Moto, fustier ;
Bernat Teysshère, sabatier ;
Ramo Gamausi, estanhier ;
Moneto, sabatier del Carme.
- (Le nom du quartier manque). — Johan Andrieu, menhescal ;
Bernart de Tholosa, molinier.
- Saint-Barthelémy. — Johan de Planeza, lanassier ;
Peyre Prior, sartre ;
Peyre Tossa, teysshère telis ;
Miquel Soquailla, balestier.
- La Dalbade. — Peyre Maynart, cotelier e faure ;
Vidal de Ciro, pancossier ;
Steve de Praddhas, fustier ;
Jacme Volen, juponier del Tolozens ;
Johan Terre, candalier.
- La Roda. — Johan Damor, sartre ;
Arnaut de Rausa, sartre ;
Johan de Bearn, sartre ;
Bernat Delpi, sartre ;
Arnaut Ruffat, sartre ;
Johan de Auzart, sartre ;
Ramon de Mondines, sartre ;
Ramon de Canhac, sartre ;
Bernart Doyssan, sartre ;
Ramon Johan de Labastida, sartre ;
Lambert Bassinier, retondeyre ;
Johan Daura, sartre ;
Ramon Guilhem, juponerii (*sic*) ;
Guilhem Bonet, frenier ;
Arnaut de Lacost, juponerius ;
Ramun Delcause, candalier ;
Jacmes Pasquet, sartre ;
Johan Ysarn, juponier ;
Pons Teulier, juponier ;
Ramun de Barta, lanternier.
- Le Pont Vieux. — Guiraut Boyer, selier ;
Ramon Rodelh, spazier ;
Ramun de la Barta, lanterne (*sic*) ;
Johan Vidal, sabatier ;
Arnaut Guilhem Dangla, sabatier ;
Ramun de la Devesa, menescalç ;

Peyre Lespagnol, parayre ;

Peyre Mignon, pasticier.

Le Borguet-Nou. — Bestran de Nohier, drapier ;

Mestre Arnaut Vidal, sartre ;

Arnaut Selva, sabatier ;

Magister Melias, sartre ;

Mathias Dayro, sartre ;

Muc Nicolau, sabatier ;

Jacmes Mapfre, candalièr e faure ;

Marsal Delboy, aunier ;

Mestre Arnaut de Aransa, sartre ;

Guilhem Bonet, frenier ;

Petrus Dels Plas, drapier ;

Domenc de Culhelhas, mercier ;

Mestre Peyre de Sancta Fe, sartre ;

Ramun de Gaure, sabatier ;

Arnaut de Bosc, cordier ;

Guilhem Turquet, candelièr ;

Johan de Laspuèy, pelissier ;

Peyre Delfager, drapier e tonnayre ;

Karles de Sant Perito, patissier ;

La Chapelle Retonde. — Johan Andrieu, faure ;

Charles de Sant Pito, patissier ;

Le Potz de Doas Cayras. — Néant.

Le Potz de la Cadena(et) els Emagenayres. — Mestre Johan l'emagenayre.

Pelegantieras. — Bertran de las Eigas, sirier ;

Bernart de Sant Johan, scarcelier ;

Peyre Johan, garnido de cuncas ;

Bernart de Sanctos, sabbatier ;

Arnaut Garaut, sedier ;

Bernat Malisart, mazelièr de Pelegantieras.

Servinieras. — Dona Mondella, chappelière.

Juzaygues. — Guilhem Lengart, sedier ;

Guilhem Aruc, veyrier ;

Peyre Delvalat, pinthunier ;

Bernart Huc, sedier ;

Mossen Bernat Jorda, sedier ;

Johan Gilis, capelier ;

Guilhem de Lapassat, specier ;

Mestre Baylet, juponier.

Les Filatiers et Chapeliers. — Néant.

Les Daziés. — Néant (la liste est interrompue ici).

Fustieras. — Faure, tornier ;

Jacmes Cathala, fustier ;

Johan Delpueg, cotilier ;

Johan de Valma, dazier.

Rue En Scorrio. — Ramun Davi, ferratier.

Les Ferratiers. — Bernat de Lovinhaco, ferratier ;

Galhart Jolia, especier ;

Matheus de Johanne, specerius.

- La Pierre Saint-Guiraut. — Peyre de Cresenquas, sabatier ;
Johan de la Font, pelhier ;
Pey Faure, pancossier ;
Peyre Johan, pelhier ;
Bernart Golmar, drapier ;
Manaut de la Devesa, ferratier de la carrera dels Ferratiers ;
Peyre Sans, pelhier.
- Les Semaliés et Rouaix. — Ramon de Podavinha, pelhier ;
Peyre Delpugal, saralhe ;
Peyre de Cassanha, semalier ;
Peyre Filhol, massonier ;
Johan de Bovilla, flassadier ;
Mastre James del Castanhier, barbier ;
Arnaut Cotier, semalier ;
Steve Fors, affachador.
- Saint-Subra. — Bernat Boy, teulier ;
Johan dels Valatz, fornier ;
Gausen de Gaupes, parador ;
Bertran Delpueg, faure de Sant Subrà ;
Ramon Bayle, parator dels Tinturiés ;
Johan Teyseyre, fornier dels Tinturiés ;
Johan Teyseyre, fornier dels Tinturiés ;
Arnaut Gasan, fustier ;
Bernat de Godi de Carriera Nova, massonier.
- Tounis. — Bernat de Tonibas, tinturier ;
Arnaut de na Ginata, pescador ;
Peyre de Tholosa, tinturier ;
Peyre Abram, teyseyre ;
Ramon del Cambon, tenchurier.
- Les Pescadous. — Néant.
- Le Bazacle et Valade. — Peyre Teulier, brassier ;
Peyer Rossa, hostalier del Basacle ;
Helias Cayrel, fustier ;
Steve Faure, molinier ;
Arnaut Gaubert, parador.
- La Portarie. — Huc Joquet, barbier ;
Guilhamin, menestier ;
Guilhem Laurens de Vobeas, sabatier ;
Ramun Gasc, patissier ;
Bernard de Foys, pancossier ;
Mestre Arnaut de Loca, sabatier ;
Ramon de Barelhas, menestrier, en altra manieyra apelat Mossen Modi ;
Bertholomieu Demont, sabatier ;
Petrus Vitalis, fusterius ;
Johan Sartre, pancossier ;
Vidal Bel, especier ;
Johan Gasanhol, penheyre.
- Olmet Sec et Parganinières. — Mathieu Spartebraguas, alias Beventodo, penheyre ;
Anric Baro, parador ;
Guilhem de Noallo, pancossier.

L'Aiguillerie. — James Robi, condelié ;
Johan Rey, pancossier ;
Johana, patissieyre ;
Arnaut Pardigo, recrubreyre.

Villeneuve. — Néant.

Mirabel el Pla Vidal Guilhem. — Johan Laurier, brassier.

Matabiau. — Arnaut Pesqui, sabbatier ;
Bernat de Brenac, brassier ;
Bernat de Bensa, faure.

Le Tour et la Mejane. — Arnaut Ambert, cordier ;
Peyre Gros, saumatier ;
Peyre Roerii, pelliparius ;
Bernart Tornafort, carpentier ;
Bernat de las Peyras, semalier ;
Maran, semalier ;
Peyre Vidal, fustier.

Place Saint-Sernin et le cloître. — Modet de la Seria, brassier ;
Steve Onclo, maselier del Peyro ;
Segui Gaubert, maselier ;
Peyre Gadonet, maselier ;
Johan Timbaut, tabernier ;
Johan Daura, maselier ;
Geraldus Bruni, sabbaterius.

Carrefour del Lauzis. — Johannes Oliverii, brassierius.

Pozaviela. — Germa Vidal, fornier ;
Johan Molinier, brassier ;
Frans, brassier ;
Peyre de Raust, ortola ;
Guilhem Beeilh, pancossier ;
Guilhem Castelan, ortola ;
Ramon Alboy, candelier ;
Bernat Duran, brassier ;
Olivier Romano, brassier ;
Johan Manhau, brassier ;
Tomas Azmar, brassier ;
Johan Faure, orotla.

Les Potz dels Pelhés. — Peyre de Santaralha, maselier ;
Guilhem Johan Beren, brassier ;
Johan de Cortea, orthola ;
Bernat Barbier, tabernier ;
Johan de Lodias, teychieyre ;
Helios de Pradals, ortola ;
Peyre Ramon Cortoda, fustier.

Arnaud Bernard. — Ramon de Casals, truhier ;
Peyre de la Cadena, brassier ;
Guilhem Serias, pancossier ;
Johan Gasc, rodier ;
Johan Robber, sartre ;
Bernat Davis, brassier ;
Peyre Guiraut, faure ;
Steve de la Veyra, maselier ;
Steve de la Rigardia, cordier ;

Sent Jolia. — Johan de la Roqua, brassier ;

N. Delpuget, orthola ;

La Partida dels Fulhozes entro las Crozas. — Pons Vila, affachador dels Fulhozes ;

Johan Jofre, brassier ;

Bertran Benen, teyseyre ;

Bernat Denugo, brassier ;

Guilhem Tapas, affachador ;

Tholsa Raynaud, teyseyre ;

Peyre de Laforga, brassier ;

Gratte, ortola ;

Johan Gan, affachador ;

Peyre Derquis, brassier.

Rue de Cahors. — Peyre de Rival, brassier ;

Maria, candelieyra de Sant Serni.

Le Font d'En Barta. — Pons Marti, ortola ;

Frances Peyrota, ortola ;

Mestre Arnaut Lacosta, fustier ;

Arnaut Days, brassier ;

Bernat de Brian, fustier.

NOTE. — A l'opposé des artisans les notaires, n'habitent pas un quartier spécialisé : on en trouve cinq à la Croix-Baragnon, neuf à Saint-Etienne, deux à la place des *Affachados*, un au *Potz Dous*, deux dans un quartier non dénommé près de Saint-Antoine de Lezat, deux à Saint-Barthélémy, un à la Roda, un au *Bourguet-Nou*, un au *Potz de Doas Cayras*, quatre aux Pélégantiers, un à *Juzayquas*, un aux Filatiers, un aux Ferratiers, un à la Pierre Saint-Guiraud, un à Saint-Subra, trois à la Porterie, un à l'Aiguillerie, un autre au Taur, deux enfin au Puits des Pelhiers.

Il en va de même pour les grands marchands, qui, pas plus que les notaires, ne forment normalement d'association professionnelle : on en trouve un à la Croix Baragnon, un à Saint-Etienne, un aux *Polinayres*, deux à Saint-Antoine de Lézat, un aux Pélégantiers, un à *Juzaygas*, deux à Saint-Subra, deux encore aux Pescadoux, un à Matabiau : ils ne se rencontrent, toutefois, que dans les quartiers centraux, les seuls à convenir à leur activité commerciale.

A l'inverse, les métiers de la terre (laboureurs, jardiniers), s'ils sont bien localisés, ne se groupent que dans les quartiers périphériques, dont la vocation reste essentiellement agricole : *Pozaviela*, le Puits des Pelhiers, Arnaut Bernard, *Sent Jolia*, les Foulons, la rue de Cahors et le Four d'En Barta en rassemblent 35 sur les 43 que contient notre liste, soit 80 %. De plus, ces 35 agriculteurs ne voient qu'avec 19 artisans dans ces secteurs semi urbains : ils semblent donc y représenter les deux tiers de la population active.

En ce qui concerne les quartiers proprement urbains, au nombre de quarante-deux, la moitié d'entre eux se dénomment par une activité artisanale : mais si ces termes géographiques eux-mêmes sont bien antérieurs au XIV^e siècle, il faut remarquer qu'un bon nombre de ces divisions a conservé l'activité dominante d'où il tire sa dénomination : 60 % des artisans de Temponières sont des tamponniers ; presque tous ceux de l'Argenterie sont des argentiers ; on fabrique toujours les laines

flassades aux Flassadiés, et les affectadors sont toujours sur la place de ce nom et dans le quartier voisin du *Potz Dous*, comme les pareurs aux Paradoux, et les imagiers ou les ferratiers dans leurs rues respectives. On trouve également une majorité de fustiers à la Fusterie, de semaliers aux *Semaliés*. Il faut y ajouter certains quartiers à dénomination purement géographique, mais où dominent certains métiers d'abord, les savetiers des Carmes, les mazelières de *Pelegantieras*, ou du *Peyro* c'est-à-dire de Saint-Sernin (60 % des artisans) comme ils se dénomment eux-mêmes. Mais les sartres également, sont groupés : tous les artisans de la Croix-Baragnon sont sartres, comme 60 % de ceux du quartier très actif de la Roda, où l'on trouve aussi 25 % de juponiers. Les sartres semblent également être bien représentés au *Bourguet Nou* (25 %) que fréquentent également les savetiers, nombreux aussi à la Porterie (25 %).

D'ailleurs, si les artisans d'un même métier sont groupés géographiquement, on en rencontre généralement quelques-uns à faire exception : le cas des tamponniers et des argentiers, vivant exclusivement dans leur rue, est unique à Toulouse au XIV^e siècle : 90 % des sartres habitent les trois quartiers voisins de la Croix-Baragnon, du *Bourguet Nou* et de la Roda ; les ferratiers sont aussi nombreux aux Changes que dans la rue de leur métier ; réunis les savetiers des Carmes, de la Porterie et du *Bourguet Nou* ne forment que les deux tiers de leur effectif total ; les pareurs ne sont que pour moitié dans le quartier de leur nom. Il est certes normal que, dans une ville fort étendue pour le Moyen âge, différents noyaux spécialisés se distinguent dans une même profession, quand le nombre de ses membres est important et l'emplacement indifférent : dès le début du XIII^e siècle, les bouchers de Toulouse formaient des unités géographiques bien séparées ; quand les teinturiers de Toulouse représentent 60 % des effectifs d'artisans de leur quartier en 1383, le fait s'explique par la situation de ce quartier, qui est l'île de Tounis : mais comment expliquer qu'à la même date les *affachados* de cette ville, c'est-à-dire les *affactadores coriorum*, dont la communauté de besoins est aussi évidente, soient répartis à peu près également en trois quartiers différents ?

Il semble bien que ce sont les métiers les plus anciennement établis dans une ville que l'on retrouve géographiquement le plus « éclatés » à une époque donnée : les « *affactadores coriorum* » de Toulouse s'étaient groupés dès 1158, les bouchers de cette ville en 1184. Mais, s'il est normal que la dénomination professionnelle d'une rue ou d'un quartier soit de plus en plus inadaptée à mesure que s'écoulent les siècles, il est plus curieux de constater l'éparpillement complet de certains métiers : toujours en 1383 à Toulouse, les faiseurs de chandelles se retrouvent dans la confrérie des Corps Saints au nombre de huit, et répartis dans sept quartiers nullement limitrophes¹. Le phénomène atteint son développement limite dans le cas des fustiers : onze fustiers nous sont présentés dans dix quartiers différents². Pour un tel métier, les avantages d'un rapprochement de la boutique vers la clientèle — nullement spécialisée

¹ Saint Sernin, Les Polinaires, la Dalbade, La Roda, Borguet-Nou, Pargaminères, Pozaviella.

² Le Four d'En Barta, le Potz de les Pelhiers, le Tour, la Portarie, le Bazacle, Saint-Subra, la Fusterie, la Dalbade, Saint Antoine de Lézat, place des Affachados.

dans une profession comme la fusterie — l'emportent nettement sur le profit que tire le métier d'un groupement géographique. Il va de soi que cette évolution centrifuge demande, pour se produire en une activité artisanale déterminée, la rencontre de plusieurs conditions : ampleur commerciale réduite, niveau de la fabrication à la commande, ce qui rend secondaire le problème de l'entreposage ; vente à des particuliers sans autre spécification, sinon le groupement géographique des acheteurs rend obligatoire celui des vendeurs ; clientèle de niveau social indifférent, car dans le cas contraire le vendeur resterait dans l'orbite des quartiers riches³. En revanche, le problème de la facilité à transporter les matières premières, sinon les sources d'énergie, semble secondaire, puisque l'approvisionnement en bois de Toulouse par voie d'eau n'empêche pas les fustiers de s'installer loin du fleuve.

Il est certain, en revanche, que l'éloignement spatial du lieu d'activité rend plus lâche le lien professionnel entre membres d'une même profession : si dès le XII^e siècle, on constate que les relations de voisinage forment la base de la communauté de métier dans le Midi, au XIV^e siècle, après l'apparition des confréries, l'intérêt du groupement par rues ne diminue pas, puisque le lieu de réunion et le culte en commun s'installent dans l'église ou la chapelle la plus proche de la rue spécialisée. De même, dans les processions et pour les grandes « charités » urbaines annuelles, le rassemblement des artisans du métier est facilité par le voisinage.

Certains métiers sont ouverts aux femmes, du moins en apparence : faiseuses de chandelles, chapelières⁴. Dans un cas, cependant, il s'agit bien plutôt d'une vendeuse de cierges dans l'église de Saint-Sernin, ce qui nous place hors du cadre professionnel des *candeliers*. Si l'on trouve aussi une chapelière, c'est sans doute une veuve, son nom étant précédé du qualificatif « *dona* », en même temps que manque le nom de son mari dans une liste de membres d'une confrérie où cette précision est habituellement donnée pour les membres féminins. Rien d'étonnant au demeurant à cette activité, la plupart des statuts toulousains mentionnant une telle possibilité pour ces veuves de maîtres, pendant un temps généralement limité. A première vue, certains artisans exercent une double profession ; ces cas sont d'ailleurs rares⁵. Mais surtout, il ne s'agit jamais d'un cumul de professions artisanales : le cas d'un tisserand laboureur reflète en réalité la situation d'un travailleur de la terre qui emploie la mauvaise saison ailleurs qu'en des travaux agricoles : d'ailleurs, tisserands et laboureurs se recrutent dans les mêmes couches de

³ A Toulouse, les Changes, la Croix Baragnon, Saint-Etienne, Saint-Barthélémy, le Potz de Doas Cayras, La Pierre Saint-Guiraut ; ce sont les quartiers des notaires, des bourgeois (borzes), de certains marchands ; toutefois, parmi ces derniers, certains continuent à habiter une rue moins bien placée, comme les Ysalguier à la Roda (sur cette famille, cf. Ph. Wolff, *Une famille du XIII^e au XVI^e siècle, les Ysalguier de Toulouse, Mélanges Hist. sociale*, 1942, pp. 35-58) ; Jean de Puybusque, descendant d'une des plus anciennes familles de Toulouse, habite Rouaix : ce sont là du moins des parties de la ville depuis fort longtemps habitées.

⁴ Maria, candelieyra de Sant Serni ; Dona Mondella, chappelière.

⁵ Peyre Sans, laurador et teycheyre ; Peyre Maynest, cotelier e faure ; Jacques Mapfre, candelier e faure.

la population et habitent les mêmes quartiers, les *teycheyres* de Toulouse se rencontrant le plus souvent à la périphérie de la ville⁶. Les autres exemples concernent le cumul du métier de forgeron avec une autre forme d'artisanat : en l'espèce, ces forgerons doivent être au service d'une église, et non de la communauté : il ne s'agit pas d'un métier au service du public⁷.

⁶ Le Potz dels Pelhiers, la Partida dels Fulhozes entro las Crozas.

⁷ Cf. Bertrand Delpuez, faure de Sant Subra : il n'y a jamais eu de rassemblement de faures dans ce quartier.

II

LE RÔLE POLITIQUE DES MÉTIERS.

Arch. Mun. Montpellier, Petit Thalamus, éd. soc. Archéol. Montpellier, pp. 97-98 : Etablissement de la commune clôture, s.d. (vers 1200)

Noms des métiers

ÉCHELLE DU DIMANCHE

Avocats
Notaires
Sengnadors e barbiers
Tenchuriers
Lezendiers
Razedors de pargamins
Mazeliers de porcs
Mazeliers de vacas
Mazeliers de motons
Peysoniers

Alberguiers de romieus
Penhedors
Forniers
Postiers
Pestres
Baruteladors
Poliers
Mesiers del Sen Gros
Mesiers de Saint-Firmin
Mesiers de Castelmoton
Botoniers

ÉCHELLE DU LUNDI

Pelissiers
Corregiers
Sartres
Sarcidors
Sediers
Coberturiers
Sotceliers
Veyriers
Oliers
Teuliers
Barraliers

Métiers admis à « rouller » pour le consulat, Etablissement des « rutlons dels mestiers » 1252, Petit Thalamus, pp. 98-100 :

Noms des métiers

(*Rutlon des mazeliers*)
porcatiers
boatiers
motonniers
psychoniers

Pelissiers
Carrieyra de la correiaria

ÉCHELLE DU MARDI

Blanquiers
Boquiers
Conresayres
Veyradors
Capeliers
Messiers o revendeyres
Lauoradors

Blanquiers

Mersiers
Lauradors

ÉCHELLE DU MERCREDI

Coyratiers
Sabatiers
Fabres
Agulhers
Payroliers
Soquiers
Freniers
Tozoyriers
Cordiers
Gayniers
Spaziers
Escarceliers
Cambiers
Lanterniers

Coyratiers
Sabatiers
Fabres

ÉCHELLE DU JEUDI

Cambiadors
Canabassiers
Candoradors
Liadors
Speciadors
Bastiers
Corduriers
Dauradors
Senturiers
Aneliers
Affinadors d'argen
Pebriers
Messiers de Saint Nicolas
Polpriers

Cambiadors (Taulas)
Canabassiers

Pebriers
Especiadors de Saint
Nicolas

ÉCHELLE DU VENDREDI

Drapiers
Corratiers de mercadiers
Orgiers
Pelhiers
Floquiers
Alberguiers de mercadiers
Aventuriers
Portadors de pelha
Placejayres *
Farniers

Draparia vermelha
Draparia sobeyrana
Orgiers
Pelhiers

ÉCHELLE DU SAMEDI

Fustiers
Maistres de peyra
Teychadors
Menadors
Mouniers
Corratiers de bestias
Taverniers
Rauziers
Pozandiers *
Messatgiers *
Cotoniers autramens apelatz
arquiayres *
Alcuns lauoradors
Bolliers
Salliniers
Arbalestiers

Fustiers
Maistres de peyra

* Métiers ajoutés au XIV^e siècle.

N.B. — Les métiers qui ont donné leur nom à un « rutlon » sont en italique.

III

UN MÉTIER D'ACCÈS LIBRE.

STATUTA FERRATERIORUM (STATUTS DES FERRATIERIS DE TOULOUSE, 1366).

Arch. Mun. Toulouse HH2, F^o 242 à 245.

In nomine Sancte et Individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sacti, Amen. Quoniam cura et correctio ferrateriorum et aliorum opificium seu artificialium ceterorumque ministeriorum in villa Tholose existencium artis mechanicarum ad honorabiles viros dominos de capitulo regie urbis et suburbii Tholose dignoscetur pertinere. Et quia summum bonum est fraudes tollere dampna exictare et maleficia corrigere ut artificiales et ministrales in villa Tholose delinquentes in quibuscumque operibus peccaverint, et errantes in melius emendentur et corrigantur; interestque etiam rei publice et universitatis Tholose ut predicti ferraterii deservientes bonum ferrum ac bonas et sufficientes ferraturas teneant et eum ac eas cum certis ponderibus vendant et festivitates sollemnes ac festa beatorum apostolorum collant et ab operibus servilibus essent et alia similia eorum ministerium seu artificium tangencia utilitatem publicam ac animarum suarum salutem conservencia faciant; et alias ipsi et ceteri artificiales in suis ministeriis fideliter se habeant. Et omnis via et opportunitas peccandi eis precludatur ne facilitas venie eis premissis materiam tribuat delinquendi; sane cum ad audienciam dictorum dominorum de capitulo Tholose pervenerit ex querimonia et relatu quorundam proborum hominum artis dicti ministerii ferrateriorum quod nonnulli ferraterii Tholose in solemnibus festivitibus ac festis sanctorum apostolorum et evangelistarum, ferrum et diversas ferraturas vendebant et opus simili exercebant dictumque ferrum ac ferraturas predictas in guarbis et sine pondere et etiam plateas ferri non lignatas vendebant et delinquebant in materia et in forma multasque fraudes et inconvenencia circa dictum ministerium comitebant que non erant nec sunt tollerabilia, ymo penitus exitanda, corrigenda ac etiam emandanda, quia redundant in diffamacionem dicti ministerii ferrateriorum ac tocus rei publice artificialium dicti ministerii approbatorum non modicum deconventum. Idcirco prefati domini de capitulo volentes super predictis ac etiam indemnitati rei publice et universitatis Tholose et habitencium in eodem ac ferrateriorum et emptorum eorum ferrum et ferraturas et aliorum pertinencium ferrateriis et ministerio antedictis et ad utilitatem et bonam famam dicti ministerii providere ac etiam cupientes super predictis bonum et sanum remedium adhibere ad supplicationem et requisitionem proborum hominum dicti ministerii videlicet Bernardi Demase, Guilhermi Sabbaterii, Geraldi Arquerii, Guilhermi Rulli, Guilhermi de Sacto Davino, Raimondi del Teririi, Vitalis de Ponte et certorum proborum hominum ministerii predicti ad honorem et laudem Dei Omnipotentis, Patris et Filii et Spiritus Sancti et Gloriose Virginis Matris

ejus et tocius curie celestis et Beatorum Stephani protomartyris, Saturnini martyris et Beati Exuperii espiscopi, ad honorem et laudem domini nostri Francie regis ac bonum statutum urbis et suburbii et artificialium ministerii memorati ac tocius rei publice, prefati domini de capitulo Tholose, videlicet domini Guillermus de Sanardinio, Arnalus Ademarii, Guillermus de Quiballo, Johannis de Roaxio, Gilbertus Johannis de Cepero, Bertrandus de Galhaco et Ramundus de Verneto, pro se ipsis et aliis capitulariis in dicto capitulatu existantibus absentibus et tota universitate Tholose, sedentes pro tribunali in eorum consistorio domus communis Tholose ubi jus reddere consueverunt, habito permittus super premissis diligenti concilio et tractatu cum suis accessoribus et aliis in talibus partis actentis predictis et pluribus aliisque in talibus partis debent actendi et etiam adhibere et facta permitus super predictis per eosdem informatione legitima de commodo et incommodo statuerunt de novo et ordinaverunt ea videlicet que per ordinem sequitur.

I. — Primo statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo Tholose quod nullus ferraterius Tholose nec alter, quicomque sit, de cetero vendat seu vendere presumat in diebus festivis quatuor festivitibus Beate Marie Virginis, quatuor Evangelistarum nec in festis duodecim apostolorum, aliquod ferrum nec aliquam aliam ferraturam aliqui persone, occulte seu manifeste; et qui contrarium fecerit, solvat et solvere teneatur pro pena et justitia, tociens quociens contrafecerit, et pro qualibet vice quo contrafecerit, viginti solidos tholosanos applicanda: videlicet medietas operi seu fabrice trium pontium, supra flumen Garone constitutorum, novi, veteris et Badaclei Tholose, et alia medietas denunciatori, levanda et exigenda per thesaurarios dictorum dominorum de capitulo qui nunc sunt aut pro tempore erunt.

II. — Item statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo Tholose quod nullus ferraterius Tholose, quicumque sit, de cetero vendat nec vendere audeat seu presumat aliquod ferrum in villa Tholose seu pertinentibus ejusdem in guarbis sed ad pondus debitum legale et consuetum; et qui contrafecerit, solvat et solvere teneatur, pro pena et justitia, tociens quociens contrafecerit, et pro qualibet vice qua contrafecerit, viginti solidorum tholosanorum applicanda et levanda et exigenda modo et forma quibus supra in primo statuto continetur.

III. — Item statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo Tholose quod nullus ferraterius Tholose in antea vendat, vendi faciat seu vendere audeat aut presumat, clam seu palam, alicui persone, ultra duas plateas ferri nisi dicte platee ferri sint lignate seu liace, et qui contrafecerit, tociens quociens solvat et solvere teneatur pro pena et justitia quo qualibet vice contrafecerit viginti solidos tholosanorum applicanda, levanda et exigenda modo et forma quibus supradictum et expressatum est in primo statuto statutorum predictorum.

IV. — Item statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo Tholose quod quilibet ferraterius Tholose in antea tenet et tenere habeat pondus et pondera sua in suo operatorio publice et patente et quod nullus dictorum ferrateriorum minime de cetero vendant nec vendere presumant aliquam ferraturam seu ferrum aliquod, nisi cum pondere et ad pondus predictum. Et qui contrafecerit, solvat et solvere teneatur, pro qualibet vice qua contrafecerit, pro pena et justitia, tociens quociens contrafecerit, viginti solidos tholosanorum, applicanda, levanda et exigenda modo et forma quibus supra.

V. — Item statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo Tholose quod omnia predicta et singula teneantur, custodiantur et inviolata observentur et quod pena predicta a quibuscumque contrarium facientibus, tocians quociens contrarium fecerit, solvatur, levetur et exigitur modo et forma quibus supradictum est.

Predicta autem statuta et ordinationes et omnia et singula superius expressata et ordinata predicti domini de capitulo, pro se ipsis et aliis et aliis eorum consociis ejusdem capitulariis absentibus, fecerunt, statuerunt et ordinaverunt, protestati tunc fuerunt dicti domini de capitulo ante receptionem publici instrumenti et in ipso et post et etiam ipsis statutis omnibus et singulis supradictis quod non erat intencionis dictorum dominorum de capitulo proptereaque in publici instrumenti sunt contenta, facta, statuta et ordinata, facere aliquod statutum nec ordinationem in prejudicium domini nostri Francorum regis seu ejus honoris nec incipium seu jurisdictionem in aliquo diminuere, ymo pocius ampliare et augmentare; quod si vero aliquid in predictis statutis et ordinationibus factum contra predicta, voluerunt dicti domini de capitulo quod in illo casu nullam obtineant roboris firmitatem, ymo voluerunt quod in illo casu ex nunc ut ex tunc et ex tunc et ex nunc et etiam quo in medietatem et in publico instrumento sit nullus irritum, nulliusque valoris seu momenti et illam protestacionem in publico instrumento, pro se ipsis et aliis eorum sociis ejusdem capitulariis tunc absentibus, voluerunt et jusserunt poni et inseri per me notarium infrascriptum in hoc publico instrumento quaquidem protestacione; predicti domini de capitulo nullatenus recedere non intendunt, ymo ea in singulis capitulis statutorum predictorum voluerunt repeti et pro repetitis haberi retinerunt etiam predicti domini de capitulo et protestati fuerunt quod predicta statuta que tamen propter premissa... statutorum illa possint predicti domini de capitulo qui nunc sunt, vel pro tempore erunt, in futurum corrigere, emendare, diminuere, augmentare, mutare et ex toto annullare, et illa que apparerent contra predicta et nulla habere et destruere cum ad noticiam ipsorum dominorum de capitulo pervenerunt, ac etiam dictis dominis de capitulo vel eorum successoribus videbitur faciendum quibus sit per actis, Bernardus de Manso, Guilhermus de Sancto Damiano, Geraldus Arquerii, Vitalis de Ponte, Guilhermus del Coroi, Geraldus Arquerii, Vitalis de Ponte, Guilhermus del Coroi, Geraldus Arquerii, Guilhermus Rulh, Poncius Arquerii, Bernardus Dei, Gali, Aymericus del Coroi et Petrus de Consenchis, ferraterii et ministrales dicti ministerii ferrateriorum omnes insimul, et quilibet ipsorum pro ipsis et eorum successoribus, predictas ordinationes et statuta omnia et singula supradicta in publico statutorum instrumento contenta ejusdem ferrateriis et ministrilibus superius nominati per me notharium infrascriptum declaratas publicas et intelligi dictas gratis et eorum spontanea voluntate approbaverunt, ratificaverunt, homologaverunt et pro bene statutis habuerunt et contenti fuerunt de dictis statutis et ordinationibus per dictos dominos de capitulo modo premissis ordinatis, et iporum postulationem mandaverunt ac etiam promiserunt predicta statuta et ordinationes tenere et servare tenerique et servare facere totis temporibus eorum lite per homines et ministrales dicti ministerii ferrateriorum juxta posse et melius poterint fideliter et bona fide et delinquentem et contradicta statuta venientes et facientes dictis dominis de capitulo Tholose, seu eorum thesaurario qui pro nunc sunt aut pro tempore erunt denunciare ut cujus poterunt amore, favore, amicitia, timore, odio et alia

quaquamque causa cessante cum ad eos seu ad eorum aliquem pervenerint noticiam. Et deinde si aliqua super predictis per dictos dominos de capitulo seu eorum successores in futurum emendarentur seu corrigerentur aut etiam mutarentur, omnia illa tenebunt et servabunt tenereque et servare facient et inviolabiliter observare per homines ministerii antedicti et ab illis corrigendis, addendis et diminuendis, nullatenus ejus dicedant nec appellabunt, quod si facere voluerunt predicti ferraterii superius nominati pro se ipsis et aliis predicti eorum ministerii ferrateriorum se non audire, ymo omnes appellaciones penitus renunciaverunt cum hoc presenti publico instrumento nomine et in perpetuum duraturo ac etiam valituro, et ad majorem omnium premissorum roboris firmitatem habendam, dicti ferraterii superius nominati et eorum quisque juraverunt super Sancta Quatuor Evangelia Dei manibus eorum dextris corporaliter gratis tacta predicta omnia et singula tenere, complere prout superius predicta omnia per eos premissa sunt et inviolabiliter observare totis temporibus eorum vice tenereque et servare facere pro eorum posse per homines ministerii predicti, ut contra predicta aut predictorum aliqua non facere dicere ne evenire ullo tempore ullo modo per se aliqua non facere per nec per alios interpositas personas nec contrafacienti dicenti seu venienti consentire ullis... in futurum; precipientes unde dicti domini de capitulo mihi notario infra-scripto et eorum curie jurato ut de predictis omnibus et singulis statutis et ordinationibus et omnibus et singulis statutis et requisitionem dictorum dominorum de capitulo et ferrateriorum predictorum duo vel plura conficerem instrumenta.

Acta fuerunt hec in consistorio domus Tholose die duodecima Marci, anno ab incarnatione Domini millesimo tricentesimo sexagesimo quinto. Regnante serenissimo principe domino Carolo, Dei gratia Francie rege et domino Gausudo archiepiscopo Tholosano eadem gratia residente, in presentia et testimonio domino Bernardi de Cellis, legum doctoris, et Ramundi de Selerio, sutoris, et Joannis de Fontanis, publici Tholose et imperiali auctoritate notarii, qui, requisitus de primissis et de mandato dictorum dominorum de capitulo Tholose, hoc presenti publico instrumento recepit duplicatum et per me Guilhermum de Rippa clericum ejus substitutum et juratum, scripsit grossam, fecit veritate: et ego idem Johannes de Fontanis, publicus Tholose et imperiali auctoritate notharius antedictus facta premitus diligenti collatione cum dictis meis libro originali et substituto predictis, hic me subscripsi et signo meo consueto signam Johannes et ad majorem omnium et singulorum premissorum roboris firmitatem habendi, et ut presentem publicum statutorum instrumentum plenum robur obtineat in judicio et extra, sigillum auctenticum curie dictorum dominorum de capitulo Tholose fuit hinc presenti publico statutorum instrumento impendenti positum et appensum.

IV

A L'ORIGINE DES MÉTIERS JURÉS EN LANGUEDOC.

STATUTA MACELLARIORUM (STATUTS DES MAZELIERS DE TOULOUSE, 1394).

Arch. Mun. Toulouse HH2, f^o 421 à 433.

Noverint universi presentes pariter et futuri quod, cum cura et correctio macellariorum et aliorum ministeriorum oppificium seu ministerialium artis mechanicorum in urbe et suburbio Tholose existentium et operantium, ad nobiles et potentes viros dominos de capitulo regie urbis et suburbii Tholose pertinere dignoscetur. Et quia sumum bonum est fraudes tollere, incommoda evitare, malefficia punire et corrigere, ut artificiales seu ministrales ac operarii in villa Tholose delinquentes in quibuscumque operibus peccaverint et errantes in melius et emendentur et corrigantur, interestque etiam rei publice et ministeriorum Tholose ne predicti macellarii et alii ministrales seu operarii in quis operibus bene et fideliter ac legaliter operentur ; ut omnis via et opportunitas peccandi eis precludatur, ne facilitas venie eis in premissis audaciam tribuat delinquendi. Sane cum ad oreos et audientiam ipsorum dominorum de capitulo pervenerit, ex querimonia et relatu plurium civium Tholose specialiter quorundam proborum hominum dicti ministerii macellarie, quod nonnulli et quia plures macellarii Tholose insufficientes, cupiditate detenti, pluria indecencia circa ministerium predictum macellarie faciebant et commitebant, vendendo carnes insufficientes, fraudendo mercatores, animalia eis vendentes cum multis etiam emptores carnum, et multas fraudes et inconvenientia circa ministeria faciebant et commitebant, que non erant nec sunt tolerabilia, ymo potius evitenda, quia vendebant in maximum dampnum et prejudicium rei publice et diffamationem dicti ministerii et proborum hominum ejusdem. Idcirco prefati domini de Capitulo Tholose, videlicet domini Petrus de Gallo, Petrus de Castelfaco, licenciati in legibus, Bernardus Blasimi, Pontius de Gauro, Johannes Flavienti, concapitularii Tholose, pro se ipsis nomine eorum capitulatus et universitatis Tholose, ac etiam pro domini Bertrando de Palacio, domino loci de Taranello, Johanne de Podio Buscano, Petro de Castelnovo, concapitulariis Tholose a dictis capitulatu absentibus ; volentes indemnitatem rei publice ac universitatis Tholose et habitantium in eadem et ad utilitatem et bonam famam dicti ministerii, cupientes ac etiam super premissis bonum et sanum remedium, adhibere ; ad supplicationem Petri de Gaxis, Bernardi Boerii, Ramundi de Sancto Saturnino, Bernardi Merquerii et Johannis Trencferii, conbajulorum ministerii supradicti macellarie, Pauli Lrus, Ramundi de Tresdecim Ventibus, Jacoi Asterii, Ramundi Garoudi, Petri de Staralha, Guilhermi de Bearnio, Bernardi Malifart, Arnaldi Rechaldi, Geraldi Fangalh, Petri de Benavens, Johannis de Santo Martino, Guilhermi de las Ygars, Petri de Blancheriis

et Johanis..., macellariorum Tholose postulentium et supplicantium infrascripta statuta et ordinationes que medio juramento per nos et quemlibet ipsorum super sancta quatuor Dei Evangelia eorum manibus propriis, dextris corporaliter gratis tacta prestito, dixerunt bona et utilia et etiam necessaria rei publice et eorum ministerio macellarie eis concedit acque fieri pro utilitate rei publice et bono regimine dicti ministerii macellarie. Maxime cum alias eadem statuta et ordinationes fuerunt eis et omnibus et singulis dicti ministerii per eosdem dominos de Capitulo seu predecessores concessa mediantibus publicis instrumentis ex inde confertis que instrumenta, ut dixerunt, fuerunt combusta in ignis incendio nuper habito in carreria Portarie Tholose.

Ad honorem et laudem omni potentis Dei Patris et Filii et Spiritus Sancti, gloriose Virginis Marie Matris Domini Nostri, Johannes Baptiste, ac apostolorum Petri et Pauli et Sanctorum Martyrium Saturnini, Exuperii, Stephani et tocus Curie celestis et etiam ad honorem et laudem Domini Nostri Francie Regis et pro bono statu et regimine regie urbis et suburbii Tholose et tocus rei publice, prenominati domini de Capitulo Tholose pro se ipsis nomine dicti eorum capitulatus et universitatis Tholose et pro aliis dominis de capitulatu eorum sociis absentibus, sedentes pro tribunali in consistorio domus communis Tholose ubi jus partibus reddere consueverunt habito super his, diligenti consilio et tractatu cum eorum assessoribus et aliis in talibus expertis, cum protestationibus et retentionibus infrascriptis, statuerunt et ordinaverunt et statuta et ordinationes infrascriptas fecerunt in modum qui sequitur.

I. — Et primo prenominati domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus scoriator animalium bovinorum in Tholosa, a cetero ausus sit petere neque recipere per se nec per alium, palam vel occulte, pro scoriando unum animal bovinum ultra unum grossum vel tres albo argenti, ymo de dicto grosso vel tribus grossis argenti pro quolibet animali bovino scoriando sint contenti; et qui contrafecerit vel facere presumpserit, solvat et solvere teneatur talis contrafaciens pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit, decem solidos tholosanos exigendos et levendos par bajulos dicti ministerii macellariorum, a quolibet contrafacientium, absque aliqua gratia, et applicandos medietatem operii trium pontium supra flumen Garone constructorum, videlicet pontis novi, veteris et Badaclei Tholose, et aliam medietatem bajulis dicti ministerii pro oneribus ejusdem subportandis.

II. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt prenominati domini de capitulo Tholose quod nullus macellarius Tholose qui de presenti sit aut in futurum erit, det nec dare audeat, per se nec per alium, palam vel occulte, aliqui affactori, pro scoriando, unum animal bovinum nisi tantum pro quolibet animali unum grossum vel tres albas argenti, et qui contrafacerit, solva et solvere teneatur pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit, decem solidos tholosanos dividendos et distribuendos modo et forma predictis.

III. — Item etiam preffati domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus scoriator sive affactor animalium bovinorum, a cetero ausus sit recipere neque sibi appropriare de ceupo nec de carnibus alicujus partis animalium qui scoriaverit sive affactaverit aut scoriare sive affactare fecerit; et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum solvendorum per quemcumque contrafacientem, tociens quociens contrafecerit, applicandam et dividendam modo et forma predictis.

IV. — Item plus preffati domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus affactor porcorum a cetero petat nec recipiat, per se nec per alium, palam vel occulte, ab aliquo macellario vel aliqua alia persona Tholose pro affactando porcos quos volunt pro vendendo in eorum banchis macellarie aut pro salando ; nisi solum pro quolibet porco affactando et portando ad bancum macellarii unum grossum tholosanorum exigenda et levanda a quolibet contrafaciente, tociens quociens contrefacerit, et distribuenda et dividenda locis et personis supradictis.

V. — Item etiam preffati domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus affactor porcorum ausus sit sibi ipsi appropriare neque recipere aliquid de aliquo porco per ipsum affactato prout est graylis carne nec aliquid aliud preter et contra voluntatem illius cujus porcus erit, et qui contrafecerit solvat etolvere teneatur pro pena sive justicia decem solidos tholosanos tociens quociens contrafecerit, applicandos et distribuendos locis et personis superius expressati.

VI. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt preffati domini de capitulo quod nullus macellarius neque aliquis affactor Tholose pro affactando porcos suos et eos portando ad bancum macellis sive ad hospicium illius cujus erit, nisi solum unum grossum sive tres albos pro quolibet porco, et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum solvenda per quemcumque contrafacientem, solvendi tociens quociens contrafecerit, distribuendorum et applicandum locis et personis infrascriptis.

VII. — Item plus etiam preffati domini de capitulo statuerunt et ordinaverunt quod nullus scoriator animalium bovinorum neque affactor porcorum teneant nec ausi tenere porcos neque sues parvos nec manjos circa affacamenta Tholose nec in carreria publica, dando eis ad comedendum sanguines nec alios putrefactiones aliorum animalium occisorum nec alibi infra clausuros ville Tholose nisi hoc esset in loco absconso seu ad partem posito, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum per quemlibet contrafacientem exsolvenda, tociens quociens contrafecerit, distribuenda et applicanda locis et personis supradictis.

VIII. — Item plus etiam preffati domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod scoriatores animalium bovinorum nec tripas, sanguines animalium nec aliquas putrefactiones sive fetores seu affactatores porcorum non teneant nec sint ausi tenere intus affacamenta circa dicta affacamenta, videlicet infra clausuras ville ; ymo dicta affacamenta et carreriam de dictis putrefactionibus habeant et teneantur mundare et mundas tenere. Nec non etiam teneatur mundare et mundas tenere canules dictorum affactamentorum, et tantum quantum durat de dictis affactamentis usque ad clausurum ville, et mundare de omnibus immundiciis bis qualibet septimana videlicet die martis et die sabbati, et hoc in et sub pena quinque solidorum tholosanorum, distribuenda et dividenda locis et personis supradictis et per quemlibet contrafacientem exsolvenda, tociens quociens contrafecerit.

IX. — Item etiam preffati domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus affactor porcorum Tholose a cetero ausus sit fundere intus suum hauspicium nec alibi, nisi solum in carreria viginti clavium vel alibi in loco absconso grayhs ventre neque telas porcorum ad evitandum fetores que transentibus et morantibus in carreriis publicis ex inde possent fieri ; et hoc in et sub pena quinque

solidorum tholosanorum, locis et personis supra dictis applicanda et per quemlibet contrafacientem, tociens quociens contrafecerit, solvenda.

X. — Item statuerunt et etiam ordinaverunt prenominati domini de capitulo Tholose quod quicumque volens addiscere ministerium macellarie et qui voluerit morari cum magistro experto et sufficienti dicti ministerii pro addiscendo eundem ministerium se ponat cum dicto suo magistro pro addiscendo eundem per quatuor annos et non pro minore tempore ; et nullus magister dicti ministerii nullum talem addiscere volentem dictum ministerium pro minori tempore ausus sit recipere neque collocare ; et hoc in et sub pena unius marche argenti, locis et personis supra dictis distribuenda et applicanda, ad finem ut tales dictum ministerium addicere volentes in eadem sint magis alti et experti.

XI. — Item plus etiam predicti domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus magister sive operarius dicti ministerii ausus sit aliquid dare causa lucri sive solidate alicui volenti dictum ministerium macellarie addicere infra minimum dictorum quatuor annorum ; et hoc in et sub pena unius marche argenti exigenda a quolibet contrafaciente applicandaque et distribuenda locis et personis supradictis.

XII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domini de capitulo Tholose quod quando aliquis famulus moratus fuerit per quatuor annos...¹ dicti ministerii et voluerit per se tenere bancum macellarie et scudere per se in banchis publicis Tholose, antequam incipiet premissa facere, presentibus bajulis dicti ministerii quidquid, bajulis vocatis sex probis hominibus ejusdem ministerii dictum talem per se incipere volentem examinent et examinari habeant bene et diligenter, et casu quo repertus fuerit sufficiens in dicto ministerio, solvat et solvere teneatur talis incipere volens pro intrata sive pariatgio duas libras turonenses parisiorum, distribuendas et applicandas locis et personis supradictis, nisi tamen dictus talis incipere volens esset filius magistri experti et approbati in dicto ministerio, et casu quo sit filius magistri, dictas duas libras turonenses minime solvere tenere, ymo de eisdem sit liber et quitus. Et nihilominus talis volens incipere per se operam qui non fuerit filius magistri postquam examinatus fuerit, teneatur dare bajulis dicti ministerii et aliis probis hominibus qui ad ipsum examinandum presentes erint, semel ad operandum bene et competenter.

XIII. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domini de capitulo Tholose quod omnes et singuli macellarii de novo incipientes per se operam dicto ministerio macellarie et approbati et experti tenentes publice bancum macellariorum vel facientes societatem de facto ministerii cum magistro macellario experto et tenentes bancum macellarii per se, antequam incipiat per se operam et bancum macellarii per se tenere et omnes etiam alii macellarii de publici pro se ministerium supra dictum tenentes caveant et cavere teneantur ac etiam cautiones sufficientes prestare in manibus dominorum de capitulo Tholose seu deputati per eos, usque ad summam quinquaginta librarum turonensium parvulorum, de se bene et legitime habendo in dicto ministerio et de tenendo statuta ejusdem ministerii pertinentium dicto ministerio illis a quibus ea ement, et jurent etiam et jurare teneantur statua dicti ministerii tenere et servare et premissa faciant et facere teneantur antequam de dicto minis-

¹ Un des coins de la page a été arraché.

terio utantur nisi tamen ante publicationem ordinationem similem cautionem prestiti essent.

XIV. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt quod nullus affactor porcorum, postquam affactaverit porcos, non sit ausus recipere de dictis porcis sanguinem neque carnem de aliquo parte dictorum porcorum et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum, applicandorum et distribuendorum locis et personis supradictis.

XV. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti domini de capitulo quod nullus affactor porcorum, postquam affactaverit aliquem porcum sive porcos, sit ausus eum vel eos buccare nisi ille cujus dictus porcus seu porci erunt sibi tradat saginem pro eos buccando aut per alium sibi tradi faciat, et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum, applicandorum medietatem operi dictorum trium pontium et aliam medietatem bajulis et ejusdem ministerii.

XVII. — Item plus etiam predicti de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod, si aliquis macellarius extraneus veniebat in presenti civitate Tholose causa ibi moriandi et utendi de dicto ministerio ut magister expertus et approbatus in eodem ministerio et tenendi publice bancum macellarie et vendendi carnes, ut facient alii experti et sufficientes hujus civitatis, si bajulis dicti ministerii videatur talis in dicto ministerio esse aptus et sufficiens pro tenendo pro se bancum macellario vel alias, per dominos de capitulo ad dictum ministerium tenendi et exigendi admitebatur. Quod ille talis macellarius extraneus solvat et solve teneatur pro pariatgo sive intrata unam marcham argenti applicandam medietatem operi dictorum dictum pontium et aliam medietatem bajulis dicti ministerii pro oneribus dicti ministerii supportandis, supposito tamen quod dictus talis macellarius primitus non fuerit moratus in presentis civitate Tholose pro addiscendo dictum ministerium macellarie per spacium sex annorum.

XVIII. — Item plus etiam predicti domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus macellarius Tholose habitator, postquam emerit aliqua animalia in presenti civitate Tholose et ejus pertinentiis pro vendendo vel ingray mactare sive occidere aut mactari sive occidi facere nec carnes dictorum animalium vendere, donec et quousque precium dictorum animalium absolverit illi vel illis a quo seu quibus dicta animalia emerit, nisi tamen hoc faceret de consensu et voluntate dictis venditoribus a quo dicta animalia talia fuerint empta, et casu quo dictus venditor dederit aut concesserit licentiam emptori dictorum animalium dicta talia animalia ab ipso empta mactandi seu occidendi aut vendendi dicta animalia ab ipso empta in antea. Cautiones sive fidemissores dicti talis macellarii emptoris minime dicto venditori pro dictis animalibus ab ipso emptis et de ejus voluntate mactatis sive occisis in nullo sibi teneatur, casu quo dictus emptor precium dictorum animalium dicto venditori non solveret vel non haberet de quo solve posset, sive dictus venditor sit habitator hujus ville, sive extraneus, cum tamen dictus venditor primitus sit certificatus quod casu quo ipse predictam licentiam concedat, quod cautiones sive fidemissores dicti debitoris de ipso erunt liberi et quicti, et qui contrarium facerit, solvat et solve teneatur pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit, viginti solidos tholosanorum, distribuendos et applicandos locis et personis supradictis.

XVIII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domini de capitulo Tholose quod nullus macellarius emat neque vendat nec eum neque vendi audeat in Tholosa nec ejus pertinentibus in bordis, hospiciis aut aliis locis absconsis sed solum in locis publicis et patentibus, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, applicandorum medietatem operii dictorum trium pontium et alia medietatem bajulis ministerii supradicti pro oneribus ejusdem ministerii supportandis.

XIX. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti domini de capitulo quod nullus macellarius habitator Tholose per se nec per alium subornat neque substrahat nec subornari nec substrahi audeat publice vel secreto aliquem famulum addicentem dictum ministerium macellarie vel sodalem lucrantem collocatum cum aliquo magistro dicti ministerii durante tempore dicti collopii, et hoc in et sub pena quinquagenta solidorum tholosanorum, applicanda et distribuenda modo et forma ac locis et personis antedictis.

XX. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt dicti domini de capitulo quod nullus macellarius collocet nec in posse suo recipiet aliquem famulum dictum ministerium macellarie addicentem aut sodalem lucrantem, collocatum cum aliquo macellario seu magistro dicti ministerii, donec et quousque integre tempus suum dicti collopii compleverit cum dicto suo magistro cum qui collocatus fuerit, nisi tamen premissa faceret de volutate et licentia dicti sui magistri, cum qui fuerit primo collocatus; et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, applicanda medietatem operii dictorum trium pontium et aliam medietatem operii dictorum trium pontium et aliam medietatem bajulis ministerii supradicti macellariorum.

XXI. — Item statuerunt et ordinaverunt predicti domini de capitulo, tholose quod nullus macellarius Tholose a cetero ausus sit, per se nec per alium, palam vel occulte, vendere alicui judeo vel judee, judiis et judeabus de carnibus alicujus animalis, nisi tamen judeus vel judea, judei vel judee, ex integro omnes carnes dicti talis animalis pro dictis judeis et ad eorum requestam mactati sive occisi et pro eo bratarra occisati, juxta etiam legem judei quam recipient; et hoc in et sub pena decem librarum turonensium parisiensium, applicanda medietatem operii dictorum trium pontium et alia medietatem bajulis ministerii antedicti, pro oneribus dicti ministerii supportandis.

XXII. — Item plus etiam supradicti domini de capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus macellarius Tholose, per se nec per alium, palam vel occulte, vendat nec ausus sit vendere aliquibus christianis carnes per judeos vel judeas bratarra occisadas et de eorum voluntate et pro ipsis mactatas sive occisas vel pro ipsos judeos divisas vel dictis macellariis traditas ad evitanda et versusque a perfidis judeis comitti consueverunt, et in talibus quieti possint; et hoc in et sub pena decem librarum turonensium applicanda, medietatem operibus dictorum trium pontium et aliam medietatem bajulis dicti ministerii pro oneribus ejusdem supportandis.

XXIII. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt prenominati de capitulo Tholose quod nullus macellarius Tholose per se nec per aliam a cetero in Tholosa nec ejus pertinentibus emat neque emere audeat ab aliquibus mercatoribus forensis aliqua animalia bovina, mutones, porci nec aliqua alia pro revendendo ea neque pro vendendo carnes dictorum animalium, nisi solum in foris sive mercatis publicis Tholose; et hoc in

et sub pena unius marche argenti, a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrarium fecerit ac locis et personis predictis distribuenda et applicanda.

XXIV. — Item plus etiam predicti domini de capitulo Tholose quod nullus macellarius Tholose nec alter quicumque sit, per se nec per alium, palam nec occulte, a cetero vendat a nec ausus sit vendere in Tholosa nec ejus pertinentibus neque scindat in banchis macelli carnes alicujus animalis qui esset sine mesols bonum et sufficientem; et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum, a quolibet contrafaciente levanda et exigenda, tociens quociens contrafecerit, et locis et personis supradictis distribuenda et applicanda. Et nichilominus etiam voluerunt et ordinaverunt quod dicte tales carnes que essent alicujus animalis sine mesols bonum et sufficientem, par bajulos dicti ministerii de factu capientur et per eosdem dentur et distribuantur amore Dei pauperibus et miserabilibus personis, casu quo sine periculo aliquo possint comedi; casu quo comedi non possent voluerunt et ordinaverunt predicti domini de capitulo Tholose que dicte tales carnes per dictos bajulos dicti ministerii macellarie projitiantur in Garonam.

XXV. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti de Capitulo Tholose quod nullus macellarius per se nec per alium vendat neque scindat neque vendere, neque scindi faciat nec audeat in suo banco macellarie nec alibi in Tholosa nec ejus pertinentibus aliquas oves nec colhartz, et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit, ac locis et personis antedictis distribuenda et applicanda. Et nichilominus quod dicte tales carnes per bajulos dicti ministerii macellarie capientur et amore Dei pauperibus et miserabilibus personis dentur et distribuuntur.

XXVI. — Item plus etiam prenominati demini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus macellarius a cetero vendat neque scindat nec vendi neque scindi faciat, per se nec per alium, in banchis macellarie nec alibi in Tholosa nec ejus pertinentibus, carnes suarum sive trueiarum nisi tamen dicta trueia est crestata de tendra popa et que nunquam habuisset porcellos; et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum ad quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit, et locis et personis supradictis distribuenda et applicanda. Et nichilominus quod dicte tales carnes per bajulos dicti ministerii capiantur et amore Dei pauperibus et miserabilibus personis dentur et distribuuntur.

XXVII. — Item plus etiam prenominati domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus macellarius nec aliquis alius, per se nec per alium, non vendat neque scindat neque vendere neque scindere audeat, per se nec per alium, a cetero in banchis macellariorum Tholose nec alibi in Tholosa nec ejus pertinentiis, porcos leprosos in lingua, et casu quo aliquis macellarius mactet seu occidat aliquem porcum qui in lingua videatur et non appareat non esse leprosum, ille cujus talis porcus erit non vendat neque vendere audeat carnes, tali porci donec et quousque dicte carnes vise fuerit per bajulos dicti ministerii an dicte carnes sit venales vel ne, et casu quo dicte carnes dictis bajulis videantur esse venales illi cujus dicte carnes erint eas vendeant ad partem extra bancos publicos macellarie et in quadam banca parva, et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum per quemlibet contrafacientem, et sol-

venta tociens quociens contrafecerit, ac locis et personis supradictis applicanda. Et nichilominus quod dicte tales carnes per bajulos dicti ministerii capientur et amore Dei pauperibus et miserabilibus personis dentur et distribuuntur, si tamen sine periculo comedi possint; et casu quo absque periculo comedi non possint, voluerunt et ordinarunt dicti domini de capitulo quod dicti bajuli tales carnes projiciant et projicere habeant et teneantur in Garonam.

XXVIII. — Item etiam pariter statuerunt et ordinarunt prenominati domini de Capitulo Tholose quod nullus macellarius a cetero per se nec per alium non sit ausus emere neque vendere ab aliquo macellario carnes aliquorum animalium vivorum neque mortuorum ac affacamentorum Tholose nec alibi, donec et quousque dicte carnes fuerint portate in banchis macellarie illorum quorum dicte carnes erunt, et quod bajuli dicti ministerii qui nunc sunt et pro tempore erunt, possint et teneantur interrogare medio juramento vel alios macellarios de quibus eis visum fuerit et de quibus eis dictum vel denunciatum fuerit contrarium fecisse, si alias veritas de premissis stiri non poterat, si vendiderunt neque emerunt carnes ab aliquo macellario affacamentibus Tholose, et qui vendet aut emet contra tenorem presentis statuti et ordinationis, solvat et solvere teneatur, pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit, viginti solidos tholosanorum locis et personis supradictis applicanda, et modo et forma predictis distribuenda et dividenda.

XXIX. — Item plus statuerunt et ordinarunt dicti domini de Capitulo quod nullus macellarius Tholose recipiat neque recipere ausus sit ab aliquo qui non sit macellarius, pecia carnum neque menusas pro revendendo eas que fuerunt de aliquo animali morino sive mactato per macellarium vel de eorum mandato, nisi tamen dicte pecie sive menusas primitus vise fuerint per bajulos dicti ministerii, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit, et modo et forma predictis distribuenda et dividenda.

XXX. — Item plus etiam prefati domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinarunt quod nullus triperius Tholose non vendat neque emat neque vendere neque emere ausus sit tripas de aliquibus animalibus mactatis sive occisis per bocherios Tholose seu alterium ipsorum nec tales tripas dequoquere simul cum tripis de bonis animalibus occisis per macellarios et de quibus carnes venduntur in banchis publicis macellarie, et hoc in et sub pena quinque solidorum tholosanarum distribuenda et applicanda locis et personis supradictis, et a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit. Et nichilominus quod dicte tales tripe per bajulos dicti ministerii capientur et pauperibus et miserabilibus personis amore Dei dentur et distribuuntur.

XXXI. — Item plus etiam statuerunt et ordinarunt predicti domini de Capitulo Tholose quod nullus macellarius neque triperius vendat nec in Tholosa pro vendendo adportet nec vendere nec apportare faciat, carnes aliquorum animalium mortuorum extra presentem civitatem Tholose nec etiam in Tholosa mortuorum, nisi dictum tale animal suis propriis pedibus vivum in dictis affactamentis Tholose venerit, videlicet in affactamentis ubi mactantur et affactantur animalia quorum dicti macellarii carnes vendunt in dictis banchis macellarie; et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit et ac locis et personis supra dictis applicanda. Et nichilominus etiam voluerunt et ordinarunt dicti

domini de Capitulo quod carnes talium animalium per bajulos dicti ministerii capientur et pauperibus personis amore Dei dentur et distribuantur, vel in Garonam projiciantur amore Dei si sine periculo comedi non poterant, ad cognitionem et ordinationem bajulorum dicti ministerii.

XXXII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domini de Capitulo quod nullus macellarius Tholose non vendat neque scindat neque vendere aut scindere faciat carnis in banchis extraneis macellariorum Tholose, nisi hoc faceret de voluntate et licentia illius cujus dictus banchus erit a quo dictum banchum nomine colloquitur aut alias teneatur; et hoc in et sub pena quinquae solidorum tholosanorum, locis et personis supradictis applicanda, et per quemlibet contrafacientem exsolvenda, tociens quociens contrafecerit.

XXXIII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt supra dicti domini de Capitulo Tholose quod de omnibus et singulis porcis qui a cetero in Tholosa adducentur pro vendendo qui reperientur in lingua esse leprosi, quod bajuli dicti ministerii seu alter ipsorum habeant et possint impunie amonere de auricula dextera talis porti reperti leprosi in lingua unam peciam cum gladio sive cutello, ad finem ut omnes et singuli qui scienter talem morbum in dictis porcis abscondent seu celabent, solvant et solvere teneantur, pro pena sive justitia, tociens quociens talia abscondent seu celabunt, viginti solidos tholosanorum, locis et personis predictis applicanda.

XXXIV. — Item plus etiam predicti domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod omnes et singuli macellarii Tholose ementes animalia a mercatoribus hujus civitatis sive extraneis et pretium dictorum animalium solvere recusant, ad solvendum eundem compellantur et compelli possint in bonis et personis prout ipsis dominis de capitulo visum fuerit faciendum ad solvendum pretium antedictum illi vel illis a quo vel quibus dicta animalia emerint; et si forte dictus emptor dictum precium solvere non poterat, vel alias retardabat, voluerunt et ordinaverunt predicti de capitulo quod bajuli dicti ministerii macellariorum, habita primitus et obtenta licentia a dictis dominis de capitulo et eorum curia, claudant de facto banchum macellarie ubi dictus macellarius carnes scudet. Necnon etiam inhibeant eodem macellario et inhibere possint ne de dicto ministerio macellarie utatur, donec et quousque pretium dictorum animalium exsolverit illi vel illis a quo vel a quibus dicta animalia emerit vel alias secum fuerit concordatus. Et si post dictam inhibitionem reperiebatur carnes scudens, solvat talis macellarius et solvere teneatur, pro pena sive justitia, pro quolibet die qua scudens carnes banchis sive macellis reperietur, viginti solidos tholosanorum, distribuenda, dividenda et applicanda modo et forma predictis ac locis et personis superius expressatis.

XXXV. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti domini de Capitulo Tholose quod nullus macellarius collocatus cum alio macellario non vendat nec ausus sit vendere carnes in aliquibus banchis macellarie, nisi solum in banchu macellarie magistri cum quo fuerit collocatus vel in illis qui erunt contigui dicti sui magistri a quolibet parte, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, exigenda et levanda a quolibet contrafaciente tociens quociens contrafecerit, et applicanda locis predictis.

XXXVI. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt dicti domini de Capitulo Tholose quod vaquerius sive custos animalium macellariorum

Tholose non recipiat pro custodiendo animalia mercatorum extraneorum simul cum animalibus dictorum macellariorum nec etiam immixtat sive mesolet animalia mercatorum extraneorum cum animalibus mercatorum Tholose ; et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, solvenda per quemcumque contrafacientem tociens quociens contrafecerit, applicanda locis et personis supradictis.

XXXVII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domini de Capitulo Tholose quod mercatores extranei a cetero adducent in Tholose pro vendendo animalia depascentia herbas in diebus foris sive nundinarum postquam dicta animalia tenerunt infra gardiatgum Tholose die veneris et die lune sequenti vel in publico foro, nisi infra dictis dies dori sive mercati dicta animalia vendiderint ; ab in antea illa non teneant in Tholosa nec ejus gardiatgo nec depasci faciant ; et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, per quemlibet contrafacientem exsolvenda tociens quociens contrafecerit, ac locis et personis supradictis distribuenda et applicanda.

XXXVIII. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt supra dicti domini de Capitulo Tholose quod nullus macellarius nec aliqua alia persona Tholose, cujuscumque sit status seu conditionis, a cetero in Tholosa in die Jovis Sancta nec aliqua alia die, non vendat neque vendere ausus sit carnes salsas, leprosas, veteres neque novelles nec de sue sive trueia insufficientes in platea montis Aygonis nec alibi infra villam Tholose, mixta simul cum bonis et sufficientibus carnibus porcorum masculorum, bovorum, et sufficienter salsatorum, sed ad partem et supra tabulas positas in terra vel in terra plana absque aliqua altitudine et ante hospitale Beate Marie Aniciente Tholose vel alibi in Tholosa, et dictis macellariis licitum sit dictas carnes salsas, bonas et sufficientes vendere alibi preterquam de locis predictis supra tabulas altas ante ecclesiam Beati Georgii vel alibi, et qui contrafecerit solvat et solvere teneatur, pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit, quinque solidos tholosanorum, applicanda et distribuenda locis et personis supradictis. Et nichilominus dicte carnes insufficientes cum bonis mixtas vel in tabulis albis positas per bajulos dicti ministerii capentur, et amore Dei dentur et distribuantur ad eorum voluntatem et cognitionem.

XXXIX. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt dicti domini de Capitulo quod a cetero in villa et pertinentibus Tholose, palam nec occulte, nullus mercator extraneus nec aliqua alia persona cujuscumque conditionis existat, teneat aliqua animalia pro scudendo et ea vendendo in banchis pro aliis macellariis nec aliis personis, nisi solum pro ipso vel socio suo si quod habeat, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, locis et personis supradictis applicanda, et per quemlibet contrafacientem exsolvenda, tociens quociens contrafecerit.

XL. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti domini de Capitulo Tholose quod nullus hostalerius neque hostaleria Tholose emat neque emere ausus nec ausa sit in sua hostaleria nec alibi infra villam Tholose, per se nec per alium, ab aliquo mercatore extraneo porcos pro revendendo nisi solum in foris sive mercatoris publicis vel in nundinis, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit, ac locis et personis predictis distribuenda et applicanda.

XLI. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt quod nullus macellarius Tholose ausus sit advenire ad vendendum aliqui mercatori extraneo vel

privato nec alicui alterie persone aliqua animalia infra villam Tholose sed ille cujus dicta animalia erunt, ea dolus et ab sui libertum et voluntatem vendat nisi solum mos esset dividenda mercatum ; et hoc in et suo pena viginti solidorum tholosanorum locis et personis predictis applicanda, et per quemlibet contrafacientem et solvenda, tociens quociens contrafecerit.

XLII. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti domini de Capitulo quod nullus affectator porcorum a cetero emat causa revendendi aliqua animalis, neque per se nec per alium, partem aliquam petat in aliquibus animalibus vendendis aut pro aliquem emptis et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum per quemcumque contrafacientem exsolvenda, tociens quociens contrafecerit, et locis et personis supradictis distribuenda et applicanda.

XLIII. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt dicti domini de Capitulo quod nullus macellarius Tholose a cetero ausus sit occidere neque mactare obviam aliqui mercatorem adducenti animalia in presenti civitate pro vendendo, causa emendi dicta animalia, in solidum nec in parte infra vicariam Tholose, donec et quousque dicta animalia fuerunt addicta ad forum sive nundinas Tholose : et hoc in et sub pena quingenta solidorum Tholosanorum, locis et personis supradictis applicanda et per quemlibet contrafacientem exsolvenda tociens quociens contrafecerit.

XLIV. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domini de Capitulo quod dum et quando aliquis mercator vel aliquis alius vendet aliqua animalia aliquo macellario vel alteri civi et habitatori Tholose, quod ille venditor teneatur dicta animalia vendita addicere in affectamentis vel in hospicio emptoris vel alibi infra clausuras ville Tholose, ubi per dictum emptorem sibi fuerit dictum, et non alibi, et quod dictus emptor teneatur solvere incontinenti dicto venditori precium dictorum animalium ; et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, locis et personis predictis applicanda, et per quemlibet contrafacientem solvenda tociens quociens contrafecerit. Et nichilominus dictus emptor teneatur solvere dicto venditori omnes expensas, damna et interesses que ipse venditor fecerit aut fastuiverit, ratione retarditionis dicte solutionis.

XLV. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt quod nullus collocatus cum aliquo macellario Tholose non petat nec petere possit nec sibi licitum sit petere partem in aliquibus animalibus emptis per aliquem macellarium Tholose vel dum aliquis macellarius se concordat de emendo aliqua animalia ab aliquo mercatore, si tamen magister dicti famuli non esset in villa, voluerunt et ordinaverunt quo dictus famulus, si velit, possit et licitum sit petere partem in animalibus per alium macellarium emptis vel dum faciet mercati, et casu quo magistro suo existente in villa Tholose aliquis famulus petit partem in aliquibus animalibus prout superius est dictum, quod solvat et solvere teneatur dictus talis famulus, pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit quinque solidos tholosanorum locis et personis supradictis applicanda.

XLVI. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt prenominati domini de Capitulo Tholose quod nullus macellarius emat nec sit ausus emere per se nec per alium aliqua animalia mortua ab aliquo bocherio pro revendendo ea in banchis ubi mortua vendentur carnes bene, et hoc in et sub pena decem solidorum, locis et personis supradictis distri-

buenda et per quemcumque contrafacientem, et solvenda tociens quociens contrafecerit et amissionis carnum per ipsum macellarium a dictis boccheriis emptarum.

XLVII. — Item statuerunt et ordinaverunt prenominati de Capitulo Tholose quod boccherii Tholose nec aliquis iposrum a cetero non scindat nec sint ausi scindere neque vendere carnes bonas et sufficientes pertinentes ad scindendum macellariis, nisi solum tales carnes quales pertinerit et deberit scindi in banchis boccheriis, et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum, exigenda et levanda a quolibet contrafaciente tociens quociens contrafecerit, et applicanda locis et personis supradictis et sub pena etiam amissionis carnum predictarum.

XLVIII. — Item plus etiam supradicti domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod si aliqui mercatores forenses sive extranei adducebant aliqua animalia in nundinis sive foris Tholose pro vendendo, et dicta animalia per eos vendita erant mactata intus ratione pretii casute vel spallamentum aut de alia causa propter quod carnes talium animalium minus valerent et essent minus sufficientes, quod ille mercator vel alter quicumque sit cujus dicta animalia fuerint, teneatur emendare damnum et minus valentiam dicto emptori ad cognitionem bajulorum dicti ministerii macellarie et casu quo dictus venditor ad dictum damnum et minus valentiam emendandum indebite contradiceret, solvat et solvere teneatur, pro pena sive justitia, tociens quociens indebite contradicerit, decem solidos tholosanorum distribuendos et applicandos locis et personis supradictis.

XLIX. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt predicti domino de Capitulo Tholose quod, si contingebat quod aliquis mercator aut alius quicumque adducerit in fore sive nundinis Tholose aliqua animalia tacta aliqua infirmitate proat et morina vel aliqua alia infirmitate, quod dicta animalia habeat et teneatur separare a bonis animalibus et ab partem tenere et ponere in loco in quo bajuli dicti ministerii sibi assignabunt et ordinabunt; et hoc in et sub pena decem solidorum tholosanorum, locis et personis supradictis applicanda et a quolibet contrafaciente exigenda et levanda, tociens quociens contrafecerit.

L. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt prenominati domini de Capitulo Tholose quod, si aliquis mercator seu alius quicumque vendebat aliqui macellario vel alteri persone animalia ut bone et sufficientia, et postea apparebat dicta animalia non esse bona neque sufficientia nec de bono past, quod venditor talium animalium teneatur emendare dampnum emptori ad cognitionem bajulorum dicti ministerii et casu quo venditor talium animalium inhibite contradiceret ab premissa emendandum, quod solvat et solvere teneatur, pro pena sive justitia, viginti solidos tholosanorum, locis et personis applicanda.

LI. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt supradicti domini de Capitulo Tholose quod nullus scoriator bovum neque affactor porcorum possit neque licitum sibi sit scindere carnes in aliquibus banchis macellarie, et hoc in et sub pena unius marche argenti, applicanda medietatem operi dictorum trium pontium et aliam medietatem bajulis ministerii predicti.

LII. — Item plus etiam prenominati domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod nullus affactor bovum ab in antea ausus sit mactare sive occidere aliqua animalia bovina, donec et quousque dicta animalia visa fuerint per bajulos dicti ministerii an sint bona

et sufficientia nec pro scindendo, et qui contrafecerit solvat et solvere teneatur, pro pena sive justitia, tociens quociens contrafecerit, decem solidos tholosanorum solvendo, distribuendo et applicando medietatem operi dictorum trium pontium et aliam medietatem bajulis ministerii antedicti pro oneribus dicti ministerii supportandis.

LIII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt dicti domini de Capitulo quod nullus macellarius nec alter quicumque non abstrahat aliqua animalia mortua ab aliquibus affacamentis, donec et quousque dicta animalia visa fuerint per bajulos dicti ministerii an sint bona et sufficientia vel ne, in et sub pena decem solidorum tholosanorum locis et personis supradictis applicanda, et per quemlibet contrafacientem, et solvenda tociens quociens contrafecerit.

LIV. — Item plus prenominati domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod, casu quo bajuli dicti ministerii macellarie qui nunc sunt et pro tempore erunt aut alter ipsorum in exiguendis premissis aut exigendo et levando penas sive justitias quod dicti negligentes essent, quod incurrant et incidant in penam viginti solidorum tholosanorum tociens quociens contrafecerint, applicandam clausuris civitatis.

LV. — Item voluerunt et ordinaverunt predicti domini de Capitulo Tholose quod regimen omnium et singulorum supradictorum et cura faciendi tenere et servare omnia et singula supradicta videlicet statuta et ordinationes supradictas que ad officium bajulie ministerii supradicti macellariorum spectant ad bajulos ejusdem ministerii qui nunc sunt et pro tempore erunt, cum auctoritate dominorum de Capitulo qui nunc sunt et etiam pro tempore erunt, pertineat et spectet sine contradictione, retento tamen pro dictos dominos de Capitulo quod casu quo contradictio aliqua esset seu eveniret de et super premissis aut aliquo premissorum inter partes aliquas, quod cognitio premissorum ad ipsos dominos de Capitulo pertinere expectet.

LVI. — Item plus etiam statuerunt et ordinaverunt dicti domini de Capitulo Tholose quod si aliquis macellarius in dicto ministerio fraudem aliquam commitebat, vendendo carnes pro aliis quia rebera essent et sciebant eorum industriam decipere emptores carnum, quod ille talis macellarius per bajulos dicti ministerii, cum licentia dictorum dominorum de capitulo, corrigatur.

LVII. — Item etiam statuerunt et ordinaverunt prenominati domini de Capitulo quod bajuli dicti ministerii macellariorum qui nunc sunt et pro tempore futuro erunt, anno quolibet in fine eorum regiminis reddant et reddere teneantur compotum et rationem de regimine et administratione dicte eorum bajulie de receptis expensis per eos bajulis eorum successoribus, necnon etiam reddant atque tradant ejusdem instrumenta statutorum ejusdem ministerii et claves ejusdem taxe ordinate per eos pro... dicta statuta instrumenta et ab ei documenta dicto ministerii et officio bajulie dicti ministerii et hoc incontinenti quo fuerint per bajulos eorum successores requisiti : et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum, applicanda medietatem operi dictorum trium pontium et aliam medietatem bajulis dicti ministerii successoribus, et per quemlibet contrafacientem seu contradicentem exsolvenda tociens quociens contradixerit.

LVIII. — Item plus etiam supradicti domini de Capitulo Tholose statuerunt et ordinaverunt quod bajuli dicti ministerii macellariorum qui

nunc sunt et qui pro tempore erunt reddant et reddere teneantur computum et rationem thesaurario dominorum de capitulo de receptis per eos vigore statutorum predictorum et his bis quolibet anno si et, dum per predictum thesaurarium fuerunt requisiti, et hoc in et sub pena viginti solidorum tholosanorum clausuris ville applicanda.

LIX. — Item plus etiam predicti domini de Capitulo statuerunt et ordinaverunt quod statuta et ordinationes supradictas de puncto ad punctum teneantur et servantur, in et sub penis antedictis quas exigi et levare voluerunt a contrafacientibus, modo et forma antedictis.

Predicta autem statuta et ordinationes et omnia et singula supradicta expressata statuta et ordinata predicti domini de Capitulo pro se ipsis et universitate Tholose fecerunt statuerunt et ordinaverunt prout superius continetur. Protestati tamen fuerunt supradicti domini de Capitulo in recitatione publici instrumenti ante et post ac etiam in ipsis statutis omnibus et singulis supradictis quod non erat intentionis ipsorum dominorum de capitulo propterea que publico instrumento statutorum sunt facta statuta et ordinata, facere aliquod statutum seu ordinationem in prejudicium domini nostri regis seu ejus honoris nec imperium seu jurisdictionem, et voluerunt etiam prenominati domini de Capitulo quod si aliquis in predictis statutis et ordinationibus reperiebatur in prejudicium domini nostri regis ejusque jurisdictionis et imperii fuisse factum, statutum et ordinatum, quod in eo casu nullam habeant nec obtineant roboris firmitatem, ymo voluerunt etiam in illo casu et nunc ut ex tunc et econtra et incontinenti esse irritum atque nullum et nullius efficacie seu valoris. Quam protestationem in quolibet statuto publici instrumenti pro repetite habere voluerunt et retinerunt etiam et protestati fuerunt supradicti domini de capitulo quod predicta statuta et ordinationes possint corrigere, mutare eisque addere et diminuere ea, ex toto annullare, si et quando eisdem videbitur faciendum.

Hec autem statuta et ordinationes fuerunt facta et ordinata ad laudem, gloriam et honorem omnipotentis Dei, Beate gloriose Virginis Marie Genitricis, Salvatoris Nostri Jhesu Christi, tociusque curie celestis et ad honorem et laudem domini Francie Regis et pro utilitate rei publice, de voluntate et consensu bajulorum et aliorum superius nominatorum et in presencia supradictorum Petri de Gaiais, Bernardi Boerii, Ramundi de Sancto Saturnino, Bernardi Marguerii bajulorum ministerii supradicti, Petri Riparie, Germani Pontii, Guillermi de Camone, Johannis de Manserii, Ramundi Garoudi, Petri Aliquerii et Ramundi Cassan, proborum hominum dicti ministerii macellariorum qui pro se ipsis et aliis probis hominibus dicti ministerii eorumque successoribus predicta statuta et ordinationes laudaverunt, rattificaverunt et approbaverunt, et pro bene statuto et ordinato habuerunt et promiserunt et convenerunt predicti bajuli pro se ipsis eorumque sociis absentibus ac etiam successoribus eorumdem, omnia et singula supradicta tenere, complere et observare et per operarios dicti ministerii macellarie pro posse teneri et servari facere, et penas et justitias a contrafacientibus exigere et levare et nulli parceri, amore, timore, amicitia, gratia vel favore nec aliqua alia causa. Et quod si aliqua de premissis per dictos dominos de capitulo seu eorum successores corrigerentur, adderentur seu mutarentur, illa etiam tenere et servare promiserunt et per alios pro eorum posse facere tenere et servare. Et quibus omnibus et singulis supradictis prefati domini de Capitulo pro se ipsis nomine eorum capitulatus et universitatis Tholose, et dicti bajuli pro se ipsis et eorum succes-

soribus, nomine dicti eorum bajulorum requisiverunt me notarium infrascriptum ut de premissis retinerem et conficerem duo publica instrumenta, videlicet unum pro dictis dominis de Capitulo nomine universitatis Tholose et alium pro dictis bajulis nomine dicte eorum bajulie expensis, tamen bajulorum predictorum seu dicti ministerii unius et ejusdem tenoris.

Acta fuerunt hec in consistorio dicte dominus communis Tholose, die tertia decima mensis februarii, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo tertio, regnante domino Carolo Dei gratia Francie rege et domino Petro archiepiscopo Tholosano existente, in presentia et testimonio discretorum virorum magistrorum Petri Roberti, Johannis Gilberti, sindicorum dominorum de Capitulo et ville et universitatis Tholose nobilis Arnaldi de Aurivalle et Ramundi de Podio Buscano mercatorum et magistri Bernardi Fabrie, publice Tholose notarii, qui requisitus de premissis cartam istam duplicatam recepit.

V

A L'ORIGINE DES MÉTIERS DE DANGER. STATUTS DES CHIRURGIENS-BARBIERS DE TOULOUSE, 1457.

Arch. Mun. Toulouse, HH2, F^o 91 à 95 v^o.

Charles par la grâce de Dieu roy de France au seneschal de Tholose et a tous vous autres justiciers ou à leurs lieutenans salut. Humble supplication des bailles et autres proud'hommes du mestier et art de barberie et cirurgie de nostre ville de Tholose avons receu contenan que au moys de may dernier passé ils ont obtenus nous lectres ausquelles ces présentes sont attachées soubz nostre contrescel par lesquelles nous lettres avons louées, ratifiées et approuvées les ourdenances et statutz dudit mestier incorporées en nos dittes lettres ; mays à l'occasion de ce que par erreur ou inadvertance a été mis et script en icelles nous lettres capitols out il devoit avoir maistres, iceulx suplians doubtent qu'on fist difficulté de procéder à l'entéri et de les faire joir desditz statutz et ourdenances et qu'elles leur fussent illusoires et de nulle valeur, qui serait en leur grand préjudice et domaige, si par nous ne leur estoit sur ce pourveu de notre gracieux et convenable remède, humblement requérant icellui. Pour ce est-il que nous ces chouses considérées, voulans subvenir à nostres subgetz selon la qualité des cas, vous mandons en cométant se mestier est par ces presentes et à chacun de vous si comme à luy appartiendra que s'il vous apert de nosdites letres vous proceder à l'entérinement d'icelles et faites joir et user les ditz suplians du contenu es statutz et ordenances incorporées esdites lectres tout ainsi que faciez et pourries faire se ou il a capitols avoit maistres et sans pour ce y différer en aucune manière. Car ainsi nous plaît estre fait, non obstant la dite erreur ou inadvertance d'avoir mis en nos lectres capitols pour et en lieu de maistres que ene voulons nuyer ne prejudicier ausdits supplians en aucune manière mais, en tant que mestier est ou seroit, les en avons relever et relevons de grâce spécial par ces présentes rigueur de droit et de stille et quelxconques lectres subreptices impétrées ou à impêtrer à ce contrayres. Donné à Saint-Germain le second jour de septembre l'an de grace mil quatre cens cinquante et sept et de notre règne le XXXV^e. Par le roy a la relation du conseil, S. des Vergiers.

STATUTA BARBERIORUM.

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, sçavoir faisons à tous presens et a venir nous avons receu l'humble supplication des baylles et autres preudeshomes de mestier et art de barberie de nostre ville, cité et faulxbourgs de Tholosa contenant que à la occasion de ce que ou

temps passé plusieurs personnes ignorant, non experts ne approuvez oudit mestier de barberie usioient d'icellui, se mesloient de seigner gens, guérir playes et autres semblables et fasoient et commetoyent plusurs abuz et fraudes sur le dit mestier de barberie dont pluseurs maulx et inconvenients n'en sont ensuiz sur pluseurs gens et personnes de ladite ville et faulxbourgs de Tholose en garnd blaisme, vitupère et diffamation desditz supplians et dudit mestier de barbarie et à ceste cause les capitols de ladite ville et cité de Tholose pour refformer les dites erreurs, tollir et oster toutes fraudes deceptions et abuz qui ce fasoient et commettoient par lesdits ignorants aussi punir et corriger les delinquans et mettre et doner bon ordre police et estat oudit mestier et art de barberie ainsi qu'il appartient pour le bien et utilité de la chose publique de la dite ville, honneur et augmentement dudit mestier, à la requeste et supplication et instance desdits supplians ont fait et ourdenné les statutz editz et ordonnances cy après déclarés et desquels la teneur s'en suit :

En siet la memoria dels statutz et ordonnances des maistres barbiers de Tholose trayts et corregetz des statutz anciens et autres nouveaulx donnez, octroyez et confermez par les senhors de capitol de la dite civitat.

1. — Et primierement jurerent sur sans eüvangiles de Dieu lesdits maistres et juratz lesquels sont habitans de la présent ciutat de tenir, maintenir et observer toutes les ourdennansas que s'ensuivent c'est assavoir à l'onneur de Dieu et de la Vierge Marie et de tous les sans et saintes de paradis de garder et maintenir la confrairie acoustumée des glorieux corps saints Saint-Cousme et Saint-Damian desquels les ymages sont dedans une capelle à l'église de l'ordre des fraires predicators de la present civitat et augmenter et croistre la dite confrairie de jour en jour chacun selon son pouvoir.

2. — Item est ordennat par lesditz seigneurs que tous les maistres dudit mestier soient à vespres dedans la dite capelle le vespre de ladite feste chescun sur la poine de une livre de cere à applicquer la tierce part à la closture de la ville et le surplus à la dite confrairie desusdite. Et le lendemain jour de la dite feste que tous lesditz mestres soient à la messe et au service, lequel se doit dire en grant solemnitat et pour chacun que y faillira paiera per pena comme dessus est dit. Et après la dite messe les baylles que auront regit per aquel an passat eligiront les autres bailes nouveaulx pour régier et gouverner l'autre an ensuivent en présence de tous les maistres dudit mestier et lo notari del consistori desdits seigneurs le serament des baylles nouvelz ainsi come est accoustumé et aisso sur poine de vint solz tholosas à applicquer comme desus.

3. — Item est ordennat par lesdits seigneurs de capitol que nul maistre barbier de quelque estat ou condition qu'il soit ne aye à tenir ne a obrar dedans la present ciutat ni al gardiage que ung obradour, et ce sur poine de vint sols tholosas toutes vetz et quantas vetz que faretz le contraire et apres que sos estat inhibit par los bailles deldits mestier la dita pena applicadoyra comme desus est dit.

4. — Item est ordennat per lesditz seigneurs de capitol que tot maistre tenant obrador dedans la present ciutat Tholosa siat habitant et nourant dedans l'ostal ou a ledit obrador a foc et avec toute sa familia cas qu'il en aura et so possible est de demourer dedans ledit hostel sur peine de quarante sols tholosas pour chacune foyz que le maistre fera le contra à applicquer ladita come desus est dit.

5. — Item est ordennat per ditz seigneurs de capitol que nul maistre de la present civitat ne aye a balher per manière de colloqui ny arrendar ni balher per gouverner à aucun varlet ou companhe dudit mestier son obradour, sinon que ledit compaignon massip fust este premierement examinat per les bayles et autres maistres dudit mestier et ce sur peine de ung marc d'argent par quelque vetz et quantas vetz de vetz que tales maistres feront le contrari et tant per les perilz que son passatz comme per ceulx que s'en pourroyent avenir et tout massip ou compaignon que aura arrendat aytal obradour paiera per peine vint sols tholosas applicadoyras lasditas penas comme desus est dit.

6. — Item es ordennat per lesditz seigneurs que nul maistre ne massip ou apprentiz de la present civitat ny aya à fere barbas en son obradour ny en autre part publiquement c'est à savoir tondre, rayre ny rodonsar als jours des festes desus nomadas sinon que fust necessitat comes de malautia ou novisse intrant en ordor ou en religion ou capela novel ou novi prenant molher aquel jour c'est assavoir lo saint Dimenche et tous les dissaptes de vespre an luni ni an candela, le jour de la nativitat de nostre Seigneur de Saint Esteve et de saint Johan euvangelista seguens, lo jour de cap dans lo jour de la Eppiphania, lendemain de Pascas, le jour de l'ascention, lendemain de Pantecosta, le jour del corps de Dieu, le jour de Toussans, les jours des festives de Notre-Dame, le jour de la festivité Saint Johan-Baptiste, le jour de la feste de Saint Pierre et de Saint Pol, le jour de Saint Jacme le maiour, le jour de Saint Phelip et Saint Jacme le menor, le jour de Saint Symon et Judas et aussi meteyes de tous les autres apostols et le jour de Saint Cosme et saint Damien et tout maistre ou massip apprentiz deldit metier que contre ledit statut fera, pagaira dotze deniers tholosans à appliquer come desus est dit.

7. — Item es ordennat par lesdits seigneurs de capitol que nul maistre ne autre que soit del mestier de barbarie ne aya a subornar ne a collogar negun massip ou apprentiz etan an maistre de la present civitat entro que lodit massip ou apprentiz aya ben et degudament complit et acabat son terme ou lo maistre am lo qual aura estat premier collogat et tel maistre faisant le contraire pagara per pena detz sols tholosas et lo massip ou apprentiz laissant lodit maistre cinq sols tholosas applicadoyras cum desus est dit, reservada tota desencusa legitima tant al maistre que al vayllet.

8. — Item es ordennat per lesdits seigneurs de capitol que negun barbier qual qu'il soit ne soit ousart de comensar ni levar ni obrir obrador pro si mesteyes dedans la present civitat ni lo gardiatge entro que premierement sera estat examinat per losditz baylles et autres maistres deldit mestier et ayso sur la pena de ung marc d'argen et de plegnar et tanquar aquel obrador per losditz baylles et autres mestres deldit mestier et la dita pena applicadoyra com desus est dit.

9. — Item es ordennat per lesditz seigneurs de capitol que tot varlet, massip ou autre que sia barbier voutan se metre alor examiner per le passer maistre deldit mestier que premièrement sia estat demourant avec maistres ou maistres bons et souffisans par l'espace de six ans tous acompliz ou autrement tal no sia recebut à negun examen per lodits baylles et ce sur peine de quarante sols tholosas pagados per lesdits baylles que feront ou voudront faire le contraire ses neguns autres la dita pena applicadoyra com dessus est dit.

10. — Item es ordennat que quant aucun massip barbier voulant passer maistre deldit mestier pour tenir son obrador dedens la present civitat que les bayles que seront et regiront per aquel an bayllent anaquele quatre lansetas toutes nouvelles et que las paguen et fassent puyr jurar lodit masip sobre les sains euvangiles de bien et deuement faire les dites lansetas c'est assavoir acada hostel de bayle una et quant les dites lansetas seront faictes au gré et plaisir desdits compaignons lesdits baylles se doivent assembler en ung loc honeste pour visiter lesdites lansetas et appeler en leur compaignie quatre maistres ou plus deldit mestier que soient bons hommes et prodomes pour avoir la cognoissances lesdites lancetes sont bien factes alor degut et ou cas que lesdites lansetes ne fassent bonnes et suffisientes losditz bailles doivent talhar la pointa de cada una lanseta et si eran trobadas bonas et sufficientas losditz baylles et autres devant examiner lodit massip de l'art de surgayria et de fleubotomia et de ventozas et al cas que lodit massip sia sufficient en ladit art losditz bailles lo doivent faire fere razer ungne barbe de ung rasouer tout neuf et seigner quelque personne en leur présence. Et si aytal massip non era sufficient en las causas desus ditas que atal sia refusat et que de tot ung an non sera prins ne recebut en negun examen deldit mestier sur poine d'ung marc d'argen pagador per los bailles que faront lo contrari, ladita pena applicadoira com desus est dit. Item es ordennat per losdits senhors de capitol quant aytal massip ou maistre nouvel sia trobat bon et sufficient lesditz baylles le doivent présenter als dits seigneurs de capitol per feire le sacrement de bien et deuement maintenir et observer les statutz et ordonnances dudit mestier et de contribuer aux talhes et autres charges communes de la present civitat tant quant sera habitant desat villa et tendra obrador ouvert sur poine de vint solz tholosas applicadoyra comme desus est dit.

11. — Item es ordennat par lesditz seigneurs de capitol que aytal maistre nouvel sera tenu de pagar quatre livras de tornes à la dita confrayria de Saint Cousme et Saint Damian et pour supporter los cartz ldedit mestier exceptat que aytal maistre nouvel non sia filh de maistre de la present civitat que aquel non sia tengut de paier que duas livras de tornes à ladita confraria applicadora coma desus est dit c'est assavoir les deux pars à ladita confrayria et la tierce part aux clausures de ladite ville.

12. — Item es ordennat par lesdits seigneurs de capitol que aytal maistre nouvel sia tengut de pagar ung disnar als bailles et los appellans que seran estatutz aldit examen del dit maistre nouvel dedans ung moys proxda venant aprox sa maistrie.

13. — Item es ordennat par les dits seigneurs que tout maistre de la present civitat que sia mandat à l'examen d'aucun man sip que venga su poine de sint solz tholosas applicadas comme dessus est dit.

14. — Item es ordennat que si aucun masip est presentat en examen per faire ses lansetas per passer maistre que negun autre qual qu'il sia noscia recebut entro que aquel premira aia de tout en tout fait son examen comme dit est si non que passe plus de troys moys a fers son degut et qui fara le contraire pagara vint solz tholosas applicadas com dessus est dit.

15. — Item es ordennat par los dits seigneurs de cappitol que tout maistre barbier tenent obrador de dans la present civitat sia tengut de pagar chascun an à la festa de saint Cousme et saint Damian quatre

gros de moneda courrant per supportar les cartz de la dita confrayria et chascun mansip demourant an maistre deldit office pagaira cada mes cinq deniers tournois et aquelas somas prendrant et recebrant los baylles deldit mestier. Et en cas que tals massips no poguesson pagar, que les maistres an que estaran sian tengutz de pagar ainsi com est acoustumat.

16. — Item es ordennat que tout jovensel ou autre voulant demourar ou star an maistre pour commensar de aprendre lodit mestier de barbaria, aytal jovensel sia tengut de pagar per son comensament per maintenir ladita coffrairia una livra de tornes et au cas que le lodit jovencel non pogues pagar, que lo maistre an qui istava per apprendre sia tengut de pagar exceptat que no sia filh de mestre de la present civitat.

17. — Item es ordennat per losditz senhors de capitol que quant aucun mestre ou mansip aura sangnat quelque persona dins l'obrador que lo sant no sia metuda en loc public ni sobre lo taulier am sia scampada aquel jour meseys sus pena de dotze deniers tholosas pagados per lo maistre deldit obrador applicador coma dessus est dit.

18. — Item es ordennat par lesdits seigneurs de capitol que tout massip novelament vengut demourar an mestre dins la present civitat sia tengut de jurer et observer et maintenir les statutz et ordonnances deldit mestier c'est assavoir davant los baylles et al cas que tels massips fossan rebelles de jurar que negun maistre no los donne à obrar sus la pena de detz solz tolosas applicados comme desus est dit.

19. — Item es ordennat per losditz senhors de capitol quant los baylles deldit mestier mandaran los autres maistres deldit office par tenir conseil pour les negoces del mestier que totz aquels que y falhiron ou seront deshobediens de venir audit conseil cascun sia tengut de pagar una livra de cera applicadoyra comma desus est dit.

20. — Item es ordennat par lesdits seigneurs de capitol que los bayles deldit mestier puescan penhora tostz maistres et massips del office los quals auran faytas aucunas defensas contra los statutz et ourdonnances desos et desus nominadas et inhiber et fere toutes autres deffensas de toutes autres causes appartenant audit mestier ces autres serven. Et si alcun massip era deshobedien de pagar las ditas deffensas, losditz baylles puescan inhiber lo maistre an que istava ledit massip de non li dar a hobrar entro que agha pagat ou fait son degut selon las ordonnances dels statutz sus pena de sinc sols tholosas applicados comme desus est dit.

21. — Item es ordennat par lesdits seigneurs de capitol que tot debat et discention del fait de l'office que sera entre maistre et valletz que los ditz baylles puescan accorder et prendre en leur main à accorder et ordenar selon leur consciensia et la partida deshobedien sia tengut de pagar per pena detz solz tholosas applicadors comme desus est dit. Empero per se no es ententa desditz senhors de capitol de donar jurisdiction de conoisensa de causa alsditz baylles deldit office.

22. — Item es ordennat per lesditz seigneurs de capitol que si alcun maistre de la present civitat cengnira alcuna persona encura de quelque maladie que sia ou enfermetat que stia appertenans à l'art de surgayria et ledit enferm avia autre maistre per lo adobar contre le vouloir del premier que anaque cas ledit premier mestre que tal passien aura tengut encura encontinent et san delay peut fait taxar ses trebalhs et copellis lodit passient à pagar se que luy sera taxat et lodit autre

barbier que lo aura encura non aya neguna satisfaction de sos trebalhs no par tant que lo prumier sera contentat de son degut ou autremant sera d'accort ampartida et so sur la peine de trente solz tholosas applicados comme dessus.

23. — Item es ordennat per losditz seigneurs de capito' que si negun massip demourant an mestre de la present civitat ni neguns autres viadans ny vagabons de quelque estat que sian no ayant à tenir curas ny usar de l'art de surgayria sino que premierement aytals sian atatz exeminatz per los bailles et autres maistres deldit mestier et aysso sur la pena de vint sols tholosas per cada vetz que seran rexies ou farran lo contrari, applicadors comme desus est dit et aysso per los perills que se son endevengus de sa entras et per los endevenidors.

24. — Item es ordennat per losditz senhors de capitol que quant aucun maistre de la present civitat sera anat de via à trespassement que totz los autres maistres sian à lo sevelir et lui fere honneur à la glise et par cascul que y falhira pagara per pena una livra de cera applicadoira com desus est dit.

25. — Item es ordennat par lesditz seigneurs de capitol que tot maistre deldit mestier que sia elegit par baille novel per les bailles vielhes que aytal maistre servista en lodit office de baylla per aquel an sur peine de vint sols tholosas applicados comma dessus est dit.

26. — Item es ordennat per losditz seigneurs de capitol que los baylles vielhs aran à rendre compte as baylles novels per stant et en bona forma tan de la presa que de la misa dins quinze jours après la feste de Sant Cousme et de saint Damian sur poine de vint sols tholosas pagadas per losditz baylles vielhes applicados com dessus est dit et que losdits baylles vielhs et novels puescan despendre aquel jour que rendront lesdits comptes als despens dudit mestier en général dotze sols tholosas.

27. — Item es ordennat per losditz seigneurs de capitol que les bailles deldit mestier aient aseguir et visitar de mois en mois los obrados des maistres de la present civitat per lever les blancas et deffautas et autres prouffictz dudit mestier et aysso tant de maistres ou de massips ou de apprentiz et si alcun de lesditz bailles falhia a seguir et visitar am los autres bailles que aquel que falhira sia tangut de pagar sinc solz tholosas per pena applicados com desus est dit.

28. — Item es ordennat que tot varlet ou masip estant an maistre que per ley deghe contra l'office en général que neugun maistre de la present civitat no aia a donar à obrar del office aldit massip sus pena de vint solz tholosas applicados come desus est dit eso si no que tal varlet ou massip ne aia agut conget et licensa de nos senhors de capitol ou de la maior partida d'aquels an deliberation de conselh sus aquo tengut per lesdits senhors en la maison comunal.

29. — Item es ordennat per losditz senhors de capitol que degun compaignon massip ou barbier que no sia demoran an maistre que no sia ausart de usar del office de barbaria ne al gardiatghe et aisso sus peine de vint sols tholosas et perdre lo basso et tralhos et rasos am que fasia lasdits barbas et totas vetz et quantas vetz que seria inhibit per lo baille deldit mestier aprop la inhibition desditz baylles quarante solz tholosas applicados com dessus.

30. — Item es ordennat per losdit senhors de capitol que totas vetz et quantas vetz que losditz bailles et autres maistres deldit mestier se veldront avistar et asemblar per los negoces deldit mestier tant solament que lesdits maistres et bailles ou puissent faire sens licence de maior et sens appela degun serven en lor compaigne.

En nous humblement requeran et supplian que les ordonnances dudit mestier et art de barberie dessus declarées vueillons ratiffier conserver et approuver, nous les choses susdites considérées, aians les dites ordonnances agréables voulans icelles estre entièrement et observées et gardées selon leur forme et teneur avons loués, ratiffiées et approuvées, louons, ratiffions et approuvons de grace spécial, plaine puissance et auctorité royal par ces présentes si donnons en mandement par cesdites au sénéchal de Thoulouse et à tous nos autres justiciers ou à leur lieutenant presens et à venir et à chacun d'eux si comme à lui appartiendra que lesdites ordonnances et tout le contenu en icelles entretiennent et fassent entretenir et garder de point en point selon la forme et teneur d'icelles ourdenances. Et s'aucune chouse estoit faite au contraire, si le reparent et remettent sans delay au premier estat et deu et affin que ce soit chouse ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre notre seel à ces présentes, sauf en autres choses notre droit et l'autrui en toutes. Donnée à Lion sur le Royne ou mois de may l'an de grâce mil quatre cens cinquante sept et de notre règne le XXXV^e. Par le roy à la relation du conseil, Jonquet. Visa contentor Chaligaut.

VI

LES GARDES DES MÉTIERS A MONTPELLIER.

Arch. Mun. Montpellier, GG. Livres des métiers. 1 (1416) et 16 (1496).

Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers	Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers
1416		1496	
<i>Echelle du dimanche :</i>			
Avocats	2	Avocats	2
Notaires	2	Notaires	2
Barbiers et gardas del mestier	2	Barbiers	2
Teinturiers et gardas del mestier	2	Teinturiers	2
Moutonniers et gardas del mestier	2	Mazeliers de mouton ..	2
Boatiers et gardas del mestier	2	Mazeliers de buou, por- catiers et gardas del mestier	2
Peysonniers et gardas del mestier	2	Peysonniers et gardas del mestier	2
Cabassiers	2		
Chandeliers	2		
Penheyres et veyriers ..	2	Peintres, veyriers, tapi- ciers, brodayres, casu- bliers et tailleurs	2
		Pestres et compagnons de la Capellada	2
Pastres et gardas del mestier	2	Forniers, bolengiers, pa- tissiers et gardas del mestier	3
Forniers	2		
Mondayres et barute- layres	2		
Poliers et gardas del mestier	2		
Alberguiers de Saint- Gély, de Saint-Guilhem et de la Saunerie	3	Hostaliers de Saint Gui- lhem et de la Saunerie	2
<i>Echelle du lundi :</i>			
Peliciers et gardas del mestier	2	Peliciers	2
Cediers et gardas del mestier	2	Cediers et gardas del mestier	2
Sartres	4	Sartres et gïponiers ...	2

Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers	Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers
Elegits de auzir los com- ptes dels sartres	2		
Giponiers	2		
Bayssayres et condedor- nes	2	Bayssayres	2
Barraliers	2	Barraliers	2
Celiers	2	Celiers, esperoniers et barreliers	2
Botoniers	2		
<i>Echelle du mardi :</i>			
Blanquiers et gardas del mestier	4	Blanquiers	3
Conresayres et gardas del mestier	2	Conresayres	2
Veyradors et gardas del mestier	2	Teysserans et gardas del mestier	2
Merciers revendeyres et gardas dels pezes, ba- lances et mesuras ...	1	Candeliers de ceu, mer- ciers revendeyres et gardas dels pezes, ba- lances et mesuras	4
Parayres	2	Pencheniers, cardayres et parayres	3
Pencheniers	2		
Mercadiers de La Fabre- ria	2	Mercadiers de la Fabrerie	2
Lauradors del Corral ..	2	Lauradors del Corral et de Saint Guilhem	2
Lauradors de la Vila Franca	2	Lauradors dels Oliviers, de Villagrassa, du Pos de la Poda et de Ste Catherine	3
Lauradors del plan des Oliviers	2		
Lauradors de las Balmas	2	Lauradors de las Balmas	2
Lauradors de la Vila Nova	2		
Lauradors del portalet de la villa Nova	2		
Lauradors de Montpelay- ret	2		
Lauradors del Legador .	3	Lauradors del Legador et dels Carmes	3
Lauradors dels Frayres menors	2	Lauradors dels frayres menors & de Saint Thomas	4
Lauradors del Peyrou et de Saint Jacques	3	Lauradors del Peyrou .. (non désigné)	1
Lauradors del cabidels .	2	Lauradors de Saint Jac- ques	3

Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers	Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers
Lauradors de la Colonda	2		
Ortholans de Saint Bar- thélémy	2	Ortholans de Saint Bar- thélémy	2
Ortholans dels Carmes, de Saint Jacques et de Botonet	2	Ortolans dels Carmes ..	1
<i>Echelle du mercredi :</i>			
Coyratiers	2	Coyratiers	2
Sabatiers de Sainte Anne et gardas de la car- rieira	1	Sabatiers de Sainte Anne et de Saint Guilhem ..	2
Sabatiers del palays et gardas de la carrieira	2		
Sabatiers de la Saunerie et gardas de la car- rieira	1	Sabatiers de la Saunerie et de la carrieira	1
Sabatiers de la sabaterie Neuve et gardas de la carrieira	2	Sabatiers de la sabaterie Neuve	1
Sabatier de Saint Gely et gardas de la carrieira	2	Sabatiers de Saint Gely	1
Fabres de la Fabrerie et de Saint Jacques et gardas del mestier ..	2	Compagnons del mestier (de sabaterie)	1
		(non désigné)	
Fabres del Corral et gar- das del mestier	2	Marescal, peyroliers, cou- teliers et sarralhiers ..	2
Fabres del Corral et de la Saunerie et gardas del mestier	2		
Fabres et peyroliers de St Gely et gardas del mestier	2		
Fabres del Leguador ..	2		
Fabres del Portal de La- tas et gardas del mes- tier	2		
Espaziers	1		
Gardas del mestier des fabres et marescalx ..	2		
Merciers de l'Agulheria, de Saint Firmin et de Taulas	3	Merciers de l'Agulheria et de Taules appelatz del cascavel	2
Ceinturiers	2	Senturiers, escarceliers et espinoliers	2
Guayniers, escarceliers et esparteliers	1	Bonetiers	2
Cordiers cambiers, tys- sieras, et filadors et gardas del mestier ..	2	Rompedors, cambiers, cordiers et filadors ...	1

Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers	Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers
<i>Echelle du jeudi :</i>			
Cambiadors	2	Cambiadors	2
Canabassiers et gardas del mestier	2	Canabassiers	2
Liayres del Camp Nou ..	2	Liayres de bales	2
Especiayres et gardas del mestier	2	Especiayres	2
Pebraria Sobeyrana	3	Pebraria Sobeyrana	3
Pebraria del mercat et candeliers de ceira et gardas del mestier ..	2	Pebraria del mercat, can- deliers de ceire et gar- das del mestier	2
Bastiers	2	Bastiers	2
Argentiers et gardas del mestier	3	Argentiers	2
Merciars de Saint Nicolas	2	Bateyres de telas	2
Batadors de telas	2		
Candorayres de ribeyra ..	2		
<i>Echelle du vendredi :</i>			
Per plassa	2	Borges	2
Drapperia vermelha	2	Drapiers vermeilh, de St Firmin et caussatiars	2
Caussatiars	2	Orgiers del Peyron	2
Orgiers del Peyron	2		
Pelhiers	1		
Candeliers de ceu et gar- das del mestier	2		
Orgiers del Pila St-Gély	1		
Escandalhayres de mesu- res de l'orgerie	3	Escandalhayres de mesu- res de l'orgerie et gar- das del mestier	1
Pelhiers novells de la car- rieira St Guilhem et de la Torre de Vilhon ..	2		
<i>Echelle du samedi :</i>			
Fustiers de la Porta de Latas	2	Fustiers del Portal del Peyrou et de Latas ..	2
Fustiers del Peyrou	3		
Fustiers del Portal Nou	2		
Peyriers	3	Peyriers et maçons	2
Moliniers	4	Moliniers	2
Plombiers et batadors de fuelha d'estanh et gar- das del mestier	2	Plombiers, potiers d'é- taing et bateyres de fuelhas	2
Arbalestriars	1		
Menestriers	1		
Carretiers et trompayres	2	Menestriers, trompayres et taberniers	2
Taberniers	2		
Ribayriers	2	Marchands de vin	2

Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers	Noms des métiers	Nombre de consuls particuliers
Pozandiers	2	Pozandiers	2
Cotoniers et cappeliers .	2	Capeliers et companhons del mestier	2
		Aultres mestiers	2
		(non désignés)	
Total	203	Total	131

BIBLIOGRAPHIE

I. — « COLLEGIA » DE NARBONNAISE PREMIÈRE.

a) *Ouvrages généraux :*

- BOISSIER, Gaston. — Les associations ouvrières et charitables à Rome. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1871.
- CHOISY. — L'art de bâtir chez les Romains. Paris, 1873.
— Essai sur l'organisation des classes ouvrières chez les Romains. *Bull. Soc. Législation comparée*, 1873.
- ENGELHARDT. — La tribu des bateliers de Strasbourg et les collèges de nautes gallo-romains. *Revue Alsacienne*, octobre 1887.
- FASCIATO, Micheline. — L'affranchissement des esclaves des associations. *Rev. hist. de dr.*, 1951, p. 455 et s.
- HATT, J.-J. — La tombe gallo-romaine. Recherches sur les inscriptions et les monuments funéraires gallo-romains des trois premiers siècles de notre ère. Paris, P.U.F., 1951.
- LONGO, Gianetto. — Comunità cristiane primitive e *res religiosae*. *Bull. V. Scialoja*, t. XVIII-XIX, Milan, 1956.
- MAUE, H.-C. — Die Vereine der *Fabri*, *Centonarii* and *Dendrophori* im römischen Reich; t. I. Die Natur ihres Handwerks und ihre sacralen Beziehungen. Francfort-sur-le-Mein, broch. 1886 et *Philologischer Anzeiger*, 1887.
- MONTI, Gennaro Maria. — Le confraternite medievali dell'alta e media Italia, 2 vol., Venise, s.d., 1925-1927.
— Le corporazioni nell'evo antico e nell' alto medio evo. Lineamenti e ricerche, Bari, 1934.
- OLIVECRONA, K. — Three Essays in Roman Law. Broch., 1949.
— *Corpus et collegium* dans D. 3, 4, 1, *Iura*, t. V, 1954.
- PERRSSON, Axel. — Staat und Manufaktur im römischen Reiche. *Skrifter utgivna av Vetenskaps-Societeten i Lund*, t. III, 1923.
- ROBERTIS, F.-M. de. — Contributi alla storia delle corporazioni a Roma. *Ann. del Seminario giur.-economico della R. Università Bari*, Bari, t. I, 1932, t. II, 1933.
— Il diritto associativo romano, dai collegi della Reppublica alle corporazioni del Basso Impero (Storia delle corporazioni, Sezione I, vol. I), Bari, 1938.
— Il Fenomeno Associativo nel mondo romano. Naples, Libreria Scientifica, 1955.
- VILLERS, R. — Essai sur la *pollicitatio* à une *res publica*. *R.H.D.*, 1939, pp. 1-38.

- SCHNORR, Ludwig von CAROLSFELD. — Geschichte der juristischen Person, t. I : Universitas, Corpus, Collegium im klassischen römischen Recht, Munich, 1933.
- WALTZING, J.-P. — Etude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains, depuis les origines jusqu'à la chute de l'Empire d'Occident, 4 vol., Louvain, Peeters, 1895.
- Adde, les introductions aux ouvrages d'E. COORNAERT, MARTIN, SAINT-LÉON, G. MICKWITZ, cités plus loin.

b) *Ouvrages spéciaux à cette province :*

- ALLMER, A. — Les commerces de Narbonne, d'Arles et de Lyon. *Rev. épigraphique du Midi de la France*, n° 34, mai-juin 1885.
- Les Vellaves. *Rev. épigraphique du Midi de la France*, n° 55, octobre-décembre 1889.
- HATT, J.-J. — Sur quelques monuments funéraires gallo-romains des Pyrénées. *Rev. archéologique*, janvier-mars 1941.
- Les monuments funéraires du Comminges et du Couserans. *Ann. du Midi*, t. LIV-LV, 1942.
- HELENA, Ph. — Les origines de Narbonne. *Bull. Commission archéol. Narbonne*, t. 19, 1936-1938.
- HERON DE VILLEFOSSE. — Deux armateurs narbonnais, Sex. Fadius Secundus et P. Olitius Appollonius. *Mém. Soc. Nat. Antiquaires de France*, t. LXXIV.
- HIRSCHFELD, Otto. — Gallische Studien, III : Der praefectus vigilum in Nemausus und die Feuerwehr in den römischen Landstätten. *Sitzungsberichte der Wiener Akademie, Phil.-Hist. Klasse*, vol. CVII, 1884.
- LABROUSSE, M. — Un Sanctuaire rupestre gallo-romain dans les Pyrénées. *Mélanges Ch. Picard, Rev. archéol.*, 1948, pp. 481-521.
- LIZOP, Raymond. — Histoire de deux cités gallo-romaines, les Convenae et les Consoranni. *Th. Lettres*. Paris, 1931.
- Une nouvelle étude d'archéologie gallo-romaine commingeoise. *Rev. Comminges*, t. 59, 1946, pp. 42-50 et 95-102.
- ROUZEAUD, H. — Narbonne. *Bull. Commission archéol. Narbonne*, 1914, p. 280 et s., 1916, p. 167 et s.
- SAPENE, B. — Autels votifs, ateliers de marbriers et sanctuaires gallo-romains découverts à Saint-Béat (Haute-Garonne) en 1946. *Rev. Comminges*, 1947, pp. 5-45.
- SIGAL, L. — Les fabri subaediani d'après une inscription du musée de Narbonne. *Bull. Commission archéol. Narbonne*, t. XVI, 1924-1925, pp. 141-156.

c) *Sources :*

- Corpus Inscriptionum Latinarum*, t. XII.
- Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. XV.
- Revue Epigraphique du Midi de la France*, n° 1 à 55, 1878-1889.
- ESPERANDIEU, Emile. — Inscriptions latines de Gaule (Narbonnaise), Paris, Leroux, 1929.

II. — MÉTIERS ET CONFRÉRIES DU MOYEN AGE EN LANGUEDOC.

a) *Ouvrages généraux :*

- BENOIT, Fernand. — Histoire de l'outillage rural et artisanal. Paris, Didier, s.d.
- BOULET, Marguerite. — Le commerce médiéval (Histoire du Commerce, sous la direction de J. Lacour-Gayet, t. II). Paris, 1950.
- COORNAERT, Emile. — Les corporations en France avant 1789. 4^e éd., Paris, Gallimard, 1941.
- Les ghildes médiévales (V^e-XIV^e siècles). Définition-Evolution. *Rev. hist.*, t. CXCIX, 1948, pp. 22-55 et 208-243.
- Une question dépassée : à l'origine des communautés de métiers. *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1952, fasc. 1-2, pp. 1-10.
- DOLLEANS, Edouard, et DEHOVE, Gérard. — Histoire du travail en France, 2 vol. Paris, Domat-Montchrestien, 1953.
- DUHR, Joseph. — La confrérie dans la vie de l'Eglise. *Rev. hist. eccl.*, t. XXXV, 1939, pp. 243-265.
- ESPINAS, Georges. — Comment étudier les statuts d'une association professionnelle, *Rev. hist. de dr.*, 1946-1947, p. 131 et s.
- LE BRAS, Gabriel. — Les confréries chrétiennes. Problèmes et propositions. *Rev. hist. de dr.*, 1940-1941, pp. 310-363.
- LOUSSE, E. — La Société d'Ancien Régime. Organisation et représentation corporatives.
- MICKWITZ, Gunnar. — Die Kartellfunktionen der Zünfte und ihre Bedeutung bei der Entstehung des Zunftwesens. Eine Studie in Spätantiker und mittelalterlicher Wirtschaftsgeschichte. Diss. Helsinki, 1936. *Societas Scientiarum Fennica, Commentationes Humanarum Litterarum*, t. VIII, 3.
- OLIVIER-MARTIN, François. — L'organisation corporative de la France d'ancien régime. Paris, Sirey, 1938.
- PLANITZ, Hans. — Kaufmannsgilde und Städtische Eidgenossenschaft in niederfränkischen Städten im XI. und XII. Jahrhundert, *Zeitschr. der Sav.-Stift., Germ. Abt.*, t. LX, 1940, pp. 1-116.
- Frühgeschichte der deutschen Stadt. *Zeitschr. der Sav.-Stift. Germ. Abt.*, t. LXIII, 1943, p. 58 et s.
- WEIDER, Manfred. — Das Recht der deutschen Kaufmannsgilden des Mittelalters. *Untersuchungen zur deutscher Staats- und Rechtsgeschichte*, vol. 141, Breslau, Marcus, 1931.
- WYFFELS, Carlos. — De oorsprong der ambachten in Vlaanderen en Brabant. *Verhandelingen van de Koninklijke Vlaamse Academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België*, Bruxelles, 1951.
- Les corporations flamandes et l'origine des corporations de métiers. *Rev. Nord*, 1950.

b) *Ouvrages relatifs aux institutions languedociennes :*

- ALAUZIER, Louis d'. — Statuts des merciers du Languedoc en 1395. *Ann. Midi*, 1950, p. 54 et s.

- DOGNON, Paul. — Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion. Paris-Toulouse, Picard-Privat, s.d. (1895).
- DUPONT, André. — La vie économique dans le Languedoc méditerranéen du X^e au XIII^e siècle. *Ecole Antique de Nîmes*, 16^e session, 1935, pp. 41-70.
- Le rôle des cités italiennes de Gênes et de Pise dans le commerce méditerranéen du XI^e au XIII^e siècle. *E.A. de Nîmes*, 17^e session, 1936, pp. 133-159.
 - Les cités de la Narbonnaise Première depuis les invasions germaniques jusqu'à l'apparition du Consulat. Nîmes, Chastanier, 1942.
- ROLLAND, Henri. — Les corporations de monnayeurs dans le Midi de la France (XIV^e-XVI^e siècles). Paris, Paillard, 1938.
- SAIGE, Gustave. — Les juifs du Languedoc antérieurement au XIV^e siècle. Paris, 1881.
- SAUTEL, Gérard. — Les villes du midi méditerranéen au Moyen âge. Aspects économiques et sociaux (IX^e-XIII^e siècles). *Rec. Soc. Jean Bodin*, t. VII, Bruxelles, 1955, pp. 313-356.
- SAYOUS, André-E. — Le capitalisme commercial et financier dans les pays chrétiens de la méditerranée occidentale depuis la première Croisade, jusqu'à la fin du Moyen âge. *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, t. XXIX, fasc. 3, 1936.
- TIMBAL, P.-C. — Les villes de consulat dans le Midi de la France, *Rec. Soc. Jean Bodin*, t. VI, Bruxelles, 1954, pp. 343-370.
- VASCHALDE, Henry. — Recherches sur les anciennes sociétés et corporations de la France méridionale. Paris, Bachelin-Deflorenne, 1873.

c) *Ouvrages relatifs aux métiers du département actuel de l'Ardèche :*

- NICOD, E. — Recherches sur l'ancienneté de la tannerie et de la mégisserie à Annonay. *Rev. du Vivarais*, t. IX, 1901, p. 8 et s.
- REGNE, Jean. — Histoire du Vivarais. Paris, 1931.
- Vie municipale et bourgeoisie en Vivarais. *Ann. Midi*, 1934, pp. 337-359.
- SEZARET, Jules. — La confrérie du Saint-Esprit dite des sabbatiers d'Aubenas (1308-1451). *Rev. du Vivarais*, t. XLIII, 1936, pp. 46-50, 103-109, 132-138, 163-174, 197-201.

d) *Ouvrages relatifs aux métiers de l'Aude :*

- CROS-MAYREVIELLE, Gabriel. — L'évolution économique de Narbonne. *Bull. Commission archéol. Narbonne*, t. 17, 1926-1927, pp. 102-159.
- WILDER EMERY, Richard. — Heresy and inquisition in Narbonne. (Thirteenth Century). *Studies in history, economics and public law of political science*, Columbia University, New-York, 1941.
- PORT, Célestin. — Essai sur le Commerce de Narbonne. Paris, 1853.
- POUX, Joseph. — La cité de Carcassonne, 2 vol. Toulouse, 1922-1931.

RAMIERE DE FORTANIER, J. — Chartes de franchise du Lauragais. Paris, 1939.

REGNE, Jean. — Amauri II, vicomte de Narbonne. Narbonne, 1910.

SABARTHES, Chanoine. — Les manuscrits consulaires de Limoux, étude historique et philosophique. Paris, 1930.

TISSIER, J. — Les corporations d'arts et métiers à Narbonne. *Rev. des Pyrénées*, t. III, 1891, pp. 10-17.

e) *Ouvrages relatifs aux métiers du Gard :*

BLIGNY-BONDURAND, E. — Plaintes contre les tonneliers du XV^e siècle. *Nemausa*, t. II, p. 193-197.

EYSSETTE, A. — Histoire de la ville de Beaucaire. 2 vol., Beaucaire, 1884.

GOURON, Marcel. — Histoire de la ville du Pont-Saint-Esprit. Nîmes, Chastanier, 1938.

MENARD. — Histoire civile et ecclésiastique de la ville de Nîmes. Paris, 1750, vol. I à IV.

MICHEL, Robert. — Les chevaliers du château des Arènes de Nîmes aux XII^e et XIII^e siècles. *Rev. historique*, t. CII, 1909.

— L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint-Louis. Paris, 1910.

PUECH, Albert. — Les professions à Nîmes à la fin du XVI^e siècle.

f) *Ouvrages relatifs aux métiers de la Haute-Garonne :*

BERTRAND, G. — Les corps de métiers à Toulouse depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'à la Révolution. Th. Dr. Toulouse, 1951.

BOYER, G. — Un texte inédit sur l'Atelier Monétaire de Toulouse. *Mél. Dumas*, pp. 37-45.

BOURG, Antoine du. — Les corporations ouvrières de la ville de Toulouse du XIII^e au XV^e siècle. *Mém. Soc. Arch. Midi*, t. XIII, 1885, pp. 154-253.

— Tableau de l'ancienne organisation du travail dans le Midi de la France. Corporations ouvrières de la ville de Toulouse de 1270 à 1791. Toulouse, 1885.

— Coup d'œil historique sur les diverses corporations de Toulouse. *Mém. Soc. Arch. Midi*, t. XIII, 1885, pp. 257-296 ; t. XIV, 1889, pp. 52-91 et 240-258.

CHALANDE Jules. — Histoire des rues de Toulouse, *Mém. Acad. Sc. Toulouse*, 11^e série, t. I à X ; 12^e série, t. I à VII.

CLAUDIN, A. — Les enlumineurs, les relieurs, les libraires et les imprimeurs de Toulouse aux XV^e et XVI^e siècles (1473-1530). Documents et notes pour servir à leur histoire. *Bull. du bibliophile*, 1892-1893, pp. 1-24, 142-165 ; 1895, pp. 390-403.

CLOS, Léon. — Recherches sur la première époque de l'histoire municipale de Toulouse. *Mém. Acad. Sc. Toulouse*, 1874, pp. 306-329.

CORRAZE, Raymond. — Les armuriers toulousains au XVI^e siècle. *Mém. Acad. Toulouse*, 13^e série, t. VII, 1945-1948, pp. 39-82.

DESBARREAU-BERNARD. — Introduction aux statuts des chirurgiens-barbiers de Toulouse. *Mém. Acad. Sc. Toulouse*, 6^e série, t. III, 1865, pp. 1-34.

- LAMOULEZE, Edm. — Le corps de métier toulousain des fourbisseurs d'épées, au commencement du XVII^e s. *Rev. des Pyrénées*, 1902, pp. 284-310, 333-346, 481-497.
- Quelques documents inédits sur les chirurgiens-barbiers de Toulouse. *Bull. Soc. Arch. Midi*, n^o 29-31, 1901-1903, pp. 304-310.
- LEVASSEUR, Emile. — Les sources de l'histoire des corps de métiers et de l'industrie à Toulouse. *Bull. Comm. Sc. écon. et soc.*, 1889, pp. 174-185.
- LIMOZIN-LAMOTHE, R. — La commune de Toulouse et les sources de son histoire (1120-1249). Etude historique et critique suivie de l'édition du Cartulaire du Consulat. Paris-Toulouse, Didier-Privat, 1931.
- MOLINIER, Auguste. — La commune de Toulouse et Philippe III. *Bibl. Ec. Chartes*, t. XLIII, 1882, p. 7 et s.
- MUNDY, John Hine. — Liberty and Political Power in Toulouse (1050-1230). New-York, Columbia University Press, 1954.
- Hospitals and leproseries in twelfth and early thirteenth century Toulouse. *Essays... in Honor of Austin Patterson Evans*. New-York, Columbia University Press, 1955, pp. 181-203.
- NOULET, J.-B. — Professions exercées à Toulouse aux XIV^e et XV^e siècles. *Rev. Pyrénées*, t. III, 1891, pp. 759-769.
- PETIT-DUTAILLIS, Charles. — La prétendue commune de Toulouse. *Comptes-rendus Acad. Inscriptions*, 1941, p. 57 et s.
- PRADELLE, Joseph. — Les congrégations compagnonniques : la communauté des frères tailleurs d'habits de Toulouse. *Mém. Acad. Toulouse*, 1939, pp. 59-75.
- RAMET, Guillaume-Henri. — Histoire de Toulouse. Toulouse, Tarride, 1935.
- ROSCHACH, Ernest. — La commune de Toulouse, in *Hist. Lang.*, éd. Privat, t. VII, 1879, pp. 213-253.
- SICARD, G. — Aux origines des sociétés par actions. Les Moulins de Toulouse au Moyen âge. Avant-propos de G. Boyer. Th. Droit, Toulouse, 1953.
- WOLFF, Philippe. — Les bouchers de Toulouse du XII^e au XV^e siècle. *Ann. Midi*, t. LXV, 1953, pp. 375-393.
- Commerces et marchands de Toulouse (vers 1350-vers 1450). Th. Lettres, Paris, 1954.

g) *Ouvrages relatifs aux métiers de l'Hérault :*

- APPOLIS, E. — Les confréries dans le diocèse de Lodève sous l'Ancien Régime. *Bull. hist. Min.*, 1948-1950, p. XVII et s.
- BARRAL, Paul. — Considérations sur le régime municipal de Clermont en Lodévois aux XIII^e et XIV^e siècles.
- BERNE, Albert. — Consuls sur mer et d'outre-mer de Montpellier. Carcassonne, 1904.
- DULAURIER, Ed. — Notice sur les privilèges accordés par les rois de la Petite Arménie aux marchands de Montpellier. *Mém. Soc. Arch. Montpellier*, t. VI.

- GERMAIN, Alexandre. — Histoire de la commune de Montpellier. 3 vol., Montpellier, 1851.
- Histoire du commerce de Montpellier. 2 vol., Montpellier, 1861.
 - L'apothicairerie à Montpellier sous l'ancien régime universitaire. *Mém. Soc. Arch. Montpellier*, t. VIII, 1882, p. 54 et s.
- GRASSET-MOREL. — Montpellier, ses sixains, ses îles et ses rues. Montpellier, 1908.
- GUIRAUD, Louise. — Recherches topographiques sur Montpellier au Moyen âge. Montpellier, Coulet, 1895.
- La paroisse Saint-Denis de MontPELLIÉRET. Montpellier, 1898.
 - Recherches et conclusions nouvelles sur le prétendu rôle de Jacques Cœur à Montpellier. Paris, 1900.
- IRISSOU, H. — La pharmacie à Montpellier des origines aux statuts de 1572. Paris, Guitard, 1935.
- LAURES, Edouard. — La municipalité de Béziers à la fin de l'Ancien Régime. Th. Droit, Paris, 1926.
- LEWIS, Archibald Ross. — The development of town government in XIIth Century Montpellier. *Speculum*, t. XXII, 1947, pp. 51-68.
- Seigneurial administration in twelfth century Montpellier. *Speculum*, t. XXII, 1947, pp. 562-577.
- MARTIN. — Histoire de Lodève.
- MASSOL, G. — Le serment des apothicaires montpelliérains. *Bull. Pharmacie Sud-Est*, 1905, p. 137 et suivantes.
- PLANCHON, J.-E. — La pharmacie à Montpellier. Montpellier, 1861.
- RAFFIT, Mgr. — Une confrérie montpelliéraine au Moyen âge : La vraie Sainte-Croix. *Bull. Acad. Montpellier*, t. 78-81, 1948-1951, pp. 107-114.
- RENOUVIER, J., et RICARD, Ad. — Des maîtres de pierre et des autres artistes gothiques de Montpellier. *Mém. Soc. Arch. Montpellier*, t. II, 1850, pp. 135-350.
- SAYOUS, André-E., et COMBES, Jean. — Commerçants et capitalistes à Montpellier aux XIII^e et XIV^e siècles. *Rev. historique*, t. CLXXXIX, p. 345 et s.
- SOUCAILLE, Antonin. — Anciennes corporations biterroises, règlements, statuts, ordonnances. *Bull. Soc. arch., scient., litt. Béziers*, 3^e série, t. VI, p. 393 et s. ; t. VIII, p. 5-67.
- THOMAS, Louis-J. — Montpellier ville marchande. Histoire économique et sociale de Montpellier des origines à 1870. Montpellier, s.d. (1936).

h) *Ouvrages relatifs aux métiers de la Haute-Loire :*

- BOUDON-LASHERMES, Albert. — La vie d'autrefois au Puy. Saint-Etienne, 1912.
- CHASSAING, Augustin. — Notes sur l'orfèvrerie du Puy au Moyen âge et à la Renaissance. Le Puy, 1874.
- DELCAMBRE, Etienne. — Une institution municipale languedocienne. Le consulat du Puy-en-Velay des origines à 1610. Le Puy, 1933.
- GERMAIN-MARTIN. — Les plus anciens libraires du Puy. Le Puy, 1897.

- MOSNIER, Henry. — Les poudriers et les gardes-poudres du Puy. *Soc. Sc. de la Haute-Loire*, t. III, p. 381 et suiv.
- PAYRARD, J.-B. — Les tanneurs et cordonniers du Puy. *Tablettes historiques du Velay*, t. I, p. 190 et s.
- ROUCHON, Ulysse. — Recherches sur les argentiers, orfèvres, lapidaires, émailleurs et graveurs de camées du Puy-en-Velay (XIII^e-XIX^e siècles). Le Puy, 1943.
- THIOLLIER, Noël. — Les orfèvres du Puy. Le Puy, 1943.

i) *Ouvrages relatifs aux métiers de la Lozère :*

- L. C. — Constitution de la boucherie à Mende, en 1267. *P.-V. Soc. Lettres, Sc., Arts Lozère*, t. 79, 1^{er} et 2^e trim. 1926, p. 3 et s.
- CHEBANIER, P. — Ordonnances de police rendues dans la première moitié du XVII^e siècle au nom des évêques de Mende, relativement à la vente et à la taxation de certaines denrées. *Archives gévaudanaises*, t. III, 1915-1922, pp. 121-136.
- POREE, C. — Le consulat et l'administration municipale de Mende. Paris, 1901.

j) *Ouvrages relatifs aux métiers du Tarn :*

- CABIE, Edmond. — Documents sur le roi et la milice des merciers en Languedoc. *Rev. du Tarn*, t. VI, 1886-1887, pp. 233-234.
- JOLIBOIS. — Albi au Moyen âge. Essai sur l'histoire économique de cette ville. *Annuaire du Tarn*, 1871.
- PELISSIER, Edm. — La draperie à Castres. *Rev. du Tarn*, t. XX, 1903, p. 363 et s.
- PORTAL, Ch. — Les verriers du Languedoc, 1290-1790. *Rev. du Tarn*, t. XXIV, 1907, pp. 229-230.
- Notes sur l'orfèvrerie à Albi du XIV^e siècle à la fin du XVIII^e siècle. *Bull. Arch. Com. Travaux hist.*, 1914, pp. 108-144.
- THOMAS, E. — Une confrérie Saint-Blaise à Montdragon (XIV^e siècle). *Rev. du Tarn*, t. XXIII, 1906, pp. 168-172.
- VIDAL, A. — Histoire des rues du vieil Albi. Albi, 1904.
- L'organisation municipale à Albi au Moyen âge. *Rev. Pyrénées*, t. XIII, 1901, pp. 446-490.
- Douze comptes consulaires d'Albi du XIV^e siècle. 2 vol., Albi, 1911.

k) *Ouvrages relatifs aux métiers du Tarn-et-Garonne :*

- BOURBON. — Les statuts des corporations professionnelles de Montauban au commencement du XVII^e siècle. *Bull. Soc. Arch. Tarn-et-Garonne*, t. IV, 1876, pp. 9-23.
- CABARIEU, M. de. — Règlement du corps de ville de Saint-Antonin sur la fabrication des draps. *Bull. Soc. Arch. Tarn-et-Garonne*, t. XIII, 1885, pp. 253-270.
- DEVALS, A. — Histoire de Montauban. Montauban, 1885.
- Des corporations professionnelles à Montauban. Montauban, s.d.

- FRANCE, H. de. — Notes sur le commerce montalbanais. Confréries professionnelles. *Bull. Soc. Arch. Tarn-et-Garonne*, t. XLI, 1913, pp. 201-214.
- GALABERT, F. — Le rôle des bons hommes dans le pays de Tarn-et-Garonne. *Bull. Soc. Arch. Tarn-et-Garonne*, 1901, pp. 237-248.
- Le nombre des hommes libres dans le pays de Tarn-et-Garonne. *Bull. Soc. Arch. Tarn-et-Garonne*, 1901, pp. 29-50.
- TOUJAS, René. — L'apprentissage dans l'industrie drapière de Montauban de 1636 à 1673. Dipl. Et. Sup. Fac. Droit Toulouse, 1955 (dactyl.).

e) *Ouvrages relatifs aux métiers de la ville de Millau (Aveyron) :*

- ARTIERES, Jules. — Corporations ouvrières de la ville de Millau. *Mém. Soc. Sc., Lettres, Arts Millau*, t. XV, 1894-1899, pp. 229-263.
- Notice historique sur la draperie de Millau. *Mém. Soc. Sc., Lettres, Arts Millau*, t. XV, 1894-1899, pp. 263-316.

III. — OUVRAGES RELATIFS AUX MÉTIERS DES PAYS VOISINS DU LANGUEDOC.

a) *Auvergne :*

- EVERAT, E. — Les confréries de Riom (XIII^e-XX^e siècle). *Mém. Acad. Sc., Belles-Lettres, Arts, Clermont-Ferrand*, 2^e série, fasc. 19, 1905.

b) *Comtat Venaissin :*

- LABANDE, L.-H. — Avignon au XIII^e siècle. Paris, 1908.
- MICHEL, Robert. — Le développement des villes dans le Comtat Venaissin. *Rev. historique*, t. CXVIII, 1915, pp. 289-304.
- PANSIER, P. — Les confréries d'Avignon au XIV^e siècle. *Annales d'Avignon et du Comtat Venaissin*, t. XX, 1934, pp. 5-49.

c) *Dauphiné :*

- PERRIN, Ch.-Edm. — La bourgeoisie d'après les chartes de franchise. *Ann. Univ. Grenoble*, n^{le} série, t. II, 1925, pp. 161-250.
- VAILLANT, P. — Les libertés des communes dauphinoises. Paris, 1951.

d) *Gascogne :*

- ALAUZIER, Louis d'. — Notes sur quelques corporations de Figeac en 1789. *Bull. Soc. Lot*, t. CXX, 1949, pp. 3-5.
- BRUTAILS, Auguste. — Notes sur les anciennes confréries et l'assistance mutuelle dans le Sud-Ouest. *Rev. philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 6^e année, n^o 9, 1^{er} septembre 1903.
- Une organisation régionale au XVI^e siècle (La bourse des marchands fréquentant les rivières). *Rev. philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1919, pp. 120-125.
- CLERGEAC, A. — Les statuts de la confrérie de la Sainte-Trinité de la Sainte-Vierge et de Saint-Nicolas de Fleurance. *Rev. de Gascogne*, 1932, pp. 169-172.
- FERAL, P. — Les confréries religieuses à Lectoure au XV^e et au XVI^e siècles. *Bull. Soc. Gers*, 1952, pp. 340-354.

LEROUX. — Statuts et règlements des confréries de Bordeaux (XIV^e-XVIII^e siècles). *Arch. histor. Gironde*, t. L, 1915, pp. 167-242.

e) *Provence* :

BENOIT, Fernand, BOURILLY, V.-L., DUPRAT, E. — Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône, t. XIV, 1935, pp. 1-117, 171-263, 561-633.

BILLIOUD, M. — De la confrérie à la corporation. Les classes industrielles en Provence aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles. *Mém. Institut histor. Provence*, t. VI, 1929, pp. 235-271.

— Le roi des merciers du comté de Provence aux XIV^e et XV^e siècles. *Bull. phil. hist.*, 1922, pp. 42-73.

BOURILLY, V.-L. — Essai sur l'histoire politique de la commune de Marseille. Aix, 1926.

BUCELLE, J. — Les corporations d'orfèvres à Aix et à Marseille aux XVII^e et XVIII^e siècles. Th. Droit Aix, 1954 (ron.).

BUSQUET, Raoul. — Les origines et le développement des institutions communales à Marseille et en Provence au Moyen âge.

LAMBERT, Gustave. — Essai sur le régime municipal et l'affranchissement des communes en Provence au Moyen âge. Toulon, 1882.

PERNOUD, Régine. — Histoire du commerce de Marseille. Paris, 1949, t. I.

f) *Rouergue* :

AFFRE. — Lettres sur l'histoire de Rodez, 1874.

BAILLAUD, E., VERLAGUET, P.-A. — Coutumes et privilèges du Rouergue, Toulouse, Privat, 1910.

LAUGE, Jules. — La confrérie des meuniers de Villefranche-de-Rouergue au XVI^e siècle, *Bull. Soc. Amis de Villefranche et du Bas-Rouergue*, t. I, 1936-1940, pp. 158-164.

NAYRAL. — Aperçus historiques sur la ville de Saint-Affrique, 1877.

VIALETES. — Statuts des potiers d'étain. *Mém. Soc. Lettres Sc., Arts Aveyron*, t. 17, 1906-1911, pp. 431-435.

g) *Roussillon* :

DRAPE, Alphonse. — Recherches sur l'histoire des corps d'arts et métiers en Roussillon sous l'ancien régime. Paris, 1898.

IV. — SOURCES PUBLIÉES :

a) *Languedoc en général* :

Ordonnances des rois de France de la troisième race, t. II, III, V, VI, VII, VIII, IX, XI, XIII, XIV, XVI, XX, XXI.

Gallia christiana novissima, t. VI.

Vic, Doms de, et VAISSETE. — Histoire générale de Languedoc, éd. Privat, t. V, VIII, X.

b) *Aude* :

BLANC, A. — Livre de comptes de Jacme Olivier. Paris, Picard, 1899.

MAHUL. — Cartulaire du diocèse de Carcassonne, t. II, IV, VI.

PASQUIER, Félix. — Cartulaire de Mirepoix. Toulouse, Privat, 1921.
La confrérie Notre-Dame de Faujeaux, *Rev. Arts et Lettres Carcas-*
sonne, t. II, 1859-1860.

c) *Gard* :

BLIGNY-BONDURAND. — Les coutumes de Saint-Gilles (XII^e-XIV^e siècles).
Paris, Picard, 1915.

d) *Haute-Garonne* :

DOUAIS, C. — Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin. Toulouse, 1887.
— Satut municipal inédit des parcheminiers de Toulouse (10
février 1329). *Mém. Acad. Sc. Toulouse*, 9^e série, t. VIII, 1896,
pp. 126-152.
FAGNEZ, M. — Documents relatifs à l'histoire du commerce et de l'in-
dustrie, n° 272.
LEVASSEUR, E. — Histoire des classes ouvrières, t. I, pp. 486-493.
LIMOZIN-LAMOTHE. — Cartulaire du Consulat, in *La commune de Tou-*
louse.
MULHOLLAND, Mary Ambrose. — Early Gild Records of Toulouse. New-
York, Columbia University Press, 1941.
— Statutes on clothmaking, Toulouse 1227. *Essays in medieval*
life and thought, presented in Honor of Austin Patterson Evans.
New-York, Columbia University Press, 1955.

e) *Hérault* :

GERMAIN, Alexandre. — Liber Instrumentorum Memorialium. Cartulaire
des Guillems de Montpellier. Montpellier, 1884-1886.
MARTIN, E. — Cartulaire de la ville de Lodève. Montpellier, 1900, 3 vol.
ROUQUETTE, J. — Cartulaire de l'Eglise d'Agde. Cartulaire du chapitre.
T. I, fasc. 1. Montpellier, 1925.
— Cartulaire de Béziers (Livre Noir).
ROUQUETTE, J., et VILLEMAGNE, A. — Cartulaire de Maguelone. Mont-
pellier, 1912-1922, 5 vol.
Petit Thalamus de Montpellier, éd. Soc. arch. de Montpellier, 1840.
CALMETTE, J. — Cartulaire de l'Université de Montpellier. T. II, Mont-
pellier, 1912.

f) *Haute-Loire* :

AYMARD. — Inventaire qui contient les titres et privilèges de la maison
consulaire de la ville du Puy. *Ann. Soc. agric., sc., arts, com-*
merce Le Puy, t. 15, 1^{er} sem. 1850, p. 766 et s.
CHASSAING, Augustin. — Titres de la maison consulaire du Puy-en-
Velay.
— Le livre de Podio. Chronique d'Etienne Médicis, bourgeois du
Puy. 2 vol. Le Puy, 1869-1874.
— Mémoires d'Antoine Jacmon, bourgeois du Puy. Le Puy, 1885.
JACOTIN, A. — Preuves de la maison de Polignac. Paris, Leroux, 1893,
t. I.

LE BLANC, Paul. — Statuts de la communauté des chaudronniers du Puy, *Annuaire de la Haute-Loire*, 1878, et *Variétés historiques et biographiques*, 1885.

g) *Tarn* :

COMPAYRE. — Documents inédits sur l'Albigeois et le Pays castrais. Albi, 1844.

MARTY, Emile. — Archives des notaires de Rabastens. Albi, 1912.

PORTAL, Ch. — Extraits de registres de notaires... Albi, 1901.

— Statuts de la confrérie des cordonniers de Cordes. *Rev. Tarn*, t. VIII, 1890-1891, pp. 257-258.

— Documents sur le commerce des draps à Lavaur au XVI^e siècle. Albi, 1915.

h) *Tarn-et-Garonne* :

MAGEN, A., et THOLIN, G. — Archives municipales d'Agen ; Chartes, 1^{re} série (1189-1328). Villeneuve-sur-Lot, 1876 (quelques pièces intéressent le Tarn-et-Garonne).

MOULENC, M. — Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne.

i) *Ville de Millau* :

ARTIERES, Jules. — Documents inédits sur la ville de Millau. *Mém. Soc. Sc., Lettres, Arts Millau*, t. XV, 1894-1899, pp. 317-365.

V. — SOURCES INÉDITES.

a) *Archives Nationales* :

Layettes du Trésor des Chartes, J 304, Toulouse II, n° 16.
Trésor des Chartes, reg. JJ 21 et 80.

b) *Bibliothèque Nationale* :

Lat. 9993 et 9999.
Fr. 11795.
Coll. Baluze, vol. 27.
Coll. Doat, vol. 39, 49, 51, 253.

c) *Aude* :

- Archives Départementales :
9 C 43.
III E 3, III E 943, III E 952, III E 953.
- Archives Municipales de Castelnaudary :
HH1.
- Archives Municipales de Fabrezan :
AA1.
- Archives Municipales de Lagrasse :
BB1.
- Archives Municipales de Montréal :
QQ, fonds Maillebiau.
- Archives Municipales de Narbonne :
AA, 1, 2, 17, 25, 26, 35, 36, 74, 87, 99, 103, 106, 109, 110,
BB, 1, 84.
- Bibliothèque Municipale de Carcassonne :
Ms. Viguerie, n° II.

d) *Gard* :

- Archives Départementales :
B 19.
C 676.
E 925.
G 1133.
H 298.
- Archives Municipales d'Alès :
I S, 1 à 24.
- Archives Municipales de Nîmes :
EE 3.
FF 1 à 31.
HH 1 et 3.
LL 50.
SS 3, 8, 9.

e) *Haute-Garonne* :

- Archives départementales :
B 32.
B 92'.
E 125, 420, 451, 461, 505, 506, 508, 510, 538, 579, 1193,
1264, 1300.
II E 4393.
4 G, Saint-Etienne.
H : Grandselve, Malte, Saint-Sernin, Capdenier.
- Archives Municipales de Toulouse :
AA 1, n° 4, 6, 7, 11, 19, 52, 71, 90, 93.
AA 3, n° 117, 182, 254, 317.
AA 5, n° 70, 156, 175.
AA 8, n° 12, 15.
AA 34, n° 11, 21, 71, 105, 107.
AA 39, n° 35.
AA 46, n° 56.
AA 51, n° 66 et 67.
AA 57, n° 11, 12, 14, 15, 17, 19, 26.
HH, layettes 18, 19, 44, 49, 63.
HH 1.
HH 2.
- Bibliothèque Municipale de Toulouse :
Ms. 490.

f) *Hérault* :

- Archives départementales :
A, lettres patentes de la sénéchaussée de Nîmes.
C 387.
III E, reg. Anelety, Aulanie 1341, Bolaly 1457-1469, Pierre Bourdon 1390-1402, Bonety 1519, Collety 1519-1550, Calvin 1461, 1463 et 1497-1500, Pons Emericy 1332, G. de Nemauso 1522 et 1537-1557, Quatrebarres 1431-1538, Solignacy 1497-1505, Arnaud Vitalis 1414.
G 797 et 1493.
Fonds de l'Hôpital Général.

- Archives Municipales de Béziers :
AA 59, 69.
« Chartes éparses », n^{os} 25, 26, 59.
Registres *de Omnibus*, I à IV.
- Archives Municipales de Lunel :
II 4 et 5.
- Archives Municipales de Montpellier :
Fonds de la Commune Clôture.
Notaires du Consulat : BB 1 à 19 ; registres des années
1401, 1410, 1436, 1459, 1493, 1495.
Cartulaire des rois d'Aragon.
Grand Chartrier : B.10.12 ; C.1.1 ; G.D.24.
Grand Thalamus.
Petit Thalamus.
Thalamus des ouvriers de la Commune Clôture.
Liber consiliorum et instrumentorum domus consulatus.
GG 1 à 16.

g) *Haute-Loire* :

- Archives départementales :
II B 7.
501 C.
503 E 21.
II E, minutes Robert, Jean de Peyre, J. Boyer, P. Dompnin.
Romieu, Pradier, notaires du Puy.
III E, liasse des sauniers du Puy.
G 8, 9, 13, 20, 106, 116, 261, 622.
- Archives Municipales du Puy :
AA 1.
CC 21.
FF 15.
GG 18.
HH 22.
- Bibliothèque Municipale du Puy :
Ms. 19.
Fonds Léon Cortial.

h) *Lozère* :

- Archives Départementales :
G 298, 315.
H 237.
- Archives Municipales de Mende :
AA 1, 2, 3, 4.
DD 14.

i) *Tarn* :

- Archives Départementales :
IV E 1, 8, 17, 22.
G 371.
H 308.
- Archives Municipales de Castres :
BB6, BB7.
HH 533.

— Archives Municipales de Cordes :
BB 84.

j) *Tarn-et-Garonne* :

— Archives Départementales :
G 712.
— Archives Municipales de Montauban :
AA 6.
7 HH 2.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	13
CHAPITRE I. — Les collèges professionnels de la Narbonnaise première	19
<i>Section I.</i> — Répartition géographique	19
a) le cadre urbain	20
b) la répartition des collèges en Narbonnaise	21
<i>Section II.</i> — La vie juridique des collèges de Narbonnaise	23
a) les caractéristiques de la terminologie corporative en Narbonnaise	23
b) les professions organisées en collèges	26
c) le but poursuivi par les collèges	32
d) les moyens d'action des collèges	34
CHAPITRE II. — La naissance de la réglementation des métiers au XII ^e siècle	37
<i>Section I.</i> — Féodalité méridionale et réglementation économique	40
1) les créations de marchés	40
2) les cens pesant sur les métiers	42
3) la diminution des redevances féodales relatives au commerce et à l'artisanat	45
4) justices seigneuriales et police économique	47
<i>Section II.</i> — L'administration et les métiers languedociens	50
1) le rôle des métiers languedociens dans les institutions urbaines du XII ^e siècle	50
2) les origines de la police consulaire sur les métiers	53
<i>Section III.</i> — La naissance des corps organisés	67
1) la localisation géographique des métiers	68
2) l'apparition de la spécialisation professionnelle	72
3) Monopole ou liberté du commerce	76

PREMIÈRE PARTIE

Les métiers dans la ville	83
CHAPITRE III. — Les effectifs des métiers languedociens	89
1) Toulouse	91
2) Montpellier	95
3) Autres villes	102
CHAPITRE IV. — La localisation topographique des métiers	115
1) les métiers vendant en halles et marchés	117
2) les métiers groupés par rues	124
3) le rôle électoral de la localisation topographique	131
CHAPITRE V. — Les pouvoirs municipaux et l'organisation corporative	141
<i>Section I.</i> — A qui appartient la police économique	143
a) police consulaire et police seigneuriale	143
b) police consulaire et pouvoir royal	152
<i>Section II.</i> — Les formes de la police consulaire	163
a) les statuts, ordonnances de police consulaire	164
b) la réglementation directe	172
c) le contrôle des métiers par les gardes consulaires	177
<i>Section III.</i> — Le contenu de la police consulaire	186
a) l'élaboration des statuts du métier	188
b) la visitation des produits du métier par les consuls	190
c) le contrôle des poids et mesures	192
d) la police du courtage	194

DEUXIÈME PARTIE

La hiérarchie professionnelle	197
CHAPITRE VI. — Les chefs de métiers	201
<i>Section I.</i> — Le caractère général de l'institution des chefs de métiers	203
<i>Section II.</i> — Désignation et pouvoirs des chefs de métiers	215
<i>Section III.</i> — Les attributions des chefs de métiers	228
CHAPITRE VII. — Maîtres, valets, apprentis	241
<i>Section I.</i> — Les maîtres	243
1) l'entrée du maître dans le métier	246
2) les assemblées du métier et les relations entre maîtres	253
3) les obligations du maître envers le métier	256

<i>Section II.</i> — Les valets	259
1) rapports entre valets et maîtres	260
2) rapports entre valets et métier	263
<i>Section III.</i> — Les apprentis	266
1) l'établissement du contrat d'apprentissage	267
2) obligations de l'apprenti	275

TROISIÈME PARTIE

Les activités professionnelles des gens de métiers	279
CHAPITRE VIII. — La réglementation de la vente et de la fabrication	291
<i>Section I.</i> — Les mesures réglementant la vente	293
1) le vendeur et l'acheteur	293
2) la limitation des prix	303
3) l'hygiène et les conditions externes de la vente	307
<i>Section II.</i> — La réglementation de la fabrication	311
1) les procédés de fabrication	313
2) l'apposition de poinçons et de sceaux	320

QUATRIÈME PARTIE

La personnalité civile et religieuse du métier	325
La personnalité civile des métiers	327
CHAPITRE IX. — La confrérie professionnelle	337
<i>Section I.</i> — Apparition et évolution des confréries	338
1) l'ancienneté des confréries non professionnelles	338
2) confréries d'entr'aide ou de dévotion et confréries professionnelles	342
3) l'apparition et l'expansion des confréries de métiers en Languedoc	346
<i>Section II.</i> — La vie des confréries professionnelles	349
1) la confrérie association de caractère religieux	350
2) les fêtes chômées	353
3) l'aspect matériel et financier de la confrérie ; sa personnalité morale	356
4) la confusion de la confrérie et du métier	362

CONCLUSION

L'apparition et le développement du métier juré en Languedoc	365
Pièces annexes	375
BIBLIOGRAPHIE	421

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans cette
thèse ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leur auteur.

